LE SPECTATEUR MILITAIRE.

LE

SPECTATEUR MILITAIRE.

TOME NEUVIÈME.

(DU 15 AVRIL 1830 AU 15 OCTOBRE 1830.)

PARIS,

CHEZ M. ROLAND, DIRECTEUR-GÉRANT,

RUE MARIVAUX, N. 1.

ET CHEZ ANSELIN, SUCCESSEUR DE MAGIMEL, LIBRAIRE,

RUE DAUPHINE, N. 9.

A STRASBOURG, CHEZ LEVRAULT.

1830.

TABLE

DES MATIÈRES DU NEUVIÈME VOLUME.

LIVRAISONS

CONTENUES DANS LE NEUVIÈME VOLUME.

LE

SPECTATEUR MILITAIRE.

Nous répétons à nos lecteurs que l'insertion des diverses opinions qui nous sont adressées n'est pas une approbation de toutes les dispositions qu'elles renferment, mais bien l'établissement d'une discussion sage et approfondie, qui puisse conduire à la vérité des faits, et présenter les conclusions qu'on peut en tirer.

DES CHANGEMENS
SURVENUS
DANS L'ART DE LA GUERRE,
DEPUIS 1700 JUSQU'EN 1815;

CONSÉQUENCES DE CES CHANGEMENS RELATIVEMENT AU SYSTÈME DE PLACES FORTES.

CHAPITRE PREMIER.

Des changemens survenus dans l'art de la guerre depuis 1700 jusqu'en 1815.

M. le général Valazé a fait insérer dans la XXXIXe livraison du *Spectateur militaire*, un article intitulé *des Places fortes et du Système de guerre actuel*. Dans cet article, il a développé l'opinion que « depuis 1792, on n'avait point fait la » guerre autrement qu'en 1700 et 1740, et que, par con-

» séquent, le système de guerre actuel n'était pas différent » de celui qu'on suivait au commencement du siècle der- » nier. » Il en a conclu qu'il ne fallait adopter aucune modification au système de places fortes de la France.

Cette opinion, reproduite à la tribune par plusieurs députés (a), est diamétralement opposée à celle que j'avais émise dans les trois derniers chapitres de ma *Philosophie de la guerre*, surtout dans celui qui est intitulé *des Places fortes;* ces chapitres ne contiennent d'ailleurs point, sur cette question, tous les détails et tous les renseignemens que l'on pourrait désirer; le plan de l'ouvrage ne le comportait pas. En réfutant les opinions de M. le général Valazé, je serai conduit tout naturellement aux développemens nécessaires pour justifier les miennes.

Les conclusions de M. le général Valazé, sur la bonté du système de places fortes de la France, ne reposent pas seulement sur cette assertion que le système de guerre n'a pas changé; elles supposent aussi que de 1700 à 1740, c'est-à-dire pendant la guerre de la Succession d'Espagne (b), qui fut la seule importante de cette époque, le système de places fortes de la France était parfaitement en harmonie avec le système de guerre qu'on suivait alors; autrement son raisonnement n'aurait point de base.

Quoique je n'adopte point, ainsi qu'on le verra, la proposition sur laquelle se fonde le raisonnement de M. le général Valazé, je ne sens point la nécessité de la combattre, puisqu'il suffira, pour renverser ce raisonnement, de faire voir que le système suivi pendant les guerres de la Révolution française a été très-différent de celui que l'on suivait pendant la guerre de la Succession d'Espagne.

(a) MM. Lamarque et de Lamezan.

(b) La guerre de la Succession d'Espagne commença en 1701 et finit en 1713.

J'examinerai ensuite ce que dit M. le général Valazé du rôle que les places fortes ont joué pendant les campagnes de ces deux époques; je parlerai des avantages et des inconvéniens que présentent actuellement les places fortes, et je terminerai par indiquer le système de places qui me paraîtrait devoir être adopté comme une conséquence des changemens survenus dans l'art de la guerre.

Commençons par ce qui a rapport à l'armement, au maniement des armes et aux manœuvres des troupes.

Pendant la première époque, le maniement des armes de l'infanterie était d'une complication extrême, et l'on se servait encore de baguettes de bois.

Le bataillon était l'unité tactique dans l'infanterie comme de nos jours; cette infanterie se formait et marchait à rangs ouverts; sur quatre rangs au commencement de la campagne, sur trois lorsque les bataillons étaient trop réduits.

On ne connaissait point le feu à volonté, ou de deux rangs, qui est presque le seul que l'on emploie maintenant. Les feux ne s'exécutaient que par rangs; ils étaient lents et peu meurtriers.

Le pas cadencé était inconnu; l'adoption de ce pas a donné naissance à plusieurs manœuvres très-utiles, et a permis d'apporter aux anciennes d'importantes améliorations. Auparavant l'infanterie ne savait que rompre en colonne en avant de sa ligne de bataille; elle perdait un temps infini dans les changemens de direction en colonne, et ces changemens ne s'exécutaient presque jamais sans désordre; les rangs se confondaient au pivot; on perdait les distances.

L'escadron était l'unité tactique dans la cavalerie comme de nos jours; cette cavalerie lourde et peu maniable se formait sur trois rangs; les escadrons laissaient entr'eux des intervalles ordinairement égaux à leur front. La principale action de la cavalerie consistait dans son feu; elle ne char-

geait jamais en ligne qu'au trot, mais elle chargeait quelquefois au galop en fourrageurs. Elle ignorait qu'elle pût produire ces ouragans décisifs (*procella equestris*) dont Frédéric II a le premier donné l'exemple.

Le matériel de l'artillerie était lourd et mal entendu; il n'y avait qu'un petit nombre de bouches à feu en comparaison de ce qu'on en a eu depuis; leur feu était lent et mal dirigé; on ne traînait point, ou presque point d'obusiers (a), arme si nécessaire contre la cavalerie et pour l'attaque des villages et des retranchemens. L'artillerie à cheval, compagne indispensable de la cavalerie, et si utile pour diriger rapidement de l'artillerie sur les points où elle devient nécessaire, n'existait pas.

L'organisation des armées, leurs marches, leurs méthodes de guerre, présentent aussi de très-grandes différences à ces deux époques.

Pendant la première époque, l'infanterie ainsi que la cavalerie étaient divisées en brigades; c'était la seule subdivision.

Les lieutenans-généraux et les maréchaux de camp roulaient entre eux pour le service journalier; d'où il résultait qu'ils ne connaissaient point les troupes dont on leur confiait le commandement et n'en étaient point connus; qu'ils n'étaient point au courant du service, et que rarement ils avaient le temps d'étudier le terrain qu'occupaient leurs troupes. On conçoit quelle lenteur, quels embarras et quel désordre, résultaient de cet état de chosespo ur la transmission des ordres et pour le commandement des troupes.

L'artillerie de ligne était divisée en brigades de dix bouches

(a) Les Hollandais employèrent pour la première fois des obusiers à la bataille de Nerwinde en 1693 ; les Allemands les imitèrent. Les Français en employèrent, pour la première fois, pendant la guerre de Sept-ans ; le premier obusier français fut coulé à Douai en 1749.

à feu chacune; elle marchait et campait toujours réunie; on envoyait de l'artillerie aux lieux où elle était nécessaire, et lorsqu'on devait en venir aux mains, on désignait à chaque chef de brigade les troupes près desquelles il devait se porter et dont il devait suivre les mouvemens pendant la bataille : il en résultait que ces troupes s'engageaient ordinairement longtemps avant l'arrivée de l'artillerie, et que le sort d'une affaire était souvent décidé sans que l'artillerie y eût pris part.

L'armée était appesantie par un grand nombre de chevaux de bât qui transportaient les tentes dont se servaient les troupes, par les chevaux des officiers d'infanterie, par une grande quantité de voitures de vivres, par un grand nombre de voitures de luxe, de bagages, etc., etc., et par une foule de non-combattans.

Les mouvemens des troupes et les opérations militaires étant subordonnés aux approvisionnemens de vivres et à la possibilité d'en faire des distributions régulières, il en résultait des obstacles continuels à l'exécution des projets des généraux.

Les déploiemens n'étant point connus, l'armée marchait toujours réunie, par lignes, ou par portion de lignes, dans la crainte de trop s'écarter de *l'ordre de bataille*; cet ordre de bataille était une espèce de patron qu'on appliquait indifféremment dans tous les cas; on était dans la nécessité de s'ouvrir des chemins; on faisait *une lieue en quatorze heures*, et l'ennemi était toujours averti.

Aux difficultés que l'on éprouvait pour alimenter l'armée se joignaient donc les difficultés non moins grandes que l'on éprouvait d'ailleurs pour la faire mouvoir. Ainsi s'expliquent ces faits rapportés par les historiens de cette époque, que tel général a présenté la bataille, mais que son adversaire l'a refusée, et cela sans que cet adversaire se fût retiré; et ce qu'ils racontent de plusieurs batailles (Hochstædt,

Ramillies, Malplaquet, etc.), où un tiers de l'armée seulement fut mis en action, tandis que le reste attendait des ordres les bras croisés; et cette inertie du vainqueur après le gain des batailles, au lieu de poursuivre à outrance l'ennemi vaincu. Dans l'impossibilité de se mouvoir, on faisait des siéges pour faire quelque chose (a).

On faisait beaucoup plus la guerre aux places, aux camps retranchés, aux positions, si l'on peut s'exprimer ainsi, qu'aux forces organisées.

Dans l'examen auquel je vais me livrer, relativement aux changemens survenus dans l'art de la guerre, depuis la guerre de la Succession jusqu'à la paix de Paris en 1814, je m'étendrai plus que je ne l'ai fait pour ce qui est antérieur à cette époque, surtout lorsqu'il sera question des guerres de la Révolution française; l'intérêt qui s'attache à ce qui est plus rapproché de nous, un sujet neuf encore sous quelques rapports, m'imposent ce devoir.

L'infanterie de ligne européenne ne se formait plus depuis long-temps que sur trois rangs, lorsque dans l'armée prussienne, quelque temps avant la guerre de Silésie (23 décembre 1740), on remplaça la baguette de bois par la baguette de fer, et quelques années après on adopta le pas cadencé; il résulta de ces changemens que le feu de l'infanterie devint plus meurtrier, que l'on perfectionna les anciennes manœuvres et qu'on en adopta de nouvelles. Parmi ces manœuvres, les plus importantes furent le ploiement de l'infanterie en colonnes serrées, et le déploiement de ces mêmes colonnes (b).

(a) L'ouvrage de M. J. Rocquancourt intitulé : *Cours d'histoire et d'art militaire, à l'usage des élèves de l'Ecole royale militaire de St.-Cyr*, m'a été fort utile. Cet auteur a publié, sous un titre modeste, une véritable histoire générale de l'art militaire.

(b) On trouve dans l'*ordonnance du Roi pour régler l'exercice de l'infan-*

Il n'y a point d'exagération à dire que l'adoption du pas cadencé ayant permis de faire occuper à l'infanterie le moins d'espace possible, ayant donné naissance à de nouvelles manœuvres, et fourni les moyens d'apporter à l'exécution de la plupart des anciennes, un ordre, une précision et une promptitude auxquels on ne pouvait atteindre auparavant, a causé une révolution dans l'art de la guerre.

terie, du 1er janvier 1766, une manœuvre pour déployer une colonne d'attaque, composée d'un ou de deux bataillons; cette manœuvre est celle qui se pratique encore aujourd'hui pour déployer un bataillon ployé en colonnes serrées par pelotons ou par divisions. Mais aucun ouvrage de tactique, dit Guibert, dans son *Essai général de tactique*, publié en 1772 (a), n'avait encore donné, avant le sien, le moyen de ployer un bataillon en colonne serrée, autrement que par des conversions ou des quarts de conversions.

Je ne saurais indiquer l'époque précise à laquelle ces manœuvres avaient été introduites dans l'armée prussienne; mais on sait qu'elles ne furent employées à la guerre, pour la première fois, d'une manière méthodique, que pendant les guerres de la Révolution française. Guibert se trompe lorsqu'il dit que le grand Frédéric employait habituellement ces manœuvres pendant la guerre de Sept-ans. Voici comment Jomini s'exprime à ce sujet dans son *Traité des grandes opérations militaires* (b), « Guibert a prouvé, dans l'éloge du roi de Prusse, que sa tactique était » ignorée en Europe; mais la connaît-il mieux lui-même lorsqu'il con- » sacre une plume, digne d'un plus grand sujet, à nous enseigner des » déploiemens que ce grand capitaine ne fit jamais à la guerre.........
» En jetant un coup d'œil sur les ordres de marche de l'armée prussienne » aux batailles de Kollin, de Rosbach et de Leuthen, on verra qu'elle » marchait en colonne par le flanc, chaque ligne formant une colonne; » qu'elle passait à cet ordre en rompant à droite ou à gauche par pelo- » tons, et qu'elle reprenait l'ordre de bataille au moyen de la même » conversion par pelotons, sans déploiemens. » Des marches d'armées telles que celles que vient de citer Jomini, ne peuvent d'ailleurs s'exécuter avec succès, c'est-à-dire avec ordre, précision, et une promptitude suffisante, que sur un terrain facile et découvert.

(a) Tome I, *Tactique de l'infanterie*. chap. VIII.
(b) Tome I, chap. V.

Peu de temps après les perfectionnemens à la tactique de l'infanterie, dont je viens de parler, et pendant la guerre de Sept-ans, Frédéric perfectionna aussi la tactique de la cavalerie; et reconnaissant que sa principale force consistait dans l'emploi de l'arme blanche et dans la rapidité de ses charges, il ne lui fit plus employer son feu. Quelques années après cette guerre, en 1766, on supprima dans l'armée française le troisième rang de la cavalerie; les Français furent les premiers à donner cet exemple.

L'année précédente, on avait adopté le matériel d'artillerie que Gribauval proposait depuis plus de dix ans; matériel le meilleur sans contredit qui fût alors en Europe (a); aussi fut-il bientôt imité généralement, à de légères différences près.

Pendant la longue paix dont avait joui la France, avant que les guerres de la Révolution française éclatassent, on s'était beaucoup occupé de l'art de la guerre; les discussions sur l'ordre mince et sur l'ordre profond, les épreuves mêmes qui avaient été faites à Metz et au camp de Bayeux ne semblaient pas devoir donner de résultats positifs, lorsque parut, en 1779, l'ouvrage de Guibert, intitulé: *Défense du système de guerre moderne*. Cet ouvrage fixa les doutes des militaires éclairés.

On reconnut que le feu de l'infanterie était son principal moyen pour combattre; qu'ainsi un ordre de bataille de peu de profondeur, qui lui permît de faire usage de son feu, devait être son ordre habituel de combat; que l'ordre en colonnes serrées était indispensable dans beaucoup de cas

(a) Les premières épreuves du matériel Gribauval furent faites en 1754, et constatèrent ses avantages sur celui de Valière qui était alors en service. mais ce ne fut qu'en 1765 que Gribauval put enfin l'emporter sur l'esprit de routine et de coterie.

pour résister à la cavalerie; qu'il était même avantageux de le prendre quelquefois pour attaquer l'infanterie dans des circonstances particulières. On reconnut que généralement la formation des bataillons en colonnes serrées par divisions était la meilleure pour faire manœuvrer de grandes masses d'infanterie, dans le voisinage ou en présence de l'ennemi; parce qu'avec cette formation, l'infanterie occupait beaucoup moins de terrain et exécutait les grands mouvemens avec beaucoup plus d'ordre et de facilité, surtout lorsque le terrain était inégal et présentait des obstacles; parce qu'alors elle était toujours en mesure de résister à une charge inopinée de cavalerie, et parce qu'enfin lorsqu'elle voulait faire usage de son feu, elle pouvait passer rapidement de l'ordre en colonnes serrées à l'ordre en bataille, au moyen des déploiemens. On reconnut enfin que le feu de deux rangs était le seul que l'on pût employer habituellement à la guerre (a). Je suis d'ailleurs loin de me faire l'apologiste de tout ce que propose Guibert dans ses deux ouvrages, par exemple, de ses ordres de marches d'armées. Comment cet homme de génie ne se serait-il pas trompé quelquefois, n'ayant pu être éclairé par l'expérience?

Les innovations et les perfectionnemens dont je viens de parler furent enfin consacrés par le *réglement concernant l'exercice et les manœuvres de l'infanterie du 10 août 1791*; réglement bien fait, quoique toutes les manœuvres de l'infanterie n'y soient pas portées à leur perfection, qu'il en contienne quelques-unes d'inutiles à la guerre, et qu'il en laisse à désirer quelques autres; mais qui ne fut pas moins

(a) Le *feu de deux rangs*, tel qu'il s'exécute aujourd'hui, fut prescrit pour la première fois dans l'ordonnance de 1766, et Guibert, dans son *Essai général de tactique*, tom. I, page 51, dit que ce feu est le seul qui doive avoir lieu dans un combat de mousqueterie.

on ne peut plus utile pour l'instruction de ces nombreux bataillons, levés par la France pendant cette longue guerre qui s'alluma l'année suivante (20 avril 1792). Ce fut quelques mois avant cette époque que l'on commença à organiser de l'artillerie à cheval, à l'imitation des Prussiens.

L'art de l'ingénieur n'avait, pour ainsi dire, fait aucun progrès depuis Vauban; si ce n'est que, dans la fortification de campagne, on employa presque toujours un système de redoutes ou de lunettes, au lieu des lignes continues qui étaient en usage sous Louis XIV.

Dans le mouvement qui portait les esprits des militaires vers le perfectionnement de leur art, la cavalerie n'était pas restée stationnaire. Le réglement de 1788 consacra les améliorations successives apportées à l'exercice et aux manœuvres de cette arme; l'expérience a prouvé qu'il avait un vrai mérite relativement à l'instruction de détail; mais aussi qu'il laissait beaucoup à désirer en ce qui concerne les évolutions de ligne; c'est d'après les principes de ce réglement que la cavalerie française a combattu pendant les guerres de la Révolution.

Tel était, lorsque ces guerres éclatèrent, l'état de perfectionnement qu'avaient atteint les trois armes dont se composent les armées; elles avaient alors, pour ainsi dire, les mêmes armes, la même formation et les mêmes manœuvres (a), excepté toutefois chez les Turcs et chez les Polonais.

Depuis cette époque jusqu'à la seconde restauration, on ne remarque qu'une innovation importante dans les manœuvres; la formation de l'infanterie sur deux rangs. Les An-

(a) On remarquait pourtant les petites différences suivantes: les Français n'avaient point de lanciers, ils n'en ont eu qu'en 1808; la cavalerie autrichienne se formait encore sur trois rangs, elle n'a adopté la formation sur deux rangs qu'en 1806.

glais donnèrent les premiers l'exemple de cette formation dans une partie de leurs régimens, pendant la guerre d'Espagne qui éclata en 1807, et toute leur infanterie la prit en 1810, par suite d'un ordre du duc d'Yorck.

Napoléon fit former son infanterie sur deux rangs avant la bataille de Leipzick, et elle continua à combattre ainsi jusqu'à la fin de la guerre. On trouve dans les Mémoires qui lui sont attribués (a) le passage suivant relatif à cette formation : « Le feu du troisième rang est reconnu très-imparfait, et » même nuisible à celui des deux premiers; on a prescrit » au premier rang de mettre le genou en terre dans les feux » de bataillon, et dans les feux à volonté, le troisième charge » les fusils du deuxième : cet ordre est mauvais; l'infante- » rie ne doit se ranger que sur deux rangs, parce que le » fusil ne permet de tirer que sur cet ordre. »

Jomini, Jacquinot de Presle, Gouvion Saint-Cyr émettent la même opinion (b), et je vois cette opinion partagée par une grande quantité de militaires distingués qui ont fait les dernières guerres.

Quelque importans que fussent les changemens survenus dans l'armement, le maniement des armes et les manœuvres des troupes, ceux qu'éprouvèrent l'organisation, les marches, les manœuvres des armées, et leurs méthodes de guerre le furent beaucoup plus encore.

De tels changemens peuvent se méditer ou se préparer pendant la paix; mais c'est pendant la guerre qu'ils s'exécutent, et par conséquent qu'ils se manifestent. Les premiers

(a) *Mémoires de Napoléon*, tom. V, pag. 120.

(b) J'ai émis également cette opinion et je l'ai développée dans un opuscule qui fait partie de mes *Mélanges*, et qui est intitulé : *Quelques réflexions sur l'infanterie de nos jours et en particulier sur l'infanterie française et sur l'infanterie anglaise.* Cet opuscule avait paru pour la première fois en 1824 sous le titre : *De l'infanterie.*

de ces changemens, ayant quelque importance, furent exécutés par le grand Frédéric pendant la guerre de Sept-ans; son armée, par suite du perfectionnement des manœuvres, exécuta ses marches avec plus d'ordre et de rapidité; il la fit bivouaquer plusieurs fois pour s'affranchir de l'embarras des tentes; et plusieurs fois aussi il fit nourrir ses troupes par l'habitant, pour que la nécessité de leur distribuer des vivres n'arrêtât point leurs marches. Ce fut en employant ce moyen qu'il put, aussitôt après avoir vaincu à Rosbach, se rendre en Silésie avec une rapidité qui étonna ses adversaires, et vaincre de nouveau à Leuthen. Pendant cette guerre, le feu de l'infanterie, ainsi que je l'ai déjà dit, acquit plus d'importance, et la cavalerie cessant de faire usage du sien, exécuta des charges plus rapides.

Ces perfectionnemens donnèrent quelque supériorité aux troupes prussiennes sur les troupes contre lesquelles elles combattaient; mais cet avantage aurait été insuffisant pour que Frédéric, dont l'armée ne se recrutait que sur environ cinq millions d'habitans, pût lutter, avec le seul secours de l'Angleterre, contre la France, la Russie, la Suède, l'Autriche et l'Allemagne. Il fallut qu'il appliquât à la guerre toutes les ressources de son pays en hommes, en chevaux et en argent. Aussi lorsque la Russie, après la mort d'Elisabeth, se détacha de la coalition, la Prusse, était-elle entièrement épuisée, et ses finances étaient tombées dans une telle détresse, malgré les subsides de l'Angleterre, que Frédéric avait été réduit à altérer les monnaies. La mort inopinée d'Elisabeth le sauva; mais il eût succombé nécessairement, et bien avant cet événement, si un défaut absolu d'ensemble n'eût pas régné presque toujours dans la conduite des généraux qui lui furent opposés, et s'ils n'eussent pas été pour la plupart ineptes ou très-médiocres.

Si ce grand roi ne continua pas à faire bivouaquer son

armée, et à la faire vivre chez l'habitant ; s'il ne fit point de campagnes d'hiver, ainsi que cela s'est pratiqué depuis (a), quoiqu'il dût être convaincu qu'il se serait d'abord procuré ainsi des avantages incontestables, il est probable que ce fut parce qu'il pensait qu'en définitive ces innovations lui deviendraient funestes. En effet, il en serait résulté que celles de ses provinces, qui étaient ordinairement le théâtre de la guerre, auraient été horriblement dévastées, et ne lui auraient plus offert les mêmes ressources ; que pourtant ses pertes en hommes, en chevaux, en matériel de guerre, auraient été singulièrement augmentées ; que la guerre aurait pris une grande activité et que les événemens se seraient précipités ; que ses ennemis auraient enfin adopté les nouvelles méthodes de guerre, et tout serait alors devenu égal de part et d'autre. Mais ce n'était qu'avec une peine infinie, que ce monarque, épuisé à la fin de chaque campagne, se remettait en mesure de soutenir une nouvelle lutte la campagne suivante, lutte tellement inégale, que peu de jours après avoir obtenu les succès les plus éclatans, il se trouvait dans une situation aussi critique qu'auparavant. Aucun succès ne pouvait lui être plus favorable et lui donner plus de chances de salut que la suspension des hostilités, pour prendre des quartiers d'hiver.

Il serait d'ailleurs injuste de juger le guerrier, dans de telles conjonctures, sans examiner quels étaient les intérêts politiques du monarque; et son plus grand intérêt était de gagner du temps, puisqu'il devait espérer qu'une coalition aussi absurde, sous le rapport politique, que celle contre laquelle il combattait, se dissoudrait enfin. C'est ce qui serait indubitablement arrivé bien avant la mort d'Élisabeth,

(a) Jomini lui a adressé ces reproches dans son *Traité des grandes opérations militaires*, particulièrement tom. III, pag. 121.

s'il n'eût, en quelque sorte, cimenté par ses sarcasmes et par ses satires, l'union tacite de ces *trois méchantes femmes* (a) qui le poursuivaient de leur haine.

Depuis la guerre de Sept-ans, qui fut terminée en 1763, jusqu'aux guerres de la Révolution française qui commencèrent en 1792, il n'y eut d'autres guerres continentales, entre les grandes puissances de l'Europe, que celle de la Succession de Bavière qui se réduisit à des démonstrations; et celles de la Russie et de l'Autriche contre la Turquie, qui n'étaient pas de nature à faire faire des progrès à l'art.

Pendant les guerres de la Révolution française, l'art militaire éprouva de notables changemens; ils furent introduits d'abord dans les armées françaises et adoptés successivement dans celles des autres puissances de l'Europe (b).

La France se trouva alors dans une position favorable à l'introduction de ces changemens; elle venait d'éprouver, dans son gouvernement et dans son organisation sociale, une révolution telle que l'histoire ne nous a transmis le souvenir de rien de pareil. Non-seulement toutes les supériorités sociales furent détruites, et la société fut nivelée; mais les hommes qui s'emparèrent du pouvoir entreprirent de détruire aussi la religion, les mœurs et les usages de la nation française. On conçoit qu'ils ne l'auraient pu s'ils ne l'eussent frappée de terreur, et s'ils n'eussent exercé un pouvoir violent, et plus absolu peut-être que ne l'avait jamais été celui d'aucun despote; car le pouvoir d'un despote est ordinairement limité, de fait, par la religion, les mœurs, les usages et les prérogatives de quelques grands corps.

(a) Plaisanterie du grand Frédéric en parlant des deux impératrices et de madame de Pompadour.

(b) Toujours la Turquie exceptée.

Le gouvernement révolutionnaire de France pouvait donc briser, changer, innover, sans craindre d'éprouver ces sortes de résistances; et sans craindre que personne élevât la voix pour défendre ce qui s'était pratiqué jusqu'alors. La révolte seule pouvait apporter des obstacles aux mesures que prenaient de tels gouvernans, pour soutenir la lutte dans laquelle ils s'étaient engagés contre les principales puissances de l'Europe. A l'exemple du grand Frédéric, ils appliquèrent à la guerre toutes les ressources de la France, et ils s'en procurèrent d'immenses par l'émission d'un papier-monnaie; par les réquisitions, les confiscations et les spoliations; par la vente des biens des émigrés, du clergé et des condamnés; mais les dilapidations et le désordre de l'administration anéantirent une partie de ces ressources.

Le recrutement s'exerça sur tous les Français indistinctement, et ils furent obligés de servir en personne; il fallut dès-lors, pour embrasser la carrière militaire, débuter par être soldat (a), excepté pourtant dans les corps de l'artillerie et du génie, où des élèves sortis d'écoles militaires partageaient les emplois avec les sous-officiers.

Le mode d'avancement, qui résulte de ce recrutement, produit d'heureux effets, sous le rapport militaire, lorsqu'un état est engagé dans une guerre longue et active; mais en temps de paix, il en devait résulter un corps d'officiers beaucoup trop âgés. Cet inconvénient fut d'ailleurs atténué par la manière arbitraire dont se donnèrent les grades, aussi bien dans l'ancienne armée, où l'émigration des officiers laissa de grands vides, que dans les bataillons de volontaires qui furent organisés au commencement de la guerre.

Napoléon, lorsqu'il se fut emparé du pouvoir, permit les

(a) Il y eut une exception lors de l'organisation des bataillons de volontaires, puisque de simples citoyens y obtinrent alors presque tous les emplois d'officiers; mais cela n'arriva plus depuis.

remplacemens ; il en serait résulté qu'il n'y aurait plus eu qu'un petit nombre de personnes aisées, ou appartenant aux classes élevées de la société, qui auraient embrassé la carrière des armes, s'il n'eût créé, pour l'infanterie et pour la cavalerie, des écoles militaires, desquelles les élèves sortaient sous-lieutenans. Il se proposait sans doute aussi, en introduisant dans l'armée des hommes intéressés par leur fortune et par leur situation sociale à la chose publique, de rattacher les intérêts de l'armée à ceux des citoyens.

Ce ne fut pas, ainsi qu'on l'a tant écrit et répété, par suite de l'anarchie à laquelle la France fut en proie en 1793, que la république française put déployer ces forces militaires avec lesquelles elle triompha de ses ennemis ; ce fut en investissant d'un pouvoir immense des comités dont l'action fut constante et ferme. Ainsi, elle triompha malgré l'anarchie, et non pas avec le secours de l'anarchie (a) ; ceux qui ont énoncé une opinion contraire ont confondu l'effet du mal avec celui du remède.

La république, après avoir résisté à ses ennemis, et repris partout l'offensive, les chassa de son territoire, envahit le leur et les vainquit dans de nombreux combats. Napoléon, qui renversa la république et s'empara du pouvoir, obtint des succès plus brillans encore, fit des conquêtes beaucoup plus étendues.

On a vu comment la république se procura de nombreuses armées et y excita l'émulation : ce fut tout à la fois une des causes de ses succès et une condition sans laquelle elle ne pouvait en obtenir. Il serait sans doute fort intéres-

(a) On trouve dans les *Mémoires du maréchal Gouvion Saint-Cyr, sur les campagnes des armées du Rhin et de Rhin-et-Moselle*, particulièrement tom. I, pag. 84 et suivantes, pages 110, 137, 207 et 208, des détails qui viennent à l'appui de cette opinion.

sant de faire connaître la part qu'eut sa politique aux résultats de ces mémorables guerres; mais je ne le pourrais sans sortir de mon sujet, et je crains de m'en être déjà trop écarté.

Les principales causes des succès de la république furent, sans contredit, les changemens qu'éprouvèrent alors l'organisation, les marches, les manœuvres et les méthodes de guerre des armées françaises. Une partie de ces changemens ne commença à s'effectuer et leur influence ne se fit bien sentir qu'au commencement de l'année 1794; auparavant, le désordre et l'indiscipline qui s'étaient introduits dans les corps, par suite de l'état d'anarchie de la France, l'usage de faire combattre beaucoup trop souvent l'infanterie en tirailleurs, donnèrent aux troupes françaises de l'infériorité dans les combats importans et dans les batailles; mais à dater de 1794, ce fut tout le contraire. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr s'exprime ainsi qu'il suit à ce sujet dans ses *Mémoires sur les campagnes des armées du Rhin et de Rhin-et-Moselle*, tome 1, page 155 : « On avait fait avec » succès, en 1793, une guerre de tirailleurs; la nouveauté » de cette manière d'opérer, la surprise qu'elle causa d'abord, » la firent réussir au-delà de ce qu'on avait dû en attendre : » mais, nos ennemis s'apercevant bientôt de la faiblesse et » des vices de ce système, il fallut y remédier en diminuant » beaucoup son emploi et en le combinant avec des masses » plus solides prises dans les différentes armes, et en les employant, soit dans l'ordre profond ou l'ordre déployé, » selon les circonstances. »

L'instruction dont les troupes ont besoin pour combattre en lignes déployées ou en colonnes n'étant pas nécessaire pour combattre en tirailleurs, ce dernier genre de combat était très-favorable à l'infanterie républicaine, qui était alors peu exercée. C'est ainsi qu'a combattu jusqu'en 1828 l'in-

fanterie turque contre l'infanterie russe, et les tirailleurs turcs se montraient fort supérieurs à ceux des Russes.

Tome 1, page 38 : « Il eût été de la dernière imprudence » d'engager les armées de la république dans ce qu'on appelle » une bataille rangée (au commencement de 1793), à moins » d'avoir, comme à Jemmapes, une grande supériorité nu- » mérique, et encore moins dans une retraite, pour peu » qu'elle eût dû se prolonger.

» Les troupes de la république, à l'époque dont nous par- » lons, étaient très-propres, quand elles étaient bien con- » duites, à la défense des places, des rivières, des défilés, » des postes et des pays très-accidentés, à ce qu'on appelle » enfin la petite guerre. Mais, pour long-temps encore, les » invasions qui exigent toujours la réunion des masses, » amènent des batailles et souvent des retraites en pays en- » nemi (opération la plus difficile et la plus dangereuse de la » guerre avec des troupes de nouvelle formation); enfin, ce » qu'on peut appeller la grande guerre, celle des pays ou- » verts, leur était interdite. »

Tome 1, page 53 : « Elle (l'armée du Rhin) n'était pas en » état de vaincre les armées prussienne ou autrichienne réu- » nies, en bataille rangée (en mai 1793), dans un pays aussi » ouvert que le Palatinat, et cela par les raisons que j'ai » données; mais on pouvait arriver au même but par des » combats partiels et répétés sur le terrain qui lui était » propre, c'est-à-dire dans les montagnes, les bois, les » vignes, les défilés, etc. Les troupes ne désiraient que com- » battre, elles ne manquaient ni de bravoure ni de dévoû- » ment, mais seulement de l'instruction nécessaire pour exé- » cuter ce qu'on appelle les grandes manœuvres. A cette » époque, nos soldats étaient individuellement supérieurs » aux Allemands, et un bataillon ou un escadron, un régi- » ment même, en auraient toujours battu un de nos ennemis

»de même force; une brigade eût encore conservé l'égalité »sur toute espèce de terrain; mais, avec des corps plus nombreux, de plus grandes fractions d'armées, les ennemis »avaient un avantage incontestable sur nous en plaine, par »la célérité et la précision qu'ils pouvaient mettre dans leurs »manœuvres. »

Tome 2, page 4 : « Malgré les progrès que les armées »avaient faits pendant la dernière campagne, on pouvait »encore hésiter à livrer des batailles à forces égales, dans un »pays de plaines et découvert, eu égard à ce qu'on avait »affaire aux troupes les plus manœuvrières de l'Europe; en »revanche, la supériorité de notre infanterie paraissait dé»cidée dans un pays montueux et coupé, et dans toutes les »actions qui tiennent de ce qu'on appelle la guerre de postes, »ou la petite guerre. »

Les changemens à l'art de la guerre, dont je viens de parler, avaient été préparés pendant cette longue paix dont la France avait joui depuis la guerre de Sept-ans, ou furent l'ouvrage des circonstances. Ainsi l'on manquait de tentes, on prit l'habitude de bivouaquer; l'imprévoyance ou le défaut de moyens s'opposaient à ce qu'on fît des distributions de vivres, ou à ce qu'on en fît de régulières et de suffisantes; on y suppléa par la maraude ou en faisant nourrir les troupes par l'habitant : l'argent manquait pour se procurer les chevaux, l'habillement et les équipages nécessaires aux troupes; on y pourvut par des réquisitions. Les généraux en chef des armées de la république se trouvèrent dès-lors affranchis de ces entraves qui avaient formé jusqu'alors la partie la plus embarrassante du commandement.

En ce qui concerne les grandes opérations de la guerre, ce fut le comité de salut public, dirigé par Carnot, qui donna la première impulsion; il fit abandonner aux généraux de la république ce système absurde de cordons qu'ils suivirent

d'abord à l'imitation des généraux de la coalition, pour y substituer l'emploi des masses dirigées sur les points importans. Barère, c'est-à-dire Carnot, dont il reproduisait les opinions, s'exprima ainsi dans la séance de la Convention du 25 septembre 1793. « Depuis long-temps, le premier » principe pour tirer parti du courage du soldat, le principe » établi par Frédéric et celui de tous les grands généraux, » est d'avoir de grandes armées en masse, plutôt que de » partager ses forces. Au contraire, vous n'avez eu que des » armées disséminées, morcelées; même lorsqu'on les ras- » semblait en masse, des généraux, ignorans ou perfides, » les divisaient et les faisaient battre en détail, en les oppo- » sant toujours à un ennemi supérieur. Le comité a aperçu » le mal; il a écrit aux généraux de se battre en masse. Ils » ne l'ont pas fait, vous avez eu des revers. »

Ce fut pendant cette guerre que l'infanterie fit, pour la première fois, un emploi habituel de la formation du bataillon en colonne serrée et du déploiement de cette colonne.

A la fin de l'année 1793, on divisa les armées françaises en corps composés de douze bataillons, douze escadrons et vingt-deux bouches à feu; cette réunion de troupes reçut le nom de *division* (a). La division se composait de deux

(a) Le conseil de la guerre créé en 1787, M. de Brienne étant ministre de la guerre, et dans lequel Guibert était rapporteur, avait préparé plusieurs ordonnances qui furent la plupart promulguées avec le titre d'ordonnance provisoire, parce qu'on se réservait d'y apporter les changemens que l'expérience démontrerait utiles. L'ordonnance du 17 mars 1788 prescrit la formation des régimens, tant d'infanterie que de cavalerie en brigades, composées de deux régimens chacunes et commandées par un maréchal de camp: elle déclare cette formation invariable, « tant à la paix qu'à la guerre. » La même ordonnance prescrit la formation des troupes en vingt-et-une division qui devaient être « emplacées dans les différentes » provinces du royaume et composées de troupes des deux armes ou d'une » seule arme, suivant les circonstances locales, ou suivant les vues mili-

brigades de six bataillons chacune ; des généraux de division (aujourd'hui lieutenans-généraux) commandaient les divisions ; des généraux de brigade (aujourd'hui maréchaux-de-camp) commandaient les brigades. Ces généraux conservaient leurs commandemens pendant tout le temps de la guerre, à moins qu'il ne leur fût ôté pour cause de mécontentement, ou qu'ils ne fussent déplacés, parce qu'ils avaient obtenu de l'avancement, ou enfin pour remplir quelque mission importante. Il résultait de cette fixité dans le commandement, qu'une confiance réciproque s'établissait ordinairement entre les généraux et les troupes.

Les armées furent alors composées d'un certain nombre de divisions, d'une réserve de cavalerie et d'une réserve d'artillerie, ce qui simplifia singulièrement les fonctions du commandement. Les généraux en chef n'avaient plus qu'à transmettre des ordres aux généraux des divisions et à ceux qui commandaient les réserves d'artillerie et de cavalerie.

Sous l'empire, les armées étant devenues encore plus nombreuses, Napoléon les divisa en corps d'armée ; chaque corps d'armée était composé de deux divisions au moins ; on n'attacha plus de cavalerie aux divisions, mais seulement aux corps d'armée (a), et on leur donna une réserve d'artillerie.

» taires ou d'administration qui détermineront leur emplacement. » Le nombre des bataillons et des escadrons qui devaient composer les divisions était différent ; il était déterminé par un tableau. Je ne sache pas que cette ordonnance ait été mise à exécution.

Dans le projet de réglement du 18 août 1788, on prescrivait la formation de l'armée en divisions d'infanterie et en divisions de cavalerie ; ces divisions devaient être commandées par des officiers généraux qui avaient servi dans ces armes respectives.

(a) Je pense qu'il est utile d'attacher un peu de cavalerie aux divisions même lorsque l'armée est divisée en corps d'armée, et qu'il n'en faut pas moins donner une réserve de cavalerie à chaque corps d'armé

Les campemens et les distributions de vivres n'apportant plus d'obstacles aux mouvemens des troupes, elles se mettaient en marche aussitôt qu'elles en recevaient l'ordre, et atteignaient leur destination le jour désigné, à moins d'événemens extraordinaires : par les mêmes raisons, on leur faisait facilement exécuter des marches forcées quand on le jugeait nécessaire. Les trois armes, dans chaque division, se secondaient et se soutenaient réciproquement sans que le général en chef eût à s'en occuper. L'usage de ployer l'infanterie en colonnes serrées et de déployer ces colonnes, facilita singulièrement l'exécution des grandes manœuvres.

Loin de s'astreindre à suivre toujours le même ordre de bataille, on le variait selon les localités et les circonstances. On n'ouvrait plus de chemins que lorsqu'il y avait urgence pour prendre position ou pour se déployer en présence de l'ennemi. Jusqu'à ce moment, on suivait les grandes routes et les chemins qui étaient d'ailleurs devenus meilleurs et beaucoup plus nombreux (a) qu'autrefois.

Aucun obstacle, autre que ceux créés par l'ennemi, ne s'opposant plus aux marches des troupes, on ne craignait point d'occuper plusieurs routes avec les différens corps d'une même armée; pourvu qu'il fût possible de les réunir en un ou deux jours, ne fût-ce qu'au moyen de marches forcées. Lorsque cette concentration devenait nécessaire, la marche des troupes ne discontinuait pas plus la nuit que le jour pour éviter les encombremens et les retards.

Par toutes ces causes, les déploiemens d'armée s'exécutaient avec beaucoup plus d'ordre, de précision et de promptitude que dans les précédentes guerres. « On a vu

(a) La longueur des routes royales est actuellement plus que quadruple de ce qu'elle était à la fin du règne de Louis XIV : il y avait deux mille lieues de routes royales à la fin de ce règne ; on en ouvrit six mille sous le règne de Louis XV.

» des armées de cent vingt mille hommes, dit Napoléon dans » ses Mémoires (a), marchant sur une seule colonne, » prendre leur ordre de bataille en six heures de temps. »

On avait augmenté successivement la quantité d'artillerie que les armées traînaient avec elles (b), sans doute pour soutenir l'infanterie, parce que, pendant les dernières années de ces guerres longues et meurtrières, elle contenait beaucoup de recrues et n'avait plus la même solidité; on eut un beaucoup plus grand nombre d'obusiers proportionnellement au nombre des bouches à feu (c). On put traîner, avec les troupes, une aussi grande quantité d'artillerie, moins encore parce que le matériel de cette arme avait éprouvé des perfectionnemens, que parce que les troupes, ainsi que je l'ai dit, suivaient les grandes routes et les chemins jusqu'à ce qu'on se déployât pour en venir aux mains.

Après une bataille décisive, le vainqueur, au lieu de suivre le vaincu à pas de tortue, pouvait le poursuivre à outrance, se contentant de bloquer les places fortes, ordinairement avec moins de troupes qu'elles n'en contenaient. On conçoit quelles pertes devait assuyer le vaincu, surtout lorsque, sous l'empire, les armées furent devenues si

(a) *Mémoires de Napoléon*, tom. II, pag. 173.

(b) Pour donner tout à la fois une idée de l'augmentation de l'artillerie et du perfectionnement de son matériel et de ses manœuvres, il suffira de faire remarquer qu'à Malplaquet, la bataille la plus sanglante de la guerre de la Succession, les Français ne tirèrent que 11.000 coups de canon, tandis qu'à Wagram ils en tirèrent 71,000, et à Leipsick 175,000.

La France eut, sous Henri IV, 400 bouches à feu d'artillerie de terre; à la mort de Louis XIV, 7,192; sous Louis XV, 8,683; sous Louis XVI, 10,007; sous Napoléon, en 1813, 27,976.

(c) Depuis 1793, les obusiers formèrent, dans l'armée française, presque le tiers du nombre total des bouches à feu de campagne. Les Autrichiens et les Prussiens avaient donné les premiers cet exemple. Auparavant, les obusiers n'entraient que pour un seizième dans la composition des équipages d'artillerie de campagne, et formaient des batteries séparées.

nombreuses, et qu'elles traînèrent avec elles une si grande quantité d'artillerie; mais c'étaient surtout les suites de la bataille qui lui devenaient funeste.

Tout ce qui traînait, personnel ou matériel, tombait au pouvoir du vainqueur. Si la retraite s'exécutait sur plusieurs routes, des corps ou des portions de corps pouvaient être coupés et contraints à mettre bas les armes; si elle s'exécutait en pays ennemi, l'habitant prenait quelquefois les armes pour attaquer les traîneurs et les maraudeurs; dans le cas contraire, la désertion à l'intérieur occasionait souvent de grandes pertes : si enfin cette retraite se prolongeait, le découragement s'emparait des troupes; souvent aussi le désordre et la désorganisation s'introduisaient dans l'armée et faisaient dégénérer la retraite en déroute.

Dans l'armée du vainqueur, au contraire, tout ce qui traînait était soigné dans les hôpitaux ou réuni dans des dépôts; les troupes étaient remplies de ce zèle et de cette ardeur que donne la victoire; il n'y avait, pour ainsi dire, point de désertion à l'ennemi; celle à l'intérieur devenait presque impossible.

La guerre, par suite de ce nouvel ordre de choses, prit un caractère d'activité, de résolution et d'audace, qu'elle n'avait point eu depuis l'adoption des armes à feu; elle devint accablante pour le vaincu; elle enrichit le vainqueur : une bataille décida souvent du sort d'un empire (a).

(a) Le fragment suivant de la lettre du général Bonaparte, au directoire, peint en peu de mots le caractère nouveau qu'avait pris la guerre.

AU DIRECTOIRE EXÉCUTIF.

Au quartier général, à Verone, 1er pluviose an V (20 janvier 1797).

« .... Quant à des généraux de division, à moins que ce ne soient des of-
» ficiers distingués, je vous prie de ne point m'en envoyer ; car notre ma-
» nière de faire la guerre est si différente des autres, que je ne veux pas con-

On voit, qu'en opposition avec ce qui s'était pratiqué au commencement du XVIIe siècle, on faisait la guerre aux forces organisées beaucoup plus qu'aux places, aux camps retranchés, et aux positions.

Que si l'on m'opposait la campagne de Russie, en 1812, pendant laquelle les pertes des armées de Napoléon, même pendant cette période où il fut victorieux, furent plus fortes que celles des Russes, je répondrais que cela tint à des circonstances extraordinaires, et que ce sont de ces exceptions qui confirment la règle. En effet, l'immensité de l'empire, qu'attaquait ce conquérant, permettait à son adversaire d'éviter une bataille; aussi l'armée russe avait-elle déjà exécuté plus de deux cents lieues de retraite, lorsque Koutousof combattit volontairement à Borodino, non pas pour le salut de la Russie qu'il compromettait, mais pour celui de Moskou; par les mêmes raisons, il était difficile de couper les corps détachés.

Les troupes russes étaient alors celles sur le moral desquelles les succès et les revers exerçaient le moins d'influence; la désertion à l'intérieur leur était en quelque sorte inconnue, parce que les soldats, servant vingt-cinq ans, ne revoyant presque jamais leurs foyers, ne connaissaient que leurs drapeaux. Néanmoins, l'armée russe fit des pertes sensibles, par la désertion qui se manifesta parmi les soldats d'origine polonaise, lorsqu'une partie des provinces polonaises que possédait la Russie, eurent été envahies.

Napoléon ne pouvait pas, sans faire des pertes énormes,

» fier une division sans avoir éprouvé, par deux ou trois affaires, le géné-
» ral qui doit la commander..... Il est essentiel, pour l'armée et pour la
» république, de m'envoyer ici des jeunes gens qui apprennent à faire la
» guerre de mouvement et de manœuvres: c'est celle qui nous a fait ob-
» tenir de grands succès dans cette armée. »

Signé, BONAPARTE.

parcourir rapidement ces pays peu peuplés et dénués de ressources, comme il avait fait l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Aussi ce ne fut pas le fer ennemi qui détruisit son armée, mais les fatigues qu'occasionaient aux troupes des bivouacs continuels et des marches rapides et prolongées, les privations excessives qu'elles éprouvèrent, l'insuffisance et le mauvais état des hopitaux. Napoléon outra le nouveau système de guerre dans un pays où il n'aurait dû l'appliquer qu'en y apportant de nombreuses modifications. Toutefois, l'on doit convenir que les forces dont il disposait, et l'étendue de ses ressources pécuniaires, lui permettaient de faire d'énormes sacrifices; et que, si la bataille de la Moskwa eût été décisive, il contraignait la Russie à subir sa loi.

Le maréchal Gouvion Saint-Cyr exprime, tome IV, page 46 de ses Mémoires, son opinion sur *le genre de guerre nouveau* que Bonaparte avait introduit pendant la campagne de 1796. Je le citerai textuellement. « On » peut dire que Bonaparte introduisit un genre de guerre » nouveau bien adapté à son caractère et qui consistait à » tirer des hommes tout le parti possible, soit dans les mar- » ches ou dans les combats. En moins de deux mois, il fai- » sait exécuter à son armée autant de travaux que d'autres » dans une campagne entière : aussi chaque série d'opéra- » tions qu'il tentait et qui se composait de marches forcées, » de combats ou de batailles sanglantes, il la proclamait une » campagne. En doublant les marches des soldats pour les » faire combattre le matin sur un point, à midi ou le soir » sur un autre, il réussissait à se donner partout la supé- » riorité du nombre, avec des forces en général inférieures » à celles de ses adversaires. Mais aussi la perte que le feu de » l'ennemi faisait éprouver à ses troupes, était en raison de » la quantité d'affaires où il les avait prodiguées; elle devait

» être aussi grande pour son armée, en deux mois, que pour
» d'autres en six. Quant à la consommation d'hommes, ré-
» sultant des privations et des fatigues, elle devait croître
» dans une proportion beaucoup plus grande; car la fatigue
» extraordinaire est ce qui détruit, avec le plus de rapidité,
» les hommes, les chevaux et le matériel des armées. Aussi
» un pareil système, quelques avantages qu'on voulût lui
» supposer, ne conviendrait qu'à un état qui pourrait re-
» nouveler ses armées tous les trois mois, comme Bona-
» parte renouvelait les siennes lorsqu'il disposait de toutes
» les forces de la France et d'une partie de celles de l'Eu-
» rope (a).

» La campagne de 1796 fut encore celle où il le mit en
» pratique avec plus de modération (1); et je lui ai ouï dire,
» long-temps après, qu'il la regardait comme sa plus belle.
» Ce serait donc celle qu'il faudrait choisir de préférence
» pour apprécier convenablement les avantages et les incon-
» véniens de ce système. La manière si différente de faire la
» guerre aux armées d'Allemagne et d'Italie fournirait une
» ample matière aux comparaisons; elle ferait connaître les
» bonnes ou les mauvaises méthodes qui s'étaient introdui-

(a) Les réflexions du maréchal Gouvion Saint-Cyr, sur le système de guerre qu'employait Bonaparte, ne me paraissent justes que dans le cas particulier où les pertes du général qui emploierait ce système seraient beaucoup plus fortes que celles de ses adversaires, ainsi par exemple qu'il arriva à Napoléon en 1812, pendant l'expédition de Russie. Qu'importent en effet les pertes si l'on obtient des succès, et que celles de vos adversaires soient encore plus fortes?

(1) « Il parvint bien à attirer successivement sur ses champs de bataille, » en Italie, pour réparer ses pertes, l'armée des Alpes, ensuite celle de » l'Ouest et presque tout ce qui était resté dans l'intérieur, plus une partie » de celles de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse, mais toutes ces » ressources étaient bien faibles pour lui en comparaison de celles que lui » fournissait plus tard un sénatus-consulte.

» tes dans nos armées, et qui agissaient sur elles autant que
» le caractère des généraux qui les commandaient. Bien en-
» tendu que, pour prononcer définitivement sur la valeur de
» tel ou tel système de guerre, il faudrait avoir égard aux
» circonstances et au degré d'habileté des chefs. Ce travail
» demanderait un militaire éclairé, impartial, étranger
» même aux opérations des armées qu'il s'agirait de com-
» parer. »

Tome IV, page 162 : « Mais il (Bonaparte) ne pouvait
» se plaindre du Directoire qui n'imposait pas tout le fardeau
» de la guerre à son armée, qui aurait eu plus de garanties
» du succès dans le concours des autres, et qui lui fournis-
» sait des troupes, non pas autant peut-être qu'il l'aurait
» désiré, mais certainement autant qu'il le pouvait : car ce
» gouvernement n'avait pas à sa disposition le nombre de
» soldats que Bonaparte a pu se procurer dans la suite, et
» qui cependant n'a jamais suffi à l'immense consommation
» qu'entraînait son système de guerre. »

En mettant sous les yeux de mes lecteurs les divers changemens survenus dans l'art de la guerre, depuis 1700 jusqu'à la paix de Paris en 1814, je me suis surtout attaché à faire ressortir la différence entre la manière dont se faisait la guerre au commencement du dix-septième siècle, c'est-à-dire pendant la guerre de la Succession d'Espagne et pendant les guerres de la Révolution française, particulièrement sous l'empire. On a vu combien l'art de la guerre était différent à ces deux époques, et l'on a dû se convaincre qu'à la seconde, on suivait un système de guerre nouveau comparativement à celui que l'on suivait à la première.

C'est d'une comparaison entre les campagnes de la guerre de la Succession d'Espagne et celles des guerres de la Révolution française, mais incomplète et superficielle, que M. le

général Valazé a conclu que le système de guerre n'était pas changé depuis 1700; il s'exprime ainsi à ce sujet :

« Cependant, depuis 1700, nos soldats sont armés de fu-»sils à baïonnette, de sabres et de pistolets, qui n'ont changé »ni de forme ni de portée; les canons ne sont ni plus gros »ni plus forts, et, ce qui étonnera peut-être, aucune de nos »armées n'a été plus nombreuse dans les guerres de la Ré-»volution et de l'empire qu'elles ne l'étaient dans les temps »antérieurs.

»Après nos désastres de Hochstædt et de Ramillies, le »duc de Bourgogne essaya, en 1708, à la tête de cent-vingt »mille combattans, de faire lever le siége de Lille que Marl-»borough et Eugène avaient entrepris. Après la perte de »cette place et de Tournai, la victoire fut disputée dans les »plaines de Malplaquet par trois cent mille combattans; »c'est ce que disent les relations allemandes. Les bulletins »officiels autrichiens et français prouvent qu'il n'y avait pas »trois cents mille combattans dans les plaines de Wagram. »Il s'en faut que l'on en comptât deux cent mille à Fleu-»rus, à Watignies, à Rivoli, à Marengo, à Hohenlinden, à »Austerlitz, à Iéna, à Friedland, et même à la Moskwa, »où nous étions moins nombreux qu'à Fontenoi.

»Comment donc, en y réfléchissant, admettre que depuis »1792 on a fait la guerre autrement qu'en 1700 et 1740, »et que par conséquent le système de guerre actuel soit dif-»férent de celui qu'on suivait au commencement du siècle »dernier? »

M. le général Valazé évalue la force des armées, pendant la guerre de la Succession et pendant celles de la Révolution française, par le nombre des combattans réunis sur les champs de bataille; il tombe dans une étrange erreur : et d'abord ce ne fut pas avec cent vingt mille combattans, mais avec quatre-vingt-seize mille seulement, que le duc de

Bourgogne tenta de faire lever le siége de Lille; les armées qui combattirent à Malplaquet ne comptaient pas trois cent mille hommes, mais environ deux cent mille; et l'armée française de Fontenoi était beaucoup moins nombreuse que celle de la Moskwa (a). En supposant même que les citations de M. le général Valazé fussent exactes, la conclusion qu'il en tire relativement à la force des armées n'en serait pas moins fausse, puisque les armées de ces derniers temps, faisant des pertes énormes autrement que par le fer de l'ennemi, avaient déjà éprouvé de grandes diminutions (b), avant que de livrer une bataille, à moins que ce ne fût au début d'une campagne.

Ce fut particulièrement sous l'empire que les armées devinrent très-nombreuses; mais on commettrait de grandes erreurs si on les évaluait par le nombre des combattans qui parurent sur les champs de bataille. Ainsi, par exemple, Napoléon attaqua la Russie, le 24 juin 1812, avec quatre cent soixante-dix-sept mille combattans; pendant six mois que ce conquérant occupa une partie des provinces russes, il pénétra dans ces provinces six cent dix mille combattans, et si l'on évalue à trente-sept mille le nombre des absens, déduction faite de ceux qui rejoignirent, on voit que l'effectif des corps qui pénétrèrent sur le territoire russe fut de six cent quarante-sept mille combattans.

(a) A Malplaquet, l'armée française comptait environ 80,000 hommes, et l'armée ennemie 120,000. A Fontenoi, l'armée française était d'environ 70,000 hommes dont 46,000 qui furent engagés et 24,000 qui étaient échelonnés depuis la place de Tournai, située à une lieue et demie de Fontenoi, jusqu'au champ de bataille.

(b) Le lieutenant-général Rogniat, dans l'ouvrage intitulé *Réponse aux notes critiques de Napoléon*, pag. 145, prétend que « les soldats de Louis XIV » lui duraient dix ans, terme moyen, même au sein de la guerre; au lieu » que ceux de Napoléon, dans ses dernières campagnes, lui duraient à » peine deux ans. »

L'armée française de la Moskwa comptait environ cent vingt mille combattans, et quoiqu'il ne se fût écoulé que deux mois et demi depuis le commencement des hostilités, quoiqu'une partie des corps qui la composaient n'eussent point encore été engagés, cette même armée avait compté plus du double de ce nombre de combattans au commencement des hostilités (a).

Il y avait d'ailleurs à cette époque, indépendamment de cette armée principale, qui combattit à la Moskwa, un corps d'armée sur la Dwina, un autre en Wolhinie, un autre corps d'armée de réserve qui pénétrait en Russie, un second corps d'armée de réserve en Allemagne, et enfin, on organisait en France une armée de réserve. Dans le même temps, Napoléon entretenait en Espagne une nombreuse armée (b) qui faisait dans ce pays une guerre très-animée. Ainsi, lors même que les Français auraient été plus nombreux sur le champ de bataille de Fontenoi que sur celui de la Moskwa, on n'en pourrait rien conclure sur la force respective des armées françaises à ces deux époques. Mais c'est surtout de ce que « depuis 1700 nos soldats sont armés » de fusils à baïonnettes, de sabres et de pistolets, qui n'ont » changé ni de forme ni de portées, et de ce que les canons » ne sont ni plus gros ni plus forts actuellement qu'alors, » que M. le général Valazé conclut que le système de guerre n'est pas changé.

Depuis 1700, il est vrai, les troupes sont armées de sabres, de pistolets, et depuis 1703, de fusils à baïonnette, et les canons n'ont pas augmenté de calibre; mais on a vu que l'armement avait éprouvé depuis cette époque quel-

(a) Ces renseignemens sont tirés de mon *histoire de l'expédition de Russie*.

(b) Il y avait alors en Espagne cinq corps d'armée dont un seul comptait 40,000 hommes.

ques modifications importantes : le remplacement de la baguette de bois par celle de fer, l'emploi des obusiers en campagne, l'augmentation de l'artillerie et le perfectionnement de son matériel. Je citerai l'invention du tir à ricochet, quoiqu'elle date du siége de Philisbourg en 1688 ; invention qui donna une si grande supériorité à l'attaque sur la défense, pour faire voir que la même arme peut produire des effets bien différens selon la manière de s'en servir.

En supposant même que l'armement fût tel actuellement qu'il était pendant la guerre de la Succession, comment pourrait-on en conclure que le système de guerre n'est pas changé, lorsque l'emploi des armes, la formation des troupes, leurs manœuvres, leurs méthodes de guerre ont éprouvé, ainsi qu'on l'a vu, de si grands changemens ?

(*La suite à un prochain numéro*).

EXPÉDITION DES ESPAGNOLS

CONTRE ALGER,

EN 1775.

Nota. Nous avons donné, dans la quarantième livraison du *Spectateur*, une relation de cette expédition, principalement en ce qui concerne les opérations de terre; nous croyons devoir compléter cette relation en mettant sous les yeux de nos lecteurs l'extrait d'un Mémoire au roi Charles IV, par D. Joseph Mazaredo, remplissant les fonctions de major-général, chargé des opérations du débarquement. Ce Mémoire a été imprimé à Madrid en 1810.

Le général don Pèdre Castejon m'annonça qu'il me confiait la direction des opérations de débarquement. Aucun plan n'avait été conçu. Je priai le comte d'O-Reylly de me désigner les brigades de l'armée, ainsi que la position et le front qu'elles devaient occuper après s'être formées sur la plage. On n'avait pas de notion sur la capacité des chaloupes et des bateaux dont on devait se servir pour le débarquement.

On n'avait point de notions exactes sur l'immense matériel qui avait été embarqué, tant sur le convoi de Barcelonne que sur celui de Cadix. Le nombre total des bâtimens de transport s'élevait à 300. L'artillerie avait été embarquée sans ordre. Il y avait sur le même bâtiment des boulets de différens calibres. Les commissaires de guerres ne purent

me faire connaître que la totalité du matériel qui avait été embarqué.

Nous n'avions point de plan de sondage, objet si important dans une opération de cette nature.

Le comte d'O-Reylly répondit aux questions que je lui avais adressées sur les troupes de terre. On apprécia, d'après les procédés ordinaires, la capacité des chaloupes et autres petites embarcations.

Je m'associai pour ce travail don Joseph de Zarala, 2ᵉ adjudant du général Castejon, et nous visitâmes ensemble tous les bâtimens de transport, pour avoir au moins un aperçu de ce qu'ils contenaient.

Je donnai aux marins des instructions sur tout ce qu'ils avaient à faire, tant pour aborder la côte que pour mettre à terre les 20 mille hommes que nous avions à débarquer.

L'exécution a été conforme au premier plan arrêté. Quoique je ne fusse point major-général en titre, ce fut moi qui dirigeai la marche du premier convoi de descente. Le 8 juillet, aux premier rayons du soleil, je débarquai en 5 minutes 8,300 hommes, et en moins d'un quart-d'heure les munitions et les objets les plus importans qu'avait désignés le général en chef. Je m'étais assuré d'avance que les batteries des goëlettes et des chaloupes canonnières appuieraient le flanc de l'attaque, et que la plage était accessible en cinq ou six endroits.

Je fus convaincu qu'il n'y aurait aucune résistance sérieuse. Le 7 au soir, le général m'avait demandé la preuve de ce que je lui avançais. Je lui montrai alors une poignée de petites pierres que j'avais ramassées la nuit précédente sur la rive africaine. Je répondis d'une manière satisfaisante aux questions que me firent les deux généraux de terre et de mer.

Après le premier débarquement, celui de toute l'armée suivit de près, et se fit en moins d'une heure et demie. Les dispositions qui furent prises servirent de base à une ordonnance que le roi rendit 18 ans plus tard pour régler le service des armées navales.

Ayant observé, dès les 10 heures du matin, la position de l'armée débarquée, je prévis son rembarquement. Je me rendis sur le vaisseau le *Vélasco*, où j'avais déjà été deux fois, et je fis connaître à don Pédro de Castejon, major-général, mon opinion sur ce qu'il était nécessaire de faire pour préparer la retraite. Il me dit d'aller me concerter avec le comte O-Reylly, général en chef. Je descendis à terre, je lui demandai avec toute la réserve possible quelle était sa position; il paraissait très-contrarié. Je lui dis que s'il prévoyait la nécessité d'une retraite, il fallait qu'il me le fît savoir sur-le-champ; que les momens étaient précieux; que la marine avait beaucoup de dispositions à prendre; que les embarcations étaient à 2 milles de distance, et qu'il serait impossible d'embarquer le tiers des troupes avant le jour. Après avoir gardé un profond silence pendant quelque temps, il m'adressa différentes questions. Enfin, il me chargea de dire à mon général qu'il était décidé à se retirer, et que la marine eût à prendre toutes les mesures nécessaires pour effectuer l'embarquement dans la nuit suivante.

Il était environ une heure de l'après-midi lorsque j'arrivai au Vélasco. Je rendis compte à mon général de la résolution du comte d'O-Reylly. Il n'était pas encore trois heures, que le signal et les ordres étaient donnés à plus de 150 barques et bateaux de différentes grandeurs de se tenir prêts. Ils furent placés sur plusieurs lignes parallèlement à l'ordre de bataille qu'occupait l'armée; les premiers à moins de quatre encâblures de terre, et les autres derrière ceux-ci à mesure qu'ils arrivaient. Toutes les chaloupes de l'escadre reçurent également l'ordre d'être rendues sur la ligne des premières embarcations pour 9 heures du soir.

A quatre heures, j'étais déjà à terre pour prévenir le comte d'O-Reylly que tout était préparé. Ce fut dans cet instant qu'il assembla les officiers-généraux et les chefs de corps; il leur témoigna le chagrin que lui donnait le mauvais succès de son entreprise, et les prévint de son projet de retraite

et des dispositions prises par la marine pour le rembarquement des troupes.

J'exposai à ces officiers que, pour assurer le succès de la retraite, il était nécessaire:

1° D'arriver par corps sur la plage;

2° De prendre le large aussitôt que chaque embarcation serait suffisamment chargée;

3° De prévenir les officiers et soldats qu'ils ne devaient point penser à retourner sur les bâtimens dans lesquels ils avaient été embarqués, mais bien se jeter dans les embarcations qui les recevraient.

Je me rendis aux 5 chebecks de guerre de l'aile droite, aux deux autres chebecks, à la frégate, et aux deux toscans de l'aile gauche, pour prévenir leurs commandans de tout ce qui avait été ordonné pour le rembarquement. Je les engageai à le protéger. A 6 heures du soir, je me retirai sur le *Vélasco* pour rendre compte à mon général de ce qui s'était passé.

On donna des ordres aux vaisseaux le *Saint-Raphael* et *le Diligent* qui étaient employés à battre le fort de la rivière Haratch, au *Saint-Joseph* et à la frégate *l'Emeraude*, de mettre à la mer leurs lances ou chaloupes. Enfin rien ne fut négligé pour un moment aussi critique.

A 7 heures du soir, les 150 embarcations étaient rendues à l'endroit désigné, et à 10 heures, l'embarquement commençait.

Je me rendis de la plage aux embarcations, et de celles-ci à la plage, pour voir si tout se faisait avec exactitude. De 11 heures à 1 heure, les deux tiers de l'armée étaient embarqués. Je courus prévenir le commandant des chebecks et frégates des ailes de se diriger vers le mouillage commun.

A 3 heures, le comte d'O-Reilly s'embarqua dans une felouque, commandée par un lieutenant de vaisseau, avec la colonne des gardes d'infanterie espagnole, qui faisait arrière-garde. Je restai près du rivage avec 15 à 20 bateaux vides

pour m'assurer qu'il n'était point resté de troupes à terre. Je détachai deux ou trois patrons pour faire appeler les traîneurs, mais personne n'ayant répondu, je me rendis auprès du Vélasco. Le 9, à 4 heures du matin, j'allai trouver le comte d'O-Reilly qui me dit, après m'avoir embrassé : Mon ami Mazaredo, la roue de fortune ne file pas toujours de la soie ; mais pour vous, ce jour sera mémorable.

Le 9, les troupes restèrent dans leurs embarcations respectives; elles se pourvurent comme elles purent de vivre et d'eau. Nous partîmes de la rade le 14 pour Alicante.

SIÉGE DE MISSOLONGHI.

Missolonghi est une ville entièrement grecque. Le sol de la place est bas et marécageux, ainsi que le terrain qui l'environne, dans un rayon d'une demi-lieue.

On n'y aborde par mer que très-difficilement, même avec de petites barques; les navires mouillent à une demi-lieue au large du fort de Vassilady.

La partie de la place, baignée par la mer, est défendue par des bas-fonds vaseux qui n'en permettent l'approche que par des radeaux ou des bateaux plats; les barques arrivent par des chénaux peu profonds, battus par les forts, ou plutôt les mauvaises batteries de Vassilady et de Clissova,

Vassilady est à une lieue, et Clissova à un quart de lieue en mer.

Missolonghi fut attaquée sans succès en 1822 par Omer-Pacha; la fortification ne consistait alors que dans un fossé non flanqué en avant d'un parapet en terre à peine formé.

De 1822 à 1824, un ingénieur sciote fit l'enceinte actuelle.

En 1824, elle résista à une nouvelle attaque.

En 1826, Kutaï-Pacha se présenta devant elle et en fit la troisième attaque: l'énergie de la défense fut telle, qu'il se disposait à se retirer lorsqu'il fut secouru par Ibrahim, qui prit le commandement du siége; quelques jours après, Kutaï, en personne, à la tête de quelques mille Albanais montés sur des bateaux plats et des radeaux, s'efforça de s'emparer de Clissova; il fut repoussé par 178 hommes, commandés par Zavellos, Souliote; Kutaï y fut blessé.

Ibrahim renouvela aussi inutilement cette tentative avec ses Egyptiens.

Du côté de la terre les Grecs avaient à défendre, sur un développement de plus de 1800 mètres, une fortification mal tracée et formée d'un fossé d'eau, peu profond, mais bourbeux, de 8 à 10 mètres de largeur, sans chemins couverts, enveloppant des escarpes de quatre mètres de hauteur dans les endroits les plus forts, et dans les autres de deux mètres seulement avec des parapets d'un mètre d'épaisseur. (Voir le plan et les profils.)

Ibrahim commença ses travaux par contrebattre les batteries de la place; et par des cheminemens ainsi protégés, les assiégeans arrivèrent au bord du fossé; genés par la demi-lune et par la batterie de Marmaro, ils firent contre ces deux ouvrages diverses attaques toujours repoussées. Ils réunirent alors tous leurs efforts contre le bastion Botzaris et la batterie du redan Franklin et commencèrent, autour de ces deux ouvrages, d'énormes cavaliers de tranchée (V. fig 2 et 3). Ce travail fut constamment contrarié et ralenti par les sorties de nuit de l'assiégé, qui parvint même à y creuser et faire jouer des fourneaux de mine.

Cependant, malgré l'activité de toutes ces chicanes, les Turcs ayant réussi à envelopper et à plonger dans son intérieur le bastion Botzaris, les Grecs furent contraints de l'évacuer. Ils se retirèrent derrière un retranchement formé à la gorge du bastion par un fossé d'eau, creusé devant les deux églises Saint-Nicolas et de la Madone, réunies par une traverse armée d'une pièce de canon (V. fig. 2). Les Turcs, sous le feu de ce retranchement, ne purent parvenir à s'établir dans le bastion ouvert par une large brèche.

Le redan Franklin fut de même abandonné par les Grecs aussitôt qu'il fut plongé par le cavalier, et ils se retirèrent dans le retranchement (m. a.) (V. fig. 1re) qui n'avait que le profil d'une simple tranchée, et de là exécutèrent des sorties qui, à plusieurs reprises, chassèrent les Turcs de l'ouvrage.

Ils avaient appliqué ce même système de retranchemens intérieurs derrière la demi-lune 8, et les redans 9 et 10 (V. la fig. 1ère), et se seraient défendus par des retirades jusque derrière l'ancienne ligne de 1822 si le défaut de vivres ne les eût empêchés de prolonger leur défense.

La résolution prise de quitter la place, ils sortirent en trois colonnes par les points (b,b',b'); la première et la seconde passèrent, en éprouvant de grandes pertes, après avoir culbuté ce qui se trouvait dans les lignes de l'ennemi, et un corps considérable qui avait été les attendre au pied de la montagne à une lieue de la ville. La troisième colonne ne put effectuer son passage; elle rentra dans la place, où elle trouva l'ennemi qui avait pénétré par le redan Franklin; plusieurs de ces malheureux furent égorgés, d'autres parvinrent à gagner l'église, servant de magasin à poudre, ou l'évêque s'était retiré avec les vieillards, les femmes et les enfans, et y mirent le feu aux poudres (1). Un capitaine se jeta dans l'église de Saint-Spiridion, un autre dans le moulin, ils s'y défendirent trois jours; celui qui était dans le moulin s'y fit sauter.

(1) L'entonnoir s'y voit encor très-profond et plein d'eau. Il est indiqué au plan.

PRÉCIS

DES OPÉRATIONS MILITAIRES

DES ARMÉES RUSSES SUR LE DANUBE.

DE 1806 A 1812.

(Cinquième article.)

Le 14 juin 1810, le général en chef de l'armée russe conduisit ses troupes à Jenikeprisi; son avant-garde était ce jour-là à quatre lieues de Schoumla. Le lendemain, 15, l'armée entière se réunit à l'avant-garde; le 16, elle se porta à Jurienléi, distant de trois lieues de Schoumla. Les troupes, sous les ordres du général Rajewsky, revenant de Silistria, firent ici leur jonction avec l'armée.

Le grand-visir Joussouf-Pacha, en apprenant ce qui se passait autour de la place, n'était pas sans inquiétude; sa garnison était faible et mal pourvue, il fallait donc gagner du temps pour permettre aux renforts d'arriver. Dans cette vue, il fit proposer aux Russes un armistice; mais le général Kamenskoi, auquel les dispositions secrètes de son adversaire n'échappèrent point, fit répondre qu'un armistice était inutile; que si les Turcs voulaient faire la paix, on pourrait la conclure sans différer, et que la cour de Russie ne pouvait entamer d'autres négociations, sinon que le Danube ne fût reconnu comme limite des deux empires.

Cette déclaration était suivie d'une assurance verbale, que pendant quatre jours les Russes ne feraient aucun mouvement pour se rapprocher de Schoumla.

La cessation des hostilités convenait également aux deux partis : les Russes en profitèrent pour se mettre en communication avec le général Sabanjeff, qui venait de terminer son expédition à Rasgrad; il était encore instant de connaître ce qu'étaient devenues les troupes de Kamenskoi I. Ce dernier, après la prise de Bazardschijk (3 juin), avait passé cinq jours dans l'inaction; ce n'est que le 8, qu'il détacha le général Tzisireff avec huit bataillons d'infanterie, cinq escadrons de cavalerie et un régiment de cosaques sur Varna; mais les Turcs avaient eu le temps de revenir de leur frayeur; la première impression de la prise de Bazardschijck était effacée; la garnison s'apprêta donc à une vigoureuse défense. Le lieutenant-général Kamenskoi I, voyant l'attitude des Turcs, ordonna à Tzisireff de rester en observation devant Varna, et après avoir mis garnison à Kavarna et à Balczik, il se porta le 13 juin à Koslidsche, se rapprochant ainsi de l'armée de Schoumla. Le général Markoff s'empara le même jour de Jenibazar, que les Turcs abandonnèrent lâchement à son approche.

Le grand-visir ayant laissé passer les quatre jours de trève sans donner signe de vie, le général en chef russe se mit en mesure d'exécuter son plan médité dès long-temps. Les journées du 21 et du 22 juin furent employées à resserrer de plus en plus la place. Sur la grande route, les Russes n'étaient plus qu'à trois quarts de lieue de la ville, et sur celle de Jenibazar, les corps de Kamenskoi I et de Markoff étaient à une lieue de la ville; ils coupaient ainsi toute communication directe avec Varna. Le général Sabanjeff, de son côté, reserrait la ville du côté de Rasgrad.

Schoumla est situé dans une gorge formée par une des branches au nord du Balkan, elle tourne autour des sources du Kamezic en forme de fer à cheval; cette branche se terminant à la mer Noire, entre les embouchures du Kamezic et du Paravadi, est une espèce de promontoire du grand Balkan; la partie saillante de ce promontoire peut être considérée comme la défense principale du Balkan. Toutes les

routes qui, partant des montagnes, passent entre Routschouck et la mer, et qui se dirigent sur la capitale de l'empire ottoman, viennent y aboutir. Schoumla réunit, en outre, les lignes de défense formées par les ruisseaux du Paravadi et du Kamczik.

Schoumla contient quatre mille maisons; la ville est peuplée d'environ 30,000 habitans; il faut trois quarts d'heure de temps pour la traverser dans toute sa longueur, la ville basse est baignée par un ruisseau dont les eaux font mouvoir plusieurs moulins à blé dans l'intérieur de la ville; plus loin les eaux se jettent dans le Kamezik. L'enceinte de la ville est formée par un fossé et un rempart, revêtu de claies et de fascines, le rempart est interrompu, de distance en distance, par des corps de garde en maçonnerie; douze portes y sont pratiquées. L'ouvrage entier est de la figure d'un carré oblong et de forme irrégulière. Outre l'enceinte principale, il existe encore un retranchement avec un large fossé, pour lier les parties basses avec les points élevés de la gorge, afin d'en barrer le passage; ces retranchemens sont à mi-côtes.

Du côté gauche de la gorge, vers la montagne de la grotte et le village de Stratza, les hauteurs entourent et resserrent tellement la ville, qu'elle y est comme dans un entonnoir; et soit que l'on vienne du côté de Rasgrad, de Silistria ou de Jénibazar, elle est entièrement cachée à la vue du voyageur. Ces hauteurs sont d'un accès extrêmement difficile, tant à cause de leur raideur, que des ronces et des épines dont elles sont couvertes; elles garantissent la ville très-efficacement de ce côté, d'autant plus qu'elles offrent sur leur sommité un plateau très-commode, pour servir de position à un camp retranché.

De temps immémorial, les Turcs considérèrent la position et les ouvrages de Schoumla comme imprenables; c'est avec raison que cette place était réputée, parmi eux, comme la clé, non-seulement de la chaîne des Balkans, mais encore de tous les pays au-delà et même de la capitale.

Aussi était-ce le rendez-vous général des armées turques qui devaient combattre en Bulgarie, c'était le pivot de leurs opérations militaires contre les Russes, c'était un quartier-général commode et spacieux pour le grand-visir. Joussouf-Pacha, après avoir reçu un renfort de 7,000 janissaires de choix, attendit tranquillement dans Schoumla, avec 40,000 combattans, les entreprises ultérieures de l'ennemi. Le général russe ne tarda point à paraître; le 22 juin, il se présenta devant la ville avec une armée de 40,000 hommes, pourvue abondamment de vivres, de provisions de guerre, et de tout ce qui est nécessaire pour entreprendre un long siége. Le 22 au matin, le grand-visir sortit de Schoumla à la tête de 10,000 chevaux pour reconnaître les Russes. Il prit position en avant du petit bois de Kichlw-Korusu. Cent cinquante chevaux, seulement, eurent la permission de passer en avant jusqu'à Boulanlik, sur la route de Jénibazar. Ce faible détachement rencontra 500 cosaques avec lesquels il en vint aux mains; après avoir escarmouché pendant quelques heures, on se retira de part et d'autre, et chacun s'attribua la victoire.

Le grand-visir, après avoir rallié cette reconnaissance, laissa 1,000 *délis* (braves) dans le château d'Ibrahim près de Stratza, après quoi il rentra dans la place. Les Russes, en apprenant cette démonstration, divisèrent leurs forces en quatre colonnes. La première, sous les ordres du général Léwis, était composée de 8 bataillons d'infanterie, de 10 escadrons de cavalerie régulière et de 3 régimens de cosaques; elle observait la ville sur la route de Rasgrade. La deuxième colonne, sous les ordres du général Rajewsky, était composée de 8 bataillons d'infanterie, de 10 escadrons de cavalerie régulière et de 5 régimens de cosaques; elle faisait face vers la ville, sur la route de Silistria. La troisième colonne, sous les ordres du général Ouwaroff, était composée de 8 bataillons d'infanterie de 5 escadrons de cavalerie régulière, et de 2 régimens de cosaques; elle était placée à 1,500 pas de distance, sur la gauche de la route de Silis-

tria; cette colonne devait subordonner ses mouvemens sur ceux de la deuxième, et la soutenir au besoin. La quatrième colonne, sous les ordres du général Essen, était composée de 8 bataillons d'infanterie et de 10 escadrons de cavalerie régulière; elle formait la réserve, et elle prenait position en arrière de la deuxième colonne, qui formait le centre d'attaque. Un corps séparé, sous les ordres du lieutenant-général Kamenskoi I, était composé de 22 bataillons d'infaterie, de 30 escadrons de cavalerie régulière et de 4 régimens de cosaques; il était en observation sur la route de Jénibazar.

Le général en chef, en faisant ces dispositions, avait deux projets en vue : le premier était de tenter une attaque de vive force si les circonstances le permettaient; le second moins décisif, mais également efficace, consistait dans un blocus étroit de la place. Mais pour l'une et l'autre de ces opérations, il fallait une détermination vigoureuse, et une exécution instantanée; les tâtonnemens et les demi-mesures devenaient désormais inutiles, et propres seulement à faire échouer toute l'entreprise. Il en était cependant ainsi : les dispositions militaires du général en chef portaient un caractère d'hésitation qui frappait tous les bons esprits; l'attitude de la garnison, disait-il dans ses ordres, devait déterminer les mesures ultérieures à prendre; ainsi ce n'était plus l'agresseur, mais bien le parti le plus faible qui avait l'initiative, et qui dominait les événemens !

Le 23 juin, à six heures du matin, les colonnes russes parurent à la vue de Scohumla; les deuxième et troisième colonnes prirent position dans la vallée Tekié; la première colonne s'établit sur les hauteurs du village de Stractza. La deuxième colonne commença l'attaque; les 1,000 *délis* (braves), abandonnés sans soutien dans le château d'Ibrahim, s'enfuirent à l'approche des Russes, vers la montagne de la Grotte. La garnison, à la vue de cet échec, s'émut; trois de ses officiers les plus intrépides, Ibrahim-Nazir, le sultan Badir-Ghieran et Isman-Aga, sortirent à la tête d'une

troupe de volontaires, dont le nombre s'accrut jusqu'à 4000; ils tentèrent de reprendre le terrain perdu, mais les Russes, ayant placé quelque pièces de canon fort avantageusement, foudroyèrent les Turcs, et les contraignirent à se réfugier derrière leurs retranchemens.

La montagne de la Grotte était encore au pouvoir des Turcs; ce poste qui dominait l'aile droite des Russes, enfilait en même temps les retranchemens turcs qui lui faisaient face; il était donc important pour l'armée de siége de s'en rendre maître (1).

Le général commandant la première colonne d'attaque qui occupait le château d'Ibrahim, destina le prince Trubetzkoi avec 3 bataillons du régiment Schlusselbourg à l'enlèvement de ce poste. Trois autres bataillons, sous les ordres du général Lewis, devaient faire, en même temps, une démonstration sur la droite de la position; le restant des troupes sous les ordres du général Sabanjeff, se tint en réserve. Les abords de la montagne de la Grotte étaient extrêmement difficiles; c'étaient des montées et des descentes d'une rapidité effrayante; le tout était hérissé de rochers et de broussailles, aussi les troupes eurent-elles beaucoup de peine à escalader les hauteurs. En arrivant sur le plateau, ils furent chargés par une centaine de cavaliers turcs sous les ordres de l'intrépide Sert-Mahmoud-Pacha; les Russes furent d'abord culbutés dans le ravin, mais un autre détachement russe étant parvenu à atteindre la crête de ces montagnes, les Osmanlis s'enfuirent dans la ville, sur les dix heures du soir. Le grand-visir s'aperçut alors de l'importante position qu'il venait de perdre, car les Russes commencèrent à menacer sérieusement la place de ce côté; il fit donc publier un ban dans la ville à l'effet d'appeler tous les musulmans au secours de Sert-Mahmoud; le visir qualifia à l'avance de *braves* et de *téméraires* (dal-kilidy) tous ceux qui obéiraient

(1) Ce n'est que par la suite que les Turcs apprécièrent l'importance de la montagne de la Grotte; en 1828, elle était enclavée dans les ouvrages extérieurs.

à l'appel. Un grand nombre de Turcs se mirent en mouvement sous les ordres de l'aga des janissaires; il était temps qu'ils arrivassent, car les Russes allaient donner l'assaut contre les retranchemens de la ville. Une vive fusillade s'engagea au pied du mur de la ville; les Russes se replièrent enfin sur la montagne de la Grotte. Ils y eussent été poursuivis par les janissaires, si deux pièces de canon, avantageusement placées, et faisant un feu de mitraille bien dirigé n'y eussent mis obstacle. Nonobstant cette cisconstance, les Russes furent obligés de se reployer sur la crête de la montagne, où ils se maintinrent à la fin. Le feu dura fort avant dans la nuit. Les Russes, à peine débarrassés de cette attaque vigoureuse, songèrent à se mettre à couvert d'une pareille sortie; ils employèrent toute la nuit à couper les broussailles qui entouraient le plateau, afin de dégager la vue, d'assurer plus d'effet à leur artillerie, et de priver l'ennemi d'abris naturels; des parapets en pierre furent élevés, et une demi-batterie, établie en avant de Stractza, enfilait tout ce qui se présenterait désormais devant les retranchemens. Un poste intermédiaire liait la montagne de la Grotte au village de Stractza.

Les Turcs, en s'éveillant le matin du 24, ne crurent pas devoir se fier à leurs yeux, tant l'aspect de la montagne leur parut changé; revenant cependant par degré de leur suprise, ils entreprirent une sortie vers huit heures du matin; mais au lieu d'aborder franchement les retranchemens, ils se portèrent individuellement derrière les obstacles de tersain, tels que les précipices et les rochers; peu à peu ils gagnaient du terrain; à neuf heures, ils étaient à portée de la demi-batterie établie en avant de Stractza; son feu de mitraille, joint à la mousqueterie qui plongeait sur les Turcs, leur fit éprouver des pertes énormes. Pour contrebalancer ce désavantage, les Turcs firent venir un canon de leurs retranchemens, et le transportèrent sur la crête de la montagne de la Grotte. Encouragés par le feu de cette pièce, qui ne faisait pas grand mal aux Russes, les Turcs abor-

dèrent courageusement la mitraille de l'ennemi, mais c'était en vain; l'artillerie russe, mieux servie, les obligea bientôt à rétrograder avec leur canon, et d'abandonner le champ de bataille, avec des pertes considérables, dont les broussailles leurs cachaient l'énormité : à midi, les Turcs étaient rentrés dans la ville. Enfin, sur les trois heures de l'aprèsmidi, la garnison résolut de faire un nouvel effort : cinq mille cavaliers firent une nouvelle sortie sur l'aile gauche des Russes, mais quelques coups de canon, bien dirigés, suffirent pour les faire rentrer dans la ville. A six heures du soir, une nouvelle sortie eut lieu : cette fois-ci, elle était dirigée sur les deux canons établis à Stractza, qui avaient fait tant de mal aux Turcs le matin; ils s'avancèrent audacieusement, malgré la perte des plus braves d'entre eux, et c'est à vingt pas de distance de la batterie, qu'une décharge générale de mitraille et de mousqueterie jeta l'épouvante dans leurs rangs, et les força de regagner leurs retranchemens. A neuf heures du soir, il n'y avait plus un seul Turc en dehors de l'enceinte.

Pendant la nuit, les Turcs craignirent une surprise; ils allumèrent à cet effet de grands feux tout alentour de l'enceinte et devant la porte des *Bœufs*, où le grand-visir avait fait placer trois canons, et par où il s'attendait à être attaqué.

La nuit se passa tranquillement; le 25 au matin, les Turcs virent avec surprise que les hauteurs de la montagne des Grottes, qui leur avait coûté tant de sang, avaient été évacuées par les Russes. Les Osmanlis ne perdirent pas un instant pour se mettre en possession de ce poste important, ils s'y retranchèrent.

Ces différens combats avaient coûté 740 morts ou blessés aux Russes; le général Nappandopulo, officier fort distingué, comptait parmi les morts. On assure que la perte des Turcs se montait à 500 tués et 400 blessés.

On voit que les Russes ne mirent ni vigueur ni suite dans leurs opérations; les attaques partielles qui avaient eu lieu

ne signifiaient rien quant au résultat, et elles étaient trop sérieuses pour un simple blocus. Pour prendre la ville d'assaut, il ne fallait pas se contenter de l'occupation de la montagne de la Grotte, il fallait encore s'y retrancher, y placer du canon, afin de canonner les fortifications de la ville de ce côté. Pour un simple blocus, la ligne de circonvallation, ou pour mieux dire la chaîne des troupes, était beaucoup trop rapprochée, des ouvrages ennemis. Le 25 juin, le général russe renonça à son projet de prendre la ville de vive force; convaincu alors du peu d'utilité de la position des Grottes, il rappela ses troupes pour les placer à des distances plus éloignées de la ville.

En vertu de cette nouvelle résolution, le général Lewis observa le chemin de Rasgrad avec 6 bataillons d'infanterie, 4 escadrons de cavalerie, et 2 régimens de cosaques. Le général Manteufel occupa la route de Silistria, avec 2 bataillons d'infanterie, 5 escadrons de cavalerie et 2 régimens de cosaques. Le restant des troupes s'établit sur la gauche du Tetrié entre les chemins de Silistria et de Jénibazar, à environ 1000 mètres de la place.

En attendant l'arrivée du grand attirail de siége, le général en chef fit établir des batteries en avant de son camp; son intention était de resserrer le blocus de la ville. Les abords de la place présentaient des ravins et des précipices nombreux et profonds; pour compléter le blocus, il fallut étendre ses lignes et embrasser un espace de terrain de dix heures de chemin, depuis Eski-Dschuma jusqu'à Eski-Stamboul. Cette grande dissémination des forces présentait l'inconvénient naturel d'être exposé à chaque instant à voir couper les lignes par les Turcs. Nonobstant ce danger, on se mit en devoir d'exécuter la mesure. Le 30 juin, le général Lewis se porta à Eski-Dschuma; les Turcs, qui occupaient ce point, s'enfuirent à son approche. Le général Sanjef occupa Kadikoi, sur le chemin de Rasgrad. Le prince Charles de Mecklembourg prit la place du général Manteufel, sur la route de Silistria. A l'aile gauche, les mouvemens

étaient encore plus lents ; ce n'est que le 4 juillet, que le général Wainoff se mit en marche pour Merasch, situé sur une des branches de la grande route de Constantinople. La partie du chemin qui passe par Eski-Stamboul fut négligée. Le général Langeron, qui revenait de son expédition, reçut ordre de remplacer le prince de Mecklembourg ; la cavalerie de ce dernier fut dirigée sur Eski-Dschuma, occupé par le général Lewis. Pour compléter le système d'investissement, le général Langeron, à qui il avait été ordonné de renforcer le général Lewis, devait se mettre en communication avec le détachement de Wainoff établi à Merasch. Le 13 juillet, ces dispositions furent complétées. Mais Eski-Stamboul, le point le plus important, resta inoccupé; les Turcs, par un hasard heureux, profitèrent de cet oubli, qu'on ne sait comment qualifier. Dans la nuit du 12 au 13, ils firent entrer dans lap lace 18 canons de gros calibre, et environ 200 chameaux chargés d'approvisionnemens de toutes espèces.

Le grand-vizir, voyant ainsi ses affaires se rétablir, ne s'opposa nullement à l'investissement; que lui importait en effet désormais l'interruption des communications? le général russe se trompa sur cette inaction de l'ennemi, il crut au découragement de la garnison, et se prépara en conséquence à une nouvelle attaque générale. La position des Russes, sur la rive gauche du Tekié, était formidable à cause des batteries qui la couvraient; les Turcs ayant abandonné le château Bekir, après y avoir mis le feu, les Russes en avaient profité pour s'y établir.

Le 30 juin, les batteries établies près de Stratza ouvrirent un feu très-vif contre les ouvrages; des volontaires turcs sortirent de la place, et engagèrent le feu contre l'ennemi : 300 d'entre eux, la plupart à cheval, se dirigèrent droit sur les hauteurs occupées par les Russes; mais une grêle de balles et de boulets les mit en désordre. La garnison considérait cet échec des remparts de la ville; 400 volonfaires à pied sortirent cependant pour venir à leur aide,

mais ils furent également repoussés par l'artillerie russe. Ibrahim-Nazir fit alors tirer le canon des ouvrages de la ville, il en fit même sortir un canon, et le plaça à cent pas en dehors; la cavalerie fit en même temps une charge dans la direction de Stratza, elle essaya, mais vainement, de s'emparer du canon russe qui lui était opposé. Repoussés de toutes parts, les Turcs rentrèrent dans la ville, après un combat de deux heures. Il y eut peu d'hommes de tués, mais beaucoup de chevaux furent mis hors de combat.

La garnison commença dès-lors à manquer de fourrages; le 1er juillet, les Turcs entreprirent une sortie pour s'en procurer; ils s'établirent dans la vallée du Tekié, et y coupèrent le blé sur pied, mais l'artillerie russe les força bientôt à renoncer à leur dessein. Le lendemain 2, environ 200 Turcs se mirent à fourrager dans les environs de Tschenguel-Kevi, mais des cosaques les enlevèrent tous sans en excepter un seul.

Le général russe se décida enfin à tenter une nouvelle entreprise sur la place. Le 7 juillet, à 9 heures du soir, le corps placé en avant du petit bois de Kichla-Korusa, se porta spontanément en avant sur le côté saillant de la porte Est de l'enceinte; les Turcs qui étaient sur leur garde, et qui craignirent un assaut général, firent bonne contenance. Au bout de deux heures d'attente, les Turcs envoyèrent une découverte au dehors : elle trouva les Russes occupés à la construction d'une batterie sur un mamelon en face du saillant de leur retranchement. La nuit était obscure et la pluie tombait par torrens; les Turs dirigèrent leurs pièces sur ce point, mais inutilement, car à la pointe du jour ils virent, à leur grande surprise, que l'ennemi avait achevé une redoute régulière prête à recevoir son armement.

Dans l'après-midi, la garnison fit une sortie pour détruire l'ouvrage; elle repoussa même un bataillon russe commis à la garde de la redoute. Un second bataillon d'infanterie et un escadron étant venus au secours du bataillon repoussé,

et ayant amené deux pièces de canon, les Turcs furent repoussés à leur tour; ce n'est qu'à la tombée de la nuit que le grand visir en personne, avec 300 délis, rétablit les affaires, et se rendit maître du champ de bataille et de la redoute nouvellement construite.

Les Russes perdirent dans cette occasion 260 morts ou blessés.

La journée du 9 juillet se passa sans encombre; chacun conserva sa position. Les Russes s'étaient repliés derrière le petit bois; les Turcs s'étaient retranchés dans le cimetière et dans la redoute russe. Les Turcs auraient pu conserver encore pendant long-temps cette position; mais l'autorité du grand vizir était tellement méconnue, que dans la nuit du 9 au 10, hommes et chevaux, tout décampa sans ordre et rentra dans la ville. Les Russes en furent instruits sur l'heure même; ils réoccupèrent immédiatement le terrain perdu, rasèrent la redoute, et donnèrent la sépulture à leurs morts. Les Russes, pour prendre leur revanche, établirent une nouvelle batterie dans la vallée Gendi, attenante au petit bois. L'artillerie turque, malgré un feu continuel, ne put empêcher ce nouvel établissement. Mais à peine les Russes étaient-ils parvenus à mettre du canon dans l'ouvrage, que leur feu fit immédiatement taire celui des adversaires.

Ainsi qu'il a été dit, l'arrivée dans la place de dix-huit pièces de canon et de 200 chameaux chargés de vivres ranima le courage des assiégés : un feu de joie et le retentissement des cimballes et des instrumens militaires annoncèrent cette heureuse nouvelle à la garnison dans la matinée du 12. Cet événement changea tout-à-coup la situation des parties respectives. Déjà la garnison était prête à se mutiner; les janissaires surtout murmuraient hautement; la foi dans l'infaillibilité de Schoumla était presque éteinte. Les Russes, au contraire, fiers de leurs succès, avaient déjà reconnu le point vulnérable de la place; il leur était facile d'intercepter entièrement toute communication, et c'est

par leur négligence qu'ils perdirent tous ces avantages. Bien plus : divers rassemblemens turcs se formèrent sur les derrières des Russes, et empêchèrent les communications entre les corps de siége et ceux de Routschouck et de Silistria ; ils interceptèrent les convois et les courriers. D'un autre côté, le général Sass ne faisait pas de progrès devant Routschouck ; la place de Varna opposa une courageuse résistance.

Le général en chef renonça donc au blocus immédiat de Schoumla, pensant observer cette ville de loin ; il voulait en même temps hâter la chute de Routschouck. Le général Kamenskoi reçut donc ordre de rester avec la plus grande partie des forces en observation devant Schoumla ; quant au général en chef, il se porta avec 12,000 hommes devant Routschouck. L'armée, après avoir détruit tous les ouvrages devant la ville, se retira à une lieue de distance de Schoumla. Les corps de Kamenskoi et de Wainoff prirent position à Jénibazar. Le général Langeron occupa la route de Rasgrad ; le général Lewis vint s'établir à Eski-Dschuma.

Le 18, le général en chef quitta Kaya-Dereci, et, après avoir passé par Rasgrad, arriva le 21 devant Routschouck avec 20 bataillons d'infanterie, 20 escadrons de cavalerie régulière et 4 régimens de cosaques.

Le lieutenant-général Kamenskoi I, après avoir rappelé à lui les corps de Markoff et de Lewis, qui formaient un total de 19,000 hommes, prit une position centrale sur la route de Silistria.

Le général Langeron forma, avec 5,000 hommes, l'aile droite de l'armée d'observation à Kadikoi, sur la route de Rasgrad.

Le général Wainoff formait l'aile gauche avec 9,000 hommes à Koslidscha, occupant par des postes détachés tous le pays entre Schoumla et Varna. On voit que l'armée d'observation comptait en ce moment 33,000 combattans.

(*La suite à un prochain Numéro.*)

REVUE D'OUVRAGES MILITAIRES.

OUVRAGES FRANÇAIS.

COURS ELEMENTAIRE
D'ART ET D'HISTOIRE MILITAIRES,

A l'usage des Elèves de l'Ecole royale spéciale militaire

Par M. J. Rocquancourt,

Capitaine au Corps royal d'État-major (1).

Depuis que nous avons rendu compte des deux premiers volumes d'*Art et d'histoire militaires*, par le capitaine *Rocquancourt*, l'auteur a fait paraître deux nouveaux volumes; le premier est consacré aux guerres de *Louis XIV* et de *Louis XV;* le second aux campagnes si fécondes en instruction, de la république. Un cinquième volume racontera les guerres de l'empire, et complétera cet important ouvrage, où d'autres que les élèves de Saint-Cyr, auxquels il est destiné, pourront trouver d'utiles leçons.

Le capitaine *Rocquancourt* a adopté la méthode de *Feuquieres;* il pose des principes, en déduit les conséquences et les justifie par des exemples. C'est la marche rationnelle: elle détruit tout esprit de système, et nous fait suivre pas à pas, les progrès qu'a faits l'art de la guerre. Ces progrès

(1) Chez Anselin, rue Dauphine, n. 9.

n'ont pas été constans, et, comme l'observe très-bien l'auteur, les traditions de *Turenne* semblaient s'être perdues à la fin du règne de *Louis XIV*. On dirait que les batailles des *Dunes* et d'*Entzheim*, ne sont pas du même siècle que celles d'*Hochstæt* et de *Ramillies*. La cause en est, et M. de *Rocquancourt* le reconnaît, dans l'ignorance où l'on était de la tactique élémentaire.

Ne sachant pas, ne pouvant manœuvrer avec la mauvaise organisation et le peu d'instruction des troupes, on prenait des positions, on s'y plaçait dans le même ordre; on voulait que le terrain se prêtât aux dispositions, tandis que celles-ci sont toujours commandées par les localités. Il en résultait qu'à *Ramillies*, une aile, couverte par un marais impraticable, ne combattait pas, tandis que le reste de l'armée était écrasé : qu'à *Hochstæt* l'élite de nos soldats, qu'une manœuvre prompte eût pu sauver, fut abandonnée à l'ennemi.

Les détails que l'auteur donne sur toutes ces batailles, sont d'un grand intérêt; nous voudrions pouvoir nous arrêter sur celle de *Malplaquet*, qui semble une bataille livrée sous l'empire. *Marlborough* et *Eugène* y combattirent comme *Napoléon à Wagram* ou à *Mosaik*. Ce sont des masses qui luttent contre nous et nous écrasent. Quarante bataillons formés en colonne attaquent spontanément notre aile gauche, et bientôt trente bataillons, que suivent plusieurs lignes de cavalerie, se précipitent dans la trouée et s'emparent de nos retranchemens qu'on avait dégarnis. Nous ne saurions être de l'avis de l'auteur qui croit que c'est à l'école d'*Eugène* et de *Marlborough*, que *Villars* apprit à réduire les batailles à des *attaques de postes*. Certes, rien ne ressemble moins à une affaire de postes, que cette terrible bataille de *Malplaquet*, où toute l'armée ennemie fut engagée, et où 21,000 morts ne ralentirent pas l'ardeur des attaquans.

M. Rocquancourt a l'esprit trop bien fait pour ne pas repousser les ridicules prétentions de quelques écrivains mo-

dernes qui, en créant des mots, ont voulu nous persuader qu'ils avaient inventé une science nouvelle; il a senti que le résultat d'une bataille ne se déduisait pas de quelques données, comme en calculs de mathématiques, et il dit avec le prince de Ligne à ses élèves : « *Il faut quelque chose de* » *plus que des alignemens et des angles aigus ou obtus pour* » *fixer la victoire, il faut le moral.* » Oui, le moral, la confiance, l'enthousiasme qu'inspirent les chefs, surmontent tous les obstacles, et enchaînent les hasards. C'est ainsi que *Gustave Adolphe* se jette au milieu de l'*Allemagne*, et, négligeant ses lignes d'opération, ébranle la puissance de *Ferdinand;* c'est ainsi que *Napoléon* se précipite du haut des Alpes, et dans un jour, par un seul combat, conquiert l'Italie tout entière.

L'auteur saisit toutes les occasions de mettre sous nos yeux les leçons de celui qui nous laissa de si grands exemples. Ainsi, à l'occasion de la bataille de *Nordlingue* où l'infanterie bavaroise capitula dans le village d'*Allesheim;* il donne un passage des Mémoires de Napoléon, que nous croyons devoir transcrire au moment où l'on va disculer le Code pénal militaire : « Aucun souverain, aucun peuple, aucun » général, ne peuvent avoir de garanties, s'ils tolèrent que » les officiers capitulent en plaine et posent les armes par le » résultat d'un contrat qui leur soit favorable, quand il est » contraire à l'armée. Cette conduite doit être proscrite, » déclarée infâme, et passible de la peine de mort. Les » généraux, les officiers doivent être décimés *un sur dix*, » les sous-officiers *un sur cinquante*, les soldats *un sur* » *mille*.

» Il n'est qu'une manière honorable d'être fait prisonnier » de guerre, c'est d'être pris isolément les armes à la main, » et lorsqu'on ne peut plus s'en servir : c'est ainsi que » furent pris *François Ier* et le roi *Jean*, et tant de braves » de toutes les nations. »

L'habile professeur fait précéder le récit des événemens militaires du règne de Louis XV, par un portrait animé de

l'état social de la France à cette époque. La féodalité anéantie par *Richelieu*, était à jamais éteinte; plus de seigneurs souverains, plus de châteaux-forts où la rébellion pût chercher un refuge; la force publique tout entière était entre les mains du monarque, et assurait partout l'obéissance; mais les orgies de la régence déconsidérèrent le pouvoir suprême qu'avaient fondé les victoires de *Louis XIV*, et que n'avaient pu affaiblir les désastres de sa vieillesse. Le système de *Law* portait en même temps un coup mortel à l'esprit militaire; il métamorphosa la cour et la ville en une vaste bourse; et l'amour de la gloire ne fut plus qu'une brillante chimère aux yeux de ceux qu'excitaient l'amour et le besoin des richesses. Bientôt disparurent Villars, D'Asfeld, Saint-Hilaire, derniers restes du grand siècle; et la France, cette France naguère si féconde en grands hommes, fut heureuse de confier le commandement de ses armées à des étrangers. Les *Saxe*, les *Lòwendal* succédèrent aux *Luxembourg*, aux *Bouflers*, aux *Chamilly*. M. Rocquancourt fait d'excellentes et profondes réflexions sur les batailles de *Fontenoy*, de *Rocoux*, *de Lawfeld;* il prouve en peu de mots, que le fameux Saxon, tant vanté par les historiens du règne de Louis XV, ne savait pas livrer les batailles, qu'il appelait la *ressource des généraux ignorans;* ou, s'il le savait, qu'il ne le croyait pas possible avec des troupes aussi indisciplinées, et des officiers aussi peu instruits.

On est péniblement affecté, quand on songe qu'après avoir brillé avec éclat, l'art militaire qui est la vraie puissance et la sécurité des états, peut tout-à-coup se ternir et disparaître dans une nuit profonde. Les calculs des *Newton*, des *Laplace*, ont à jamais fixé les lois de la mécanique céleste; les découvertes des *Lavoisier*, des *Vauquelin*, ne permettent plus à la chimie de revenir à la recherche de la pierre philosophale, et à tous les rêves de la science hermétique; mais rien ne nous garantit que nos immortelles campagnes, que nos victoires si multipliées et si décisives aient fondé une école, et laissé, après elles, des règles, des

méthodes qui guident la génération qui nous suivra. Chez nous, plus que chez toute autre nation, les succès dépendent d'un homme. Les soldats de Villars avaient été ceux de Marsi et de Villeroi; les compagnons de gloire du maréchal de Saxe partagèrent la honte des *Contades* et des *Soubise*. *Denain* vint après *Ramillies*, comme *Rosbach* après *Fontenoy*.

Nous nous occuperons dans un second article, des jugemens un peu sévères que porte le capitaine *Rocquancourt* sur *Frédéric*. Notre opinion sur ce grand capitaine se rapproche beaucoup plus de celle de Guibert, que de celle d'un historien moderne qui avait de bonnes raisons pour chercher à abaisser sa gloire. Nous prouverons qu'il fit une révolution dans l'art de la guerre, et qu'il mérite le titre de *créateur* qu'on lui conteste. Ce dissentiment ne nous empêche pas de rendre une justice éclatante à un ouvrage qui, empreint d'une opinion éminemment monarchique, d'un ardent amour de la patrie, d'un vif enthousiasme pour la gloire, fait estimer et aimer un auteur qui sait si bien exprimer de nobles sentimens. Il doit prendre place dans toutes les bibliothéques des militaires, et même de ceux qui ne le sont pas, car sa clarté, l'ordre qui règne dans les matières, le mettent à la portée de tous les bons esprits.

Le lieutenant-général,

Max. Lamarque.

COURS

D'ART ET D'HISTOIRE MILITAIRES,

PAR C. JACQUINOT DE PRESLE,

CAPITAINE AU CORPS D'ÉTAT-MAJOR, ETC.

Saumur 1829.

On ne lit plus les longs ouvrages : ils fatiguent ; ils ennuient. Dans le mouvement rapide qui emporte le monde, on n'écoute qu'en marchant. Cette remarque d'un écrivain de notre époque, qui a mérité une grande célébrité par la finesse de ses aperçus, si ce n'est par la force de sa dialectique, ne s'applique pas à l'ouvrage que nous avons sous les yeux. La multitude des objets qu'il contient n'en fera pas abandonner la lecture : un style clair, rapide, concis, a permis à l'auteur de renfermer, dans un cadre assez resserré, des détails immenses, fruits d'une grande érudition et d'observations personnelles et pratiques que l'étude seule ne peut jamais suppléer. C'est un résumé de tout ce qui a été dit, de tout ce qui a été remarqué de mieux sur cet art que les nations les plus célèbres, que les plus grands hommes de tous les temps n'ont point hésité à placer au premier rang, car c'est sur lui que reposent les destins du monde. Chacune de ses parties pourrait être considérée comme un traité séparé dont les détails surabondans ont été éla-

gués, où pourtant rien d'essentiel n'a été omis. La monotonie du style didactique est habilement corrigée par de nombreuses applications des préceptes émis aux événemens les plus importans de notre histoire militaire : l'auteur n'a pas craint de puiser abondamment dans cette riche collection des faits les plus glorieux, et l'heureux choix qu'il en a su faire n'est pas un des moindres mérites de son livre; il était sûr, au moins, d'en rendre par là l'intérêt toujours croissant, et de captiver l'attention de ses lecteurs. C'est principalement aux jeunes officiers de cavalerie qu'il le destine ; c'est aussi dans la proportion de ses rapports avec le service de cette arme que chaque partie de son cadre est développée. Un ouvrage de cette nature se prête peu à l'analyse; essayons, toutefois, d'en donner une idée à nos lecteurs.

« L'art militaire comprend deux parties distinctes : l'une » est la connaissance du cœur humain et des ressorts qui le » font agir; l'autre, celle des moyens d'exécuter les résolu- » tions adoptées d'après cette connaissance. » Tel est le début de l'auteur.

Cette définition, un peu vague, pourrait également s'appliquer à l'art du gouvernement. C'est qu'en effet l'armée, prise dans l'acception la plus étendue, ne forme qu'une grande société, et que, sauf quelques modifications qui tiennent à sa nature et à sa destination, elle se gouverne par les mêmes principes que toutes les autres sociétés humaines, parce qu'elle est composée des mêmes élémens; mais il précise sa pensée quand il ajoute : « Il est indispensable de » connaître le moral de l'homme quand on doit lui comman- » der; il faut savoir jusqu'où on peut aller avec lui, et à » quel point il faut s'arrêter : on ne peut, en un mot, faire » un pas à la guerre sans éprouver l'influence du cœur hu- » main. »

« La seconde partie est l'art de la guerre, dans son sens » le plus restreint, fondé sur un petit nombre de principes » simples, mais dont l'application présente des difficultés

» que des militaires, qui ont passé par beaucoup d'épreuves,
» sont *seuls* capables d'apprécier. » L'auteur aurait pu accorder cette capacité au génie, en le représentant comme le fruit d'heureuses dispositions développées et fortifiées par des études suivies et des méditations profondes ; car c'est ainsi que l'histoire nous montre les grands capitaines qui, dès leur début, ont étonné le monde par leurs glorieux succès : tels furent Alexandre, César, Gustave Adolphe, Frédéric, Napoléon, et tant d'autres, dans des degrés inférieurs; mais l'exception en est rare, et l'expérience en acquiert d'autant plus de prix. « Encore quelques années, l'ancienne ar-
» mée tout entière aura cessé d'exister. Il importe de don-
» ner à la nouvelle une théorie éclairée qui suppléera, en
» partie, à l'expérience que leurs aînés n'ont acquise qu'au
» prix de leur sang. » C'est ainsi que l'auteur pose les bases de son livre, et en justifie la nécessité.

Ce cours est divisé en deux parties. La première traite des choses générales, telles que l'organisation générale des troupes et les établissemens militaires ; le recrutement, l'avancement, la discipline ; la tactique en général, et celle de chaque arme en particulier; les moyens d'investigation, tels que les connaissances militaires, les cartes, les guides, les espions, les déserteurs ; l'organisation spéciale des armées, les marches et les batailles.

La seconde partie embrasse les opérations secondaires de la guerre, et sous cette dénomination sont compris les détachemens, les missions particulières, le service des avant-postes, les combats, les embuscades, les surprises, le service des partisans, les reconnaissances de l'ennemi, les cantonnemens, les convois, les fourrages, c'est-à-dire l'action de se les procurer militairement, et la levée des contributions de guerre.

On n'exigera pas de nous que nous reproduisions tous les principes émis par l'auteur : nous ne nous arrêterons donc qu'aux points les plus saillans, à ceux surtout qui nous paraissent exiger quelques nouveaux développemens, ou sus-

ceptibles d'être controversés; car, quel que soit le mérite d'un ouvrage, notre impartialité ne nous permet pas de nous borner à louer ce qui est bon, et de dissimuler les défauts inévitables dans une aussi grande composition.

« L'organisation d'une armée, dit-il très-judicieusement,
» doit répondre également aux besoins de la guerre et de la
» paix, et permettre de passer sans secousse de l'un à l'au-
» tre de ces deux états. *Quiconque s'est voué à la carrière*
» *militaire doit avoir la certitude qu'il n'en sera pas re-*
» *poussé, parce que la paix aura rendu ses services moins*
» *nécessaires.* » Pourquoi ce principe n'a-t-il pas été proclamé, reconnu plutôt? Combien la France serait riche encore de tant de milliers d'officiers braves et expérimentés qu'une fausse politique a exilés des rangs de l'armée! La misère, les humiliations, l'inaction, et surtout le sentiment profond de l'injustice, en quelque sorte érigée en système à leur égard, en ont frappé de mort plus que n'en moissonna le fer de l'ennemi dans les plus sanglantes campagnes!!! En vain dira-t-on que ce fut l'effet d'une cause qui ne peut plus se reproduire : une armée nationale ne doit pas courir les chances des oscillations politiques. Quelles garanties peut-il lui rester si on la traite comme une troupe de mercenaires, comme une bande de Condottiéri? Croit-on que cet exemple, encore tout palpitant, n'influe pas sur leurs successeurs. Il expliquerait, à lui seul, l'affaiblissement de l'esprit militaire chez la nation la plus guerrière du monde. « Un
» état-major doit être dans une juste proportion avec les
» hommes à conduire. Il est dangereux qu'il ait un person-
» nel trop nombreux; les inconvéniens des états-majors trop
» faibles sont moins graves. Les cadres de la cavalerie fran-
» çaise présentent deux supérieurs pour sept soldats, sur le
» pied de guerre, tandis que ceux des cavaleries russe, au-
» trichienne et prussienne n'en présentent qu'un seul pour
» le même nombre d'hommes,

» Les régimens doivent être assez nombreux pour ad-
» mettre aisément les recrues sans surcharger les cadres :

» c'est ainsi qu'on évitera la formation de ces corps provi-
» soires dans lesquels ne règnent *ni esprit de corps, ni*
» *énergie, ni discipline*, parce que chacun sait que sa po-
» sition est sans aucune stabilité. »

Ce principe est vrai; mais l'application en est trop rigoureuse : nous avons vu des régimens provisoires qui ne le cédaient point *en énergie et en discipline*, aux corps les plus régulièrement constitués; sans parler de ceux que nous avons commandés, nous pourrions citer ceux qui composèrent, en 1808, la plus grande partie du 3e corps de l'armée d'Espagne, sous les ordres du maréchal Moncey. Tout dépend des chefs qu'on lui donne : sans doute ceux-ci doivent déployer plus d'activité, plus de zèle; leur tâche est plus laborieuse, mais il n'est pas impossible de la bien remplir. Ce qui souvent la rend plus difficile, c'est l'idée que se font les officiers expérimentés, qu'éloignés de leurs corps, la somme de leurs obligations en est moindre, et qu'ils doivent moins au chef sous lequel ils sont accidentellement placés qu'à leur chef actuel. Il importe de combattre cette dangereuse prévention, car les circonstances de la guerre rendent souvent ces formations provisoires indispensables.

L'auteur conseille avec beaucoup de raison les corps nombreux: « L'esprit de corps, dit-il, et la confiance se trou-
» vent rarement dans les régimens trop faibles. » Il cite l'exemple des armées étrangères. Il veut des dépôts permanens assez éloignés du théâtre de la guerre pour ne pas être exposés à se retirer dans l'intérieur, et suspendre des travaux dont l'armée attend les produits : il donne de fort bonnes idées sur la composition de leurs cadres, et les appuie sur l'exemple de l'Autriche qui, tant de fois, parvint, au moyen de la bonne organisation de ses dépôts, à rétablir la cavalerie si souvent détruite. Il n'admet pas les compagnies d'élite dans la cavalerie; mais il veut que les plus braves, quelle que soit leur taille, occupent le premier rang et les ailes des pelotons. Il repousse le mélange des diverses espèces d'armement, comme des lanciers et des dragons. Il re-

commande le choix des hommes habitués aux chevaux dès l'enfance : cette recommandation est remarquable, car généralement on ne s'y attache pas assez, ce qui vient surtout de ce que les premières opérations du recrutement, faites avec trop peu de soin, ne fournissent aux fonctionnaires, chargés de répartir les contingens, que des renseignemens incomplets sur l'aptitude des jeunes soldats.

« Eviter de composer les corps de soldats d'une même » province, ce qui occasionne la désertion. » Nous pouvons confirmer ce principe par des faits que nous a fournis notre propre expérience. De trois bataillons, sous nos ordres en 1812, l'un était composé de conscrits presque tous du même département; les complots de désertion s'y multipliaient pendant leur séjour et leurs marches en France; et il fallait des soins tout particuliers pour les faire avorter; à l'armée, les nostalgies y furent aussi beaucoup plus fréquentes que dans les deux autres. » Une conséquence de ce » principe est d'éloigner les corps du pays où ils se recru- » tent : l'esprit militaire ne peut s'acquérir quand le soldat » reste près de ses foyers. »

En parlant des établissemens militaires, l'auteur émet des idées non moins judicieuses. « Ils doivent être à l'abri » des entreprises de l'ennemi, et les nôtres sont placés plu- » tôt pour favoriser l'invasion des pays ennemis que pour » nous préparer des événemens dans des mouvemens mal- » heureux. Nos arsenaux, moins celui de Rennes, sont tous » exposés. Nos écoles courent aussi des dangers : celle de » Metz a été naguère deux fois sans communication avec le » reste de la France; celles établies à Paris et à Saint-Cyr » suivent le sort d'une capitale qui n'est qu'à 50 lieues de la » Belgique, puissance peu redoutable, à la vérité, mais qui » fait l'avant-garde d'une armée anglaise. »

La question des forteresses, aujourd'hui si débattue, trouve ici sa place. « Un assez grand nombre de petites, et » mal entretenues, est devenu à peu près nul ; l'ennemi » se contenterait de les bloquer et les dépasserait comme

» il a déjà fait. Le temps n'est plus où la bicoque de Landre-
» cies, assiégée par Charles-Quint et le prince Eugène, sauva
» deux fois la France. Cependant ces masses, même déla-
» brées, présenteraient des chances favorables pour repous-
» ser l'invasion et ressaisir la fortune. De bons esprits, ajoute-
» t-il, observent que quelques places dans l'intérieur se-
» raient plus utiles que celles accumulées sur divers points
» de la frontière, et il cite l'exemple de Soissons et de Vitry,
» en 1814, pour prouver l'importance de quelques postes
» fortifiés sur la Marne, sur la Seine, et sur leurs affluens. »
Cette question mérite d'être considérée sous plusieurs rapports : les hommes d'état ne doivent pas perdre de vue que l'anarchie féodale ne put être extirpée que par la destruction de ces innombrables forteresses; celles de l'intérieur sont presque toujours fatales aux libertés publiques : l'exemple de l'Italie parle éloquemment contre ce système, que d'ailleurs l'auteur semble renverser complètement par cette réflexion si judicieuse, si nationale, qui termine cet article.
» Un grand état, comme la France, doit avoir des forte-
» resses qui lui servent de bases ou de points de départ pour
» porter la guerre à l'étranger : *jamais* elle ne doit attendre
» l'ennemi sur son territoire. Les guerres défensives ne con-
» viennent ni à la puissance ni au génie de ses peuples. »

Les principes de l'auteur, sur le recrutement, sont conformes à ceux que nous avons émis, mais en signalant encore les inconvéniens du remplacement. « L'extirpation de ce
» mal, dit-il, serait difficile; on l'a tentée autrefois inutile-
» ment; mais on pourra du moins le contenir dans des bor-
» nes qui le rendront moins onéreux. » Nous croyons avoir résolu complétement ce problême. Il regarde comme indispensable, ainsi que nous l'avons proposé, que les conseils de recrutement soient composés d'officiers civils et militaires, en nombre égal. Nous ne pouvons être de son avis à cet égard; il résulterait une foule d'inconvéniens qu'il serait trop long d'énumérer : il suffit que l'officier-général ou supérieur, chargé de ce travail dans chaque département, se pé-

nètre de toute son importance, et que le ministère lui en applanisse les difficultés par des instructions bien rédigées. Il est dans l'erreur, lorsqu'il borne à un mois le temps nécessaire pour faire une levée d'hommes : avec toutes diligences possibles, les diverses opérations n'en exigeront pas moins de deux pour être passablement faites.

Nous regrettons que les bornes de ce recueil ne nous permettent pas d'y insérer tout entier le chapitre sur l'avancement : la justesse de l'observation, la profondeur du jugement, l'élévation de style, le courage de l'expression, telles sont les qualités qui le distinguent. Nous craindrions, en le morcelant par des citations, d'affaiblir l'expression que doit en produire la lecture surtout esprit droit et dégagé de prévention. Chaque phrase, chacune des pensées qui y sont exprimées pourrait fournir de texte à de longs développemens. C'est ainsi que la matière doit être présentée à de jeunes esprits dont les idées ont besoin de s'étendre sans divaguer : c'est encore ainsi que la maturité de l'expérience aime à retrouver l'ensemble de ses anciennes impressions. Les trop nombreuses victimes de la faveur, de l'intrigue, de l'arbitraire, des passedroits qui renferment tout, y verront leur cause plaidée avec une noble énergie.

Sous le titre de la discipline, l'auteur comprend les moyens moraux d'exciter la valeur : nous pensons qu'il eût mieux valu en faire l'objet d'une leçon particulière; il aurait pu s'aider de l'excellent chapitre du général Rogniat, sur la métaphysique de la guerre. Le fanatisme religieux ne nous paraît pas un de ceux dont il faille recommander l'emploi : on peut citer les effets qu'il a produits chez les Hébreux, les Musulmans, les Chrétiens, dans leurs croisades et leurs guerres de religion; mais les faits héroïques qui lui sont attribués sont presque toujours souillés par des atrocités que réprouvent également la saine politique, la morale, et l'esprit même de la religion que nous professons. Nous lui reprocherons également, si nous l'avons bien compris, d'avoir admis le préjugé, démenti chaque jour par l'expérience

qui fait subordonnner ces mêmes moyens moraux à l'influence du climat. Un peu plus d'attention aurait fait remarquer qu'ils dérivent essentiellement des institutions politiques; qu'en un mot, l'esprit militaire se module sur l'esprit du gouvernement. Il aurait vu que, dans la théocratie, c'est le fanatisme; dans les républiques, l'amour de la patrie; dans les monarchies, les distinctions honorifiques; sous le despotisme, la crainte et la cupidité, qui sont les mobiles les plus naturels de leurs guerriers; qu'ils se modifient, se combinent suivant les diverses combinaisons de ces quatre types primitifs de tous les gouvernemens; mais il aurait vu aussi, en première ligne et partout, la confiance des soldats dans leur chef; l'estime et l'affection qu'il a su leur inspirer: ce sentiment sera plus puissant encore, si c'est le prince lui-même qui commande ses armées. Le plus sûr moyen de l'obtenir, c'est d'avoir toujours présente à la pensée cette grande maxime de Cicéron, qui s'applique au rang le plus élevé, comme au grade le plus subalterne: OMNIA REFERENDA IIS QUI PRÆSUNT ALIIS, UT II QUI ERUNT IN EORUM IMPERIO SINT QUAM BEATISSIMI. L'homme appelé à un commandement quelconque doit consacrer toutes ses pensées, toutes ses facultés, toute son existence enfin, à l'accomplissement de ses devoirs, et l'un des premiers de tous est le bien-être de ceux qui lui sont confiés. Il en sera récompensé par un dévoûment sans bornes, qui sera pour lui la garantie de glorieux succès. La dignité doit être inséparable de la supériorité de rang, mais qu'on prenne grade de la confondre avec l'arrogance et le mépris. C'est par l'ensemble de sa conduite qu'elle doit surtout se faire sentir, et non par un ton de suffisance, qui n'est, le plus souvent, que le voile de la nécessité présomptueuse, encore plus pernicieux à la guerre que dans les affaires ordinaires de la vie. Que la discipline soit plûtôt exacte que sévère, plutôt préventive que repressive: de l'insousciance, comme de l'injustice du chef, qui, bien des fois, n'en est que la conséquence, naissent les abus, le désordre qui conduisent à la désorganisation complète. Ce

chapitre renferme d'excellens préceptes, mais il laisse encore beaucoup à désirer.

En traitant de la tactique, l'auteur a cru devoir donner quelques notions de la stratégie : il nous semble qu'il aurait pu donner de l'une et de l'autre une définition plus précise, en disant que *la stratégie est l'art de diriger les troupes et les moyens matériels de la guerre vers l'objectif, c'est-à-dire vers le point dont l'occupation doit décider du sort de la campagne ou de l'entreprise*, et que *la tactique est l'art de les disposer et de les faire agir dans la sphère du champ de bataille, de manière à s'emparer du point dont l'occupation doit décider de la victoire.* Leur analogie et leur différence nous paraissent ainsi plus explicitement déterminées.

A l'appui de ce qu'il dit sur la rapidité que l'infanterie peut acquérir dans la marche, nous citerons l'exemple d'un bataillon de voltigeurs réunis qui, pour se rendre sur le champ de bataille d'Austerlitz, fit 42 lieues en 52 heures, y compris le repos, et entra en ligne en y arrivant. Nous ne ferons qu'une observation pratique sur les manœuvres tactiques, c'est qu'il importe surtout de faire sentir le double inconvénient de fausses directions données aux fractions de la ligne, ou prises par leurs guides : le plus souvent, dans la marche en bataillon, les directions sont divergentes : nous l'avons vu à Wagram ; dans la marche en colonnes par bataillon, au contraire, elles tendent à converger ; c'est ce qui, à Waterloo, eut une si funeste influence sur la première période de cette bataille. La nouvelle organisation de l'artillerie devra apporter quelques modifications dans sa tactique, mais les principes établis sont invariables : celle de la cavalerie est traitée avec une supériorité remarquable.

Les chapitres sur les divers moyens d'investigation, tels que les reconnaissances militaires, les cartes, les guides, etc., renferment une foule de notions précieuses ; mais elles exigent de nouveaux développemens, soit dans la leçon orale, ou mieux encore dans les leçons pratiques qu'il serait indispensable d'y joindre : il faut indiquer le mode de pro-

céder; une bonne méthode abrège le travail, et en perfectionne le produit. Il est rare qu'à l'armée on puisse se procurer de bonnes, et même de mauvaises cartes de tous les pays que, dans une campagne, un officier peut être appelé à explorer : l'état-major n'a souvent ni le temps ni les moyens de lui en donner le croquis ; les guides sont fautifs ou mal disposés ; les espions et les déserteurs inspirent toujours une juste défiance : il convient donc que l'officier chargé d'une reconnaissance trouve en lui-même les principaux moyens, et qu'il soit en état de suppléer à tous ceux qui lui manqueront. Au reste, dans la seconde partie, en traitant des reconnaissances de l'ennemi, l'auteur complète ce qui semblerait manquer ici. A ses observations sur les guides, nous croyons devoir joindre celles-ci : qu'il convient de les traiter avec bonté, les protéger contre les violences et la brutalité auxquelles les subordonnés ne sont que trop enclins à leur égard; les questionner soi-même et, autant que possible, sans intermédiaire, avec calme, attention et patience surtout; qu'on se trouvera très-bien de leur donner quelque légère gratification, quand ils auront bien rempli leur tâche dans des circonstances difficiles; qu'il ne faut user de moyens rigoureux que lorsque l'on est bien convaincu de leur félonie, par justice, pour l'exemple, et jamais dans l'emportement et comme par esprit de vengeance et de cruauté. Par ces moyens, on en aura toujours, si le pays n'est pas absolument dépeuplé; par les moyens contraires, ils s'enfuiront quand ils sentiront l'approche des troupes, et l'on ne pourra s'en procurer, même en pays amis. Une longue expérience nous engage à donner ces conseils, et si nous n'étions retenus par la crainte de trop étendre ce résumé, nous les appuierions d'une foule d'exemples qui nous sont personnels.

Ce n'est que dans les grades les plus élevés que l'on se sert d'espions, et il convient que ce soit ainsi; mais il est un moyen généralement sûr pour le commandant d'un poste quelconque d'être informé de ce qui intéresse la sûreté de sa troupe, c'est d'y maintenir une exacte discipline et d'être

généreux envers les habitans; il s'en trouvera toujours quelques-uns qui l'instruiront des tentatives de l'ennemi. C'est ainsi qu'au mois de novembre 1811, à Villa de Toro, nous pûmes déjouer les projets du partisan Moralès, et que la province d'Avila fut préservée d'un soulèvement général, par la surprise et la destruction d'un immense approvisionnement de munitions de toute espèce, dans les montagnes, qui nous fut dénoncé.

En parlant des marches en campagne, l'auteur conseille très-judicieusement d'assigner à chaque colonne un itinéraire particulier. Cette mesure ne devrait pas se borner aux principales fractions d'une armée; elle devrait s'étendre sur toutes, même sur celles d'un bataillon, quand on marche sur un grand développement; autrement, il en résultera beaucoup de chemin inutilement fait, par conséquent beaucoup de fatigue de trop pour les troupes. Mais cette dislocation continuelle exige des soins et une intelligence particulière de la part des officiers qui en sont chargés, car elle peut avoir des inconvéniens graves. Le 24 janvier 1807, le 94e se portait en avant de Saalfild, en Prusse, pour aller prendre des cantonnemens à deux journées; chaque détachement avait son itinéraire particulier. Dans la nuit du 24 au 25, le colonel reçut l'avis que l'ennemi avait repris l'offensive, et l'ordre de diriger son régiment sur Mohrungen. Il fit partir sur-le-champ l'adjudant-major, chargé spécialement du travail des marches : dans sa précipitation, cet officier oublia le plan, qu'il s'était tracé, des cantonnemens de cette même nuit, et ne s'en aperçut qu'à une distance assez grande. Sa mémoire, aidée de son guide, y suppléa. Tous les détachemens reçurent l'ordre, à l'exception d'un seul; mais connaissant à peu près son emplacement, il s'y dirigea et eut le bonheur de le trouver au point du jour. Le régiment se trouva réuni dans la plaine de Mohrungen, au moment même où les Russes débouchaient; il y eut, avec le 9e léger, arrivant dans une autre direction, l'initiative de cette glorieuse affaire.

L'auteur dit que, quand on ne peut pas se procurer des vivres d'une manière régulière, on s'en pourvoit par la maraude : ceci demande explication. La maraude, dans son sens absolu, ne doit jamais être, suivant nous, ni autorisée, ni tolérée, si ce n'est pour les végétaux qui se trouvent dans les champs; partout il faut de l'ordre, même dans les choses qui ont le plus l'apparence du désordre, et cela est presque toujours possible, car nous pouvons affirmer qu'il est peu de cas où nous ne l'ayons éprouvé. Les maraudeurs, ou mieux les détachemens envoyés à la recherche des vivres, doivent être réunis, suivant leur force, sous le commandement des meilleurs officiers et sous-officiers, qui procéderont, avec une rigoureuse discipline, à l'enlèvement indispensable des subsistances. C'est dans ces circonstances qu'il faut que le chef déploie une extrême fermeté. Nous rapporterons que, dans une mission semblable, nous n'avons pas craint, chose inouie peut être, de dégrader toute une compagnie de braves grenadiers qui, pendant une nuit, s'était oubliée, et que cet exemple, qui pouvait occasioner une révolte, produisit au contraire l'effet le plus salutaire.

Il est des circonstances où le soldat doit porter pour 4 jours de pain et 15 jours de biscuit. Dans ce cas, il faut tenir la main à ce qu'il vide son sac de tout ce qui n'est pas absolument indispensable.

Les marches en campagne donnent au système de guerre moderne un caractère distinctif, que l'auteur fait parfaitement ressortir.

Le traité des batailles est plein de chaleur et de talent. Quel est le jeune officier dont le sang ne bouillonnera pas au tableau si vif, si animé d'une bataille, qui termine d'une manière si brillante la première partie de cet ouvrage !

Les chapitres, ou mieux, les traités qui composent la seconde partie, sont remplis de détails pratiques qui, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, développent est appliquent les principes généraux énoncés dans la première, et

la plupart sont de la plus grande importance pour les jeunes officiers.

A l'appui du précepte si sage de joindre toujours une ou deux ordonnances aux officiers chargés de missions spéciales, viennent plusieurs exemples auxquels on peut ajouter la surprise des cantonnemens ennemis, le 15 juin 1815, qui manqua en partie, parce que le départ du bivouac en avant de Beaumont fut retardé, l'ordre de mouvement n'étant pas parvenu, dans la nuit du 14 au 15, au corps qui devait former l'avant-garde.

Le brave Tillet, qui porta l'ordre d'évacuation à la garnison d'Aluséida, en 1811, était du 6e léger, et non du 6e de ligne.

En traitant des combats, l'auteur insiste avec force sur l'injonction de ne jamais capituler en rase campagne, et il ne manque pas de citer pour exemple la retraite de Smolensk et le passage du Dnieper, sur les glaçons, par l'intrépide Ney.

Au sujet des partisans, il fait observer combien la discipline y est nécessaire, et le tort que ceux d'Espagne et de Portugal ont fait à leur patrie, par leurs brigandages et leur férocité. Nous irons plus loin, c'est qu'il n'est peut-être pas d'emploi dans lequel le désintéressement du chef soit plus indispensable : il faut qu'il le mette en évidence et que ses soldats en soient bien convaincus. Il n'est rien alors qu'il ne puisse se flatter d'entreprendre avec succès, même avec les Français, quoiqu'en dise l'auteur, et surtout avec eux; car ils seconderont, avec leur dévoûment et leur sagacité naturels, un chef qu'ils reconnaîtront uniquement occupé d'eux-mêmes et de son devoir; ils s'en feront un point d'honneur, et ce sera le plus fort lien de la discipline, dans une position où tous les autres semblent relâchés. Ce n'est point là une de ces idées d'utopie, qu'on flétrit du ridicule : c'est le résultat de l'expérience. Les vétérans de l'armée de Portugal se rappelleront encore les détachemens qui pénétrèrent en partisans jusqu'en arrière et sous les murs d'Abrantès, en

1810 et 1811, et y enlevèrent les approvisionnemens de l'ennemi, qui servirent à prolonger de plus de deux mois le séjour de l'armée, dont toutes les ressources du pays qu'elle occupait étaient épuisées. Dans une de ces expéditions, il arriva un trait qui mérite d'être rapporté, parce qu'il donne une idée de l'opinion que l'ennemi même avait conçue des soldats français. La colonne surprit, au point du jour, un village qui renfermait tous ses habitans : toutes les précautions furent prises pour prévenir le moindre désordre. Mais deux soldats, pendant la station qu'on fit en dehors, trompèrent la vigilance de leurs chefs, et s'introduisirent dans une maison un peu écartée; elle était occupée par la mère d'un médecin, habitant l'intérieur du village. On prit à cette dame de l'or et quelques bijoux. Un de ses domestiques vint avertir son fils, qui s'adressa au commandant. Celui-ci passa sa troupe en revue sur-le-champ; mais les deux voleurs ne furent pas reconnus. De graves soupçons s'élevèrent contre l'un d'eux; les recherches les plus minutieuses ne firent rien découvrir. Il fallut partir. A la première halte, le coupable, intimidé par les menaces qui lui sont faites, représente les objets volés. Le commandant tenait beaucoup à ce qu'ils fussent restitués, et ce n'était pas sans difficulté, car le pays était couvert de partis ennemis. Il demanda deux cavaliers de bonne volonté, et les chargea de cette mission périlleuse, qu'ils remplirent avec autant de zèle que de bonheur. Il rapportèrent un reçu écrit au crayon par le médecin, et ainsi conçu : *J'ai reçu de M. Gérard* (1), *brigadier* FRANÇAIS, *envoyé, etc...,l'or et les bijoux volés à ma mère par un* ITALIEN.

En parlant des surprises de cantonnement, l'auteur dit que les Prussiens eussent été détruits à Ligny, si le maréchal Ney eût suivi ses instructions : c'est une erreur que nous avons relevée dans un autre écrit (2). Le corps d'Erlon,

(1) Le brigadier Gérard était du 3e de dragons.

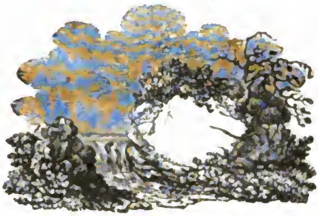
(2) Campagne de Waterloo, ou Remarques critiques et historiques sur l'ouvrage du général Gourgaud, par le colonel Janin. Paris, 1820.

qui devait être sous ses ordres, ne partit que le 16 de Marchiennes-au-Pont, et ne le rejoignit qu'après la bataille. Le maréchal donna le premier l'avis de la concentration des Prussiens sur son flanc droit, et, avec ce qu'il avait de forces sous la main, il dut se borner à combattre et contenir les Anglo-Belges sur son front, en attendant l'arrivée du premier corps qui lui avait été annoncé. L'imputation erronée faite au maréchal s'est accréditée malgré nos réclamations : dans l'intérêt de la vérité, nous nous ferons un devoir de la combattre chaque fois que nous la verrons reproduite.

Nous bornerons là nos observations, que le lecteur trouve peut-être déjà trop étendues. Peut-être, enfin, quelque critique prétendra-t-il que cet ouvrage ne remplit pas complètement son titre, car c'est plutôt un traité d'art militaire, appuyé sur des faits historiques, qu'un cours, proprement dit, d'histoire militaire. Mais cette chicane de mots ne mérite guère qu'on s'y arrête. Tel qu'il est, il serait à désirer que ce livre fût très-répandu ; qu'il devînt, en quelque sorte, le *vade mecum* de chaque officier; qu'il servît de texte à des conférences, substituées à ces perpétuelles et monotones répétitions de ce qu'on appelle la *théorie*. Ces conférences s'enrichiraient d'une multitude de faits inédits, que les anciens officiers se rappelleraient, sur les sujets traités; les jeunes profiteraient ainsi de leur expérience, et d'excellentes traditions ne seraient pas sur le point de se perdre en peu de temps irrévocablement. Ces conférences auraient encore l'avantage de forcer les jeunes officiers, par l'intérêt de leur amour-propre, à s'occuper essentiellement de leur noble profession, et, par là, elles diminueraient pour eux, dans les garnisons, la longueur excessive de leurs fastidieux loisirs, l'insupportable ennui qui marche à leur suite, et le dégoût qui résulte de ce que rien ne remplit le vide que laisse dans leur esprit le seul point fixe d'une perspective éloignée d'avancement. Chaque jour, le jeune présomptueux verrait combien il lui reste à faire, à acquérir, pour mériter cet avancement auquel il voudrait at-

teindre d'un seul bond et sans efforts; il apprendrait à apprécier ces vétérans qu'il n'honore pas assez, et, travaillant à se rendre capable de marcher un jour sur leurs traces, il finirait par affectionner un état dont l'étude remplirait toute sa pensée. Tel est le vœu que nous dicte notre amour pour le Roi et la patrie; puisse-t-il être entendu!

Le Colonel Janin.



OUVRAGES ÉTRANGERS.

DICTIONNAIRE UNIVERSEL TECHNIQUE

DE L'ART MILITAIRE.

MANUEL DESTINÉ A L'OFFICIER-PRATIQUE,

PAR REINHOLD, *Lieutenant en premier au corps royal de l'artillerie danoise*; partie française.

Un vol. grand in-8° de 289 pages. Chez Leske, à Darmstadt; en commission, chez Heideloff, quai Malaquais, n. 1.

Ce dictionnaire français-allemand paraît destiné à combler une lacune importante dans la littérature militaire. Depuis long-temps un bon vocabulaire militaire, à l'usage des deux nations, était vivement désiré par tous les hommes studieux. M. Reinhold a entrepris la tâche aride et ingrate de répondre à ce besoin; ses efforts méritent des encouragemens, mais nous craignons bien que nos félicitations n'aient plutôt pour objet de louer son zèle et sa bonne volonté que la perfection de son travail.

L'auteur, dans sa préface, bien courte et bien modeste, invite les propriétaires de son ouvrage d'annoter les fautes et les omissions qu'on pourrait y remarquer, et de les lui indiquer, afin qu'il puisse y remédier lors de la publication d'une seconde édition.

Nous ne croyons pouvoir mieux répondre à cet appel, plein d'une louable franchise, qu'en faisant observer à M. Reinhold que les treize ouvrages où il dit avoir puisé ses matériaux ne nous paraissent pas bien choisis, attendu qu'ils n'occupent pas le premier rang dans la littérature française. Le *Catholicon*, par exemple, eût été mieux remplacé, se-

lon nous, par le *Dictionnaire de l'Académie*, par l'*Encyclopédie universelle*, comme aussi par l'*Encyclopédie moderne* de M. Courtin; le *Dictionnaire d'artillerie* du colonel saxon de Rouvray aurait pu lui être également utile; nous passons sous silence les autres ouvrages mis à contribution par M. le lieutenant danois, pour ne pas éveiller des susceptibilités vivantes, nous bornant à soutenir, en thèse générale, qu'il existe une foule de bons ouvrages militaires en France, tant anciens que modernes, où l'auteur aurait pu prendre les termes techniques de l'art pour toutes les branches des sciences militaires.

M. Reinhold invite le public à lui signaler les lacunes existant dans son *Dictionnaire* : mais des omissions nous paraissent presque impossibles à commettre dans la composition d'un pareil ouvrage, si toutefois on y consacre beaucoup de temps et beaucoup de soins. Le moyen de parvenir à un bon résultat consiste à choisir un, ou même plusieurs ouvrages, réputés par l'élégance et la pureté de leur diction, et d'en extraire chaque mot, et chaque définition qui se rapporte à la partie de la science qui lui est propre; cette opération fastidieuse, mais nécessaire, a besoin d'être répétée en particulier pour les différentes branches du service, et ce n'est qu'après avoir ainsi fait un vocabulaire préparatoire qu'on peut passer à la nomenclature des termes techniques. L'ouvrage resterait toujours imparfait et incomplet, si on se bornait à copier sans autre examen les dictionnaires existans.

Il serait trop long d'énumérer ici les omissions qui nous ont frappé dans l'ouvrage; beaucoup de mots anciens ne s'y trouvent pas : parmi les mots usuels, nous avons remarqué l'absence de ceux-ci : *Crochets, barres* (des chevaux); *fanion* (des compagnies d'élite d'infanterie); *statistique, géognosie*, gite militaire; ce dernier mot a été confondu avec le mot *geolage*, etc., etc., etc.

Des fautes de langage se font également remarquer dans le *Dictionnaire*; le faux titre qui se trouve en tête du livre,

celui de : *Manuel destiné à l'officier pratique*, justifierait au besoin cette critique. Des incorrections y abondent aussi; on y lit : *déploitement*, au lieu de déploiement*; entretenues* (au féminin) pour entretenus (au masculin); *dépecer* n'est pas synonyme de démolir, comme le dit le *Dictionnaire*, etc., etc.

On aperçoit enfin dans l'ouvrage des traductions et des définitions inexactes. Le mot *entamer*, par exemple, est traduit par *einbrechen* (rompre, démolir); il est encore traduit par le mot *durchbrechen* (transpercer), et par celui de *trennen* (séparer). Le mot *entamer*, il faut en convenir, est difficile à rendre par une expression unique, mais dès-lors, il aurait fallu se servir d'une périphrase.

A ces imperfections près, que nous avons cru devoir signaler, le *Dictionnaire*, tel qu'il est, offre déjà un puissant secours aux officiers allemands, car il contient de 4 à 5000 définitions.

Nous venons de dire que l'ouvrage peut être utile aux officiers allemands, car le volume que nous avons sous les yeux explique les mots français par l'allemand; le volume principalement à l'usage des Français ne nous est pas encore parvenu : nous en rendrons compte aussitôt qu'il nous aura été adressé.

Le capitaine LANGERMANN.

NÉCROLOGIE.

DISCOURS

Prononcé par M. le général Lamarque *sur la tombe du maréchal* Gouvion St.-Cyr.

« Chaque jour, à chaque heure, la mort frappe les débris de cette génération guerrière qui triompha de la ligue de tant de rois et assura l'indépendance de la patrie : alors la France n'était qu'un camp, et ses frontières un vaste champ de bataille. Elle avait appelé tous ses enfans aux armes, et prompt à sa voix, le jeune Saint-Cyr s'était arraché aux beaux-arts qu'il cultivait : simple volontaire dans un bataillon de Paris, il croyait n'avoir à remplir qu'un devoir passager, et devant lui s'ouvrit une immense carrière où chaque pas fut marqué par un trophée. La main qui portait le fusil du soldat devait un jour porter l'épée du commandant et recevoir le bâton de maréchal de France !

» A cette époque de perturbations et de périls, l'intrigue était impuissante, la faveur inconnue et le vrai mérite assuré de prendre sa place ; l'avancement de Saint-Cyr devait donc être rapide, il le fut. Capitaine en 1792, il était général de division en 1794 ; mais dans ces deux années si fécondes en prodiges, l'armée de la Moselle l'avait vu se distinguer par ses talens, non moins que par son courage, aux combats sanglans d'Aisbach et de Kaiserslautern ; celle des Alpes conquérir la Maurienne, escalader les rochers de Roc-Marse et braver les hasards dans cent rencontres qu'on eut dans d'autres temps décorées du nom de bataille.

» Revenu en 1795 sur le premier théâtre de ses exploits, il bat Clairfait, se rend maître de Deux-Ponts, menace Mayence, et si, victime de la trahison ou des mauvaises dispositions de son chef, il est obligé de battre en retraite jusque sur les lignes de la Quich, cette retraite est un long combat où chaque jour amène un succès, et l'ennemi intimidé n'avance qu'autant que nos troupes lui cèdent le terrain.

» Des exploits si multipliés auraient rempli la vie tout entière d'un autre guerrier ; ils n'occupent que quelques années de celle du maréchal ; suivons-le donc des bords du Rhin sur ceux du Tibre : idolâtre des beaux-arts, il s'oppose

à des spoliations que sa probité réprouve, et destitué pour une conduite qui méritait des récompenses, il est bientôt rappelé par le besoin qu'on a de ses services. Le voilà de nouveau dans les plaines de l'Allemagne, sur ces champs de bataille qu'avaient illustrés Turenne, Condé, Gustave-Adolphe, dont il va étudier toutes les traces! Le voilà près de Moreau, son émule, son ami, qui l'annonce à ses soldats par ces mots : *L'armée vient de recevoir un renfort de dix mille hommes : Saint-Cyr est arrivé!*

» Arrêtons-nous un moment pour examiner celui qui méritait un si bel éloge. A-t-il la superbe audace de Kléber, que la nature semble avoir formé pour diriger les tempêtes et maîtriser les hasards? A-t-il l'impétuosité de Ney, qui, prompt comme la foudre, brûlant et irrésistible comme elle, se précipite sur l'ennemi, dont il ne compte jamais le nombre? Non, calme, froid, soumettant tout au calcul, il vit sans les partager au milieu des émotions les plus entraînantes, des passions les plus tumultueuses; entouré de dangers, il les méprise, et semble même ne pas les voir; ce n'est pas l'enthousiasme qu'il excite, c'est la confiance, une confiance sans bornes qu'il inspire. L'imperturbable sérénité de son front rassure les plus timides; on écoute sa voix comme celle de la sagesse, on croit à ses paroles comme à un oracle que prononcerait la statue d'une divinité qu'on révère; dans les grades subalternes, il en imposait à ses supérieurs, et lorsqu'il commande une fraction de l'armée, le même ascendant, qui n'est pas celui du grade, le fait régner sur le peuple de ses soldats : ils obéissent avec joie, ils souffrent sans murmures, ils meurent avec dévoûment.

» Tel il se montra dans la campagne de 1796. L'histoire racontera la part qu'il prit aux batailles de Stuttgard, de Nereisheim, de Biberach, au passage du Rhin, à celui du Lech, et à cette fameuse retraite qu'on a eu tort de comparer à celle des Dix-Mille, qui exigea moins de talens et moins d'efforts : elle dira les succès particuliers qu'il obtint dans la journée désastreuse de Novi, ses brillans combats de Pasturano, de Coni, de Sezzaralle, qui lui valurent du chef de l'état, si juste appréciateur du mérite militaire, un sabre d'honneur et le titre glorieux de premier lieutenant de l'armée.

» Passons sous silence la campagne de 1800, où il seconde Moreau dans les savantes manœuvres, qui de victoire en victoire conduisent notre armée jusque sous les murs de Vienne; sa marche sur le royaume de Naples, où le premier il fit flotter nos drapeaux sur les murs de l'antique Tarente, son entrée au conseil d'état, son ambassade à Madrid, son plan pour envahir le Portugal. J'ai hâte d'arriver au moment où, général en chef, il pourra déployer toutes ses facultés et n'obéir qu'à ses inspirations.

» Il débute par cette guerre de montagnes qui avait immortalisé Sertorius, Scanderberg et Zisca, et dont Follard refuse la science à Catinat et aux autres généraux de Louis XIV. C'est la Catalogne où les Noailles ne dépassèrent pas

Gironne, où Vendôme ne vit pas toujours le succès couronner son audace, qui sera le théâtre de ses exploits. En vain, enflammée par le fanatisme et la vengeance, la population tout entière a couru aux armes; en vain des places fortes interceptent la communication avec Barcelone qu'assiége l'ennemi, Saint-Cyr se fraie un passage à travers les montagnes, livre, sans artillerie, la bataille de Cardadeü et débloque la place; une seconde bataille lui ouvre le chemin de la basse Catalogne, et bientôt il triomphe à Wals du suisse Beding, que ses succès en Andalousie avaient rendu l'idole du peuple espagnol.

» La gloire qu'il acquérait, l'attrait des périls qu'il surmontait, ne pouvaient étouffer dans son âme la répugnance à faire une guerre dont il nous a laissé un récit si exact et si animé. Un autre chef vint le remplacer; mais l'empereur l'appréciait trop pour ne pas l'associer à la gigantesque campagne où le midi allait lutter contre le nord. Il y commanda le 6e corps et servit sans peine sous les ordres d'un maréchal renommé par d'éclatans exploits. Le 17 août 1812, ce maréchal est blessé, Saint-Cyr le remplace, et le 18, avec des troupes battues la veille, il remporte une victoire complète: le bâton de maréchal fut sa digne récompense!

» L'Europe déplorera un jour l'erreur de cette expédition où nos soldats furent vaincus par les élémens, qui seuls pouvaient les vaincre. En vain une nouvelle armée sortit par miracle du sein de la France, le destin avait prononcé! Vous m'approuverez si j'épargne à vos cœurs les douloureux souvenirs de cette dernière lutte, où les prodiges du génie, les prodiges du courage, les prodiges du dévouement, ne purent triompher d'une irrévocable fatalité: retenu prisonnier au mépris d'une capitulation qui aurait dû être sacrée, le maréchal Saint-Cyr n'assista pas à cette longue et terrible agonie d'un pouvoir qui avait ébranlé le monde.

» Tant de batailles, tant de victoires, tant de désastres, vous font sans doute désirer de voir le maréchal sur un autre théâtre que celui de la guerre; mais, avant de vous y conduire, je dois caractériser comme général en chef celui que je ne vous ai fait connaître que comme lieutenant des armées.

« Sacrifiant tout à la patrie, qu'il regardait comme une seconde mère, il ne
» combattait que pour elle; dédaignant les richesses, le plus grand héritage
» qu'il laisse à son fils est le trésor de son nom; ne briguant aucune place, il
» n'en refusait aucune; sa probité, sa bonne foi, conquéraient l'estime de ses
» ennemis; son inaltérable douceur soumettait tout autour de lui; une partie
» de ses exploits fut due à son audace, une autre à sa prudence, une autre à la
» confiance qu'il inspirait, une autre à sa constance dans ses résolutions, et il
» n'en est aucune qu'on puisse attribuer à la fortune. »

» A ces traits si ressemblans, à ces qualités si caractéristiques, vous croyez sans doute qu'une plume contemporaine a fait le portrait du maréchal Saint-

Cyr; détrompez-vous, je viens de copier Plutarque : c'est le portrait d'Epaminondas et de Paul-Emile.

» La restauration avait adopté la gloire nationale. Saint-Cyr n'avait servi que la France ; il voulut la servir encore, et accepta un gouvernement important. Le ciel, un moment serin, se couvrit de nouveaux nuages. Comment, au milieu des passions qui ne sont pas encore éteintes, des intérêts blessés, des existences mutilées, retracer ces commotions soudaines qui bouleversent les empires ? Comment distinguer ce qui fut dans ces chocs redoutables l'ouvrage de la volonté de l'homme, ou l'effet nécessaire de circonstances plus puissantes que lui ? N'y a-t-il pas dans la conduite de ceux qui présidaient alors à nos destinées des mystères dont ce cercueil recèle peut-être le secret ? Ne déchirons donc aucune page de la vie d'un grand citoyen, et, en le plaignant d'avoir paru sacrificateur quand il était aussi une victime, félicitons-nous de ce qu'il ne désespérait pas du salut de la France.

» Comme elle dut souffrir, cette âme si généreuse, si patriotique, quand il fallut signer la dissolution de cette immortelle armée avec qui il avait toujours vécu, qui était sa famille, qui le chérissait comme un père, qu'il chérissait comme un fils ; mais d'implacables ennemis se préparaient à envahir le reste de la France ; ils voulaient venger vingt ans de défaites sur des soldats qui ne demandaient qu'à mourir ; Saint-Cyr voulut les sauver. Ses prévisions lui en indiquaient le moyen ; il reçut la promesse de son roi qui pliait aussi sous la nécessité, et l'immense holocauste fut consommé. L'armée le comprit, et sans plainte, sans murmures, elle déposa des armes qu'elle était sûre de bientôt ressaisir : mais quand après ce grand sacrifice on voulut mutiler la France elle-même, le maréchal Saint-Cyr n'hésita pas à quitter le pouvoir. Le guerrier qui, par ses exploits, avait reculé nos frontières, ne pouvait pas signer le traité du 30 novembre.

» Rappelé au ministère pour ressusciter une armée dont l'absurde système des catégories poursuivait les élémens dispersés, le maréchal St-Cyr s'appliqua à réparer tant de maux, tant d'injustices. Il forma des légions où il réunissait toutes les armes pour toutes les conserver. Il proposa cette armée de réserve qui, rassemblant les débris de tant d'armées, eût offert à la France un inexpugnable rempart. Chaque jour il venait au conseil avec un travail qui épurait nos régimens usurpés par l'intrigue, et y replaçait la légitimité des services et des talens : législateur militaire, il parut à la tribune avec sa loi du recrutement, et nous fit donner la Charte de l'armée. Tant qu'elle sera respectée, dit-il, une force invincible et sans cesse renaissante assurera l'indépendance de la patrie. Mais ce n'était pas seulement l'indépendance de la France que voulait celui dont on pourrait dire : *Fuit incertum vir melior an dux esset.* Citoyen avant d'être guerrier, il voulait aussi la liberté ; il la voyait dans l'exécution fidèle, entière, complète, de notre pacte social et des lois qui le mettent en action. En 1815, il avait quitté le ministère pour ne pas signer un traité désas-

treux ; en 1819 il le quitta de nouveau avec deux de ses collègues dont la France n'oubliera pas les noms, pour ne pas s'associer à la violation d'une loi qu'il regardait comme la sauve-garde du trône et de la liberté. Abdiquer ainsi le pouvoir, ce n'est pas descendre, c'est s'élever plus haut ; c'est conquérir l'estime d'une nation et offrir des modèles à l'avenir.

» Rentré dans la vie privée dont il ne sortira plus et où l'attendait le bonheur domestique, le maréchal ne peut résister au besoin qu'il éprouve d'être encore utile à son pays : comme Xénophon, après avoir commandé les armées, il voulut élever un monument qui consacrât leurs exploits et prévînt la décadence de l'art de la guerre, qui n'en est ni la science ni le métier. Un jour viendra où les leçons qu'il lègue serviront de guide à nos neveux : ils fouleront les mêmes champs de bataille, ils atteindront peut-être un terme que nous avons perdu pour l'avoir trop dépassé, et en y marchant, ils obéiront à la voix de celui qui n'est plus. Merveilleux privilége du génie ! ces statues, ces colonnes, ces marbres seront dévorés par le tems ; car le tombeau meurt aussi : mais ils sont immortels les écrits que dicta l'amour de la patrie.

» Ainsi méritant une triple couronne, guerrier philosophe, homme d'état consciencieux, écrivain profond, quoique dogmatique, le maréchal Saint-Cyr porta la science et l'humanité dans les camps, la probité de l'homme de bien dans les conseils du prince, le culte de la vérité dans ses écrits ; sa vie était pleine ! Il a assez fait pour sa gloire ! C'est sur la France qui l'a perdu que doivent tomber nos regrets. »

DES MOYENS

DE RÉPARTIR MOINS INÉGALEMENT

LE FARDEAU DU SERVICE MILITAIRE,

Et de diminuer le malaise qu'on remarque dans les troupes.

Il est bien reconnu que l'armée française ne peut être recrutée ni sur le pied de paix, ni sur le pied de guerre, par des enrôlemens volontaires. C'est une preuve incontestable que l'existence que les autres professions permettent d'espérer, est généralement regardée comme très-préférable à celle que peut procurer l'état militaire.

Il a donc fallu employer des moyens de contrainte. La loi de recrutement y a pourvu. Mais cette loi, en paraissant n'être que l'expression de la nécessité, n'a-t elle pas consacré une grave injustice? ou, en d'autres termes, ne pouvait-on satisfaire à ce besoin de la société sans en faire un fardeau si pesant pour quelques-uns, et dont les autres n'eussent rien à supporter.

Deux cent cinquante mille jeunes gens arrivent chaque année à l'âge où leurs bras conviennent à la défense de la patrie, un cinquième seulement de ce nombre est nécessaire : il est désigné par le sort; les quatre autres cinquièmes se retirent libérés de toute obligation militaire. Ce mode, que l'usage a consacré, écarte toute idée de responsabilité. Les plaintes élevées contre les décisions du sort ne blessent personne : on ne fait attention qu'à celles qui peuvent s'a-

dresser à la volonté humaine. Sous ce rapport, ce système est avantageux ; mais les résultats en sont-ils plus justes ? Le législateur n'a-t-il pas dépassé la limite de ses droits ? ne devait-il pas corriger, autant qu'il était en lui, les vices résultant de cet ordre de choses ?

Le service militaire n'est pas le seul pour lequel l'État ait besoin de bras. Des canaux, des ports, des forteresses, des grandes routes sont à construire. Pourquoi la loi ne contraint-elle pas aussi les ouvriers à venir exécuter ces travaux, en ne leur donnant, comme à l'armée, que ce qui est strictement nécessaire pour leur nourriture et leur vêtement ?

Ce n'est pas sans quelque hésitation que nous exprimons une opinion si contraire à la loi de recrutement ; loi sage, sous bien des rapports, et conçue même dans le sens des idées admises jusqu'à présent. Mais si, au degré de civilisation auquel nous sommes parvenus, si, par suite du développement des principes d'économie politique, la loi peut être rendue plus équitable, et par conséquent meilleure, c'est un devoir de chercher à le démontrer : toute la question repose sur cette possibilité. Si on ne peut parvenir à la faire reconnaître, l'opinion qu'on a de la bonté du système actuel ne sera point altérée. Dans le cas contraire, on sentira la nécessité de réformer cette partie de la législation militaire, et une amélioration sera produite.

Nous avons déjà exposé dans le *Spectateur* quelques considérations sur l'organisation de l'armée, et sur le degré d'infériorité où la carrière militaire est maintenant tombée. Nous ne reviendrons pas sur ce sujet ; arrivons aux observations qui ont une application directe à l'objet qui nous occupe. Si nos expressions paraissent trop affirmatives, on pensera qu'il nous importait d'être concis ; nous n'en sentons pas moins vivement combien il est facile de s'égarer dans une route si peu frayée, et tout ce que notre travail doit laisser à désirer.

C'est pour ceux qui jouissent des avantages de l'organisa-

tion sociale que la défense de l'État est surtout un devoir et une nécessité. Si ceux qui y sont étrangers, ou qui ne jouissent que d'une faible part de ces avantages, forment seuls la force publique, on a trop à craindre qu'ils ne se laissent aller à la tentation de renverser à leur profit l'ordre de choses établi. L'armée doit donc prendre ses recrues dans les familles de citoyens ; il faut, par la même raison, que ceux que le régime constitutionnel a placés aux premiers rangs, arrivent au commandement de cette force publique, ou qu'ils associent à leurs privilèges ceux qui seront élevés à ce commandement, ce qui ne peut se faire que dans une faible proportion pour ne pas déconsidérer en les multipliant trop, toutes les supériorités politiques. On sait que dans tous les états, même républicains, qui ont eu une longue existence, les premiers emplois militaires ont été remplis par les principaux citoyens. Le contraire sera toujours le prélude ou la suite d'un grand bouleversement.

Si nous voulons donc que le régime politique de la France prenne de la stabilité, il faut que nos princes, nos pairs, nos électeurs ou leurs enfans, puissent arriver dans l'armée à une position qui soit en rapport avec leur existence sociale; sans cela, un principe de bouleversement existera dans l'État. C'est là une vérité si facile à reconnaître qu'il suffit de la rappeler.

Les écoles militaires offrent aux classes aisées une porte plus en rapport avec leurs habitudes pour entrer dans la carrière militaire. Il y aurait à examiner s'il ne conviendrait pas de faire quelque chose de plus pour les y attirer et les y retenir, en se renfermant toutefois dans de sages limites, c'est-à-dire en n'excluant aucune classe de la concurrence, seul moyen d'exciter une heureuse rivalité et de développer les talens qui donnent le mouvement et la vie aux États.

Dans les sociétés anciennes, les arts étaient dans l'enfance. Aucun établissement, aucune industrie n'exigeait un travail continu, ni de longues études. Tous pouvaient al-

ternativement prendre l'épée, la bêche ou le ciseau. Les arts surtout n'avaient besoin que d'un petit nombre de bras. Il n'en est plus de même aujourd'hui. On ne peut enlever aux travaux civils une proportion notable des citoyens sans que la société ne souffre profondément.

A moins de circonstances extraordinaires et très-malheureuses l'armée doit donc être constituée dans une proportion faible relativement au reste de la nation. Pour répartir uniformément cette charge en y faisant concourir tous les jeunes gens, il faudrait ne les laisser dans l'armée qu'un temps insuffisant pour les former aux exercices militaires. Alors point de bonnes troupes, point de garantie contre les peuples voisins qui n'adopteraient pas le même système. Ce serait, il faut le dire, un pas rétrograde dans la civilisation, car plus elle est avancée, plus les forces morales se sont développées aux dépens des forces physiques; plus on doit chercher dans les premières ses moyens d'action et de défense, et l'on y trouve certainement de l'avantage puisqu'on ne saurait nier que les ressources de l'esprit ne l'emportent de beaucoup sur la force brutale.

Le métier des armes, plus peut-être que tous les autres, demande aujourd'hui l'emploi des ressources morales et industrielles. Il exige du génie dans les généraux, de l'intelligence et une parfaite connaissance dans les officiers, l'habitude des manœuvres et de la vie des camps dans les soldats. C'est une erreur grave de croire qu'on puisse à présent combattre sans un immense désavantage en quittant les travanx d'une profession civile. Être conduit à l'ennemi sans avoir été formé aux exercices militaires, c'est marcher à une défaite certaine, que peut même rarement empêcher l'enthousiasme et le courage naturel. Nous ne supposerons pas qu'on puisse être entraîné dans une pareille aberration d'esprit. Nous admettrons au contraire que, reconnaissant la nécessité et l'avantage d'avoir une armée peu nombreuse, on sentira qu'elle doit être au moins composée d'élémens forts et bien exercés, que la durée

du service ne sera pas trop courte, que les troupes seront exercées, endurcies même à la fatigue, toujours occupées à quelques travaux utiles, et laissées le moins possible à l'oisiveté et aux vices de la vie des garnisons ordinaires.

Nous avons dit que c'était dans les familles de citoyens que l'armée devait se recruter. Mais le service militaire est assujétissant et pénible, il faut qu'il présente des dédommagemens. Le dévoûment qui sacrifie les intérêts privés pour le bien général ne peut être exigé sans lui offrir sa récompense, et ne saurait même exister de la sorte que dans des circonstances extraordinaires. A quel danger ne s'exposerait-on pas en laissant la force publique entre les mains d'hommes qui pourraient toujours se dire que l'État est injuste envers eux ?

La loi fixe l'âge auquel le service militaire est dû. Comme tous les jeunes gens ne peuvent être réunis sous les drapeaux, elle détermine le nombre des appelés et le mode de les désigner; mais, aux yeux de la justice, là se borne ses droits. Il ne lui appartient pas d'imposer sans compensation à des citoyens une obligation grave dont elle exempte d'autres citoyens qui sont exactement dans la même position; et naturellement cette compensation doit être à la charge de ces derniers. Si elle peut être équivalente au service qu'exige l'état, l'équité est satisfaite; la contrainte même disparaît, et l'on entre dans la carrière militaire comme dans toutes les autres avec la perspective d'y trouver des avantages proportionnés aux talens et à l'activité qu'on y apporte. C'est ce qui n'existe pas à présent. C'est le mal auquel nous cherchons un remède.

La compensation dont nous venons de parler peut être donnée en distinctions honorifiques, en places lucratives ou en traitemens.

Les distinctions honorifiques sont d'un prix assez grand pour tous ceux qui ont de la fortune. Lorsque les officiers sortaient de familles riches, ce moyen de récompense était puissant. Mais à présent que l'on prend un état pour améliorer son

existence, que la richesse publique a fait naître de nouveaux besoins, il ne peut plus être regardé que comme un accessoire. Il n'est d'ailleurs personne qui ne reconnaisse combien les distinctions ont perdu de leur prestige, quand elles ne sont pas accompagnées de la fortune. On peut même remarquer que, pour les classes moyennes de la société, elles deviennent souvent un sujet de dérision.

Les emplois étant accompagnés d'émolumens et d'autorité, ont une valeur positive. On s'étonnerait qu'on n'eût pas cherché à en utiliser la distribution de manière à relever l'état militaire, si on ne sentait combien l'intérêt privé des fonctionnaires et employés civils a dû y apporter d'obstacles. N'est-il pas évident qu'on trouverait parmi les militaires des divers grades beaucoup d'individus qui offriraient toutes les garanties désirables pour bien remplir la plupart des fonctions dans les douanes, la perception des impôts, les forêts, les postes et même l'administration? Pourquoi ne pas accorder quelque préférence à ceux qui se sont dévoués pour la défense publique? Puisqu'on ne veut ou qu'on ne peut pas rétribuer leurs services d'une manière suffisante, pourquoi ne pas admettre ces services comme un titre à obtenir des emplois recherchés comme une faveur? Que ceux qui veulent les obtenir les méritent d'abord dans les rangs militaires, ou qu'ils laissent les défenseurs de l'état participer aux avantages des carrières plus favorisées que la leur.

L'admission de ce principe, déjà reçu dans quelques Etats, et qui conviendrait aussi à la France, n'offrirait point toutefois des ressources suffisantes pour remédier au mal que nous avons signalé. Les emplois civils ne seraient pas assez nombreux pour satisfaire à ce besoin. Beaucoup de militaires pourront d'ailleurs ne pas offrir les qualités convenables pour les occuper; il faudra toujours ajouter à ce moyen quelques avantages pécuniaires. Là se trouve la difficulté. L'impôt annuel ne peut y pourvoir, et se trouve trop élevé pour qu'on songe à l'augmenter. Mais si un impôt général est impossible, ne peut-on pas atteindre au même but par

l'établissement d'un fonds spécial formé par les conscrits eux-mêmes? On en a déjà vu souvent par un accord spontané, se créer une ressource de ce genre. Il n'y aurait qu'à généraliser et à régulariser ce moyen.

Nous l'avons déjà reconnu, c'est à ceux qui se trouvent libérés du service militaire à indemniser ceux sur qui retombe cette charge. Il serait juste aussi qu'ils contribuassent à cette indemnité, en raison de l'intérêt qu'ils ont au maintien de l'ordre public, c'est-à-dire, en raison de l'aisance foncière, mobilière ou industrielle dont ils jouissent sous la protection de la force publique. Ce principe admis, le mode d'exécution du projet indiqué n'offre plus de grandes difficultés. Tous les jeunes gens ou presque tous peuvent concourir à la formation du fonds nécessaire, puisque tous ont dans leur fortune ou leur industrie des moyens d'existence qu'ils préfèrent à la vie militaire. Par ce moyen, le service militaire se trouverait réparti sur tous; sur les uns, par une coopération effective; sur les autres, par le paiement du service des premiers.

Il s'agit maintenant d'évaluer ce que chacun pourrait donner sans que ce fût une charge trop pesante et de manière cependant qu'on pût allouer à l'armée un juste salaire. On peut admettre différentes bases pour cette évaluation. Nous en indiquerons une qui nous paraît juste et d'une application assez facile.

Il n'est aucune famille qui, pour exempter un de ses membres du service militaire, ne donnât volontiers, pendant tout le temps qu'il eût été obligé de rester sous les drapeaux, une somme équivalente au quart du montant annuel de ses impôts. Il n'est de même aucun iudividu qui, désirant ne pas suivre la carrière militaire, ne fît volontiers le sacrifice annuel du salaire de six journées de travail de sa profession pendant le même temps.

Supposons donc qu'une loi règle que tous les jeunes gens qui ne seront pas appelés à un service actif devront satisfaire de cette manière à l'obligation où ils sont de concourir

à la défense de l'état. Admettons que ces fonds forment une caisse spéciale et qu'ils sont employés exclusivement à améliorer le sort des militaires, et voyons les ressources qu'on tirera de cette disposition législative.

On peut estimer à environ 6 millions le nombre des familles françaises, à deux cent cinquante mille celui des jeunes gens qui atteignent annuellement leur vingtième année, et à deux cent mille celui des jeunes gens qui ne sont point atteints par le recrutement, Cela étant, on voit qu'un trentième des familles a, chaque année, un de ses enfans dans l'âge de servir et qui n'est point appelé. Les impôts directs s'élevant à plus de deux cent quarante millions, ces familles auraient à payer deux millions par an et seize millions pour huit années. En évaluant la journée de salaire au taux moyen de un franc, chaque conscrit aurait quarante-huit francs à payer pour ses huit années d'exemption de service, ce qui produirait annuellement neuf millions six cent mille francs. Ainsi la caisse militaire recevrait tous les ans de vingt-cinq à vingt-six millions.

Parmi les divers moyens d'employer cette somme, admettons qu'on en forme, pour chaque militaire en activité, un fonds annuel de réserve à toucher avec les intérêts, lorsqu'il quittera le service. Supposons de plus que l'armée soit composée, et que la distribution annuelle de ces fonds soit faite à chaque grade d'après le tableau suivant :

Colonels de toutes armes	250	à	1,000 fr.	250,000 fr.
Officiers supérieurs *id.*	1,000	à	700	700,000
Capitaines *id.*	3,000	à	500	1,500,000
Lieutenans et sous-lieutenans *id.*	4,000	à	250	1,000,000
Adjudans et sergens-majors *id.*	2,000	à	200	400,000
Sous-officiers *id.*	10,000	à	150	1,500,000
Caporaux et soldats *id.*	190,000	à	100	19,000,000
Totaux	210,250	hommes		24,350,000 fr.

L'intérêt étant compté à 4 p. o/o, seul taux admissible à présent, la somme de 100 fr., allouée annuellement aux soldats, produirait à chacun :

Après 8 ans de service,	958 fr.
10 ans,	1,248
15 ans,	2,082
20 ans,	3,096
30 ans,	5,831

On trouverait de même qu'un capitaine qui serait resté 15 ans lieutenant et 15 ans capitaine aurait, en se retirant, un capital de 19,785 fr.; que le colonel qui aurait été 10 ans lieutenant, 5 ans capitaine, 5 ans officier supérieur et 10 ans colonel, se retirerait avec une somme de 30,230 fr., et ainsi des autres, en variant selon la durée des services dans chaque emploi. Ceci suffit pour faire voir que les militaires de tous grades pourraient trouver dans ce capital des ressources pécuniaires de quelque importance, et peut-être supérieures aux économies qu'on peut faire généralement dans les autres emplois du même ordre. Si on ajoute à cet avantage les décorations et les retraites allouées d'après les ordonnances en vigueur, quelques distinctions honorifiques et quelques autres améliorations souvent demandées, on sentira qu'il resterait aux militaires peu de chose à envier aux autres professions; on les verrait rentrer dans leurs foyers avec de l'aisance et quelque considération. La défaveur qui pèse sur l'état militaire disparaîtrait peu à peu, et le recrutement cesserait d'être une charge répartie sans égalité et par conséquent injuste.

Nous n'avons été conduit à cette proposition que par des considérations de justice; on le serait de même par des considérations politiques. On doit apprécier des idées de ce genre, encore plus d'après l'intérêt de l'État que d'après celui de l'armée; sous ce point de vue, cette question serait encore résolue dans le même sens.

Nous n'entrerons point dans cet examen que nous avons

déjà effleuré dans d'autres articles, et qui a été fait avec plus de talent que nous ne pourrions y en apporter, par quelques militaires et récemment encore par M. le général Clouet. Le tableau qu'il a tracé du malaise de l'armée, de ses causes et de ses conséquences, est aussi vrai que vivement touché; mais le remède qu'il propose nous paraît insuffisant. Les seuls militaires qui se réengageraient verraient leur position améliorée; les officiers n'y gagneraient rien, et beaucoup d'autres difficultés encore se présenteraient.

Notre système, plus complet, accorde à tous les services militaires un avantage proportionné à leur importance et à leur durée. Il améliorerait assez la position des militaires pour qu'on eût lieu d'espérer que l'armée pourrait bientôt, du moins en temps de paix, se recruter par des enrôlemens volontaires, parmi lesquels même on aurait à faire un choix.

Pour l'exécution de ce plan, le nombre des jeunes gens à appeler sous les drapeaux étant fixé, on réunirait au chef-lieu de chaque canton ceux qui devraient y concourir; on leur ferait connaître les avantages qu'ils rapporteraient du service militaire, et ce qu'ils auraient à payer s'ils ne partaient pas; on inscrirait ceux de bonne volonté, et, quand le nombre en serait insuffisant, on le compléterait par la voie du sort.

Chaque famille dont un membre, devant concourir au recrutement, ne serait pas appelé, paierait annuellement le quart de ses impôts directs pendant tout le temps que le service militaire aurait dû être exigé. Chaque individu non appelé paierait en outre, pendant le même temps, et chaque année, le montant du prix de six journées de travail de sa profession.

Une administration spéciale serait organisée pour la gestion de ces fonds. Une somme annuelle serait allouée à chaque militaire en raison de son grade, et le décompte lui en serait fait avec les intérêts évalués à 4 p. o/o, lorsqu'il quitterait le service. Nous n'entrerons pas dans l'examen des

différens cas qui pourraient se présenter, il paraît facile de prévoir et de lever les difficultés auxquelles ils donneraient lieu.

Nous avons parlé du projet de remplacement proposé par M. le général Clouet, comme insuffisant; mais il pourrait produire d'heureux résultats, et nous le regarderions comme un utile complément aux dispositions précédentes. Dans le cas où une partie du recrutement devrait être forcé, on pourrait de même admettre dans notre système des remplacemens à prix d'argent, et en employer le produit à retenir sous les drapeaux les meilleurs soldats licenciés. Il conviendrait cependant que ce prix de remplacement fût proportionnel au nombre d'hommes à lever, afin de ne pas laisser le gouvernement dans l'embarras en temps de guerre. Nous désirerions aussi, en généralisant ce principe que plus on jouit des avantages sociaux plus on doit faire des sacrifices pour la défense de l'état, nous désirerions, dis-je, que le prix de remplacement variât en outre selon la position politique des familles; qu'ainsi, par exemple, le minimun en fût fixé à 1,000 francs pour les fils de simples citoyens, à 1,500 pour ceux des électeurs, à 2,000 pour ceux des éligibles, et à 3,000 pour ceux des pairs de France.

On objectera peut-être à ce projet que c'est un nouvel impôt qu'on propose de créer et que déjà la France en est surchargée. Mais nous ferons remarquer que ce n'est réellement que répartir entre tous le fardeau du recrutement. On peut dire que le recrutement est un véritable impôt; nous n'augmentons pas cet impôt; nous en divisons seulement la charge. Ceux qui voudront servir n'auront rien à payer, et les autres ne pourront se plaindre puisqu'il préféreront s'acquitter de ce qu'ils doivent à la patrie par une rétribution pécuniaire plutôt que par un service personnel.

On peut dire aussi qu'en temps de guerre les enrôlemens volontaires, malgré ces nouveaux avantages, resteraient encore insuffisans. Cela se peut; mais nous conservons toujours le tirage au sort. Pour pourvoir aux besoins extraor-

dinaires, il faut d'ailleurs faire attention qu'en temps de guerre les professions civiles souffrent et souvent ne présentent pas de débouchés; que les contributions augmentant, les jeunes gens libérés auraient à payer davantage; que l'esprit national, sans lequel les grandes guerres ne peuvent se soutenir, ranime alors l'esprit militaire; que l'avancement devient plus rapide et que des idées de gloire et d'ambition entraînent beaucoup de jeunes gens sous les drapeaux; enfin, il faut ajouter que ce n'est que pour les temps de paix qu'on peut organiser un système régulier et qui satisfasse à tous les besoins.

Nous terminerons ici nos observations sur cet important sujet. Nous espérons qu'elles feront au moins naître d'utiles réflexions. Nous ne nous dissimulons pas combien peu les esprits sont préparés à de si grandes innovations, et combien de préventions elles pourront soulever. Mais si ces innovations sont réclamées par la justice et par l'intérêt de l'état, le temps nous y conduira peu à peu, et nos vues, dont peut-être quelque autre saura tirer un meilleur parti, seront comme une bonne semence qui se conserve sous terre et qui porte ses fruits quand la saison en est arrivée.

Du Marais.

NOUVELLES MILITAIRES.

ÉTRANGER.

Angleterre. — L'annuaire militaire de 1830 contient l'état militaire suivant :

5 feld-maréchaux (dont 3 princes du sang, lord Wellington et le prince Léopold de Saxe-Cobourg.)

108 généraux, 248 lieutenans-généraux, 241 majors-généraux; total des officiers-généraux 602.

295 colonels, 186 lieutenans-colonels, 910 majors; total des officiers supérieurs 1,391.

1,709 capitaines, 2,450 lieutenans, 1,745 enseignes; total des officiers particuliers 5,904. Total général 7,897.

L'armée anglaise est composée de 26 régimens de cavalerie (dont 3 de la garde), 102 régimens d'infanterie (dont 3 de la garde), de quelques corps particuliers formés à Malte et à Ceylan, 4 régimens de troupes du génie et d'artillerie.

L'armée, payée par le budget, est de 88,000 hommes; le total des troupes anglaises est d'environ 150,000 hommes.

Turquie. — D'après le journal intitulé *l'Invalide russe*, l'armée du grand seigneur était composée, au mois de mai 1828, ainsi qu'il suit :

68 bataillons d'infanterie régulière de mille hommes chaque, ci. 68,000 hommes.

6 bataillons d'infanterie de la garde du sultan, ci. 6,000

Soldats de marine pouvant servir au besoin sur terre, ci. 40,000

A reporter 114,000

Ci-contre	114,000 hommes.
8 bataillons d'infanterie légère (*meschterdi*), ci.	8,000
1 corps asiatique irrégulier, ci.	6,000
1 corps de volontaires, ci.	5,000
1 corps d'étrangers, ci.	5,000
Total de l'infanterie.	138,000
20 bataillons d'artilleurs à 600 hommes chaque, ci.	12,000
1 corps de bombardiers, ci.	3,000
1 corps de mineurs et de sapeurs, ci.	3,000
1 corps régulier d'artilleurs de la garde, ci.	2,000
Artilleurs sédentaires répandus dans les forteresses, ci.	14,400
Soldats du train, ci.	6,000
Total des corps spéciaux.	40,400
Cavalerie de la garde, ci.	1,500
Spahis soldés, ci.	25,000
Cavalerie de réserve, ci.	20,000
Rimariotes (milices), ci.	120,000
Volontaires, ci.	30,000
Total de la cavalerie.	196,500
Total général.	374,900 combatt.

En déduisant de ce total 40,000 soldats de marine, 20,000 hommes nécessaires pour la garnison de Constantinople, 65,000 hommes de garnison dans les places fortes du Danube, et 9,500 hommes de la garde du sultan, le grand-seigneur pouvait disposer, au mois de mai 1828, de 240,400

hommes, non compris les troupes qui combattaient en Asie et contre la Grèce.

La marine turque était composée à la même époque (mai 1828) de 24 vaisseaux de ligne, 21 frégates et 40 autres bâtimens de guerre. 11 bâtimens de toutes grandeurs étaient sur les chantiers. Les vaisseaux en état de tenir la mer étaient armés de 2,000 bouches à feu et de 5,200 matelots.

Il serait facile au sultan d'avoir sur pied une armée de 300,000 hommes, et par une conscription générale, il pourrait au besoin doubler cette force.

Prusse. — Les dons volontaires, faits en faveur de la Lardwehr sur tous les points du royaume, s'élèvent depuis le 28 novembre jusqu'au 31 décembre 1829, à la somme de 10,804 thalers (40,083 fr.).

— Le nombre des officiers *soldés* de l'armée, était

	en 1806.	en 1830.
Enseignes ou cornettes.	747	»
Lieutenans en second.	3,032	2,879
Lieutenans en premier.	839	1,084
Capitaines d'état-major (non propriétaires).	708	»
Capitaines commandant une compagnie ou escadron.	692	1,311
Majors.	690	478
Lieutenans-colonels.	74	88
Colonels	181	128
Généraux-majors.	189	68
Lieutenans-généraux.	36	32
Généraux d'infanterie.	13	12
Feld-maréchaux.	3	1
TOTAUX	7,104 (1)	6,073

— Le prince Charles de Prusse vient d'être investi du commandement de la 2me division de la garde : le lieutenant-

(1) Que de réflexions naissent de ce rapprochement !

général de Wrangel a été nommé commandant de la 1re division militaire.

Espagne. — La célèbre École d'artillerie de Ségovie vient d'être transférée, par ordre du roi, à Villa-Viciosa-de-Odon, située à trois lieues de cette ville.

Russie. — Le général-major prince Bebutoff a été nommé gouverneur de la *province* d'Arménie.

— Un ukase en date du 18 décembre 1829, porte que le grand pope de l'armée touchera désormais une solde annuelle de 3,000 roubles; le pope divisionnaire, ou d'un corps d'armée, recevra 2,500 roubles de solde, et les popes attachés au corps isolés et aux régimens, 1,800 roubles.

Pays-Bas. — Le colonel d'artillerie, M. Pasavinci, a été nommé inspecteur de son arme.

Le directeur du département de la guerre, M. le baron de Teugnagell, a été nommé membre de la commission militaire de la confédération germanique pour le grand duché de Luxembourg; M. de Wildenann, qui a demandé son rappel, a été chargé d'autres fonctions.

Le colonel Van-Hooff, a été nommé intendant en chef de l'administration de la guerre.

Royaume de Saxe. — Une commission militaire et permanente a été instituée, pour examiner, en séance publique, tous les candidats qui se présenteraient pour servir, avec espoir de parvenir au grade d'officier, soit que les jeunes gens sortent des écoles militaires, soit qu'ils entrent dans le régiment en qualité de *cadets*.

Egypte. — Les appointemens annuels d'un colonel des troupes régulières sont de 30,000 fr. en espèces, et de 20,000 fr. en marchandises, au choix de l'officier. Ceux d'un lieutenant-colonel de 12,000 fr. en espèces et de 8,000 en marchandises; ceux d'un chef de bataillon de 10,000 fr. en espèces et de 6,000 fr. en marchandises; d'un adjudant-major de 5,000 fr. en espèces et de 3,000 en nature.

Les officiers inférieurs sont très-mal rétribués; les sous-

officiers reçoivent fort peu de chose, et les soldats absolument rien.

L'uniforme des officiers est fort riche; c'est dans les magasins qu'il se les procurent; les officiers-généraux et les colonels ont des vêtemens ornés de diamans et autres pierres précieuses; quant aux soldats, ils sont couverts de haillons et marchent pieds-nus.

Autriche. — Les feld-maréchaux-lieutenans, comte Civallant, baron Schneller et baron Mohr, ont été nommés généraux de cavalerie.

Les généraux-majors Hoheneg et Geramb, ont été nommés feld-maréchaux-lieutenans.

Les colonels Habouzières, Geramb, Ferraris, prince Reusse, Jarossy, Csolisch et Woeber, ont été promus au grade de major-général. Enfin, le contre-amiral Paulucci a été nommé vice-amiral, et le capitaine Flanegan, contre-amiral.

Amérique méridionale.—Un Néerlandais, nommé Mynssen, vient d'établir une École militaire à Monte-Vidéo; cet officier a ouvert son École par un discours qui a été fort applaudi, le 14 septembre 1829.

Bavière. — Le 30 janvier dernier, les autorités locales ont posé, en grande solennité, la première pierre d'une vaste digue près d'Ingolstad, qui doit favoriser l'inondation des environs de cette place importante.

Duché de Brunswick. — L'état militaire du duché sur le pied de guerre, est de 4,015 combattans, non compris les compagnies de vétérans. Un tiers de cette force se trouve constamment sous les armes; le restant vient rejoindre les drapeaux aux grands exercices annuels. Les hommes sont partagés dans les cadres suivans: 1 régiment de hussards à 2 escadrons, 1 bataillon de grenadiers de la garde, 4 compagnies de vétérans, 1 batterie d'artillerie, 2 régimens d'infanterie de ligne à 2 bataillons de 8 compagnies et à un bataillon léger de 4 compagnies.

Hanovre. — L'armée compte, au premier janvier 1830, 1 feld-maréchal (duc de Cambridge), 3 généraux, 3 lieutenans-généraux, 13 généraux-majors, 15 colonels, 44 lieutenans-colonels et 35 majors.

Amérique Septentrionale. — L'École militaire de West-Point a été inspectée l'année dernière par un commissaire nommé *ad hoc.* Le rapport, très-circonstancié, de cette commission vient d'être rendu public; on y remarque des observations fort judicieuses sur les différentes parties de l'enseignement, et une demande de fonds pour achats de modèles, pour la création d'une chaire de chimie et une augmentation de solde pour les professeurs militaires, afin, dit le rapport, de les dédommager des peines et des soins qu'ils mettent dans l'exécution de leurs honorables fonctions.

Duché de Parme. — Le général-major autrichien, Cajetan Bianchi, vient d'être nommé gouverneur militaire de États de S. A. I. la grande-duchesse.

Grèce. — L'école militaire centrale, ouverte le 12 janvier 1829, compte déjà 40 élèves, leur nombre va être porté jusqu'à 60.

Suisse. — Le petit conseil de Zurick à décidé dans la séance du 24 novembre dernier, que l'on n'admettrait plus d'étrangers dans les six compagnies du régiment de Bleuler au service de France, dont le recrutement lui est confié.

Le grand conseil des Grisons a assigné une somme de 2000 fr. pour être distribuée en forme de prime parmi les plus bab iles tireurs du canton.

ANNONCES.

Au Roi et aux Chambres, sur les véritables causes de la rupture avec Alger, et sur l'expédition qui se prépare.

Par Alexandre de Laborde, député de la Seine, etc. Un volume in-8. Prix : 3 fr. à Paris.

Chez Truchy, libraire, boulevard des Italiens, n. 18.

Nous rendrons compte de cet ouvrage dans l'un de nos prochains numéros.

Abrégé chronologique de l'Histoire militaire des Français ou *Essai historique sur les institutions et les origines militaires,* depuis la fondation de la monarchie jusqu'au règne de Charles X, accompagné d'un atlas de 200 figures, suivi d'un aperçu sur la marine militaire, depuis l'établissement des Francs dans les Gaules jusqu'à nos jours; par M. Sicard, officier d'état-major, etc.

Cet ouvrage, qui est actuellement sous presse, sera composé de 2 vol. in-8° et d'un atlas.

On souscrit à Paris, sans rien payer d'avance, chez l'auteur, rue de Bourbon, n. 13; chez Corréard jeune, éditeur, passage Saulnier, n. 13, et chez Ancelin, libraire, rue Dauphine, n. 9.

Le prix est de 7 fr. 50 cent., celui de l'atlas, en noir, 20 fr., id., colorié, 35 fr. pour les souscripteurs qui se feront inscrire avant le 1er aout; passé cette époque, le prix sera porté à 45 fr.

Nous rendrons compte de cet ouvrage, qui nous paraît devoir présenter d'autant plus d'intérêt, que l'auteur a puisé

une partie de ses renseignemens dans une source rarement trompeuse, celle des cartons du dépôt de la guerre.

ALGER. Tableau du royaume, de la ville d'Alger et de ses environs; état de son commerce, de ses forces de terre et de mer; description des mœurs et usages du pays: précédé d'une introduction historique sur les différentes expéditions d'Alger, depuis Charles-Quint jusqu'à nos jours, avec carte, vue, portraits et costumes de ses habitans; par M. Renaudot, ancien officier de la garde du consul de France à Alger; 1 vol. in-8°, prix : 7 fr. et 8 fr. franco; avec les figures coloriées, 2 fr. de plus.

Chez P. Mongie, aîné, libraire, boulevard des Italiens, n. 10.

Histoire de la guerre de l'indépendance des Etats-Unis. Par Odel-Julien LEBOUCHER; nouvelle édition, 2 vol. in-8°, avec atlas, publiée par Emile LEBOUCHER, avocat à la cour royale.

A Paris, chez Anselin, libraire, rue Dauphine, n. 9.

Nous rendrons compte de cet ouvrage dans un prochain numéro.

ERRATA de la 49e *Livraison.*

Page 527, lig. 20, au lieu de : *prévenir*	lisez *prévoir*.
Page 529, lig. 13, au lieu de : *espérer*,	lisez : *opérer*.
Page 532, lig. 3, au lieu de : *placement*,	lisez : *du placement*.
Page 537, lig. 5, au lieu de : *les boulets*,	lisez : *ces boulets*.
Page 538, lig. 24, au lieu de : *la surface*,	lisez : *sa surface*.
Page 540, lig. 7, au lieu de : *laissait*,	lisez : *laissent*.
Page *ib.*, l. 7 et 8, au lieu de : *opérations*,	lisez : *questions*.
Page 592, lig. 3 du titre, au lieu de : *en* 1535,	lisez : *en* 1541.

BIBLIOGRAPHIE MILITAIRE.

OUVRAGES FRANCAIS.

Recueil des Mémoires de médecine, de chirurgie et de pharmacie militaire, faisant suite au journal qui paraissait sous le même titre, et rédigé sous la surveillance du conseil de santé, publié par ordre du ministre. In-8. de 26 feuilles. A Paris, chez madame Huzard.

Etat du corps royal du génie. Un vol. de 6 feuilles. Chez Anselin.

Exercices et manœuvres des bouches à feu à bord des vaisseaux du Roi. In-12 de 9 feuill. A Brest, chez Fournier.

Manœuvres de l'artillerie, ou Instruction sur le service des bouches à feu et manœuvres de terre. In-12 de 2 feuilles 1/2.

Discours prononcé par le colonel Amoros, directeur du Gymnase normal militaire et civil, à l'ouverture du cours de MM. les officiers qui ont été destinés, à le suivre, en octobre 1829, afin d'apprendre la méthode gymnastique. Séance du mercredi 14 octobre 1829. In-8. d'une demi-feuille, imprimé chez Crapelet.

Ecole du cavalier à pied et à cheval. d'après l'ordonnance de l'an XIII; édition corrigée. In-18 de 7 feuilles et demie, avec 12 planches. Chez Verronnais à Metz.

Ordonnance da Roi, concernant la nouvelle organisation du corps royal de l'artillerie, en août 1829, avec le Rapport au Roi. Chez Verronnais, à Metz.

Code des Ponts-et-Chaussées et des Mines, ou Collection complète des lois, arrêtés, ordonnances, réglemens et circulaires, concernant le service des Ponts-et-Chaussées et des Mines, jusqu'au 1er janvier 1829. Par Ravinet, sous-chef à la Direction génerale. A Paris, chez Carillan Goeury.

OUVRAGES ÉTRANGERS.

Geschichte Napoleon's Bonaparte's. — Histoire de Napoléon Bonaparte, par Bucholz. Trois vol. in-8. A Berlin, chez Enslsin.

Conscription's Gezetz der grossherzogthum Badens, etc. — Loi sur la conscription dans le grand duché de Bade, avec les articles existans dans la loi antérieure, et abrogés depuis; ainsi que les instructions concernant la matière; puisé dans des sources officielles. A Carlsruhe, chez Tuller. In-8. de 6 feuilles un quart. Prix : 2 fr.

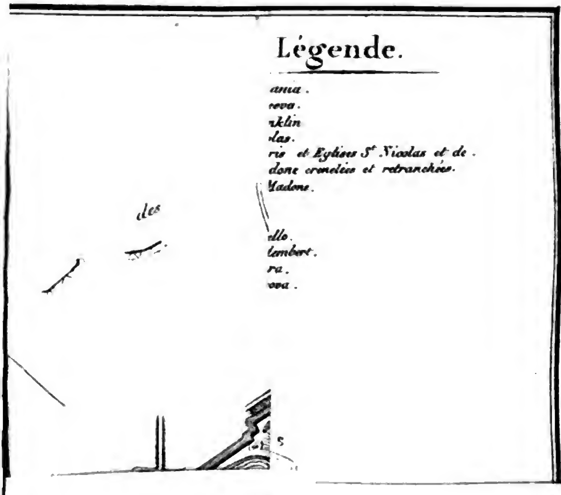
Neuerfundine beldiche darstellung der Baijerischen armee. — Tableaux nouvellement composés pour représenter l'armée bavaroise, en 654 figures, avec une description détaillée. Augsbourg, chez Schlosser. 1 1/6 thalers.

Neuest Geographie von Europa und der ubrigen vier welteilen. — Nouvelle Géographie d'Europe et des quatre parties du monde; ouvrage élémentaire pour servir dans les écoles militaires. In-8. de 7 feuilles 1/2. A Erlangen, chez Heyder.

Furdie Schutzen der Konigli-Wurtenbergischen Sehüzen-officiere. — Instruction pour les officiers à cheval de tirailleurs wurtembergeois. In-8., avec 13 plans et signaux. Carlsruhe Müller.

Imprimerie de Selligue, rue des Jeûneurs, n. 14.

OLONGHI


Légende.
ana.
eva.
klin
las.
ris et Eglises St Nicolas et de.
done crenelées et retranchées.
Madone.
des
llo.
lambert.
ra.
ova.

DES CHANGEMENS

SURVENUS

DANS L'ART DE LA GUERRE,

DEPUIS 1700 JUSQU'EN 1815;

CONSÉQUENCES DE CES CHANGEMENS RELATIVEMENT AU SYSTÈME DE PLACES FORTES.

(Suite.)

M. le général marquis de Chambray a réuni dans une seule brochure les trois chapitres qui composent cet article. Elle se trouve chez Anselin, rue Dauphine, n. 9.

CHAPITRE II.

Du rôle que les places fortes ont joué depuis 1700 jusqu'en 1815.

Après les batailles de Ramillies (23 mai 1706), d'Oudenarde (11 juin 1708), de Malplaquet (11 septembre 1709), les généraux Marlborough et Eugène ne poursuivirent, pour ainsi dire, point les Français, et se bornèrent à faire des sièges (a). M. le général Valazé en conclut, sans en donner

(a) A Ramillies, l'armée de Villeroy était un peu plus nombreuse que celle de Marlborough; après cette bataille, le général français reçut des renforts, et s'il avait réuni à son armée une partie des garnisons des places voisines, elle serait devenue beaucoup plus nombreuse que celle de son adversaire. Il fit tout le contraire; il dissémina ses troupes en postes et en garnisons, et renonça ainsi à tenir la campagne. Marlborough n'en profita que pour faire des siéges; il prit treize places qui ne lui coûtèrent que cinquante jours de tranchée et ne lui firent essuyer que de faibles pertes.

d'autres preuves, que ce furent les places fortes qui les arrêtèrent. Mais après Hochstædt (13 août 1704), bataille beaucoup plus désastreuse pour les armes françaises, que celles que je viens de citer, les généraux n'avaient pas même suivi l'armée française; ils étaient restés campés six jours sur le champ de bataille, et ils n'atteignirent le Rhin à Philisbourg que le 6 septembre; cependant aucune place forte ne leur opposait d'obstacle.

Non, ce ne furent point les places fortes qui empêchèrent des généraux, tels que Eugène et Marlborough, de profiter du gain des batailles; ce furent, avant tout, les causes que j'ai développées précédemment; aussi ces causes ayant cessé d'exister pendant les guerres de la révolution française, une partie des batailles eurent d'immenses résultats.

Villars lui-même, auquel on ne contestera point d'avoir été entreprenant et plein de résolution; Villars qui disait, *qu'on périt par la défensive*, était lié par les mêmes entraves. Quels résultats n'aurait-il pas obtenus, sans cela, de cette affaire de Denain, qui, dit le maréchal de Saxe (a), « fit une » différence de plus de cent bataillons sur les deux armées; » car le prince Eugène fut obligé de jeter du monde dans toutes » les places voisines. Le maréchal de Villars, voyant que les » alliés ne pouvaient plus faire de siège, tous leurs magasins » étant pris, tira des garnisons voisines plus de cinquante bataillons, qui grossirent tellement son armée, que le prince » Eugène, n'osant plus tenir la campagne, fut obligé de » jeter tout son canon dans le Quesnoy, qui y fut pris. »

Je ferai observer, à cette occasion, qu'on ne devrait jamais comparer les généraux de deux époques différentes, sans tenir compte de l'état de l'art de la guerre à chacune de ces deux époques. Il serait absurde de reprocher à des gé-

(a) Maurice, comte de Saxe, *rêveries*, liv. II, chap. 4.

néraux qui n'avaient à leur disposition que des moyens si différens de ceux dont disposaient les généraux de ces derniers temps, de n'avoir pas obtenu d'aussi grands résultats.

Mais puisque M. le général Valazé cite des faits historiques à l'appui de son opinion sur les places fortes, qu'il fasse donc connaître à quoi servirent trente-trois places fortes que les Français possédaient en Italie avant la mémorable campagne de 1706.

Eugène, très-inférieur en forces aux Français, mais secouant en partie les routines du temps, part du Véronnais, passe l'Adige et le Pô, malgré l'armée de Vendôme, remonte le Pô par sa rive droite, sans s'inquiéter des places fortes qu'occupaient les Français (a), et vient opérer sa jonction avec Victor Amédée II à Villa-Stellon. Il repasse ensuite le Pô, franchit la Doire, en quelque sorte, sous les yeux des Français, et, malgré l'infériorité de ses forces, les attaque et les bat dans leurs lignes devant Turin.

Cette victoire eut des résultats immenses : l'armée battue rentra en France, une partie des places fortes tomba au pouvoir d'Eugène; et Louis XIV s'estima heureux de conclure un arrangement par suite duquel il rendait toutes les autres, à cette seule condition, que les garnisons rentreraient en France.

Si l'on examine quelle fut l'influence des places fortes considérées dans leur ensemble, aux époques mémorables de la guerre de la Succession, dont je viens de parler, on voit que peu de jours avant la bataille d'Hochstædt, l'électeur de Bavière, effrayé de l'arrivée des armées d'Eugène et de Marlborough sur son territoire, dispersa aussitôt dans

(a) Eugène passa entre Tortone et Alexandrie, places fortes occupées par les Français et situées à une petite journée l'une de l'autre; il se trouvait alors aussi à quelques lieues seulement de Valence.

ses places plus de soixante mille hommes, presque tous Bavarois; il ne resta avec l'armée française que cinq bataillons et trente-trois escadrons de cette nation. Le sort de la Bavière n'en fut pas moins décidé dans les champs d'Hochstædt, les places tombèrent successivement au pouvoir du vainqueur; l'électeur fut dépouillé de ses états pendant dix ans.

Si, au contraire, l'armée bavaroise se fût réunie à l'armée française, au lieu de se disperser dans les places, ces deux armées auraient acquis, par leur réunion, une telle supériorité de forces, sur celles des ennemis, qu'Eugène et Marlborough auraient été réduits à rester sur la défensive; et que, s'ils avaient osé en venir aux mains, toutes les chances de succès que l'on peut souhaiter à la guerre, auraient été en faveur de l'armée française.

A l'époque des batailles de Ramillies, d'Oudenarde, de Malplaquet, l'armée française était sur la défensive, et elle avait des garnisons dans un grand nombre de places; mais, si une partie seulement de ces garnisons eût été réunie aux armées qui livrèrent ces batailles, toutes les probabilités portent à croire que les Français auraient été vainqueurs, et que le sort de la guerre eût été changé.

En Italie, si les Français, au lieu de conserver trente-trois places fortes, dans lesquelles ils avaient des garnisons, n'avaient conservé de ces places que celles qui leur étaient d'une utilité incontestable pour leur servir de dépôts, pour occuper des points importans, pour maintenir ou intercepter des communications essentielles, pour s'assurer des passages sur les principales rivières, et qu'ils eussent fait raser toutes les autres, l'armée de Vendôme eût été tellement supérieure en force à celle d'Eugène, que ce dernier n'aurait pu entreprendre cette marche audacieuse, qu'il exécuta

avec tant de talent et de bonheur, sans s'exposer, pour ainsi dire, à une perte certaine (a).

Toutefois il faut bien se garder d'attribuer aux places fortes les désastres occasionés par les sottises que les généraux auraient faites à leur occasion. Je n'hésite pourtant point à affirmer qu'il est nuisible à un grand état d'en avoir un trop grand nombre sur ses frontières, surtout lorsque ces places sont trop rapprochées les unes des autres; et celles du nord de la France présentaient alors cet inconvénient. Elles avaient d'ailleurs été construites à différentes époques, par diverses puissances, et c'est ternir la mémoire de Vauban que de donner à leur assemblage incohérent le nom de *système de Vauban*.

On sait que ce fut Louvois qui engagea Louis XIV à faire construire un aussi grand nombre de places fortes; et que Vauban ne craignit point de dire qu'on lui faisait fortifier beaucoup de points inutiles. Il écrivait à Catinat en avril 1687.

« Vous avez raison de dire que ce trop de places, en » France, est un inconvénient dont on ne s'apercevra point » tant qu'on sera autant en état d'attaquer que de se dé» fendre; j'en conviens fort avec vous. Mais, s'il arrivait une » grosse guerre, il serait fort à craindre qu'il ne parût dès » la première campagne. Je pars encore de chez moi dans » sept ou huit jours, pour aller faire le projet d'une nouvelle » place, chose qui n'est point encore de mon invention ni » de mon goût, quoique la situation en soit assez considé» rable. »

Vauban composa depuis deux Mémoires, l'un en novem-

(a) Les troupes françaises qui étaient alors en Italie étaient excellentes et elles le prouvèrent bien à Crémone (1[er] février 1702), à Castiglione (8 septembre 1706); toutes les fois enfin qu'elles ne furent point accablées par le nombre, ainsi que cela arriva à la bataille de Turin, où toute l'armée d'Eugène attaqua la gauche des Français qui ne put être secourue.

bre 1705, l'autre en février 1706, dans lesquels il émet une opinion entièrement opposée à celle que je viens de rapporter. Je conviens que cette dernière opinion a plus de poids, puisque Vauban avait plus d'expérience à la deuxième époque qu'à la première; mais indépendamment de ce que chaque profession est animée d'un esprit particulier et a des préjugés dont il est bien difficile, même aux hommes les plus remarquables, de se dépouiller entièrement, l'art de la guerre a éprouvé de tels changemens depuis Vauban, qu'il est probable qu'actuellement ce grand homme penserait tout différemment sur ces matières.

M. le général Valazé passe de la guerre de la Succession d'Espagne aux guerres de la révolution française, sans s'occuper de la guerre de Sept-ans qui fut si intéressante par les progrès qu'elle fit faire à l'art. Cette guerre est d'ailleurs celle de l'époque qu'il a examinée, pendant laquelle les places fortes ont joué le rôle le plus important; ce fut avec leur appui que le grand Frédéric, réduit à un si petit territoire et entouré d'ennemis, parvint à leur résister. Son matériel de guerre et ses approvisionnemens de vivres étaient disséminés dans ses places qui, pour la plupart, pouvaient fournir son armée de matériel de guerre et de vivres pendant un temps suffisant : il pouvait ainsi changer de base et de ligne d'opération lorsqu'il le jugeait utile.

Mais les armées qui lui furent opposées se montrèrent encore plus lentes, plus lourdes et moins manœuvrières que ne l'avaient été les armées du temps de la guerre de la Succession. Il n'eût pu de nos jours tirer le même parti de ses places; il aurait été contraint, après avoir perdu une bataille, de les abandonner à leurs propres forces, ou d'y renfermer son armée, et elles seraient tombées successivement au pouvoir du vainqueur.

« Au début de notre guerre de la révolution, dit M. le gé-

» néral Valazé, nos revers furent presque constans. Si ce-
» pendant nos ennemis se sont attachés à faire des siéges,
» c'est que, malgré leurs succès, ils nous trouvaient toujours
» autour d'eux avec des armées respectables par leur force,
» à tel point qu'elles ont pu les battre et que, grâce à nos
» places, Dumourier, Kellerman, Houchard, Jourdan, etc.,
» se trouvaient vis-à-vis des confédérés dans la même situa-
» tion que Vendôme, Boufflers et Villars, devant Eugène et
» Marlborough.

» Du rôle que les places ont joué dans tant de guerres,
» on est en droit de conclure, je pense, que rien n'étant
» changé dans les armes ni dans la force des armées, nos
» places doivent nous rendre les mêmes services qu'au-
» trefois.

» Mais poursuivons, car c'est dans nos conquêtes depuis
» 1792, que l'on puise surtout des argumens pour soutenir
» qu'il existe actuellement un système de guerre contre le-
» quel la multiplicité des places ne présente plus les mêmes
» avantages. »

M. le général Valazé cite ensuite plusieurs des campagnes de la révolution française, à l'appui de son opinion sur les places fortes et sur ce que le système de guerre n'est pas changé.

Si un général victorieux s'arrête, et que celui qui a éprouvé des revers possède des places fortes sur le théâtre de la guerre, M. le général Valazé attribue aussitôt à l'influence de ces places fortes cette inaction du vainqueur. Si, au contraire, se contentant de masquer ou de bloquer les places, il continue à pousser l'armée vaincue, M. le général Valazé prétend que c'est parce que cette dernière armée, au lieu de se retirer, aurait dû prendre position au milieu de ces places fortes; et enfin, si le vainqueur envahit un

pays dénué de places, il prétend qu'il ne l'aurait pu s'il y en avait eu. Il se résume ainsi qu'il suit :

« En résumé, nos armes n'ont pas changé de nature et de » forme depuis 1700, et jamais, dans les guerres dernières, » nous n'avons eu sur les champs de bataille plus de com- » battans que dans la guerre de la Succession et celles qui » l'ont suivie.

» Toutes les fois que les armées vaincues ont pris position » auprès des places qui leur appartenaient, les armées victo- » rieuses ont été obligées de faire des siéges.

» Si, dans les dernières guerres, des conquêtes ont été » faites sans entreprendre de siéges, ce n'est point par l'ef- » fet d'un système de guerre nouveau, c'est tout simplement » parce que les armées victorieuses devaient retrouver leurs » ennemis sur un théâtre où il n'y avait point de places fortes; » ou bien, s'il y en avait, elles n'étaient point au pouvoir des » vaincus.

» Il n'y a point de raisons pour que nos généraux soient » moins habiles et nos soldats moins bons qu'ils n'ont été » dans d'autres temps; d'où il résulte que les armées qui at- » taqueraient actuellement la France trouveraient les nôtres » sur les frontières, au milieu de nos places, et seraient » obligées, quels que fussent leurs succès, à faire autant de » siéges qu'autrefois.

» Par conséquent, si on réduisait le nombre de nos forte- » resses, et que nous fussions malheureux dans une guerre, » nos ennemis auraient moins de siéges à faire qu'autrefois, » avant que de pénétrer au cœur du royaume, et moins de » difficultés pour arriver à nous dicter des lois. D'après cette » conclusion, il me paraît impossible de regarder comme » amis de leur pays, les Français qui proposeraient de ré- » duire le nombre de nos forteresses. »

En ce qui concerne le système de guerre suivi pendant

la guerre de la Succession, et pendant les guerres de la révolution française, je ne pourrais rien ajouter aux détails que j'ai déjà donnés à cet égard, et l'on se convaincra de leur exactitude si l'on veut étudier à fond ces guerres. Relativement au rôle que M. le général Valazé prétend que les places fortes ont joué, j'avouerai que je suis presque toujours d'une opinion toute différente de la sienne. Néanmoins, ne voulant point entamer une polémique trop étendue à cet égard, et la croyant peu utile, après ce qui a été dit précédemment, je me contenterai d'une réfutation succincte.

Quant à ce que dit M. le général Valazé, « qu'il lui paraît »impossible de regarder comme amis de leur pays, les »Français qui proposeraient de réduire le nombre de nos »forteresses, » cela ne peut être considéré, pour ainsi dire, que comme un *lapsus calami*, car ce sont ces mêmes sentimens d'attachement à la patrie, qui lui font désirer que l'on conserve le système actuel de places fortes et que l'on entretienne toutes les places fortes existantes, qui portent d'autres militaires à désirer tout le contraire.

Si les armées des coalisés n'envahirent point la France au commencement des guerres de la révolution française, on ne saurait en attribuer le principal mérite aux places fortes. Elles n'empêchèrent point, en 1792, les Prussiens de pénétrer en France, et il ne paraît point qu'elles aient exercé de l'influence sur les motifs de leur retraite.

En 1793, après la prise de Valenciennes et de Condé, l'armée des coalisés avait une telle supériorité sur l'armée presque désorganisée de la république, que si les généraux de la coalition l'eussent concentrée pour marcher sur Paris, rien ne pouvait empêcher cette capitale de tomber en leur pouvoir, et par conséquent ils auraient renversé la république. Mais les généraux de l'armée coalisée suivaient alors un système de cordon qui consistait à étaler leur armée sur

la frontière pour tout couvrir; système absurde, car, en voulant tout couvrir, on ne couvre rien, et l'on ne peut se livrer ou donner de la suite à aucune entreprise vigoureuse. Néanmoins leur grande supériorité leur avait permis de réunir une masse bien supérieure à celle des républicains sur cette partie du théâtre de la guerre; ils les chassèrent du camp de César. poussèrent des partis jusqu'aux portes de Cambrai et de Saint-Quentin, et firent trembler la convention et la société des Jacobins. Mais, par des motifs politiques, ils se divisèrent encore davantage pour entreprendre les sièges de Dunkerque et du Quesnoy.

La république, faisant alors des efforts inouis, augmenta extraordinairement ses armées, acquit bientôt la supériorité du nombre sur ses adversaires, et ses opérations étant d'ailleurs mieux dirigées, dans leur ensemble, que les leurs, elle obtint de grands succès.

Jomini porte le jugement suivant sur la conduite des généraux des armées de la coalition, à cette époque (a) : « Après la prise de Valenciennes, de Condé et de Mayence, » on était autorisé à croire que, possédant une base d'opé- » rations convenable, les vainqueurs poursuivraient sans » relâche les restes de l'armée française. Les alliés ne comp- » taient pas moins de deux cent quatre-vingt mille combat- » tans de Bâle à Lille, forces respectables, qui, bien em- » ployées, leur donnaient droit d'attendre les plus grands » succès. L'emploi le plus heureux qu'ils semblassent pouvoir » en faire, dans la position où elles se trouvaient alors pla- » cées, était de s'avancer rapidement en deux grosses masses, » de Valenciennes sur Soissons d'un côté, et de Mayence par » Luxembourg, sur Rheims, de l'autre. En laissant même » sur chaque flanc une réserve de quarante à cinquante

(a) Jomini, *Histoire des guerres de la révolution*, tom. IV, pag. 24.

»mille hommes, pour couvrir les communications et mas-
»quer les places, on pouvait conduire en quinze marches,
»cent quatre-vingt mille hommes sous Paris, afin d'en chas-
»ser la convention. Ce but essentiel de la guerre une fois
»atteint, il importait alors de traiter avec la nation, sur
»des principes convenables à son repos, à sa dignité, et à
»l'intérêt général de l'Europe; non dans l'intérêt de l'An-
»gleterre, sa seule ennemie constante et irréconciliable.
»Mais, pour obtenir de semblables résultats, il fallait
»d'autres ministres que les Thugut et les Bischofswerder;
»d'autres généraux que ceux de la coalition.

»Aux motifs politiques qui commandaient d'en agir ainsi,
»se réunissaient toutes les convenances militaires. Quand on
»combat une nation belliqueuse comme les Francais, il im-
»porte surtout de mettre le temps à profit dans les succès :
»leur laisser le loisir de se reconnaître, c'était oublier tota-
»lement le but de la guerre. Les quatre mois les plus décisifs
»venaient de s'écouler dans une inaction blâmable; cepen-
»dant il était peut-être encore temps d'y remédier. La ligne
»immense de ces frontières était gardée par des camps dé-
»fensifs isolés, dont les troupes découragées n'avaient
»d'ailleurs, pour l'instant, aucune direction centrale qui
»pût combiner leur emploi d'une manière avantageuse et
»conforme aux principes de l'art. Si tout se préparait en
»France pour leur donner bientôt cette direction, il n'en
»est pas moins vrai que rien n'était encore disposé à la fin
»de juillet.»

M. le général Valazé dit «que, après la victoire de Fleurus,
»en 1794, les Français, poursuivant le cours de leurs succès
»sans que leurs ennemis s'arrêtassent pour combattre, fi-
»rent, dans les mois de janvier et de février 1795, et sans
»entreprendre un siège, la conquête de toute la Hollande,
»que ses places avaient toujours préservée d'un envahisse-

» ment; mais que c'était au temps où l'on prenait des vais-
» seaux de guerre avec des charges de cavalerie, et que les
» glaces rendaient les remparts en terre de la Hollande au
» moins aussi abordables que les coques des vaisseaux. »

M. le général Valazé a oublié de dire que les Français, avant de porter leurs armes victorieuses en Hollande, avaient repris cette partie de la France qui avait été envahie, et avaient conquis les Pays-Bas autrichiens; cela, malgré les places fortes qui ne les arrêtèrent point et qui tombèrent bientôt en leur pouvoir.

Je conviendrai que la congellation des eaux était nuisible à la défense de plusieurs des places de la Hollande, et a pu contribuer à les faire tomber plus promptement au pouvoir des Français. Mais en 1672, pendant l'été, Louis XIV s'empara aussi promptement de toutes ces places. Les Hollandais y avaient enfoui les trois quarts de leur armée, ce qui rendit Louis maître de la campagne; ce monarque aurait achevé la conquête de la Hollande, s'il n'eût mis dans sa marche sur Amsterdam une lenteur qui donna le temps aux Hollandais de couvrir leur capitale par une inondation.

Louis ayant rendu aux Hollandais vingt-cinq mille prisonniers, en échange d'une modique rançon, malgré l'avis de Turenne et de Condé; ayant conservé toutes les places fortes dont il venait de s'emparer, quoique les mêmes généraux l'eussent engagé à les démanteler à l'exception de celles que l'on jugeait indispensable de conserver pour servir de dépôts et assurer les communications; l'armée hollandaise s'accrut, tandis que l'armée française éprouva une grande diminution, à cause des nombreuses garnisons qu'elle dut fournir. Aussi, dès l'année suivante (1673), les Hollandais prirent-ils l'offensive, et Louis, devant faire face à de nouveaux ennemis, ne voulant pas s'exposer à perdre un matériel considérable et de nombreuses garnisons, prit le sage

parti de ne conserver, de toutes ces places, que Grave et Maëstricht.

Il ne resta que le souvenir de cette conquête et l'inscription fastueuse qu'on lit encore sur la porte Saint-Denis. On voit que les places fortes de la Hollande ne jouèrent pas un beaucoup plus beau rôle en 1672 et 1673, qu'en 1795; il en fut encore de même en 1814.

« Le traité conclu avec le roi de Sardaigne en 1796, dit » M. le général Valazé, permit au général français de serrer » de près les Autrichiens qu'il mena battant jusque derrière » l'Adige où ils s'arrêtèrent; mais, comme ils avaient laissé » une garnison dans Mantoue, le vainqueur de Lodi se vit » forcé d'entreprendre le siège de cette place, et l'empereur » d'Autriche ayant envoyé des armées pour empêcher le » siége, le général Bonaparte fit comme Marlborough et » Eugène devant Lille et Douai, il marcha sur ses ennemis; » moins heureux que ses devanciers, il fut obligé de livrer » les batailles de Castiglione, de Roveredo, d'Arcole, de » Rivoli, etc. etc., et de rester huit mois autour de Mantoue » avant que d'y entrer.

» Après la reddition de cette place, l'armée française, » fière de ses succès et confiante dans les talens de son chef, » arriva tout d'un trait jusqu'à Léoben pour y imposer la » paix à l'Empire d'Allemagne, etc. etc. »

Ainsi donc, selon M. le général Valazé, ce fut Mantoue qui arrêta le cours des succès du général Bonaparte! Et moi, je ne crains pas de dire qu'il aurait été heureux alors pour l'Autriche que cette place n'existât pas, surtout parce qu'elle fut l'occasion de fautes énormes de la part de ses généraux.

Mantoue avait de l'importance parce qu'elle était le dépôt du matériel de guerre de l'Autriche pour porter la guerre dans le midi ou dans le nord de l'Italie; elle donnait un pas-

sage sur le Mincio, mais à quelques journées de la direction que suivait naturellement une armée qui marchait contre l'Autriche par le nord de l'Italie. Elle était en mauvais état, beaucoup moins forte d'ailleurs qu'on ne le croyait alors, et point susceptible d'une longue défense contre une attaque régulière entreprise avec des moyens suffisans. Cette place n'était accessible que sur peu de points, ce qui permettait de la bloquer avec des forces bien inférieures à celles de sa garnison, en établissant quelques redoutes sur ces points; sa situation au milieu des eaux et des marais en rendait le séjour très-malsain.

Beaulieu aurait dû ne composer la garnison de Mantoue que de ses plus mauvaises troupes; il y entassa ses meilleures. L'essentiel n'est pas la qualité des troupes qui composent la garnison d'une place; mais le choix d'un bon commandant: un mauvais commandant se défendra mal avec de bonnes troupes; un bon commandant se défendra bien avec de mauvaises; il les rendra bonnes.

Mantoue était en dehors des communications de l'armée française; elle fut toujours bloquée par moins de monde qu'elle n'en contenait; elle ne contribua donc absolument en rien à arrêter Bonaparte. Il s'arrêta parce qu'il n'avait pas assez de forces pour pousser au-delà de l'Adige, et qu'il aurait compromis le sort de son armée, ainsi que la suite des événemens le prouva, s'il eût entrepris une telle opération tant qu'il pouvait craindre de voir déboucher une armée autrichienne en Italie, par le Tyrol.

Il était alors si peu en mesure de prendre l'offensive, que ce furent les Autrichiens, sous Wurmser et Alvinzi, qui l'attaquèrent avec une grande supériorité de forces, une vigueur extraordinaire, et que le plus beau titre de gloire de toute la carrière militaire de Napoléon est peut-être de les avoir battus dans ces conjonctures. On conviendra toutefois que le

général français fut admirablement secondé par les entreprises des généraux autrichiens pour débloquer et ravitailler Mantoue : ces généraux commirent des fautes incroyables, et perdirent des batailles d'où dépendait le sort de l'Italie, pour avoir voulu atteindre ce but.

Wurmser, ayant consommé ses vivres, capitula enfin ; treize mille hommes valides, un grand nombre de malades, cinq cents bouches à feu, de siège et de bataille, un équipage de ponts, furent les trophées du vainqueur.

Bonaparte, renforcé par les troupes qui avaient été employées au blocus de Mantoue, ne crut pas encore pouvoir entreprendre une offensive vigoureuse et prolongée; ce ne fut qu'après avoir été joint par trente-deux mille hommes (a) d'excellentes troupes tirées des armées de Rhin-et-Moselle, et de Sambre-et-Meuse, qu'il se décida à pénétrer dans les états héréditaires de l'empereur, et qu'il porta les armes victorieuses des Français jusqu'à Léoben, où le monarque autrichien effrayé signa les préliminaires de la paix.

Mantoue ne fut pas plus utile aux Français pendant la campagne de 1799, qu'elle ne l'avait été aux Autrichiens pendant celle de 1796 ; ou, pour m'exprimer d'une manière plus précise, ne leur fut guère moins nuisible. Les Français ayant perdu la bataille de Vérone (5 avril 1799), et s'étant retirés sur le Piémont, Mantoue fut d'abord bloquée, puis assiégée, et elle capitula après avoir essuyé quatorze jours de tranchée. Le corps d'armée qui en avait fait le siége, rejoignit l'armée des alliés avant la bataille de Novi, qui fut si vivement disputée ; il coopéra si activement au gain de cette

(a) Cette évaluation est celle du maréchal Gouvion Saint-Cyr dans ses Mémoires, tome IV, pages 139 et 147. Napoléon dit dans ses Mémoires, tome 4, page 29, « que ce détachement était évalué à 30,000 hommes, » mais qu'il n'était effectivement que de 19,000. » Jomini et les autres auteurs qui ont écrit cette campagne ne l'évaluent qu'à 18,000.

bataille, qu'on ne saurait contester que les alliés l'auraient perdue, s'il n'y eût pas pris part. Les Français, par suite de la possession de Mantoue, perdirent donc un matériel de guerre considérable qui fut très-utile aux Austro-Russes; et une garnison qui, si elle eût combattu dans leurs rangs à Novi, leur eût probablement procuré la victoire.

Mais que parlé-je de Mantoue! les Français ne perdirent-ils pas pendant cette seule campagne, l'Italie entière, où ils possédaient une si grande quantité de places fortes, qui toutes tombèrent successivement entre les mains de leurs ennemis?

« Lorsqu'en 1805, dit M. le général Valazé, Napoléon fit » partir ses armées du camp de Boulogne et de Hanôvre » pour aller dicter des lois au bivouac d'Austerlitz, il ne » rencontra pas une garnison ennemie, comment aurait-il » fait pour entreprendre un siége?

» Un an après, il quitta les bords de la Saale pour aller » attaquer les Prussiens dans les champs d'Iéna. Si, après la » victoire, les gouverneurs des places de l'Elbe et de l'Oder » abaissèrent leurs ponts-levis sans brûler une amorce, la » flétrissure de leurs noms prouve assez que les Français » n'ont pas eu besoin d'un système de guerre particulier » pour ne pas faire de siéges en 1806.

» Napoléon n'ayant pas imposé la paix à ses ennemis, après » la bataille d'Eylau, rencontra une autre Mantoue à l'em- » bouchure de la Vistule, il lui fallut trois mois pour la ré- » duire, etc. »

Napoléon ne rencontra pas une garnison ennemie en 1805! Qu'était-ce donc que cette armée entière qu'il fit prisonnière dans les places d'Ulm et de Memmingen? Mack qui commandait l'armée autrichienne avait voulu, ainsi que le conseille M. le général Valazé, prendre position *au milieu de ces places*; il éprouva le sort qui est réservé actuellement à

un général qui, ayant été vaincu ou commandant une armée trop faible, voudra tenir au milieu de ses places, au lieu de battre en retraite. Mack aurait dû se retirer jusqu'à ce qu'il eût été joint par l'armée Russe.

Dans les Mémoires qui sont attribués à Napoléon, il s'exprime ainsi, relativement au peu de protection que les places peuvent procurer à un général qui a été vaincu (a) : « Donnez-
» vous toutes les chances de succès lorsque vous projetez
» de livrer une grande bataille, surtout si vous avez affaire
» à un grand capitaine ; car si vous êtes battu, fussiez-vous
» au milieu de vos magasins, près de vos places, malheur au
» vaincu. »

Depuis Ulm et Memmingen jusqu'à Austerlitz, Napoléon ne trouva que Braunau, Vienne et Brünn, places que les Autrichiens abandonnèrent parce qu'ils n'avaient pas eu le temps de les armer et approvisionner. S'il se fût trouvé d'autres places en état de se défendre, sur la route de l'armée française, sa marche victorieuse n'en eût pas été ralentie un seul instant, parce que des places n'arrêtent point une armée qui vient de remporter une victoire décisive; il en fût seulement résulté une diminution dans la force des deux armées; dans l'armée autrichienne, parce qu'elle aurait dû laisser des garnisons dans ces places; dans l'armée française, parce qu'elle aurait détaché des troupes pour les bloquer. Selon les probabilités, l'armée française aurait éprouvé la diminution la moins forte, et au bout de quelques mois, les places fortes ayant capitulé, les troupes de blocus seraient venues les renforcer.

Passons actuellement à la campagne de Prusse en 1806 et

(a) *Mémoires de Napoléon*, tom. II, pag. 197. Il est évident qu'il est question dans ce passage des batailles de ces derniers temps, puisque Napoléon cite immédiatement auparavant les succès que lui procurèrent les batailles de Marengo et d'Iéna.

en 1807. Comment peut-on attribuer l'envahissement de la Prusse à la reddition prématurée de quelques places fortes? Ce royaume fut envahi parce que les batailles d'Iéna et d'Auerstædt, livrées le même jour, furent décisives, et qu'actuellement, entre une bataille perdue et une bataille gagnée, il y a des empires. Après ces deux batailles, Napoléon poursuivit l'armée prussienne à outrance et acheva ainsi sa destruction.

Les places fortes de l'Elbe, de l'Oder, et de la Vistule, ne l'arrêtèrent pas un instant, parce qu'il faut une armée pour arrêter une armée, et que la Prusse n'en avait plus.

Les succès de Napoléon furent plus éclatans encore que ceux qu'il venait d'obtenir contre l'Autriche, parce que le revers d'Iéna et d'Auerstædt fut plus grand pour la Prusse que ne l'avait été celui d'Ulm pour l'Autriche.

La guerre avait éclaté si brusquement, que la Prusse n'avait pas eu le temps de faire approvisionner et armer ses places fortes. Cette circonstance ne saurait pourtant excuser la conduite de plusieurs des commandans de ces places, puisqu'il y en eut qui se rendirent à des généraux qui commandaient des forces bien inférieures à celles de leurs garnisons, et quelques-uns à la première sommation. Mais lors même qu'il en aurait été autrement, la plus grande partie de la Prusse n'en aurait pas moins été envahie, puisque le jour où les Français entrèrent à Berlin, il n'y avait encore que la seule place d'Erfurth qui eût capitulé.

Spandau capitula le jour où les Français entrèrent à Berlin; Stettin et Custrin, places situées sur l'Oder, quelques jours après; Magdebourg, la plus importante de ces places lorsque les Français avaient déjà dépassé Posen; et enfin Hameln et Nienbourg, places du Hanôvre, lorsqu'ils avaient déjà passé la Vistule.

Les commandans de Colberg et de Dantzick, places situées sur la Baltique; de Graudenz, sur la Vistule; de Glogaw et de Breslaw, sur l'Oder, et de toutes les places de la Silésie firent leur devoir. Napoléon destina un corps à faire les siéges des places de Silésie, en commençant par Glogaw; elles tombèrent toutes en son pouvoir en peu de temps, et lui procurèrent un matériel fort considérable.

Napoléon avait d'ailleurs manifesté la résolution de marcher à la rencontre des Russes, lorsqu'il n'y avait encore que la seule place d'Erfurth qui fût tombée en son pouvoir; puisqu'il dit, dans sa proclamation datée de Potsdam, le 26 octobre 1806, c'est-à-dire le lendemain de l'entrée des Français à Berlin : « Soldats, les Russes se vantaient de venir à nous. Nous marcherons à leur rencontre; nous leur épargnerons la moitié du chemin : ils trouveront Austerlitz au milieu de la Prusse. »

Le désastre de l'armée prussienne avait été tel, que les corps français qui pénétrèrent en Pologne marchèrent depuis la Saale jusqu'à ce qu'ils eussent rencontré les Russes au-delà de la Vistule, sans éprouver d'obstacles, comme s'ils avaient fait ce trajet en pays ami.

Les places d'Erfurth, de Spandau, de Stettin, de Custrin, de Magdebourg, de Hameln et de Nienbourg auraient pu sans doute tenir plus long-temps, quoiqu'elles n'eussent été ni armées ni approvisionnées. Napoléon se serait probablement alors arrêté à la Vistule, au lieu de porter de suite ses armes victorieuses au-delà de ce fleuve, ainsi qu'il le fit; mais la rigueur de la saison l'ayant contraint de prendre des quartiers d'hiver, une plus longue résistance de ces places aurait été peu avantageuse pour la Prusse, parce qu'elles auraient probablement capitulé avant la reprise des hostilités. Les faits authentiques que je viens de rapporter prouvent que la reddition prématurée de quelques places, loin d'être la cause

des revers inouis qui accablèrent la Prusse, y contribua fort peu, et que ces revers furent la conséquence de la perte des batailles d'Iéna et d'Auerstædt.

Quant à la comparaison de Dantzick avec Mantoue, je ne la trouve juste sous aucun rapport. Dantzick était une place d'une grande dimension, susceptible d'être secourue par mer, et les ennemis de Napoléon étaient maîtres de la mer; ces circonstances donnaient une grande importance à cette place. Il fallait employer pour la bloquer des forces beaucoup plus considérables que celles de sa garnison. Ces forces étaient assez nombreuses pour qu'on pût en entreprendre le siége; celles qui restaient à Napoléon étaient insuffisantes pour qu'il pût prendre l'offensive avec vigueur; il assiégea donc et prit Dantzick, avant que de reprendre l'offensive, et fit bien.

M. le général Valazé porte le jugement suivant sur l'influence des places fortes pendant les campagnes de 1812, 1813, 1814 et 1815.

« En 1812, les aigles françaises furent plantées sur le pa-
» lais du Kremlin, sans l'avoir été sur les remparts d'aucune
» place : cela n'est pas étonnant, il n'y en avait point dans
» les vastes plaines qui séparent le Niémen de Moskou, et
» si, après les malheurs par lesquels se termina cette campa-
» gne, nos armées réfoulées sur l'Elbe et sur le Rhin, n'ont
» eu que deux batailles à livrer pour arriver au cœur de la
» Silésie et dans les sables de Postdam, c'est que toutes les
» places de Saxe étaient à notre disposition, et que nous
» avions garnison dans toutes celles du Weser, de l'Elbe et
» de l'Oder.

» Voyons actuellement ce qui s'est passé dans les inva-
» sions de 1814 et de 1815.

» Après les funestes journées de Leipsick, les armées
» françaises ne furent ni réunies ni reformées sur les frontières

» de la France; cependant, par instinct autant que par raisonnement, c'était là qu'il fallait rassembler les forces destinées à défendre le sol de la patrie. C'était ainsi qu'en avaient agi dans d'autres temps malheureux, Villeroi lui-même, Berwic, Vendôme, Villars, Dumouriez, Houchard, Jourdan, etc.

» Ce fut derrière la Marne qu'en 1814 on rassembla les forces de l'empire français; car on ne pouvait pas dire qu'il y eût des armées sur les frontières, parce qu'on y avait laissé des maréchaux de France et des généraux en chef. Le maréchal Macdonald, par exemple, qui commandait sur le Rhin, depuis l'embouchure de la Moselle jusqu'à l'île de Bommel, c'est-à-dire, sur une étendue de plus de cinquante lieues, n'avait à sa droite que quatre mille cinq cents combattans sous les ordres du général Sébastiani, et sur sa gauche son corps d'armée qui ne lui aurait pas fourni trois mille hommes pour tenir la campagne.

» Aussi, les corps de Saint-Priest et de Winzingerode s'aperçurent-ils à peine, en passant le Rhin, qu'il y eût des Français devant eux. Ce fut près de Brienne, au-delà du pays où sont nos forteresses, que les alliés rencontrèrent l'armée française; et nos places ne pouvaient évidemment nous procurer aucune route de secours, puisqu'on ne devait en attendre aucun du pays occupé par l'ennemi; elles ne pouvaient non plus nous assurer une retraite en cas de malheurs, puisqu'une victoire seule nous aurait ramenés de leur côté.

» Si donc nos places n'ont pas fourni à nos armées, lorsqu'elles ont été jointes par l'ennemi, les secours et l'appui que nous y avions trouvés dans les temps antérieurs, c'est que, par des motifs qu'il est inutile d'examiner ici, nous avons agi contrairement à ce que prescrivent la raison et l'expérience, en plaçant nos forces de manière à

» ne pouvoir tirer de nos forteresses le même parti qu'autre-
» fois.

» Les alliés, arrivés sur la Marne, se sont trouvés devant
» notre armée qui, comme la leur, n'avait que ses propres
» forces pour protéger ses routes de secours et de retraite ;
» ils étaient trois fois plus forts que nous, pourquoi donc au-
» raient-ils, avant de nous attaquer, assiégé des places qui
» n'amélioraient en rien la position où nous devions com-
» battre ?

» Villars livra la bataille de Hochstædt sans avoir assiégé
» les places du Brisgaw qui étaient entre lui et la France,
» et il comptait arriver jusqu'à Vienne sans avoir attaqué les
» places de Franconie.

» Moreau, arrivé sur l'Inn, n'assiégea point non plus les
» places d'Ingolstadt, d'Ulm et de Philisbourg avec les-
» quelles ses ennemis n'avaient plus de relations.

» Les alliés, en nous combattant sans s'être occupés de
» nos places qu'ils avaient derrière eux, n'ont donc point
» suivi un système de guerre nouveau.

» Après la bataille de la Rothière (près de Brienne) qui
» ne fut pas heureuse pour nos armes, Napoléon, par des
» manœuvres qu'on a justement admirées, battit l'un après
» l'autre les corps qu'il attaqua; mais celui qui avait été
» obligé de reculer, regagnait, et bien au-delà, pendant
» que nous battions un autre corps, le terrain qu'il avait
» perdu. C'est ainsi que Paris finit par tomber aux mains de
» nos ennemis.

» Certainement, en reculant quand ils étaient battus, et
» en se retournant quand ils n'étaient pas suivis en forces,
» ils n'ont pas employé un système de guerre nouveau, et
» nos places sont bien innocentes de ce qui nous est arrivé
» de malheureux dans une autre contrée que celle où elles
» se trouvent.

» L'invasion de 1815 n'offre pas plus d'argumens que
» celle de 1814 en faveur de l'opinion que je combats. En
» effet, elles présentent toutes deux des circonstances ana-
» logues dans la conduite des Français et de leurs ennemis.

» Après la bataille de Waterloo, les armées reçurent
» l'ordre de se réunir et de s'arrêter dans les environs de
» Soissons, au lieu de fixer le rendez-vous sur la droite ou
» sur la gauche du champ de bataille, comme on avait fait
» dans toutes les guerres de Flandres, et particulièrement en
» 1706, malgré la déroute et la désertion qui furent les sui-
» tes de la bataille de Ramillies. En 1815, notre armée,
» arrivant en désordre dans un pays ouvert, ne put s'y re-
» former avant d'être jointe par l'ennemi, et elle fut rejetée
» sous Paris, où tout se termina par des négociations. »

Ce fut un grand bonheur pour la Russie de n'avoir point eu de places fortes sur la frontière par laquelle Napoléon l'attaqua en 1812; ce conquérant disposant, au début des hostilités, de forces presque doubles de celles des Russes, put pénétrer sur leur territoire par quatre points à la fois, et avoir partout une telle supériorité de forces qu'il ne resta aux Russes, dans ce premier moment, d'autre moyen de salut que de se retirer sur tous les points à marches forcées. Si cette frontière eût été garnie de places, comme par exemple celle du nord de la France, l'armée Russe se fût dispersée dans ces places pour en former les garnisons; les corps qui furent exposés à être coupés et qui s'échappèrent par des circuits, en forçant de marche, se seraient réfugiés dans les places; la Russie n'aurait plus eu d'armée capable de tenir la campagne, tandis que Napoléon disposait d'assez de forces, et pour bloquer les places, et pour pénétrer en Russie avec une nombreuse armée.

Une partie de ces places, dénuées de tout, parce qu'il aurait été impossible de les approvisionner toutes, seraient

bientôt tombées au pouvoir de Napoléon, et les autres successivement. La Russie eût été asservie; elle dut son salut à ses armées, à l'immensité de son territoire, au peu de ressources qu'il offrait.

La Russie ne possédait, dans les gouvernemens qui furent le théâtre de la guerre, que deux places fortes, Riga et Bobruisk, très-éloignées l'une de l'autre; ces places étaient situées à plusieurs journées de marche de la frontière, elles offraient des avantages incontestables et furent fort utiles aux Russes. Riga était un vaste dépôt, donnait un passage sur la Dwina, pouvait être secourue et ravitaillée par mer. Napoléon fut donc contraint à faire observer cette place par des forces beaucoup plus considérables que celles de sa garnison.

Bobruisk, située au milieu de la vaste forêt de Minsk, au nœud des routes qui la traversent, donnait à un corps d'armée russe la possibilité de traverser cette forêt, empêchait, au contraire, un corps d'armée française d'exécuter cette même entreprise; ce fut ce qui sauva l'armée de Bagration. Cette place était d'ailleurs très-difficile à bloquer ou à assiéger, à cause de la difficulté de nourrir les troupes qui auraient été employées à cette opération, et d'amener le matériel de guerre nécessaire pour en entreprendre le siége.

J'ai dit qu'il fut heureux pour la Russie de n'avoir point eu de places fortes sur cette frontière par laquelle Napoléon pénétra sur son territoire; mais l'invasion de la Russie, en 1812, par des forces si considérables, est un événement tellement extraordinaire, qu'il ne doit pas même en être tenu compte pour l'établissement d'un système de places fortes. Je pense donc qu'il aurait été utile à la Russie, dans toute autre guerre que celle qu'elle soutint alors, d'avoir quelques places sur cette frontière, mais en bien petit nombre; car plus un état est vaste et plus ses places doivent,

généralement parlant, être éloignées les unes des autres (a). Un état immense comme la Russie jouit de grands avantages pour se défendre, surtout lorsque la guerre se fait dans des provinces pauvres, peu peuplées, et qui présentent peu de ressources.

Après les revers inouis qui accablèrent Napoléon, l'armée russe ayant elle-même essuyé des pertes énormes, exposée à une destruction certaine, si elle continuait ses opérations par des froids devenus insupportables, fut contrainte de s'arrêter: mais aussitôt que l'adoucissement du temps le permit, elle reprit le cours de ses opérations offensives, et franchit la Vistule, l'Oder et l'Elbe, sans que les places fortes lui causassent le moindre retard.

Napoléon reparut enfin à la tête d'une armée nouvelle, reprit partout l'offensive, fut vainqueur dans les champs de Lutzen (2 mai 1813); la victoire fut d'ailleurs si vivement disputée, qu'il est permis de douter que Wittgenstein, qui commandait l'armée ennemie, eût été vaincu s'il n'eût pas laissé dans l'inaction une partie de sa nombreuse cavalerie.

Le gain de la bataille de Lutzen ne conduisit pas les Français à Postdam, où ils ne reparurent plus, ni en Silésie, puisque Napoléon ne put pénétrer dans cette province

(a) La Russie, telle qu'elle était en 1812, aurait dû, selon moi, avoir du côté de l'est les places fortes suivantes: en première ligne, sur la frontière, des places de moyenne dimension à Kowno sur le Niémen, à Brézesc-Litowski sur le Bug, et une place de moyenne ou de petite dimension sur la frontière de Galicie. En seconde ligne, Riga, port de mer, d'une grande dimension; Dunabourg sur la Dwina; Borisow sur la Bérésina; Bobruisk dans la forêt de Minsk, et une place dans les marais de Pinsk, toutes de moyenne dimension; cette dernière, afin de pouvoir faire traverser les marais de Pinsk à une armée, comme Bobruisk permettait de lui faire traverser la forêt de Minsk. En troisième ligne, Rewel, port de mer, d'une grande dimension, Smolensk d'une moyenne dimension, Kiow d'une grande ou d'une moyenne dimension.

qu'après avoir vaincu de nouveau à Bautzen. Les places fortes, qu'il possédait sur l'Elbe, eurent bien peu de part aux succès qu'il obtint alors, puisqu'aucune de ces places n'était située sur cette partie du fleuve où passa l'armée française; il fallut, pour qu'elle effectuât ce passage, jeter un pont à Priesnitz, une demi-lieue au-dessous de Dresde, et réparer ceux de Dresde et de Meissen.

Napoléon aurait dû abandonner les places qu'il possédait en Pologne et sur l'Oder; elles lui avaient été utiles comme dépôts, pour lui assurer des passages sur la Vistule et sur l'Oder, et pour maintenir la Prusse dans l'obéissance; elles lui devenaient nuisibles, s'il les conservait dans la situation nouvelle où ses revers l'avaient placé, puisqu'il y laissait des garnisons et un matériel de guerre qui devaient nécessairement tomber au pouvoir de ses ennemis (a).

La fortune avait jusqu'alors si bien traité ce conquérant, qu'il lui arrivait souvent de se former un état des choses selon ses désirs et de se repaître d'illusions extraordinaires dans un homme de son génie. Il put donc croire que la Prusse et l'Autriche, dont il avait si fort diminué la puissance, et qu'il avait tant humiliées par ses discours et par ses écrits, ne saisiraient pas l'occasion qui se présentait, non-seulement de recouvrer ce qu'elles avaient perdu, mais de devenir plus puissantes qu'elles ne l'avaient jamais été.

La conduite politique des monarques qui gouvernaient ces deux états ayant été quelquefois entièrement contraire à ce que leur prescrivaient leurs intérêts, Napoléon espérait sans doute qu'ils retomberaient dans de semblables fautes. Mais tout était changé, depuis que les désastres qu'il avait éprouvés en Russie, et les revers qu'avaient essuyés ses armes en Espagne, avaient, en quelque sorte, détruit le prestige

(a) Avant la bataille de Lutzen, Thorn, Czentochau et Spandau étaient déjà tombés au pouvoir des Prusso-Russes.

qui s'attachait au succès de ses entreprises militaires. Toutefois, contre toutes les probabilités, ses espérances furent près de se réaliser, relativement à l'Autriche.

Lorsque Napoléon, par suite des revers de ses lieutenans et de l'infériorité de ses forces, eut été obligé d'abandonner la Saxe, et qu'il eut été vaincu à Leipsick (18 octobre 1813), les armées des coalisés ne furent pas arrêtées un seul instant par les places fortes qu'il possédait sur l'Elbe et en Allemagne. Les chefs de ces armées bornèrent volontairement leur fortune en s'arrêtant sur les bords du Rhin; s'ils avaient franchi ce fleuve et marché sur Paris, ils y seraient arrivés dans le temps nécessaire pour y conduire leurs armées; et cela, malgré le grand nombre de places fortes que Napoléon possédait, depuis le Rhin jusqu'à cette capitale.

Après deux mois d'inaction, les coalisés se décidèrent enfin à franchir le Rhin (1er janvier 1814) pour pénétrer en France; les forces insuffisantes qui leur furent opposées ne les arrêtèrent point, et les places fortes pas plus que si elles n'avaient point existé. Ils en bloquèrent quelques-unes, se contentèrent de masquer les autres, et, se dirigeant sur Paris, pénétrèrent jusqu'en Champagne où Napoléon vint à leur rencontre avec l'armée qu'il avait eu tant de peine à créer. Ils le vainquirent dans les champs de la Rothière (1er février 1814), et, s'ils avaient profité de ce succès, ils pouvaient pousser jusqu'à Paris, s'en emparer, et terminer la guerre.

Leurs forces furent toujours tellement supérieures à celles de Napoléon, pendant cette campagne, que s'ils les eussent concentrées et qu'ils eussent marché résolument à sa rencontre, bien décidés à le contraindre de leur abandonner sa capitale sans combattre, ou de recevoir une bataille qu'il ne pouvait gagner, ce qui les aurait conduits au même résultat, ils terminaient la guerre. Napoléon profita admira-

blement de la dispersion de ses ennemis, de l'incohérence qui régnait dans leurs opérations, et succomba pourtant: la partie était trop inégale.

M. le général Valazé prétend que par intérêt autant que par raisonnement, c'était sur les frontières de la France qu'il fallait reformer et réunir les armées françaises, et non pas derrière la Marne; il ajoute que si nos places n'ont pas fourni à nos armées, lorsqu'elles ont été jointes par l'ennemi, les secours et l'appui qu'elles y avaient trouvés dans les temps antérieurs, c'est que Napoléon agit contrairement à ce que prescrivaient la raison et l'expérience, en plaçant ses forces de manière à ne pouvoir tirer des forteresses le même parti qu'autrefois.

Il serait bien extraordinaire qu'un général tel que Napoléon, auquel on pourrait peut-être reprocher d'avoir péché par trop de résolution et d'audace, eût commis une faute aussi grossière. Mais non; il plia sous la dure loi de la nécessité; c'est ce dont se serait convaincu M. le général Valazé, s'il avait examiné plus attentivement la situation dans laquelle se trouvait Napoléon, lorsqu'il repassa le Rhin. Son armée, affaiblie par les garnisons qu'il avait laissées dans les places, et par les désastres qu'il venait d'éprouver, ne présentait plus que de faibles débris qu'il dispersa derrière ce fleuve; et il aurait fallu des armées pour en défendre le passage.

Les fleuves ne sont d'ailleurs plus qu'une bien faible barrière depuis que les armées les passent avec une si grande facilité. Napoléon se flatta en vain que les généraux ennemis, se conformant aux anciennes routines, prendraient des quartiers d'hiver; ce conquérant leur avait donné de trop rudes leçons; ils ne remplirent qu'en partie son attente.

Pendant les deux mois de repos dont ils le laissèrent jouir, il déploya une activité sans égale. De nombreuses

recrues furent dirigées sur Mayence ; mais une maladie épidémique, occasionée par l'encombrement des hopitaux, en moissonna le plus grand nombre; il renforça l'armée d'Italie et organisa celle avec laquelle il combattit à la Rothière. Loin de lui reprocher de ne s'être pas trouvé sur le Rhin avec cette armée, il fallait le louer de l'avoir créée en aussi peu de temps; car il ne suffisait pas, comme en 1813, de réunir des bataillons et des escadrons pour en former des corps d'armée, il fallait créer la plupart de ces bataillons et de ces escadrons. Ainsi, cette invasion que M. le général Valazé signale comme la conséquence d'une faute de Napoléon, fut, au contraire, la conséquence des circonstances où il se trouva placé; et ces circonstances elles-mêmes furent une conséquence des avantages immenses, ou des revers accablans qui résultent actuellement du gain ou de la perte des batailles.

Les places fortes agglomérées sur la frontière de France ne causèrent aucun embarras et n'apportèrent aucun obstacle aux opérations des armées envahissantes; elles furent nuisibles à Napoléon par les garnisons qu'il fallut y laisser et par le matériel de guerre qu'elles contenaient et dont il fut privé.

Je conviendrai, avec M. le général Valazé, « que nos places » furent bien innocentes de ce qui arriva de malheureux » dans une autre contrée que celle où elles se trouvaient. » Mais je soutiendrai en même temps que les généraux ennemis auraient été aussi par trop ineptes, si, après avoir reçu tant de vigoureuses leçons, ils avaient employé leur temps, leurs troupes et leurs munitions, à assiéger des places qui n'apportaient point d'obstacles à leurs opérations. Je soutiendrai aussi que si quelques-unes de ces places, au lieu d'être agglomérées sur les frontières, se fussent trouvées convenablement placées dans le pays qui était devenu le

théâtre de la guerre, elles auraient été utiles à Napoléon, nuisibles à ses ennemis.

La campagne de 1815 fournit un exemple plus mémorable encore de l'inutilité des places fortes pour arrêter une armée victorieuse; mais, dit M. le général Valazé, il ne fallait pas se retirer sur Paris; il fallait se retirer sur la droite ou sur la gauche du champ de bataille, au milieu des places de cette frontière. Je répondrai que l'armée française ayant eu toutes ses réserves engagées, et ayant perdu complètement la bataille de Waterloo, cela n'aurait été possible que si l'armée ennemie, comme au temps de la guerre de la Succession, fût restée plusieurs jours sur le champ de bataille, ou se fût contentée de faire suivre lentement l'armée française par un petit corps de cavalerie. Les généraux ennemis, au contraire, imitant la conduite que Napoléon avait tenue dans de telles conjonctures, poursuivirent l'armée française à outrance, et cela dès la nuit même qui suivit la bataille. Cette armée ne put se rallier à Soissons, ainsi qu'elle en avait reçu l'ordre; comment aurait-elle pu le faire sur la frontière, à peu de distance du champ de bataille?

L'armée française, pour prendre position au milieu des places de cette frontière par laquelle elle rentrait en France, aurait dû exécuter un changement presque à angle droit dans la direction de sa retraite; prévenue par l'ennemi qui aurait pu marcher directement sur le point où elle se dirigeait, coupée de la France, poursuivie à outrance; elle aurait été réduite, après avoir essuyé de grandes pertes, à se renfermer dans une ou dans plusieurs places; car c'est en définitive le sort qui attend actuellement une armée vaincue qui voudra prendre position au milieu de ses places. Paris n'en aurait pas moins succombé; mais il n'y aurait

plus eu d'armée pour tenir la campagne, c'est-à-dire que l'on aurait été à la discrétion de l'ennemi.

M. le général Valazé cite, comme une autorité imposante, l'opinion de la commission, créée en 1818 par le ministre de la guerre, pour examiner quelles étaient les places qu'il fallait détruire, et pour indiquer où il fallait en construire. «Cette commission, dit-il, après un travail de deux ans, »conclut à ce qu'il fallait conserver toutes les places exis»tantes, moins deux ou trois, et en créer bon nombre de »nouvelles.»

Je n'aurais point parlé de l'opinion de cette commission (a), puisque M. le général Valazé ne rapporte point

(a) Depuis la restauration il a été créé par les divers ministres de la guerre qui se sont succédé une étonnante quantité de commissions, toutes composées d'officiers-généraux. Je ne crains pas de dire que, généralement parlant, les choix ont été beaucoup plus le résultat de la faveur que du mérite, et cela se conçoit; ces emplois étaient fort recherchés parce qu'ils fixaient, à Paris et avec la solde d'activité, ceux qui les obtenaient. Par la même raison la plupart de ces commissions ne marchaient qu'à pas de tortue.

Des commissions bien choisies peuvent, sans doute, exécuter des travaux préparatoires très-utiles; mais il faudrait que l'impulsion fût donnée par un ministre instruit, rempli de vues élevées, qui eût beaucoup d'autorité et qui restât assez long-temps au timon des affaires pour mettre à exécution ses projets. Il ne devrait d'ailleurs y avoir dans chaque commission aucun officier du grade du président qui serait un lieutenant-général ou un maréchal de camp; et l'on devrait, recherchant le mérite et le savoir plus que le grade, n'exclure de ces fonctions que les seuls lieutenans.

Les généraux ont ordinairement des idées arrêtées sur toutes les questions importantes qui concernent leur arme; mais il y en a bien peu qui n'aient perdu de vue les détails et qui ne soient ennemis des innovations, parce qu'elles les obligent à apprendre et à oublier, ce qui déplaît et est pénible à un certain âge. Les officiers de grades moins élevés sont plus au courant des détails, puisqu'ils les pratiquent journellement, et rien ne peut suppléer des connaissances spéciales sur les matières mises en discussion. Ainsi, par exemple, s'il est question du service intérieur des corps, personne ne pourra mieux en traiter qu'un colonel commandant de régi-

les motifs de ses conclusions et que je les ignore, n'ayant point lu son rapport, si je ne voulais faire observer que les officiers d'artillerie et du génie y étaient en majorité.

On tombe d'accord des connaissances spéciales que possèdent ces officiers, relativement à l'attaque et à la défense des places; mais on convient aussi qu'elles ont peu de rapport avec celles qui sont nécessaires pour déterminer le système de places fortes qui doit dériver du système de guerre que l'on suit actuellement. Si donc ils possèdent ces dernières connaissances, c'est indépendamment des premières; et, comme il est bien rare que les hommes, même les plus remarquables, puissent se dépouiller entièrement de ces préjugés de corps qui d'ailleurs exercent souvent une si heureuse influence, je pense que les officiers de l'artillerie et du génie devraient être en minorité, dans une commission chargée d'examiner la question qui fut soumise à la commission créée en 1818.

ment, connu par sa capacité et son zèle; s'il est question de leur administration intérieure, il faut s'adjoindre un major ou un trésorier; si l'on veut retoucher le code pénal militaire, personne ne peut être plus utile dans une commission chargée de préparer un tel travail qu'un officier ayant rempli avec distinction les fonctions de rapporteur d'un conseil de guerre. Voilà de ces vérités qui n'ont pas besoin de démonstration et qu'on relègue pourtant dans les theories pour suivre une tout autre pratique.

(*La suite à un prochain numéro.*)

PRÉCIS

DES OPÉRATIONS MILITAIRES,

EXÉCUTÉES PENDANT LA CAMPAGNE D'ESPAGNE DE 1823,

Par la deuxième division du premier corps, devenue elle-même corps d'armée;

Agissant séparément dans les Asturies et la Galice, sous le commandement en chef du Lieutenant-Général comte Bourke (1). *Voir les plans à la fin de la livraison.*

La deuxième division du premier corps d'armée, commandée par M. le lieutenant-général comte Bourke, était composée des trois brigades suivantes :

Première brigade d'avant-garde, commandée par M. le maréchal-de-camp comte de La Rochejaquelein.

1er de hussards, 7e chasseurs, 7e d'infanterie légère.

Deuxième brigade d'infanterie, commandée par M. le maréchal-de-camp baron d'Albignac.

15e de ligne, 22e de ligne.

Troisième brigade d'infanterie, commandée par M. le maréchal-de-camp marquis de Marguerye.

30e de ligne, 35e de ligne.

Le 7 avril 1823, le premier corps d'armée passe la Bi-

(1) Extrait de la relation faite par M. Mesonan, capitaine au corps royal d'état-major, premier aide-de-camp du général Bourke pendant la campagne.

dassoa sur un pont de bateaux construit pendant la nuit. A son arrivée à Irun, à neuf heures du matin, M. le lieutenant-général comte Bourke se rend au quartier-général de S. A. R. établi dans cette ville, et reçoit du prince généralissime ses instructions sur les opérations ultérieures de sa division contre la place de St.-Sébastien.

Le général Bourke dirige, le même jour, sur le port du Passage le 15[e] de ligne, qui s'en empare après avoir échangé quelques coups de fusil avec des troupes de la garnison de St.-Sébastien.

Le 8, la division Bourke, arrivée à midi à Ernani, prend aussitôt le chemin de St.-Sébastien : ainsi, dès le lendemain de son entrée en campagne, elle se trouve séparée du premier corps d'armée. A une heure après midi, les troupes de cette division étaient réunies sur la crête d'une montagne à une lieue de St.-Sébastien.

Le 9 avril, à 8 heures du matin, le général Bourke fait faire une sommation par écrit au gouverneur de cette place; mais les Espagnols ne voulurent point recevoir l'officier parlementaire, et firent feu sur lui.

Le maréchal-de-camp d'Albignac reçoit aussitôt l'ordre d'occuper le couvent de St.-François : en même temps la brigade Marguerye s'avance sur la route de St.-Sébastien, chasse l'ennemi du faubourg et s'en empare, ainsi que du couvent de St-Martin et des positions qui dominent la rade.

Le général Bourke envoie alors un deuxième parlementaire à St.-Sébastien, où il est reçu; mais il ne rapporte qu'une réponse négative à la sommation faite au gouverneur.

A peine a-t-il quitté cette place, qu'un bataillon espagnol, suivi de deux autres, sort de St.-Sébastien pour occuper les positions que le général Bourke venait d'abandonner volontairement, sur le reproche injuste qu'il les avait prises

pendant que l'officier parlementaire était dans la ville. Une action extrêmement vive s'engage et se prolonge pendant plusieurs heures. Nos jeunes soldats, pleins d'ardeur, culbutent l'ennemi dans toutes les attaques, aux cris mille fois répétés de *vive le roi* ! A six heures du soir, la garnison, refoulée dans la place, était totalement bloquée.

Le lendemain 10 avril, la division Bourke eut le bonheur de voir dans ses rangs S. A. R. le duc d'Angoulême. Le prince fut accueilli avec les démonstrations du plus vif enthousiasme. Malgré les représentations du général Bourke, ce fut à cent toises de la place, et exposée à la mitraille même de St.-Sébastien, que S. A. R. accorda de l'avancement et distribua des décorations aux braves qui, la veille, s'étaient le plus distingués. La présence du prince, sa rare intrépidité, son affabilité, redoublèrent l'ardeur dont nos jeunes soldats étaient animés. S. A. R. retourna le même jour à Ernani.

Le 13 avril, le lieutenant-colonel Meslin, fut détaché à deux heures du matin, à la tête d'un bataillon du 35e de ligne, pour s'emparer de Guettaria. C'est un petit port, à cinq ou six lieues de St.-Sébastien, entouré d'un mur crénelé de dix-huit à vingt pieds de hauteur, battu des deux côtés par la mer, défendu en outre par deux tambours également crénelés et flanqués de deux pièces de canon. Le colonel Meslin ne laissa pas le temps à l'ennemi de se reconnaître, prit les dispositions les plus sages, attaqua Guettaria avec vigueur, et l'enleva le 14, à deux heures du matin. La garnison, forte de trois cents hommes, dont deux colonels et douze officiers, se retira dans la citadelle; mais elle capitula le jour même, fut faite prisonnière de guerre, et dirigée sur la France.

Le général Bourke reçut l'ordre de rejoindre, avec sa division, M. le maréchal duc de Reggio. Il fut remplacé au

blocus de St.-Sébastien par M. le maréchal-de-camp baron Schoeffer : ce général n'ayant que 2400 hommes sous son commandement, le général Bourke, conformément aux instructions du prince généralissime, laissa à sa disposition le 7e léger jusqu'à ce qu'il reçût des renforts.

Le général Bourke étant arrivé le 21 avril dans les environs de Vittoria, y fut appelé le soir même, pour recevoir les instructions de S. A. R., qui ordonna, le lendemain, à la brigade d'Albignac de se diriger sur Santona.

Le général d'Albignac, ayant joint dans les environs de cette ville les royalistes espagnols, commandés par Valero, prit aussitôt les dispositions nécessaires pour faire établir régulièrement le blocus de Santona. Il se rendit ensuite à Santander, occupé par le général royaliste Longa, et deux jours après il reprit, suivant ses instructions, la route de Burgos avec toute sa brigade, pour y rejoindre la division Bourke, qui occupait cette ville depuis plusieurs jours.

Le 9 mai, S. A. R. fit son entrée à Burgos, aux acclamations de la population qui se pressait sur le passage de son libérateur. Avant l'arrivée de Monseigneur, le général Bourke avait pris toutes les dispositions nécessaires pour couvrir cette ville sur les routes de Léon et des Asturies.

La garnison de Santona, encouragée par le départ des Français, ayant fait une sortie, força les royalistes espagnols à se retirer. Le prince généralissime jugea alors convenable de diriger sur ce point le maréchal-de-camp Marguerye, avec le 35e de ligne, et le second bataillon du 30e régiment.

Le 13 mai, le prince continua sa marche sur Madrid. Pendant son séjour à Burgos, Monseigneur accorda des décorations aux canonniers de la seconde division (sur la demande qui lui en fut faite par le général Bourke), qui avaient tiré le canon sur les bords de la Bidassoa.

Dès le 11, le général Bourke, qui d'abord devait suivre

S. A. R. dans sa marche sur Madrid, reçut une nouvelle destination. Mais il resta à Burgos, pour couvrir le mouvement du prince sur la capitale, jusqu'à l'arrivée de la brigade du général Huber (du troisième corps), placé sous ses ordres, et qui devait le remplacer dans cette ville.

Ce général étant entré le 21 mai à Burgos, le général Bourke en partit le lendemain même, à quatre heures du matin, pour commencer les nouvelles opérations dont le prince l'avait chargé : il se dirigea sur Carrion.

Ainsi, la division Bourke se trouva, pour la seconde fois depuis l'ouverture de la campagne, séparée du premier corps d'armée ; ses opérations furent immédiatement confiées à M. le général Bourke, recevant directement les ordres de Monseigneur.

Elle était destinée à agir contre Morillo, dont la gloire militaire acquise en Amérique attirait alors tous les regards. Ce général avait été nommé commandant en chef des troupes de la Galice et des Asturies, et chargé de l'organisation de la quatrième armée d'opération. Sur lui reposaient en partie les espérances des constitutionnels de ces deux provinces, où il jouissait d'une grande influence ; car c'était en Galice qu'il avait posé, durant la guerre de l'indépendance, les fondemens de sa réputation militaire. Cette province, outre une population nombreuse et aguerrie, présentait des positions très-avantageuses pour traîner une guerre en longueur. Morillo, parti de Valladolid à la tête de quelques milliers d'hommes, fixa, au commencement de mai, son quartier-général à Bénavente, et ensuite à Astorga. Il avait à sa disposition, en y comprenant les corps de Palaréa et de Campillo, les garnisons de la Corogne, du Ferrol, de Vigo, de Bayonna et de Santona, plus de 16,000 hommes. Enfin, l'étendue des côtes des deux provinces placées

sous son autorité l'aurait mis à même de recevoir d'Angleterre de nombreux secours des partisans des Cortès.

Le général Bourke, arrivé le 25 mai à Carrion, y établit son quartier-général, et ordonna aussitôt au maréchal-de-camp La Rochejaquelein d'occuper Cerbatos, gros village à trois lieues de cette ville.

Le 27 mai, on reçut des dépêches du général Marguerye qui annonçait que la plupart des soldats de la Foi, placés sous ses ordres, avaient abandonné leurs drapeaux; qu'il fallait très-peu compter sur la coopération des troupes royalistes; que Campillo, avec trois mille hommes, était à St.-Vincente-de-la-Barquerra; qu'il s'attendait à être attaqué d'un jour à l'autre par des forces bien supérieures aux siennes, et qu'il se voyait dans la nécessité de demander des renforts qui pussent le mettre en état de maintenir le blocus de Santona, et de repousser en même temps les troupes de Campillo.

A la réception de ces nouvelles, la première idée du général Bourke fut de marcher lui-même au secours du général Marguerye; mais il dut renoncer à ce projet par le désir de suivre exactement les instructions du prince généralissime. Il craignit, en outre, qu'un mouvement rétrograde ne refroidît le zèle et l'enthousiasme dont la population paraissait animée depuis l'arrivée des troupes françaises, et que Morillo, devenu maître de ses mouvemens, ne profitât de son éloignement pour se diriger, à marches forcées et avec toutes ses troupes, sur Burgos. En conséquence, il manda au général Marguerye qu'il emploierait en totalité le 7e léger (qu'il attendait incessamment) à faire en sa faveur une diversion puissante du côté d'Oviédo. Le général Bourke était en outre décidé, dans le cas où les prochaines nouvelles ne seraient pas plus satisfaisantes, à engager le maréchal-de-camp Huber, qu'il avait laissé à Burgos, à envoyer des troupes au secours du général Marguerye.

Le général Bourke quitta Carrion le 29 mai, et arriva le lendemain dans la petite ville de Sahagun, où il apprit, dans la soirée du 31, que le général La Rochejaquelein, qu'il avait dirigé sur Léon, y était entré la veille; que l'ennemi était en pleine retraite, et que le quartier-général de Morillo se trouvait établi à Villafranca.

Le 2 juin, un peloton de chasseurs, formant l'avant-garde d'une reconnaissance que le général La Rochejaquelein avait envoyée sur la route d'Astorga, rencontra, à une lieue de cette ville, environ mille hommes, infanterie et cavalerie, de l'armée de Morillo, et se retirant sur Villafranca. Cette poignée de braves n'hésita pas un instant à attaquer des forces si supérieures : ils chargèrent avec une telle impétuosité que l'ennemi, surpris de tant d'audace, fut culbuté et poursuivi quelque temps dans le plus grand désordre. Cinquante à soixante prisonniers, dont un maréchal-de-camp et un chef d'escadron, tombèrent en notre pouvoir.

Cette brillante affaire excita au plus haut point l'ardeur et l'émulation de notre cavalerie, et répandit la consternation dans les rangs ennemis. Il est même probable qu'elle contribua beaucoup à inspirer au général Morillo ces désirs de rapprochement qu'il manifesta plus tard, et que la supériorité de nos troupes semblait rendre inévitable.

Le général Bourke quitta Sahagun le 4 juin, et arriva le même jour à Mancilla, gros village à six lieues de cette ville. A moitié chemin, un lieutenant-colonel et 80 hommes de l'armée de Morillo se présentèrent pour faire leur soumission et se ranger sous les drapeaux de leur roi. Le général Bourke les accueillit avec bonté, et les dirigea sur Valladolid, où se trouvait le général royaliste Charles O'donnel.

Le lendemain, le quartier-général fut établi à Léon

Le 7ᵉ léger, faisant partie de la brigade La Rochejaquelein, était resté devant Saint-Sébastien : il était en marche pour rejoindre sa brigade, et fut mis à la disposition du général Huber, placé, comme on l'a déjà dit, sous les ordres du général Bourke. Aussitôt l'arrivée de ce régiment à Burgos, le 6 juin, le général Huber quitta cette ville à la tête d'environ 2000 hommes, pour se porter contre les troupes des Asturies, commandées par Campillo, qui inquiétait le général Marguerye, chargé du siége de Santona.

Le 14 juin, le général Bourke lui transmit ses instructions : elles lui prescrivaient de se diriger sur Oviédo par le revers des montagnes, de balayer la province des Asturies, et de ne laisser aucune troupe ennemie derrière lui.

Le 20, on reçut des nouvelles du général Huber : il était entré dans les Asturies, avait atteint Campillo, et le poursuivait sur les bords de la mer dans la direction de Gijon. Le général Bourke résolut aussitôt d'appuyer ses opérations. En conséquence, le lendemain même, le maréchal-de-camp d'Albignac se mit en marche à la tête du 15ᵉ de ligne, avec l'ordre de se porter sur la route d'Oviédo jusqu'à Campomanès, et d'attaquer les troupes commandées par Palaréa.

Cette expédition fut couronnée du succès le plus complet. Les Français s'emparèrent de vive force de Puente-de-los-Fierros, barricadé et défendu par l'avant-garde ennemie dont une partie fut faite prisonnière ; et le général Palaréa, qui avait 15 à 1800 hommes sous ses ordres, fut attaqué avec la même vigueur à Campomanès, et mis en déroute : on lui fit deux cents prisonniers.

A la nouvelle de ce brillant succès, le général Bourke envoya l'ordre au général d'Albignac de se porter immédiatement sur Oviédo, pour se réunir au général Huber qui, après avoir dispersé le corps de Campillo, s'avançait sur cette ville. Ces deux généraux firent leur jonction le 27 juin ; le

dernier prit le commandement comme le plus ancien de grade.

Ainsi, dans l'espace de quelques jours, la province des Asturies, si importante par sa position militaire, par sa population et l'étendue de ses côtes, fut délivrée de la présence de l'ennemi, et le blocus de Santona fut mis pour toujours à l'abri de toute tentative.

La nouvelle de l'expédition contre les Asturies, avec la presque certitude du succès, avait produit au grand quartier-général a Madrid la sensation la plus favorable. Le prince généralissime qui, durant cette mémorable campagne d'Espagne, dirigea lui-même toutes les opérations de quelque importance, jugea que le moment d'agir avec vigueur contre la Galice était enfin arrivé. S. A. R. déclara en conséquence qu'un renfort serait immédiatement envoyé au général Bourke (dont le quartier-général était encore à Léon), pour le mettre à même de poursuivre les avantages déjà obtenus, et de porter le coup le plus mortel au parti des Cortès, en replaçant la Galice entière sous l'autorité de son souverain.

Ce fut le 28 juin que le général Bourke eut la satisfaction d'apprendre que ses opérations avaient obtenu l'entière approbation de S. A. R., et qu'elle avait ordonné à la brigade Berthier de quitter Madrid le 21 juin, pour se rendre à Astorga, et se ranger sous ses ordres.

Le général Bourke écrivit aussitôt au général Huber de se tenir prêt à partir d'Oviédo le 5 juillet, avec toutes ses troupes (à l'exception d'un bataillon du 21e de ligne qu'il devait envoyer à Léon pour y rester en garnison, conformément aux ordres du prince généralissime), et de se diriger sur Lugo, où il arriverait lui-même le 10 du même mois.

Pendant que le général Bourke pressait avec activité ses

préparatifs militaires pour réunir sur un seul point toutes ses troupes et attaquer vigoureusement l'armée de Morillo, il faisait faire secrètement à ce général des propositions d'accommodement par l'intermédiaire de quelques habitans de Léon.

Morillo désirait quelques changemens dans la forme du gouvernement espagnol, mais il n'avait pas cessé d'être sincèrement dévoué à son roi : aussi, lorsqu'il apprit la déposition de Ferdinand VII à Séville, il se prononça avec énergie contre un acte aussi illégal. Il réunit à Lugo (où il avait établi son quartier-général), un conseil de guerre; il y admit les principales autorités civiles de la Galice ; on y déclara que cette province ne reconnaissait point le gouvernement provisoire établi par les Cortès, et son administration fut confiée au général Morillo, au nom du roi Ferdinand.

Lorsque ce général se vit revêtu de toute l'autorité, son premier soin fut d'envoyer auprès du général Bourke M. le lieutenant-colonel Randon, l'un de ses aides-de-camp. Cet officier arriva le 28 juin, à onze heures du soir, à Léon, où était encore notre quartier-général. Il remit au général Bourke les dépêches du général Morillo, ainsi que les proclamations qu'il adressait aux habitans de la Galice. Morillo proposait un armistice; mais le général Bourke, ne voulant consentir à aucun acte qui suspendrait ses opérations militaires, lui répondit qu'il allait commencer sa marche contre la Galice, et qu'il ne traiterait avec lui qu'autant qu'il reconnaîtrait l'autorité de la régence établie à Madrid, sous les auspices de S. A. R.

Le général Bourke partit de Léon le 1er juillet, et arriva le 2 à Astorga, où il établit son quartier-général. Le lendemain il fut joint dans cette ville par la brigade Berthier, forte de 3000 hommes. Cette brigade escortait deux caissons du trésor, contenant 1,500,000 fr., pour la solde et les besoins

des différens services des troupes sous le commandement du général Bourke, un payeur, une administration des postes, une ambulance, enfin tout ce qui constitue l'organisation d'un corps d'armée.

En y comprenant les troupes du général Marguerye, chargé du blocus de Santona, et celles aux ordres du général Huber, le général avait alors sous son commandement cinq brigades, formant un corps d'armée d'environ 12,000 hommes.

A son arrivée à Astorga, le général Bourke y avait trouvé le colonel don Manuel Odoyle, sous-chef d'état-major de l'armée de Galice, chargé de lui remettre une seconde lettre de Morillo, dont le quartier-général était toujours à Lugo. Il lui renouvelait sa proposition d'un armistice, en attendant que le roi Ferdinand fût rétabli dans son autorité; il déclarait que son honneur l'obligeait à se défendre contre toute attaque, et représentait que le sort des armes était journalier. Le général Bourke, qui venait de recevoir les ordres de S. A. R., répondit au général Morillo, comme il l'avait déjà fait de Léon, qu'il ne pouvait traiter avec lui que sous la condition qu'il se soumettrait à l'autorité de la régence; qu'il était décidé à partir d'Astorga le 5 juillet, pour marcher sur Lugo, où il arriverait le 10 du même mois, et où lui, Morillo, aurait le choix de le recevoir en ami ou en ennemi.

Tous les préparatifs pour la conquête de la Galice étant terminés, la deuxième division, devenue maintenant corps d'armée, quitta en effet Astorga le 5 juillet pour se porter en avant.

Le même jour, conformément aux nouvelles instructions qu'ils avaient reçues du général Bourke, les généraux Huber et d'Albignac partaient d'Oviédo pour marcher contre Campillo et Palaréa qui, étant parvenus à réunir les débris de

leurs troupes, paraissaient vouloir pénétrer de nouveau dans les Asturies.

Cependant le général Morillo, qui avait d'abord hésité à accepter les conditions auxquelles le général Bourke consentait à lui accorder un armistice, se vit contraint de s'abandonner à la générosité française, lorsque Quiroga, après avoir donné son assentiment à toutes les mesures arrêtées dans le conseil tenu à Lugo, se fut séparé de lui, et eut entraîné dans sa défection une partie de ses troupes. Le 7 juillet, à son arrivée à Villafranca, le général Bourke y trouva le lieutenant-colonel Randon, qui lui remit l'adhésion du général Morillo aux conditions proposées. C'est de ce jour que date la soumission de ce général, quoique les dispositions n'en aient été arrêtées que plus tard.

Le 10, le général Bourke fit son entrée à Lugo, où les troupes françaises furent accueillies avec le plus vif enthousiasme. Le général Morillo, accompagné de tout son état-major, vint au devant de l'armée, à une demi-lieue de la ville.

Dans la journée le général Bourke eut une longue conférence avec le général Morillo, pour régler définitivement les dispositions de la convention dont ils avaient déjà, en partie, arrêté les bases dans leur correspondance. Le général Bourke, convaincu de l'heureuse influence que la soumission du général Morillo, qui jouissait d'une si grande considération dans le parti des Cortès, produirait sur les troupes et sur les généraux qui tenaient encore pour ce gouvernement, employa d'abord tous ses efforts pour obtenir de lui qu'il consentît à reconnaître, dans toute son étendue, l'autorité de la régence : ce ne fut pas sans peine qu'il y parvint, car ce général parut avoir beaucoup de répugnance à se soumettre à toute autre autorité qu'à celle de son roi. Cette concession capitale une fois obtenue,

on s'entendit facilement sur les moyens à prendre pour replacer la Galice sous l'autorité légitime. Les deux généraux convinrent d'agir de concert pour attaquer sur tous les points à la fois les dissidens de la Galice : ils réglèrent en conséquence les opérations ultérieures qu'exécuteraient les troupes françaises et espagnoles, qui, dès ce jour, ne formèrent plus qu'une seule et même armée. Le comte Bourke, comme général en chef, se dirigerait avec le centre sur la Corogne; le général Huber, commandant l'aile droite, recevrait l'ordre de se porter sur le Ferrol, et de s'en emparer, tandis que le général Morillo marcherait, à la tête de l'aile gauche sur Santiago, capitale de la Galice.

Dès ce moment un accord parfait régna entre eux, et le général Bourke n'eut qu'à se louer de la loyauté avec laquelle le genéral Morillo exécuta les dispositions militaires convenues pour l'entière pacification de cette importante province.

Ainsi, le général Bourke réussit à ôter au parti des Cortès l'appui du nom et des talens militaires de Morillo, dont l'influence était très-grande en Espagne, et particulièrement dans les provinces des Asturies et de la Galice.

Par la réunion des troupes de ce général au corps d'armée commandée par le général Bourke, ce dernier se trouvait alors à la tête d'environ 15,000 hommes.

Le jour même de son arrivée à Lugo, le général Bourke reçut le rapport du général Huber, commandant l'aile droite, formée de deux brigades. Il lui annonçait qu'il avait atteint à Navia les troupes ennemies, commandées par Campillo et Palaréa; qu'il les avait attaquées, leur avait pris un drapeau, 80 prisonniers, dont un colonel et 30 officiers, Le général Bourke lui manda aussitôt de ne pas continuer sa marche sur Lugo, mais de se porter immédiatement sur le Ferrol. Campillo et Palaréa étant parvenus à se dérober

à l'activité des troupes françaises, le premier se jeta dans la Corogne, et le second prit la route de Santiago, pour se joindre au général Rosello, qui commandait les dissidens dans les environs de Vigo.

Le 13 juillet l'armée partit de Lugo pour se diriger sur la Corogne. Le lendemain elle entra à Betanzos, où le général Bourke reçut une nouvelle dépêche du général Huber. Il l'informait de son arrivée sous les murs du Ferrol, ville entourée d'une chemise, et dont la garnison s'élevait à 2000 hommes. Le général Bourke sentant toute l'importance de la possession de cette place par les ressources qu'il espérait y trouver pour faire le siège de la Corogne, dans le cas où il serait obligé de réduire cette dernière ville par la force des armes, recommanda au général Huber de hâter la reddition du Ferrol, et l'autorisa à accorder à la garnison les conditions les plus avantageuses. On fut en conséquence bientôt d'accord. Le gouverneur reconnut l'autorité de la régence; on lui garantit son grade et ses émolumens, ainsi qu'à ses officiers; et l'on permit à ses troupes de former la garnison de cette ville, de concert avec les Français, qui y firent leur entrée le 15 juillet.

Le même jour, le général Bourke atteignit, à huit heures du matin, le pont del Borgo que, dans sa retraite, l'ennemi avait tenté de faire sauter; une seule arche avait été endommagée : on mit tant d'activité à la réparer, qu'à midi l'armée française put continuer sa marche; elle ne s'arrêta que sur les hauteurs de Portasgo, d'où l'on découvre la Corogne, qui n'en est éloignée que de trois quarts de lieue.

Les hauteurs de Sainte-Marguerite (où se trouvent six moulins), situées à moins d'une demi-portée de canon des remparts, étaient occupées par l'ennemi que commandait le lieutenant-général Wilson, nommé à ce poste par le gouvernement des Cortès. On y avait placé de l'artillerie et

réuni tous les moyens de défense. L'ennemi paraissait vouloir y attendre les Français de pied ferme, et avait même commencé à y élever un camp retranché qui eût rendu cette position inexpugnable, si la rapidité de nos mouvemens eût permis aux Espagnols de terminer leurs travaux.

Le général Bourke, convaincu de l'importance de cette position qui domine la Corogne, fit aussitôt ses dispositions pour en chasser l'ennemi.

Le 7ᵉ léger, soutenu par la brigade Berthier, avait l'ordre d'attaquer les Espagnols de front, tandis que le 22ᵉ de ligne prendrait un chemin de traverse pour tomber sur le flanc droit de l'ennemi. Malgré la fusillade la plus vive, le général La Rochejaquelein, à la tête du 7ᵉ léger, gravit des rochers que les Espagnols avaient crus jusqu'alors inabordables, s'en rend maître de la manière la plus brillante, et vient se placer entre les 3ᵉ et 4ᵉ moulins, où les Espagnols avaient concentré leurs principales forces. Le combat s'engage alors avec une telle vivacité, que l'ennemi, étonné de l'audace de ce mouvement, se retire en désordre. Poursuivi sans relâche, il est chassé de position en position, des six moulins qu'il occupait, et nous restons maîtres des hauteurs. Le 7ᵉ léger s'empare du faubourg Sainte-Lucie, le 37ᵉ de ligne s'établit au village de Sainte-Marguerite. L'attaque avait été si vive, que le 22ᵉ de ligne n'atteignit les hauteurs qu'après que les Espagnols en eurent été culbutés : ce régiment alla s'établir dans le village de Riassore.

Grâce à l'impétuosité et à la valeur de nos troupes, notre perte, malgré les difficultés que nous eûmes à surmonter, malgré le feu continuel de la place et celui de deux canonnières qui soutenaient la gauche de l'armée ennemie, ne s'éleva qu'à une centaine de tués ou de blessés. Le général Bourke reçut une balle morte à la cuisse à la fin de l'affaire, au moment où il donnait ses ordres aux généraux la Roche-

jaquelein et Berthier pour l'investissement de la place. Le général anglais Wilson fut blessé, ainsi que son major-général Light.

A quatre heures, la garnison était refoulée dans la place; elle fut, dès ce moment, totalement investie. Les camps furent tracés à l'instant même sous le feu du canon de la Corogne. Le quartier-général fut établi au village de Monélos, et le 38e de ligne alla camper à la Paillosa pour empêcher tout débarquement de la ville sur la droite des positions de l'armée.

Les remparts de la Corogne étaient garnis de quatre-vingt-dix bouches à feu; la place était approvisionnée pour plus de six mois. Ses ressources en artillerie et en munitions étaient immenses. Elle renfermait une garnison de 4,500 hommes, dont un régiment d'artillerie composé d'anciens canonniers.

L'armée assiégeante ne comptait dans ses rangs que 6,000 hommes, infanterie et cavalerie; celle-ci, à une lieue en arrière du camp, assurait les communications avec le Ferrol.

Son artillerie ne consistait qu'en deux obusiers de 24 et quatre canons de 8. Son approvisionnement était seulement de quatre cents obus de 24 et de douze cents coups de 8. Les munitions pour l'infanterie se trouvaient réduites, après la bataille, à cent mille cartouches. Le général Morillo en envoya, il est vrai, cent vingt mille; mais le calibre en étant plus fort, on ne pouvait s'en servir qu'avec difficulté.

Il fallut donc commencer par se procurer des canons, de la poudre, des boulets, en un mot, tout créer. Les espérances que la reddition du Ferrol avait d'abord données au général Bourke, ne s'étaient point réalisées : les Espagnols avaient enlevé et transporté à la Corogne la plus grande partie des canons, mortiers, obusiers et des munitions que contenait l'arsenal de cette première ville; on n'y trouva que des ca-

nons de 24 en fer, démontés; quelques affûts marins, quatre de siège en très-mauvais état, trois mille sept cents boulets de 24 et sept milliers de poudre en barils. M. Vivier, capitaine en second d'artillerie, partit le 16 juillet pour le Ferrol, afin de faire mettre en état les objets susceptibles de servir. Le général Huber reçut l'ordre d'envoyer immédiatement au camp les sept milliers de poudre, mille boulets, huit pièces de canon de 24, les affûts marins et les quatre de siège. Le capitaine Souiller, commandant l'artillerie, s'occupa aussitôt de compléter l'armement de ces bouches à feu, et de préparer tous les objets nécessaires à la construction de deux batteries de quatre pièces de 24 chacune, lesquelles furent tracées, l'une à la droite du camp, à mi-côte des hauteurs de la Paillosa, prenant d'écharpe une partie du front de la place; l'autre sur les hauteurs de Sainte-Marguerite, battant le cavalier de l'extrême droite des fortifications. La frégate française *la Thémis*, arrivée le 29 juillet devant la Corogne, était destinée à seconder les opérations du siège; le général Bourke demanda au capitaine M. de Saint-Priest six milliers de poudre.

Le 4 août, le général Bourke reçut des nouvelles du général en chef Morillo, commandant l'aile gauche de l'armée, composée de troupes espagnoles. D'après ce qui avait été convenu entre ces deux généraux, avant qu'ils se fussent séparés à Lugo, il était parti le 14 juillet de cette ville, et s'était porté sur Santiago avec environ trois mille hommes. Il n'avait manqué que de quelques heures Palaréa qui s'était sauvé, à son approche, dans la direction de Vigo. Il avait atteint les dissidens au pont de Sampayo, les avait attaqués et était resté maître du champ de bataille, après une affaire assez chaude. Mais ayant appris que la garnison de Vigo et le général Rosello, commandant le district militaire d'Orense, s'avançaient pour se réunir à Palaréa, et se voyant

menacé par des forces supérieures, il informait de sa position le général Bourke, qui envoya immédiatement à son secours la brigade La Rochejaquelein, avec des instructions pour le général Morillo : elles portaient de chasser les dissidens, de s'emparer de Vigo et de toute la côte jusqu'à Bayonna. Le général Bourke espérait que l'on trouverait à Vigo de la poudre et des munitions; car il était sans cesse occupé à augmenter les faibles moyens qu'il avait à sa disposition pour pousser le siège de la Corogne. L'ennemi ayant réussi à s'échapper et s'étant dirigé sur Orense, le général Morillo ordonna au 7e léger et à l'infanterie espagnole de marcher sur Vigo. Le général Bourke ayant appris que les dissidens avaient évacué cette ville, et qu'elle était tombée au pouvoir des généraux Morillo et La Rochejaquelein, manda aussitôt au premier de tenir prête l'artillerie susceptible de service, ainsi que la poudre et les munitions.

A force de persévérance, on était parvenu à vaincre tous les obstacles, et à terminer les deux batteries, le 5 août. Le lendemain matin, on plaça au centre et dans un enfoncement de terrain les deux obusiers de 24, destinés à lancer des obus et des boulets incendiaires trouvés dans l'arsenal du Ferrol. Le général Bourke, avant d'ordonner de commencer le feu, envoya auprès du gouverneur de la Corogne un de ses officiers d'état-major, porteur d'une troisième sommation de rendre la place. L'ennemi n'ayant répondu à cette nouvelle tentative que par un feu roulant de toute son artillerie, nos deux batteries et nos deux obusiers tirèrent sur la ville. Les Espagnols, informés des faibles ressources de l'armée assiégeante à son arrivée devant la Corogne, ne concevaient pas comment nous avions pu réunir assez de moyens pour établir des batteries. La frégate *la Thémis* et la corvette *l'Egérie*, qui l'avait jointe tout récemment, firent également un feu bien nourri contre la ville,

mais obligées de se tenir à une assez grande distance, il ne put produire beaucoup d'effet.

Telle était la faiblesse des approvisionnemens de l'armée, qu'après avoir tiré huit cents coups de canons et lancé deux cents obusiers, il fallut suspendre le feu. Le 7 août, le général en chef ordonna de tout préparer pour la construction de deux nouvelles batteries sur les hauteurs de Sainte-Marguerite : l'une de quatre pièces de 24, l'autre de trois obusiers de neuf pouces et d'un mortier de douze. Le même jour, il avait dirigé sur Vigo *l'Egérie*, pour y aller chercher cette artillerie. Il venait de recevoir dix-huit milliers de poudre des trois frégates qui, avec cette corvette, composaient alors la station française devant la Corogne. Ainsi, au bout de quelques jours, le bombardement allait recommencer avec une nouvelle vigueur.

Le 9 août, le général Bourke, qui passait la plus grande partie de ses journées sur la hauteur de Ste Marguerite, y reçut un éclat de bombe à la cuisse. Le danger auquel leur général venait d'échapper fournit aux soldats l'occasion de lui prouver tout leur dévoûment : ils le prièrent de donner l'assaut.

Le général Bourke fut d'autant plus charmé de leurs bonnes dispositions, qu'il méditait, depuis quelques jours, une attaque sur la Corogne par terre et par mer : mais un événement inattendu le rendit bientôt maître de cette importante place.

Le 11 août, à 9 heures du matin, le feu de la place, qui avait été très-vif depuis vingt-quatre heures, cessa tout-à-coup, et l'on aperçut un pavillon blanc sur le chemin couvert. Quelques instans après, un officier espagnol vint remettre au général Bourke une lettre du général Novella, gouverneur de la Corogne : il proposait une suspension d'hostilités sous le prétexte qu'une transaction avait eu lieu entre

S. A. R. le duc d'Angoulême et le gouvernement des Cortès.

Quoique le général Bourke vît avec plaisir la première démarche qui annonçât des dispositions pacifiques, il n'hésita pas à répondre que, n'ayant reçu aucun avis de cette négociation, il ne pouvait accorder une suspension d'armes, et que son intention était de continuer le siège avec toute l'activité possible. A trois heures de l'après-midi, on lui remit une seconde lettre du général Novella qui, affirmant de nouveau que des négociations avaient réellement lieu à Cadix, renouvelait l'offre d'un armistice; mais, comme il ne proposait pas de rendre la Corogne aux Français, le général Bourke lui répondit qu'il ne traiterait avec lui que sous l'expresse condition que l'armée assiégeante prendrait possession de la Corogne au nom du roi Ferdinand VII. Le lendemain 12 août, il reçut une troisième lettre du gouverneur annonçant qu'il consentait à traiter d'après cette base. Dans la soirée même arrivèrent au camp don A. Rodriguez, intendant militaire de la Corogne, et don A. Vanhalen, chef d'état-major, munis des pouvoirs de M. le gouverneur pour traiter des conditions de l'entrée des troupes françaises à la Corogne. Le général Bourke nomma, de son côté, M. le maréchal-de-camp d'Albignac et M. le colonel comte de Tryon.

Mais, contre toute attente, les prétentions des commissaires espagnols furent tellement exagérées, que cette première conférence ne fut suivie d'aucun résultat : ils se retirèrent à la Corogne pour demander de nouvelles instructions. Le 13, ils revinrent au camp, accompagnés du colonel Campillo et de M. Goicochea, commandant des volontaires de Bilbao : ces derniers désiraient d'obtenir des conditions particulières pour les corps libres qui étaient sous leurs ordres immédiats. Le plus grand obstacle au succès des négociations venait de l'antipathie que la régence inspirait aux constitutionnels qui se refusaient absolument à la

reconnaître; et cette seconde conférence eût probablement échoué comme la première, si on ne leur eût proposé de se replacer sous l'autorité de Morillo, leur ancien général, et de traiter avec l'armée française sous ses auspices; ils y consentirent après quelques momens d'hésitation. Avant de se séparer, les commissaires arrêtèrent une convention provisoire qui fut ratifiée par les généraux Bourke et Novella. D'après cette convention, des commissaires espagnols, accompagnés d'un officier français, devaient se rendre auprès du général Morillo pour lui annoncer que la garnison de la Corogne reconnaissait de nouveau son autorité et soumettait à son approbation les conditions qu'elle désirait d'obtenir, et une suspension d'armes devait avoir lieu jusqu'à leur retour.

Le général Bourke ne perdit pas un moment à informer le général Morillo de tout ce qui s'était passé, ainsi que des conditions qu'il devait exiger de la garnison de la Corogne. Le 19 août, la convention définitive fut conclue et ratifiée par les généraux Bourke, Morillo et Novella. La garnison rentrait non-seulement sous l'autorité du général Morillo, mais elle reconnaissait encore celle de la régence; la Corogne était remise aux troupes françaises; il ne resterait dans cette place que les troupes espagnoles désignées par les généraux Bourke et Morillo; les généraux et officiers conservaient leurs grades, enfin la milice nationale de la Corogne était licenciée, ainsi que les corps auxiliaires de volontaires, miliciens et autres, qui devaient, en outre, être renvoyés dans leurs foyers.

Le 20 août, le général Morillo arriva au camp, où il reçut les honneurs dus aux capitaines-généraux. Le lendemain, il se rendit à la Corogne avec son état-major; à onze heures, il vint, accompagné du gouverneur, recevoir le général Bourke à la porte de la ville.

Ainsi tomba au pouvoir de l'armée française, après 28 jours de siège et 35 jours de blocus, une forteresse dont la conquête assurait la pacification de la Galice, replaçait sous l'autorité légitime de Ferdinand VII l'une des provinces les plus importantes de l'Espagne, et privait, en quelque sorte, le parti des Cortès de ses dernières espérances.

A peine le général Bourke était-il entré dans cette place, qu'il prit toutes les dispositions nécessaires pour faire embarquer, sans délai et en grande quantité, des mortiers, des bombes, des munitions, des avirons, etc., etc., à bord de la frégate *la Magicienne*, la corvette la *Sylphide* et le bâtiment de commerce *l'Argonaute*: il les dirigea sur la rade de Cadix, où ils arrivèrent dans la nuit du 22 septembre. Cette ville fut bombardée le 23 à 4 heures, et se rendit le 30 du même mois au prince généralissime.

Pendant que le général Bourke poussait avec vigueur le siège de la Corogne, il ne négligeait pas les moyens de réduire les corps de Rosello et de Paları́a qui, retirés à Orense, cherchaient à augmenter leurs forces, à relever le courage et les espérances du parti des Cortès.

Informé que le prince généralissime avait ordonné que le général Marguerye, occupé au blocus de Santôna, fût relevé par des troupes du 3e corps, le général Bourke lui avait mandé de se rendre à Lugo. Il y arriva le 13 août, et y trouva de nouvelles instructions. Elles lui prescrivaient de se porter sur la Puebla de Sanabria par Saint-Martin de Quiroga, de couper toute retraite sur la Castille aux Espagnols commandés par Rosello et Palaréa, ou de les poursuivre jusqu'à leur entière destruction, s'ils avaient déjà pénétré dans cette province. Pour seconder ce mouvement, du succès duquel dépendait l'anéantissement du parti des Cortès en Galice, le général Bourke ordonna, en même temps, au maréchal-de-camp La Rochejaquelein de quitter

Vigo, le 16 août, avec sa brigade, et de se diriger sur Orense, pour agir de concert avec le général Marguerye. L'ennemi devait, par ce double mouvement, se trouver enveloppé et pris entre deux feux.

Le succès le plus complet vint encore cette fois réaliser les espérances du général Bourke. Ses instructions furent exécutées avec intelligence. Le général Marguerye, parti de Lugo le 16 août, atteignit le 25 la Puebla de Sanabria. L'ennemi, ainsi que l'avait prévu le général Bourke, fut refoulé sur ce point par le mouvement de la brigade La Rochejaquelein, qui arriva à Gudina le 24. Il y eut quelques escarmouches de peu d'importance, dans lesquelles l'avantage resta, comme de coutume, aux Français. Rosello, voyant qu'il avait affaire à des troupes qui, depuis l'ouverture de la campagne, n'avaient marché que de succès en succès, et désespérant de pouvoir lutter contre elles avec avantage, envoya le 26 un officier parlementaire pour faire des propositions d'accommodement : on convint d'une suspension d'armes de quelques heures. Mais le général Marguerye, trouvant exagérées les conditions qu'exigeaient les Espagnols, fit des dispositions pour les attaquer, le lendemain même, à la pointe du jour. Il avait pris position dans les environs de Gallego de Campo, situé à une lieue de Maide, et à peu de distance des frontières du Portugal. Les Espagnols, se voyant sur le point d'être attaqués, envoyèrent un second parlementaire, porteur de leur adhésion aux conditions que le général Marguerye leur avait proposées; et, dans la journée du 27 août, Rosello, Palaréa et Mendez-Vigo, les 1500 hommes qui leur restaient, vinrent se former en colonne serrée devant le 35ᵉ de ligne, déposèrent leurs armes et se rendirent prisonniers de guerre.

Le général La Rochejaquelein se dirigea avec le 7ᵉ léger sur Salamanque, et le général Marguerye, avec le 35ᵉ de

ligne, sur Zamora, ou il arriva le 30 août. D'après les nouvelles instructions qu'il y reçut, il se porta sur Madrid, où il arriva le 18 septembre.

Ainsi, au commencement de septembre, toutes les places fortes de la Galice et des Asturies étaient au pouvoir des Français. Ces deux provinces étaient totalement soumises, et la plus grande tranquillité y régnait.

Cet important résultat fut dû à l'exactitude avec laquelle les ordres du prince généralissime furent exécutés, à la valeur que déployèrent les troupes toutes les fois qu'elles en vinrent aux mains avec l'ennemi, et à l'admirable discipline que l'armée observa dans tous ses rapports avec les habitans.

Il est à remarquer que, pendant tout le cours de la campagne, les troupes sous le commandement du général Bourke n'éprouvèrent pas un seul échec, et que toutes les opérations ordonnées par Monseigneur furent couronnées du succès le plus complet, malgré les obstacles qu'offraient la nature du terrain et les difficultés des communications.

L'une des circonstances les plus remarquables de la campagne du général Bourke fut la difficulté de se procurer les moyens de faire le siége de la Corogne, dont les remparts étaient garnis de 90 bouches à feu, tandis que l'armée française, à son arrivée devant cette place, n'avait que deux obusiers et 4 canons de 8. La Corogne renfermait, en outre, une garnison de 4,500 hommes, commandés par des généraux et des officiers, au nombre desquels se trouvait Quiroga, partisan exalté du gouvernement des Cortès.

Enfin, le général Bourke, en ordonnant aux généraux Marguerye et La Rochejaquelein de se porter simultanément contre les corps de Rosello, Palaréa et Mendez-Vigo, compléta la ruine des troupes dissidentes de la Galice et

des Asturies, priva le parti des Cortès de ses dernières espérances dans le nord de l'Espagne, et assura la tranquillité de ces deux importantes provinces.

Le 11 septembre, le général Bourke quitta la Corogne à la tête des 15e et 22e régimens de ligne, pour se porter sur Ciudad-Rodrigo et en faire le siège. Le 5 octobre, à son arrivée à Santi-Spiritu, à trois lieues de cette place, il se concerta avec le général Charles O'Donnel, pour commencer dès le lendemain même ses opérations contre Ciudad-Rodrigo. Mais, dans la nuit du 5 au 6 octobre, il apprit officiellement la délivrance du Roi, la cessation des hostilités et l'entrée des Français à Cadix : il reçut, en même temps, l'ordre de se diriger sur Ségovie. Dans sa marche sur cette ville, il fut joint par deux officiers supérieurs envoyés par le gouverneur de Ciudad-Rodrigo, et chargés de lui porter la soumission de cette place.

Le général Bourke arriva à Madrid le 25 octobre avec son état-major.

Cette campagne mémorable, si glorieuse pour le prince généralissime et pour l'armée française, étant terminée, le général Bourke partit de Madrid le 10 novembre pour rentrer en France.

RECHERCHES HISTORIQUES

SUR QUELQUES CABINETS D'ARMES DE L'EUROPE.

Le mot *cabinet*, que Ménage dérive du latin *cavum*, *cavinettum*, petit trou, est pris ici dans un sens bien éloigné de son étymologie, puisqu'il s'applique aux grandes collections d'armures, d'engins et de modèles d'armes dont les armées ou les guerriers font ou ont fait usage.

Brantôme raconte que le maréchal Strozzi avait formé à Rome, vers 1540, un cabinet précieux qui fut apporté à Lyon, et dilapidé par Strozzi le fils.

Le grand Condé, à l'instar des ducs de Bouillon et de leur cabinet d'armes de Sedan, enrichit Chantilly d'une collection d'armes du genre de celles dont la chevalerie et les gens d'armes s'étaient servis.

La Bastille de Paris et l'Arsenal de la porte Saint-Antoine contenaient un dépôt des objets qui constituaient le matériel de guerre des derniers siècles.

Louis XIV rassembla dans la galerie du Louvre, où se voient maintenant les tableaux, des modèles d'anciennes machines de guerre, qui, faute de soin, ont péri; c'est du moins ce que rapporte Xavier Audouin; elles étaient cachées au public et amoncelées au milieu des modèles en relief de nos forteresses, modèles que l'abbé Terray fit transporter aux Invalides.

Pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI, des armes curieuses furent réunies au Garde-Meuble de la couronne; elles étaient en grande partie modernes et asiatiques.

Sous le gouvernement de Bonaparte, il a été établi un conservatoire de modèles d'armes et d'échantillons de toute espèce sous la dénomination de Muséum d'artillerie; le titre est grotesque, car il y a peu de rapport entre les filles de Mémoire et l'armurerie, entre Apollon et des chevaux bardés. La Muse la moins lettrée de toutes est la Muse de la langue militaire, et s'il y a en France une branche de littérature dans l'enfance, c'est celle qui a trait à l'étude des anciennes armes.

MM. Dubois et Marchais avaient entrepris un Recueil figuratif des pièces antiques de ce muséum. L'exécution des gravures en était soignée et élégante; le peu de débit a fait avorter l'entreprise. On ne peut trop s'étonner, et l'on doit regretter que le gouvernement impérial n'ait pas encouragé et soutenu ces artistes; mais faute d'un texte raisonné et de renvois réciproques des planches au texte, leur travail n'eût été intéressant que pour les peintres et non pour les historiens et les archéologues.

Qui croirait que l'illustre artilleur qui avait ceint la couronne impériale n'a jamais visité le cabinet d'armes fondé comme à son insu dans l'arsenal de la capitale? Qui croirait que depuis la restauration il n'est pas affecté de fonds aux accroissemens de notre collection, si peu complète, et qu'au commencement de 1830, un large encan d'anciennes armures du cabinet de M. Durand a eu lieu à Paris, sans que le gouvernement y ait rien puisé de ce qui lui manque?

Les amateurs d'arts et de sciences s'étonnent au reste que les armures éparses dans divers établissemens, tels que la Bibliothèque du roi, le Muséum égyptien, l'Arsenal, ne soient pas rassemblées dans un local du palais des beaux-arts ou dans le sanctuaire des études archéologiques; car, parmi des modèles d'armes à feu, ces armures sont loin de leur vraie place.

L'insouciance qui a régné jusqu'ici à cet égard, explique pourquoi notre nation est si pauvre et notre savoir si peu avancé.

Les arsenaux qui eussent dû nous conserver dans leur intégrité des objets d'une matière par elle-même si solide, ses *ingignours* qui eussent dû classer par époques, villes, nations, provinces, les bardes et les harnais de fer, ne nous ont transmis rien d'intact, rien de spécialement étiqueté; ils ne nous ont légué ni détails écrits, ni enregistremens qui pussent être confrontés avec les types. Tout a concouru à ruiner les collections d'armes des différens âges; elles ne pouvaient survivre à la fureur des guerres civiles, aux pillages qui suivent les révoltes populaires, à la barbarie et à l'esprit de rapine des conquérans, à la destruction des châteaux, tels que Sedan, Grandpré, Chantilly, à la violation des dépôts, tels que la Bastille, l'École-Militaire, le Garde-Meuble, et enfin, aux spoliations récentes exercées par des armées alliées chez un de leurs alliés.

Il est vrai qu'en France elles avaient été, en général, rassemblées sans choix et entassées sans méthode, sans ordre, sans explications justes, sans catalogue raisonné. Aucun seigneur, aucun gouvernement, ne s'étaient appliqués à rendre utiles ces fondations sous le rapport scientifique, chronologique et monumental. Vienne, Berlin, Berne, Londres, quoique leurs institutions en ce genre laissent beaucoup à désirer, feraient honte aux nôtres; dans cette dernière ville, la salle gothique de Gwinhap et les armes antiques du docteur Megrick offraient aux regards des curieux des objets d'un haut intérêt; l'arsenal de la Tour est d'une grande richesse; aujourd'hui même, de simples villes de Suisse possèdent des collections plus historiques et mieux conservées que nous n'en eûmes jamais; voici la cause de notre indigence.

Nos armes curieuses, enfouies dans les magasins des forteresses, étaient confiées à la garde de concierges ineptes, ou à de vieux caporaux d'artillerie. Jusqu'à l'époque de la révolution, l'ignorance laissait dépérir, déplaçait, dénaturait les pièces qui n'avaient pas été altérées, tronquées ou détournées par le caprice et la mauvaise foi. Le hasard seul avait associé des morceaux d'armures qui appartenaient à des époques, à des milices, à des pays différens. La charlatanerie des gardiens répétait, consacrait presque des anachronismes grossiers; et dans tous les établissemens de cette nature, on étiquetait sous de grands souvenirs des harnais, jadis portés par des hommes d'armes obscurs; ainsi l'on retrouvait partout les noms de Roland, de Jeanne d'Arc, de la Palisse, de Godefroi de Bouillon, etc., quoique les armures qu'on attribuait à ces personnages ne fussent ni de leur temps, ni de leur taille, quelque soit leur sexe.

On ne mettait pas plus de soin à classer les modèles des grands engins de guerre du moyen-âge et les armes de jet ou de main; on voyait confondues les hallebardes d'antichambre, de campagne ou de suisses d'églises; on ne faisait pas la différence des arbalètes de guerre ou de luxe, ni de celles des hommes de pied ou de cheval.

Il se voit à Madrid, dans le palais du roi, une *armeria* riche, surtout en armes moresques et en instrumens de joute et de tournois; mais il n'en est pas dressé de catalogue public.

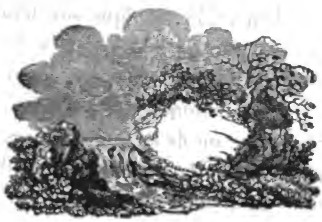
Il existe à Moscou un riche cabinet d'armes; il se nomme *Oroujeinaia palata*, ou Conservatoire d'armes; il en a été publié une description par M. le conseiller d'état Svignigné (Paul), de Pétersbourg, 1826.

Une collection précieuse appartient à M. le maréchal Oudinot et orne son château de Jend'heur; mais, au grand

préjudice des études de l'art, elle est trop éloignée de la capitale.

Tout ce qui vient d'être tracé explique et excuse peut-être les incertitudes où nous demeurons à l'égard de la technologie, propre à ce genre d'habillement de fer ainsi qu'aux armes offensives qui en étaient l'accompagnement : cette confusion des armes anciennes, cette lacune de la science tient à la stérilité de nos écrivains, et cette stérilité a perpétué l'ignorance.

Le général Bardin.



EXPÉDITION D'ALGER, 1775 (1).

JOURNAL

De ce qui s'est passé au sortir de Carthagène, pour l'expédition d'Alger depuis le 23 *juin* 1775.

Nous mîmes à la voile le 23 juin sur les deux heures du matin, et vers les onze heures de la même matinée, nous reçûmes ordre, par une galiotte, de mouiller dans la baie de Suivra ou d'Almazarron, éloignée de trois lieues de Carthagène, du côté du ponent. Nous y demeurâmes jusqu'au 26, qu'on nous ordonna, vers les huit heures et demie du matin, de mettre à la voile, ce que nous fîmes, en cinglant vers Carthagène. Le vent nous manqua peu à peu, et nous obligea de sonder de nouveau, pour ne pas toucher. Le 27, le commandant nous réitéra l'ordre, sur les 7 heures du matin, de nous diriger vers Carthagène, où nous res-

(1) Nous avons donné, dans la 40ᵉ livraison du *Spectateur*, les détails des opérations militaires de terre, exécutées par les Espagnols contre Alger en 1775, et dans la 49ᵉ livraison, ceux de l'embarquement et du rembarquement des troupes.

Une nouvelle note touchant cette expédition nous parvient à l'instant de Toulon. Nous nous empressons de la mettre sous les yeux de nos lecteurs, qui y trouveront un complément intéressant aux articles déjà publiés sur le même sujet.

Nous donnons, aux *Nouvelles militaires*, l'état jusqu'à présent connu des forces de terre et de mer destinées à l'expédition actuelle ; tout porte à croire que bientôt l'ardeur de nos troupes pourra procurer au *Spectateur* le récit d'une nouvelle expédition à laquelle le dénoûment ne manquera point, comme à celles qui ont été tentées jusqu'à ce jour.

tâmes, en louvoyant, le reste du jour et une partie du lendemain 28, et alors le vent ayant fraîchi, nous fit laisser notre côte, et nous porta à celle d'Afrique que nous découvrîmes clairement, sur les 6 heures du soir du 29. Nous longeâmes la côte, et le 30, à la pointe du jour, nous aperçûmes le cap Tenis, et après l'avoir reconnu, nous continuâmes notre route vers le cap Sarechi, avec un bon vent qui, ayant cessé, nous obligea de passer la nuit entre l'un et l'autre cap, quoique les courans nous entraînassent vers le second. Nous restâmes en cet état jusqu'au premier jour de juillet à midi, et alors, au moyen d'un vent frais qui s'éleva, nous continuâmes notre route, et peu après, nous reconnûmes Alger, entre deux et trois heures de l'après-midi; nous nous approchâmes de plus près, et nous trouvâmes que c'était une ville dont les maisons étaient très-serrées, assez fortifiée du côté de la mer, et dont la plaine est agréable à la vue.

La baie est défendue par trois châteaux et quatre batteries, le circuit de la plage n'est pas d'une grande étendue; aux environs, on découvre une prodigieuse quantité de jardins qui servent autant à sa décoration qu'à sa défense. Nous mouillâmes à 9 heures du soir dans cette baie, et peu après, on aperçut un feu excessif de mousqueterie dans la ville, et ensuite sur toute la côte de la baie, lequel dura jusqu'à minuit. Le 2 à la pointe du jour, on vit des camps à la proximité de la côte, et quelque cavalerie qui la párcourait. L'ordre était donné pour débarquer le 3, mais le temps ne le permit pas. Le 4 et le 5, nous restâmes dans cette position; le 6, le débarquement ne put encore s'exécuter, mais sur les 3 heures et demie du soir, différens navires, frégates et chebecks et deux frégates toscanes ayant occupé quelques postes de la baie, ils commencèrent à tirer sur les bâtimens susdits, qui répondirent avec autant ou plus de vi-

vacité que nos vaisseaux. On ignore la perte que firent les ennemis, mais les nôtres furent peu maltraités. Sur le St-Joseph, il y eut 19 blessés et 3 tués. Les frégates toscanes firent un feu excessif sur une batterie à laquelle elles s'attachèrent, mais il produisit peu d'effet, parce que la batterie était trop basse. Le temps étant devenu favorable pour le débarquement le 7, la rareté des chaloupes et quelqu'autre fausse mesure en empêchèrent l'exécution, de sorte que les troupes retournèrent à leur bord, après avoir été embarquées dans des canots et chaloupes. A minuit, on ordonna que tous les canots et chaloupes fussent, pour l'entrée de la nuit suivante, toutes à côté de leur commandant respectif, d'où on leur donna l'ordre pour les troupes qui devaient débarquer. A 9 heures du soir, on commença à les embarquer dans des chaloupes qui suivaient la poupe du vaisseau commandant, et le 8, à la pointe du jour, on descendit à la plage la plus prochaine pour débarquer. Les côtes étaient protégées depuis les feux des galiottes, par quelques chebecks et frégates. Le débarquement s'exécuta sans opposition, entre 4 et 5 heures du matin; l'ardeur de notre nation et le courage de nos généraux porta la troupe à attaquer quelques petits détachemens postés en divers endroits d'où ils tiraient. Ces détachemens se retiraient d'abord dans des broussailles épaisses qui étaient derrière eux. Ces broussailles leur servaient d'abri pour nous incommoder beaucoup, au point que les mêmes chaloupes qui venaient de mettre des hommes à terre, ont emporté des blessés aux hopitaux.

Cet événement fut la cause que les troupes du second débarquement ne vinrent pas à terre avec tout le courage qu'on devait attendre; mais les remontrances et la fermeté des officiers qui leur remontrèrent qu'ils allaient abandonner leurs compagnons les firent entrer dans le camp avec une

sorte de dépit. Comme personne ne s'attendait à une défense aussi vigoureuse de la part des Maures, nos troupes furent surprises de manière qu'elles furent assez long-temps en désordre, ce qui occasiona beaucoup de malheurs. Ceux qui ont le plus souffert pour avoir marché les premiers sont les volontaires d'Aragon et de Catalogne, ainsi que tout le corps des grenadiers. La vue de tant de malheurs encouragea beaucoup les ennemis; je vous assure qu'il n'était pas possible de faire un pas dans le camp sans marcher sur des morts ou des blessés.

Nous n'avons pu parvenir à rallier les régimens et les brigades que lorsque nous fûmes entrés dans les retranchemens. Les troupes marchaient dans le camp sans ordre et et en partie séparées. Le feu le plus vif était sur la gauche; mais ayant cessé tout à-coup, on découvrit que les Maures lâchaient, de ces broussailles, un grand nombre de chameaux : les Maures venaient entre ces chameaux qui leur servaient de parapet jusqu'à nous, et en si grand nombre, qu'ils nous obligèrent à nous retirer et à occuper nos retranchemens qui étaient déjà bien avancés. Notre retranchement étant achevé, les ennemis ont commencé à nous prendre en flanc avec une pièce de canon qu'ils avaient placée à notre droite, de sorte qu'à chaque coup ils nous tuaient six ou sept hommes, et si nous n'avions pas eu la précaution de nous retrancher par régiment, en nous couvrant d'un épaulement, je crois qu'il en serait resté bien peu pour porter la nouvelle de cette affaire. Dans ces circonstances, et vu l'impossibité d'avancer, parce que le terrain était défendu par la nature autant que par l'art, le comte O'Reilli résolut de tenir un conseil de guerre avec les autres généraux et les commandans des corps; on y arrêta qu'à l'entrée de la nuit et aussitôt qu'on le pourrait, on rembarquerait les troupes, et qu'on les laisserait dans les vaisseaux qui étaient le plus à

portée, en abandonnant un poste que nous regardions comme un cimetière pour les Espagnols. Les compagnies de grenadiers et les détachemens de tous les régimens ont abandonné les derniers le camp et ne se sont retirés qu'au point du jour.

Il n'est pas possible de dire au juste le nombre des morts et des blessés, on n'a pas pu s'en assurer jusqu'à présent; mais on peut bien l'évaluer à 4500 hommes. Le marquis de Romana est du nombre des tués. Il y a beaucoup d'officiers des gardes espagnoles et vallones tués et blessés. Il en est de même des autres corps. Enfin, le 12 de ce mois, nous avons mis à la voile, avec ordre d'entrer dans le premier port d'Espagne; mais les vaisseaux de guerre et autres bâtimens sont restés dans la baie d'Alger.



DES FUNÉRAILLES

DU MARÉCHAL SAINT-CYR,

ET DU DISCOURS DU GÉNÉRAL LAMARQUE.

A peine les restes du héros de Polotzk avaient ils échappé aux regards qui, pour la dernière fois, devaient s'attacher sur eux, que de nombreux orateurs se disputèrent l'honneur de lui payer un trop juste tribut! Et quel sujet plus digne de les inspirer ?... Guerrier célèbre, politique habile, citoyen vertueux, le maréchal Saint-Cyr était un de ces hommes-modèles, dont le type rappelle les plus beaux catactères de l'antiquité ! aussi plusieurs discours furent-ils prononcés; mais celui qui, par la beauté des périodes, la force des pensées, la richesse des images; celui qui, par des expressions aussi brillantes qu'heureuses, exalta le plus ses auditeurs, fut incontestablement celui du général Lamarque.

Deux passages de ce discours si éloquent, si français, requièrent cependant quelques développemens, et nous allons essayer de les donner.

A cet égard, le premier qui se présente est celui qui a rapport à la violation de la capitulation de Dresde.

Cette violation fut en effet un de ces crimes, une de ces lâchetés dont l'histoire et la morale des siècles font toujours justice, et qui impriment aux vainqueurs plus de honte que celle qui est le partage des vaincus, qui n'ont pas su hono-

rer leur défaite. Du reste, cet événement, véritable abdication de l'honneur, n'offre aucune observation particulière à faire ; mais une anecdote est nécessaire pour compléter le passage que le général Lamarque lui a consacré.

Au mois de janvier 1814, l'empereur faisait discuter au conseil d'état un décret sur les capitulations. Renaud de St.-Jean-d'Angely, rappelant la violation du traité de Dresde, émit la pensée que, sans doute, les empereurs de Russie et d'Autriche avaient cédé, dans cette circonstance, au désir de nous affaiblir de 30,000 hommes, alors qu'ils méditaient l'invasion de la France. *Non, messieurs*, dit aussitôt Napoléon, en frappant sur son pupitre, *cette violation n'a eu pour motif que de retenir Saint-Cyr, qui, avec ses* 30,000 *hommes, aurait empêché que* 100,000 *ne s'établissent dans le bassin du Rhin.*

Ce qui, dans ce beau discours, concerne le licenciement de l'armée, commande quelques rectifications.

L'ordonnance de ce licenciement a été rendue *à Lille, le* 23 *mars* 1815. Quant aux ordonnances du mois d'août suivant, elles furent bien plutôt des ordonnances de réorganisation que des ordonnances de licenciement ; de plus, les dispositions qu'elles renferment, les sentimens qui les dictèrent, ainsi que leur rédaction, méritent une mention particulière.

Sous ce dernier rapport, le préambule de l'ordonnance pour l'infanterie, notamment, prouve avec quelle sollicitude le législateur militaire y rappelait la Charte, insistait sur ses dispositions libérales, et consacrait le besoin d'une armée entièrement nationale.

Sous le premier, ce licenciement ne devait être, grâce aux conceptions du maréchal, qu'une organisation nouvelle, qui, loin de diminuer nos forces, devait, au besoin, mettre à même de les décupler.

Et, en effet, les ennemis occupaient nos frontières et une partie de nos provinces. Ils exerçaient une puissance momentanément irrésistible. Ils exigeaient le licenciement de l'armée, et il leur était indispensable pour obtenir l'odieux traité qu'ils ne tardèrent pas à nous imposer. Ce traité avait été pressenti : il n'existait qu'un moyen d'y échapper, c'était de recréer promptement une armée ; mais pour la recréer au milieu d'ennemis vainqueurs, et, pour la seconde fois, maîtres de Paris, il fallait qu'elle restât, pour ainsi dire, inaperçue ; et cependant, pour jouer le rôle auquel elle était destinée, il fallait quelle devînt rapidement forte et redoutable ; or, c'est pour atteindre ce double but, comme moyen de rallier promptement tous ceux que les infirmités ou l'âge n'excluaient pas du service militaire, que le maréchal imagina les légions départementales.

Tout ce qui, en officiers et en soldats, restait de nos phalanges, tant sur les bords de la Loire que dans le reste de la France, et sous les drapeaux comme dans les foyers domestiques, ou même dans les hopitaux, dut donc être immédiatement, et avec armes et bagages, dirigé sur les lieux de l'organisation de ces légions qui, ainsi dissséminées, parurent ne devoir offusquer l'ennemi sur aucun point.

Cette haute conception fut révélée aux chefs coalisés. Elle leur montra ces légions prêtes à devenir le point de rassemblement de braves éprouvés dans cent combats, de tous les Français que la haine de l'étranger ne pouvait manquer d'exalter, enfin de tous les hommes énergiques et valides. Elle présenta les troupes de la coalition au moment de se trouver compromises au milieu d'une nation belliqueuse et tout armée ; et la France, en apparence vaincue, brusquement redevenue assez puissante pour dicter les conditions qu'on voulait lui faire subir !

Pour prévenir ce danger, pour accomplir leurs funestes

projets, les ennemis se hâtèrent de déclarer leurs prétentions; et comme le ministère du maréchal Saint-Cyr manquait des appuis nécessaires pour les faire rejeter, et était incapable de les admettre, il fut remplacé, ainsi que les malheurs de ces temps de désastres et de spoliations l'ordonnèrent.

Ce succès obtenu, tout fut dit : ce traité et ses fatales conséquences devinrent inévitables. Le licenciement, qui ne devait être que fictif, fut réel et complet; et si des corps de la garde, si les légions recueillirent encore quelques débris de la plus illustre armée des temps anciens et modernes, cette circonstance ne résulta plus que du bon esprit de quelques colonels.

Dans la situation la plus critique, la plus désespérée, où la France se soit trouvée, le maréchal, aussi grand citoyen que grand capitaine, avait donc trouvé dans son génie le moyen de changer une mesure désastreuse en une mesure utile, et de substituer une position encore glorieuse à la plus humiliante; mais toujours est-il *que l'ordonnance du licenciement n'était pas de lui, alors que l'idée du seul remède possible, dans un si grand désastre, lui appartenait tout entière.*

On conçoit néanmoins quels eussent été les résultats de cette politique habile, de ces conceptions profondes, de cette réorganisation inattendue; et, en effet, l'armée recréée ne rétablissait pas seulement la puissance de la France et l'honneur de son nom au dehors : mais encore elle ralliait au dedans les partis, elle replaçait sous les mêmes drapeaux les hommes qui en avaient suivi d'opposés, et faisait ostensiblement rechercher notre alliance par les puissances qui, en secret, la désiraient le plus vivement, mais qu'à cet égard notre humiliation condamnait au silence; et tel est le but que la haute capacité du maréchal lui avait

fourni le moyen d'atteindre, et que, par l'effet de son grand caractère, il s'était imposé à lui-même. Telle était la tâche que lui seul peut-être pouvait concevoir, se proposer et accomplir.

La perte de ce guerrier, homme d'état, est donc d'autant plus grande pour la France et pour le Roi lui-même, que si, comme au temps des désastres de 1815, des calamités nouvelles avaient réclamé de nouveau sa puissante intervention, il aurait pu offrir encore le secours de son génie, de sa sagesse et de ses vertus, et le faire avec d'autant plus de succès, que même les hommes de parti ne pouvaient s'empêcher de l'admirer et de le respecter. Et comment résister à de tels sentimens, pour celui auprès de qui la faveur, l'intrigue, l'élévation du rang, ses propres affections n'étaient rien, du moment où sa conscience ou le devoir parlaient, qui ne voyait que des crimes dans ces ménagemens, dans ces concessions sociales, dans ces condescendances personnelles, qui, en France, sont la rouille de tous les rouages du gouvernement! Ainsi, lorsque, soumis à la nécessité de priver l'armée d'une foule de braves officiers, il sentit que le sacrifice devait porter sur ceux à qui il restait le moins de temps à servir, on le vit répondre à ceux qui soutenaient avoir encore autant d'activité que de force, et dans le nombre desquels il en était qu'il regrettait vivement....... *La nature peut faire des exceptions, mais la loi n'en admet aucune.*

Ecartant tout ce que nous aurions à dire sur ces importantes lois du recrutement, de la réserve et des vétérans, lois qui toutes révélaient les plus sages prévisions, les pensées les plus profondes, nous terminerons ces notes en observant que cette solennité avait encore une fois rassemblé la totalité de ces généraux, de ces officiers, qui ne se réunissent plus guère qu'autour des tombeaux où reposera

bientôt notre gloire tout entière, et dont le concours atteste un hommage que la postérité sanctionnera. Au reste, ce concours était général; le cortége a traversé Paris au milieu d'une affluence immense, et a trouvé le cimetière de l'Est envahi par une foule telle, que cette cité de la mort semblait transformée en un lieu de triomphe.

Le lieutenant-général,
J. Thiébault.

RECRUTEMENT.

SUR LE PROJET DE M. D. B., ET LES OBSERVATIONS DE M. FÉLINE,

Insérés dans la 46e Livraison du Spectateur.

De même que celui du général Clouet, le projet de M. D. B. tend à substituer les enrôlemens volontaires et les réengagemens des anciens soldats au remplacement des jeunes appelés. Il en diffère en ce que 1° il porte le prix de l'affranchissement du service militaire à 1,800 francs en temps de paix, et à 3,600 francs en temps de guerre; 2° il fait concourir les chances du hasard à l'obtention de cette somme; 3° au lieu d'en former un capital disponible pour le réengagé, il le convertit en rentes viagères dont le capital est dévolu au trésor de l'Etat. Tous les deux reposent sur une même donnée, c'est qu'on pourra toujours, et dans tous les cas possibles, trouver, pour la somme déterminée, un enrôlé ou un engagé volontaire pour chaque appelé affranchi; car, s'il en était autrement, il est clair que l'armée serait incomplète : l'argent rentrerait bien à la caisse du ministre, mais les rangs de l'armée n'en resteraient pas moins dégarnis; la gloire et la sûreté de l'État seraient incessamment compromises : et il n'y a pas de raison pour qu'on ne vît pas se reproduire les événemens du règne de François Ier.

Mais d'où fait-on dériver cette donnée? de la supposi-

tion que les avantages promis détermineront la jeunesse à *accourir sous les drapeaux, à précéder les appels par des enrôlemens volontaires, et à chercher dans la carrière militaire un état qui ne sera plus un fardeau pour le jeune soldat, ni pour ses parens.*

Cette supposition me paraît au moins très-hasardée : rien de ce qui s'est passé jusqu'à ce jour ne la justifie ; on pourrait, peut-être avec plus de raison, admettre l'hypothèse contraire, et dire que la jeunesse française n'est pas assez inquiète et aventureuse pour que des avantages aussi éloignés et aussi peu considérables la déterminent à renoncer à ceux qu'elle peut attendre de sa persistance dans les habitudes domestiques; la vie civile lui présente des chances bien autrement profitables. La nation française est essentiellement valeureuse, mais l'esprit militaire ne s'y développe généralement que sous les drapeaux et à l'aspect du danger : jusque-là, on ne voit partout que répugnance pour le service.

Ce n'est point ici le lieu de rechercher les causes de cette disposition des esprits; il suffit qu'elle soit réelle et de la constater : tout système qui ne l'admettrait pas serait erroné et pourrait avoir des conséquences funestes. Que l'on travaille à changer cette disposition, rien de plus louable; mais qu'on n'oublie pas que tout changement de cette nature ne peut être brusqué, que c'est l'ouvrage du temps et de l'expérience.

Si, à une autre époque, une commotion violente, une vive impulsion a fait courir aux armes spontanément et en masse, l'effet a promptement cessé avec la cause; et si l'on a vu nos armées s'entretenir, se grossir encore long-temps après que cette cause avait cessé, c'est que le Français n'est jamais sourd à la voix du devoir : c'est au devoir seul qu'il faut demander le complément de nos armées, et ne pas

l'attendre de spéculations financières incompatibles avec les émotions vives, les sentimens expansifs du printemps de la vie. Qu'est-ce, à cet âge, qu'un avenir de vingt-huit ans? Ainsi, on ne verra point la jeunesse, attirée par le lucre qui lui est présenté, accourir sous les drapeaux; comme autrefois, comme à présent, le nombre des enrôlés volontaires sera très-minime, et ne comprendra guère que ceux qui y seront poussés par la misère : il pourra varier avec cette cause, et s'il en était augmenté, ce serait un malheur pour l'Etat et pour l'armée.

Il ne restera donc plus que les réengagemens : ici la question change de face.

Il me paraît indubitable que le moyen proposé obtiendra son effet, mais cet effet ne sera pas aussi considérable qu'on se le figure, et cela, par les mêmes raisons que j'ai opposées au projet du général Clouet. Il est, d'ailleurs, facile de calculer d'avance combien il restera d'anciens soldats. Que l'on réunisse les deux nombres de ceux qui se réengagent dans leurs corps et de ceux qui se font admettre, comme remplaçans, par les conseils de révision, il est à peu près certain que, quelque avantage que l'on propose, on ne dépassera pas la somme de ces deux nombres; et, si je ne me trompe, elle n'excède pas 6 à 7,000 dans les années les plus favorables. Ainsi les affranchis du service par le remplacement s'élevant à 13,000, en temps de paix, il y aurait, chaque année, un déficit de 6 à 7,000 hommes, lequel, pour chaque série de huit classes représentant la force de l'armée, s'élèverait de 48 à 56,000. Il n'est pas douteux que ce nombre serait plus que double en temps de guerre; à la vérité, il sera diminué par celui des enrôlés volontaires, quelque faible qu'on le suppose. M. D. B. laisse sans destination autant de lots de 1,800 fr. qu'il y aura de ces enrolés, car on ne paiera que les réengagemens : sans doute qu'on n'en

formerait pas une *masse noire*, et qu'il serait justifié de leur emploi.

Je ne parlerai point de la défaveur que fera rejaillir sur ce système la forme de loterie que lui donne son auteur. Tous les meilleurs publicistes s'élèvent contre ces indiscrets appels à la fortune, dont l'effet est d'exciter et d'entretenir l'inquiétude des esprits; je leur abandonne ce point de la discussion : qu'il nous suffise de remarquer qu'il a des bases trop incertaines, qu'il est matériellement trop précaire, pour qu'on puisse en faire dépendre les destinées de l'armée.

Il en sera de même de tout autre dans lequel la balance, entre les affranchis du service et leurs remplaçans, ne sera pas, dans tous les cas possibles, parfaitement en équilibre; car la première condition à remplir, c'est d'assurer le complet de l'armée; la seconde, qu'elle soit composée d'hommes d'une bonne moralité, fondement toujours le plus sûr d'une bonne discipline, prise dans l'acception la plus étendue. Il faut que cette seconde condition ne soit pas contrariée par le remplacement, si l'on est forcé de l'admettre, et j'avoue que, malgré qu'il soit contraire aux vrais principes, je ne puis m'empêcher d'en reconnaître la nécessité. Ce n'est pas seulement dans l'intérêt des familles; c'est aussi dans l'intérêt de l'État : il lui conserve des sujets qui peuvent le servir plus utilement dans la carrière civile que dans celle des armes : dans l'intérêt de l'armée, il lui procure souvent des hommes plus robustes, et remédie aux trop nombreuses erreurs des conseils de révision, dont les décisions irrévocables, dans plus d'un cas, seraient des arrêts de mort. On assimile les conseils aux cours royales; mais leurs membres ont-ils fait, comme les conseillers de ces cours, des études spéciales et approfondies sur les nombreuses et délicates questions qui leur sont soumises? Siégeant accidentellement,

pris à peu près au hasard, sujets d'ailleurs à toutes les influences locales, quelque honorables qu'ils soient sous tout autre rapport, peuvent-ils présenter des garanties? Conservons donc l'utile correctif du remplacement, mais corrigeons-en les défauts : tel est le problème que je me suis proposé de résoudre dans le projet que j'ai mis en parallèle avec celui du général Clouet et que j'avais émis avant d'avoir connu le sien.

Ce projet est attaqué par M. Ad. Féline qui, tout en avouant qu'il se rapproche beaucoup des principes de la liberté, lui reproche de faire intervenir le gouvernement dans les transactions des particuliers.

Ce reproche n'est pas fondé; le gouvernement, dans mon plan, n'intervient nullement dans la matière des transactions du remplacement, mais il en détermine le mode; et l'administration ne fait autre chose que de le régulariser et d'en surveiller l'exécution. Certes, c'est le moins qu'elle puisse faire dans des actes où l'État est, de fait, tierce partie essentiellement intéressée. Dans l'ordre social, il n'y a point, il ne peut y avoir de liberté indéfinie: la liberté doit cesser là où le désordre commence : la difficulté est de déterminer ce point avec précision, et c'est à quoi je me suis attaché. J'aurai réussi si, sans s'écarter en rien de la législation existante, sans le secours de nouvelles dispositions législatives, on parvient, avec le plan que je propose, à détruire tous les abus, tous les inconvéniens du remplacement.

M. Ad. Féline paraît être du petit nombre de ceux qui méconnaissent la nature et l'existence de ces abus : ces inconvéniens, il les attribue à l'action de l'administration. Pour moi, je pense, au contraire, que, jusqu'à ce jour, l'administration n'a point assez fait pour garantir la société et l'armée des uns et des autres. Parcourez la France, lui di-

rai-je, et, de toutes parts, vous entendrez les pères de famille se plaindre de la difficulté du remplacement qui, pour beaucoup, est insurmontable; les chefs de corps, de ses produits essentiellement vicieux; les magistrats, les hommes honnêtes de toutes les conditions, des désordres dont il est la source; les jurisconsultes enfin, des contestations qu'il occasione et dont les tribunaux retentissent. Deux choses concourent à ce résultat: la première, l'inégale répartition du contingent, eu égard à la population militaire, inégalité telle que, dans certaines localités, celle-ci devient insuffisante, et le contingent ne peut être complété, tandis qu'ailleurs il n'absorbe pas même tout le superflu de la population; la seconde, la disposition ministérielle, en vertu de laquelle le remplaçant ne peut être admis que par le conseil de révision du département où le remplacé a son domicile.

C'est sur ces deux données qu'est formé tout le calcul des entrepreneurs de remplacement. Leurs agens, répandus dans les départemens, leur transmettent des détails statistiques; ils savent, avec plus ou moins d'exactitude, combien telle contrée aura besoin de remplaçans; combien telle autre en pourra fournir au dehors. Des commis-voyageurs y vont chercher cette marchandise d'une nouvelle espèce et la transportent aux lieux où elle doit être débitée : c'est, sous une forme moins brutale, mais non moins contraire à nos mœurs, une véritable *traite de blancs*.

On conçoit facilement qu'ils ne sont pas très-délicats sur le choix des sujets. Si ceux-ci réunissent les qualités physiques exigées, leurs patrons n'auront plus qu'à éluder les conditions d'un autre ordre. Il faut six mois de domicile pour obtenir les certificats de bonne moralité; ils les feront arriver six mois à l'avance au chef-lieu du département où

ils doivent être reçus : là, ils seront entassés dans des cabarets, dont les maîtres et quelques compères leur serviront de répondans. Ces rassemblemens, sans frein, sans discipline, sont de véritables foyers de dépravation; les malheureux jeunes gens y contractent, s'ils ne les ont déjà, tous les vices de l'oisiveté et de la débauche, et des désordres multipliés en sont les douloureux indices et les funestes conséquences. Quoi qu'en puisse dire M. Ad. Féline, l'administration s'honorera beaucoup en prêtant aux citoyens son appui tutélaire pour les en préserver; et, dans mon opinion, elle ne fera que remplir un de ses devoirs les plus impérieux.

D'après le mode que je propose, on ne verra plus ces transmigrations onéreuses, ces rassemblemens pernicieux; on n'admettra plus, comme remplaçans, que des jeunes gens présentés par leurs propres magistrats, dont la responsabilité à cet égard ne devra plus et ne pourra plus être illusoire.

Ce n'est ni par l'administration, ni par les militaires de hautes classes, ainsi que l'avance M. Ad. Feline, que les remplaçans ont été frappés de réprobation; c'est parce que dans tous les temps ils se sont montrés généralement très-inférieurs, sous le rapport moral, aux soldats marchant pour leur propre compte. Dans 14 bataillons qui, pendant quatre années des plus meurtrières de la guerre, ont passé successivement sous mon commandement, je n'ai connu qu'un seul officier sorti de la classe des remplaçans. De tels faits parlent plus haut que tous les raisonnemens.

Au reste, je suis parfaitement de l'avis de mon critique: dès l'instant qu'un soldat est admis sous les drapeaux, son origine doit être oubliée; on ne doit plus considérer que sa conduite, ses services et sa capacité : toute autre distinc-

tion est destructive de l'esprit militaire, et ne tend qu'à perpétuer des vices qu'il faut, au contraire, s'efforcer de corriger. Ne craignons pas de proclamer hautement ce principe que l'*habit militaire met de pair tous ceux qui le revêtent;* mais en parallèle des droits égaux qu'il consacre, se trouve l'obligation de se maintenir digne de la noble profession de défenseur de la patrie.

Le colonel JANIN.

SUR LES MOYENS

DE SUPPLÉER AU PÉTARD.

On fait rarement usage aujourd'hui du pétard, qui était autrefois si fréquemment employé pour briser les portes dans l'attaque des places, villes et postes de campagne. Il semble que l'on regarde cette arme comme inutile, parce que, dans l'état actuel de l'art, les places ont moins à redouter les surprises, et que le canon suffit pour ouvrir les portes des villes ou autres lieux fermés qui servent de postes de campagne. Quoique les armées traînent à leur suite un matériel d'artillerie considérable, différentes circonstances, qu'il est inutile d'indiquer, peuvent se présenter, dans lesquelles le détachement chargé de l'attaque d'un poste n'ait pas de canon; il peut même arriver que le canon ne produise pas contre une porte l'effet qu'on en attend. « Par combien de coups de canon et de 12 et de 8, dit le général Duhesme (1), ne saluâmes-nous pas, dans la campagne de l'an 14 (1805), en Italie, l'entrée de Vicence sans endommager en rien la porte... Je crois que c'était là l'occasion d'avoir un bon pétard et un homme au fait de l'attacher; mais il arrive souvent que dans tout un parc d'artillerie on n'en trouve pas un. »

Suivant Bousmard (2), une bombe qu'on suspend contre

(1) *Essai historique sur l'infanterie légère*, page 331.

(2) Tome 3, page 339.

une porte à la place d'un pétard y fait le même effet; « et je ne doute nullement, ajoute cet auteur, qu'une quantité de poudre *égale à celle de la bombe*, et qui dans un sac ou autre enveloppe non résistante serait appliquée à la place même, y ferait encore plus d'effet que cette bombe, n'ayant à perdre pour rompre cette enveloppe aucune partie de sa force, comme celle qui est dans la bombe en perd à la faire éclater. »

Un auteur étranger (1) a fait une remarque critique très-juste sur la théorie de la poudre que Bousmard expose dans le passage qui précède; l'expérience la confirme : c'est que la poudre a besoin au contraire d'être contenue dans une enveloppe résistante pour développer toute sa force; Seydel rapporte qu'un sac de poudre, contenant la charge d'une bombe, ayant été attaché contre une porte, et le feu y ayant été mis, la porte ne fut pas endommagée. Une bombe remplie d'une quantité égale de poudre enfonça la porte.

Du reste, cet auteur n'énonce point la quantité de poudre qui fut employée dans cette expérience; il est présumable qu'elle était de huit kilogrammes environ, charge d'une bombe de douze pouces pleine. On conçoit qu'on n'ait pas obtenu un grand effet d'une aussi petite quantité de poudre enflammée à l'air libre. Il est de fait, d'après les expériences qui ont eu lieu dans le 2e régiment du génie, à l'époque où M. le général de Fleury en était colonel, qu'une charge de trente kilogrammes de poudre, contenue dans un sac à terre, est suffisante pour briser une porte très-solidement construite. Il faut seulement avoir le soin de contrebuter le sac de la charge au moyen de huit ou dix autres sacs pleins

(1) *Seydel, Nachrichten uber vaterlandische festungen und festungskrieg*, prem. part., page 348.

de terre (1). Un petit banc pour porter les sacs est tout l'appareil que paraît nécessiter cette disposition.

Enfin, nous lisons dans le *Canonnier Anglais* (2), qu'on a fait à Woolwich, en 1826, l'essai d'un pétard contenant neuf livres de poudre et l'essai d'un sac de cuir qui en contenait 50 livres, l'un et l'autre appliqués contre des portes de ville pour les rompre. Le pétard a exigé vingt minutes, pendant lesquelles six hommes ont été employés à l'attacher à la porte, et son explosion a produit tout simplement un trou comme si l'on eût tiré un boulet de six. Le sac de cuir a été mis en place par deux hommes en quatre minutes, et a rempli parfaitement l'objet de l'expérience.

AUGOYAT.

(1) Villeneuve, *Manuel pratique du mineur*, pag. 107.

(2) *The British gunner*, deux. édition. Londres, 1827.

PUBLICATIONS

DE MM. LES GÉNÉRAUX GROUCHY ET GÉRARD

SUR LA CAMPAGNE DE WATERLOO (1).

Deux hommes de lettres se sont emparés du sujet de la bataille de Waterloo, pour une composition purement littéraire : ils se sont servis de la relation du général Gourgaud. M. le général Grouchy, se trouvant attaqué dans cette

(1) Le *Spectateur* se proposait de rendre compte des publications de MM. les généraux Gérard et Grouchy. La question controversée se réduisait au conseil donné par le général Gérard, *de marcher au canon de l'empereur*; conseil d'abord nié et ensuite reconnu par le général Grouchy. Il ne restait plus qu'à en discuter l'opportunité. Le général Gérard l'a démontrée, de manière à laisser peu d'espoir de le combattre avec quelque succès.

Les officiers qui étaient sur le champ de bataille de Mont-Saint-Jean, ont reconnu combien l'annonce de l'arrivée d'un corps prussien dès une ou deux heures, et son apparition tardive entre quatre et cinq heures, eurent d'influence sur la conduite de Napoléon. Ils ont vu avec quelle hésitation et quelle mollesse les Prussiens firent leurs premiers mouvemens au-delà de Frischermont, tandis que les Anglais commençaient leurs préparatifs de retraite. Puisque telle a été l'influence d'un mouvement de flanc sur une armée victorieuse et sur l'homme qui a livré et gagné le plus de batailles, que ne devait pas produire une attaque semblable sur l'armée prussienne si vigoureusement battue l'avant-veille, dont la ligne d'opération et même l'existence étaient si compromises ?

Ceux qui ont défendu Planchenois contre Bulow et Pirch, qui, l'épée à la main, ont maintenu jusqu'à la nuit close, avec une poignée de braves, les efforts des troupes prussiennes, ceux-là savent ce qu'on devait attendre de l'arrivée à St.-Lambert de l'aile droite, ou seulement d'un corps peu considérable de cavalerie et d'infanterie. Ils sont persuadés

relation, a cru devoir rappeler la réfutation qu'il en a faite, sous le titre d'*Observations sur la relation de la campagne de* 1815, *publiée par le général Gourgaud.*

Cet écrit renferme plusieurs imputations graves contre le quatrième corps et son général; il y est dit, à la page 14: « Ainsi que je l'avais présumé, beaucoup de temps s'était » écoulé avant que les troisième et quatrième corps, *et sur-* » *tout ce dernier,* se fussent mis en mouvement. »

Plus bas: « Il (le corps du général Gérard) ne fut pas » rendu en totalité à Gembloux avant dix heures du soir. »

A la page 17: « La tête de la colonne du général Gé- » rard... eut ordre d'attaquer le moulin de Bielge, afin de » passer la Dyle sur ce point... L'attaque du moulin de » Bielge, *faite très-mollement*, n'ayant pas réussi, etc. »

A la page 19: « Les marches forcées, *la désorganisa-* » *tion partielle*, jointe à différentes causes, etc., *rendaient* » *les mouvemens de ce corps lents et sans précision.* La veille, » il avait été un temps *énorme* à s'ébranler des plaines de » Fleurus; ce jour-là, il était parti *beaucoup trop tard* de » Gembloux. L'arrivée de ces troupes en arrière, les seules » réellement disponibles, etc., *se fit long-temps attendre.* »

A la page 20: « Impatient, je me précipitai à bas de che- » val, pour conduire moi-même, à la tête d'un bataillon, » une nouvelle attaque du moulin de Bielge, où *l'on fusil-* » *lait sans rien faire.* »

que quelques coups de canon tirés vers ce village, même à sept heures du soir, suffisaient pour changer le sort de la bataille.

Le *Spectateur* vient de recevoir d'un de ses honorables correspondans (auteur de l'article contenu dans la 47e livraison) un rapport très-impartial sur ces publications. Persistant dans l'opinion ci-dessus énoncée, et considérant la question stratégique comme entièrement décidée en faveur du commandant du 4e corps, le *Spectateur* s'empresse néanmoins de publier cet article. Il y ajoute la carte des bords de la Dyle, qui servira à éclaircir la discussion.

A la page 43 : « La bataille de Ligny n'a commencé qu'à » 3 heures... Le quatrième corps n'est arrivé en ligne qu'à » 1 heure; mais puisqu'il était la veille au Châtelet, il pou- » vait être rendu sur le champ de bataille 4 ou 5 heures » plus tôt. »

En note de la page 20 : « Les dernières paroles que pro- » nonça le général Gérard, lorsqu'on l'enleva blessé du » champ de bataille, furent : Maréchal, conservez-vous » pour la patrie (1). Je ne pouvais guère m'attendre alors » *qu'on lui prêterait les propos* et qu'on lui *ferait m'adresser* » *les conseils qu'il est* CENSÉ *m'avoir donnés* dans l'ouvrage » du général Gourgaud. »

A la page 81 : «Quant aux avis qu'on met dans la bouche » du général Gérard, était-il à même de me les donner, lui » qui se trouvait alors, vers midi, à plus de deux lieues en » arrière, qui ne m'a joint que devant Wavres, long-temps » après? »

M. le général Gérard réclama, dans une correspondance privée, contre ces assertions : elles furent rétractées, mais incomplètement, dans le journal politique le plus répandu. Le conseil donné à Sart-à-Valhain fut avoué, mais il ne fut pas suivi, parce que, ajouta-t-on, *la guerre d'inspiration* était interdite à un lieutenant de l'empereur.

Mû par les sentimens les plus nobles, M. le général Gérard se contenta, pour lors, de cette rétractation, pourvu toutefois que les journaux politiques cessassent d'agiter les questions qui l'avaient provoquée. Le terme de cette restriction, qu'il s'était imposée, lui paraît accompli : les conditions en auraient été violées par M. le général Grouchy lui-même, qui, en invoquant l'autorité de son écrit, appelle

(1) Il paraît que ces paroles attribuées à M. Gérard ne sont nullement exactes.

sur cette production l'attention publique, et semble reproduire, sans modification, ses premières assertions. Il les combat en observant que, le 17, loin de se trouver en retard, pour partir du camp près Sombref, la tête de sa colonne dut attendre, pour commencer son mouvement, que la gauche du troisième corps qui la précédait dans l'ordre de marche, eût achevé le sien. Il a constamment serré sur celle-ci.

Que la première attaque du moulin de Bielge avait été faite par des troupes du troisième corps; que M. le marquis de Grouchy lui ayant ordonné de relever ses troupes engagées pour faire renouveler l'attaque par celles du quatrième, il lui en représenta vainement les inconvéniens qu'il expose. Le commandant en chef insistant sur son ordre, il l'exécuta; mais deux attaques successives n'eurent pas plus de succès que la première, parce que la nature du terrain présentait des difficultés insurmontables.

Qu'aucun signe de désorganisation ne s'est montré parmi ses troupes, et que la désertion d'un général et de quelques officiers, loin d'avoir eu sur leur moral une influence fâcheuse, elles n'en ont au contraire montré que plus d'ardeur.

Que les lenteurs dans sa marche résultent de ce que toute l'armée n'a été mise en marche que sur un seul chemin de terre, déjà dégradé.

Que si le quatrième corps n'est arrivé en ligne le 16 qu'à une heure, c'est que l'ordre de se mettre en route ne lui est parvenu qu'à neuf heures et demie.

Que l'avis *qu'il a réellement donné* n'était point seulement *une inspiration*, mais bien le résultat d'un raisonnement simple et de calculs rigoureux.

Toutes ces observations sont appuyées de preuves tirées des rapports du général Hulot, commandant la division d'a-

vant-garde du quatrième corps, du colonel Simon Lorrière, son chef d'état-major, du général prussien Gneisnau, des témoignages de M. l'intendant-général Déniée, et de plusieurs autres personnes notables, et enfin de la correspondance de M. le colonel Grouchy, lesquels composent les *Documens historiques publiés par M. le comte Gérard.*

Tel était l'état de la question au point où nous l'avons laissée dans notre 47ᵉ livraison; si, en rendant compte de cette production, nous nous sommes bornés à en citer les traits les plus saillans, sans entrer dans les détails que nous venons d'exposer, c'est, et nous n'avons pu le dissimuler, que notre esprit était dominé par le sentiment pénible de voir, engagés dans ce débat, deux généraux dont la longue carrière fut illustrée par les plus beaux services, et de glorieux faits d'armes : aussi, ne nous sommes-nous exprimés qu'avec un extrême laconisme qui peut seul avoir donné lieu à une interprétation de nos sentimens que nous étions loin de prévoir, et contre laquelle nous ne craignons pas de protester hautement. Certes, M. le général Grouchy ne nous a jamais inspiré que ceux du respect pour son noble caractère; de la gratitude que nous partageons avec tous les Français, pour les services qu'il a rendus à la patrie; enfin, de l'admiration pour la haute valeur dont il a fourni tant de preuves, et qui, dans la retraite de Moscou, lui mérita l'insigne honneur d'être placé à la tête de cet ESCADRON SACRÉ, noble élite de ces hommes à l'âme FORTEMENT TREMPÉE, dont la constance héroïque réalisa cette sublime fiction du poète romain :

Si fractus illabatur orbis, impavidum ferient ruinæ.

Mais l'intérêt même de la gloire nationale, de cet art militaire qui fut l'occupation pratique de toute notre vie, et

dont l'étude fait maintenant le charme de nos loisirs, nous impose le devoir de ne considérer que les faits qui sont du domaine de l'histoire, les doctrines qui constituent la science, et de faire, sans aucune restriction, abstraction des personnes. Ce devoir devient encore plus impérieux lorsqu'il s'agit de transmettre à nos lecteurs des notions qui ne leur sont point encore parvenues, en les informant de faits inédits, en leur rendant compte de publications nouvelles : tous nos efforts tendent à le remplir pleinement, c'est-à-dire, avec la plus complète impartialité. Simple rapporteur dans l'importante discussion qui s'agite, nous nous bornerons à mettre en présence et résumer les allégations des illustres parties.

M. le général Grouchy, dans l'écrit intitulé : *Fragmens historiques relatifs à la campagne de* 1815, *et à la bataille de Waterloo,* se plaint que M. le général Gérard ait pris l'initiative d'une discussion à laquelle son ancienne confraternité d'armes lui fait éprouver un extrême regret de devoir se livrer.

Il pense que les dénégations et les imputations d'inférieurs sont insuffisantes pour infirmer les assertions supérieures, et, d'après ce principe, il s'abstiendra de publier les déclarations et les témoignages infirmatifs de ceux contenus dans les *Documens produits;* les faits rapportés dans ceux-ci lui paraissant suffisans pour le disculper du reproche d'avoir été injuste envers le 4e corps.

Il en résulte, suivant lui, que, le 17, le corps a employé dix heures et demie pour se mettre en mouvement et parcourir un peu plus de trois lieues de poste;

Que les 3e et 4e corps, partant de points assez éloignés dans les plaines de Fleurus, ne pouvaient se gêner dans la marche qu'à l'embranchement des routes de Namur et de Gembloux; il aurait, dit-il, fait doubler le 4e à côté du 3e,

le pays n'étant ni assez difficile ni assez encombré pour l'empêcher : l'artillerie, si elle encombrait, ne devait point arrêter; il ne s'agissait pas, le 17, de se battre, mais de regagner les heures perdues pendant la matinée.

Il était facile d'éviter l'encombrement de Gembloux, causé par les détachemens et les équipages du 3ᵉ corps, plusieurs chemins tournant la ville.

Il y a incohérence dans les rapports du chef d'état-major et du général Hulot : suivant le premier, le 18, le 4ᵉ corps quitta sa position à sept heures; suivant le second, l'ordre lui parvint à sept heures de mettre toutes les troupes en marche à huit heures du matin; mais ses ordres étaient qu'il fût en marche de très-grand matin, et qu'il eût quitté Gembloux à six heures.

Le 4ᵉ corps, au lieu de faire halte en avant de Gembloux, pour donner au 3ᵉ le temps de s'écouler, pouvait prendre un des autres chemins qui conduisent à Sart-à-Valhain, rendez-vous indiqué. Il n'appartenait point à M. de Grouchy, ni comme maréchal, ni avec des généraux tels que les comtes Gérard et Vandamme, d'entrer dans les détails du mode d'exécution des marches et des attaques.

D'après le colonel Simon Lorière, le 4ᵉ corps (et non le 3ᵉ) aurait été réuni à onze heures à Valhain; et cependant, à cinq heures et demie une partie de ce corps n'était point encore rendue à la Baraque, distante de deux lieues, tandis que le reste était depuis long-temps devant Wavres (à plus de quatre lieues), d'où il infère que ces divisions ont marché d'une manière décousue, et que l'une d'elles était fort en retard.

Ayant laissé, à la Baraque, l'ordre, à la division en arrière, de se porter vers Saint-Lambert, cet ordre n'a pu être exécuté faute de guide, marque de l'imprévoyance ou de la négligence des officiers d'état-major. Attribuer cette impré-

voyance à l'influence désorganisatrice de la désertion de quelques chefs, c'était manifester l'intention de motiver son mécontentement sur des causes étrangères aux individus. Il lui était difficile de le dissimuler en expliquant des retards dont on le rendait responsable.

Abordant ensuite la question de la proposition faite par le général Gérard de marcher au canon de Waterloo, le prix qu'on attache à en établir l'authenticité a pour lui, dit-il, tout le mérite de la nouveauté, et l'erreur dans laquelle on serait en lui attribuant une influence décisive sur les chances de la bataille, rend nécessaire de le faire apprécier à sa juste valeur.

L'événement a seulement prouvé que les corps prussiens qui agirent sur le flanc de l'empereur lui ont arraché la victoire; le calcul des immenses résultats de la manœuvre proposée est, suivant lui, hypothétique. Il ne pense pas qu'elle eût eu lieu à temps utile; qu'elle eût pu empêcher l'attaque des corps qui, à une heure, étaient déja en vue du champ de bataille, et que le nombre de ses troupes eût été suffisant pour arrêter toute l'armée prussienne. Il établit que les troupes ne pouvaient s'ébranler de Sart-à-Valhain que vers midi; qu'il y a plus de sept lieues et demie de poste de là à Mont-Saint-Jean; qu'ainsi elles ne pouvaient y être rendues avant huit heures, époque de l'attaque décisive de Blucher. La nature du terrain et l'état des chemins les faisaient regarder comme très-difficiles pour l'artillerie: les corps prussiens, partis à la pointe du jour, avaient mis plus de neuf heures à parvenir de Wavres à Saint-Lambert, quoique marchant sur deux colonnes.

Si, par l'effet de quelque inspiration ou de renseignemens positifs sur la marche de Blucher. il se fût porté sur ce point culminant, il n'y eût plus trouvé les deux premiers corps prussiens; et si le troisième y eût encore été, un engage-

ment aurait eu lieu; mais le mouvement de Blucher n'aurait pas plus été suspendu, par le canon tiré de Saint-Lambert, qu'il le fut par celui tiré de Wavres.

Le mouvement rétrograde des troupes engagées devant cette ville aurait pu être suivi par l'ennemi, qui les aurait harcelées dans leur marche; ou, s'il se fût porté, par la rive gauche, sur Saint-Lambert, lui-même eût eu à combattre des forces presque doubles, et les succès eussent été disputés trop long-temps pour influer sur les événemens de Waterloo.

Sur l'assertion que le passage de la Dyle sur le pont de Moustiers offrait le double but de lier les opérations avec l'armée de l'empereur, et de tourner les positions de Bielge et de Wavres, il objecte qu'en marchant vers l'empereur, on renonçait à attaquer les positions; qu'en se portant sur celles-ci, les opérations n'étaient pas plus liées qu'en attaquant par Limale, point par lequel elles furent tournées, quand la difficulté de l'attaque de front eut été reconnue insurmontable. Elles l'eussent été plus tôt, si le corps du général Gérard eût été reuni *moins tardivement* devant Wavres: une de ses divisions n'était pas même arrivée à cinq heures à la Baraque.

M. le général Grouchy relate et commente la lettre qu'il a reçue du major-général, et il en conclut que l'objet principal était de s'emparer de Wavres le plus tôt possible; l'objet secondaire, de se mettre en rapport d'opérations et de lier les communications; qu'on lui prescrivait impérativement les moyens de remplir le premier : *marchez sur Wavres, et arrivez-y le plus tôt possible*, ce qu'il a ponctuellement exécuté. En détachant le général Pajol par Limelette vers Saint-Lambert, l'objet secondaire a été également rempli.

Il croit que l'avis qu'on fait ouvrir au général Gérard de marcher avec son seul corps et la cavalerie du général Valin,

eût offert encore moins de chances favorables. Ce détachement compromettait les troupes engagées en les affaiblissant, et il aurait pu, lui-même, se trouver dans une position difficile, en contact avec les corps prussiens marchant sur Mont-Saint-Jean avant le lever du soleil. Les règles de la stratégie s'opposaient d'ailleurs à ce qu'il divisât son armée en deux colonnes.

Quant aux erreurs qu'il a pu commettre dans sa brochure, il les excuse par la position particulière dans laquelle il était placé et l'absence de tous documens; elles disparaîtront de la nouvelle édition qu'il prépare. Il rectifie et précise les distances dans un tableau annexé à cet écrit.

Il regarde comme inexacte l'assertion de M. le colonel Simon Lorière, que, dès le point du jour, on était informé de la marche de trois des corps prussiens; car il était, dit-il, impossible qu'on sût, à Gembloux, ce que faisait Blucher à Wavres, qui en est à six lieues.

Il répond au reproche d'avoir fait marcher ses troupes sur une seule route, en expliquant comment les 3e et 4e corps, forts de vingt mille hommes environ, n'ont formé qu'une seule colonne, leur réunion étant nécessaire pour qu'en joignant l'ennemi, il pût l'aborder avec tous ses moyens, et cite l'exemple du maréchal Ney, blâmé (injustement à la vérité) le 17, par l'empereur, pour n'avoir pas eu son armée réunie. La manière de voir de l'empereur, dit-il, devait être respectée par son lieutenant.

Il fait observer combien il était difficile de découvrir la direction de retraite des Prussiens, au moment où il fut envoyé à leur poursuite, et prétend prouver qu'il a saisi avec sagacité leur véritable mouvement et qu'il l'a saisi en se portant à Gembloux, Sart-à-Valhain et Wavres. L'intention de l'empereur étant qu'il se rendît à cette dernière position le plus promptement possible, il devait y marcher par

le chemin le plus court, et c'est ce qu'il a fait. En passant au pont de Moustiers, les chemins étaient presque impraticables et beaucoup plus longs : ce mouvement était intempestif, puisqu'on ignorait à Sart-à-Valhain si l'ennemi défendrait Wavres ; opéré par le 4ᵉ corps seul, il était dangereux : on ne sépare pas, par une rivière, deux corps destinés à se soutenir.

M. le général Grouchy a cru voir qu'à la page 10 de ses *Documens*, M. le comte Gérard insinue qu'il était peu pressé d'agir. Il répond à cette insinuation avec la plus vive chaleur, en invoquant les intérêts de sa gloire, son poste élevé, sa position personnelle, son constant dévoûment à la cause qu'il servait et les antécédens de toute sa vie.

Dans un écrit intitulé : *Dernières Observations sur les opérations de l'aile droite de l'armée française à la bataille de Waterloo*, M. le général Gérard réplique à son adversaire.

Son avant-propos est destiné à repousser le reproche d'avoir pris l'initiative de cette discussion. Mais ce n'est plus qu'une question de personnes; fidèles à nos principes, nous devons l'écarter, pour ne considérer que les doctrines et les faits militaires contestés.

Deux points principaux lui paraissent dominer le dernier écrit de M. le marquis de Grouchy : le premier, que le conseil de *marcher au canon* aurait été donné trop tard pour qu'il pût être exécuté utilement et avec des résultats avantageux; le second, qu'il n'aurait pu le suivre, puisqu'il n'était pas selon ses instructions, et que, comme lieutenant de l'empereur, la guerre d'inspiration lui était interdite.

M. le général Gérard donne des développemens lumineux sur ce que l'on doit entendre par *guerre d'inspiration*. Il établit en principe que *les subordonnés ne peuvent, en aucun cas, s'écarter du but marqué par le commandant en chef,*

qui peut, sans doute, tracer les dispositions pour y parvenir; mais que des circonstances pouvant imposer aux lieutenans le devoir de les modifier, sans toutefois s'écarter des principes de l'art, ces modifications rentrent dans les moyens d'exécution qui appartiennent à tous ceux qui ont un commandement.

Il applique ce principe à divers cas et enfin à la position particulière de M. le maréchal de Grouchy. Il en conclut, pour lui, l'obligation de marcher par sa gauche. Il ajoute que telle était l'opinion de tous les généraux avec qui il eut occasion d'en parler, et cite, à cet égard, une lettre de M. le général Excelmans; que cette opinion paraissait partagée par M. le maréchal lui-même, ainsi qu'il résulte de la lettre qu'il écrivit, le 17, au soir, à l'empereur, où il exprime l'intention de *séparer les Prussiens de Wellington et de les empêcher de gagner Bruxelles*: que, lors même que la direction indiquée eût été contraire à ses intentions, tout lui faisait un devoir de la suivre; mais que cette supposition même est contraire aux faits, ses instructions premières et verbales lui laissant la plus grande latitude, et les lettres du major-général, dont il se prévaut, ne lui étant parvenues que devant Wavres, et à 5 heures et à 7 heures du soir, enfin l'objet de ces lettres étant qu'il se rapprochât, se mît en rapport d'opérations et liât les communications;

Que le 17, dès la pointe du jour, il aurait dû pousser, dans toutes les directions, des reconnaissances organisées, dont les rapports combinés lui auraient fait connaître le point de retraite des Prussiens;

Que, d'après ces données, il aurait fait suivre les deux premiers corps par une portion de son armée, et celui de Thielmann par le reste; que, par cette disposition, on aurait eu le double avantage d'éviter l'encombrement et tous les in-

convéniens d'une seule route, et de se rapprocher beaucoup de l'empereur, en portant la gauche sur St-Guibert.

Il persiste à affirmer que le 18 l'ordre de partir de Gembloux n'a été donné qu'à sept heures. Les témoignages des généraux Excelmans, Berthesenne et Vandamme et de l'intendant-général Déniée confirment cette assertion.

M. le général Gérard pense que les premières fautes auraient été réparées en suivant le conseil qu'il donna à Sart-à-Valhain : il en expose ainsi les détails d'éxécution.

Le général Valin, le plus rapproché de la Dyle, se serait porté en toute diligence au pont de Moutiers, aurait passé cette rivière et poussé des reconnaissances sur Saint-Lambert et Frischemont; le 3ᵉ corps, qui était à Nil-St-Vincent, aurait fait tête de colonne à gauche, en se dirigeant également sur Moutiers; le 4ᵉ et le général Excelmans auraient suivi ce mouvement. Le général Pajol et la division Teste se seraient portés sur Wavres, où ils auraient facilement repoussé la faible arrière-garde restée sur la rive droite, contenu le corps de Thielmann et masqué le mouvement du reste de l'armée. Il n'y a que quatre lieues de Sart-à-Valhain à Mont-St-Lambert et Frischemont : en commençant le mouvement à midi, la tête de la colonne y serait arrivée à quatre heures et demie, heure à laquelle Bulow commençait à déboucher : les difficultés des chemins, qu'on exagère, auraient été vaincues par le général du génie Valazé et ses trois compagnies de sapeurs : on pouvait, d'ailleurs, compter, pour les surmonter, sur l'ardeur de soldats victorieux, marchant *au bruit du canon*, pour soutenir leurs camarades et partager la gloire de leurs succès.

Le rapport du général prussien Gneisnau, relaté dans cet écrit, confirme ces données : il en résulte qu'en arrivant à Saint-Lambert, même entre cinq et six heures, les chances étaient encore plus favorables, puisqu'on surprenait le

Prussiens engagés dans un défilé où ils auraient été attaqués en arrière et en flanc.

Enfin, à sept heures, il était encore temps, puisqu'à sept et demie, l'issue de la bataille était encore incertaine; on aurait opéré une puissante diversion en attaquant les Prussiens sur leurs derrières, et les plaçant entre deux feux. Les généraux ennemis avouaient et proclamaient eux-mêmes le danger qu'ils auraient couru; il était tel, qu'un seul corps d'armée, la présence seule de la cavalerie sur leurs derrières, auraient paralysé leur mouvement, en les forçant de faire halte et de prendre position.

Dans la pensée où toute l'armée prussienne était sur la Dyle, il convenait de diriger une partie des troupes sur le pont de Moutiers, par lequel l'ennemi pouvait opérer sur nos derrières; ne l'y rencontrant pas, ce corps pouvait descendre par Limelette et Limale, en se maintenant à la hauteur de la rive droite. Cette manœuvre ne présentait aucun danger réel, puisqu'on était maître de tous les passages; elle avait l'avantage de tourner les positions de Bielge et de Wavres : un de ses résultats eût été la rencontre, sur le pont de Moutier, des reconnaissances du colonel Marbot, chargé par l'empereur d'éclairer la droite jusqu'à la Dyle et de chercher des nouvelles du maréchal Grouchy.

Enfin, à l'arrivée des troupes devant Wavres, si, au lieu d'attaquer cette position, dit M. le général Gérard, on l'avait fait reconnaître soigneusement, on se serait assuré que la difficulté était insurmontable; qu'alors on se fût borné à laisser devant la ville une division d'infanterie et quelque cavalerie; que tout le reste se fût porté sur le pont de Limale que l'ennemi n'occupa que vers cinq heures; qu'après avoir passé la Dyle, quelques corps se fussent dirigés à droite pour tenir Thielmann en échec, et que le gros des troupes eût poussé les Prussiens en queue dans le défilé de

Saint-Lambert, cette opération aurait eu pour résultat de les arrêter. Poussée avec vigueur, elle aurait ralenti la marche des corps ennemis qui précédaient celui attaqué; et à tout événement, elle aurait empêché le concours de ce dernier à l'action principale et décisive.

Dans les notes qui suivent cet exposé, M. le comte Gérard observe qu'il n'a pu invoquer que le témoignage de ceux qui avaient assisté aux événemens : que ceux d'entr'eux qui avaient été sous ses ordres n'y étaient plus, et qu'aucune considération ne saurait les faire accuser de trahir ou de déguiser la vérité.

Que, relativement aux prétendues lenteurs de sa marche, le lieutenant-général commandant la division d'arrière-garde est prêt à déclarer qu'il est arrivé à quatre heures et demie sur les plateaux qui dominent la Dyle; qu'il n'a point trouvé à la Baraque l'ordre de marcher sur Saint-Lambert, ordre qu'il se serait empressé d'exécuter; qu'enfin les guides ne manquaient pas.

Telle est la substance de ces productions du plus grand intérêt, et par leur objet, et par l'illustration et le talent de leurs auteurs. M. le marquis de Grouchy annonce de nouveaux développemens; nous nous empresserons d'en rendre compte aussitôt qu'ils nous seront parvenus.

Le colonel J.

TABLEAU

DE LA VILLE D'ALGER,

PAR RENAUDOT,

Ancien officier de la garde du consul de France (1).

Nous donnons à nos lecteurs un extrait de cet ouvrage, en regrettant que son auteur ne soit pas entré dans de plus grands détails sur l'organisation militaire des Algériens.

« Les forces de Hussein, dey actuel d'Alger, se composent de troupes ou milices du gouvernement, et de troupes auxiliaires. La garnison d'Alger est ordinairement composée de six à sept mille Turcs, et d'autant de Maures et de Coulouglis. Il s'y trouve environ deux mille hommes de cavalerie. Depuis quelque temps, Hussein a établi de nouveaux corps des naturels du pays, et d'esclaves venus de la Nigritie. Mais ces troupes irrégulières, inaguerries, n'ayant pas la moindre idée de nos manœuvres, armées de fusils de divers calibres, savent à peine charger leurs armes, le font avec une lenteur inconcevable, et n'opposeront jamais de ferme résistance à l'ennemi. Le dey compte beaucoup sur des corps auxiliaires d'Arabes, des tribus de Medna, de Mesilia et de Constantine. Il attend aussi des renforts de la Nigritie et de Tafilet. On peut juger, d'après la nature et l'énumération de ces forces, des craintes qu'elles doivent inspirer à une armée européenne.

(1) Un volume in-8, avec vue, carte et figures gravées. Chez Mongie, libraire, boulevard des Italiens, n. 10. Prix, 7 fr., et 8 fr., franco.

» Tout dégradés du nom d'hommes que paraissent la plupart des Barbaresques, leurs mœurs se régénéreraient sans doute s'ils étaient gouvernés par des lois équitables; et si on leur apportait nos lumières, leur pays serait préférable aux îles éloignées, aux îles malsaines de l'Amérique.

» La France et l'Angleterre sont les seules puissances de l'Europe qui puissent entreprendre séparément la conquête du royaume d'Alger. Leurs forces de terre et de mer, la proximité, et peut-être une plus parfaite connaissance des lieux, voilà des moyens qui répondent du succès. Ces deux derniers avantages sont partagés par l'Espagne; mais les Espagnols ne peuvent pas songer à soumettre des peuples qui professent pour eux l'antipathie et le mépris le plus ouverts.

» D'ailleurs les principes destructeurs de cette nation renouvelleraient en Afrique les horribles massacres des Cortez et des Pizarre; les malheureux Maures seraient tous exterminés ou bannis, et cette terre fertile, changée en de plus tristes déserts, se couvrirait de deuil et de ruines. Détournons les yeux d'un tableau aussi affreux, et souhaitons que ce projet n'entre jamais dans le conseil d'un gouvernement orgueilleux, fanatique et sanguinaire, qui paraît heureusement condamné à l'inaction.

» Si la France entreprend cette conquête, elle fera partir de Toulon et Marseille, dans les mois d'avril ou de mai, dix à douze bâtimens de guerre, qui escorteront un convoi portant quarante mille hommes de débarquement. Vingt-cinq mille seront dirigés sur Alger; les quinze autres mille iront descendre à Bone, avec de l'artillerie de campagne, pour se rendre à Constantine, qui n'a qu'une garnison de quelques Maures, que la présence de nos soldats, ou leurs canons, mettront promptement en fuite.

» Les vingt-cinq mille hommes destinés pour Alger seront

conduits par un amiral expérimenté, qui aura pris les précautions nécessaires afin de les faire débarquer la nuit même du jour qu'ils se présenteront devant la ville. Quinze mille hommes mettront pied à terre entre la porte de Baba-zoune et le fortin de l'Aga, qu'ils prendront sans coup férir. Cinq mille hommes de ce détachement se porteront aussitôt à la Porte-Neuve. Trois cents hommes suffiront pour s'emparer du château de l'Empereur. Les dix mille hommes restant descendront entre la porte de Baba-loueil et un petit fortin, dont ils n'auront pas de peine à se rendre maîtres. Ces trois divisions attaqueront en même temps, et dans la nuit, les trois portes devant lesquelles elles auront été postées. Je crois qu'il ne faudrait pas plus de deux campagnes pour soumettre entièrement le pays. On ne rencontrera point d'opposition au débarquement, s'il est fait dans les lieux mentionnés et de la manière indiquée, surtout à la faveur des ténèbres. Les Algériens ne s'attendront jamais à un débarquement si près d'eux et dans la nuit : ils aiment à voir le danger, parce qu'ils l'évitent autant que possible. La nuit ils perdent la tête, et l'effroi que cause un combat nocturne est pour eux pire que la mort.

» Le débarquement pourrait aussi s'opérer dans la baie de Temend-Fus, localité accessible de toutes parts, et où Charles-Quint ne rencontra point d'obstacle pour faire sa descente. L'armée marcherait sans retard sur Alger, pour en commencer le blocus.

» La prise d'Alger exige surtout de la hardiesse; il ne faut que des baïonnettes aux soldats, beaucoup de conduite au général en chef, de la bonne volonté et de l'intelligence au commandant de l'escadre.

» Après la ville réduite, vingt-mille de nos soldats se mettront en mouvement par les plaines de la Métijiah, pour se rendre du côté de Constantine. Ils auront à subjuguer tout

le pays entre Alger et cette ville avant la campagne, qu'ils termineront par l'occupation de Titerie, où ils prendront leurs quartiers d'hiver. L'année suivante il faudra séparer toutes les forces qui auront pu se rejoindre dans les plaines de Constantine. Vingt mille hommes seront chargés de la conquête des provinces de l'ouest; douze mille hommes iront attaquer les montagnards, qu'on se gardera bien de chasser comme des bêtes fauves, mais qu'il sera facile de dompter, en leur offrant des conditions humaines et des lois douces, appuyées par la présence d'un corps de troupes respectable.

» Alger et Constantine fourniront les vivres nécessaires à ces armées; ils en fourniront abondamment, à bon compte, et sans que les convois courent le danger d'être interceptés.

» L'armée d'invasion risquerait d'échouer à la fin, si elle se contentait de la prise de la capitale et de celle du principal département, estimant ces conquêtes suffisantes pour en imposer aux Maures de tout le royaume, et les obliger à se soumettre d'eux-mêmes. L'attachement des Maures pour une religion qui autorise leurs passions, leurs goûts, et qui plaît singulièrement à leur imagination; l'opinion qu'ils ont des Européens, dont les mœurs policées et sociales choquent leurs usages et répugnent à leurs bizarres coutumes; le bouleversement d'une constitution analogue à leur façon de penser; la crainte d'être dépouillés, d'être traités plus inhumainement qu'ils ne le sont par les pirates qui vivent dans la même croyance qu'eux; toutes ces considérations influeraient puissamment sur ces hommes faibles, effrayés, à qui on laisserait le temps et la volonté du choix, et leur feraient embrasser le désespoir, abandonner leurs habitations, pour fuir sur des montagnes où il serait impossible de les atteindre. Il faut les étonner par la rapidité des con-

quêtes, et surtout les gagner par la bonté, la justice et la tolérance. Avec le temps, des soins et des encouragemens, les Maures renonceront à leur vie errante et misérable; ils se replaceront sous le joug des lois; ils rechercheront les arts et les sciences; ils adopteront nos mœurs, nos usages, nos goûts, nos commodités; ils s'adonneront avec plus d'ardeur à la culture et au travail, et se développeront graduellement aux rayons de la civilisation européenne. »

On voit que M. Renaudot ne semble pas admettre que l'on attaque Alger pour donner une leçon de politesse au dey, mais pour s'emparer du pays et le garder. Tout son ouvrage tend à prouver l'antipathie qui existe entre les Maures et les Turcs, antipathie qui, rendant cette conquête facile, peut rendre l'expédition profitable si l'on sait en tirer parti. Nous ne pouvons prêter d'autres vues au gouvernement, et cependant les préparatifs de l'expédition, qui ne paraît avoir pour but qu'un siège, ne laissent pas de donner quelques craintes. La cavalerie semble bien peu nombreuse, et ne rendra peut-être que de faibles services, montée sur des chevaux de France.

Nous ne pouvons nous empêcher d'observer que de la soumission préalable du pays environnant, peut dépendre le succès du siège, et surtout l'état sanitaire de notre armée.

AD. F.

NOUVELLES MILITAIRES.

FRANCE.

EXPÉDITION D'ALGER.

COMPOSITION DES ARMÉES DE TERRE ET DE MER.

ARMÉE DE TERRE.

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

M. DE BOURMONT, ministre de la guerre, général en chef.

M. DESPREZ, lieutenant-général, chef d'état-major.

M. LAHITTE, maréchal-de-camp, sous-chef d'état-major.

M. VALAZÉ, maréchal-de-camp, commandant en chef le génie.

MM. les lieutenans-généraux BERTHEZÈNE, D'ESCARS et LOVERDO, commandant les divisions.

MM. les maréchaux-de-camp DENIS DE DAMREMONT, PORET DE MORVAN, THOLOZÉ, CLOUET, BERTHIER DE SAUVIGNY, MONTLIVAULT, HUREL, D'ARCINE, MUNCK D'OZER, commandant les brigades.

M. DENNIÉE, intendant militaire en chef.

Un pharmacien en chef.

Six sous-intendans militaires de 1re classe.

Trois divisions composées de trois brigades.

Vingt régimens à deux bataillons.

Quatre compagnies d'artillerie de la marine, composées de 400 hommes et commandées par MM. Gobert de Neuf-Moulins, colonel; Préaux, chef de bataillon. Ces compagnies seront avec l'armée de terre.

Dix-huit compagnies d'artillerie de terre; 6 compagnies du train.

Soixante-seize pièces de siège, de 16 et de 24; 8 obusiers de montagne, de 12; 8 obusiers de siège, de 8; 20 pièces de bataille. Chaque pièce aura mille coups à tirer.

Deux compagnies de pontonniers.

Quatre batteries de siège, moulées d'après le nouveau modèle.

Six cents fusées de guerre, dites *à la Congrève.*

Douze cents fusées de guerre de la marine, aussi *à la Congrève,* confectionnées par M. le chef de bataillon Bourré, de l'artillerie de la marine.

Cinquante bateaux plats, contenant 150 hommes, destinés à débarquer les troupes. Il ne tirent que 18 pouces d'eau.

Une compagnie d'infirmiers; deux ou trois compagnies de mineurs.

Cent cinquante forts portatifs, pouvant contenir 150 hommes. Leur usage est de garantir les troupes des attaques imprévues des Bédouins.

Huit mille piques pour l'infanterie; 12 mortiers de 12 pouces; 10 forges; 20,000 pioches; 20,000 pelles.

Numéros des régimens.

Infanterie de ligne : 3, 6, 14, 15, 17, 20, 21, 23, 28, 29, 30, 34, 35, 37, 48, 49.

Infanterie légère : 1, 2, 4, 9.

FORCES NAVALES.

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE NAVALE.

Le vice-amiral baron DUPERRÉ commandant en chef; le contre amiral MALLET chef d'état-major; M. HUGON, capitaine de vaisseau, sous-chef d'état-major, commandant la flotille de débarquement.

M. Roy, lieutenant de vaisseau, aide-de-camp du vice-amiral Duperré; MM. Fronbonne et Guillois, lieutenans de vaisseau, aides-de-camp du contre-amiral Mallet. M. le contre-amiral DUCAMPE DE ROSAMEL, commandant la deuxième division de l'armée.

M. RABI-KRANGRUN, commissaire-général de l'escadre.

VAISSEAUX. — Le DUQUESNE et l'ALGÉSIRAS de 80 canons; la PROVENCE, le MARENGO, la COURONNE, le SUPERBE, le TRIDENT, le BRESLAW, le SCIPION, la VILLE DE MARSEILLE et le NESTOR, tous de 74 canons. Ces vaisseaux sont commandés par MM. les capitaines de vaisseau Bazoche, Ponée, Villaret de Joyeuse, Duplessis Parscau, comte de Rossi, de Latreyte, Maillard, Emeric, Robert et Cuvillier.

Le pavillon de l'amiral Duperré flotte à bord du vaisseau la *Provence*; celui du contre-amiral Rosamel est à bord du *Trident*.

FRÉGATES. La PALLAS, l'AMPHITRITE, l'IPHIGÉNIE, la DIDON, la SURVEILLANTE, la GUERRIÈRE, l'HERMINIE, la BELLE GABRIELLE et la MELPOMÈNE, chacune de 60 canons; l'ARTÉMISE, la VÉNUS, la JEANNE D'ARC, la MARIE-THÉRÈSE, la SYRÈNE et l'AMAZONE, de 52 canons; la MAGICIENNE, la MÉDÉE, l'ARÉTHUSE, la CIRCÉ, la PROSERPINE, la CONSTANCE, la THÉMIS, la DUCHESSE DE BERRY, la BELLONE, la CYBÈLE, la THÉTIS, toutes de 46 canons.

Ces frégates sont commandées par MM. les capitaines de vaisseau Forsans, Serec, Cristy de la Pallière, Villeneuve-Bargemont, Trottel, Gicquel Destouches, Leblanc, Laurent de Choisy, Lamarche, Cosmao-Dumanoir, Russel de Bedfort, Lettré, Billiard, Massieu de Clerval, Bégué, Duplantis, Demoges, Rigodit, de Reverseau, de Kergrist, Legoarant, Kerdrain, Gallois, Robillard et de Rabaudy.

CORVETTES de guerre : La VICTORIEUSE, la THISBÉ, l'HÉBÉ, l'ÉCHO, la CRÉOLE, la BAYONNAISE, la CORNÉLIE, l'ORITHIE et la PERLE, toutes de 18 à 32 canons. — Le guidon de M. Hugon, commandant la flotille, est arboré sur la corvette la Créole.

BRICKS : L'ALERTE, le DUCOUÉDIC, le CYGNE, le FAUCON, le VOLTIGEUR, le NISUS, le HUSSARD, l'ALACRITY, l'ADONIS, l'ACTÉON, le GRIFFON et le D'ASSAS, tous de 20 canons; le DRAGON, l'ENDIMYON et le CUIRASSIER, de 18; le RUSÉ, l'EURYALE, le FAUNE, le ZÈBRE, le SILÈNE et l'ABEILLE, de 16; le MARSOUIN, de 12.

GOELETTES-BRICKS : La COMÈTE, la FLÈCHE, l'ÉCLIPSE, la CIGOGNE, la BADINE, la CAPRICIEUSE, l'ANTILOPE et l'AVENTURE, toutes de 16 canons. En outre, 3 canonnières-bricks de 8 canons : La MALOUINE, l'ALSACIENNE et la CHAMPENOISE.

Quatre goëlettes de 6 canons : La BÉARNAISE, la MÉSANGE, la DAUPHINOISE et l'IRIS.

BATEAUX A VAPEUR : Le COUREUR, le SOUFFLEUR, le NAGEUR, le PÉLICAN, le RAPIDE, le SPHYNX et la VILLE DU HAVRE, armés chacun de 12 caronnades de 24.

CORVETTES DE CHARGE : La CARAVANNE, la MEUSE,

le Libyo, le Dromadaire, le Tarn, le Rhône, l'Adour, la Bonite et la Dordogne, de 20 canons.

GABARRES. Le Robuste, la Vigogne, le Baïonnais, le Chameau, la Truite et le Loiret.

BOMBARDES. L'Hécla, le Vésuve, l'Achéron, la Dore, le Vulcain, le Finistère et le Cyclope, armées chacune de deux mortiers de 12 pouces et de quatre canons de 12.

Le nombre des transports affrétés s'élève à environ 600, partagés en trois divisions : celle du guidon blanc, celle du guidon bleu et celle du guidon jaune,

Le personnel de l'armée navale est, pour les 11 vaisseaux de ligne, de 5,585 hommes; celui des 26 frégates, de 9,900 hommes; des 9 corvettes, 1,300 hommes; des 52 gabarres, goëlettes et bricks, 5,500 hommes. En tout, 23,360 hommes.

ÉTRANGER.

Grèce. — L'armée se compose de troupes régulières et de troupes irrégulières; le général français Trezel se trouve à la tête des unes et des autres en qualité de *Directeur*. M. Molière, Français d'origine, en est le chef d'état-major; M. Sauquet, Français, intendant; M. Kolbe, Prussien, sous-intendant; M. Cottier, Français, chef de bureau de l'administration militaire; M. Piclo, Ionien, payeur général; M. Garnot, Français, chef du corps du génie; M. Pauzier, Français, chef de l'artillerie et directeur de l'école militaire; le capitaine français Odon, chef du matériel de l'artillerie; le colonel français Gérard, lieu-

tenant-général des troupes régulières. Les deux escadrons de cavalerie sont commandés par MM. Touret et Machia ; les quatre bataillons d'infanterie régulière par MM. Scarazelli, Carallo, Saunier et Justin : deux de ces messieurs sont Français, les deux autres Italiens.

Les corps réguliers comptent 2247 hommes, plus 50 hommes dans les arsenaux et 29 invalides.

Le colonel Napolitain Pisa, qui a figuré dans les affaires de Naples, de Piémont, de Portugal et d'Espagne, commande à Napoli de Romani ; le château de Palamède est commandé par un capitaine suédois, nommé Myhrberg, 850 hommes de troupes régulières y tiennent garnison.

Un Danois, M. Fabrizius, tient, avec 250 réguliers, garnison à Corinthe. La ville et le château de Patras sont gardés par 524 hommes, sous les ordres d'un Russe, nommé Rayko. Métane et Poros sont commandés par un Corse, nommé Abbati; 60 tacticos sont avec lui.

La ville et le château de Lépante sont commandés par le colonel piémontais Pieri, sa garnison se compose de 258 hommes.

Coron est sous les ordres du colonel napolitain Villani; Missolonghi doit passer, avec ses 572 réguliers, sous les ordres du colonel Pisa. Vonitza et Malvasie ont des commandans grecs : on y compte 30 Hydriotes et 150 soldats réguliers.

Le capitaine Hann, natif d'Altona, tient garnison avec 80 hommes à Grabuse.

Navarin et Modon sont occupés par la brigade française.

300 hommes de troupes irrégulières sont répandus dans la Morée, pour assurer l'exécution des ordres du gouvernement.

Les troupes grecques irrégulières se montent à 8492 hommes ; savoir :

3962 dans la Grèce occidentale, et 4530 dans la Grèce orientale ; le comte Augustin de Capo d'Istrias et le colonel Rhodus y sont chargés de l'organisation de ces troupes, qui semble s'opérer avec de grandes difficultés.

On voit donc que l'armée de terre forme un total de 10,739 hommes ; elle coûte annuellement un peu plus de 13 millions de piastres, dont 11 millions sont absorbés par les troupes irrégulières.

L'armée de mer se trouve sous la direction du comte Viario d'Istrias, qui porte le titre de *Commissaire-général.* Elle est composée d'une frégate de 64, une corvette de 26, trois bateaux à vapeur de 4 et de 8, neuf bricks et goëlettes de 4 et de 12, cinq chaloupes canonnières de 1 et de 3, vingt-huit bâtimens portant une bouche à feu, et quelques bâtimens de transport.

La marine coûte annuellement 2 millions de piastres, le budget général de la guerre est donc de 17 millions environ, c'est-à-dire d'un million de plus que les recettes annuelles de l'état.

Russie. — Un ukase du 20 février dernier permet aux seigneurs qui habitent les districts où il y a des colonies militaires, de racheter, *en temps de paix*, leurs vassaux de la conscription, moyennant une somme de 1000 roubles ; cet argent sera versé dans la caisse des colonies militaires, pour contribuer à leur entretien et à leur agrandissement.

— La noblesse des provinces de Tschernigoff et de Palowa, ayant appris que le gouvernement allait établir une école militaire (corps de cadets) à Palowa, a décidé qu'elle contribuerait pour une somme de deux roubles, par chacun de leurs vassaux admis dans cet établissement.

— Le gouverneur militaire d'Orembourg, le général d'in-

fanterie Essen I, vient d'être nommé gouverneur de Saint-Pétersbourg, en remplacement du général Golenischtscheff-Kutosow, qui a manifesté le désir d'être déchargé du fardeau de cet emploi.

Prusse. — Il est mort depuis le 2 août 1829, au 25 janvier 1830, 46 officiers de la ligne et de la landwerhr, et 79 officiers et administrateurs en retraite ou en congé.

Amérique-Septentrionale. — La milice des États-Unis offre les totaux suivans :

Artillerie à cheval.	1,728 h.
Cavalerie.	6,103
Artillerie à pied.	12,469
Infanterie.	163,872
Artilleurs et cavaliers détachés dans les corps.	4,003
Total général.	188,175 h.

Les arsenaux militaires, au nombre de neuf, sont établis sur les points suivans : New-Yorck, Albany, Whit-Hall, Plattsbourg, Elisabeth-Town, Onondaga, St.-Laurence, Batavia et Canandaigua.

Perse. — Le schah a institué il y a quelques années l'ordre militaire du *Lion*, cet ordre est divisé en trois classes : la première se distingue par une croix, la seconde par une médaille en or, et la troisième par une médaille en argent.

— Le prince héréditaire Abbas-Mirza, à l'exemple de son père, vient aussi d'instituer un ordre militaire, il consiste en une médaille d'or, qui est exclusivement destinée à servir de récompense à la bravoure militaire.

ANNONCES.

HISTOIRE

DE LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS,

Par Leboucher.

Nouvelle édition (1).

Cette histoire, écrite peu après la fin de la guerre par un homme attaché au ministère de la marine, n'est qu'un abrégé fort succinct des combats qui se sont livrés pendant les sept années durant lesquelles l'Angleterre a vainement essayé de soumettre ses colonies révoltées. Les opérations navales de la France sont la partie que l'auteur a rendue avec le plus de soin. Elles présentent encore un vif intérêt, puisque la marine n'a pas subi depuis cette époque de grands changemens.

L'auteur signale le doublage en cuivre des vaisseaux anglais, comme la cause principale qui leur a permis de lutter avec avantage contre leurs ennemis, malgré l'infériorité du nombre. La France paraît n'avoir adopté que pendant la guerre, et pour quelques bâtimens seulement, cette amélioration, qui donne une supériorité de marche bien marquée. Nous observerons également que l'on n'eut pas le soin de composer chaque flotte de bâtimens ayant la même marche; ce fut ainsi que le bailly de Suffren, n'ayant que la moitié de ses bâtimens doublés en cuivre, ne put

(1) Deux vol. avec atlas. A Paris, chez Anselin, rue Dauphine, n. 9.

profiter des avantages qu'il se promettait dans les Indes, et qu'il eût obtenus, si la seconde partie de l'escadre eût pu suivre la première.

M. Leboucher fait encore observer très-judicieusement que, dans un combat naval, les flottes ont un avantage immense à prendre l'offensive. Cette observation aurait pu profiter à nos amiraux et à nos ministres pendant les guerres de la révolution. C'est surtout pendant cette période que nos flottes, ayant ordre d'éviter l'ennemi, se sont souvent vues obligées de combattre, après avoir vainement essayé de se dérober à lui; et, quoique chaque bâtiment l'eût fait avec le plus grand courage, il en est résulté un désavantage immense pour des vaisseaux désunis contre un ennemi qui avait le vent. C'est une observation que nous soumettons à MM. les amiraux, de savoir si une escadre ne doit pas se porter au combat sitôt qu'elle aperçoit l'ennemi, au lieu d'attendre qu'elle y soit forcée, et si, quand elle a pris la résolution de l'éviter, elle ne doit pas abandonner les mauvais voiliers à leur sort, en leur laissant l'honneur de retarder la poursuite par leur défense.

Mémorial du Garde-champêtre, ou Guide des autorités administratives et judiciaires, de la gendarmerie et des propriétaires, relativement aux délits ruraux; par un sous-préfet; deuxième édition. A Paris, chez Levrault, et chez madame Huzard, rue de l'Éperon, n. 7.

BIBLIOGRAPHIE MILITAIRE.

OUVRAGES FRANCAIS.

Histoire de Napoléon et de la grande armée. Huit volumes in-18 de 6 feuilles 4/9 chaque ; avec 2 planc. Par Horace Raisson, Galerie Véro-Dodat, à Paris, n. 1.

Sommaire des matières traitées dans le cours oral de fortifications à l'école d'application du corps royal d'état-major. In-8. d'une feuille. Imprimerie de Demonville, à Paris.

Annuaire du budget, ou Dictionnaire annuel, 1° des dépenses générales de l'Etat, des dépenses particulières dans chaque ministère ; 2° des recettes de l'État, etc. etc. Par M. Roch. Deux vol. in-8. et table, 63 feuill. A Paris, chez Sédillot ; prix : 15 fr.

Aperçu sur le matériel et le personnel de la marine ; par le comte de Burques de Missiessy, vice-amiral. In-8. de 9 feuilles. Imprimerie de Duverger, à Paris.

Essai d'une statistique générale de l'empire de Russie, accompagné d'aperçus historiques. In-8. d'une feuill. A Paris, rue d'Orléans au Marais, n° 5. Prix : 50 cent.

Les Immortels, ou Gloire de la France, beaux traits des généraux et soldats français. In-18 de 3 feuill. A Limoges, chez Ardant.

Instruction sur le maniement du sabre, pratiqué dans le 31e régiment de chasseurs à cheval à l'armée d'Espagne en 1811, et antérieurement dans les vélites des chasseurs à cheval de l'ex-garde. In-8. d'une feuill. A Paris ; chez Anselin.

Cours élémentaire de fortifications, précédé de considérations sur la manière d'envisager les études de cette science dans ses rapports avec la tactique et la stratégie ; à l'usage des élèves de l'Ecole royale spéciale de St.-Cyr. Par Imbert, ancien officier supérieur au corps royal du génie. Un vol. in-8. A Paris, chez Malher, passage Dauphine.

La vie des Hommes illustres de Plutarque, traduits en français par D. Ricard. Nouvelle édition in-18, 16 vol. ; prix chaque : 65 cent. A Paris, rue St.-Jacques, n. 156.

OUVRAGES ÉTRANGERS.

Lehrbuch der militar geographie von Europa. — Traité de géographie militaire d'Europe, par le capitaine prussien Adolph. 1 fort vol. avec cartes et table in-8. de 31 feuilles. A Leipzig, chez Heinrich ; prix : 3 thalers.

Archontographie, oder chronologische Reihenfolge, aller papsti, Kaiser. — Archontographie, ou chronologie de tous les papes, empereurs, rois et électeurs tant anciens que modernes, en Europe, avec une description analytique de toutes les batailles et combats livrés pendant cette période. 1 vol. grand in-8. de 16 feuilles. A Lintz, chez le libraire de l'académie ; prix : 1 thaler.

Archive fur neueve kriegs und armis geschichte.— Archives pour l'histoire militaire ; et des armées modernes. 1 vol. in-8. 14 feuilles. A Leipsig, chez Baumgartner.

Schulbereiter der practischen unterricht. — L'écuyer pratique, ou ma-

nière d'habituer les chevaux au bruit des petites armes à feu, du canon, de la musique et à la vue du maniement des armes, des drapeaux, par Bach. 1 vol in-8., prix : 16 fr. A Dresde, chez Walter.

Gestut inspector, oder Kurtze anleitung zur Verbessevung.—L'inspecteur des haras, ou instruction pour améliorer l'élève du cheval, par Bachmann. Berlin, 18 fr.

Der gebiet der kirieges ein bruchstuck. Fragment de guerre, par le capitaine Benicken. Weimar, grand in-8. de 4 feuilles, prix : 9 fr.

Das burgerliche becht der K.K. oesterreichischen armeé, und der militair granze. — Le droit civil de l'armée impériale et royale autrichienne et des provinces frontières, par Berg Mayer. 2 vol. grand in-8. de 15 feuil. Vienne, Mosler. 1 thal. 4 gr.

ERRATA de la 49e Livraison.

Page 61, ligne 22, au lieu de : *les connaissances militaires*, lisez : *les reconnaissances.*

63, 12, au lieu de : *lui donne*, lisez : *leur donne.*

16, au lieu de : *expérimentés*, lisez : *inexperimentés.*

19, au lieu de : *chef actuel*, lisez : *chef naturel.*

31, au lieu de : *la cavalerie*, lisez : *sa cavalerie.*

64, 25, au lieu de : *des événemens dans des mouvemens*, lisez : *des ressources dans des événemens.*

65, 14, au lieu de : *de ces innombrables forteresses*, lisez : *de ses.*

26, *après* : remplacement, au lieu de . *mettez* :

33, *après* : en nombre égal, *ajoutez cette phrase* : Il juge nécessaire que les recrues pour les armes spéciales soient désignées par des officiers de ces armes. Nous, etc.

34, au lieu de : *il résulterait*, lisez: *il en résulterait.*

66, 12, au lieu de : *expression*, lisez : *impression.*

15, au lieu de : *de texte*, lisez : *le texte.*

67, 30, au lieu de : *nécessité*, lisez : *médiocrité.*

68, 21, au lieu de : *de fausses*, lisez, *des fausses.*

23, au lieu de : *en bataillon*, lisez, *en bataille.*

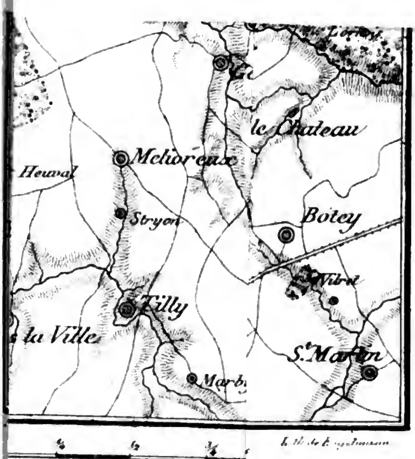
70, 20 au lieu de : *Saalfild*, lisez : *Saalfeld.*

72, 12, au lieu de : *Alunéida*, lisez, *Almeida.*

87, 24, au lieu de : *une parfaite connaissance dans les officiers*, lisez : *une parfaite connaissance de la tactique dans les officiers.*

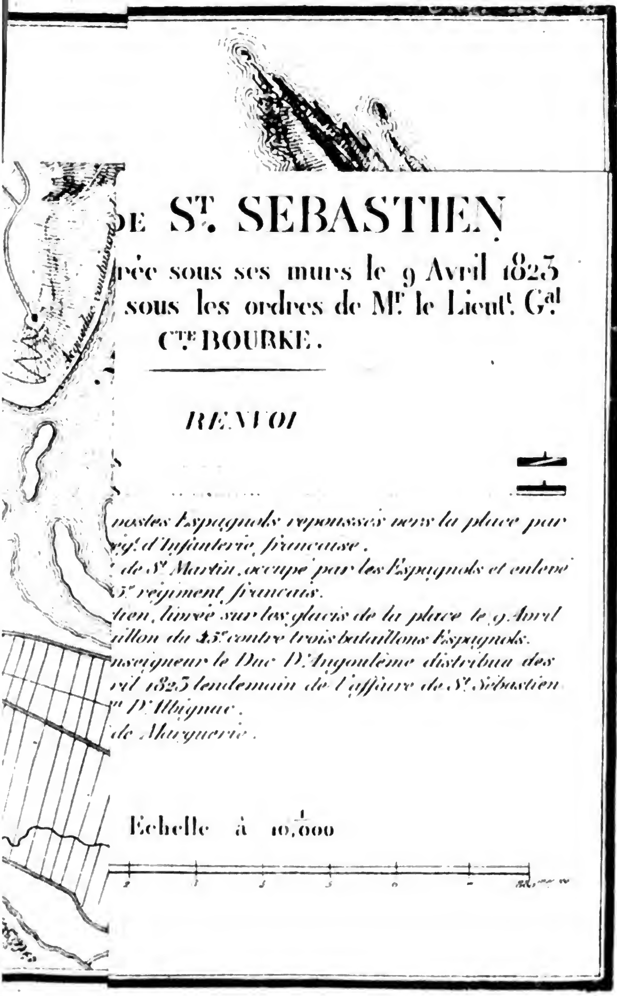
94, ligne dernière, au lieu de : *Le tirage au sort. Pour pourvoir aux besoins extraordinaires*, lisez : *Le tirage au sort, pour pourvoir aux besoins extraordinaires.*

IMPRIMERIE DE SELLIGUE, rue des Jeûneurs, n. 14

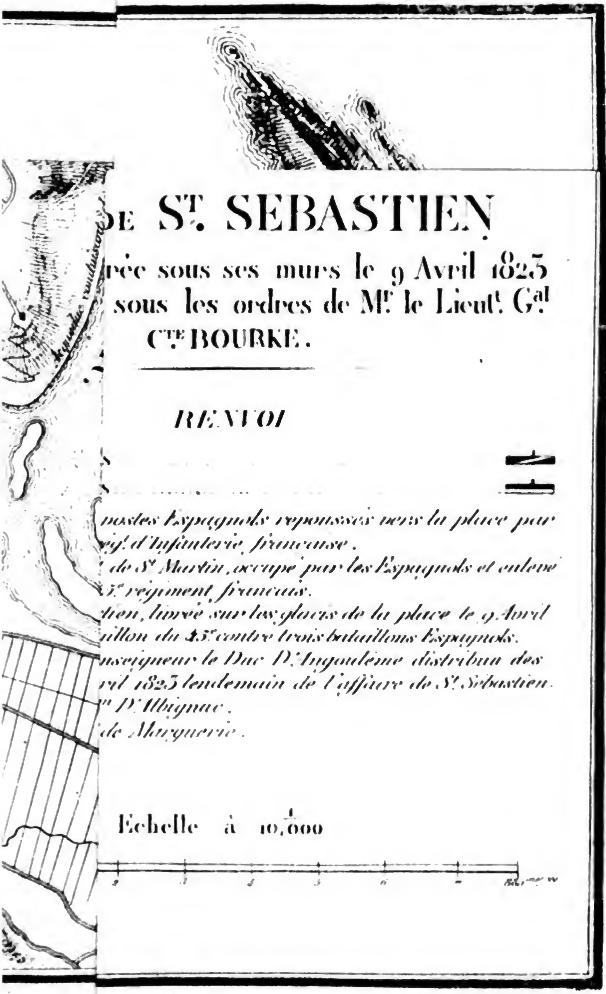


le Chateau
Meliorenx
Heuval
Stryon
Botey
Vibre
Tilly
la Ville
S.t Martin

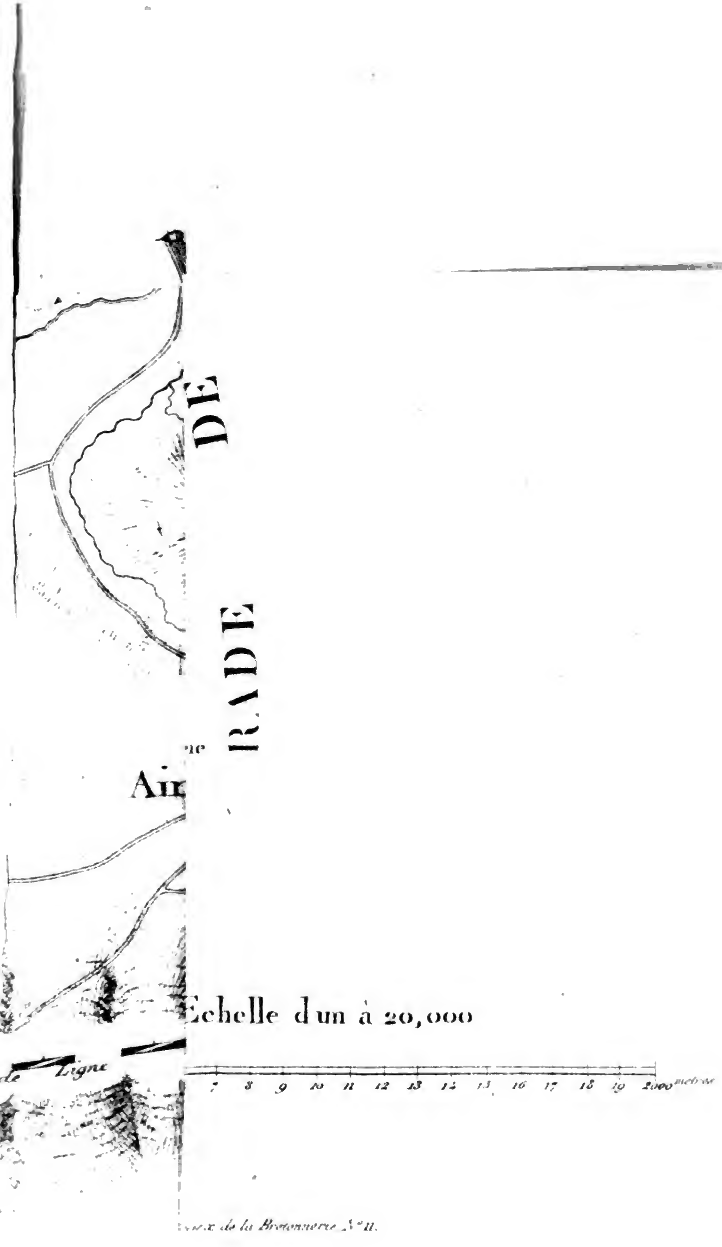



St. SEBASTIEN
rée sous ses murs le 9 Avril 1823
sous les ordres de Mr. le Lieut. Gal.
Cte. BOURKE.
RENVOI
postes Espagnols repoussés vers la place par
régt. d'Infanterie française.
de St. Martin, occupé par les Espagnols et enlevé
5e. régiment français.
tien, livrée sur les glacis de la place le 9 Avril
illon du 45e. contre trois bataillons Espagnols.
nseigneur le Duc D'Angoulême distribua des
ril 1823 lendemain de l'affaire de St. Sébastien
n D'Albignac.
de Murguerie.
Echelle à 1/10,000





DE St. SEBASTIEN
rée sous ses murs le 9 Avril 1823
sous les ordres de Mr. le Lieut. Gal.
Cte. BOURKE.
RENVOI
postes Espagnols repoussés vers la place par
ent d'Infanterie française.
de St. Martin, occupé par les Espagnols et enlevé
3e. régiment français.
tion, livrée sur les glacis de la place le 9 Avril
illon du 35e. contre trois bataillons Espagnols.
nseigneur le Duc D'Angoulême distribua des
vril 1823 lendemain de l'affaire de St. Sébastien.
n D'Albignac.
de Marguerie.
Echelle à 1/10,000


DE
RADE
Air
Ligne
Echelle d'un à 20,000
7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 2000 mètres
x de la Bretonnerie N° 11.

DES CHANGEMENS

SURVENUS

DANS L'ART DE LA GUERRE,

DEPUIS 1700 JUSQU'EN 1815;

CONSÉQUENCES DE CES CHANGEMENS RELATIVEMENT AU SYSTÈME DE PLACES FORTES.

(Suite.)

CHAPITRE III.

Du système de places fortes qu'il faut adopter actuellement.

Après avoir fait connaître les changemens survenus dans l'art de la guerre, depuis le commencement de la guerre de la Succession d'Espagne, en 1701, jusqu'à la fin des guerres de la Révolution française, en 1815, j'ai, tout en réfutant M. le général Valazé, donné mon opinion sur le rôle que les places fortes ont joué pendant les campagnes les plus mémorables de cette époque. Ce que je vais dire des avantages et des inconvéniens qu'elles présentent actuellement, sera en grande partie la conséquence de ce qui précède.

Lorsque les pays où se trouvent les places fortes sont devenus le théâtre de la guerre, ou sont insurgés, elles sont utiles à leurs possesseurs, comme dépôts, pour mettre en sûreté le matériel de guerre, les approvisionnemens de

vivres, et pour établir des hopitaux; elles servent à assurer des communications essentielles, à procurer des passages sur des fleuves ou sur des rivières, et à en intercepter la navigation; elles peuvent être situées de manière à ce qu'un général puisse, avec leur appui, changer sa ligne d'opérations.

Si les pays où elles se trouvent sont envahis par l'ennemi, elles lui causent quelquefois du retard ou de l'embarras, en le forçant à un détour, mais rarement; car il existe actuellement une si grande quantité de routes que l'on peut ordinairement éviter de passer par une place sans alonger son chemin: il faut pourtant en excepter des chaînes de montagnes escarpées, dans lesquelles il n'y a pour les voitures qu'un petit nombre de routes, tracées quelquefois dans des gorges si étroites qu'une forteresse peut en intercepter entièrement le passage. C'est ainsi, par exemple, que Bellegarde, dans les Pyrénées, intercepte la seule route de voitures qui conduise de la Catalogne dans le Roussillon; et que, dans les Alpes, la forteresse de Lesseillon, tout nouvellement construite par le roi de Sardaigne au pied du mont Cénis, et celle de Briançon, située sur le mont Genèvre, remplissent le même objet en fermant les seules routes de voitures qui conduisent d'Italie en Savoie et en Dauphiné.

Les places fortes peuvent, dans des circonstances critiques, servir de refuge à un nombre plus ou moins grand de troupes, selon leurs dimensions; mais un général ne doit s'enfermer ainsi dans une place, s'il sait qu'il y sera bloqué, que dans le cas seulement où ce serait l'unique ressource qui lui restât pour ne pas être contraint à mettre bas les armes. C'est, en effet, une extrémité à laquelle il se trouvera probablement réduit, et cela d'autant plutôt que ses troupes étant plus nombreuses, auront accéléré davantage la consommation des vivres de la place.

Je ne sais si, au nombre des avantages que procurent les places, je dois mettre l'appui qu'elles peuvent donner aux insurrections des habitans contre des troupes victorieuses qui viennent occuper leur pays. L'insurrection paraît être plus libre dans ses mouvemens quand elle éclate dans un pays où il n'y a pas de places fortes pour la seconder; s'il y en a, l'ennemi finit par s'en emparer, et l'insurrection en est découragée : ces réflexions ne s'appliquent qu'aux insurgés qui se bornent à faire la guerre de partisans, et ne sont soutenus par aucune troupe réglée; tels, par exemple, qu'étaient les insurgés de la Navarre pendant la guerre de la Péninsule.

Une place peut, par extraordinaire, couvrir une aile d'armée ou lui servir d'appui un jour de bataille. Dans ce dernier cas, elle remplit le même but qu'un fleuve, un lac, une mer, une montagne escarpée, à laquelle s'appuierait cette aile, et elle deviendrait très-nuisible si l'on perdait la bataille, parce que les fuyards chercheraient à s'y réfugier.

On ne saurait compter au nombre des avantages que procurent les places, la diminution qu'elles font éprouver à une armée victorieuse qui est obligée de les bloquer ou de les masquer : je ferai voir que c'est alors, au contraire, qu'elles deviennent ordinairement nuisibles à leurs possesseurs.

Les places qui peuvent être secourues et ravitaillées par mer offrent, toutes choses égales d'ailleurs, de beaucoup plus grands avantages que les autres, lorsqu'on est le maître de la mer; elles ne peuvent être prises par famine, et si l'on ne veut pas en entreprendre le siége, ou qu'on ne le puisse pas, on est obligé de les faire bloquer par des forces beaucoup plus considérables que celles de leur garnison.

Quelques places maritimes offrent des avantages qui tiennent à leur situation particulière et aux circonstances politiques dans lesquelles se trouvent placés leurs posses-

seurs. Le rocher de Gibraltar, imprenable entre les mains des maîtres de la mer, est tout à la fois un vaste entrepôt de commerce et une station maritime fort importante en temps de guerre : Malte leur offre les mêmes avantages.

C'est au moyen de la place maritime d'Alger que le dey, ce chef de pirates, maintient sous sa domination trois vastes provinces, et qu'il a bravé jusqu'à ce jour les puissances européennes. Toutefois, cette place n'aurait pas joué un rôle aussi important sans le désaccord de ces puissances; et si, pour bien organiser une expédition maritime assez considérable pour transporter le personnel, le matériel et les approvisionnemens d'une armée qui serait destinée à en entreprendre le siége, il ne fallait faire de très-grandes dépenses.

Dans l'état actuel de l'art, les places fortes ne me paraissent pas pouvoir rendre d'autres services que ceux dont je viens de faire l'énumération.

Les places fortes sont utiles à leurs possesseurs dans les circonstances que je viens d'indiquer, mais il y a d'autres circonstances où elles leur deviennent nuisibles; néanmoins si elles étaient bien situées, et que leur système fût en harmonie avec le système de guerre actuel, et si l'on prenait les mesures nécessaires pour en tirer tous les avantages qu'elles peuvent procurer, ces avantages l'emporteraient de beaucoup sur les inconvéniens. Mais les places, ayant été construites à différentes époques et par divers souverains, ayant changé de possesseurs en même temps que les pays où elles se trouvaient, il a pu en résulter, dans certains pays, une disposition de places telle que, dans leur ensemble, elles fussent plus nuisibles qu'utiles.

Les places fortes ne jouent aucun rôle lorsque leurs possesseurs ayant l'offensive, portent la guerre sur le territoire ennemi; elles leur sont utiles, et quelques-unes peuvent

même jouer un grand rôle, selon les circonstances, quand le pays où elles se trouvent est le théâtre de la guerre ; j'ai indiqué les services qu'elles peuvent rendre alors. Au contraire, lorsque l'ennemi, ayant occupé ce pays, les tient bloquées, et qu'elles doivent nécessairement tomber en son pouvoir, elles deviennent nuisibles ; elles le deviennent, parce qu'alors, excepté pour les places maritimes qui peuvent être secourues lorsque ceux qui les possèdent sont maîtres de la mer, on peut presque toujours les bloquer avec une quantité de troupes tout au plus égale à celle de leurs garnisons, quelquefois beaucoup moindre (a).

On doit d'ailleurs considérer que le général qui envahit un pays est obligé de laisser des troupes sur ses derrières pour assurer ses communications, pour maintenir dans l'obéissance les habitans des pays qu'il vient d'occuper, pour faire acquitter les contributions et rentrer les réquisitions ; la présence et même la coopération des troupes employées au blocus des places, lorsque cela est possible, dispense d'en employer autant pour ce service.

(a) Des forces tout au plus égales à celles de la garnison d'une place suffisent ordinairement pour la bloquer ou pour l'observer selon les localités : cela résulte de ce qu'un tiers de la garnison est ordinairement de garde, un tiers la descend, et qu'ainsi on ne peut disposer, pour exécuter les sorties, que d'un tiers de la garnison ; de ce que le commandant de la place n'ose perdre de vue ses fortifications dans la crainte d'être coupé ; de ce que ordinairement il n'est pas instruit exactement de la force du corps qui forme le blocus : enfin de ce que ce corps est presque toujours supérieur à la garnison, en cavalerie et en artillerie de campagne, ce qui permet à celui qui la commande de se porter rapidement avec ses troupes, sur les flancs et même sur les derrières des sorties, si elles s'éloignent de la place.

Il n'y a guère d'exception que pour les places qui peuvent être ravitaillées et secourues par mer ; le corps qui les bloque doit être plus nombreux que la garnison. On pourrait citer beaucoup de places qui ont été bloquées ainsi pendant les guerres de la Révolution française par des corps de troupes moins nombreux que leurs garnisons.

La garnison des places peut et devrait même être composée en partie de milices, mais une partie des troupes de blocus peuvent aussi être des milices. Ainsi, en définitive, le blocus des places fortes cause ordinairement une diminution moins grande dans l'armée qui exécute cette opération que n'en ont occasioné dans l'armée opposée les garnisons laissées dans les places. Mais c'est surtout lorsqu'elles capitulent, et que leurs garnisons sont prisonnières, que ces places deviennent funestes à leurs anciens possesseurs; une partie des troupes qui les bloquaient vient renforcer l'armée envahissante; le matériel qu'elles contiennent peut être de la plus grande utilité au général de cette armée, auquel il est si avantageux d'en trouver sous sa main, au lieu de le faire venir de très-loin. Enfin, ces places peuvent lui rendre de grands services comme dépôts, pour maintenir les pays conquis dans le devoir, pour assurer ses communications, ou pour lui donner passage sur un fleuve ou par une gorge de montagne.

Les places, quoique bloquées par l'ennemi, conservent au contraire plus ou moins d'importance, lorsque l'on a l'espoir de pouvoir les débloquer avant l'époque présumable de leur capitulation, selon le rapport entre la quantité et la qualité des troupes qui bloquent et sont bloquées, selon l'importance de leur position, selon l'espèce et la quantité de matériel de guerre qu'elles contiennent.

Ce que je viens de dire des inconvéniens que présentent les places fortes est inhérent à leur nature, et ces inconvéniens se feraient sentir lors même que le système de ces places serait parfait. Mais elles peuvent présenter d'autres inconvéniens encore résultant du mauvais choix de leur emplacement, de leur trop grand nombre, de ce que le système de ces places serait mauvais, de la nécessité d'en composer entièrement les garnisons avec les troupes de

ligne, à défaut d'une milice (a) destinée à y faire le service habituel.

Quoiqu'on ne doive point mettre au nombre des inconvéniens des places, les fautes que des généraux mauvais ou médiocres peuvent commettre à leur occasion, il est de mon sujet d'en dire quelque chose, ne fût-ce que pour mémoire.

On pourrait citer beaucoup d'exemples de généraux qui, pour mettre garnison dans des places, pour les couvrir, pour les ravitailler, ou pour conserver leurs communications avec ces places, ou enfin pour se mettre sous leur protection, ont commis des fautes énormes; et ces fautes ont eu pour conséquences l'abandon de la campagne à leurs adversaires, des retraites désastreuses, des pertes de batailles, ou enfin la perte entière de leur armée, contrainte d'abord de se renfermer dans les places, et succombant bientôt après avec elles.

(a) La France n'a pas de milices, ce qui lui serait très-nuisible si elle devait soutenir une guerre défensive, parce qu'une partie de l'armée active se trouverait employée à tenir garnison dans les places. Il lui serait pourtant facile de créer une milice dans chaque place; il suffirait d'exempter du tirage, pour la conscription, les habitans de ces places, qui consentiraient à servir pendant douze ans dans cette milice. On accorderait quelques distinctions et quelques avantages aux miliciens; ainsi, par exemple, on pourrait leur accorder les mêmes retraites qu'aux troupes de l'armée, quand ils auraient servi le nombre d'années exigées pour l'obtenir; on pourrait aussi autoriser les militaires qui auraient fait un engagement dans l'armée à s'engager dans la milice.

Ces milices seraient plus ou moins nombreuses selon la population des places; elles ne seraient tenues, pendant un siége, que de faire le service intérieur des places, et, si elles étaient assez nombreuses, celui de quelques-uns des ouvrages non attaqués. Mais je suis persuadé que si elles étaient animées d'un bon esprit, ce qui dépendrait de l'ordonnance de constitution et de la manière dont on l'exécuterait, on les verrait coopérer à la défense active quand il y aurait urgence, et même défendre seules les places.

Je n'ai pas besoin de prévenir mes lecteurs que les réflexions qui vont suivre sur les inconvéniens des places fortes, autres que ceux qui sont inhérens à leur nature, sont relatifs à l'art de la guerre actuel, et s'appliquent à un grand état; j'ajouterai que je crois avoir fait connaître avec assez d'étendue dans quelle situation les guerres de la révolution française avaient laissé l'art de la guerre, pour ne pas être obligé de revenir sur cette matière.

Toutes les places fortes qui n'ont pas un but d'utilité incontestable et suffisant, dans des circonstances de guerre raisonnablement présumables, sont par cela même nuisibles : en effet, elles ont beaucoup coûté si on les a entretenues; elles tombent bientôt au pouvoir de l'ennemi si on les a négligées; et quel que soit l'état dans lequel elles se trouvent, leurs garnisons affaiblissent l'armée sans aucun but d'utilité.

Il ne suffit pas que des places remplissent les conditions que je viens d'exprimer pour qu'elles soient avantageuses à leurs possesseurs; beaucoup de points satisferaient à ces conditions dans notre Europe si peuplée, et où il y a actuellement une si grande quantité de routes; il faut aussi qu'elles ne soient pas trop nombreuses, sans quoi les frais de leur entretien et du matériel provisoire qu'il faut y conserver, l'impossibilité de les mettre toutes en état, dans l'incertitude du point où l'on sera attaqué; l'impossibilité de les garnir de troupes, ce qui emploierait la totalité ou une très-grande partie de l'armée, et vous mettrait à la merci de vos ennemis, surtout dans un pays qui n'a pas de milices; la certitude de voir tomber une partie de ces places au pouvoir de l'ennemi en fort peu de temps, s'il envahit brusquement votre territoire; toutes ces circonstances réunies pourraient les rendre nuisibles dans leur ensemble. Il faudrait donc choisir, parmi ces points qu'il

serait avantageux de fortifier, ceux qui présenteraient le plus d'avantages.

Aux inconvéniens qu'elles présentent lorsqu'elles sont trop nombreuses, les places peuvent réunir ceux qui résultent d'une mauvaise disposition : elles peuvent être agglomérées sur un point, tandis qu'il n'y en aurait pas sur un autre; ainsi, par exemple, elles peuvent occuper sur la frontière une zone large d'une ou deux journées de marche; c'est ainsi qu'elles sont disposées sur la frontière du nord de la France, et l'on trouve dans cette même zone nos principaux arsenaux, nos principaux dépôts de matériel de guerre, nos principales manufactures d'armes. Des places ainsi disposées, lors même qu'elles ne seraient pas trop nombreuses, peuvent devenir très-nuisibles dans certaines circonstances, parce que cette zone, dans laquelle elles se trouvent, ne servira plus que momentanément de théâtre de la guerre.

Jomini, dans son *Introduction au traité des grandes opérations militaires*, page 30, énonce ainsi son opinion sur cette disposition de places fortes. « L'idée de ceindre » toutes les frontières d'un état de places fortes très-rappro- » chées est une calamité; on a faussement imputé ce sys- » tème à Vauban, qui se disputait avec Louvois, sur le grand » nombre de points inutiles qu'on l'obligeait à fortifier. »

Les temps où l'on faisait *une lieue en quatorze heures*, et où l'on assiégeait des places pour faire quelque chose sont passés. Ceux où l'on étalait une armée sur une frontière pour tout couvrir, et où l'on s'avançait ainsi en faisant des siéges ne le sont pas moins.

On ne saurait changer la nature des choses : on ne saurait empêcher que, après avoir perdu sur la frontière du nord une bataille décisive, l'ennemi n'atteigne promptement Paris, comme les alliés atteignirent cette capitale, après la

bataille de Waterloo; les Français Vienne et Berlin, après les batailles d'Ulm et d'Iéna.

Aucune disposition de places ne peut empêcher une armée victorieuse de pénétrer sur le territoire de l'armée vaincue, excepté si ces places ferment complètement des gorges de montagne par lesquelles il faille absolument passer.

Si les places sont agglomérées sur la frontière, l'armée victorieuse, aussitôt qu'elle a traversé la zone des places, fait la guerre dans un pays où il n'y en a plus; la campagne de France, en 1814, en offre un mémorable exemple. Si, au contraire, les places étaient dispersées avec intelligence sur les parties du territoire qui peuvent être soumises à une invasion, il s'en trouverait nécessairement sur le théâtre de la guerre; et, comme toutes les batailles ne sont pas décisives, elles pourraient alors rendre de grands services : c'est ce qui serait arrivé en 1814, s'il y en avait eu sur cette partie du territoire français, qui devint le théâtre de la guerre. Dans quel ordre faut-il donc disposer actuellement les places fortes? c'est ce que nous allons indiquer succinctement.

Lorsqu'un état est trop faible pour avoir une puissance indépendante, il est obligé de contracter des alliances. Ses places fortes ont principalement pour but de mettre en sûreté son matériel de guerre et de servir de refuge à ses troupes, s'il est attaqué inopinément par un voisin puissant, jusqu'à ce que ses alliés puissent le secourir. Elles doivent d'ailleurs occuper les points les plus importans, sous le rapport militaire, pour donner plus de poids à son alliance. Ainsi, l'alliance du roi de Sardaigne serait importante pour la France ou pour l'Autriche, si la guerre éclatait entre ces deux puissances, non-seulement à cause des troupes et du matériel de guerre que ce monarque peut mettre dans la balance, mais parce qu'il occupe avec des forteresses les

passages des Alpes par lesquels on communique de la France avec l'Italie et réciproquement : voilà pourquoi le grand Frédéric l'appelait *un roi de situation.*

Les états qui ont une puissance indépendante doivent avoir un système de places fortes calculé pour la défense de leur territoire, sans avoir égard à leurs alliances, puisque des circonstances imprévues peuvent les leur faire perdre. Je supposerai qu'il s'agit d'un grand état dont le territoire soit réuni, ce qui est le cas général, et de frontières sur lesquelles il soit possible que les circonstances de la politique et de la guerre amènent une invasion.

Le nombre de places nécessaires pour la défense d'un grand état varie selon les circonstances locales; mais, toutes choses égales d'ailleurs, le nombre des places ne doit pas augmenter selon l'étendue du pays; il faut avoir égard à sa population, à ses richesses territoriales, à la quantité de troupes et de milices dont il peut disposer.

Si un état a une immense étendue, comme, par exemple, la Russie; que son territoire soit peu peuplé et n'offre pas assez de ressources pour y faire marcher des corps d'armée sans les faire suivre de convois de vivres, il jouit de très-grands avantages pour résister à une invasion, parce que les armées essuient de grandes pertes aussitôt qu'elles pénètrent sur son territoire. Ainsi, ses généraux doivent battre en retraite tant qu'ils n'ont pas, en quelque sorte, la certitude d'être victorieux, s'ils en viennent aux mains, se contentant de gêner ou d'intercepter les communications de l'armée envahissante. L'immensité de son territoire offrant donc à un tel état le principal moyen de résistance, il n'aura qu'un petit nombre de places fortes situées ordinairement à une grande distance les unes des autres.

Dans ce qui va suivre il sera question d'un état de l'étendue de la France, et qui offrirait aux armées les ressources

qu'elles trouvent en France, en Allemagne, en Espagne, en Italie et dans les Pays-Bas.

Cet état aura sur sa frontière quelques places fortes de petite ou de moyenne grandeur, ou même des forts selon les localités; ces places occuperont les communications les plus importantes et donneront des passages sur les fleuves et sur les grandes rivières. Si l'on a l'offensive, elles serviront de dépôts pour le matériel de guerre nécessaire à l'armée d'opération; si l'on garde la défensive, elles causeront quelque gêne à l'ennemi, puisqu'elles seront établies sur les principales communications.

On construira selon l'étendue du territoire une, deux ou trois places fortes centrales du premier ordre dans les lieux où l'on supposera que l'ennemi pénétrera le plus difficilement et qui présenteraient pourtant des ressources à une armée pour y faire la guerre défensive; on réunira dans ces places les principaux arsenaux, les principales manufactures d'armes et une partie du matériel de guerre. Les autres places fortes seront distribuées sur le territoire.

Depuis ces places centrales jusqu'à celles de la frontière, les places seront généralement de petite ou de moyenne grandeur; les plus rapprochées de cette frontière en seront à trois journées. On n'hésiterait pourtant pas à s'en rapprocher davantage pour fortifier des points qui, par leur importance, devraient évidemment être occupés d'une manière permanente.

On aurait égard, dans le choix de quelques-unes de ces places, à la situation de la capitale, non pas pour la couvrir, comme cela se dit souvent improprement, car les places ne couvrent que ce qui est compris dans l'étendue de la portée de leur canon; mais pour procurer à une armée qui couvrirait cette capitale les avantages que les places situées sur le théâtre de la guerre procurent aux armées.

L'emplacement qu'occuperont ces places et leurs dimensions dépendront des localités, de l'étendue du territoire, du nombre et de l'espèce des communications, de la nature du pays, de sa population et de ce que l'on a à craindre sur les différentes frontières. On ne saurait poser de règles précises à ce sujet, puisque les circonstances qui doivent déterminer dans le choix de l'emplacement des places sont différentes dans les différens pays.

On a dépensé en France des sommes considérables pour mal entretenir cette zone de places de la frontière du Nord, si mal disposées dans leur ensemble, ainsi qu'on l'a vu, et qui, dans les circonstances où l'on compte sur l'appui des places fortes, c'est-à-dire si le territoire était envahi, loin d'être utiles, deviendraient nuisibles. Si, au contraire, on eût adopté un système de places basé tout à la fois sur la situation physique et politique de la France, et sur les changemens survenus dans l'art de la guerre; il n'eût pas été parfait sans doute; car qu'y a t-il de parfait de ce qui sort de la main des hommes? mais il serait d'une utilité incontestable dans les circonstances dont je viens de parler.

Quant aux dépenses qu'auraient occasionées des travaux aussi importans, elles n'auraient pas augmenté les charges publiques; en effet, si l'on eût démantelé les places fortes qui n'auraient point été conservées, et vendu les terrains qui seraient ainsi devenus disponibles; que l'on eût appliqué les sommes provenant de ces ventes et celles qui ont été accordées au génie depuis la restauration, à bien entretenir les places que l'on aurait conservées et à construire les nouvelles, les travaux pour l'établissement complet du nouveau système ne seraient pas encore terminés, mais pourtant ils seraient assez avancés pour procurer de grands avantages aux armées françaises, en cas d'invasion. En supposant même qu'il eût fallu accorder annuellement, pour hâter ces

travaux, une légère augmentation de crédit, aurait-il été possible d'employer des fonds plus utilement?

Toutes les capitales de l'Europe sont tombées successivement au pouvoir d'armées ennemies, pendant les guerres de nos jours, à l'exception de Londres, de Pétersbourg, de Stockholm et de Constantinople; mais les trois premières de ces capitales sont, en quelque sorte, inaccessibles aux armées, et la politique seule a empêché les Russes de s'emparer de la dernière, en 1829. Il importe donc d'examiner quel rôle joueront à l'avenir les capitales, et si l'on doit les fortifier; cette question est plus simple qu'elle ne le paraît au premier aperçu.

L'importance des capitales tient à quatre causes différentes : à ce qu'elles sont le siège des gouvernemens, à leur population, à leurs richesses, à l'influence plus ou moins grande qu'exerce leur possession sur l'esprit des peuples. On ne doit point, parce qu'une ville est le siège du gouvernement, la fortifier, puisque ce gouvernement doit s'éloigner si l'ennemi s'approche du lieu de sa résidence; il faut pourtant en excepter le cas où cette résidence serait un port de mer : on doit alors la fortifier pour qu'en temps de guerre, si l'on est maître de la mer, le gouvernement puisse y rester, quoiqu'elle soit bloquée; et, dans le cas où l'on ne serait pas maître de la mer, pour la mettre à l'abri des attaques inopinées de troupes de débarquement.

La richesse, la nombreuse population et la grande étendue d'une ville, loin d'être des motifs pour la fortifier, sont des circonstances nuisibles. Ainsi ce ne serait qu'à cause de l'influence morale qu'exerce sur l'esprit des peuples la possession des capitales, qu'on aurait intérêt à les fortifier; mais, d'autre part, l'état éprouve de grandes pertes si elles essuient les calamités d'un siège, parce qu'elles sont ordinairement riches, ainsi que les lieux de leur voisinage; il

est d'ailleurs quelquefois, pour ainsi dire, impossible de les fortifier, à cause de leur vaste étendue, et lors même que l'on y parviendrait, on éprouverait de grandes difficultés pour en approvisionner la garnison et la nombreuse population. On ne doit donc fortifier les capitales que lorsqu'elles occupent un point dont la possession est très-avantageuse sous le rapport militaire, et que si elles n'ont pas trop de population et d'étendue.

On sent combien il est important pour le commandant d'une armée de s'emparer de la capitale du pays dans lequel il a pénétré. Aussi est-ce presque toujours le but qu'il se propose, lorsque cette entreprise offre quelques chances de réussite. Par des raisons contraires, le général qui garde la défensive se propose, avant tout, de couvrir cette capitale, et ce motif lui fait quelquefois commettre des fautes énormes, comme de livrer bataille, quoique presque certain de la perdre.

On doit conclure de ce qui précède qu'il est très-dangereux pour un pays d'avoir une capitale trop importante par sa population et par ses richesses, et qu'il est plus dangereux encore d'y concentrer tellement toutes les affaires, que sa possession soit, dans l'opinion d'une nation, l'un des principaux indices auxquels elle reconnaît ses gouvernans.

Deux des états de l'Europe, l'Angleterre et la France, se trouvent dans cette situation; mais le premier de ces états n'a rien à craindre pour sa capitale, tant qu'il conservera l'empire de la mer, et la concentration des affaires importantes dans cette capitale est très-favorable au commerce immense qu'il fait avec toutes les parties du monde.

La France se trouve dans une situation entièrement différente, puisqu'étant puissance continentale, son territoire peut être envahi; sa capitale est très-mal située sous le rapport militaire; elle est trop rapprochée de ses frontières du

nord et du nord-est, qui sont les plus exposées à une invasion. Je conçois que l'on ne se décide pas légèrement à établir le siège du gouvernement outre-Loire, pour l'éloigner de la frontière; mais on aurait dû chercher à diminuer l'importance que Paris a acquise depuis que toutes les affaires y sont concentrées, et celle qui résulte de la population et des richesses de cette grande ville. Sans égard, au contraire, pour les leçons de l'histoire, et comme si l'on eût été frappé d'aveuglement, on n'a cessé de travailler à accroître cette importance (a), si bien qu'il serait à craindre, si l'ennemi s'en emparait, que le corps social tombât en dissolution.

Au moins fallait-il préparer et désigner d'avance une ville, seconde capitale sous le rapport militaire, où l'on saurait que le gouvernement devrait se retirer si la guerre s'approchait de trente lieues de Paris (a); car l'effet désas-

(a) N'est-il pas question depuis trois ans d'un projet de canal qui ferait de Paris un port de mer, ce qui serait très-nuisible à Rouen et au Hâvre, et accroîtrait les inconveniens que je viens de signaler?

On trouve dans les Mémoires de A. H. Dampmartin, pag. 18, les réflexions suivantes qu'il met dans la bouche du maréchal de Stainville. « Une espèce de fureur dépeuple les provinces pour fournir les membres et » les témoins des états généraux; elle produira de effets funestes. Mille et » mille gens, propres à rendre des services essentiels, se trouveront » tout-à-coup paralysés dans Paris. Cette immense cité s'est accrue depuis » plusieurs années d'une manière effrayante par une suite inévitable de la » paresse, de l'orgueil et de la curiosité qui tourmentent toutes les têtes. » Si cette immense cité s'était déjà accrue alors d'une manière si effrayante, que dire de son accroissement depuis la restauration?

(a) Cette seconde capitale serait fortifiée; ce pourrait être par exemple l'une des places centrales: elle contiendrait un bâtiment disposé pour l'habitation du roi et pour la réunion des chambres et des conseils; un arsenal, des casernes et tout ce qui est nécessaire pour une garnison de quinze à vingt mille hommes. On y établirait à demeure le dépôt des archives des différens ministères, et en temps de paix on y mettrait une nombreuse garnison. En temps de guerre, si l'ennemi s'approchait de trente lieues de Paris, le gouvernement s'y rendrait avec tous les corps de l'état; il éta-

treux des malheurs, en quelque sorte, prévus, est bien moins grand que celui des malheurs imprévus. Mais non ! quinze années se sont écoulées depuis la restauration, et nous ne sommes pas encore parvenus à nous constituer d'une manière stable: il ne semble point qu'il ait jamais été question franchement de s'entourer des hommes les plus capables, mais bien des hommes de sa coterie. Les affaires de la guerre sont peut-être celles qui ont le plus souffert de cet état de chose.

Je sais que des ingénieurs d'un mérite reconnu ont proposé de fortifier Paris, pour défendre, disent-ils, ce que l'on a le plus d'intérêt à conserver; ce remède ne me paraîtrait propre qu'à aggraver le mal. En supposant même que l'on eût exécuté le travail immense de ceindre une ville telle que Paris de fortifications, qu'en résultera-t-il ? Le général chargé de couvrir cette capitale serait obligé de la conserver pour base de ses opérations, et par conséquent ne pourrait changer de ligne d'opération; ce qui lui serait excessivement nuisible.

Si donc le général ennemi marchait résolument à la rencontre du général français, il faudrait que ce dernier, soit qu'il eût été vaincu ou qu'il se fût retiré pour éviter de combattre, se renfermât dans Paris avec son armée entière pour défendre cette immense place forte. Ainsi, ce général, abandonnant la campagne à l'ennemi, se trouverait bloqué dans Paris. Mais c'est le plus grand malheur qui puisse arriver à une armée après celui d'être obligé de mettre bas les armes; car les résultats d'une telle situation sont d'être réduit à capituler à la suite d'un siége ou après avoir épuisé ses vivres. Comment d'ailleurs approvisionner une popula-

blirait son personnel et ses bureaux dans les casernes et dans les autres bâtimens devenus disponibles.

tion de huit cent mille âmes et une armée de cent mille ? et quelle quantité de matériel de guerre ne faudrait-il pas dans une place d'une telle étendue ? Comment empêcher que l'ennemi, le jour même de son arrivée, ne mette le feu, avec des fusées incendiaires, en cent endroits de cette forêt de maisons, si élevées et si combustibles, qui se pressent dans la vaste enceinte de cette capitale ?

Je le répète, je m'étonne que l'on puisse agiter sérieusement la question de savoir s'il faut fortifier Paris. Il faut abandonner cette capitale plutôt que de perdre son armée en voulant la défendre ; c'est une nécessité cruelle qu'il faut subir. Rien n'est désespéré tant que l'on tient la campagne avec une armée ; on est à la merci de ses ennemis quand on n'a plus d'armée pour tenir la campagne, ou qu'elle est bloquée dans une place, ce qui est à peu près la même chose.

Que si l'on prétend que Vauban a émis l'opinion qu'il fallait fortifier Paris, je répondrai que tout est changé, que Paris a plus d'étendue, plus de population, plus de richesses qu'il n'en avait alors ; mais surtout que l'art de la guerre a bien changé depuis Vauban, et que ce grand homme penserait différemment aujourd'hui.

PRÉCIS

DES OPÉRATIONS DU GÉNÉRAL MOLITOR,

Pendant la campagne de 1800 à l'armée du Rhin,

COMMANDÉE PAR LE GÉNÉRAL MOREAU.

Au mois d'avril 1800, l'aile droite de l'armée du Rhin, sous les ordres du général Lecourbe, était cantonnée en Suisse dans la Thurgovie, le Toggenbourg et le Rheinthal. Le général Molitor fut employé à ce corps d'armée pendant toute la campagne, d'abord comme commandant une brigade détachée faisant partie de la division Vandamme, et ensuite comme commandant une division, flanquant la droite de l'armée.

Passage du Rhin.

Il fut arrêté que l'aile droite de l'armée commencerait ses opérations le 1er mai, en forçant le passage du Rhin sur le point de Rechlingen, près Stein. Le général Molitor fut chargé de commander les premières troupes de débarque-

(1) Nous avons donné, 47e livraison du *Spectateur*, un rapport de M. le maréchal Molitor sur la campagne de 1806 en Dalmatie. M. le maréchal veut bien nous communiquer le Précis de ses opérations pendant la campagne de 1800 à l'armée du Rhin. Nos lecteurs puiseront dans cet intéressant récit d'utiles leçons, de grands exemples de courage et de dévouement, et les historiens des matériaux importans sur les événemens les plus marquans de cette époque.

ment. L'ordre de l'armée de la veille s'exprimait ainsi qu'il suit : « Les généraux sont prévenus que le passage du Rhin » pour l'aile droite , aura lieu le 1er mai, à trois heures du » matin; le général Molitor passera avec les premières trou- » pes de débarquement, composées des premier et deuxième » bataillons de la 1re demi-brigade d'infanterie légère. »

Des démonstrations bien combinées étaient ordonnées sur différens points de passage, à des distances assez éloignées pour tenir en échec une partie des forces de l'ennemi. Le plus grand secret fut gardé sur le véritable point du passage. Les troupes de débarquement y furent dirigées par des marches forcées de nuit et bien calculées. Le placement de l'artillerie et des pontons près de Rechlingen s'était effectué pendant la nuit avec un ordre et un silence parfaits.

A trois heures du matin notre artillerie donna le signal de l'embarquement, et les pontonniers poussèrent leurs barques à l'eau. En ce moment les deux bataillons légers, que conduisait un officier d'état-major, n'étant pas arrivés, le général Molitor passa dans la première barque avec trente carabiniers de la première demi-brigade légère qui se trouvaient là depuis la veille. Les postes autrichiens, qui étaient nombreux sur l'autre rive, dirigèrent aussitôt leurs feux sur l'embarcation, qui en fut d'autant plus incommodée que la force des courans la fit d'abord rétrograder, et que, par un mal entendu, notre artillerie ne tirait pas encore sur l'ennemi. Ces obstacles ne firent que redoubler l'ardeur des pontonniers, qui parvinrent bientôt, à force de rames, à débarquer les carabiniers sur la rive opposée : ceux-ci furent de suite lancés sur les postes autrichiens qu'ils dispersèrent dans la plaine de Ramsen, où ils les continrent jusqu'à l'arrivée des deux bataillons de la 1re légère, qui ne tardèrent pas à débarquer.

Le général Molitor envoya aussitôt son aide-de-camp Fridolsheim avec la moitié du premier bataillon sur Stein, pour s'en emparer et faire rétablir l'ancien pont, dont les arches subsistaient encore; il dirigea l'autre moitié sur Paradies, pour faciliter le passage du général Goullus, et marcha à l'ennemi dans la plaine avec le deuxième bataillon : les Autrichiens y avaient une réserve et semblaient faire des dispositions d'attaque; le général Molitor se hâta de les prévenir. Ils firent d'abord bonne contenance et s'ébranlèrent même pour marcher en avant : on était près de s'aborder, lorsque leur infanterie se débanda, malgré l'appui de leur artillerie. Leur cavalerie s'avançant avec circonspection, donna le temps au général Molitor de former en carré sa petite colonne, qui fut ensuite entourée, et essuya deux charges de cavalerie, qu'elle repoussa vigoureusement en tuant des cavaliers à l'ennemi. Pendant que cette lutte inégale se soutenait dans la plaine de Ramsen, l'aide-de camp Fridolsheim s'emparait de Stein, et y faisait rétablir l'ancien pont. Le pont de bateaux à Rechlingen s'établissait avec une grande célérité. La 94e demi-brigade, qui avait passé dans des barques, suivait en réserve et dans le plus bel ordre le général Molitor, qui ne laissa pas de repos à l'ennemi, et le poussa jusqu'à Singen, après lui avoir fait cinquante prisonniers. Tout près de Singen se trouve le château fort de Hohenwiel, qui fut sommé, et se rendit par capitulation.

Le lendemain, 2 mai, une partie de l'aile droite resta en position près de Singen et l'on distribua les commandemens pour les opérations ultérieures. Le 8e régiment de hussards, une demi-batterie d'artillerie à cheval, le 2e bataillon de la 1re légère, les trois bataillons de la 36e, les trois bataillons de la 94e, formèrent la brigade du général Molitor. Ces troupes étaient disciplinées, aguerries et remplies d'ardeur:

elles comptaient des chefs d'un mérite supérieur, tels que les colonels Marulla et Lochet du 8e de hussards et de la 94e; les chefs de bataillon Perier et Delaare de la 36me demi-brigade.

Combat de Stokach.

L'aile droite marcha le 3 mai sur Stokach : le général Molitor eut l'ordre de s'y porter avec sa brigade par Steusslingen et Wahlwies. Il se mit en marche à trois heures du matin : il avait à traverser une plaine de plusieurs lieues occupée par la nombreuse cavalerie aux ordres du prince de Vaudemont; il prit en conséquence l'ordre de marche et de bataille suivant :

En 1re ligne, un bataillon déployé marchant en bataille, ayant en arrière de sa droite et en arrière de sa gauche un bataillon marchant en échelons et disposé en colonne d'attaque, prêt à former le carré. La 2e ligne, de deux bataillons, marchait en colonne par échelons en arrière des ailes de la 1re ligne. La réserve, de deux bataillons, suivait en colonne en arrière du centre de tout l'ordre de bataille. L'artillerie et les hussards étaient répartis dans les intervalles. Une petite avant-garde ouvrait la marche. L'ennemi fut rencontré à une petite lieue de Singen, sa cavalerie couvrait toute la plaine : elle paraissait vouloir profiter des avantages de sa position, elle fit plusieurs mouvemens pour tâter et envelopper cette brigade, mais l'ordre parfait qu'elle conserva dans sa marche lui en imposa, et cette cavalerie, qui paraissait si formidable, se replia sans oser fournir une seule charge sérieuse jusqu'à Steusslingen. Là finit la plaine et commence le défilé qui conduit à Wahlwies. L'infanterie ennemie l'occupait et voulut d'abord en disputer le passage, mais le bataillon de la 1re légère s'étant emparé des hauteurs qui dominent le défilé, l'ennemi fut culbuté et mené battant jusqu'à Wahlwies : on lui fit une centaine de prisonniers.

La position en arrière de Wahlwies est avantageuse : l'ennemi y avait une réserve d'infanterie avec de l'artillerie; son infanterie légère défendait le village. Le combat s'engagea et fut d'abord assez vif, jusqu'à ce que le général Molitor eût fait tourner le village par le bataillon de la 1re légère et y eût pénétré avec le 2e bataillon de la 36e demi-brigade. Alors l'ennemi quitta précipitamment sa position et se retira sur celle qu'occupait son armée en avant de Stokach, où elle présentait une ligne d'infanterie d'une immense étendue. Le général Molitor, qui arrivait sur son extrême gauche, fit aussitôt ses dispositions pour l'attaquer. Deux bataillons de la 36e, sous les ordres du chef de bataillon Delaare, furent détachés pour tourner la gauche de l'ennemi et marcher droit pour lui couper la retraite de la ville; trois autres bataillons, appuyés par l'artillerie à cheval, abordèrent au pas de charge son extrême gauche qui en parut ébranlée; alors le 8e régiment de hussards qui, jusque-là, avait été ménagé intact et en réserve pour le moment décisif, et qui était impatient d'agir, exécuta la charge la plus brillante, et, passant derrière la ligne ennemie, la culbuta complétement, lui faisant près de quatre mille prisonniers. Ce régiment poussa jusqu'au-delà de Stekach, où il allait être accablé par la cavalerie ennemie, lorsque la réserve de cavalerie de l'aile droite arriva et consolida la victoire, à laquelle avaient aussi pris part les troupes de la division Montrichard, qui avaient agi sur la droite de l'ennemi. Les troupes, après avoir marché avec un ordre admirable, ont combattu avec un ensemble et une valeur dignes des plus grands éloges. Le colonel Marulla a été décoré d'un sabre d'honneur pour sa conduite distinguée dans cette affaire; le chef de bataillon Delaare eût mérité la même récompense, alors si rare et si enviée.

La brigade prit position le même jour près de Stokach,

où elle s'était emparée des immenses magasins de l'ennemi; elle y resta la journée du lendemain et y reçut l'ordre de marcher le jour suivant sur Moëskirch; toutefois cette direction ne devait être prise qu'autant que l'ennemi ne se montrerait pas en force vers les débouchés du Tyrol.

Bataille de Moëskirch.

L'armée autrichienne était rassemblée à Moëskirch, où elle occupait une forte position garnie d'une artillerie formidable. Il fut décidé que l'armée française lui livrerait bataille le 5 mai; en conséquence toutes les colonnes se mirent en mouvement le même jour de très-grand matin.

Le général Molitor quitta Stokach à minuit, et, marchant isolément avec sa brigade, comme les jours précédens, se porta sur Moëskirch, en passant par l'abbaye de Klosterwald. Il ne trouva l'ennemi qu'à la sortie du bois de cette abbaye. Un régiment d'infanterie hongroise l'y attendait en position et lui disputa le passage par un feu des plus vifs. La 36e marchait en tête de la colonne; deux de ses bataillons se déploient et ripostent à l'ennemi; le 3e bataillon le charge à la baïonnette et culbute ce régiment jusque dans Moëskirch après lui avoir fait 200 prisonniers.

La bataille était fortement engagée, et notre aile droite paraissait se trouver dans un moment critique; l'artillerie ennemie faisait beaucoup de ravages. Le général Molitor qui, de même qu'à Stokach, dut agir de son propre mouvement, jugea d'abord que la force principale de la position de l'ennemi se trouvait dans l'occupation de Moëskirch et du plateau qui le domine et qui, sur ce point, présente le saillant d'un angle, dont le grand côté, qui regarde le débouché de Krumbach, était occupé par le gros de l'armée impériale, et dont l'autre côté regardant la direction de Klosterwald,

laissait voir une ligne d'infanterie très-étendue adossée à un bois et ayant sur son front la rivière d'Ablach. Cette ligne évaluée à 8 ou 9 mille hommes, était soutenue par 20 pièces d'artillerie. Les deux fronts de l'armée ennemie se réunissaient et s'appuyaient sur le point de Moëskirch, qui paraissait donc le point le plus important de la difficulté.

Le général Molitor fit aussitôt ses dispositions pour l'emporter. Un bataillon de flanqueurs fut d'abord dirigé vers la gauche de l'infanterie ennemie pour la tourner et menacer sa retraite sur le pont de Sigmaringen: le surplus des troupes fut formé en trois colonnes. Celle de droite, aux ordres du chef de bataillon Delaare; celle de gauche, commandée par le chef de brigade Lochet ; le général se réserva le commandement du centre: deux bataillons étaient déployés en arrière pour la réserve; l'artillerie de la brigade avait été entièrement démontée dès son apparition sur le champ de bataille.

Le mouvement des flanqueurs qui s'effectuait avec célérité étant bien prononcé, les trois colonnes, qui s'étaient formées sur un point élevé et très-près de la ville, s'ébranlèrent à la fois au pas de charge, et dans le plus bel ordre, et abordèrent l'ennemi, l'arme au bras, sous une grêle de balles et de mitraille. L'infanterie hongroise, au nombre de 3000 hommes, qui défendait Moëskirch, tint ferme et attendit le choc qui fut très-sanglant. Les trois colonnes de la brigade, animées par une semblable résistance, pénétrèrent à la fois dans la ville, dont une partie était en feu, tuèrent beaucoup de monde à l'ennemi et firent 600 prisonniers. La colonne du centre, qui s'était maintenue le plus ensemble, réunie à la réserve, fut portée avec rapidité sur le saillant du plateau, dont elle s'empara, et cette longue ligne d'infanterie, qui y appuyait sa droite et dont la gauche était inquiétée par les flanqueurs, disparut en un clin d'œil dans le

bois auquel elle était adossée. En même temps une partie de la 2e division, qui se trouvait à la gauche de la brigade Molitor, s'avançait sur le plateau, et la victoire de ce côté ne paraissait plus incertaine. Cependant la réserve de l'ennemi ne tarda pas à se présenter, et, avec l'infanterie qu'elle avait ralliée, fit les plus grands efforts pour reprendre cette position, qui était le principal appui de l'armée impériale. Il s'engagea alors un combat des plus acharnés que soutinrent avec constance, mais avec beaucoup de perte, les troupes épuisées du général Molitor. Le feu ne cessa qu'à la nuit, dont l'ennemi profita pour effectuer sa retraite. La brigade a eu environ 400 hommes hors de combat, mais pas un homme n'est tombé au pouvoir de l'ennemi, dont la perte a été très-considérable. Les troupes ont fait des prodiges de valeur, sans croire en avoir trop fait. Le chef de brigade Lochet s'est couvert de gloire. Le chef de bataillon Delaare, l'aide de camp Fridolshein, le capitaine de grenadiers Jager, de la 94e, se sont particulièrement distingués.

La même brigade continua de marcher avec l'aile droite jusqu'au 22 mai suivant, où le général Molitor reçut à Kirchdorf l'ordre d'aller prendre le commandement du corps de flanqueurs de droite, dont le quartier-général était à Kempten.

Opérations du corps de flanqueurs de droite.

Avant le passage du Rhin, l'aile gauche de l'armée impériale était aux ordres du prince de Reuss : elle couvrait le Tyrol, en occupant le Vorarlberg et les Grisons. Il importait au succès de nos premières opérations de donner le change à ce corps d'armée, en le retenant éloigné de nos véritables points d'attaque et en manœuvrant en conséquence. Tandis que deux bataillons de la 102e, laissés dans le Rheinthal,

menaçaient le Vorarlberg, par les préparatifs d'un passage du Rhin, l'aile droite de notre armée dégarnissait le Toggenbourg et la Thurgovie, où elle se trouvait cantonnée, et se portait sur Rechlingen, où elle passa le Rhin le 1er mai (11 floréal). Le prince de Reuss fut tellement abusé par nos démonstrations du Rheinthal et l'armée du Rhin s'avança avec une si grande rapidité après le passage de ce fleuve, qu'elle avait forcé Stokach, enlevé à l'armée impériale son bel appui du lac de Constance, et gagné la bataille de Moeskirch, avant que le général autrichien eût pris sa résolution. A l'approche de nos patrouilles, ses troupes évacuèrent Kempten, Bregenz et Lindau, et se replièrent sur le Tyrol.

On devait s'attendre que ce général, plus éclairé sur les projets de l'armée française, par les victoires qu'elle venait de remporter en si peu de temps, tenterait d'en arrêter le cours et de faire changer la fortune : du moins le nombre et la bonté de ses troupes, les positions avantageuses qu'il occupait sur notre flanc droit, devaient le faire présumer. Alors, pour lui opposer des forces à peu près égales, il n'eût pas fallu moins de l'aile droite entière de l'armée française : mais elle était destinée à de plus brillantes journées. Elle continua donc de marcher en ligne avec l'armée, et se contenta de laisser en face du prince de Reuss un petit corps de flanqueurs. Le commandement en fut donné au général Molitor, qui arriva à Kempten le 23 mai (3 prairial); il y trouva la 83e demi-brigade avec le 7e régiment de hussards; les premier et deuxième bataillons de la 1re légère étaient dans les environs d'Isni : en tout environ cinq mille hommes, formant tout le corps qui devait contenir l'aile gauche de l'armée impériale qui, à cette époque, était composée de cinq divisions placées ainsi qu'il suit.

La division de droite, formée de trois bataillons de Man-

fredini, de deux bataillons du 60e régiment hongrois et d'un bataillon de Kaunitz, occupait Schongau, Füssen et Nesselvang, couvrant les débouchés de Kaufbeüren, Landsberg et Kempten sur Reiti : cette division était commandée par les généraux Grune et de Hohenlohe, ayant leur quartier-général à Schongau et à Füssen.

La division du centre était composée de deux bataillons de Kaunitz, d'un bataillon du 60e régiment hongrois et de deux bataillons de Kayser; elle était en réserve au fort Reiti, principale entrée du Tyrol. Cette division était commandée par le général Linken, ayant son quartier-général à Reiti.

La division de gauche, composée de trois bataillons de Wenceslas-Colloredo et d'un bataillon de Gradiskaner-Slavon, occupait Immenstadt, couvrant le débouché sur Reiti par Tanheim et Weissenbach : elle était commandée par le général Mercantin, ayant son quartier-général à Sundhofen.

La division du Vorarlberg était composée de trois bataillons de Peterwaradin, de deux bataillons de Kayser, d'un bataillon de Kalemberg, d'un bataillon de Bachmann suisse, et de dix-sept compagnies de chasseurs du Vorarlberg, formant trois bataillons : cette division était commandée par le général Jellachitz, qui était à Feldkirch, couvrant le Tyrol du côté de la Suisse et de Bregenz ; elle occupait la fameuse position de Feldkirch, ainsi que les principaux débouchés du Vorarlberg et du Bregenzwald.

La division des Grisons était composée d'un bataillon de Bender, du corps franc de Strotzy et du régiment de Salis-Grisons : elle occupait les pays grisons; elle était commandée par les généraux Hiller et Auffemberg.

Deux régimens de cavalerie Waldeck et Modène-dragons étaient répartis dans ces divisions qui étaient pourvues de leur artillerie.

Le prince de Reuss, qui commandait en chef, avait son quartier-général à Reiti.

Les bataillons d'infanterie étaient forts de huit à neuf cents hommes; les régimens de cavalerie de mille chevaux, ce qui formait un total d'environ vingt-cinq mille combattans, sans y comprendre les milices tyroliennes, dont le contingent était de huit mille hommes.

Quelques jours avant l'arrivée du général Molitor à Kempten, deux bataillons de la 102ᵉ qui occupaient le Rheinthal et Bregenz, étaient partis pour l'Italie et avaient quitté, sans y être relevés, ces importantes positions. Aussitôt l'ennemi fait entrer deux bataillons dans Bregenz, passe le Rhin à Ragatz et pénètre en Suisse.

Il n'y avait pas de temps à perdre pour réparer ce désavantage. Il fallait rétablir notre ligne d'opération en Suisse et reprendre Bregenz, qui alors était un point d'appui indispensable pour le corps de flanqueurs. Ce poste important fut donc attaqué et enlevé de vive force le 4 prairial (24 mai) à 11 heures du soir. Les deux bataillons de la 102ᵉ eurent ordre de rétrogader, firent repasser le Rhin à l'ennemi qui s'était avancé jusque près de Saint-Gall et reprirent leur position dans le Rheinthal. Les détails de la reprise de Bregenz sont contenus dans le rapport que le général Molitor en fit alors (le 6 prairial) au lieutenant-général Lecourbe, et dont voici le précis :

« Mon général,

» J'ai eu l'honneur de vous annoncer que Bregenz avait été attaqué et enlevé de vive force dans la nuit du 4 au 5. Voici quelques détails sur cette expédition.

» Le 1ᵉʳ bataillon de la 1ʳᵉ légère fut chargé de se porter d'Isni sur Bregenz, par la route qui passe à Heimenkirch. Le 2ᵉ bataillon eut ordre de s'avancer sur le même point,

en débouchant par Weiler et Langen, pendant que le 2e de la 83e, placé en réserve, observerait les débouchés sur Immenstadt, en occupant Sibratshofen, Weiler et Steingarten. Le 1er bataillon, qui marchait avec une compagnie du 7e de hussards et une pièce de 4, rencontra à une lieue de Bregenz les avant-postes ennemis: ceux-ci se replièrent sans beaucoup de résistance sur la ville; il était onze heures de la nuit quand la colonne arriva aux portes. La première entrée était flanquée de murailles et de palissades à l'abri desquelles l'ennemi faisait un feu assez vif. L'obscurité empêchait de faire beaucoup de dispositions, et l'on se décida à attaquer de front. Le sous-lieutenant Delaunay, avec quelques chasseurs, escalade la muraille et la palissade, tandis que le chasseur Certout se jette à la nage dans le lac, pour tourner la gauche de l'entrée. Les uns et les autres parviennent bientôt dans l'intérieur de la porte, font mettre bas les armes au poste ennemi qui la défendait (ce poste était commandé par un capitaine), et ouvrent le passage à la colonne. Celle-ci s'avance au pas de charge et renverse tous les obstacles. L'ennemi surpris de nous sentir tout à coup dans ses rangs se débande et prend la fuite; on le poursuit l'épée dans les reins jusqu'au-delà de Bregenz, où la colonne prend position.

» Le 2e bataillon qui devait déboucher par Weiler éprouva plus de difficultés. Ce passage fut vivement défendu par le régiment de Bachmann et ne fut emporté qu'après trois heures d'un combat opiniâtre. Cette circonstance, jointe aux mauvais chemins que ce bataillon rencontra, fut cause qu'il n'arriva à Bregenz qu'après que ce poste avait été forcé. Je suis d'autant plus fâché du retard qu'a éprouvé cette colonne que, devant déboucher sur les derrières de la ville, elle eût, sans cela, coupé toute retraite à l'ennemi. Bregenz était défendue par neuf cents hommes d'infanterie, Weiler

par sept cents hommes, tant du régiment de Kayser que de la légion Bachmann et des chasseurs du Vorarlberg. L'ennemi a laissé plus de cinquante morts sur le champ de bataille; il a eu considérablement de blessés et nous lui avons fait soixante prisonniers, dont un officier. Les 1er et 2e bataillons de la 1re légère se sont très-bien conduits. Je vous prie, mon général, de faire donner au sous-lieutenant Delaunay le grade de lieutenant, et un fusil d'honneur au chasseur Certout. Vous jugerez sans doute qu'ils ont bien mérité cette récompense nationale.

» L'aide de camp Frestel, que le général Laval m'a laissé après son départ de Kempten, s'est aussi distingué dans cette affaire; il y a long-temps que le grade de capitaine est promis à cet officier; permettez que je vous demande aussi de l'avancement pour lui. Je vous donnerai incessamment des nouvelles sur les forces et la position du corps du prince de Reuss. »

La suite des opérations du corps de flanqueurs est exposée dans un rapport résumé du général Molitor du 20 messidor (9 juillet), ainsi qu'il suit.

« Après l'expédition de Bregenz, je m'occupai de me procurer des renseignemens positifs sur la composition, la force et les positions du corps du prince de Reuss : je ne tardai pas à en avoir de certains (ils sont relatés ci-dessus). Je disposai en conséquence le corps de flanqueurs à mes ordres de la manière suivante :

» Deux bataillons de la 102e dans le Rheinthal couvrant la Suisse; ils occupaient Ragatz, Azmoos, Seenwald, la Roche-Percée, Altstetten et Rheineck, couvrant les débouchés qui se rendent de ces différens points sur la Linth et la Thur.

» Les 1er et 2e bataillons de la 1re légère étaient réunis sur Bregenz, fournissant trois compagnies sur Langen et Weiler,

deux points très-importans auxquels aboutissent différens débouchés d'Immenstadt et du Bregenzwald.

» Je fis camper un bataillon de la 83e en avant de Kempten, sur la rive droite de l'Iller, gardant la route de Füssen. Les deux autres bataillons de la même demi-brigade furent campés en avant de la même ville sur la rive gauche de la rivière gardant la route d'Immenstadt. Ces deux bataillons fournissaient trois compagnies à Sibratshofen, Isni et Steingarten, pour assurer la route de Kempten à Bregenz. J'avais réuni à Kempten quatre compagnies de grenadiers et tout le 7e régiment de hussards.

» Par ces dispositions, je me trouvais en masse sur les deux points où aboutissent les grands débouchés du Tyrol, Bregenz et Kempten. Par l'occupation de Sibratshofen, Steingarten et Weiler, je couvrais la route de Kempten à Bregenz sur une étendue de quatorze lieues. Si l'ennemi eût tenté de pénétrer par cet intervalle, je pouvais me rabattre avec avantage sur lui; s'il eût attaqué de front mes deux principales positions, je pouvais encore me défendre avec espoir de succès. D'abord, sur le point de Kempten, j'eusse été attaqué par les deux grandes routes qui y aboutissent et qui viennent d'Immenstadt et de Füssen; alors je faisais repasser l'Iller au bataillon campé sur la rive droite de cette rivière, et, après avoir brûlé le pont, je réunissais sur la rive gauche les trois bataillons de la 83e, les quatre compagnies de grenadiers, le régiment de hussards et cinq pièces d'artillerie, et j'attaquais à mon tour vigoureusement l'ennemi, qui aurait débouché par la route d'Immenstadt; il eût probablement été battu dans ce pays de chicane, dont j'avais bien reconnu d'avance tous les avantages. Par ce moyen, les deux points d'attaque de l'ennemi étaient réduits à un seul sur lequel je portais rapidement toutes mes forces.

» Si j'étais attaqué sur Bregenz, j'y pouvais être enveloppé à la vérité, si l'ennemi eût forcé le poste de Langen; mais ce poste était bien gardé, et, dans tous les cas, la flotille était toujours prête à soutenir la retraite des troupes sur Lindau, et à seconder la reprise de Bregenz, si j'eusse été forcé de le quitter un instant.

» Ces positions prises et les avantages que l'on pouvait en tirer étant bien reconnus, il fallait tâcher de donner continuellement le change à l'ennemi, sur le nombre et la destination des troupes à ma disposition : il fallait, sur une étendue de trente lieues, soutenir avec sept bataillons, une défensive offensive contre un corps d'armée de vingt-cinq mille hommes, sur lequel il était impossible de rien entreprendre, retranché comme il l'était dans les gorges du Tyrol. Il fallait, en un mot, en imposer tellement à l'ennemi qu'il n'osât former aucune entreprise sur moi; ce qui eût sans doute forcé l'aile droite à envoyer une de ses divisions à mon secours. Quelque difficile qu'ait été cette tâche, elle a été néanmoins remplie par le petit corps de flanqueurs de droite. Ce corps était continuellement en mouvement; il ne cessait d'attaquer l'ennemi sur différens points et toujours avec audace et succès; il faisait presque tous les jours des prisonniers par le moyen desquels j'étais parfaitement instruit des mouvemens du prince de Reuss. L'attention scrupuleuse que j'ai apportée à ne pas me laisser prendre un seul homme a privé le général ennemi du même avantage. Le prince de Reuss m'a toujours cru dix mille hommes sur le seul point de Kempten; il l'a cru jusqu'à la fin de la campagne. Néanmoins, pressé par sa cour, par les ordres du général Kray, et plus encore par le vœu des Tyroliens, ce général a été plusieurs fois à la veille de m'attaquer, alors je le prévenais en marchant à lui et ces attaques ont toujours été heureuses. Ces mouvemens décidés confirmaient le prince de

Reuss dans son opinion sur la quantité de troupes qu'il me supposait, et, renonçant à toute entreprise, il se tenait sur la plus grande défensive à l'entrée du Tyrol.

» Je vais donner quelques détails sur les divers mouvemens qui ont eu lieu. Le 10 prairial (30 mai), le général Mercantin est sorti d'Immenstadt avec un bataillon de Gradiskaner-Slavon et deux escadrons de Waldeck-dragons, et s'est avancé vers les six heures du soir sur Kempten, et jusqu'à mes grand'gardes qu'il fit charger par ses dragons. Son projet paraissait être de reconnaître mon corps pour l'attaquer ensuite avec des forces suffisantes; mais il n'a pu parvenir à culbuter mes avant-postes : ceux-ci placés dans les bois furent d'abord soutenus par des piquets que je tenais toujours prêts à marcher, et l'ennemi ne tarda pas à être ramené grand train jusque près d'Immenstadt. Voulant le faire repentir de sa démarche et lui faire passer le projet d'entreprendre quelque chose de plus, je me mis en marche la même nuit avec quatre cents hommes de la 83e et un escadron du 7e de hussards, et je me portai sur son camp d'Immenstadt, en présence duquel j'arrivai à la pointe du jour. Toutes les grand'gardes étaient doublées et sous les armes; je les fis attaquer avec impétuosité par nos hussards et nous leur fîmes trente prisonniers, dont vingt-cinq du régiment de Gradiskaner-Slavon et cinq dragons de Waldeck. L'ennemi a laissé en outre plusieurs hommes sabrés sur le champ de bataille. De mon côté, je n'ai pas perdu un seul homme et je suis rentré en bon ordre à mon camp de Kempten, sans que l'ennemi ait osé me suivre.

» J'avais donné au général Jardon le commandement du Rheinthal et du point de Bregenz : cette dernière position est entourée et dominée par les montagnes du Bregenzvald; ce pays était couvert de paysans armés qui harcelaient continuellement nos avant-postes. Il eût fallu engager

des affaires interminables dans ces montagnes pour dégager un peu notre position. On a donc été forcé de s'en tenir sur ce point à une défensive absolue. Elle n'a pas été la moins pénible, mais bien la plus meurtrière; peu de jours se passaient sans perdre quelques hommes de notre côté.

» Les forces imposantes que le prince de Reuss me croyait à Kempten, le voisinage d'ailleurs de l'aile droite qui donnait la facilité au général Lecourbe de m'envoyer du renfort dans deux ou trois jours de marche, avaient jusqu'alors détourné le général autrichien de tenter une affaire décisive sur mon camp de Kempten. Il apprit ensuite la marche du général Lecourbe sur le Danube, et, me voyant privé de son appui, il résolut de m'attaquer. J'en fus d'abord prévenu, et je sus que le général prince de Hohenlohe, avec sa division, le général Linken, avec une partie de sa réserve, avaient quitté Füssen et Reiti et se rassemblaient près de Nesselwangen. J'appris également qu'une partie des troupes du général Mercantin, qui occupait le fort de Weissenbuch, les passages de Tanheim et de Schatwald, dans la même vallée, s'était réunie au reste de la division à Sundhofen.

» Le seul moyen d'arrêter l'ennemi était de le prévenir, je n'hésitai donc pas à prendre ce parti. En conséquence, je fis marcher le 23 prairial (12 juin), quatre cents hommes sur Immenstadt pour le menacer et le contenir, et je me portai en même temps sur Nesselwangen avec neuf cents hommes de la 83ᵉ, trois cents hussards et une pièce d'artillerie légère. Je rencontrai sur la Wertach un bataillon du 60ᵉ régiment hongrois avec quelques escadrons de Waldeck, je fis d'abord charger et culbuter ses gardes. Mon apparition subite eut l'air de surprendre l'ennemi, je m'aperçus que son infanterie était mal disposée et qu'elle s'ébranlait pour prendre un meilleur ordre de bataille; je saisis cet instant

pour la faire charger avec la plus grande impétuosité par tout ce que j'avais de hussards.

» Cette charge eut le plus grand succès : le bataillon hongrois fut sabré en partie et nous lui fîmes deux cents prisonniers, dont quatre officiers. Je fis passer alors la Wertach à mon infanterie, je la rangeai en bataille sur un très-grand front, ayant l'air de préparer une nouvelle attaque; je disposai les hussards sur les ailes et fis jouer mon artillerie qui s'était tue jusqu'alors. L'ennemi n'attendit pas un combat que j'avais plus d'intérêt que lui à éviter; il se retira en bon ordre à Nesselwangen et se reploya sur Füssen. Le prince de Reuss et le général Linken, qui avaient déjà établi leurs quartiers-généraux à ce dernier endroit, retournèrent à Reiti. De mon côté, après avoir suivi de près le mouvement rétrograde de l'ennemi, satisfait d'avoir atteint si heureusement mon but, je rentrai en bon ordre à mon camp de Kempten. Nous avons perdu à cette affaire deux hussards et un officier du 7e régiment qui est mort de ses blessures. Le chef d'escadron Véry du même régiment, le chef de brigade Renaud, de la 83e, mon aide-de-camp, Fridolsheim, se sont particulièrement distingués; le 7e régiment de hussards et la 83e se sont parfaitement conduits.

» Cette heureuse expédition dissipa entièrement les projets offensifs du prince de Reuss; il se concentra plus que jamais aux gorges du Tyrol. La partie des troupes du général Mercantin qui s'était rassemblée à Sundhofen près d'Immenstadt, reprit aussi ses anciennes positions dans la vallée de Tanheim.

» Cette circonspection de la part de l'ennemi surpassait toute vraisemblance. J'avais tout lieu de croire chaque jour que, mieux instruit sur l'effectif de mes forces, le prince de Reuss chercherait à prendre sa revanche, et, pour continuer à lui en imposer, je ne cessais de l'inquiéter par des

reconnaissances sur Immenstadt et Reiti; je lui enlevais presque chaque jour des patrouilles : bientôt elles n'osèrent plus se montrer et se retirèrent précipitamment à la vue des nôtres qui se succédaient sans cesse et presque toujours en force. Je redoublai d'activité, lorsque les partisans de la grande armée impériale pénétrèrent du Danube jusque sur ma ligne et vinrent sabrer, jusqu'aux portes de Lindau, un détachement du 10e de chasseurs qui rejoignait son régiment. Je détachai alors plusieurs compagnies de hussards pour éclairer mes derrières sur Leutkirch et Wangen et s'assurer de la disparution des partis du général Kray, auxquels je soupçonnais le dessein de communiquer avec le corps du prince de Reuss, dont ils se sont approchés jusqu'à la distance de deux lieues. Je ne tardai pas à apprendre que ces partisans s'étaient éloignés de mon voisinage.

» Je fus instruit le 1er messidor (20 juin), que le prince de Reuss avait retiré de Feldkirch un bataillon du régiment de Kayser pour se renforcer à Reiti, et qu'il avait aussi reçu de Vienne un bataillon de grenadiers. Je savais qu'il était fort inquiété par la présence du général Nansouty à Schongau, qu'il avait détaché le général Grüne avec quatre bataillons en Bavière, pour couvrir Mittenwald et Partenkirch, et qu'il songeait plutôt à se défendre qu'à attaquer. Je voulus néanmoins continuer à l'inquiéter et, à cet effet, je portai le 3 messidor (22 juin), des reconnaissances forcées sur Reiti et Immenstadt. Celle qui s'est dirigée sur le premier point n'a rencontré l'ennemi qu'à deux lieues de Nesselwangen (7 lieues de mon camp) : ses patrouilles se replièrent à notre vue et nous eûmes de la peine à les atteindre. Nos hussards leur prirent néanmoins une dixaine de dragons et poussèrent jusqu'au-delà de Pfrasten. Je me suis porté en même temps sur Immenstadt avec quatre cents hommes de la 83e et cent hussards : l'ennemi s'est d'abord retiré à l'en-

trée des gorges, d'où il nous a tiré du canon; alors une petite avant-garde de hussards et d'infanterie s'est avancée très-près de lui et s'est repliée aussitôt dans le dessein de l'attirer et de le faire charger par le gros de la troupe, qui était embusqué derrière des maisons isolées dans la plaine. Le major Grammont, qui commandait les avant-postes autrichiens à Immenstadt, donna dans le piège et nous lui fîmes une quarantaine de prisonniers, dont un capitaine.

» Jusqu'au 19 messidor, je ne cessai d'inquiéter le prince de Reuss par de semblables mouvemens. La réserve que ce général a observée ensuite m'a empêché d'obtenir d'aussi avantageux résultats; mais le premier de tous était atteint, celui de lui en imposer et de le contenir.

Prise de Feldkirch et des pays grisons.

Les armées françaises en Allemagne et en Italie, malgré leurs glorieux progrès, ne pouvaient communiquer entre elles que difficilement et par de longs détours : elles étaient privées de l'avantage de pouvoir s'appuyer réciproquement et, pour l'obtenir, il s'agissait non-seulement de forcer les passages des pays grisons, mais encore d'emporter la position de Feldkirch, où la nature et l'art avaient accumulé les moyens de défense, et devant laquelle avaient échoué, la campagne précédente, les efforts de l'armée d'Helvétie.

Cette expédition fut confiée le 8 juillet (19 messidor) au général Molitor. A cette époque, son corps de flanqueurs renforcé de quelques bataillons avait reçu la dénomination de 1re division de l'aile droite. Cette division, chargée de contenir l'aile gauche de l'armée impériale, couvrait près de quarante lieues d'étendue, depuis le mont Junkels en Grisons, jusqu'au Kaufbeüren sur la Wertach; elle était composée ainsi qu'il suit :

7e régiment de hussards.	. . . . . .	600 hom.
1er bataillon de la 1re légère.	. . . . .	750
2e bataillon *id.*	. . . .	730
2e bataillon de la 36e.	. . . .	400
1er bataillon de la 83e.	. . . .	800
2e bataillon *id.*.	. . . .	760
3e *id.* *id.*.	. . . .	745
2e bataillon de la 95e.	. . . .	300
3e *id.* *id.*.	. . . .	600
Total.	. . . .	5685 hom.

L'attaque dont il s'agit devait avoir lieu le 24 messidor (13 juillet). Dès le 20, le général Molitor quitta sa position de Kempten et mit ses troupes en marche, de manière que le 23 au soir, les deux bataillons de la 95e étaient en position à Wetis, le premier bataillon de la 83e, deux escadrons de hussards, six pièces d'artillerie et 12 grands bateaux avec leurs pontonniers furent réunis le même soir à Azmoos, en face de Luzisteig. Le 2e bataillon de la 36e, les 2e et 3e bataillons de la 83e, deux escadrons de hussards et 4 pièces de canon se rassemblèrent aussi le même jour à Bregenz.

Pour le lendemain 24, le général Molitor fit les dispositions suivantes :

Les deux bataillons de la 95e, commandés par l'adjudant-général Dormenans, devaient attaquer le pont de Reichenau et, après s'en être emparés, se porter sur Mayenfeld, Coire et Luzissteig.

Le général Jardon devait passer le Rhin à Azmoos avec les trois bataillons qui y étaient réunis et se porter avec le 2e de la 1re légère et le 1er de la 83e sur Luzisteig, Mayenfeld et Coire, à la rencontre de l'adjudant-général Dormenans. Le général Jardon devait en même temps diriger le 1er bataillon de la 1re légère sur Feldkirch en passant par

Vadutz. Le général Molitor, avec trois bataillons, devait se porter de Bregenz sur Feldkirch par la grande route qui passe à Hohen-Enbs.

D'après ces différens mouvemens, les positions de Feldkirch et des pays grisons devaient être prises à revers, et leur communication entr'elles devait être interceptées dès le commencement de l'attaque par des forces bien peu considérables, mais dont il était difficile à l'ennemi d'apprécier le nombre.

Avant de rendre compte de l'exécution de ces mouvemens, il convient de donner une idée de la position de Feldkirch, ainsi que des forces de l'ennemi.

Le général Jellachich, sous les ordres du prince de Reuss, commandait dans le Vorarlberg et le Bregenzwald, les troupes suivantes, savoir :

Dans le Bregenzwald :	
1 bataillon de Bachmann. . . .	800 hom.
Chasseurs de Bregenzwald. . . .	1800
Dans les retranchemens de Hohen-Embs :	
1 bataillon de Peterwadin. . . .	850
1 escadron de Modène.	70
2 pièces de canon	
Dans les retranchemens de Gotzis :	
1 bataillon de Peterwaradin. . .	850
1 escadron de Modène.	70
4 pièces de canon	
Dans les retranchemens de Feldkirch :	
1 bataillon de Peterwaradin. . .	850
2 bataillons de Kalemberg. . . .	1500
1 bataillon de Kayser.	750
1 bataillon de Bachmann. . . .	800
A reporter	8,340 hom.

Report.	8,340	hom.
1 bataillon de Broder.	750	
Chasseurs du Vorarlberg	2000	
Dragons de Modène.	600	
22 pièces d'artillerie.		
TOTAL.	11690	hom.

Dans les pays grisons :

Le général Hiller, qui commandait le corps des grisons, en était parti la veille de l'attaque avec le régiment de Salis pour l'Engadine, laissant le général Auffenberg avec un bataillon de Broder de	800	hom.
1 bataillon de Strotzi	400	
TOTAL GÉNÉRAL.	12,890	hom.

Le point de Feldkirch doit être considéré par sa position comme une des clés importantes du Tyrol : placé près de l'embouchure de l'Ill, il couvre toute la vallée que parcourt la route d'Inspruck par Arlberg et Landeck ; il reçoit la grande route d'Italie qui passe par le Cardinel, Tusis, Coire et Luzisteig et celle d'Allemagne qui passe par Bregenz ; il intercepte par conséquent la grande communication de l'Allemagne avec l'Italie. La nature en a rendu les accès très-difficiles et les travaux que l'on y avait ajoutés depuis trois années en avaient fait une des plus fortes positions de l'Allemagne.

La difficulté des approches de Feldkirch par la route de Bregenz commence dès la sortie de cette ville.

La route, laissant constamment le Rhin à une demi-lieue sur sa droite, longe le pied des hauteurs boisées du Bregenzwald, qui n'offrent, sur toute l'étendue de leur revers,

que très-peu de points accessibles. Ce revers était occupé par un corps de 3,000 chasseurs du pays destinés à empêcher de pénétrer dans leurs montagnes et à harceler tout ce qui se présenterait sur la route de Bregenz à Feldkirch. A trois lieues de Bregenz, au village de Hohen-Embs, se trouvaient les premiers retranchemens : le passage, rétréci par un coude que fait le Rhin en cet endroit, était fortement défendu, à sa droite, par les feux d'une ligne continue qui enveloppait le village, appuyée à des escarpemens du Bregenzwald, et, à sa gauche, par un bon ouvrage fermé, situé entre le village et le fleuve, dont les approches, dans tous les sens, étaient rendues difficiles par la nature du terrain qui est marécageux, couvert de broussailles, et entièrement impraticable pour la cavalerie.

A une lieue au-delà, immédiatement en arrière du village de Gotzis, se trouve, entre la route et le Rhin, une montagne isolée, escarpée, couverte de bois et en quelques endroits d'abattis, qui rétrécit considérablement le passage et le convertit en un défilé, dont l'entrée était défendue par une ligne située en avant de Gotzis dans une tourbière et se développant sur les deux flancs de la route. La droite de cette ligne s'appuyait à la hauteur principale et sa gauche était soutenue par une redoute placée sur une éminence et enveloppée d'un avant-chemin couvert à feux très-rasans.

La nature du terrain coupé de marais et de haies rendait cet ouvrage très-difficilement accessible. D'autres retranchemens, disposés dans le village et aux environs, formaient une seconde ligne aussi respectable que la première, et l'ensemble de ces moyens défensifs, tant naturels qu'artificiels, rendait la position de Gotzis très-importante, et la faisait considérer comme la clé de Feldkirch.

A une lieue de la sortie du défilé, qui n'a que quelques centaines de toises de longueur, se trouvaient les ouvrages

lesplus avancés de ceux qui formaient l'enceinte deFeldkirch. Cette enceinte présentait un développement d'environ 1200 toises : sa droite s'appuyait, près du village de Sulx, aux montagnes d'où sort la Frutz (torrent très rapide et impossible à franchir depuis Sulx jusqu'à sa source, à cause de son excessif encaissement); sa gauche était soutenue par Lartezemberg et par le bois qui borde la Frutz, depuis le village de Nowels jusqu'à son embouchure.

Le but de ce corps d'ouvrages était de couvrir deux débouchés principaux, de la conservation desquels dépendait celle de Feldkirch et la sûreté de la retraite de ses défenseurs : le premier est la vallée traversée par le ruisseau de Nafla qui débouche dans la vallée de l'Ill, près du village de Satteins; l'entrée de cette vallée, déjà couverte par les retranchemens du village de Rankwyl, était encore fermée par une ligne appuyée à deux escarpemens. Le second débouché est la gorge formée par Lartezemberg et la hauteur principale qui, dans cette partie, porte le nom de Philipsberg; à l'extrémité de cette gorge, se trouve Feldkirch, et à son origine, le village d'Altenstadt, dont l'accès était défendu par une double ligne d'ouvrages détachés, dont les gorges étaient, ou fermées par des palissades, ou appuyées à des hauteurs garnies d'abattis.

Les obstacles qui défendaient les approches de Feldkirch du côté des Grisons, n'étaient pas moins considérables. La route de Coire, qui longe le pied des hauteurs formant la droite du bassin du Rhin, était barrée, à une demi-lieue de la ville, par une ligne continue. La droite de cette ligne se développait directement sur la chapelle de Difis, contournant cette chapelle, tout le revers du Blanzemberg qui regarde le Schellenberg et venant s'appuyer à l'Ill; sa gauche remontait en crémaillère une partie du revers du Prastansberg et s'appuyait à un obstacle impraticable. Les différentes

parties de cette ligne étaient protégées par des redoutes que leur situation et la nature du terrain ne permettaient pas de tourner. Tout le revers du Prastansberg, depuis le moulin de Schaanswald jusqu'à la rivière, était hérissé d'abattis et de retranchemens dont le but était : 1° de croiser des feux sur la route ; 2° d'empêcher de franchir la hauteur et de pénétrer dans la vallée de l'Ill.

C'est devant ce front redoutable que l'armée d'Helvétie dut se retirer la campagne précédente, après y avoir perdu un grand nombre de ses grenadiers.

Telle était la position qui se présentait aux efforts de la première division de l'aile droite, forte de 5,685 combattans, en même temps qu'elle devait opérer deux passages du Rhin, pour pénétrer dans les pays grisons. Elle agissait sur trente lieues d'étendue (depuis Bregenz jusqu'à Reichenau) contre des positions réputées jusqu'alors imprenables, et défendues par douze mille hommes.

Toutes les colonnes d'opérations disposées sur les points qui ont été indiqués ci-dessus, se mirent en mouvement le 24 messidor (13 juillet) à la pointe du jour.

La colonne qui se porta sur Reichenau trouva le pont rompu : il fallut le rétablir sous le feu d'un bataillon ennemi, retranché et soutenu par de l'artillerie. On y parvint, mais après les plus grands efforts. Le grenadier Lauriot s'avance seul pour poser les premières planches ; l'adjudant-général Dormenans en fait de même, et donne l'exemple aux grenadiers : il est grièvement blessé. Le chef de bataillon Bellissaire passe le pont à la tête des grenadiers et culbute l'ennemi, qui se retire par la vallée de Tusis. La colonne continue sa marche sur Coire, et fait sa jonction avec celle qui avait passé le Rhin à Azmoos, et dont il va être question.

Le général Jardon avait passé le Rhin dès trois heures du

matin à Azmooz, avec les trois bataillons qui y étaient rassemblés. Ce passage, qui s'est effectué dans des barques, n'a éprouvé d'autre obstacle que la crue et la rapidité des eaux : l'ennemi n'avait en face que peu de troupes, dont le feu a d'abord été éteint par notre artillerie. Cette colonne, après son passage, s'est dirigée sur deux points opposés ; le premier bataillon de la 1re légère sur Feldkirck, le deuxième bataillon et le premier de la 85e se sont portés successivement sur Luzissteig, Mayenfeld et Coire, où ils firent leur jonction avec la 95e.

A onze heures du matin, nous étions maîtres des pays grisons ; l'ennemi, auquel on fit une centaine de prisonniers, abandonna son artillerie, et se retira par les vallées de Tusis et de la Lanquart. Dès cinq heures du matin, la communication était interceptée entre les corps autrichiens du Vorarlberg et des Grisons, et Feldkirch attaqué immédiatement par les deux côtés opposés.

Après avoir laissé sur le point de Bregenz trois cents hommes d'infanterie avec de l'artillerie, pour assurer ce poste important qui formait sa base d'opération, le général Molitor se mit en marche de cette ville avec le surplus de ses trois bataillons, trois cents hussards et une pièce d'artillerie légère, pour se porter par la grande route sur Feldkirch. A peine avait-il débouché de Bregenz, qu'il se trouva harcelé par les tirailleurs du Bregenzwald ; il se hâta de les rejeter sur le revers de leurs montagnes et passa outre. Mais, pour les contenir et assurer sa ligne d'opération, il fut obligé d'y laisser le deuxième bataillon de la 83e ; ce qui réduisit sa colonne à neuf cents hommes d'infanterie, trois cents hussards et une pièce de 8. Il fallait une grande confiance dans la valeur de ces troupes, et aussi dans l'ensemble des dispositions, pour aborder une position telle que Feldkirch avec des forces aussi inférieures.

On ne tarda pas à rencontrer les éclaireurs de Hohen-Embs; notre avant-garde les chargea et leur fit quelques prisonniers. Le général Molitor s'était assuré pendant la nuit, par un affidé du pays, qu'un sentier dans la montagne, qui tournait les retranchemens du village, n'était pas gardé. Le capitaine Haydet, de la 83e, y fut dirigé avec sa compagnie sans être aperçu. Pendant ce temps-là, une ligne de tirailleurs s'avança pour occuper l'ennemi derrière les retranchemens du village, de même que dans la redoute de la plaine, et le feu s'engagea assez vivement. En même temps deux compagnies de grenadiers furent disposées prêtes à marcher entre ces deux fausses attaques. Bientôt on aperçut les tirailleurs du capitaine Haydet qui descendaient la montagne sur le flanc droit et les derrières de l'ennemi. Alors le général Molitor s'avança avec les deux compagnies de grenadiers entre la redoute de la plaine et les retranchemens du village pour les tourner : ces différens mouvemens, exécutés avec ensemble, produisirent l'effet qu'on en espérait ; l'ennemi, se voyant attaqué et investi à la fois, abandonne ses retranchemens en désordre : nos hussards pénètrent avec nos tirailleurs dans les rues de Hohen-Embs, sabrent tout ce qui s'y trouve d'Autrichiens et font deux cents prisonniers, dont trois officiers. La cavalerie ennemie s'avance pour sauver le reste de son infanterie ; elle est culbutée et vivement poursuivie. La déroute de l'ennemi est si complète qu'elle apporte le désordre jusqu'à Gotsis, et fait concevoir la possibilité d'y entrer pêle-mêle avec les fuyards. En effet, à notre approche, l'artillerie autrichienne évacue la grande redoute; son infanterie ne montre que de l'hésitation : la poursuite était très-vive de notre côté, et nos soldats animés franchissent de toutes parts ces retranchemens tant vantés de Gotzis que l'ennemi évacue en désordre. Il était important de ne pas laisser res-

pirer l'ennemi, et de ne pas lui donner le temps de reconnaître le petit nombre de ses adversaires. Il est donc chargé et harcelé sans relâche, et souvent entamé avec perte de prisonniers : un régiment de cavalerie arrive à son secours; la pièce d'artillerie légère, commandée par le chef de bataillon Sappel, s'avance au grand galop jusqu'à la portée de mitraille de ce régiment, qui fait aussitôt son demi-tour, et se retire.

Le général Molitor arriva de la sorte devant l'enceinte de Feldkirch; ses troupes, qui avaient presque toujours couru, avaient besoin d'être ralliées : il y donnait tous ses soins, lorsque l'ennemi profita de ce moment pour venir l'attaquer. Un bataillon du régiment de Kayser s'avançait, marchant en bataille, et n'était plus qu'à une petite distance, lorsque le brave aide-de-camp Fridolsheim, à la tête de deux compagnies de grenadiers de la 83ᵉ, s'élance à la baïonnette sur ce bataillon, le culbute et le rejette dans ses retranchemens.

Dès ce moment toutes les batteries de l'ennemi commencèrent à agir. Le village de Pradis et les vergers boisés qui l'entourent, offraient un abri favorable pour masquer nos mouvemens et cacher à l'ennemi l'infériorité de nos forces. Le général Molitor en profita pour rallier entièrement ses troupes et faire ses dispositions. Il avait à peine assez de monde pour fournir une ligne de tirailleurs sur tout le front de l'ennemi, il en détacha le moins possible, et disposa le gros de sa colonne, consistant en six compagnies, en réserve derrière le village de Pradis. Tout le feu de l'ennemi se dirigeait sur ce point, où il nous croyait des forces considérables.

Pendant ce temps le premier bataillon de la 1ʳᵉ légère, qui avait passé le Rhin à Azmoos, s'était approché de Feldkirch, du côté des Grisons, et une vive canonnade s'y

faisait entendre. La diversisé de ces attaques, dont l'ennemi ne connaissait pas les forces, l'inquiétait beaucoup et lui avait fait disséminer ses troupes. Le général Molitor venait de reconnaître que les deux flancs de la position étaient presque inattaquables, il tourna son attention sur le centre : avec sa réserve de six compagnies, il n'espérait pas èmporter l'enceinte de Feldkirch, défendue comme elle l'était, mais il pensait qu'en se maintenant jusqu'à la nuit au village de Pradis, l'ennemi ayant perdu Gotzis, la clé de sa position, se voyant attaqué de tous côtés et n'ayant qu'un défilé pour retraite, prendrait le parti de se retirer, s'il ne parvenait pas à nous débusquer et à reprendre Gotzis. Il fit beaucoup d'efforts pour y parvenir, et tandis qu'il dirigeait tout le feu de son artillerie sur Pradis, il faisait tourner la droite de notre ligne de tirailleurs par un bataillon suisse, dont la marche, à la faveur d'un bois, ne fut d'abord pas aperçue. Cette troupe paraissant tout à coup derrière notre flanc droit, jeta du désordre parmi nos tirailleurs. Le général Molitor, avec trois compagnies de sa réserve et un escadron de hussards, marcha droit sur ses derrières pour couper la retraite à ce bataillon suisse; il l'oblige à se retirer en désordre, et le fait charger vigoureusement par nos hussards : cent cinquante hommes restèrent sabrés sur le champ de bataille.

L'ordre rétabli sur ce point, le général Molitor se hâta de ramener au centre les trois compagnies de la réserve, et d'autant que l'ennemi avait en même temps attaqué notre gauche, il y faisait des progrès, et peu s'en fallait qu'il ne fût maître de la route; nos tirailleurs étaient épuisés de fatigue ; le général accourut pour les soutenir avec deux compagnies de la réserve, qui abordèrent franchement l'ennemi, et le rejetèrent dans ses retranchemens de Rankwyl. Presque toute la réserve avait donné : elle fut ralliée im-

médiatement au centre (village de Pradis), où l'ennemi supposait toujours des forces considérables, qu'il ne cessait de canonner.

Le général Lecourbe, qui venait d'arriver, fut témoin de ces derniers mouvemens : il jugea que nos forces étaient par trop inférieures à l'entreprise, et, en partant quelque temps après, tout en laissant pleine latitude au général Molitor, il lui conseilla d'effectuer sa retraite. Celui-ci considérant la position de toutes les colonnes de sa division engagées sur tant de points différens, trouva de grands inconvéniens et beaucoup de difficultés, à un mouvement rétrograde, surtout pendant le jour : il persista donc à espérer un heureux résultat de sa persévérance et de l'ensemble de ses dispositions.

L'ennemi ne tarda pas à renouveler une attaque sur notre droite, une compagnie de grenadiers y est envoyée pour soutenir nos tirailleurs, et se disperse, malgré les ordres contraires, sur un terrain découvert : elle est chargée tout à coup par un régiment de dragons, qui en sabre et en prend la moitié (ces blessés et ces prisonniers ont été repris à notre entrée dans Feldkirch). Un bataillon autrichien s'avançait en même temps pour soutenir sa cavalerie, la nuit approchait : les troupes qui marchaient et se battaient depuis trois heures du matin étaient harassées de fatigue et de faim. Il fallut en ce moment tout le dévoûment des officiers, tout l'attachement que le soldat portait à ses chefs, pour soutenir encore ce nouvel effort de la part de l'ennemi. Celui-ci fut encore une fois, mais non sans peine, repoussé dans ses retranchemens. Cependant il fait bientôt après, à la faveur de l'obscurité, une nouvelle tentative : il s'approche très-près de notre centre avec plusieurs bataillons déployés, dont les feux jettent la surprise et le désordre dans nos rangs. La cavalerie ennemie vient y

mettre le comble. Nos hussards chargent et se trouvent pêle-mêle sans se reconnaître, avec l'ennemi; les plus braves des 36e et 83e se rallient avec le chef de bataillon Coste, à la voix de leur général, se précipitent au pas de charge sur l'ennemi, et le forcent pour la dernière fois à nous laisser le champ de bataille. Il était dix heures du soir.

Déjà le général autrichien avait assemblé son conseil et décidé la retraite. A minuit il envoya le major Guerbert en parlementaire aux avant-postes, où se trouvait le général Molitor, qui consentit à ne pas inquiéter de quelques heures le mouvement rétrograde de l'ennemi, mais qui entra la nuit même, à trois heures du matin, dans Feldkirch. L'ennemi avait commencé à l'évacuer à dix heures du soir, et se retirait dans le Tyrol par Bludenz et Talas. Le même jour, les états du Vorarlberg et du Bregenzwald ordonnèrent à toutes les milices de déposer leurs armes, et vinrent se recommander à la générosité française. Rien n'égala la surprise des habitans du pays, lorsqu'ils virent défiler le petit nombre des attaquans.

Le général Molitor s'est porté le lendemain sur Fraenstenz, et le jour suivant sur Bludenz, où la nouvelle de l'armistice vint arrêter sa marche.

A la reprise des hostilités, le général Molitor continua à commander la première division de l'aile droite, et à être chargé, jusqu'à la fin de la campagne, de contenir l'aile gauche de l'armée impériale, qui menaçait d'agir par les débouchés du Tyrol, et d'occuper ce pays à mesure que nous y avions pénétré. Cette tâche a été heureusement remplie jusqu'à la fin. Elle a donné lieu à une foule d'engagemens et de petits combats, où l'avantage nous est toujours resté. Le général Hiller avait remplacé le prince de Reuss dans le commandement de l'aile gauche autrichienne en Tyrol. Ce corps, en outre des milices tyroliennes, se com-

posait alors de vingt-quatre bataillons d'infanterie, de deux régimens de cavalerie, et d'une artillerie considérable. Le général Hiller a fait plusieurs tentatives contre la première division, qui les a repoussées vigoureusement. Cette division, dont la droite s'appuyait au lac de Constance, étendait sa gauche en face des débouchés du Tyrol, à mesure que l'armée du Rhin s'avançait en Allemagne. Elle s'est prolongée de la sorte jusqu'à l'Inn, et ensuite jusqu'à la Salzbach. A la fin, l'aile gauche de l'armée impériale reçut des renforts d'Italie; le général marquis de Chasteler, qui les conduisait, déboucha de Kufstein pour agir contre l'aile droite de l'armée du Rhin. Le général Molitor, qui avait son quartier-général à Rosenheim, était aux prises avec cette colonne ennemie, et venait de lui faire quelques centaines de prisonniers, lorsqu'il reçut l'avis du nouvel armistice, qui fut suivi de la paix, et bientôt après de notre rentrée en France.

Dans le courant de cette campagne (6 octobre 1800), le général Molitor fut promu au grade de général de division.

Avoir exposé ce que les troupes ont exécuté, c'est avoir rendu justice à leur valeureuse conduite. Cet éloge serait incomplet néanmoins si l'on n'y ajoutait celui de la discipline et des ménagemens envers les habitans, qu'elles ont constamment observés, et qui ont laissé chez l'étranger des souvenirs si honorables pour le nom français.

On peut remarquer que la bravoure et la solidité des troupes ont été à leur apogée dans cette campagne mémorable. Une des meilleures preuves qu'on en puisse citer, c'est le peu d'usage qui a été fait de l'artillerie, parce que l'infanterie aguerrie était toujours prête à aborder franchement l'ennemi; ce qui économisait beaucoup les hommes, en rendant les actions moins longues et moins meurtrières.

Une autre remarque bien importante à faire, c'est le mélange bien entendu de l'infanterie et de la cavalerie légère avec l'infanterie de ligne dans les brigades et les divisions ; ce qui n'a pas peu contribué au succès, et en même temps à former des généraux.

OBSERVATIONS

SUR LES DÉCISIONS

DE LA COMMISSION DE TOPOGRAPHIE DE LA NOUVELLE CARTE DE FRANCE (1).

Au commencement de l'année 1826, le ministre de la guerre établit une commission composée d'officiers-généraux, de savans et d'ingénieurs appartenant à divers services publics, dans le but de poser les principes généraux qui doivent guider dans le dessin de la topographie, et de fixer d'une manière définitive le mode à employer pour le figuré du terrain dans la gravure de la nouvelle carte de France. Cette commission, après un examen approfondi des questions principales qui lui étaient soumises, présenta successivement en 1827 et 1828 deux rapports comprenant le résumé de ses délibérations. On lira avec beaucoup d'intérêt, dans le *Mémorial du dépôt de la guerre*, les discussions scrupuleuses dans lesquelles elle est entrée sur diverses questions qui se rattachaient à l'objet de sa réunion, et l'on y trouvera des décisions dignes de la haute raison, des lumières et de l'expérience des hommes que le Ministre avait investis de sa confiance; mais quel que soit cependant le respect que leur nom me commande à juste titre, je crois

(1) Voir le quatrième volume du *Mémorial du Dépôt de la guerre*. In-4. 1828.

devoir présenter, dans l'intérêt de l'art, quelques observations sur le résultat de leur travail, et sur la manière dont on se propose d'en faire l'application à la carte de France.

J'ai déjà eu l'occasion de faire remarquer (*Spectateur militaire*, tome III, page 637), qu'une des questions les plus controversées entre les topographes, était de savoir si, pour l'expression des pentes, on devait continuer à supposer le terrain éclairé par des rayons tombant obliquement sur sa surface, ainsi qu'on a été long-temps dans l'usage de le faire, ou s'il ne convenait pas mieux d'abandonner dans l'exécution du dessin toute considération de rayons lumineux, en produisant seulement, à l'aide de hachures dirigées suivant les lignes de plus grande pente, des teintes purement conventionnelles, dont l'intensité fût en rapport avec le dégré d'inclinaison du terrain.

La première opinion vivement attaquée depuis plusieurs années, et défendue avec talent par quelques ingénieurs géographes, n'a point trouvé de partisans dans le sein de la commission; mais il s'y est élevé, comme on devait s'y attendre, une troisième opinion également éloignée des deux premières, et qui a reçu l'assentiment d'un assez grand nombre de ses membres. Elle consiste à rejeter entièrement l'emploi des lignes de plus grande pente pour l'expression des formes du terrain, en ne faisant usage que de courbes résultant de l'intersection de plans horisontaux équidistans avec la surface du sol, courbes que par abréviation on nomme équidistantes.

La question de savoir si ces courbes devaient remplacer les hachures était de la plus grande importance, relativement surtout à la gravure de la carte de France, aussi a-t-elle presque entièrement occupé les membres de la commission. Pour la résoudre ils se sont entourés d'un grand concours de lumières; quelques-uns ont développé leurs opinions

dans des mémoires; plusieurs professeurs et praticiens distingués ont été consultés; enfin la commission a fait exécuter diverses cartes, suivant les systèmes qu'elle voulait comparer. Aussi ne saurait-on l'accuser d'avoir mis de la précipitation dans son jugement; cependant il est à regretter qu'elle ait négligé de prendre l'avis du conseil d'administration de l'École de l'Artillerie et du Génie de Metz, spécialement intéressé dans la question, et que le système proposé par le général H... (1) n'ait point eu de représentant pour sa défense, bien que plusieurs autres systèmes aient été appelés à se faire valoir. Quoi qu'il en soit, sans suivre ici la discussion dans tous ses détails, j'en reproduirai les points principaux, en examinant successivement les diverses décisions dont elle a été suivie.

Le travail de la commission a été divisé en deux parties: on s'est occupé dans la première des cartes minutes, c'est-à-dire de celles qui résultent immédiatement des opérations exécutées sur le terrain, et l'on a passé ensuite aux cartes mises au net. Je suivrai le même ordre, qui est basé sur une distinction assez naturelle.

Lorsque la commission s'est crue suffisamment éclairée, elle a pris, à une grande majorité, la décision suivante: « Pour les minutes des levées, quelle que soit leur échelle, » on aura recours uniquement, pour exprimer le relief du » terrain, à la considération des plans horizontaux, c'est-à- » dire que ce relief devra être exprimé sur les minutes par » la projection horizontale des courbes résultantes de l'in- » tersection du terrain et d'une suite de plans horizontaux. »

Pour apprécier la bonté de ce précepte, il suffit d'obser-

(1) *Mémoire sur le figuré du terrain*, dans les cartes topographiques, 1823. Voir le tome 22, pages 177 et 178 de la *Bibliothèque universelle*. Genève, 1823, et le *Militair-Wochen-Blatt*, de Berlin, n. 498, 1826.

ver qu'il importe peu pour la description géométrique du terrain, qu'on fasse usage de courbes horizontales ou de lignes de plus grande pente, puisque ces deux espèces de lignes se déduisent immédiatement l'une de l'autre, et que dès lors ce qui doit décider pour l'emploi des unes préférablement aux autres, est la facilité avec laquelle on peut en faire le levé sur le terrain. Or, soit qu'on opère avec des instrumens qui permettent un assez grand degré d'approximation, soit qu'on ne fasse qu'une simple reconnaissance, l'expérience a fait voir que les lignes horizontales se jugent à vue sur un espace limité, et se lèvent avec beaucoup plus de précision et de facilité que les lignes de plus grande pente. Il est donc convenable, comme le prescrit la commission, de figurer le terrain sur les cartes minutes à l'aide de courbes horizontales, puisque ce sont elles qui seront immédiatement levées.

La question suivante a été ensuite résolue affirmativement à l'unanimité : « les plans horizontaux dans lesquels les » courbes seront comprises devront-ils être équidistans? » Mais quelque imposant que soit un pareil suffrage, je ne puis cependant partager entièrement l'avis de la commission qui me semble s'être laissé entraîner par des idées de régularité géométrique peu applicable au canevas d'une carte. Prescrire en effet de dessiner sur les minutes des courbes appartenant à des plans équidistans, c'est admettre qu'on ne lèvera aussi sur le terrain que des courbes équidistantes, or, dans le cas surtout où il ne s'agira que d'un levé rapide de reconnaissance militaire, devra-t-on, sur une pente à peu près uniforme, lever toutes les courbes équidistantes qui pourraient y être comprises, sans avoir égard au point où commence réellement chaque pente, et à celui où elle finit, plutôt que de faire passer deux courbes par ces points, sans s'inquiéter si elles appartiennent ou

non à une série de plans équidistans? Le second parti me semble bien préférable au premier, et il est à regretter que la commission ait fait de celui-ci une règle invariable.

Il résulte du principe de la commission que toutes les courbes seront nécessairement continues. Cette conséquence n'est encore admissible que pour un levé et un nivellement faits avec beaucoup de précision et de régularité; mais il entraînerait dans des erreurs graves si on l'appliquait à un levé de reconnaissance. Il ne faut écrire en effet sur une carte minute que ce qu'on a vu et mesuré sur le terrain; or, comme dans ce dernier cas, on ne voit les courbes horizontales que par fragmens séparés et très-courts, ces fragmens doivent être dessinés avec les solutions de continuité qui résultent du genre d'opérations qui ont été effectuées. La commission a eu sans doute principalement en vue dans sa décision la carte de France, dont le levé s'exécute maintenant et pour laquelle son principe peut être admis, mais il ne faut pas oublier qu'elle avait à poser une règle générale, et c'est comme telle que je la crois funeste, ou plutôt inexécutable.

La commission a aussi résolu affirmativement et à l'unanimité les deux questions suivantes : « L'équidistance pour» ra-t-elle varier suivant les échelles ? pourra-t-elle aussi » varier en raison des formes du terrain ? » Peut-être était-il convenable, à l'occasion de ces deux questions, de régler l'équidistance que l'on doit adopter suivant l'échelle du dessin, la nature du terrain et même l'espèce du levé. Car on verra plus tard que le vague dans lequel on reste à cet égard, entraîne dans l'application des inconvéniens qui ne sont point sans gravité.

Une troisième question était la conséquence des deux précédentes; elle consistait à savoir si la variation de l'équidistance des plans des courbes pourrait avoir lieu en raison

des formes du terrain dans les différentes parties d'une même carte. Elle a été résolue négativement, et l'on conçoit qu'il en devait être ainsi dans le système de régularité que la commission a voulu adopter pour la rédaction des minutes. Ce seul fait cependant suffirait pour montrer que le système repose sur un faux principe, car, s'il convient pour une bonne description du terrain d'augmenter la grandeur de l'équidistance dans un pays fort accidenté, et de la diminuer au contraire dans les pays de plaine légèrement ondulés, comment, en conservant une équidistance unique, pourra-t-on représenter de la manière la plus avantageuse, sur une même carte, une large vallée bordée de collines escarpées ? En renonçant au principe rigoureux de l'équidistance des courbes pour le dessin des minutes, cette difficulté cesserait d'exister.

L'opinion qui a prévalu dans la commission pour l'emploi des courbes horizontales sur les minutes, a trouvé aussi de nombreux partisans lorsqu'il s'est agi des cartes mises au net. Il paraît naturel en effet, puisque les courbes horizontales suffisent pour une description rigoureuse du terrain sur les minutes, de n'avoir point recours à un autre mode sur les cartes finies; mais il est à observer que les courbes horizontales ne font connaître les pentes du terrain qu'à l'aide d'une échelle et du compas; or, les cartes au net ne sont pas faites la plupart du temps pour être consultées de cette manière; il faut qu'elles donnent au premier coup d'œil, si ce n'est une connaissance rigoureusement exacte, du moins une idée suffisamment approchée des formes du terrain; et, puisque la projection horizontale ne comporte que deux dimensions, il est nécessaire que la troisième, celle dans le sens vertical, qui est donnée sur les minutes au moyen des cotes de hauteur affectées aux plans équidistans, soit écrite ici à l'aide de signes conventionnels assez visibles pour qu'on

n'ait besoin de recourir ni à des différences de cotes, ni à des mesures au compas, pour juger immédiatement de la rapidité des pentes du terrain.

La plupart des membres de la commission ont reconnu la nécessité d'obtenir sur les cartes finies un effet qui portât immédiatement à l'œil, mais les partisans exclusifs des courbes horizontales ont pensé que cet effet pourrait résulter de l'emploi même de ces courbes en les multipliant convenablement. Des essais ont été tentés à l'appui de cette opinion, et l'on voit dans le tome 4e du Mémorial du Dépôt de la guerre, des fragmens de terrain exprimés d'une manière assez satisfaisante à l'aide seulement de courbes horizontales, formant par leur grand rapprochement des teintes très-sensibles. Mais ce résultat, quelque séduisant qu'il soit au premier coup d'œil, est loin cependant d'être concluant. Les cartes en effet, que l'on présente, expriment ou des terrains fortement accidentés, ou des plateaux légèrement ondulés seulement. Dans le premier cas, les plans équidistans sont assez écartés pour que les projections des courbes qu'ils contiennent ne se confondent pas et forment, par leur rapprochement, des teintes plus ou moins foncées selon la roideur des pentes. Dans le second cas, au contraire, l'équidistance est fort petite pour obtenir des teintes sensibles à l'œil; mais si l'on eût choisi un terrain en partie plat et en partie très-accidenté, en adoptant une équidistance unique pour toute la carte, il en serait résulté, ou que fixant cette équidistance de manière à rendre sensibles les pentes peu prononcées, les courbes sur les pentes raides fussent venues tellement rapprochées qu'il eût été impossible de les tracer distinctement, ou qu'au contraire, limitant le rapprochement des courbes pour l'expression des pentes raides leur écartement eût été tellement grand pour des pentes de dix ou quinze degrés, qu'elles n'eussent plus formé des

teintes sensibles. L'idée de substituer des courbes horizontales aux hachures est si naturelle qu'il n'est peut-être pas une personne, s'occupant de topographie, à qui elle ne soit venue. Il y a plus de huit ans que j'ai fait des essais à ce sujet, mais l'inconvénient que je viens de signaler me frappa d'abord, et tous les remèdes que je tentai d'y apporter ne purent me donner des résultats satisfaisans.

On peut voir dans le Mémorial du Dépôt de la guerre les raisons qui ont été données de part et d'autre, soit contre l'emploi des courbes horizontales, soit en faveur de ce mode exclusif de représentation; mais, sans m'appesantir sur une question qu'il serait difficile de résoudre ici complétement, je vais revenir à l'examen des décisions de la commission qui sont destinées à devenir une règle générale pour le dessin de la topographie.

La première décision relative aux cartes finies, est conçue dans les termes suivans :

» Art. 1er Les projections des courbes horizontales seules,
» tracées à l'encre sont regardées comme suffisantes pour
» exprimer le relief du terrain dans les cartes et plans dont
» l'échelle sera plus grande que le 10,000me. »

Pour apprécier cette décision, il est nécessaire d'ajouter, que lorsque l'échelle du dessin est plus petite que le 10,000me, la commission reconnaît la nécessité, ou au moins la convenance de l'emploi des hachures : mais puisque les pentes ne changent point de nature, quelle que soit l'échelle au moyen de laquelle elles sont exprimées, il est difficile de concevoir comment il devient nécessaire de changer leur mode de réprésentation suivant cette échelle.

Tout le monde sera d'accord avec la commission sur ce point, que lorsqu'une carte a un objet géométrique spécial, comme de servir de base à un projet de fortification, de route ou de canal, il faut bien se garder de substituer à des

courbes rigoureusement déterminées et cotées en hauteur, des hachures qui peuvent avoir quelque chose de plus vague et qui se prêtent moins facilement aux opérations graphiques. Ces cartes étant ordinairement dessinées à des échelles plus grandes que le 10,000^{me}, on sent encore qu'on ait pu fixer à cette échelle la limite au-dessous de laquelle il devient superflu de conserver exclusivement les courbes. Mais lorsque les cartes auront été dessinées, l'une au 5,000^{me}, par exemple, et l'autre au 20,000^{me} dans le même but, c'est-à-dire dans celui de donner au premier aspect une idée approximative du terrain; que le levé aura été fait pour l'une et pour l'autre avec les mêmes instrumens et avec le même dégré de précision, ou, si l'on veut, que l'une des cartes sera la réduction de l'autre, je ne puis admettre la convenance d'employer des courbes horizontales sur la première et des hachures sur la seconde pour l'expresssion du relief. Supposons que, dans un ouvrage contenant la relation d'une campagne, on ait représenté sur l'échelle du 20,000^{me}, l'étendue d'un champ de bataille ou les environs d'une place assiégée; le relief, d'après la décision de la commission devra être exprimé sur cette carte au moyen de hachures dirigées suivant les lignes de plus grande pente : supposons encore que, voulant représenter avec plus de précision les détails d'une partie de l'action ou les travaux de siége rapprochés de la place, on joigne à la première carte un nouveau plan sur l'échelle du 5,000^{me} ou du 10,000^{me}, pourra-t-on raisonnablement soutenir qu'il soit convenable de changer sur ce dessin le mode de représentation du relief, et qu'on devra, comme la commission le prescrit, y faire usage de courbes horizontales sans hachures? On peut affirmer d'avance qu'aucun auteur ne se soumettra au caprice de cette loi, et je doute que le Dépôt de la guerre ne soit lui-même le premier à la transgresser. Au lieu de donner l'exclusion com-

plète aux hachures sur les cartes à grande échelle, n'eût-il pas été préférable de laisser la faculté d'exprimer le relief sur ces cartes au moyen de courbes horizontales ou de hachures selon leur objet et le degré de précision apporté dans le levé du terrain?

Je me bornerai à rapporter ici l'article second de la décision de la commission de topographie sur lequel il n'y a aucune observation à faire après celles qui précèdent.

« Art. 2. Pour représenter les formes du terrain sur les » cartes dont les échelles seraient au 10,000^{me}, ou à des » échelles plus petites, les projections des courbes horizon- » tales équidistantes sont regardées comme insuffisantes. » Dans ce cas, pour rendre plus sensible et faire appré- » cier d'une manière plus prompte la configuration géné- » rale du terrain, on tracera entre ces projections des ha- » chures qui représenteront les projections horizontales » des lignes de plus grande pente, et seront par consé- » quent menées perpendiculairement à chacune des deux » courbes entre lesquelles elles seront tracées. »

Les articles suivans, relatifs au mode d'exécution, sont susceptibles d'un grand nombre d'observations critiques. L'art. 3 est ainsi conçu :

« L'espacement des hachures sera en raison inverse de la » rapidité des pentes, et égal au quart de la distance prise » sur la carte entre deux courbes consécutives.

» Lorsque les hachures normales à deux courbes diverge- » ront sensiblement entre elles, l'espacement qui vient d'être » déterminé sera mesuré sur une ligne perpendiculaire à la » hachure et menée par son milieu. »

La loi que prescrit ici la commission est celle qui est suivie à l'école d'État-major et à l'école de Saint-Cyr. Elle a au-dessus de toute autre le grand avantage de conduire avec

un travail médiocre à un résultat régulier. Mais elle est loin d'être complète, et l'on a lieu de s'étonner que la commission se soit bornée à un énoncé aussi général lorsqu'elle avait tous les moyens d'arriver à un résultat plus précis. J'ai dit plus haut qu'elle n'avait point fixé l'équidistance des courbes en raison de la grandeur de l'échelle ou de la nature du terrain. Il s'ensuit que sur deux cartes du même terrain à des échelles différentes, ou même à la même échelle, le relief pourra être figuré de deux manières différentes, si l'on n'a pas adopté la même équidistance sur l'une et sur l'autre. Bien plus, sur une suite de cartes embrassant dans leur ensemble la description d'un seul pays, les mêmes pentes pourront être figurées de diverses manières, suivant que, dans quelques-unes de ces cartes, elles appartiendront à un pays de plaine, et que, dans d'autres, elles appartiendront à un pays de montagnes, puisqu'il est dit que l'équidistance peut varier d'une carte à l'autre, en raison de la nature des pentes du terrain. Ce résultat, conséquence nécessaire de l'article précédent, est inadmissible. Ce qu'on doit en effet se proposer principalement par l'emploi des hachures, est de faire que l'œil s'habitue facilement à juger à la première inspection de la carte, la direction et la rapidité des pentes. Mais comment pourra-t-on y parvenir si la même pente n'est pas nécessairement exprimée de la même manière sur deux cartes différentes?

Les défauts que présente la méthode prescrite par la commission ont été signalés déjà dans le mémoire du général H..., sur le figuré du terrain écrit en 1823, où l'on trouve en même temps les moyens de les corriger. Le général H... propose de fixer d'une manière constante le rapport de l'échelle du dessin à l'équidistance des courbes au moyen desquelles se fait l'intercalation des hachures, de manière que toujours les mêmes pentes, sur des cartes différentes,

quelles qu'elles soient, se trouvent figurées de la même manière. Ce principe me semble des plus importans, et devoir servir de base à tout système bien entendu de figuré de terrain, si l'on veut que l'œil s'habitue à la lecture d'une carte sans avoir même recours à l'échelle de teintes qui doit toujours l'accompagner.

On conçoit difficilement que la commission, après avoir pris connaissance de ce mémoire, se borne à dire dans son rapport que la méthode qu'on y propose serait d'une application difficile et dispendieuse, et qu'elle n'en ait pas adopté au moins les principes généraux, lorsqu'il est évident qu'en le faisant, les cartes acquerraient plus de précision et de régularité, sans que la difficulté ou la dépense de l'exécution pussent nullement en être changées (1).

L'art. 4 sert à compléter la loi énoncée dans l'art 3, il porte :

« Dans le cas où la distance entre deux courbes consécu- » tives sera au-dessous de deux millimètres, on substituera » à la loi d'espacement des hachures celle de leur grossisse- » ment. Ce grossissement augmentera en raison de la rapidité » de la pente. »

Cette idée du grossissement des hachures, substitué à leur rapprochement, lorsqu'elles deviendraient trop serrées pour qu'on pût les tracer distinctement, a été empruntée de la méthode du général H..., mais défigurée de telle façon, que son application ne serait pas praticable dans la plupart des cas, ou du moins conduirait à des résultats peu satisfaisans.

La commission fixe à 2 millimètres l'intervalle entre deux courbes voisines, à partir duquel on cessera de rapprocher

(1) Voir la carte des environs de Coblentz jointe à la 18e livraison du *Spectateur militaire*, année 1827.

les hachures; cela revient à dire que le minimum de distance entre les milieux de deux hachures sera d'un demi-millimètre; mais il suffit de jeter les yeux sur une carte, sur celles mêmes qui, dans le *Mémorial du Dépôt de la guerre*, sont mises à l'appui des décisions de la commission, pour s'assurer qu'on peut, sans inconvénient, pousser plus loin le resserrement; et que c'est ce qu'on fait généralement. Le général H..., dans son mémoire, avait fixé, après de longs tâtonnemens, le moindre espace que devaient occuper quatre hachures à 1 mill. 1/4, dans les cas ordinaires, et les essais qui ont été faits soit à la plume, soit au burin, ont prouvé que cette fixation se prêtait très-bien aux convenances du dessin et de la gravure, tandis que la même épreuve ne paraît pas avoir été faite pour l'écartement prescrit par la commission.

On remarquera encore que, puisque le rapport de l'équidistance des courbes horizontales à l'échelle du dessin, n'est point fixé par la commission, le choix de la pente, à partir de laquelle on doit commencer à grossir les hachures, reste tout à fait arbitraire, ce qui s'oppose à l'uniformité des cartes. Enfin, la loi suivant laquelle devra se faire le grossissement est entièrement aussi abandonnée à la discrétion du dessinateur, ce qui aggrave encore le même inconvénient. Le général H... avait établi une loi fort simple pour cette opération, mais la commission ayant déclaré, sans en avoir fait d'essai, son application trop difficile et trop dispendieuse, on ne devait point s'attendre à ce qu'elle l'adoptât. Cependant, ne paraissait-il pas convenable qu'elle en recherchât quelque autre d'une exécution plus facile, ou qu'elle ordonnât du moins qu'un *diapason* de teintes serait construit sur chaque carte d'après cette loi ou une autre analogue, et que les dessinateurs imiteraient ces teintes autant que possible, lorsqu'ils auraient à représenter les

pentes qu'elles expriment. Il résulte en effet du vague de l'article de la commission, que lorsqu'un dessinateur devra exécuter une carte, il faudra au préalable qu'il se construise un diapason ou une échelle de teintes pour les pentes raides, afin de se guider dans leur expression. Mais ce diapason sera tout à fait arbitraire, en sorte que deux cartes différentes ne pourront être comparables entre elles sous le rapport du relief, et dès-lors le but qu'on se propose, en régularisant le dessin de la topographie, sera manqué. Mais continuons notre examen.

« Art. 5. On conservera sur les cartes, soit dessinées, » soit gravées, qui seront exécutées d'après les minutes mises » à l'encre, la trace des courbes horizontales qui auront » servi de directrices aux hachures, de manière qu'on puisse » toujours saisir et suivre la direction de ces courbes. Cette » condition essentielle s'obtiendra, soit que les hachures, se » terminant sur les courbes elles-mêmes, elles ne soient pas » tracées dans le prolongement l'une de l'autre, soit que, s'ar- » rêtant à une très-courte distance de ces courbes, elles » laissent entre elles un petit espace blanc. »

J'admets, comme la commission, la convenance de faciliter les moyens de retrouver sur une carte la direction des courbes horizontales qui ont servi au tracé des hachures; mais pourquoi laisser le choix entre deux moyens pour parvenir à ce résultat? Le premier me semble préférable au second, en ce qu'il ne coupe pas le dessin par une suite de zones blanches, exprimant réellement des paliers horizontaux qui n'existent cependant pas sur le terrain. Il est d'ailleurs bien suffisant, puisqu'après avoir substitué les hachures aux courbes, on n'a plus pour but de faire saisir au premier coup d'œil le tracé de ces courbes.

Je remarquerai encore qu'on pourrait déduire des principes de la commission, que les hachures doivent être tracées

sans interruption d'une courbe horizontale à la suivante, quel que soit l'intervalle qui sépare ces courbes. Cependant, il résulte de la manière dont on opère, que, lorsque les pentes sont douces et que les horizontales ont une courbure très-prononcée, ces hachures, fort resserrées vers une de leurs extrémités, s'écartent au contraire beaucoup vers l'autre, en sorte qu'elles expriment des pentes variables dans un espace pour lequel l'inclinaison du terrain est constante. Le seul remède à cet inconvénient serait d'intercaler dans les parties où il aurait lieu, une ou plusieurs courbes intermédiaires entre celles qui sont comprises dans les plans équidistans, et d'arrêter les hachures à ces nouvelles courbes. En agissant ainsi, on troublerait, il est vrai, l'équidistance que la commission veut conserver dans chaque carte, mais il faut remarquer qu'il ne s'agit pas ici de cartes minutes, et que d'ailleurs, avec le moindre degré d'attention, il est toujours facile de reconnaître les courbes primitives et les courbes intercalées. La règle posée par la commission aurait donc besoin d'un supplément ou au moins d'un commentaire.

« Art. 6. Sur toutes les cartes, des cotes placées aux » points les plus remarquables du terrain, indiqueront la » hauteur de ces points : le point dont la cote est zéro, étant » toujours celui qui sera reconnu pour être le plus bas, on » fera connaître, autant que possible, la hauteur de ce point » au-dessus du niveau de la mer. Dans le cas où un ou plu- » sieurs points du terrain seraient inférieurs au niveau de la » mer, la cote zéro correspondra à ce niveau, et les cotes des » points qui se trouveraient au-dessous auraient le signe » négatif. »

Je n'ai sur cet article qu'une seule observation à faire, c'est que la commission, préoccupée de la carte de France, semble avoir oublié que les règles qu'elle prescrit devront

s'appliquer à toutes les cartes sans distinction et quels que soient les procédés employés pour leur construction. Or, comment se procurera-t-on des cotes, même approximatives, lorsque l'on fera, presque sans instrumens, une reconnaissance rapide dans un pays ennemi? N'aurait-on pas dû se borner à indiquer l'addition de ces cotes, dans le cas où le genre du levé permettrait de les obtenir?

« Art. 7 et dernier. Quelle que soit l'échelle des cartes » topographiques, on écartera pour le figuré du terrain, » toute considération de lumière, soit oblique, soit ver- » ticale. »

Ce principe, dont j'ai déjà dit quelques mots, est le plus important de tous ceux qu'a posés la commission, et il ramène la topographie à son véritable objet, en la dégageant de toutes considérations relatives à la perspective et au dessin d'imitation. La commission, en prenant cette décision, a mis le sceau à une révolution qui depuis plus de vingt ans tend à s'opérer dans la topographie en France et qui est déjà accomplie en Allemagne et dans d'autres pays de l'Europe. Ainsi, dorénavant sur les cartes, les teintes ne seront plus que des moyens conventionnels d'exprimer la raideur des pentes dont les directions seront données par le tracé des hachures.

Pour faire ressortir la justesse d'une partie des observations que je me suis permis de faire, dans l'intérêt de l'art, sur le travail de la commission de topographie, je vais jeter un coup-d'œil sur les moyens d'exécution qu'on paraît avoir adoptés pour la carte de France, en conséquence de ce travail.

La première opération à faire avant de dessiner le figuré sur la carte de France, était de régler l'écartement ou le grossissement des hachures, en raison de l'inclinaison des pentes. Cette loi a été établie à l'aide d'un diapason de

teintes formées au moyen de hachures. Ce qui frappe d'abord, à l'inspection de ce diapason, c'est qu'il varie avec les échelles des cartes, en sorte que les pentes, sur ces diverses cartes, ne peuvent pas être immédiatement comparées entre elles. Ce grave inconvénient est une conséquence du vague qui règne dans les prescriptions de la commission, et je ne reviendrai pas ici sur ce que j'ai dit plus haut à cet égard; mais le diapason renferme encore plusieurs autres défauts qui lui sont propres.

La commission dit, par exemple, que pour les pentes douces, l'écartement des hachures sera proportionnel à la distance des courbes horizontales entre elles, ou à la cotangente de l'angle d'inclinaison de la pente avec la verticale, et, sur le diapason, l'écartement des hachures est proportionnel au sinus de cet angle.

La commission ne parle de grossir les hachures qu'à partir d'une limite, déterminée par la condition, que l'intervalle entre deux de ces hachures ne devienne pas moindre qu'un demi-millimètre; sur le diapason, le grossissement commence dès la pente la plus douce.

La commission enfin, prescrit de ne jamais placer plus de quatre hachures dans une largeur de deux millimètres, et le diapason en offre jusqu'à huit dans le même espace. En un mot, il ne se rencontre pas la moindre analogie entre les règles posées par la commission, et celles qu'on a suivies dans la formation du diapason. Ce manque d'harmonie doit tenir, en partie au moins, à l'impossibilité d'exécuter entièrement les préceptes de la commission, et à leur insuffisance.

Mais voici qui est bien plus remarquable encore, et qui mérite une attention plus particulière. Il a été fait, sous la direction du Dépôt de la guerre, un *spécimen* de la nouvelle carte de France, représentant un fragment des environs de

Donchery, sur la Meuse, et de Sédan. Ce morceau, exécuté avec un fini et un talent remarquables, par le graveur Blondeau, a été envoyé par le Ministre de la guerre, revêtu de son approbation, à l'appui des décisions de la commission, dans les écoles militaires, pour servir de modèle, et de type au dessin de la topographie. Cependant, cette carte n'est pas plus en rapport avec les décisions de la commission que le diapason dont je viens de parler; et bien plus, elle est tout aussi peu en harmonie avec celui-là même. Voilà donc trois travaux exécutés en conséquence les uns des autres, tous approuvés par le ministre, et qui sont cependant dans le désaccord le plus complet. Il me paraît urgent de signaler un pareil état de choses, pour désabuser ceux qui, confians dans l'autorité des membres de la commission, croiraient la question du dessin de la topographie complètement résolue, et le Ministre lui-même, qui sans doute n'a vu dans le *spécimen* du Dépôt de la guerre, qu'une justification des principes posés par la commission.

Si l'on ne revenait point sur ce qui a été fait jusqu'à ce jour, il s'en suivrait qu'après avoir hautement annoncé que la nouvelle carte de France s'exécutait d'après une loi uniforme et constante, propre à faire juger la nature des pentes à la seule inspection, on se trouverait avoir une carte fort bien gravée, peut-être, mais où le figuré aurait été livré presque entièrement à la discrétion des artistes.

Pour prouver ce que je viens d'avancer, je vais faire quelques observations de détail sur le figuré de la petite carte dont il est ici question, en relevant plusieurs fautes qu'il est bon d'indiquer aux personnes chargées de la gravure, afin qu'elles en préviennent de semblables, s'il est possible, sur les feuilles qui doivent être maintenant en exécution.

Il suffit de jeter les yeux sur cette carte pour se convaincre

que l'écartement des hachures n'y est pas proportionnel à la distance des courbes horizontales entre elles, et égal au quart de cette distance. Cette loi se vérifie à peu près pour quelques pentes extrêmement douces; mais bientôt le resserrement diminue et devient au plus la moitié de ce qu'il devrait être. On peut le vérifier en un grand nombre de points de la carte.

Le grossissement des hachures ne commence pas seulement lorsque leur espacement est égal à un demi-millimètre, mais il a été employé sur toutes les pentes pour modérer les teintes. On peut, pour s'en assurer, comparer les hachures qui sont au-dessus de Donchery avec celles qui sont entre Villette et Sédan; les pentes sont fort douces en ces deux endroits, et cependant, c'est plutôt la force du trait que l'écartement des hachures qui fait ressortir la petite différence de leur inclinaison.

Enfin, on ne s'est pas borné à placer au maximum quatre hachures dans un espace de deux millimètres de largeur, mais on en a mis la plupart du temps de six à huit. Nul doute donc que les lois prescrites par la commission de topographie n'aient point été observées.

Pour s'assurer aussi qu'on n'a pas suivi davantage la loi exprimée par le diapason, on remarquera que le terrain représenté ne renferme que de légères collines, dont la pente générale est loin d'atteindre à 50 grades, et ne va pas même jusqu'à 20; cependant, en beaucoup d'endroits, la teinte résultant des hachures correspond au moins à celle que le diapason indique pour 50 grades; notamment au-dessus d'Annogne, près de Noyers, etc.

Les plus petites pentes que porte le diapason sont de un grade, et il serait superflu, en effet, d'en exprimer de plus douces; cependant, dans beaucoup d'endroits les hachures ont plus d'espacement que le diapason n'en indique pour

cette pente. Enfin, l'on rencontre, pour les pentes douces, des hachures fines et serrées, tandis que d'autres sont plus grosses et plus écartées, ce qui n'est conforme ni à la loi du diapason, ni à celle de la commission.

Le *spécimen*, gravé au Dépôt de la guerre, ne prouve donc rien relativement au travail de la commission de topographie; mais, comme cet essai est fait pour séduire à la première inspection, et que, sous le rapport de la gravure, il a toute la perfection qu'on est accoutumé de rencontrer dans les travaux de son auteur, je terminerai cet article par quelques observations critiques sur son exécution.

Il résulte de la loi adoptée par le graveur, quelle qu'elle puisse être d'ailleurs, un ton général trop uniforme et trop gris, inconvénient qui aurait disparu si l'on se fût rapproché davantage de la loi de la commission; mais qui aurait été plus grave encore, si l'on eût suivi rigoureusement celle du diapason.

En comparant les hachures aux courbes horizontales levées sur le terrain, il est aisé de s'apercevoir que le graveur n'a pas été fort scrupuleux dans l'espèce de traduction qu'il avait à faire, et qu'autant qu'il l'a pu, il a sacrifié l'exactitude à l'effet. Un tel inconvénient ne pourra cesser d'avoir lieu qu'en adoptant une loi bien précise, à laquelle le graveur sera obligé de se soumettre.

Quant au tracé des hachures, on remarquera que dans presque tous les vallons, celles des pentes opposées qui devraient venir se raccorder tangentiellement au thalweg, se rencontrent au contraire sous des angles très-sensibles, ce qui ferait supposer que les courbes horizontales auraient un point de rebroussement au fond de ces vallons, tandis que l'écoulement des eaux force ordinairement la surface du sol à suivre une courbure continue. On trouve des exemples sensibles de ce recoupement de hachures, près

de Villers-sur-Bar, de Saint-Aignan, de Noyers et en maints autres endroits, car on ne saurait parcourir un centimètre carré de la surface de la carte sans en rencontrer.

Je ferai remarquer encore que plusieurs courbes horizontales servant de directrices aux hachures, semblent venir se confondre en une seule, ce qui ne saurait être quand il n'existe pas d'escarpement au point de rencontre. Il faut un soin un peu minutieux pour découvrir ces imperfections partout où elles existent, mais on en peut voir des exemples assez sensibles entre le mont d'Iges et la tour à Glaire, dans un vallon entre Villers-sur-Bar et la route de Sédan, et dans plusieurs autres endroits.

Enfin, dans quelques parties, comme au-dessus de Manicourt, de Villers-sur-Bar, etc., on eût pu, en subdivisant les hachures, éviter les gradins que les courbes horizontales paraissent former sur le terrain. Malgré ces légers défauts cependant, l'exemple présenté par le Dépôt de la guerre est d'une fort belle exécution, et si la carte entière répond à cet essai, la France possédera un monument supérieur à ce qui a jamais été fait dans ce genre.

Je terminerai en résumant mes observations, auxquelles je n'ai donné tant d'étendue qu'à cause de l'importance qu'acquiert aujourd'hui le sujet, par la gravure de la carte de France.

La commission de topographie a posé relativement aux cartes minutes des principes excellens qui contribueront, sans nul doute, au perfectionnement de l'art des levés, en obligeant tous les officiers chargés de reconnaissances, à mettre dans la détermination des reliefs, plus de précision qu'on n'en apportait autrefois. Le seul point qui puisse être contesté est la condition imposée de n'employer dans tous les cas que des courbes horizontales continues, situées dans des plans équidistans, pour l'expression de ces reliefs.

Pour ce qui est des cartes mises au net, et des cartes gravées, deux principes importans sont consacrés : l'un par lequel on maintient l'emploi des hachures dirigées suivant les lignes de plus grande pente, au moins sur les cartes à petites échelles, et l'autre par lequel on bannit toute considération de lumière soit oblique, soit verticale dans le dessin des cartes, les teintes ne devenant plus alors qu'un moyen conventionnel d'exprimer la raideur des pentes.

La commission, par ces décisions, a rendu à la topographie un service signalé qui lui assurera la reconnaissance d'un grand nombre de militaires éclairés; mais, lorsqu'elle est entrée dans les détails d'exécution, je crois qu'elle s'est égarée, et qu'elle ne pouvait même manquer de le faire. Était-ce, en effet, à un conseil de généraux et de savans dont plusieurs n'ont jamais dessiné de cartes, qu'il fallait s'adresser pour fixer des règles sur la manière de tracer les hachures? Une commission composée comme celle dont il est ici question, peut bien poser quelques principes généraux sur la topographie; mais, si elle va plus loin, elle sort de son rôle et s'expose à commettre toutes sortes de fautes. C'est ce qu'elle semble avoir fort bien senti, car il est aisé de s'apercevoir par la lecture de ses discussions, que ce n'est qu'avec une sorte de répugnance qu'elle a abordé les détails, tandis qu'elle s'était longuement étendue sur les principes généraux. Son travail même, a été si incomplet sous le premier rapport, que le Ministre s'est cru obligé de le lui renvoyer pour y ajouter quelques nouveaux développemens.

Ce que la commission devait faire, selon moi, c'était de s'ériger en tribunal, de faire exécuter un grand nombre de cartes par des praticiens éclairés, dans des systèmes variés, mais tous assujétis à des conditions générales arrêtées d'a-

GYMNASTIQUE (1).

M. le colonel Amoros, directeur du Gymnase normal militaire, ayant offert le 10 février au ministre de la guerre, d'instruire gratuitement les troupes qu'il voudrait envoyer à son établissement, pour donner des assauts, franchir des obstacles, sauter, lutter et courir, exercices qu'elles auraient probablement à appliquer dans l'expédition d'Afrique. Cette proposition fut acceptée, et les compagnies d'élite du 28e de ligne furent envoyées au Gymnase.

L'époque du départ de ce régiment étant trop rapprochée pour enseigner aux soldats ce qui se pratique pour les militaires envoyés de chaque corps, M. le colonel Amoros parvint, en huit séances, à apprendre à ces élèves une partie de la gymnastique.

Les résultats de cette instruction sont consignés dans la lettre suivante, adressée par le colonel au ministre de la guerre le 30 mars dernier.

« Les compagnies d'élite du 28e de ligne n'ont pu prendre que huit leçons de gymnastique ; mais elles ont bien profité des efforts que j'ai faits pour obtenir des résultats ; à la dernière séance, tous ces militaires ont donné lestement l'assaut au vieux mur, sans se servir d'échelles, tous ont

(1) Nous avons donné dans les 40e et 42e livraisons du *Spectateur* un article sur les avantages qui résulteraient pour les militaires de consacrer leurs loisirs aux jeux gymnastiques. L'utilité de cette mesure s'est fait sentir au moment où se préparait l'expédition d'Afrique, et en huit leçons, M. le colonel Amoros a mis ses élèves à même de rendre de grands services dans cette expédition. Nous mettons sous les yeux de nos lecteurs les détails qu'il veut bien nous communiquer.

grimpé à un mur de quinze pieds par les perches vacillantes à doubles crochets ; tous ont sauté dix pieds en profondeur en avant, et quinze pieds en profondeur en arrière, tous ont franchi les barrières et passé sur les poutres vacillantes du fossé, en suivant un rythme ; tous ont habitué leur tête à monter aux échelles de trente pieds, et ont fait une course de six mille pieds en dix minutes; ils ont appris encore à former des pyramides vivantes pour donner des assauts à un mur de vingt pieds de hauteur. Jamais je n'ai obtenu des résultats plus généraux, plus uniformes et plus brillans. Mais il faut de toute nécessité faire construire promptement trois cents perches pour que ces troupes, et les autres que l'on trouvera dans l'armée expéditionnaire avoir suivi mes leçons, puissent s'en servir et prendre les forts avec la rapidité que ces moyens procurent.

» Je réitère l'offre de mon fils, qui connaît toutes mes inventions, pour diriger le parc des instrumens gymnastiques, la construction des objets que l'on désignera et leur application sur le terrain ; il pourra servir encore à faire répéter cet exercice aux troupes que l'on destinera à donner ces assauts, parce qu'il faut conserver leur aptitude pour le moment de l'action.

» J'ai l'honneur, etc. »

Nota. M. Amoros fils, lieutenant en premier d'artillerie, a été nommé en effet pour diriger l'enseignement de la gymnastique des troupes de l'expédition d'Afrique sous les ordres du général du génie baron de Valazé, et on a confectionné à Toulon deux cents perches amorosiennes, et cent échelles de l'invention de M. Amoros.

NOUVELLES MILITAIRES.

FRANCE.

COMPOSITION

DE L'ARMÉE D'EXPÉDITION D'AFRIQUE (1).

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

S. E. le lieutenant-général comte de Bourmont, pair de France, commandant en chef; de Trelan, chef de bataillon et de Bourmont, capitaine, aides-de-camp; Delamyre, capitaine; d'Arthel, *id.*; de Biencourt, lieutenant; de Maillé, *id.*; officiers d'ordonnance.

Lieutenant-général Desprez, chef d'état-major général; de Montcarville, chef de bataillon, et Minangoy, capitaine, aides-de-camp; Fournier de Trelo, lieutenant, officier d'ordonnance.

Maréchal de camp Tholosé, sous-chef d'état-major général; Sol, capitaine; Bernard, lieutenant, aides-de-camp.

Maubert de Neuilly, lieutenant-colonel de gendarmerie, grand prévôt.

De Bartillat, commandant du quartier général.

De Carné, chef de bataillon, vaguemestre général.

(1) L'État inséré dans la 50e livraison présente, pour ce qui concerne l'armée de terre, des inexactitudes et plusieurs omissions; nous le rectifions ici en publiant l'état exact de la composition de l'armée.

Officiers d'état-major employés à l'état-major.

Juchereau de St.-Denis, col.
Auvray, lieutenant-colonel.
De Montlivault, chef de bat.
Fernel, *id.*
Lerminier, *id.*
Perrin Selliers, *id.*
De Lignivillc, capitaine.
Chapelié, *id.*
Berger de Castelan, *id.*
Pelissier, *id.*
Maussion, *id.*
Boyer, *id.*

Officiers à la suite du quartier-général.

Prince de Chalais, sous-lieut.
De Bellevue, *id.*
De Bethisy, sous-lieuten.
Henri de Noailles, *id.*

ARTILLERIE (*État-Major*).

Maréchal de camp, vicomte de la Hitte, commandant; Maleschard, capitaine; de Salles, lieutenant, aides-de-camp.

Colonel d'Esclaibes, chef d'état-major.

Lieutenant-colonel Eggerlé, commandant l'équipage de siége.

Officiers attachés à l'état-major.

De Julvécourt, chef de bat.
Legrand, *id.*
De Foucault, *id.*
De Camain, capitaine.
Labaume, *id.*
De Sainte-Foix; *id.*
Admirault, *id.*
Romestin, chef de bataillon.
Molin, *id.*
Bousson, *id.*
Legagneur, capitaine.
Bonnet, *id.*
Marey, *id.*

GÉNIE (*État-Major*).

Maréchal de camp, baron de Valazé, commandant; Gay, capitaine aide-de-camp.

Lieutenant-colonel Dupau, chef d'état-major.
Chef de bataillon Lemercier, directeur du parc.

Officiers d'état-major.

Chambaud, chef de bataillon.
Beurnier, capitaine.
Gallice, *id.*
Guèze, *id.*
Duvivier, *id.*
Gaullier, *id.*
D'Eprémesnil, *id.*
Bouessel, *id.*
Foureau, *id.*
Bigot, lieutenant.
De Bouscaren, *id.*
Vaillant, chef de bataillon.
Collas, capitaine.
D'Oussières, *id.*
Morin, *id.*
Duffourc, *id.*
De Montfort, *id.*
Chabaud-Latour, *id.*
Ribot, *id.*
Dessessard, *id.*
De Béville, *id.*

INTENDANCE MILITAIRE.

Baron Dennié, intendant en chef; Lambert sous-intendant; Evrard de St-Jean, *idem*; Dubois, adjoint. Administration générale de l'armée.

Baron de Sermet, sous-intendant; Raynal, adjoint; service du grand quartier-général, police supérieure des subsistances.

Brugnières, sous-intendant; de Limoges, adjoint; service du trésor et des postes et hôpitaux militaires.

Ferrand de Saligny, sous-intendant; campement, habillement, harnachement.

Fontenay, sous-intendant; Charpentier, *id.*, équipages militaires, artillerie et génie.

Dorville, sous-intendant, parc général des bestiaux.

Frosté, *id.*, près du chef d'état-major général.

Trésor.

Férino, payeur général.

Postes militaires.

M... . directeur du bureau central.

SERVICE DE SANTÉ DES HOPITAUX.

Roux, médecin en chef.
Mauricheau Beaupré, chirurgien en chef.
Charpentier, pharmacien en chef.
Michel, officier d'administration en chef.

INGÉNIEURS GÉOGRAPHES.

Filhon, capitaine.
Levret, lieutenant.
Rozet, lieutenant.
Ollivier, *id.*

TROUPES.

PREMIÈRE DIVISION.

Lieutenant-général Berthezène, commandant; Letier, capitaine aide-de-camp; Barchoux, *id.*; Crevel, capitaine officier d'ordonnance.

Colonel Brossard, chef d'état-major.
Sergent de Champigny, sous-intendant militaire.
Barbier, sous-intendant militaire adjoint.

Officiers d'état-major.

Reveux, chef de bataillon.
Rivière, capitaine.
Guillot Duhamel, capitaine.
Destabenrath, *id.*

Première Brigade.

Maréchal de camp, Poret de Morvan; Beauquet, capitaine aide-de-camp; Cerfberr, lieutenant, officier d'ordonnance.

2e léger et 1er bataillon du 4e léger, de Frescheville, colonel.

3e de ligne, Roussel, colonel.

Deuxième brigade.

Maréchal de camp, baron Achard; Rospic, capitaine; Cardon de la Place, lieutenant; aides-de-camp.

14e de ligne, d'Armaillé, colonel.

37e de ligne, baron Feuchères, *id.*

Troisième brigade.

Maréchal de camp, baron Clouet; Senilles, capitaine; Bearn, lieutenant; aides-de-camp.

20e de ligne, Horric de la Motte, colonel.

28e de ligne, Monnier, colonel.

DEUXIÈME DIVISION.

Lieutenant-général, comte Loverdo, commandant; Courcenet, chef de bataillon; Dubreton, capitaine; aides-de-camp; de St.-Mars, capitaine, officier d'ordonnance

Colonel Jacobi, chef d'état-major.

Behaghel, sous-intendant militaire.

Officiers d'état-major.

Aupick, chef de bataillon. Conrad, capitaine.
Perrot, capitaine. Eynard, *id.*

Première brigade,

Maréchal-de-camp, Damremont; Foy, capitaine aide-de-camp; de Vogué, lieutenant officier d'ordonnance.

6ᵉ de ligne, de la Villegille, colonel.

49ᵉ de ligne, Magnan, colonel.

Deuxième brigade.

Maréchal-de-camp vicomte Monck d'Uzer; Sicard, lieutenant aide-de-camp; Riban, capitaine officier d'ordonnance.

15ᵉ de ligne, Mangin colonel.

48ᵉ id., De Leridant colonel.

Troisième brigade.

Maréchal-de-camp, Colomb d'Arcine; Gotschicht, capitaine aide-de-camp; De Fezensac, lieutenant officier d'ordonnance.

21ᵉ de ligne, Goutefrey colonel.

29ᵉ id., Delachau colonel.

TROISIÈME DIVISION.

Lieutenant-général duc d'Escars, commandant; Borne, chef de bataillon; de Surineau, capitaine; aides-de-camp; De Lorges, capitaine officier d'ordonnance.

Colonel baron Petiet, chef d'état-major.

D'Hesnaud, sous-intendant militaire.

Merle, id., adjoint.

Officiers d'état-major.

Pretot, chef de bataillon. De Labouëre, capitaine.
De Tamnay, capitaine. De la Vedrine, *id.*

Première brigade.

Maréchal de camp de Bertier-Sauvigny; Lecaron, capitaine aide-de-camp; de Bertier, officier d'ordonnance.

9e léger 1er bataillon, et 1er bataillon du 1er léger, de Neufchèze colonel.

35e de ligne, Rhulières colonel.

Deuxième brigade.

Maréchal de camp baron Hurel; Delmotte, capitaine aide-de camp; Curial, sous-lieutenant officier d'ordonnance.

17e de ligne, Duprat colonel.

30e id., Ocher de Beaupré colonel.

Troisième brigade.

Maréchal de camp comte de Montlivault; Le Barbier de Tinan, capitaine aide-de-camp; Rougé, sous-lieutenant officier d'ordonnance.

23e de ligne, de Montboissier colonel.

34e id., de Roucy colonel.

CAVALERIE.

1 escadron du 13e chasseurs, 2 escadrons du 17e id., Bontems Dubarry colonel.

MARINE.

Escadre de bataille.

La Provence, vaisseau.
L'Iphigénie, frégate.
La Surveillante, id.
Le Trident, vaisseau.
L'Herminie, frégate.
La Pallas, frégate.
Le Breslaw, vaisseau.
La Didon, frégate.
La Guerrière, frégate.
La Melpomène, id.

L'Amphitrite, id.
La belle Gabrielle, id.
La Médée, id.
L'Aréthuse, id.
L'Alacrity, brick.
La Vénus, id.
La Magicienne, id.
La Proserpine, id.
L'Alerte, brick.

Escadre de débarquement.

L'Algésiras, vaisseau.
Le Duquesne, id.
La Marie-Thérèse, frégate.
La Jeanne-d'Arc, id.
Le Marengo, vaisseau.
La Thémis, frégate.
Le Ducouédic, brick.
Le Hussard, id.
La ville de Marseille, vaiss.
La Couronne, id.
Le Scipion, vaisseau.
L'Arthémise, frégate.
La Thétis, id.
La Cybèle, id.
L'Orithye, corvette.
La Caravane, id.

Escadre de réserve.

La Créole, gabarre.
Le d'Assas, brick.
La Cornélie, corvette.
L'Endymion, brick.
La Lybio, corvette.
L'Adour, id.
Le Rhône, id.
Le Volcan, bombarde.
L'Hécla, id.
Le Cyclope, id.
La Dore, id.
La Vigogne, id.
Le Bayonnais, id.
La Truite, id.
Le Lézard, id.
Le Voltigeur, brick.
La Victorieuse, corvette.
Le Griffon, brick.
Le Dragon, id.
La Bonite, corvette.
Le Tarn, id.
Le Vésuve, bombarde.
L'Achéron, id.
Le Vulcain, id.
Le Finistère, id.
Le Robuste, id.
Le Chameau, id.
L'Astrolabe, id.
La Garonne, id.
L'Euryale, brick.

Bâtimens du convoi qui portent une partie du personnel.

1. Cinq Frères.	2. Victor et Félicie.
3. Bons Amis.	4. Saint Jean-Baptiste.
5. Syrien.	6. Hardy.
7. Jeune Élyse.	8. Saint-Tropez.
9. Julia.	10. Émile.
11. Saint-Tropez.	12. Hypolite.
13. Neptune.	14. Honorine.
15. Jeune Pierre.	16. Heureux Retour.
17. Louise.	18. Fortune.
19. Anaïs.	20. Blondin.
21. Virginie.	22. Adesione.
23. Il Fido.	24. Bonne Mère.
25. Horizonte.	26. Notre-Dame-de-Lorette.
27. Terrible.	28. Catharina.
29. Mithridate.	30. Saint-Michel-st-Antoine.
31. Otto Herman.	32. Occidente.

L'escadre de débarquement, composée de vaisseaux armés en flûte, porte la première division d'infanterie ; la deuxième division est sur l'escadre de bataille, dont tous les vaisseaux sont armés en guerre. 6 bataillons de la troisième division sont embarqués sur l'escadre de réserve, cinq autres sur les bâtimens du convoi; un bataillon a dû attendre pour s'embarquer l'arrivée du *Superbe* ou du *Nestor*. Les troupes de l'artillerie et du génie et l'administration sont réparties sur les 3 escadres et sur le convoi.

Il est difficile de donner le nombre des transports chargés de vivres, de fourrages, d'une partie du matériel de l'artillerie qu'il est le moins urgent de débarquer, du matériel du génie et de celui de l'administration, comme hopitaux, etc.

Par décision du 23 de ce mois, le roi a désigné pour remplir les fonctions d'inspecteurs-généraux d'infanterie et de cavalerie, pour 1830, et pour commander les troupes qui seront réunies à St-Omer et à Lunéville, les officiers-généraux dont les noms suivent :

Inspecteurs-généraux d'infanterie,

MM. les lieutenans-généraux baron Pecheux, baron Meunier, vicomte Obert, baron Fririon, comte Dalton et baron Mallet.

MM. les maréchaux-de-camp Fantin des Odoards, Voirol, de Cadoudal, baron Courson, vicomte Schramm.

Inspecteurs-généraux de cavalerie.

MM. les lieutenans-généraux comte de Sparre, comte de Bourbon-Busset, vicomte de Reiset.

MM. les maréchaux-de-camp marquis de Castelbajac, marquis de Vence, baron Guyon, vicomte Farine.

Commandans des troupes d'infanterie qui seront reunies à Saint-Omer.

M. le lieutenant-général comte Dalton et MM. les maréchaux-de-camp de Veran-André, comte d'Adhémar et de Murphy.

Commandans des troupes de cavalerie qui seront réunies à Lunéville.

M. le lieutenant-général comte de Bourbon-Busset et MM. les maréchaux-de-camp baron de l'Espinay, marquis de Castries, comte de la Laloyère.

ÉTRANGER.

Angleterre. Le gouvernement vient de décider que le pain et le biscuit destinés à l'approvisionnement des troupes soient désormais fabriqués avec les machines et mécaniques de nouvelle invention.

Voici les noms des gouverneurs et commandans militaires dans nos stations à l'extérieur : *Iles Ioniennes*, le lieutenant-général sir Fr. Adams. *Ile de Malte*, le général-major Ponsonby. *Gibraltar*, le lieutenant-général Don. *Canada*, le lieutenant-général sir Kempt. *Nouvelle Écosse*, le lieutenant-général sir P. Maitland. *Iles Bermudes*, le lieutenant-général sir H. Turner. *Aux Barbades*, le lieutenant-général sir James Lyon. *Grenade*, général-major sir J. Campbell. *Demeraiy*, général-major sir B. Urban. *Saint-Trinidad*, général-major Grant. *La Dominique*, général-major Nicolaï. *Autqua*, général-major Ross. *Tabago*, général-major Blackwell. *Sainte-Lucie*, général-major Stewart. *Saint-Kettes*, colonel Maxwel. *La Jamaïque*, général major sir J. Keane. *Honduras*, colonel Kockburn.

Gouverneur de l'Inde, le lieutenant-général sir Walter. *Bombay*, le lieutenant-général sir Th. Beckwith. *Cap de Bonne Espérance*, le lieutenant-général sir Cole. *Ceylan*, le lieutenant-général sir Barnes. *Côte ouest d'Afrique*. major Rickettes. *Ile Maurice*, le lieutenant-général Colvill. *Nouvelle Galle*, le lieutenant-général Darling. *Van-Diémen*, colonel Arthur. *Ile Norfolk*, le lieutenant-colonel Morisset.

Prusse. — Le roi a fait les promotions suivantes dans l'armée :

Le lieutenant-général Rauch, général d'infanterie.

Les colonels de Rohr, Brauchitsch et Diest, généraux-majors.

Dix-sept lieutenans-colonels ont été nommés colonels.

Quarante-deux majors, lieutenans-colonels. On remarque parmi ces derniers M. Wagner, auteur militaire fort estimé, qui a passé lieutenant-colonel du grand état-major général.

M. le colonel de Canitz, auteur d'un ouvrage classique sur la cavalerie, et dernièrement chargé d'une mission extraordinaire à Constantinople, vient d'être nommé chef d'état-major du corps d'armée de la garde.

—La landwehr du huitième corps d'armée sera mobilisée cette année pendant quatre semaines, en vertu d'un *ordre du cabinet* du 21 avril; ces troupes prendront part aux grandes manœuvres qui auront lieu cette année dans les provinces Rhénanes.

Russie.—L'empereur, sur la demande de la noblesse, a ordonné que des écoles militaires fussent établies dans les gouvernemens de Nowgrod, Toula, Tamboff, Polostzk, Poultava et Elisabethgrod.

Chaque établissement devra contenir jusqu'à 400 élèves. Les écoles étant fondées aux frais de la noblesse, elle aura le privilège de proposer au gouvernement des sujets pour l'admission dans ces écoles; les fils d'officiers ayant déjà servi l'état obtiendront la préférence.

Voici la totalité des dons volontaires faits par la noblesse jusqu'au 1er janvier 1829.

Pour l'école de	Nowgrod.	142,592 roubles.
——	Toula.	1,024,987
——	Tamboff.	431,772
——	Polostzk.	121,590
——	Poultava.	183,350
——	Elisabethgrod.	313,490

Outre ces dons volontaires, le gouvernement a assigné

une somme annuelle de 179,886 roubles pour contribuer à la splendeur de ces établissemens.

La noblesse des gouvernemens de Moscou, Kasan, Nischney, Nowgrad-Kostroma, Wologda et Estland, n'ayant pu concourir à l'érection de ces établissemens, aura la faculté d'envoyer leurs enfans dans les écoles militaires de Moscou et dans l'école de marine.

— Le général major et commandant du grand quartier impérial Kawelin, vient d'être nommé gouverneur des pages de S. M.

Le général-major Parfatzky a été nommé inspecteur général de cavalerie à l'armée détachée du Caucase.

Grand duché de Bade.—Une circulaire du ministre de l'intérieur enjoint aux habitans du grand duché de considérer désormais tout gendarme dans l'exercice de ses fonctions comme une *sentinelle en faction*, ou comme une *patrouille militaire;* la résistance ou la désobéissance aux invitations des gendarmes, sera punie comme si l'on avait porté atteinte à l'inviolabilité d'une sentinelle ou empêché l'exécution d'une consigne.

Naples. — Les quatre régimens suisses capitulés sont maintenant au grand complet, et forment un total de 6,000 combattans. L'habillement de ces étrangers est somptueux et leur solde est beaucoup plus forte que celle des troupes nationales; mais en revanche une discipline de fer pèse sur les pauvres soldats; plusieurs d'entre eux ont déjà été passés par les armes pour cause d'insubordination, qui dans aucun autre service n'auraient été punis de la peine de mort.

Les troupes suisses ont seules, chez nous, le droit de porter des armes hors le service.

Norwège. — Il va y avoir cet été deux camps pour exer-

cer nos troupes; le premier sera établi près de Drontheim, et le second à Christiania.

États-Unis. Le congrès national a décidé dernièrement que l'état-major de l'armée navale sera composé, dans les temps ordinaires, de : 1 vice-amiral, 2 contre-amiraux, 30 capitaines de vaisseau, 30 commandeurs, 200 lieutenans, et 400 mitschipmen.

Le même congrès a autorisé le président à augmenter ce personnel, en cas d'événemens fortuits, jusqu'à 40 capitaines de vaisseau, 50 commandans, 250 lieutenans et 500 mitschipmen.

La solde des officiers de marine en état de désarmement est pour un vice-amiral, 4,500 dollars; pour un contre-amiral, 4,000 dollars; pour un capitaine de vaisseau, 2,500 dollars; pour un commandeur, 1,660 dollars.

Sur mer, la solde d'un vice-amiral est de 6,000 dollars; d'un contre-amiral, de 5,500 dollars; d'un capitaine de vaisseau, commandant une escadre portant plus de 200 canons, 5,500 dollars; d'un capitaine de vaisseau ayant moins de 200 canons à bord, de 4,000 dollars; d'un capitaine de frégate de première classe, de 3,500 dollars; d'un capitaine de frégate de deuxième classe, de 3,200 dollars; d'un commandant, de 2,500 dollars.

Brunswick. Le duc, par décision du 20 Mars dernier, a ordonné l'établissement, à compter du 1er mai, d'un tribunal militaire supérieur, qui siégera dans la capitale.

Ce tribunal, composé du président du collége de guerre, et de deux conseillers, avec un rapporteur et un greffier, sera compétent pour juger tous les crimes, délits, et contraventions commis par :

1° Les militaires de tous grades en activité de service;

2° Les employés civils de l'administration militaire;

3° Les femmes, les enfans et les domestiques des militaires, et des employés de toutes les administrations militaires.

Hanovre. — Le régiment de cavalerie qui porte le titre de gardes du corps, ainsi que le 4e régiment de hussards, formeront une brigade, et seront concentrés aux environs d'Heltzen ; pour y être exercés aux manœuvres d'infanterie, du 29 juin au 10 juillet.

Le régiment de grenadiers, le 2e et le 3e régiment d'infanterie de ligne, se réuniront à Hanovre, et y seront exercés, du 30 juin au 21 juillet, conjointement avec une division (deux batteries) d'artillerie à pied.

Le 4e et le 5e régiment d'infanterie seront rassemblés à Celle, aux mêmes fins, du 21 au 30 juin.

Le 1er régiment d'infanterie de ligne se réunira, le 20 septembre, à Munden, avec un escadron du 3e hussards, pour s'y exercer au service de campagne, patrouilles, découvertes et service des tirailleurs.

— Il est question d'un prochain changement d'uniforme pour l'armée.

Helvétie. — Des conférences se continuent à Berne, sur la question : s'il est opportun et convenable d'accéder à la demande de la France, relative à une modification de quelques-uns des articles de la capitulation, comme aussi d'apporter des changemens au Code pénal militaire, à l'usage des régimens au service de France.

Le colonel Koch, qui déjà a concouru à la rédaction du Code militaire, sera chargé de porter la décision de la commission à la prochaine diète.

— Un camp de manœuvres, composé de 2,183 hommes de troupes helvétiques, se rassemblera le 8 août, à Bière, canton de Vaud. Le colonel Forster, inspecteur des mi-

lices du canton de Saint-Gall, aura le commandement supérieur de ces troupes. Les colonels Muret et Steiger, commanderont sous ses ordres.

Genève y enverra une compagnie d'artillerie et un bataillon d'infanterie; le canton de Vaud deux compagnies de cavalerie; Fribourg deux bataillons d'infanterie, et deux compagnies de francs-tireurs; le Valais, deux bataillons d'infanterie, et Neufchâtel, un bataillon d'infanterie.

Autriche. — Un mouvement assez important vient d'avoir lieu dans les garnisons des régimens italiens, qui autrefois étaient tenus soigneusement éloignés de leur pays natal, et qui viennent d'en être rapprochés. Trois d'entre ces régimens tiendront garnison à Padoue, Trévise et Udine; d'autres seront stationnés à Klagenfurth, Gratz, Fiume, Agram, Raguse et Laybach.

ANNONCES.

THÉORIE DE L'OFFICIER SUPÉRIEUR (1).

Publiée en 1820, par M. Léorier, *ancien colonel d'infanterie.*

Ce livre qui, dans un cadre peu étendu, présente l'ensemble des notions expérimentales et théoriques qui peuvent diriger les militaires dans les circonstances variées qui se présentent à la guerre est un guide précieux, et doit faire partie du léger bagage que les militaires ont à emporter. Telle est la théorie de l'officier supérieur. Sans offrir un Traité complet sur aucune partie de l'art de la guerre, sans approfondir les théories, il en présente les résultats, il retrace les maximes données par les plus grands généraux et les faits qui peuvent les confirmer. Il y joint de nouvelles observations, et lors même qu'on ne partage pas ses opinions, on y trouve un utile sujet de méditations. C'est surtout sous ce rapport que les livres militaires sont avantageux; ils offrent un aliment à l'esprit; ils ne peuvent tout prévoir, donner des préceptes pour tous les cas, mais ils font réfléchir, ils reportent les pensées sur des sujets dont il importe de s'occuper; l'imagination et le talent font le reste.

Après être entré dans des considérations générales sur la discipline, l'instruction et l'administration des corps,

(1) A Paris, chez Anselin.

l'auteur traite rapidement de l'art de la guerre, des marches, des campemens, de l'action des différentes espèces de troupes; de l'attaque par l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie; de l'ordre mince et de l'ordre profond; de la défense des positions; de la poursuite de l'ennemi, des retraites, des combats de l'infanterie contre la cavalerie, selon les diverses localités; du passage des rivières, des ruses et des stratagêmes de guerre, etc. De nombreux exemples sont tirés des guerres anciennes et récentes; cette première partie est terminée par un choix de maximes militaires.

Dans la seconde partie, l'auteur entre dans le détail des opérations partielles. Les deux premiers chapitres forment une instruction sur tout ce qui a rapport au commandement et à la conduite des détachemens, des convois et des fourrages. Les chapitres suivans sont consacrés à quelques notions élémentaires de géométrie et de fortification de campagne. On doit bien penser que ce qui concerne la géométrie est traité d'une manière très-succinte. Les définitions nécessaires pour l'intelligence des tracés de fortifications, la mesure des surfaces, un petit nombre de problèmes pour trouver les distances ou la hauteur des objets qu'on ne peut approcher. Voilà en quoi consiste ce chapitre, où les résultats sont rappelés sans démonstration.

La fortification passagère est traitée avec plus d'étendue; on y trouve quelques notions élémentaires et abrégées sur les principes de la défense par des ouvrages matériels, sur leur tracé, leur profil, leur étendue, leurs formes, leur construction; sur les ouvrages détachés et continus; sur les têtes de ponts, les blockouses, les palissades, les abattis; sur la manière de retrancher les villages et les positions; sur l'attaque et la défense de ces ouvrages. On voit que c'est tout ce qu'il faut pour les officiers qui n'appartiennent pas aux armes spéciales. Ils n'ont que rarement à s'occuper de

ces sortes de constructions, mais il leur importe de les connaître et de savoir en apprécier la valeur pour en diriger l'attaque ou la défense avec plus de succès.

L'auteur entre ensuite dans des considérations spéciales et intéressantes sur la tactique, les manœuvres et les évolutions de ligne. Il parle même des exercices de l'artillerie et du tir des différentes bouches à feu, article dans lequel on pourrait relever quelques inexactitudes; mais ce n'est pas là que les officiers de l'armée iront chercher leur instruction, et les autres y trouveront des notions suffisantes pour leur service.

Nous n'étendrons pas plus loin l'analyse rapide que nous venons de faire; elle suffira pour donner une idée de l'utilité dont cet ouvrage, en un seul volume, peut être pour un grand nombre d'officiers de tous grades. D. M.

Aperçu historique, statistique et topographique sur l'état d'Alger, avec atlas composé de cartes, plans, vues et costumes, rédigé au dépôt de la guerre, deuxième édition in-12, de 238 pages, à Paris, quai Conti n. 17. Prix : 10 fr.

Le titre seul de cet ouvrage en annonce tout le mérite dans les circonstances actuelles et l'on ne saurait trop applaudir à la mesure qu'à prise le gouvernement de le faire distribuer à l'armée d'expédition au moment d'entrer en campagne; cette publication aura le double avantage de mettre les troupes à portée de connaître le pays avant d'y pénétrer, et de leur tracer les mesures à prendre pour éviter les inconveniens et les dangers du climat; la partie hygiénique a été particulièrement traitée d'après les mémoires du docteur Larrey.

La partie historique de cet ouvrage contient le récit de

toutes les expéditions qui ont été dirigée contre l'Afrique septentrionnale, par l'Espagne, la France ou l'Angleterre depuis le 15e siècle jusqu'à nos jours ainsi que celui des principaux événemens qui ont immédiatement précédé celle que la France va entreprendre.

La deuxième partie est consacrée à la statistique divisée elle-même en description physique et statistique spéciale. Les six premiers chapitres traitent de la géographie, géologie et minéralogie, aréographie, hydrographie, botanique, zoologie; le septième de l'homme, de la stature, physionomie et force des habitans, des maladies régnantes, de la fécondité, de la vie moyenne et enfin de l'hygiène.

L'origine, l'état actuel de la population, le langage, la religion, le gouvernement, les établissemens de bienfaisance, l'agriculture, l'industrie, le commerce et les communications font séparément l'objet des chapitres 8 à 19.

La guerre et la marine sont traitées dans les chapitres 20 et 21.

Parmi les 17 cartes ou plans, dont l'atlas est composé, nous avons principalement remarqué la carte du bassin citérieur de la Méditerranée et un plan d'Alger et de ses environs d'après les croquis faits sur les lieux par le capitaine Boutin. Le relief du terrain est exprimé sur cette carte par des sections horizontales dont l'équidistance est de 2 mètres.

Les vues lithographiées et portraits ont été tirés de la collection du colonel Rollier.

ENCYCLOPÉDIE MODERNE.

Le dix-neuvième volume est en vente; il est remarquable sous tous les rapports; il l'est notamment par des articles qui intéressent éminemment l'armée française. On y trouve

les mots *Poudre*, par M. Dufresnoy, ingénieur des mines; *Prévôtales* (*Cours*), par M. Berville; *Prises en mer*, par M. Berlier; *Prisons militaires* et *Recrutement*, par M. La Neuville; *Recrutement* (*marine*), par M. Parisot, capitaine de vaisseau; *Récompenses militaires*, par le général Lamarque; *Régiment*, par le général Fririon, etc., etc. Cet ouvrage, en 24 volumes in-8., renfermant une espèce d'inventaire de toutes les connaissances humaines, supplée à une bibliothèque que le militaire ne peut avoir avec lui.

Jamais pareille entreprise n'a été exécutée avec autant de loyauté, d'exactitude, de désintéressement et de soin, qu'en met M. Courtin dans celle-ci.

On souscrit à Paris, rue St.-Roch, n. 24.

UNION ENCYCLOPÉDIQUE

POUR LA PROPAGATION DES CONNAISSANCES UTILES.

Sous ce titre et à l'instar d'une société analogue qui existe en Angleterre depuis trois ans, et dont M. Brougham est président, il vient de s'organiser à Paris, sous la direction et par les soins de M. Bailly de Merlieux, une association qui se propose de faire composer, et de répandre par toute la France, des traités élémentaires bien faits sur chacune des branches des connaissances humaines. Toutes les combinaisons propres à lui faire produire les plus grands résultats s'y trouvent réunies.

Ainsi, un *Conseil de perfectionnement*, composé de 60 membres-assistans et de 130 membres auxiliaires, choisis parmi les savans les plus éminens dans tous les genres, doit présider à la rédaction des traités.

Le Tableau, donné dans le Prospectus, de tous les ouvrages qui doivent composer cette *Bibliothèque universelle*,

laquelle comprendra, dans trois séries, les *Sciences, Lettres* et *Beaux-Arts*, les *Arts industriels*, *Manufactures* et *Métiers*, l'*Histoire*, la *Géographie* et les *Voyages*, assure que le nombre des volumes fixé ne sera pas dépassé.

Un recueil mensuel, sous le titre de *Mémorial encyclopédique*, destiné à enregistrer les progrès journaliers de chaque branche des connaissances, sert de supplément et de suite nécessaire à la Collection, qui deviendra par là une véritable *Encyclopédie progressive*, toujours complète et toujours nouvelle.

Nous ne pouvons entrer dans de plus grands détails sur cette vaste entreprise ; nous ajouterons seulement que, le but principal de la Société étant de répandre partout des connaissances positives, le nombre des souscriptions admissibles a été fixé, pour chaque ville et pour chaque département, en raison de la population.

Le Prospectus détaillé et le modèle de souscription seront adressés gratis aux personnes qui en feront la demande, avant la clôture de la souscription (par lettre affranchie), aux bureaux de la direction de l'*Union encyclopédique*, rue du Jardinet, n. 8, à Paris. Ils sont aussi déposés chez tous les libraires et directeurs des postes.

BIBLIOGRAPHIE MILITAIRE.

OUVRAGES FRANÇAIS.

Ouvrages concernant Alger.

Du parti qu'on pourrait tirer d'une expédition d'Alger, ou de la possibilité de fonder dans le bassin de la Méditerranée un nouveau système colonial et maritime, à l'épreuve de la puissance anglaise; par M. Colombel. In-8. de 6 feuilles. A Paris, chez Delaunay; 1830. Prix: 3 francs.

Alger et ses environs. Description historique, géographique et politique de la régence d'Alger. In-fol. d'une feuille. 1830. A Paris, rue Richelieu, n. 92.

Esquisse de l'état d'Alger, considéré sous le rapport politique, historique et civil; par Williams Schaler; traduit de l'anglais par Bianchi. In-8. de 26 feuilles. A Paris, chez Ladvocat. Prix: 9 fr.

Description historique et géographique de la ville d'Alger et de ses environs. In-18 de 5/9 de feuille. Paris, rue Mazarine, n. 49.

Histoire d'Alger et bombardement de cette ville en 1816. Description de ce royaume et des révolutions qui y sont arrivées, avec une carte. Un vol. in-8. de 22 feuilles. Paris, 1829. Pelletan. Prix: 6 fr.

Alger. Tableau du royaume, de la ville et de ses environs; état de son commerce et de ses forces de terre et de mer; description des mœurs et des usages du pays. Par Renaudot. Un volume in-8. de 14 feuilles, avec 7 planches. A Paris, chez Mongie. Prix: 7 fr. 1830.

Alger. Esquisse topographique et historique du royaume et de la ville, accompagnée d'une carte générale du royaume. et d'un plan du fort et de ses environs; par Perrot, Un vol. in-8. de 5 feuilles. Paris, 1830. Ladvocat. Prix; 3 fr.

Topographie et histoire générale d'Alger; par Fray Diégo de Staedo de St-Benoît. Valladolid, 1612. in-fol.

Relation d'une captivité de sept années chez les Turcs d'Alger, subie par un captif anglais, marchand; par François Huegt. Londres 1640, en anglais. In-4.

Les Victoires de la charité. Relation d'un voyage de Barbarie fait à Alger, par le R. Lucien Sterault, en 1640 et 1645. Paris, 1646. In-8.

Aventures d'un Marchand anglais pris par les Turcs d'Alger, avec la description de ce royaume, par Roberto; en anglais. Londres, 1652.

L'Egypte, la Barbarie et la Lybie du Beledet-Djérid; par John Ogilby, avec cartes et figur. Londres, 1670. In-fol., en anglais.

Relation de la captivité de sir Emmanuel d'Aranda, esclave à Alger, avec plusieurs particularités dignes de remarques. In-12. Leyde, 1671.

Relation des mœurs et du gouvernement d'Alger, par Bocqueville. Paris, 1675.

Dialogue de Gênes et d'Alger, villes foudroyées par les armes invincibles de Louis-le-Grand. Année 1684; traduit de l'italien.

Description de l'Afrique, par Depper. Amsterdam, 1686. In-fol.

Etat des royaumes de Barbarie, Tripoli, Tunis et Alger. Rouen, 1703. In-12.

Histoire du gouvernement d'Alger, par Laugier de Tassy. Amsterdam, 1725. In-12.

Histoire complète d'Alger, par Morgan. Londres, 1731. In-4.

Description historique et politique du royaume et de la ville d'Alger, depuis 1516 jusqu'en 1732, avec cartes et figures; par Charles Resteins. Stockolm, 1737. En suédois. In-4.

Histoire du royaume d'Alger, avec l'état présent de ses forces de terre et de mer; par Antonio de Clariana. Barcelone, 1733. In-8.

Histoire des États barbaresques qui exercent la piraterie; traduit de l'anglais, par Chabert. 1757. Deux vol. in-12.

Mémoire concernant le système de paix et de guerre que les puissances européennes pratiquent à l'égard des régences barbaresques. Traduit de l'italien par le chevalier d'Henin. Venise, 1788.

OUVRAGES ÉTRANGERS.

Abhandleing uber die teuer und seintengewehre Wovin die Erzeugung — Traité des armes à feu et de main, où se trouvent détaillés l'origine, le but et l'usage de toutes les parties composant les armes de chasse; par le colonel Beroaldo Bianchi. Vienne. Trois vol. in 4. de 74 feuilles et 38 planches. 1825. Gerold. Prix; 9 thalers.

Kuzye beschreibung eines neuerfundenen schaufel-beils. — Description d'une hache-pioche nouvellement découverte, et d'une étoffe pour tentes, à l'usage des armées en campagne; par le professeur Szumski. In-8. Leipsig, Wienbrach.

Imprimerie de Selligue, rue des Jeûneurs, n°. 14.

DE LA
CONDUITE DE L'AUTRICHE
PENDANT LA CAMPAGNE DE RUSSIE DE 1812 ET 1813 (1).

Lorsqu'une nation s'est laissé diviser, corrompre et subjuguer par l'influence des puissances étrangères, il lui est

(1) La conduite de l'Autriche pendant la mémorable campagne de Russie en 1812 et 1813 ne nous paraît pas avoir été complètement présentée dans son véritable jour. En lisant l'histoire de l'ambassade de Varsovie, on dirait que cette puissance a rendu à cette époque les plus grands services à la France et à la Pologne, et qu'elle a deux fois sauvé le grand-duché de Varsovie. D'un autre côté, M. de Ségur, qui a peint avec des couleurs si vives et si dramatiques l'histoire de cette campagne unique dans les annales du monde, était trop éloigné du théâtre sur lequel opérait le général autrichien pour être instruit avec détail de ses mouvemens militaires et de sa conduite politique. Un aide-de-camp français qui vint annoncer à Smolensk la victoire de Podubno, assura l'empereur qu'il pouvait compter sur la bonne foi du général autrichien (pag. 279, tom. I). Plus tard, à Moscou, cette opinion changea : « Un avis d'une main sûre, » dit le même auteur (pag. 94, tom. II), adressé à Berthier, fit perdre à » Napoléon sa confiance dans l'armée autrichienne. » Enfin au moment de la retraite, M. de Ségur déplore comme une faute grave de ne s'être point assuré, avant de s'enfoncer dans la Russie, des provinces de Wolhinie, d'Ukraine et de Podolie, où Tschichagow s'était si paisiblement recruté (pag. 145, tom. II); d'avoir confié la garde des magasins et de la retraite de l'armée à un Autrichien, et de n'avoir pas placé à Wilna ou à Minsk un chef militaire et une force suffisante pour suppléer à l'insuffisance de l'armée autrichienne, ou empêcher sa trahison (pag. 315, tom. II). L'auteur de cet article a été à portée de juger la tactique du chef autrichien et les temporisations du cabinet de Vienne.

bien difficile, pour ne pas dire impossible, de se régénérer et de reconquérir son indépendance. Il a fallu les merveilleux succès des armes françaises pour faire sortir la Pologne de son tombeau. Il a fallu l'abaissement de l'Autriche et de la Prusse, en 1807, 1808 et 1809, pour que trois à quatre millions de Polonais reprissent leur nom et leur existence. Le grand duché de Varsovie, donné au roi de Saxe, fut en réalité gouverné par Napoléon. On imposa aux Polonais toutes les formes administratives et politiques d'une province de l'empire français; mais on leur permit d'entretenir leur plus chère espérance, on les excita à conquérir leur indépendance nationale, et la guerre de 1812 parut leur en ménager l'occasion.

Jamais ce pays n'eut plus de chances qu'à cette époque mémorable pour rassembler toutes ses parties démembrées. Tandis que Napoléon franchissait le Niémen, à la tête de trois cent mille combattans, que les couleurs de l'Italie, de l'Allemagne, et même de la Prusse et de l'Autriche, suivaient ses aigles; qu'une brillante armée polonaise, commandée par Poniatowski, allait venger la patrie de ses anciens oppresseurs, la diète avait été convoquée pour seconder les mouvemens militaires par une révolution civile, réunir à la patrie les provinces tenues sous le joug, et développer toutes les forces nécessaires à la régénération de l'état.

Les membres du sénat, évêques, palatins, castellans, etc., tous les patriotes qui ne s'étaient pas jetés dans les rangs de l'armée, affluèrent dans Varsovie. Le dévoûment et la confiance en Napoléon étaient un sentiment général. On s'entretenait dans de fréquentes réunions de l'heureux avenir du pays. « Le moment est enfin arrivé, disait le plus » grand nombre, de secouer le joug odieux de la Russie, de » l'Autriche et de la Prusse. Il faut déclarer la diète en

» permanence, reconstituer le royaume, avoir un roi, n'im-
» porte de quelle maison, pourvu qu'il soit digne de nous
» commander ; que Napoléon le nomme ou nous le laisse
» choisir; mais que ce roi paraisse de suite pour fixer les
» incertitudes, réunir nos forces, et nous rassurer sur
» l'avenir. »

Ce noble élan fut mal secondé. On ne parla nullement d'un roi. L'ambassadeur extraordinaire de Napoléon resta muet sur ce point. La surprise des Polonais fut même assez grande de voir arriver pour une mission toute militaire, un prélat, un archevêque ; et, quelque vaste, judicieux et belliqueux même, que fût l'esprit de cet ambassadeur, ils craignirent que l'empereur ne l'eût envoyé plus pour jeter de l'éclat que pour faire de la besogne, plus pour parler que pour agir.

La diète tint sa première séance le 26 juin. Le ministre, président du conseil, lui annonça qu'elle était réunie pour chercher les moyens de consolider l'existence de la nation, et le 28 juin le ministre des finances vint lire à ce sujet un rapport à la diète assemblée. Ce fut un magnifique et touchant spectacle quand le ministre prononça ces mots : « La
» Pologne existe ; le royaume de Pologne et le corps de la
» nation polonaise sont rétablis ! » Des cris de joie et d'attendrissement s'élevèrent de toutes parts; l'assemblée se leva en masse ; on se mêla, on s'embrassa, on répandit des larmes de bonheur ; on se para des couleurs nationales.

Mais voici, au milieu de ce noble élan, les mesures qui furent prises.

« Former la diète en confédération générale pour recons-
» tituer la patrie et lui rendre son ancienne splendeur ; in-
» viter le roi de Saxe à accéder à la confédération ; y ap-
» peler tous les corps de l'état, toutes les provinces soumises
» au joug des Russes, et tous les individus épars ; établir à

» Varsovie un conseil de confédération, composé de dix
» membres, pour exercer tous les pouvoirs de la confédé-
» ration; envoyer enfin à Napoléon une députation solen-
» nelle pour lui faire part de ce mouvement, et lui demander
» un chef. »

Dans l'ancien ordre de choses, une confédération géné-rale, à laquelle surtout le souverain avait accédé, constituait une dictature suprême qui exerçait sans obstacle la souveraineté. L'ambassadeur, suivant sans doute en cela ses instructions, fit décider par la diète que le conseil des ministres continuerait à gouverner, et que tous les corps n'obéiraient qu'à leurs ordres. Il en résulta que la confédération générale ne fut ressuscitée que de nom, et n'eut d'autre puissance que celle de faire des proclamations, et de recevoir des adhésions. On se hâta, après cette parade vaine, de renvoyer la diète.

Le conseil des ministres et l'ambassadeur restèrent face à face, et ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'en cherchant à éviter les résistances et la fougue d'une assemblée tumultueuse, ils s'étaient placés dans un isolement funeste, et dans l'impuissance d'agir. Que ces mesures aient été dictées par Napoléon, ou qu'elles aient été adoptées pour plaire à sa politique, elles n'en ont pas moins été funestes à ses affaires et à la cause des Polonais.

En effet, ces dispositions illusoires et une conduite si défiante amortirent subitement le premier élan de la nation. Napoléon ne répondit à la députation que par des encouragemens vagues, accueillit ce nouveau royaume sans lui donner de roi, et soumit même la Lithuanie à un gouvernement particulier, au lieu de la réunir au royaume renaissant. Napoléon crut avoir assez fait pour lui et pour les Polonais que d'avoir rétabli le nom du royaume de Pologne; il voulait que tout dépendît du sort de ses ba-

tailles, et qu'une nation armée ne vînt pas le gêner dans la conclusion de ses traités (1).

Cependant Varsovie et le grand duché avaient été dégarnis de troupes; tout avait marché en avant; la garde nationale et quelques soldats des dépôts formaient l'unique et faible moyen de défense. Tandis que la grande armée s'avançait vers Smolensk, un corps russe, commandé par Tormanzow, qui avait été rejeté dans les marais du Pripet, sortit tout à coup de la Wolhinie, et vers le milieu de juillet vint plonger Varsovie dans de vives alarmes. Cette apparition inattendue des Russes répandit la terreur dans tous les cœurs; on se rappela l'incendie de Praga et tous les anciens désastres. Un grand nombre de seigneurs se retirèrent dans leurs terres pour y attendre, dans l'isolement, l'issue d'une guerre si aventureuse.

Mais aux fausses mesures de politique, on joignit bientôt les fausses mesures militaires. Après avoir dissous la diète, créé une confédération impuissante, refusé aux Polonais un roi et même de l'argent pour lever une seconde armée, poussé l'indifférence jusqu'au point d'exposer leur capitale aux excursions de l'ennemi, on chargea les Autrichiens de les défendre!

L'Autriche s'était engagée, par un traité du mois de mars, à agir, ainsi que la Prusse, comme auxiliaire dans

(1) « Je sais que l'on m'accuse d'aimer la guerre, disait Napoléon dans » son conseil d'état quelques jours avant son départ pour la Russie; mais » c'est à tort qu'on me jette la pierre : croit-on que je n'aimerais pas mieux » aller tranquillement à la chasse à Compiègne ou à Rambouillet, et faire » sauter le roi de Rome sur mes genoux? Je ne fais la guerre que pour » l'état et parce qu'il faut que j'aille placer des baïonnettes françaises » partout où un vaisseau anglais peut aborder. » Le rétablissement de la Pologne n'était donc pour lui qu'un but accessoire; mais dans l'exécution ç'aurait dû être une mesure préalable à l'accomplissement de ses desseins sur la Russie.

la guerre de Russie. Elle avait fourni un corps de trente mille hommes, et ce corps, commandé par Schwarzenberg, marchait avec la grande armée, quand Napoléon apprit le mouvement de Tormassow sur le grand-duché et sur les derrières de sa ligne. Soit que le corps autrichien fût plus à portée que les autres, soit que le général-ambassadeur ait alors adroitement mis en avant, qu'en le rapprochant de l'Autriche il en recevrait plus facilement des renforts, Napoléon chargea Schwarzenberg d'aller repousser Tormassow, et de couvrir son flanc droit. Il mit sous ses ordres le général Reynier, qui commandait les Saxons; et le général Kosinski, qui avait formé une division polonaise sous les murs de la forteresse de Zamosc, voisine de la Wolhinie.

Le cabinet de Vienne avait signé le traité du mois de mars avec répugnance. La nation autrichienne, profondément irritée par les humiliations subies en 1805 et en 1809; exaltée, dans sa haine contre Napoléon, par les événemens qui se passaient en Espagne, voyait avec indignation ses propres armes employées à augmenter la puissance d'un vainqueur odieux. Le cabinet et les traités étaient en apparence pour les Français; l'aristocratie, les employés, et le peuple de race allemande et hongroise, étaient en réalité pour les Russes. La terreur se peignait sur tous les visages quand une nouvelle victoire de Napoléon venait confirmer la persévérance de sa fortune, et présager le renversement de son dernier ennemi continental. Le mécontentement était surtout extrême dans l'armée et dans l'administration : des généraux disaient ouvertement que, si leurs princes étaient assez pusillanimes pour s'abaisser au rôle de préfets de Napoléon, il fallait les déposer et sauver sans eux la patrie. Le cabinet de Vienne, tout en ayant l'air de lutter contre ces dispositions, sut habilement les faire servir à fa-

voriser ses penchans secrets pour la Russie. « Que deviendrions-nous, si la Russie était abattue ! » Telle était l'exclamation habituelle des personnages les plus marquans du pays.

Schwarzenberg avait signé le traité comme ambassadeur; il sut l'exécuter avec toute la finesse d'un général diplomate, qui voulait concilier les nécessités d'une alliance forcée et les intérêts de son pays.

Il s'avança, dans les premiers jours d'août, vers la Wolhinie, à la tête de quarante à cinquante mille hommes. Il attaque avec assez de franchise le général Tormassow, qui en avait environ trente mille, le battit le 12 août à *Podubno*, et vint prendre position sur le Styr, aux frontières de la Wolhinie et du grand duché de Varsovie.

Il faut ici retenir les dates, et prendre la carte pour bien comprendre la conduite du général autrichien, et l'influence immense que cette conduite a exercée sur le sort de l'armée française.

Le 12 août, Tormassow, rejeté sur Dubno, s'attendait à être obligé d'évacuer la Wolhinie et la Podolie, provinces qui bordent la Gallicie jusqu'aux rives du Dniester vers Chotim. Les administrations russes fuyaient de toutes parts vers cette forteresse, pour y réfugier le matériel et les archives. Il n'y avait dans les trois provinces polonaises russes de Wolhinie, de Podolie et d'Ukraine, entre les cours du Dniéper et du Dniester, que des dépôts de recrues polonaises, des renforts qui arrivaient épars par petits pelotons sur toutes les routes, et les débris découragés du corps de Tormassow, qui s'élevaient au plus à dix mille hommes. C'était le moment le plus désespéré de l'empire russe; Napoléon victorieux marchait sur Moskow; une grande partie des Polonais des trois provinces étaient prêts à se soulever, et n'attendaient que le signal d'agir.

Un général français ou polonais, dans la position de Schwarzenberg, vainqueur, et à la tête de quarante mille hommes, pouvant soutenir sa marche par le soulèvement général du pays, aurait sans relâche poursuivi Tormassow, l'aurait détruit ou rejeté en sept ou huit jours au-delà du Dniester; se serait emparé des dépôts des recrues polonaises et des renforts épars; aurait réuni les trois provinces à la Pologne, étendu l'insurrection jusqu'à Kiow, et menacé d'un autre côté, en prenant position sur le Dniester avant le 20 août, les derrières de l'armée russe du Danube. Cette opération, aussi facile à exécuter que brillante en résultats, aurait favorisé la création spontanée d'une nouvelle armée polonaise, séparé la Russie de l'Autriche et de l'Allemagne, jeté l'alarme dans le centre de l'empire russe, troublé la levée des recrues, et forcé enfin, ce qui était le point essentiel, l'armée du Danube à descendre au loin le cours du Dniester, pour rentrer en ligne de bataille.

Schwarzenberg a su beaucoup mieux faire pour l'Autriche et pour la Russie. Après avoir satisfait à la lettre du traité, par sa victoire de Podubno, donné à Napoléon une fatale sécurité sur la sûreté de sa ligne d'opération, couvert le Grand-Duché, et dissipé les craintes de Varsovie et de Wilna, il s'établit comme nous l'avons dit, le 12 août, sur le Styr, et ne voulut plus sortir de cette position. Il eut sans doute beaucoup de spécieuses raisons à donner pour autoriser ce système. « Comme corps auxiliaire il n'était » tenu qu'à aider, et non pas à conquérir; faire de soi-» même des conquêtes, ç'aurait été agir comme partie » principale, exposer la Gallicie aux invasions de l'armée » du Danube, entraîner son gouvernement dans un état de » guerre direct et général; d'ailleurs ses succès lui avaient » enlevé des soldats, il avait besoin de sept à huit mille » hommes de renforts pour se remettre au complet des

» trente mille hommes; et, trop faible pour agir, il était
» ainsi forcé de garder simplement la défensive. » Les généraux Reynier et Kosinski firent auprès de lui, inutilement, les plus vives instances pour le décider à se porter en avant. Il demeura sourd à leurs représentations, reçut avec froideur, et laissa dénoncer sous main, aux Russes, les Polonais qui se présentèrent à son quartier-général pour concerter avec lui le soulèvement des provinces, enfin il demeura immobile.

Il fallait voir, d'un autre côté, avec quelle application on secondait, en Gallicie, ce système de temporisation, en retardant sous divers prétextes l'envoi des renforts. « On ne
» pouvait pas, disait-on, détacher les sept à huit mille
» hommes de l'armée stationnée dans la province; il fallait,
» en bonne règle, que ce renfort fût formé par les dépôts
» même des régimens composant le corps auxiliaire; puis,
» à chaque petit obstacle qu'on faisait naître, il fallait
» écrire à Vienne pour prendre des ordres supérieurs. »
On pouvait remarquer encore avec quel empressement on entretenait des communications avec Tormassow par Brody, on le rassurait sur la sécurité de ses positions, on recevait à Lemberg même ses officiers sous divers prétextes, on se ménageait, avec ce général et avec la Russie, toutes sortes de relations secrètes et bienveillantes. Les ordres ostensibles les plus sévères étaient donnés par le cabinet de Vienne pour rompre toutes ces relations avec les ennemis de Napoléon ! Mais, par l'effet des instructions secrètes ou de la disposition des esprits, ces ordres rigoureux arrivés jusqu'au dernier rang des exécuteurs, se changeaient en rapports les plus fréquens et les plus intimes.

Les Russes s'empressèrent de mettre à profit le répit que les Autrichiens leur ménageaient avec tant de soin. Ils reformèrent et concentrèrent leurs forces autour de Dubno;

ils hâtèrent la formation des recrues et l'arrivée des renforts; ils levèrent de tous côtés des corps de Cosaques, en prenant même les Cosaques que les seigneurs du pays entretiennent à leur suite comme domestiques. Ils arrêtèrent un grand nombre de Polonais suspects, et défendirent aux seigneurs des trois provinces de quitter sans permission leurs domaines; mais un événement décisif vint encore augmenter leurs forces, et ranimer leur courage; l'or de l'Angleterre leur avait ménagé, à Bucharest, le 14 juillet, une paix inattendue (1), et l'armée du Danube marchait en hâte au secours de l'empire.

Cette armée ne consistait qu'en vingt mille hommes; mais c'étaient tous de vieux soldats, et les régimens, en recevant dans leurs cadres de nouvelles recrues, pouvaient doubler leur effectif et propager l'expérience et le courage des vieilles troupes. L'armée s'était mise en marche de Yassi sur Chotim, vers les premiers jours d'août. L'ambassadeur archevêque de Malines en reçut l'avis circonstancié le 15, et l'empereur Napoléon dût en être instruit, malgré son éloignement, avant la fin du mois, avant même son entrée dans Moscou.

L'amiral Cziczakow, commandant de l'armée du Danube, passa le Pruth le 25 août, et franchit paisiblement le Dniester le 2 septembre; le 11 il avait opéré sa jonction avec l'armée de Dubno. Un mois s'était écoulé depuis la défaite de Tormassow, et tout avait changé de face pour les Russes. Les recrues étaient arrivées de toutes parts; l'armée du Danube n'eut qu'à les incorporer dans ses cadres; six mille Cosaques avaient été envoyés de l'Ukraine, le duc de Ri-

(1) « Où donc ces Anglais prennent-ils tant d'or ? » s'était naïvement écrié, la veille de la signature du traité, un des plénipotentiaires turcs en présence de M. Ledoux, consul de France.

chelieu avait fait marcher dix mille hommes de son gouvernement d'Odessa, sous le commandement du marquis de Langeron. L'amiral se trouva comme par enchantement à la tête de trente-huit régimens d'infanterie, de dix-sept régimens de cavalerie, de dix-sept pulks de cosaques, et de cent pièces de canon, d'une puissante armée, enfin de soixante-quinze mille hommes, devant laquelle Schwarzenberg ne pouvait plus que se tenir sur la défensive; c'était précisément le rôle que sa politique avait voulu s'imposer.

Ainsi, tandis que Napoléon perdait son temps dans Moscou, qu'il croyait avoir assez vaincu pour dicter la paix à Alexandre, une armée formidable franchissait le Styr, et allait couper sa ligne d'opération et de retraite. Le plan de Tschichagof était connu d'avance à Lemberg par les Autrichiens; il devait menacer Varsovie par un faux mouvement, et marcher rapidement, par Slonim, sur Minsk et sur la route de Smolensk; là il devait trouver Wittgenstein, qui dans le même instant passait la Dwina, et venait à sa rencontre. Une force de cent vingt mille hommes allait, par cette jonction, séparer la grande armée française de toutes ses communications, et attendre son retour dans une position convenable pour lui barrer toute issue. Les Autrichiens, les juifs surtout, et les autres amis des Russes, laissaient éclater leurs espérances et leur joie.

Cependant Schwarzenberg ne s'était pas renforcé en même temps que les Russes. Grâce à des lenteurs calculées, il n'avait reçu de la Gallicie le 5 septembre qu'un renfort de deux mille hommes. Il fut obligé de se replier en toute hâte devant les premiers mouvemens agressifs de l'amiral. Ce ne fut que dans les premiers jours d'octobre que le général Zeuchmeister avec sept mille hommes déboucha de la Gallicie, par Zamosc, pour aller le rejoindre; mais il n'était plus temps, la communication directe avait été coupée, et ce renfort fut obligé d'aller longer la rive gauche de la Vis-

tule pour arriver long-temps après à sa destination ; de telle sorte que, lorsque l'amiral russe marcha sur Minsk, Schwarzenberg inquiéta fort peu ses derrières, et put donner la faiblesse de son corps d'armée pour prétexte de sa lenteur. On nous a même assuré que les pourparlers entre les deux armées furent alors très-fréquens, et que l'on convenait d'avance des marches, pour que les Russes ne fussent point arrêtés dans leur projet, et que Schwarzenberg ne pût être exposé à des reproches.

Il est certain que, du 12 août au 2 septembre, jour où l'armée du Danube a paru sur le Dniester, c'est-à-dire pendant vingt-deux jours, Schwarzenberg est resté dans une inaction complète; qu'il avait, y compris Reynier et Kosinski, au moins quarante mille hommes, et que les Russes battus n'en avaient pas quinze mille; qu'il pouvait en huit jours venir se placer à Kaminiek sur le Dniester, et conquérir les trois provinces d'Ukraine, de Volhinie et de Podolie, par leur propre soulèvement; que, s'il avait exécuté une opération si simple et si facile, une armée polonaise de trente à quarante mille hommes aurait pu se former à côté de la sienne. L'armée du Danube aurait été obligée d'aller se réorganiser au loin dans les provinces russes, et Napoléon, au lieu de rencontrer sur les bords de la Bérésina cinquante mille baïonnettes ennemies, aurait pu y trouver l'appui d'une armée ennemie qui aurait défendu ses magasins et lui aurait permis de se cantonner pendant l'hiver au milieu des Polonais.

La désastreuse retraite de Russie est connue de tout le monde; mais peu de gens savent le rôle important que Schwarzenberg et les Autrichiens ont joué dans les malheurs de nos armes, d'autant qu'à en croire l'Histoire de l'ambassade de Varsovie (p. 172, 217), « Schwarzenberg » aurait sauvé deux fois le grand-duché et combattu pour

» la Pologne comme il l'aurait fait pour l'Autriche. » Il a, il est vrai, rassuré deux fois la bonne compagnie des salons de Wilna et de Varsovie; il a obtenu avec beaucoup d'adresse, par l'influence de Napoléon sur son beau-père, le grade suprême de feld-maréchal; mais c'est à son inaction calculée que les Russes ont dû la possibilité de rallier l'armée du Danube et de former à Dubno l'armée de Tschichagof; c'est à ses combinaisons politiques que Napoléon et la grande armée doivent le désastre de la Bérésina.

Nous ne lui en faisons pas un reproche; Napoléon seul a commis une grande faute en chargeant un général autrichien de défendre la Pologne, et de séparer l'Autriche de la Russie. Schwarzenberg a agi avec habileté, et il en a recueilli plus tard les fruits. Nous nous trouvions encore en Autriche à l'époque de la rupture du congrès de Prague, et nous demandâmes à plusieurs personnages comment il se faisait que ce même Schwarzenberg, qui avait si bien servi Napoléon, que celui-ci l'avait fait revêtir du grade de feld-maréchal, se trouvait maintenant employé contre lui, comme un des trois généraux en chef des armées alliées? Tous nous firent la même réponse: « Schwarzenberg doit cette mar- » que de confiance à *sa belle campagne politique* de Po- » logne! »

Tel est dans une grande guerre le danger d'un allié qui s'est réservé le droit de n'agir que comme auxiliaire; rien de plus perfide que ces sortes d'associations. Loin d'être une alliance utile, elles sont presque toujours un commencement de trahison; nous n'en voulons pour preuve que la conduite tenue à cette époque par les corps auxiliaires prussiens et autrichiens; ils se battaient pour les Français et agissaient du reste de tout leur pouvoir en faveur des Russes.

Le général autrichien, après l'éloignement de Napoléon et la retraite des troupes françaises de Pologne, mit son jeu plus à découvert et prit une attitude plus franche. La cour de Vienne sentit que le moment était favorable pour reconquérir son indépendance et faire intervenir son ascendant entre les parties belligérantes: le général manœuvra en conséquence. L'armée française cherchait à rassembler ses tristes débris derrière l'Oder; l'armée russe, désorganisée par la guerre et le froid, n'offrait dans les premiers momens qu'une très-faible consistance. Les trente mille Autrichiens, soutenus par le corps de réserve de Gallicie et par les renforts que la cour de Vienne fit arriver en toute hâte sur les frontières de Pologne, acquirent une haute prépondérance. Schwarzenberg protégea la retraite sur Cracovie du gouvernement du grand-duché, du conseil de confédération, des débris de l'armée polonaise et du ministre de France; et couvrit assez long-temps ce dernier asile des Polonais; par là il se faisait bien venir de Napoléon. D'un autre côté, il convint avec les Russes de ne plus en venir aux mains et d'éviter de répandre un sang inutile; il fit avec eux une guerre de forme et de position. Quand ils se présentaient devant lui avec des forces supérieures, il se retirait; et de cette manière il rétrograda pas à pas jusque sous les murs de Cracovie, formant autour de cette ville, en s'appuyant sur les frontières de Gallicie, une dernière enceinte pour la protéger.

Là se montra pendant plusieurs mois le patriotisme des Polonais dans tout son éclat; une dizaine de mille hommes, commandés par le prince Joseph Poniatowski, restèrent inébranlablement attachés à la cause de la Pologne française (1), et résistèrent à tous les genres de séduction et de

(1) La Pologne, sous l'influence russe, ne sera jamais qu'une province russe la Pologne, sous l'influence française, aurait tôt ou tard recon-

menaces que leur firent sous main les Autrichiens, les Prussiens et les Russes, pour les décider à poser les armes. Le printemps de 1813 s'ouvrait, Napoléon s'avançait vers la Saxe avec une puissante armée; les Russes et les Prussiens ne voulurent pas souffrir, sur leurs derrières, des ennemis si dangereux; l'Autriche, pour les seconder, déclara que, ne pouvant résister aux forces supérieures que la Russie présentait dans le grand-duché, elle allait faire rentrer le corps auxiliaire; elle offrit à l'armée polonaise un passage sur ses États pour aller rejoindre Napoléon. Le 11 mai, l'armée polonaise se mit en marche avec un dévoûment trop peu admiré. Mais tous les Polonais ne montrèrent pas la même persévérance. La veille du départ, le conseil de confédération se déclara dissous, et fit imprimer une proclamation par laquelle il accusait les Français de ne lui avoir pas laissé assez de latitude pour accomplir ses devoirs. L'accusation pouvait être juste, mais elle était certainement intempestive. La plupart des membres du conseil se rendirent directement à Varsovie auprès des Russes. On cherchait, selon l'usage, à faire sa paix avec le vainqueur. Le ministre de l'intérieur, comte Mostowski, écrivit même secrètement à l'empereur Alexandre, pour lui faire entendre que, s'il voulait gagner tous les cœurs des Polonais, il fallait leur assurer une existence indépendante. Le monarque lui répondit « que les » Polonais lui étaient chers; mais que, pour le moment, » l'opinion de ses sujets était contraire au rétablissement de » la Pologne, et qu'il lui fallait de nouvelles victoires pour » lui permettre de se livrer à toute la bienveillance qu'il » leur conservait. » Dans le premier moment, il avait offert à la Russie et à l'Autriche d'en revenir au dernier partage;

quis une véritable indépendance: ces conséquences résultent forcément du voisinage de la Russie et de l'éloignement de la France.

mais, ces deux puissances n'ayant pas osé se décider sur-le-champ, il était effectivement revenu à l'idée de créer à son tour une Pologne indépendante, au profit de la Russie.

En effet, la disposition des esprits appelait cette grande mesure. Les négligences de Napoléon, les malheurs de la campagne, l'éloignement des armées françaises avaient dégoûté le plus grand nombre des partisans de l'influence française; la nation entière n'attendait plus son salut et sa régénération que de l'influence russe. Les dames de Varsovie, si empressées quelques mois auparavant à exagérer notre influence, si engouées du génie de Napoléon, si dévouées à la régénération de la patrie, accueillaient maintenant les Russes et les Anglais de leurs flatteries et de leurs louanges, et nous poursuivaient de leur moquerie et de leur indignation. Les femmes sont rarement favorables aux vaincus, et en Pologne encore plus qu'en France, elles donnent l'impulsion aux hommes et la direction aux affaires. Le canon de Lutzen et de Bautzen fit taire un instant nos détracteurs, et retint les esprits en suspens. Les Russes se crurent un moment sur le point d'être obligés de repasser le Niémen, les Autrichiens restèrent étonnés. Mais ce retour de faveur fut de peu de durée; Napoléon entra en négociation, et on vit bientôt que ces négociations allaient nous devenir funestes.

L'armée et toutes les populations autrichiennes, les Hongrois, les Bohêmes, menaçaient la cour de Vienne d'une révolte complète, si la guerre n'était pas déclarée à la France. L'ébranlement des peuples de la confédération du Rhin préparait sourdement les défections de la Bavière, du Wurtemberg, de la Saxe et de la Westphalie, et le congrès de Prague ne fut qu'un moyen de temporiser pour mieux cimenter les alliances, pour réunir les forces et combiner les plans de campagnes.

Plusieurs indices nous ont montré, sur les lieux mêmes, que le gouvernement autrichien avait pris, sur ce point, une résolution positive bien avant la rupture du congrès de Prague, qui eut lieu le 13 août. Au mois de mars 1813, soixante mille hommes étaient déjà rassemblés en Bohême, cinquante mille se concentraient dans la Haute-Gallicie; l'effectif des régimens était doublé, et de fortes levées étaient ordonnées. Dans le mois de janvier, quand Schwarzenberg manœuvrait encore dans le grand-duché, les Russes avaient rendu à Brody mille prisonniers autrichiens ou hongrois, quatre canons et deux drapeaux. Le 13 avril, la princesse d'Oldembourg, sœur d'Alexandre, fut reçue à Lemberg et en Autriche avec toutes sortes d'honneurs publics. Le 8 mai, tous les officiers russes qui étaient prisonniers en Gallicie, reçurent l'avis qu'ils étaient libres. On négociait la paix à Prague, on préparait la guerre à Reichembach, où l'empereur Alexandre était entouré des envoyés de toutes les puissances, et où Louis XVIII avait même déjà envoyé les siens.

L'heure d'une immense révolution politique était sonnée; le continent de l'Europe allait passer de la suprématie de la France sous la suprématie de la Russie: tous les peuples s'agitaient et se soulevaient pour abattre la puissance colossale de Napoléon; tous croyaient agir pour leur liberté et leur indépendance; les souverains se flattaient, au milieu de tant de débris, de reconquérir et d'étendre leur puissance; les peuples rêvaient la liberté, le repos, l'équilibre de l'Europe, la prospérité générale; mais il ne s'opérait en réalité qu'un grand déplacement de force et d'autorité: les ordres, au lieu de partir de Paris, allaient venir de Pétersbourg.

L'année précédente, à pareille époque, l'empereur Napoléon, à la tête de sa puissante armée, traversait la Pologne

et se précipitait sur la Russie. Le blocus continental était sur le point de s'accomplir ; *des baïonnettes françaises étaient sur le point de se placer partout où pourrait aborder un vaisseau de la Grande-Bretagne ;* et le royaume de Pologne, sortant de ses ruines, allait devenir le boulevard de l'Europe dans le Nord. Avec quelle étonnante rapidité les flots de la fortune changèrent leur cours !

Les simples forces de la nature avaient brisé cette puissance humaine, qui s'était élevée au-dessus de tout. Les glaces avaient détruit en un mois l'armée du vainqueur de l'Europe; deux cent mille braves soldats, victorieux dans toutes les batailles, avaient péri ; la Pologne disparaissait sous les pas de ses anciens oppresseurs ; le czar de Russie, le plus absolu des monarques, appelait tous les peuples à la liberté et pénétrait par une adroite ostentation de justice, de douceur et de libéralisme, dans les affaires de toutes les contrées de l'Europe occidentale ; on voyait enfin (chose étrange comme résultat philosophique de cette immense et sanglante guerre !) dix mille chariots chargés de marchandises anglaises, partis des bords de la Baltique, suivre pas à pas les avant-gardes russes, pénétrer avec les Cosaques en Allemagne, et constater le triomphe mercantile de l'Angleterre, en traversant des champs de bataille et des chemins encore tout jonchés de morts et de mourans !

Ainsi l'orgueilleuse Angleterre parvint alors à renverser son puissant ennemi, et à rouvrir à la vente de ses marchandises les marchés du continent ! Ainsi, l'Autriche et la Prusse eurent la satisfaction de venger les affronts de leurs armes ; mais ces puissances n'ont-elles pas contribué imprudemment à placer l'Europe continentale sous la domination suprême d'un maître beaucoup plus dangereux encore ? La Russie, arrivée par ses nouvelles conquêtes en Orient, à deux cent cinquante lieues du golfe Persique,

ne fait-elle pas apparaître dans les Indes une puissance rivale de la domination de l'Angleterre, et fatale à son commerce ? et si elle se rend maîtresse de Constantinople et de la Turquie d'Europe ; si elle devient l'arbitre souveraine des Slaves et des Grecs qui peuplent ces contrées, l'Autriche qui déjà n'ose pas s'opposer de front à sa marche vers le Bosphore, dans la crainte d'attirer une irruption sur Vienne, ne sera-t-elle pas obligée de la reconnaître pour suzeraine, ou de périr ? Tels sont, dans la politique des états, les tristes effets des passions qui dirigent les affaires à la place de la prévoyance et de la sagesse !

J. A.



JOURNAL

DU SIÉGE DU KAIRE PAR L'ARMÉE FRANÇAISE,

SOUS LES ORDRES DU GÉNÉRAL EN CHEF KLEBER.

Depuis le 21 mars jusqu'au 21 avril 1800.

Le siége du Kaire par l'armée française est, dans l'expédition d'Égypte, un épisode dont les détails méritent d'être connus. Ils sont propres à faire juger de la position critique dans laquelle l'armée s'est trouvée après la rupture du traité d'El-Arisch avec le grand visir, et des efforts qu'elle a dû faire pour surmonter les difficultés que lui avait suscitées la jalousie anglaise (1), en s'opposant à l'exécution de ce traité. Le récit des opérations auxquelles a donné lieu l'attaque de cette grande ville, qui n'avait pas d'enceinte, opérations dont on ne trouve pas d'exemples dans les siéges réguliers des places fortes, est de nature à donner aux officiers qui s'occupent de l'étude de cette partie de l'art militaire, des notions intéressantes sur cet objet. Les détails recueillis dans ce mémoire sont authentiques : ils ont été extraits, au Kaire, par l'auteur, des rapports des officiers du génie qui ont pris part aux opérations du siège.

(1) Voir, à la fin de ce mémoire, l'ordre du jour de l'armée du 27 ventose an VIII (18 mars 1800), pièce n. 1.

Après la conclusion du traité d'El-Arisch signé le 24 janvier 1800, et ratifié par le général en chef Kléber, le 28 du même mois, l'armée française évacua successivement les postes de Qatieh, Salhieh, Mit-Gamar, Mansourah, Damiette, Belbeis et Suez, et se retira au Kaire. Cette capitale devait être remise aux Turcs, d'après le traité, du 11 au 16 mars.

Le grand visir envoya, pour recevoir la place et en prendre le commandement, Mustapha-Pacha, celui-là même qui, l'année précédente, avait été fait prisonnier à Aboukir. Dès que les Turcs eurent pris possession de Belbeis, ils accoururent en foule dans la capitale, et ne tardèrent pas à y signaler leur présence par des excès de tout genre (1). On n'avait pris aucune précaution pour les empêcher d'entrer, on ne prit aucune mesure pour les faire sortir; aussi s'y en trouva-t-il un grand nombre le 20 mars, jour de la bataille d'Héliopolis. On commença ce jour-là à y sentir les premières étincelles du feu qui couvait depuis leur arrivée. Nassif-Pacha, commandant l'avant-garde du grand visir, et Ibrahim-Bey, à la tête de cinq à six mille Turcs et Mameloucks, échappés à la déroute de l'armée du grand visir, prirent, le jour de la bataille, un détour par le désert, vers Birket-el-Adji, se portèrent sur les derrières de l'armée française, et entrèrent dans le Kaire successivement et par divers points, principalement par la porte Bab-el-Nasr, les 20 et 21 mars.

Le 21, il y eut quelques coups de fusil échangés sur la place Ezbekyeh. La maison du général en chef était le

(1) Ils assassinèrent deux grenadiers de la 75e demi-brigade. Le général en chef exigea du pacha une satisfaction éclatante. Ce dernier fit étrangler et exposer sur la place Ezbekyeh cinq Turcs; cinq autres eurent la tête tranchée dans la cour de sa maison.

réduit de sûreté dans lequel tous les Français restés dans la ville s'étaient retirés pendant la nuit qui avait précédé la bataille d'Héliopolis. Les troupes laissées pour garder les établissemens de l'armée s'étaient renfermées dans la citadelle, et occupaient les forts Dupuis, Sulkowsky, Camin, de l'Institut, Detroye, et de la Prise d'eau, ou le Quoy, sur la branche du Nil qui baigne les murs du vieux Kaire. L'ennemi, maître de toute la ville, voulut chasser du quartier-général les Français qui s'y trouvaient réunis.

22 mars. Il cherche à se loger dans les maisons qui environnent la place Ezbekyeh, depuis celle du général Reynier jusqu'à celle de l'état-major général, et depuis la première, en contournant la place, jusqu'à la trésorerie.

On commença, sur la porte du quartier-général, un épaulement (a) en matelas et coussins de coton, pour y placer une pièce de canon, et on ferma par une barricade (b), la rue qui aboutit à l'état-major. On se battit dans cette rue : l'ennemi perdit un câchef.

Nuit du 22 au 23. On jugea nécessaire de reprendre à l'ennemi toutes les maisons qu'il occupait autour de la place : elles furent emportées, et les principales furent gardées.

23 mars. — Le 23 au matin, l'ennemi rentra dans celles que nous avions abandonnées, et s'ouvrant des passages de l'une à l'autre, parvint à déloger tous nos postes, excepté ceux de la maison du général Reynier et de la Direction du génie.

Après la bataille d'Héliopolis, le général en chef, ayant de vives inquiétudes sur la tranquillité du Kaire, qu'il savait rempli d'Osmanlis, et où il présumait bien que s'étaient rendus les corps qui, pendant la bataille, s'étaient séparés de l'armée du grand visir, fit partir vers minuit le général Lagrange avec un bataillon de la 25ᵉ demi-brigade, et les

dromadaires à pied. Ce secours arriva au Kaire le 23 au matin.

Nuit du 23 au 24. — On fit en terre l'épaulement devant la porte du quartier général.

Pendant la marche de l'armée sur Elhanka, où le général en chef s'attendait à trouver réunie l'armée du grand visir, l'ennemi avait eu le temps de reprendre, sur le champ de bataille d'Héliopolis, quelques-unes de ses pièces.

Le 24, il en démasqua trois (c) sur le quai opposé à l'état-major général. On y répondit par trois pièces, l'une sur le minaret du quartier-général, l'autre à la porte (a), et la troisième sur le terre-plein à l'entrée de la cour.

Le général de division Friant arriva le 24 au matin avec la 61e et la 75e demi-brigades. L'ennemi cherchant à pénétrer sur notre droite, on réussit à l'éloigner en mettant le feu au quartier, depuis la maison de l'état-major jusqu'à celle de la Direction du génie. Les tentatives qu'il fit pour tourner nos postes par la porte de Boulac, furent aussi infructueuses : il fut débusqué d'une barricade (d) qu'il avait formée à l'entrée de la rue des Boucheries.

Nuit du 24 au 25.—On perfectionna la batterie du quartier-général. Pour empêcher les Turcs de se répandre sur la place Ezbekyeh et de s'avancer trop près du quartier-général, on commença une batterie (e) sur un petit tertre, en avant et à gauche de l'épaulement de la porte, sous un bouquet d'arbres. On établit une communication entre cet ouvrage et l'épaulement. On continua à brûler le quartier qui séparait la maison de l'état-major de celle du général Reynier, et on détruisit quelques murs de jardin qui servaient de couvert aux Turcs.

On éleva devant la porte de Boulac un redan pour battre la route qui conduit à cette ville, et le quartier des Bouche-

ries; on incendia toutes les maisons entre ce quartier et la porte de Boulac.

25 mars. — Le 25, le feu d'artillerie de l'ennemi redoubla. Les Osmanlis attaquèrent le quartier Cophte, où nos troupes s'étaient logées; celles-ci furent repoussées : elles reprirent ensuite leurs positions et s'y maintinrent. A la droite, l'ennemi sortit de la maison du cheik El-Bekry, se rassembla sur la place Ezbekyeh, derrière les maçonneries d'une citerne (f), pour tomber sur nos postes. Nos soldats l'attaquèrent vivement, et lui tuèrent quelques hommes, entre autres un bey. Les efforts que faisait l'ennemi pour s'emparer du quartier Cophte, dont nous étions maîtres, et la difficulté de nous y maintenir, nous décidèrent à incendier les maisons en avant de ce quartier.

L'ennemi fit un mouvement sur notre droite ; il fut repoussé.

Nuit du 25 au 26. — On perfectionna la batterie (e) sous les arbres, et on détruisit les murs de la citerne devant le jardin du cheik El-Bekri. Pour fermer entièrement à l'ennemi les avenues du quartier-général, on construisit à droite de la maison de l'état-major une batterie (g), ayant vue sur la maison du général Reynier, occupée par les Turcs, et sur la chaussée de la place.

26 mars. — Le 26 on eut avis que l'ennemi voulait faire une dernière tentative pour nous chasser du quartier-général. On marcha contre lui au quartier des Boucheries, et on le repoussa dans la maison du général Reynier. Dans cette affaire, le chef de brigade Conroux, commandant la 61[e] demi-brigade, fut blessé mortellement en combattant à la tête de ses grenadiers. Le chef de brigade Maugras, commandant la 75[e], fut aussi blessé, mais peu dangereusement. On mit le feu au quartier des Boucheries, pour prévenir de nouvelles attaques de l'ennemi sur ce point.

Nuit du 26 au 27. — On établit, en avant du quartier des Boucheries, une petite batterie (h) destinée à balayer tout ce qui se présenterait dans les jardins attenant à ce quartier : on démolit les murs qui auraient masqué ses feux, et on retrancha le poste d'infanterie destiné à la soutenir. On s'empara du boyau de communication pratiqué par les Turcs entre le jardin du cheik El-Bekri et la citerne détruite dans la nuit du 25 au 26.

27 mars. — Le 27, on se battit au quartier des Boucheries; l'ennemi prit et perdit ensuite plusieurs maisons, que nous retranchâmes plus solidement.

Le général en chef, après avoir laissé la division Reynier en observation à Salhieh, en partit le 24 avec la cavalerie, l'artillerie et la 88ᵉ demi-brigade : il arriva au Kaire le 27. Cette demi-brigade campa entre le fort Sulkowsky et le fort Camin, et poussa ses postes jusques en avant du quartier des Tanneries.

Nuit du 27 au 28. — On ménagea une communication en tranchée entre le quartier-général et la maison de l'état-major : on assura par des estacades (i) et (k), à travers les rues, les postes du quartier des Boucheries.

28 mars. — Le 28, on continua ces travaux de manière à fermer à l'ennemi tous les débouchés de ce même quartier.

Nuit du 28 au 29 et 29. — On ouvrit une communication (m') entre le quartier Cophte et la maison du général Sanson. On commença une batterie d'obusiers (l) sur les monticules de décombres, en avant du quartier Bab-el-Louq, et on continua à brûler celui des Boucheries.

Nuit du 29 au 30. — On travailla à la construction d'une batterie (p) sous le minaret de la mosquée voisine de la Direction du génie : elle était destinée à éteindre le feu des

pièces que l'ennemi avait placées dans le jardin du cheik El-Bekri.

La ville de Boulac (1) était, comme le Kaire, en pleine révolte. Le général en chef, dès le moment de son arrivée, avait pris des mesures pour la soumettre. Il y avait fait jeter quelques obus (2), en avait fait occuper toutes les avenues, et l'avait resserrée autant que cela était possible à l'armée chargée de l'investissement du Kaire. Il fit, pendant la nuit du 29 au 30, enlever une mosquée qui, par sa position au-dessous de la ville, parut propre à servir de point d'appui à l'attaque qu'il méditait. Cent hommes de la 88ᵉ, commandés par le chef de bataillon Ravier, s'emparèrent de ce poste.

30 mars et nuit du 30 au 31. — On échangea quelques coups de fusil au quartier des Boucheries. Pour assurer l'occupation du quartier Cophte, on se ménagea un réduit sur la porte Bab-el-Hadid; on mit une pièce (m) en batterie sur le pont près de l'entrée de la rue principale du quartier, et on plaça un poste dans les jardins à droite de la porte de la ville.

31 mars. — Le 31, on voulut déloger l'ennemi de la maison de la Direction du génie: on renforça les postes de la droite, et on prépara les moyens d'attaque.

Cependant le général en chef, qui voulait ménager son armée et conserver les ressources de la ville du Kaire, n'avait cessé de chercher à désunir les chefs des troupes turques et les principaux habitans. Il avait amené Nassif-Pacha, Othman-Effendi et Ibrahim-Bey à demander une capitulation dont il leur accorda quelques articles. Mais les principaux

(1) Située sur les bords du Nil, à un quart de lieue du Kaire.

(2) Deux chaloupes canonnières, embossées à hauteur d'Embabeh, et une batterie dans l'île de la Quarantaine, firent feu sur la ville.

révoltés, qui craignaient pour eux les suites de la rentrée de l'armée française au Kaire, rendirent cette capitulation inutile, en soulevant de nouveau la populace, et en sollicitant les chefs des Osmanlis et des Mameloucks à se réunir pour les défendre.

Au moment fixé pour l'exécution de la capitulation, les Turcs refusèrent de remettre les postes qu'ils occupaient: le général en chef fit recommencer les hostilités.

Jusqu'alors toutes les opérations du siége s'étaient réduites, de notre part, plutôt à nous maintenir dans la maison du quartier-général, que le général Kléber ne cessa d'habiter pendant tout le siége, qu'à chercher à gagner du terrain sur l'ennemi.

Nous ne pouvions déloger celui-ci d'une seule maison, sans en faire le siége en règle. Nos moyens en artillerie étaient peu considérables. Le général en chef fit revenir d'Alexandrie des fers coulés qui manquaient: on en usa avec toute l'économie possible. Il était cependant nécessaire de convaincre l'ennemi que ce n'était ni la crainte ni la faiblesse qui nous empêchaient d'agir avec vigueur.

De la citadelle, des forts Dupuis, Sulkowsky et de l'Institut, du quartier-général et des buttes en avant du quartier des Tanneries, on fit, sur la ville, le feu le mieux nourri qu'on put, eu égard à nos moyens.

Nuit du 31 mars au 1er avril, et 1er avril. — On voulut s'emparer de la Direction du génie: on dut en battre en brèche les murailles. Une pièce de 8 (n) fut placée, à cet effet, dans les ruines d'une maison voisine.

2 avril. — Le 2, dès que la brèche fut praticable, un détachement de carabiniers se précipita dans la maison, en chassa l'ennemi et s'y logea. Le feu d'artillerie et de mousqueterie de l'ennemi, partant des maisons voisines, ne permit pas d'y tenir: on l'incendia.

Dans le quartier Cophte, nous nous emparâmes de quelques maisons, et nous y mîmes le feu.

3 avril. — Le 3, les Turcs nous blessèrent quelques hommes, par le feu d'une pièce placée dans la maison Reynier.

La division Reynier, que le général en chef avait rappelée de Salhieh, était campée la droite au fort Camin, et occupait, par des postes, tous les monticules favorables à la défense, depuis le fort Sulkowsky jusqu'auprès de la citadelle.

Au quartier Cophte, l'ennemi faisait des démonstrations annonçant qu'il voulait tourner notre gauche, et nous chasser de cette partie de la ville. Il incendiait les maisons que nous cherchions à occuper, et attaquait tous les postes que nous tenions à la tête du quartier.

Nuit du 3 au 4. — A l'entrée de la nuit, nous commençâmes à arrêter les progrès de l'incendie et à nous isoler. Pour prévenir les mouvemens de l'ennemi sur notre gauche, le général en chef ordonna une attaque par la rue qui aboutit à Bab-el-Hadid. On devait s'emparer, dans cette rue, de quatre mosquées voisines l'une de l'autre, s'établir à la plus avancée, se lier, par une communication, avec les premiers postes de la droite du quartier Cophte, ensuite, par la gauche, avec le fort Sulkowsky, et mettre le feu en avant pour éloigner l'ennemi.

L'adjudant-général Alméras fut chargé de diriger cette attaque. On mit, sous ses ordres, une compagnie de carabiniers de la 4[e] légère, une compagnie de la 75[e], cent hommes de la 61[e], et vingt sapeurs. On lui donna une pièce de canon.

A la première barricade, le capitaine de carabiniers fut tué et sa compagnie repoussée. Elle fut reconduite à l'ennemi, et elle le chassa jusqu'à la mosquée la plus avancée (o).

Toutes les maisons, à droite et à gauche dans la rue, furent forcées, et les Turcs qui s'y trouvèrent armés furent tués. Malgré le feu très-vif que fit l'ennemi, des maisons situées au-delà de la mosquée, on incendia celles qui étaient en avant de notre poste, et on barricada la rue. On établit de suite, à travers les maisons, une communication avec la droite du quartier Cophte.

Cette attaque nous coûta trois hommes tués et douze blessés : l'ennemi dut perdre beaucoup de monde.

4 avril. — Le 4, les Turcs débouchèrent sur les flancs du poste de la mosquée, et le firent abandonner. N'ayant pu le reprendre, nous nous barricadâmes à la première mosquée en arrière. Nous perdîmes plusieurs hommes qui n'eurent pas le temps de sortir du poste occupé la nuit précédente. Nous ouvrîmes une nouvelle communication avec le quartier Cophte ; nous mîmes le feu aux maisons en avant de la mosquée, qui fut crénelée.

Nuit du 4 au 5, et 5. — On se fortifia dans toutes les maisons qui pouvaient flanquer la mosquée, et on plaça des postes le long de la vieille enceinte de la ville, pour se lier avec ceux de la division Reynier.

Le général en chef, après avoir inutilement cherché à désunir les chefs des Osmanlis, des Mameloucks et de la ville, renoua, avec Mourad-Bey, les négociations qu'il avait entamées avec lui avant la bataille d'Héliopolis. Osman Bey-el-Bardisy, envoyé de Mourad-Bey, se rendit au quartier-général, et conclut, avec les chargés de pouvoir du général en chef, le traité du 15 germinal (5 avril 1800), par lequel Mourad-Bey-Mohammed, était reconnu prince gouverneur de la Haute-Égypte.

Depuis le 5 avril jusqu'au 11, toutes les opérations de l'ennemi eurent pour but d'incendier les maisons occupées par nos troupes. Nous fûmes constamment employés à

éteindre le feu, à repousser les attaques et arrêter les progrès des Turcs.

11 avril et nuit du 11 au 12. — Le 11, le général en chef donna l'ordre de déloger l'ennemi de la Direction du génie, où il était rentré. Les dromadaires à pied, soutenus d'une compagnie de grenadiers de la 25ᵉ, et d'un détachement de la 88ᵉ, furent chargés de cette attaque. Ils entrèrent par la brèche faite le 2, se portèrent rapidement dans toutes les parties de la maison, en chassèrent les Turcs, et s'occupèrent, toute la nuit, à barricader les portes et les fenêtres, afin d'assurer leur poste. L'ennemi les inquiéta des terrasses et des étages de la maison Reynier, ainsi que de la batterie placée dans le jardin du cheik El-Bekri. Après avoir perdu plusieurs hommes, tués sur les terrasses et par les créneaux de la maison Reynier, les Turcs se renfermèrent dans cette dernière maison.

Le 12, il ne se passa rien de remarquable.

Nuit du 12 au 13. — Une heure après le coucher du soleil, le général Reynier fit attaquer, par deux compagnies de grenadiers de la 9ᵉ de ligne, et deux compagnies de carabiniers de la 22ᵉ, sous les ordres du général de brigade Robin, le santon d'Aboul Rycheb, situé sur un monticule de décombres entre le fort Sulkowsky et l'enceinte de la ville. Les Osmanlis, maîtres de cette position, gênaient les communications du quartier-général au fort, et inquiétaient le camp de la division Reynier. Cinquante grenadiers enlevèrent ce poste et repoussèrent l'ennemi dans la ville. On crénela alors les murs du côté de la ville, et on couronna, par une tranchée, le monticule sur lequel il est assis.

Pendant cette attaque, les trois autres compagnies et un détachement de sapeurs s'emparaient de l'île, de maisons entre le Santon et le fort Sulkowsky, et y mettaient le feu. On conserva une maison sur la gauche du premier de ces

postes, pour le flanquer et pour lier sa défense avec celle d'une mosquée voisine dont on s'empara aussi.

Vers minuit, l'ennemi attaqua vivement le Santon, et força les travailleurs à abandonner la tranchée, mais il fut repoussé. Il fit une fusillade bien nourrie jusqu'au matin.

A la droite de notre attaque, sur la place Ezbekyeh, on tirailla pendant toute la journée du 13. L'ennemi fit tous ses efforts pour tourner nos postes et nous débusquer; il ne put y réussir.

13 avril et nuit du 13 au 14. — Le peu de progrès que nous avions fait dans notre attaque, nos pertes journalières, le peu d'espoir de réduire promptement l'ennemi, et la considération de nos faibles ressources en munitions, décidèrent le général en chef à tenter une attaque générale. Elle paraissait devoir être plus décisive sans coûter plus que les affaires de détail qui avaient lieu chaque jour. Il voulut la faire précéder par l'explosion de quelques fourneaux de mines établis sous l'un des principaux postes occupés par les Osmanlis et les Mameloucks. La maison de la Direction du génie, dans laquelle nous étions retranchés, et qui était contiguë à la maison Reynier occupée par l'ennemi, sembla propre à favoriser l'exécution de ce projet.

Pendant la nuit du 13 au 14, les mineurs ouvrirent, dans une pièce distante de quelques toises de la maison Reynier, un puits de douze pieds de profondeur, et entrèrent en rameau de trois pieds.

Le feu de la batterie du cheik El-Bekri incommodait toujours le poste de la Direction du génie : la batterie (p) de la mosquée voisine de ce poste, armée d'une pièce de 8, fut chargée de l'éteindre.

A l'attaque du Santon, l'ennemi fit, dans la journée du 13, une sortie, du quartier incendié, à gauche du poste, pour le tourner; il fut repoussé. Pendant le jour et la nuit sui-

vante, on perfectionna les communications qui menaient au Santon et la tranchée qui couronnait le monticule.

14 avril. — Le 14, on consolida les murs de la Direction du génie par des épaulemens en sacs à terre. Les mineurs avancèrent leur rameau de trois toises.

Au poste du Santon, on approfondit les communications et on mit en état de défense quelques maisons qui prenaient des revers sur les postes des Turcs. On prolongea la tranchée sur la gauche.

15 avril. — Le général en chef avait tenté tous les moyens de douceur et de persuasion pour amener la soumission des habitans de Boulac. La possession de ce faubourg du Kaire, eut amélioré la position de notre armée, et facilité l'arrivée et le transport des munitions de toute espèce dont nous avions besoin, et que nous pouvions recevoir par le Nil. Les habitans prenant pour faiblesse ce qui n'était que générosité de la part du général en chef, persistèrent à vouloir se défendre. Ni le pardon qu'on leur promit, ni les menaces qu'on leur fit, ne purent les détourner du parti pris de suivre le sort du Kaire.

Le général Belliard était arrivé le 13 de Damiette, avec la 21ᵉ légère.

Un convoi de munitions, venu de Rosette, permit de penser à réduire par la force ceux que nulle autre voie n'avait pu ramener. L'attaque fut ordonnée pour le 15 : le général Belliard en fut chargé

Le général de division Friant mit, sous ses ordres, la 21ᵉ légère, deux compagnies de grenadiers de la 32ᵉ, l'artillerie légère de sa division et un détachement de sapeurs.

A la pointe du jour, ces troupes se portèrent aux différentes avenues défendues par l'ennemi, attaquèrent et emportèrent la plupart des barricades crénelées, desquelles les Turcs faisaient le feu le plus vif, passèrent au fil de l'épée

tout ce qu'elles trouvèrent armé, et mirent le feu aux maisons qu'elles ne purent forcer. La ville fut exposée à toutes les suites d'un assaut. Dès que le général Friant fut assuré que ses troupes en étaient maîtresses, il fit cesser le feu. Les principaux habitans vinrent se jeter à ses pieds, et demandèrent grâce pour les restes de leur malheureuse ville : elle leur fut accordée.

Le général en chef, voulant que les ressources qui s'y trouvaient encore, tournassent au profit de l'armée, fit arrêter les progrès de l'incendie, défendit le pillage, et mit à l'ordre de l'armée l'arrêté dont on trouve copie à la suite de ce mémoire.

Le feu de Boulac fut, pour l'ennemi, le signal d'une attaque au Kaire. Il fit une sortie du quartier des Boucheries, en arrière de la Direction du génie, mais il fut repoussé.

Les mineurs poussèrent leur cheminement jusqu'à six toises du puits, et le terminèrent par un double retour en T, de sept pieds, pour établir deux fourneaux, chacun de quatre cents livres de poudre. Ils les chargèrent sans perdre de temps; ils avaient entendu l'ennemi fouiller près d'eux, et craignaient d'être éventés. Ils étaient d'ailleurs assurés que leurs fourneaux étaient bien placés sous la maison Reynier, dont ils avaient, en cheminant, traversé les fondations.

A la gauche, l'ennemi attaqua vivement le Santon. Une batterie de deux pièces de canon, tirant à boulets ramés, en renversa la calotte. Les Osmanlis se précipitèrent alors dans nos tranchées, et poussèrent l'intrépidité jusqu'à venir saisir les baïonnettes de nos soldats et emboucher nos créneaux. Le sang-froid de nos grenadiers et leur feu bien soutenu les firent reculer. Ils emportèrent leurs blessés et ne laissèrent qu'un mort. Après l'attaque, on déblaya le Santon.

Nuit du 15 au 16. — Pendant la nuit, on construisit, en avant de ce poste, deux batteries (q et r), pour faire taire celle de l'ennemi, qui, de son côté, avança ses tranchées vers notre gauche pour la déborder.

16 avril. — A neuf heures du matin, le travail des mineurs était achevé et les fourneaux prêts à jouer. L'attaque générale devait avoir lieu dans la nuit du 16 au 17; tous les préparatifs s'en firent pendant le jour.

Le général en chef mit à l'ordre la proclamation qu'on trouve à la fin du mémoire, sous le n° 3.

Au coucher du soleil, une pluie abondante (1) obligea de différer l'attaque. Cependant on craignait que l'ennemi n'éventât nos fourneaux: on avait continué à l'entendre travailler dans la maison Reynier.

A la gauche, les troupes de la division Reynier commençaient leur mouvement; une colonne était déjà en marche, lorsque le contre-ordre du général en chef arriva: cinq à six hommes de cette colonne furent blessés.

Nuit du 16 au 17. — On arma d'une pièce de 8 une batterie près du Santon, à l'effet de démonter celles dont l'ennemi se servait pour battre en brèche ce petit poste: les murs du côté de la ville avaient été détruits pendant le jour. La batterie tira le 17 au matin.

17 avril. — Les Turcs attaquèrent de nouveau le poste du Santon: ils furent vivement repoussés et perdirent trente hommes tant tués que blessés. Ils firent ensuite des démonstrations contre les maisons que nous occupions à gauche du poste, et formèrent un épaulement en balles de coton derrière lequel ils paraissaient vouloir mettre du canon.

Pendant le jour nous réparâmes les brèches faites aux

(1) Il pleut fort rarement au Kaire, et toujours pendant un temps très-court.

murs du Santon; on en soutint intérieuremet les maçonneries par un revêtememt en bois de palmier; on plaça des chevaux de frise devant la tranchée qui l'enveloppait, pour en défendre l'approche, et on mit en batterie un mortier (s) au bas du monticule, en arrière de ce poste.

A la droite de la place Ezbekyeh, nous nous maintînmes dans la Direction du génie, et nous réparâmes les brèches faites à l'étage par la batterie du cheik El-Bekri. L'ennemi entretint un feu de mousqueterie assez vif sur les logemens de cet étage.

18 et nuit du 18 au 19 avril. — Le 18, l'ordre fut donné de nouveau de se tenir prêt à une attaque générale.

La division Friant devait former quatre attaques séparées: la première, sur le quartier de l'Institut, à la droite; la deuxième, sur celui des Tanneries; la troisième, sur celui des Boucheries, et la quatrième, par la place Ezbekyeh et le quartier Cophte. La division Reynier devait pénétrer par le quartier en avant du Santon, et par la porte Bab-el-Charyek, en débouchant du quartier voisin du fort Sulkowsky. Les différentes colonnes devaient chercher à repousser l'ennemi jusqu'au delà du canal qui traverse la ville et à incendier les maisons devant elles.

A la chute du jour, l'attaque commença, à droite de la place Ezbekyeh, par l'explosion de la mine, qui renversa presque toute la maison Reynier, et enterra, sous ses ruines, quarante Mameloucks et un grand nombre de Turcs qui la défendaient. Les colonnes se mirent alors en mouvement.

Le chef de brigade Silly, commandant la 88ᵉ, se porta sur le quartier de l'Institut, et ne put y pénétrer.

Le général de brigade Donzelot se présenta au quartier des Tanneries par la rue des Fours-à-chaux; mais il trouva cette rue coupée près celle des Tanneries, par un fossé

large et profond (t), et les maisons à droite et à gauche de la coupure occupées par l'ennemi, qui accueillit sa colonne d'une grêle de balles. Ses troupes ne purent franchir cet obstacle; elles prirent alors position dans la rue des Fours-à-chaux, qu'il fit barricader, et sur les dunes de décombres voisines des fours.

Le général Friant, commandant son attaque principale, devait pénétrer dans la ville par la rue voisine de la maison Reynier; mais l'explosion de la mine, qui avait été surchargée, encombra cette rue. Le général se dirigea alors par celle des Boucheries, à travers les ruines des maisons encore en feu, et s'arrêta à l'embranchement des rues, près des fours à chaux, pour revenir à gauche, et se rapprocher de la place Ezbekyeh.

Le premier obstacle qu'il rencontra était une porte du quartier (u), que l'ennemi avait rétablie à neuf (1), et qu'il avait soutenue d'un épaulement en terre. Les maisons latérales et leurs terrasses étaient occupées par les Turcs, qui tirèrent quelques coups de fusil, et lancèrent des pierres sur la colonne. Enfoncer la porte eût demandé du temps, on y mit le feu, et on monta sur les terrasses qui étaient peu élevées pour en débusquer l'ennemi. On tourna aussi ce premier obstacle en perçant les murs des maisons voisines.

Les éclaireurs trouvèrent, à 50 toises en avant, une nouvelle barricade en pierres sèches (v); ils la forcèrent. La colonne arriva à l'embranchement (x) des rues, dont l'une descend sur la place Ezbekyeh, et l'autre la contourne en passant devant la maison du cheik El-Bekri. L'ennemi était en force sur ce point : il fit une fusillade si vive dans le prolongement des deux rues, qu'elle arrêta court la colonne

(1) Après la révolte du Kaire, le général en chef Bonaparte avait fait détruire toutes les portes intérieures qui fermaient les divers quartiers et les séparaient les uns des autres.

d'attaque. Celles de droite ayant échoué, le général Friant jugea convenable de se retirer à la hauteur des fours à chaux, et de faire mettre le feu aux maisons du quartier qu'il abandonnait. Toute la nuit l'ennemi fit sur notre droite un feu de mousqueterie des plus vifs.

L'attaque dirigée contre le quartier Cophte, par le général Belliard, ne réussit pas. Les rues par lesquelles il se présenta étaient si fortement barricadées et furent si bien défendues, que ses soldats ne purent s'en rendre maîtres.

A la gauche, la division Reynier fut formée en trois colonnes. Celle de droite, commandée par le chef de brigade Goguet, attaqua par nos postes de gauche du quartier Cophte. Les Turcs opposèrent encore une si grande résistance sur ce point, qu'on ne put les déloger,

La deuxième colonne, commandée par le général de brigade Robin, se précipita du poste du Santon dans les tranchées de l'ennemi, le culbuta et le poursuivit l'épée dans les reins jusqu'à la grande rue conduisant du quartier Cophte au Kalyg. Là elle se joignit à la troisième colonne, sous les ordres du chef de brigade Pepin, commandant la 9ᵉ de ligne : cette dernière était entrée par Bab-ei-Charieh. Ces deux corps commencèrent à se barricader dans les rues qu'ils occupaient ; mais lorsque le général Reynier sut que sa droite n'était pas soutenue, il se retira vers une heure du matin à la position du Santon, après avoir fait mettre le feu au quartier qu'il avait pris.

L'ennemi perdit dans cette affaire environ deux cents hommes tués, parmi lesquels on remarqua un grand nombre d'Osmanlis et de Mameloucks, et quatre-vingts prisonniers, dont plusieurs Osmanlis attachés à la personne de Nassif-Pacha, qui était présent à l'attaque.

Nous eûmes à la gauche une dixaine d'hommes tués,

dont deux officiers, et soixante blessés, parmi lesquels se trouvaient quinze sapeurs.

A l'attaque du général Friant, le capitaine d'éclaireurs de la 75e fut tué, et les deux autres officiers de la même compagnie furent blessés.

Le lieutenant du génie Vincent eut le corps traversé par une balle devant le quartier Bab-el-Louq, à l'attaque du général Donzelot.

La colonne du général Belliard souffrit beaucoup; le général fut lui-même dangereusement blessé.

Notre attaque, sans avoir eu d'heureux résultats, dut néanmoins jeter l'épouvante dans la ville. Mais elle nous coûta cher, et par les pertes que nous fîmes, et par le découragement de nos soldats, qui se virent repoussés sur plusieurs points.

19 avril. —Le 19, le général en chef donna ordre au général Friant de s'emparer de la mosquée (y) voisine de la maison Reynier. Cette attaque ne pouvait se faire en plein jour et à découvert. On chercha à s'approcher de la mosquée en s'ouvrant dans le quartier des Boucheries un passage à travers les maisons; mais l'ennemi, qui y était en force, obligea, par son feu de mousqueterie, les travailleurs et les troupes à se retirer.

Nuit du 19 au 20. —Les troupes postées sur les monticules des fours à chaux étaient incommodées par le feu du quartier des Tanneries. Le général Friant fit attaquer ce quartier par quatre-vingts hommes, dont trente sapeurs. Ce petit corps parvint à se loger dans les maisons dont le feu nous avait gênés, et força l'ennemi à abandonner une partie de ses postes. L'adjoint à l'état-major Foissac, qui avait dirigé l'attaque, y fut tué.

Au poste de la gauche, on détruisit les ouvrages faits par l'ennemi devant le Santon, et on augmenta nos moyens de

défense. Les Turcs continuèrent à se barricader dans les maisons qu'ils occupaient.

20 et nuit du 20 au 21 avril. — La droite se soutint au quartier des Tanneries : les troupes mirent le feu entre leurs postes et ceux de l'ennemi, et s'avancèrent vers la mosquée en cheminant à travers les ruines de la maison Reynier et les jardins voisins.

La gauche voulut reprendre ses positions de la nuit du 18 au 19. Elle se logea à sa droite, dans une maison fort élevée, d'où elle dominait les postes ennemis, enleva et détruisit plusieurs barricades près de la porte Bab-el-Charyeh, et s'établit, malgré le feu très-soutenu de l'ennemi, sur la voûte de cette porte et dans les maisons latérales.

21 avril. — Le 21, le général Friant fit attaquer les maisons en face de celle du général Reynier. La rue fut franchie sur des ponts qu'on établit d'une fenêtre à l'autre, et on parvint à chasser l'ennemi d'une partie de ces maisons. Celui-ci se retira dans la mosquée; mais il revint bientôt à la charge. Les maisons furent alors incendiées par lui et par nous.

Dans les affaires de cette journée, l'ennemi dut perdre une centaine d'hommes, fusillés à bout portant.

Le capitaine du génie Roger fut tué en mettant en état de défense les maisons dont on s'était emparé près de la mosquée.

La gauche se fortifia sur la porte Bab-el-Charyeh, et assura ses communications en arrière.

Un mois s'était déjà écoulé depuis l'entrée des Osmanlis et des Mameloucks dans la ville. Les habitans étaient privés de tout moyen de communication au dehors; mais ils n'ignoraient pas les détails de la prise de Boulac, dont ils avaient aperçu l'incendie; car le général en chef, après l'attaque de la nuit du 28, n'avait pas oublié de faire ré-

pandre au Kaire les nouvelles les plus propres à les alarmer. A la crainte d'être traités comme ceux de Boulac, se joignaient les sentimens d'inimitié qu'avaient fait naître les mauvais traitemens éprouvés pendant le siége, par un grand nombre d'entr'eux. Les Osmanlis, troupe sans frein, avaient commis toutes sortes d'excès.

Les cheiks du Kaire sollicitèrent Nassif-Pacha et Ibrahim-Bey de mettre fin à leurs maux. Les dispositions particulères de ces deux chefs les portèrent à se prêter aux désirs des habitans. Ils devaient, en effet, chercher à jouir du fruit des avanies qu'ils avaient faites aux chrétiens et aux partisans des Français, et songer, en le conservant, à abandonner une ville sur laquelle ils avaient attiré tant de calamités.

Mourad-Bey, qui avait traité le 5 avril avec le général en chef, se prêta de la meilleure grâce à servir de médiateur entre les Français et les Turcs. Il envoya au Kaire Osman-Bey-el-Bardisy et Houssein Câchef; ceux-ci engagèrent Nassif-Pacha et Ibrahim-Bey à députer auprès du général Kléber des plénipotentiaires, pour traiter de la reddition de la place.

Ibrahim-Bey fit choix d'Osman-Bey, el-Achquar, et Nassif-Pacha, d'Othman, aga du grand visir.

Le général en chef qui ne désirait que leur sortie, ne leur fit pas des conditions bien rigoureuses. Ils convinrent de se replier le 22 de tous les postes qu'ils occupaient sur la rive gauche du canal, de repasser sur la rive droite, et d'évacuer le Kaire le 25. Il leur fut permis de sortir avec leurs armes, chevaux, chameaux, mulets et bagages, et il fut arrêté qu'ils seraient reconduits jusqu'à la frontière de Salhieh. Des ôtages furent donnés de part et d'autre pour garantie de la capitulation (1). L'adjudant-général René,

(1) Voir à la suite de ce mémoire la pièce n. 4.

et l'adjoint à l'état-major Tioche, furent échangés, comme ôtages sur la place Ezbekieh, contre Osman-Bey-el-Achquar et le Kiaga de Nassif-Pacha. Les Osmanlis insultèrent dans la ville les ôtages français; mais ils furent protégés par Mohamed-el-Elfi, chargé de leur garde.

22 avril. — Le 22, à midi, les Turcs replièrent leurs postes snr la rive droite du canal. Les nôtres furent aussitôt portés sur la rive gauche, et tous les ponts ou passages, et toutes les maisons qui, par leur saillie, en voyaient le prolongement, furent occupées. On barricada les rues, et la plus grande vigilance fut recommandée aux postes. On s'occupa ensuite de détruire en arrière les ouvrages de l'ennemi.

23 avril. — Le 23 on fut informé que les troupes ottomanes montraient du mécontentement, et que des mutins cherchaient à les soulever et à leur faire reprendre l'offensive. Nous redoublâmes de vigilance sur toute la ligne.

24 avril. — Le 24 les postes furent doublés; des barricades furent établies dans tous les débouchés qui conduisent à la place Ezbekyeh.

25 avril. — Le 25, les troupes turques, les mamelouks d'Ibrahim-Bey, et un certain nombre d'habitans dévoués au parti ennemi, sortirent de la ville à six heures du matin, et prirent, sous la conduite de la division Reynier, le chemin de Salhieh.

Nous détruisîmes alors dans la ville tous les ouvrages de l'attaque et de la défense.

L'artillerie prise à l'ennemi fut amenée au quartier-général. Le nombre des pièces, depuis le calibre de 2 jusqu'à celui de 4, était de 30. On remarqua un obusier fondu pendant le siége. On sut aussi que les Turcs avaient eu l'intention de faire couler un mortier pour nous renvoyer celles de nos bombes qui n'avaient pas éclaté. Presque toute cette

artillerie était montée sur affûts neufs, construits pendant le siége.

ÉTAT NOMINATIF

Des officiers du génie qui ont pris part aux opérations du siége du Kaire.

Sanson, général de brigade, commandant.
Lazowsky, chef de brigade.
Bertrand, *idem.*
Cazals, chef de bataillon.
Touzard, *idem.*
D'Hautpoul, *idem.*
Liédot, *idem.*
Michaux, *idem*, chef de l'état-major du génie.
Malus, *idem.*
Garbé, *idem.*
Bachelu, capitaine.
Lacoste, *idem.*
Morlet, *idem.*
Roussel *idem*, commandant la cinquième compagnie de mineurs.
Roger, *idem*, commandant la deuxième compagnie de mineurs, tué le 21 avril.
Mozon, *idem*, de la cinquième de mineurs.
Burel, lieutenant.
Moret, *idem.*
Bouchard, *idem.*
Bubaton, *idem*, blessé.
Vernois, *idem.*
Renard, *idem*, de la cinquième compagnie de mineurs.
Vinache, j. *idem*, de la deuxième de mineurs.

Vincent, *idem*, blessé d'une balle qui lui traversa la poitrine; dut le rétablissement de sa santé aux soins empressés du docteur Larrey, chirurgien en chef de l'armée.

Collet, adjoint.

PIÈCE, N° 1.

Au quartier-général du Kaire, le 27 ventose an VIII (18 mars 1800).

Le général en chef Kléber à l'armée.

SOLDATS,

Voici la lettre qui vient de m'être adressée par le commandant en chef de la flotte anglaise dans la Méditerranée.

« A bord du vaisseau de S. M. britannique, *la Reine-Charlotte*, le 8 janvier 1800.

» Monsieur,

» Je vous préviens que j'ai reçu des ordres positifs de S. M. de ne consentir à aucune capitulation avec l'armée française que vous commandez en Égypte et en Syrie, à moins qu'elle ne mette bas les armes et qu'elle ne se rende prisonnière de guerre, et n'abandonne tous les vaisseaux et toutes les munitions des port et ville d'Alexandrie aux puissances alliées; qu'en cas de capitulation, je ne dois permettre à aucune troupe de retourner en France avant qu'elle n'ait été échangée. Je crois également nécessaire de vous informer que tous les vaisseaux ayant des troupes françaises à bord, et faisant voile de ce pays, munis de passeports signés par d'autres que ceux qui ont le droit d'en accorder, seront forcés, par les officiers des vaisseaux que je commande, de rentrer à Alexandrie, enfin que les bâ-

timens qui seront rencontrés retournant en Europe avec des passeports accordés en conséquence d'une capitulation particulière avec une des puissances alliées, seront retenus comme prises, et tous les individus à bord considérés comme prisonniers de guerre.

» Signé KEITH. »

Soldats! nous saurons répondre à une telle insolence par des victoires : préparez-vous à combattre.

Signé KLÉBER.

Le général de division chef de l'état-major général de l'armée,

Signé DAMAS.

PIÈCE, N° 2.

Le général en chef ayant accordé le pardon, quant à la vie, aux habitans de Boulac, mais considérant l'état de révolte dans lequel ils se sont maintenus pendant vingt-cinq jours, sans qu'aucune remontrance ou proposition de paix ait fait sur eux la moindre impression ; considérant que les troupes françaises ont été contraintes d'enlever cette place de vive force, et que plusieurs de nos braves soldats y ont perdu la vie, ordonne :

Art. 1er. La ville de Boulac est imposée à une contribution extraordinaire de deux cent mille pataques de 90 médins en argent (1). Cette somme devra être payée sous dix jours.

Art. 2. Elle fournira ensuite pour la valeur de trois cent mille pataques les objets mentionnés ci-dessous, nécessaires à l'armée, savoir :

(1) Vingt-huit médins valaient une livre tournois.

Pour deux cent cinquante mille pataques de sucre et café.

Pour quinze mille en cordages, lin, toiles à voiles et toiles à pansement.

Pour quinze mille en huiles, goudron et brai.

Pour vingt mille en fer, cuivre et plomb.

Ces objets devront être fournis sous dix jours.

Art. 3. Elle fournira ensuite deux cents paires de pistolets, et quatre cents fusils.

Art. 4. Tous les canons, poudres, boulets, salpêtre, plomb, cuivre et fer, et autres munitions de guerre, ainsi que tous les bois de construction existant à Boulac, seront confisqués au profit de la république, et déposés dans ses magasins.

Art. 5. Tous les magasins de subsistance, comme orge, froment, riz, lentilles et fèves, existant dans ladite place, seront pris pour le service de l'armée, et versés dans ses magasins.

Art. 6. Les cheiks de la ville seront tenus de déclarer et de faire livrer par les habitans tout ce qui existe en outre dans cette place, appartenant soit au visir ou à l'armée turque, soit aux habitans de la ville du Kaire.

Signé KLÉBER.

PIÈCE, N° 3.

Kléber, général en chef, à l'armée.

Soldats! vous allez attaquer quelques quartiers de la ville du Kaire; si vous vous livrez au pillage, c'en est fait de vous, chaque maison deviendra votre tombeau. La proie

ne vous échappera pas; je vous la promets : mais avant il faut vaincre et détruire nos ennemis.

En conséquence, j'ordonne que tout homme trouvé au pillage soit puni de mort.

Signé KLÉBER.

PIÈCE, N° 4.

Capitulation accordée par le général en chef Kléber à Nassif-Pacha, Otman-Effendi et Ibrahim-Bey, pour l'évacuation du Kaire par les troupes ottomanes et les Mamelouks.

Art. 1er. Le général en chef Kléber accorde un délai de trois jours, à compter de demain 2 floréal jusqu'au 5 (22 au 25 avril) pour les préparatifs nécessaires au départ des troupes ottomanes et des Mameloucks.

Demain, à 7 heures du matin, tous les quartiers de la ville du Kaire situés sur la rive gauche du canal, dans toute la longueur de la ville, seront abandonnés par les troupes ottomanes et occupés par les Français.

Art. 2. Les troupes ottomanes et les Mameloucks pourront emporter leurs bagages et leurs armes. Mais les pièces d'artillerie seront laissées par eux dans les lieux où elles sont en ce moment établies dans la ville du Kaire.

Art. 3. Le général en chef fournira aux troupes mentionnées ci-dessus cent chameaux, chargés de biscuit, et cent charges d'orge ou de fèves; il leur laissera la liberté de requérir, dans la ville du Kaire, le supplément nécessaire de ces bêtes de somme, et un nombre suffisant d'autres, pour le transport desquelles il leur sera fourni de cent à deux cents chameaux.

Art. 4. Les Osmanlis et les Mameloucks sortiront du Kaire par la porte des Victoires, à la pointe du jour, le 5 floréal, correspondant au 30 du mois dylhhadjey (25 avril); ils s'arrangeront de manière à ce qu'à midi précis, aucun individu faisant partie desdites troupes, autres que les blessés, qui seront reçus et traités dans les hopitaux français, ne se trouve dans la ville. Les troupes coucheront le même jour à quatre heures de marche de la ville du Kaire, le deuxième à Belbeis, le troisième à Quorain, et le quatrième à Salhieh, où, conformément à leur demande, elles séjourneront quarante-huit heures pour faire de l'eau, et continuer ensuite leur route pour la Syrie, en passant par Qatieh et El-Arisch.

Art. 5. Pour garantir les troupes mentionnées ci-dessus de toute insulte, elle seront sous la sauve-garde du général de division Reynier, ayant avec lui un de ses généraux de brigade et l'escorte suffisante.

Art. 6. Tous les prisonniers français qui pourraient être au pouvoir des Osmanlis et des Mameloucks, seront rendus et échangés contre un pareil nombre de prisonniers musulmans au pouvoir des Français.

Art. 7. Le général en chef accorde un pardon général et particulier aux habitans du Kaire et de toute l'Égypte qui auraient pu prendre parti pour les ennemis des Français: mais aucun habitant du Kaire ne pourra sortir de la ville pour suivre l'armée ottomane.

Art. 8. Pour assurer la garantie des articles ci-dessus, les Osmanlis donneront au général en chef comme ôtage, le personnage immédiatement au-dessous de Nassif-Pacha, et les Mameloucks un bey de première classe. Les Français, de leur côté, fourniront un officier-général.

Art. 9. Les échanges d'ôtages se feront demain à sept heures du matin sur la place Ezbekyeh, par les chargés de

pouvoir du général en chef Kléber, et ceux de Nassif-Pacha et d'Ibrahim-bey.

On conviendra de suite des dispositions particulières pour l'établissement des postes des deux partis sur les deux rives du canal.

Au Kaire, le 1[er] floréal an VIII de la république française (21 avril 1800).

Signé Nassif-Pacha, Othman-Effendi et Ibrahim-bey.

SUITE

AUX ANECDOTES

DE LA CAMPAGNE DE 1814 (1).

PLACES BLOQUÉES.

Ce ne fut pas seulement aux gouverneurs de Hambourg et de Magdebourg, et aux commandans de Wesel, Venloo, Juliers et Maëstricht, que Napoléon fit expédier, pendant la campagne de 1814, l'ordre de sortir de ces places avec leurs garnisons tout entières, pour venir à son secours; il fit aussi expédier le même ordre, sinon à tous, du moins à la plupart des commandans des places fortes de la vieille France qui, séparés, quoique par une moindre distance, du théâtre de la guerre active, n'avaient pu prêter aux manœuvres de notre armée l'appui de leur position et de leurs remparts. Mais il y avait entre ces ordres une différence essentielle. Les places étrangères, ainsi que quelques-unes de notre frontière d'alors qu'on pouvait déjà regarder de nouveau comme telles, devaient être évacuées et entièrement abandonnées. Il n'en était pas de même pour les places françaises : les gardes nationales devaient y remplacer les garnisons. Cela pouvait avoir lieu alors, sans en compromettre la sûreté; car les alliés n'avaient ni les moyens

(1) Voy. la LIe Livraison.

matériels, ni la volonté de faire des sièges, et, les eussent-ils eus, la rigueur de la saison les aurait seule empêchés de les entreprendre, et plus encore de les conduire à fin, s'ils les avaient entrepris. Il ne faut pas oublier qu'on était alors au cœur de l'hiver.

Si les ordres de Napoléon étaient tous parvenus dans les places, et qu'ils eussent été exécutés dans l'ordre de ses combinaisons, les troupes de Magdebourg et de Hambourg, après avoir passé le Rhin à Wesel, devaient, en se grossissant des autres garnisons sur leur route, remonter la Meuse pour regagner la Lorraine, et au premier bruit de leur approche, ou de leur mouvement, la garnison de Metz devait sortir de ses murs, et former l'avant-garde de cette nouvelle armée.

Le général Maison, qui était dans le nord de l'ancienne France avec un corps d'armée, composé en partie de troupes de la garde impériale, avait également reçu l'ordre d'aller rejoindre l'empereur avec ce corps, et sans doute aussi, avec ce qu'il pourrait tirer des garnisons des nombreuses places de cette frontière.

Tous ces ordres, dont la plupart sont restés ignorés, expliquent, mieux que toute autre chose, le mouvement de Napoléon sur Saint-Dizier, mouvement auquel il se détermina enfin, après avoir, pendant deux mois, repoussé partout les armées de la coalition, et suppléé à l'extrême infériorité du nombre de ses troupes par l'ascendant de son génie militaire, et par des efforts dignes de ses premières campagnes comme général et comme consul (1).

(1) « C'est assez faire le roi de France ; il est temps de faire le roi de » Navarre, » dit Henri IV, après la surprise d'Amiens par les Espagnols. Lors de l'invasion générale de la France en 1814, Napoléon put se dire aussi : « Peut-être, dans mes dernières campagnes, ai-je un peu trop fait » l'empereur ; il est temps de ne plus faire que le général Bonaparte. »

Si, pour la conception des plans, Napoléon avait toujours conservé

Sentant que ses forces ne pouvaient que s'épuiser de plus en plus, en continuant d'arrêter de front son colossal ennemi, il voulut se porter sur ses derrières, y réunir à ses corps d'armée la plus grande partie des garnisons des places du nord de l'Allemagne, ainsi que des places de nos nouvelles et de nos anciennes frontières, et avoir ainsi dans sa main qui, pour manier les grandes masses, n'avait point son égale, des forces suffisantes pour couper aux armées coalisées leurs lignes d'opérations; les isoler par ce moyen de leurs munitions de guerre et de leurs convois de toute espèce, et leur faire enfin trouver leur tombeau dans l'intérieur de la France, d'où elles ne pourraient plus sortir.

Mais, en se décidant à marcher sur Paris, où rien n'avait été préparé pour en défendre l'entrée, les souverains alliés précipitèrent les événemens et décidèrent le dénoûment de cette mémorable lutte. Napoléon pressentit ce dénoûment. Renonçant à son projet, il retourna sur ses pas pour tâcher de le prévenir; mais il n'arriva plus que trop tard, et lorsque tout était déjà consommé pour sa ruine.

jusqu'à la fin la même incontestable supériorité qui avait marqué ses débuts au commandement en chef, on ne peut nier que, dans l'exécution, il n'était plus toujours également ce même général de ses premières années; qui, sur un champ de bataille était partout lui-même, et voyait tout par ses propres yeux; qui, s'il ne pouvait tout prévoir, savait du moins parer à tout par ses inspirations soudaines et par des prodiges d'activité et d'audace; qui ne se laissait rebuter par aucun obstacle; qui jamais ne s'en tenait à des succès incomplets, et qui faisait toujours sortir de ses succès le maximum de résultats avantageux. Le général Bonaparte, le général de Castiglione, d'Arcole et de Marengo, n'eût pas laissé sur la Moskowa la victoire inachevée; reculé après avoir vaincu à Malojaroslawetz; enchaîné par un armistice les bras vigoureux de ses soldats et sa fortune au-delà de Bautzen; abandonné Vandamme dans sa pointe aventureuse en Bohême, après la bataille de Dresde; et le premier jour de Leipsick, perdu l'occasion de frapper un coup décisif, qui aurait fixé le sort de la campagne, et prévenu la catastrophe du quatrième jour.

On a déjà vu que les garnisons des places du nord de l'Allemagne et de celles de notre frontière d'alors sur le Bas-Rhin et sur la Basse-Meuse ne reçurent point, ou ne purent exécuter l'ordre qui leur avait été adressé.

Les garnisons des places des Ardennes situées sur la Meuse moyenne et sur notre vieille frontière, se conformèrent à celui qu'elles avaient reçu. Le général Jansens, qui commandait la deuxième division militaire, dont le chef-lieu était alors à Mézières, en forma un corps qu'il conduisit à l'empereur. Il ne demeura dans ces places que des hommes isolés de divers régimens, et ceux qui, hors d'état de marcher ou de tenir campagne, n'étaient plus propres à un service actif. Mais, comme je l'ai dit plus haut, joints aux gardes nationales, ils suffisaient encore contre toutes les entreprises que l'ennemi pouvait tenter à cette époque de l'année.

Je ne dois pas laisser ignorer que ces garnisons n'avaient point l'ennemi immédiatement devant elles; qu'elles n'étaient pas même observées par des corps de troupes, ou ne l'étaient que de très-loin, et qu'elles ne rejoignirent enfin l'empereur que lorsque, par son arrivée à Rheims, il eut rouvert leurs communications avec son armée. Mais des places qui étaient réellement bloquées, ou dont seulement les communications étaient et restèrent interceptées par les armées ennemies, je ne connais que celle de Metz, commandée par le général Durutte, qui exécutât l'ordre de sortir.

Je ne sache point que d'autres aient même tenté de l'exécuter : j'ignore également s'il parvint à toutes, ou à plusieurs; mais je vis, et je lus moi-même, celui qui fut adressé à une de nos grandes places de l'Est, qui était réellement cernée par un corps d'armée autrichien.

Cet ordre n'était point en chiffres; aucun semblable moyen de correspondance n'avait été ni convenu, ni pré-

paré, au moment où l'invasion de notre territoire ne pouvait cependant laisser aucun doute que toutes nos places de ce côté ne fussent bientôt bloquées. Il n'était pas même sur un billet plié ou roulé sous un très-petit volume, c'était tout simplement une lettre ministérielle, dans la forme ordinaire, écrite en bon français, et signée par le duc de Feltre, ministre de la guerre.

Si elle était tombée entre les mains de l'ennemi, il eut pu facilement préparer les moyens d'empêcher la sortie ordonnée, ou de la faire tourner à la ruine de la garnison. Il semble que pour faire parvenir ses ordres dans les places bloquées, un ministre de la guerre eût dû connaître et employer quelque expédient moins dangereux. On serait presque tenté de ne pas se borner à l'accuser de négligence.

Je ne sus point comment l'ordre était parvenu dans la ville. Il y fut sans doute porté par quelque homme des environs, qui eut assez de bonheur pour percer pendant la nuit la ligne du blocus, sans être aperçu. Quoi qu'il en soit, cet ordre prescrivait au général, commandant supérieur, de sortir avec toute la garnison, et de confier la place à la garde nationale. Il ne disait d'ailleurs absolument rien, ni sur la direction qu'il fallait prendre, ni sur ce qu'il fallait faire après être sorti.

La garde nationale était belle, nombreuse, et presque aussi bien exercée que les troupes de ligne, les compagnies de canonniers surtout; elle était enfin très-capable de défendre et de conserver seule la place. Il y avait d'ailleurs dans la ville les officiers en retraite de tout le département, qui, à l'approche de l'ennemi, avaient reçu, et fidèlement exécuté, l'ordre de s'y renfermer; ils eussent au besoin donné l'exemple du courage et du dévoûment. La grande masse de la garde nationale, il faut lui rendre cette justice,

aurait suivi cet exemple sans peine. Il faut cependant en excepter une partie des premiers chefs, dont les uns étaient entièrement nuls, et dont les autres avaient été choisis de préférence parmi ces hommes qui sont toujours les plus habiles à flatter le pouvoir, tant que la fortune lui sourit, et les plus prompts à le renier, dès qu'elle lui tourne le dos. C'est de l'influence seule de ces derniers, et non des efforts de l'ennemi, qu'on eût pu concevoir quelque inquiétude pour la place.

La dépêche ministérielle reçue, le conseil de défense fut assemblé. Personne n'eût osé proposer de désobéir à un ordre formel; mais on s'attendait si peu à celui qu'on venait de recevoir, on le trouva si extraordinaire, qu'on se persuada, et qu'on ne fut point fâché de se persuader que ce ne pouvait être qu'une ruse de l'ennemi pour nous attirer dans quelque piège, et que la signature du ministre de la guerre, apposée au bas, que presque tous les chefs de service appelés au conseil connaissaient cependant fort bien, n'était qu'une fausse signature, très-habilement imitée.

Retenu par d'autres soins ailleurs, j'arrivai au conseil de défense trop tard, et lorsque tout le monde était déjà tombé d'accord sur ce point. Ce fut en vain qu'après avoir lu et attentivement examiné l'ordre reçu, je cherchai à prouver qu'il était véritablement du ministre de la guerre, qu'il pouvait avoir été impérieusement commandé par des circonstances que nous ignorions, et qu'il était peut-être enfin la dernière ressource de Napoléon; je ne fis qu'exciter ainsi contre moi l'humeur des autres membres du conseil de défense, même de ceux que jusque-là j'avais toujours vus se ranger de mon avis : ils s'en tinrent tous à leur première opinion.

Elle était, en effet, bien plus commode que la mienne : elle

les empêchait de s'aventurer dans un parti désespéré ; et, à tout événement, elle mettait néanmoins leur responsabilité à couvert.

Ce grand mot de responsabilité était une espèce d'épouvantail pour un grand nombre de nos généraux, que la vue de la mort sur vingt champs de bataille n'avait pu faire sourciller. La plupart d'entre eux, surtout ceux qui servaient depuis long-temps dans les armées commandées en personne par l'empereur, auraient tout affronté pour suivre une marche tracée, pour exécuter un ordre positif. Mais fallait-il ne recevoir d'ordre et de conseil que des circonstances, agir d'après ses propres inspirations, prendre sur soi un événement extraordinaire; c'étaient de tout autres hommes : on eût dit que la crainte du maître et l'habitude de ses commandemens avaient amorti chez eux l'énergie et les lumières nécessaires pour marcher sans guide dans des sentiers qui s'écartaient de la voie commune.

Je n'en rappellerai pas un exemple trop fameux, dont l'influence fut si décisive sur la courte campagne de 1815 : je me restreins ici à la campagne de 1814, et dans celle-ci, aux commandemens des places bloquées. Dans cette position, entièrement nouvelle pour presque tous nos généraux, où leur rôle néanmoins semblait bien déterminé, mais, où ils se trouvaient livrés à eux-mêmes, plusieurs manquèrent entièrement de tête, et même quelques-uns manquèrent de cœur ; témoin Soissons, qui offrit une nouvelle preuve de ce que ce peut être qu'un homme de plus ou de moins dans une ville menacée.

Quant aux sorties générales, officiellement ordonnées par le ministre de la guerre aux commandans des places bloquées, sans instructions, sans explication aucune sur la conduite ultérieure qu'ils auraient à tenir après ces sorties, si elles avaient eu réellement lieu, les garnisons eussent

toutes cherché à se joindre à l'empereur. Pendant qu'il se fût ainsi renforcé, les alliés eussent été obligés à détacher de leurs armées des corps plus ou moins nombreux, et à s'affaiblir ainsi devant lui, pour s'opposer à cette jonction. Les garnisons qui n'auraient pu parvenir à l'effectuer, se seraient vues forcées à faire la guerre pour leur propre compte sur les derrières ou sur les flancs de ces armées ; et elles eussent ainsi opéré des diversions plus ou moins avantageuses en faveur de la nôtre. Mais, je l'ai déjà dit, une seule essaya d'obtenir ces résultats, et, sur ces entrefaites, avant que de nouveaux ordres fussent adressés ou parvenus aux autres, la prise de Paris entraîna la fin de la guerre et la chute de Napoléon.

L.

INTRODUCTION

A L'ÉTUDE DES GRANDES COMBINAISONS DE LA STRATÉGIE ET DE LA TACTIQUE;

Par le baron de Jomini, général en chef, etc.— Paris 1830.

Il ne faut pas attacher au titre d'un livre une importance excessive : c'est une vérité triviale et passée en proverbe. Mais s'ensuit-il qu'il soit tout-à-fait sans conséquence ? Nous ne le pensons pas; et le *Traité des grandes opérations militaires* en offre la preuve.

On a pu, non sans fondement, reprocher à l'auteur d'avoir pris un titre trop ambitieux, car ce n'est rien moins qu'un traité dogmatique; c'est tout simplement une *histoire critique* de la guerre de sept ans, à laquelle il a ajouté successivement celle des campagnes de la révolution, et qu'il pourra étendre ainsi indéfiniment. Ce second titre est donc celui qu'il aurait dû donner à son ouvrage, à moins qu'il ne préférât celui d'*Études sur l'art de la guerre* (*ou sur les grandes opérations militaires*), qui lui conviendrait sous tous les rapports. Cela n'altère en rien le mérite intrinsèque de l'ouvrage, mais cela en précise mieux la nature et l'objet. Si M. de Jomini avait adopté l'un ou l'autre de ces deux derniers, il se serait épargné sans doute quelques tracasseries; c'était réduire les choses à leur juste valeur. Mais en conservant le premier, il s'est mis dans la nécessité de le justifier en présentant l'ensemble des principes, ou, comme il

les appelle, les *idées mères* qui ont produit ses observations, ses critiques, ses commentaires, son grand ouvrage enfin, semblable à celui qui valut à Christophe Colomb, auquel il veut bien se comparer, la découverte du nouveau monde, et il a rédigé ce *Précis important*, qui manquait à ses trois premières éditions.

Peut-être se trouvera-t-il encore quelque lecteur pointilleux qui prétendra que, s'il n'a pas commencé par là, c'est que, loin d'avoir présidé à la composition de son livre, ces principes n'ont été aperçus par lui que par suite du travail même de sa composition; qu'il a procédé par analyse et non par synthèse; que les observations l'ont conduit à des principes déjà connus, appliqués, quoique peut-être moins explicitement énoncés; et tout en lui contestant le génie d'un Christophe Colomb, lui accordera l'esprit judicieux et analytique d'un Condillac. Le lot serait encore assez beau pour n'être pas dédaigné. A la vérité, il faudrait renoncer à la prétention d'avoir causé une révolution dans la science, d'avoir enseigné aux chefs des armées ce que leurs études et leur expérience leur ont bien plus sûrement appris, et ce qu'ils ont mieux exprimé aussitôt que la suspension de leurs glorieux travaux leur en a laissé le temps; mais on n'en devrait pas moins des éloges au jeune auteur qui, à peine sorti de l'enfance, a su faire un emploi aussi utile de ses loisirs. C'est un bon exemple à mettre sous les yeux des jeunes officiers, et si tous ne peuvent pas prétendre à la haute fortune qu'il a procurée à M. de Jomini, tous au moins sentiront combien il leur importe de ne pas dissiper les premiers temps si précieux de la vie.

Quoi qu'il en soit, l'auteur paraît avoir eu l'intention de renfermer dans l'opuscule qu'il publie aujourd'hui toute la substance du *Traité des grandes opérations militaires;* on pourrait même, à la rigueur, lui en appliquer exclusivement

le titre; alors la volumineuse et diffuse compilation qui, depuis vingt-six ans, l'aurait usurpé, n'en serait plus que l'appendice ou le développement. C'est ainsi qu'avec le temps chaque chose rentre à sa place.

L'art de la guerre se divise en deux branches, la *stratégie* et la *tactique.* L'une et l'autre comprend une série de neuf objets; ceux de la première constituent ce qu'on nomme *plan de campagne.* Cette synonimie, donnée par l'auteur lui-même, semblerait rendre superflu le mot nouveau de *stratégie*, dont la création avait été l'objet de quelques critiques; mais l'usage s'en est établi, et l'adjectif qu'on en a dérivé ne pourrait être que difficilement remplacé. L'essentiel était de s'accorder sur sa définition, et M. de Jomini trace avec précision la ligne de démarcation entre la *stratégie* et la *tactique.*

Avant de passer outre, il annonce que le but de son ouvrage est de démontrer qu'il existe un principe fondamental de toutes les opérations militaires, qui consiste, 1° à porter la majeure partie des forces disponibles sur le point décisif; 2° à opérer de manière à ce qu'elle y soit habilement mise en action.

Ce principe n'est pas nouveau; il fut suivi par tous les grands capitaines; ce n'est pas même une découverte dont notre littérature militaire ait été enrichie par M. de Jomini, car on le retrouve dans Lloyd et même dans les Mémoires du marquis de Feuquières, qui écrivrit un siècle avant lui. Mais M. de Jomini ira plus loin; il appliquera ce principe aux combinaisons de la stratégie et de la tactique, et » prouvera, » *par l'histoire de vingt campagnes*, que tous les succès et » tous les revers furent le résultat de l'application ou de » l'oubli qu'on en fit. » Cette base posée, il entre en matière.

Nous ne le suivrons pas dans sa dissertation, qui est trop substantielle pour se prêter à l'analyse, et qui d'ailleurs est

généralement aussi lucide, aussi méthodique que l'ouvrage qu'elle résume l'était peu.

Toutefois nous remarquerons qu'il ne donne pas une définition précise et cathégorique de ce qu'il entend par *lignes d'opérations*. Il reproduit ici textuellement le chapitre XIV du traité; il distingue ces lignes en *lignes territoriales* et *lignes manœuvres*; en parlant des premières, il dit : « *Les* » *frontières* couvertes de forteresses, etc., forment, à mon » avis, la première combinaison des lignes d'opérations. » Et sept pages plus haut, on lit : « On nomme ainsi (base d'o- » pérations) l'étendue des *frontières* d'un état, etc. »

Il faut s'entendre. Ce n'est point ici une chicane de mots. Dans un ouvrage classique, ou réputé tel, les définitions sont de la plus grande importance, surtout celle d'une expression qui se reproduit, pour ainsi dire, à chaque phrase. Tous les militaires qui ont du bon sens entendent très-bien, par *lignes d'opérations*, celles qui, prolongées, s'étendent de la base au front d'opérations ou à l'objectif, et servent aux communications de l'armée, au point où elle se trouve, avec cette base.

On a désigné sous le nom de *sphère d'opérations* une certaine étendue de pays circonscrite depuis la base jusqu'au front ou à l'objectif, et dans laquelle plusieurs lignes de communications peuvent être tracées. Tout cela est clair, simple positif; mais il paraît que cela ne suffit plus, et que le génie de M. de Jomini lui a fourni quelques *idées mères* que nous n'avons pas encore le bonheur de saisir parfaitement. C'est par des périphrases et des exemples qu'il cherche à la rendre intelligible; bien des lecteurs préféreraient, sans doute, qu'il l'exprimât positivement. Intelligible ou non, il n'en subdivise pas moins ce qu'il appelle les *lignes manœuvres* en simples, doubles, multipliées, intérieures, extérieures *sur un front étendu*, profondes, concentriques,

excentriques, enfin, secondaires et accidentelles. Cette nomenclature répondant à tous les mouvemens que peut faire une armée dans un but offensif ou défensif, il en résulterait que ces *lignes d'opérations manœuvres* ne sont autre chose que les lignes parcourues pour opérer ces mouvemens. Si telle est son idée, il ne fallait pas tant de circonlocutions pour l'énoncer. L'auteur, qui n'aime pas les querelles de mots, n'omet pas la critique amère qu'il avait lancée contre Bulow (au chapitre XIV), dont le tort grave est de n'avoir pas connu l'acception nouvelle donnée aux lignes d'opérations; cette critique nous paraît plus spécieuse que fondée.

Dans les observations qui suivent ce précis, M. de Jomini réfute les critiques dont lui-même a été l'objet à l'occasion de ces lignes d'opérations.

La première est relative aux lignes centrales, qu'on ne retrouve pas dans la nomenclature que nous venons de rapporter; ce sont celles que suivent les fractions d'une armée partant d'un point central, qui, pour chacune, peut être considéré comme la base actuelle de ses opérations. Il leur attribue une supériorité qu'il justifie par quelques exemples, et répond aux exemples contraires qui lui sont opposés, en fixant des limites à son système.

Cette question ne nous paraît pas ici suffisamment éclaircie. Les lignes centrales, dans leurs plus faibles proportions, rentrent dans le système des camps retranchés et des places fortes, dont la résistance a ses limites bien connues. Dans un grand développement, elles perdent tous leurs avantages, et ne forment plus que des colonnes divergentes que l'ennemi pourra accabler séparément. Voilà les deux extrêmes qu'il serait bon de déterminer avec précision; mais il faut l'avouer, l'art de la guerre n'a point encore été traité avec cette précision mathématique, et il est douteux qu'on y parvienne jamais. Des récits, des exemples, quel-

ques déductions en forme de maximes, d'une application plus ou moins étendue, que l'on qualifie de principes généraux, et qui, souvent incohérentes, sont loin de former un corps de doctrine : voilà ce qu'on appelle un traité de cet art. Doit-on s'étonner, d'après cela, si les auteurs se disputent sur ces mêmes principes? Il leur faut à chaque instant de nouvelles explications; c'est ainsi que les remarques de M. le capitaine Xylander sur les systèmes concentrique et excentrique donnent occasion à M. de Jomini de déterminer les cas où il convient d'appliquer l'un ou l'autre. Cette détermination est faite avec sagacité; mais dans les exemples qu'il cite à l'appui, ce qu'il rapporte de la marche de Napoléon et de Grouchy sur Bruxelles est inexact. La marche de M. de Grouchy n'était point, à proprement parler, concentrique de celle de Napoléon; lorsqu'il partit du camp de Ligny, sa mission était de suivre les Prussiens et de les éloigner; alors, pour nous servir des expressions de M. de Jomini, il aurait formé avec l'armée principale une ligne centrale. Il remplit bien la lettre de ses instructions, en suivant les Prussiens dans leur mouvement, mais non pas l'esprit, puisque ceux-ci opéraient un mouvement de concentration; c'est ainsi qu'au lieu de former deux lignes intérieures, l'armée française forma deux lignes extérieures. La proposition du général Gérard, si elle eût été suivie, corrigeait habilement ce vice et substituait l'esprit à la lettre. M. de Jomini repousse avec dédain la forme dogmatique que préfère M. Xylander, et pourtant il y est revenu; car cette publication nouvelle n'a réellement d'autre objet que de remédier au désordre de son traité primitif. Les récits de campagnes et les réflexions qui les accompagnent ont bien certainement le droit d'intéresser les jeunes officiers, mais une instruction forte et solide ne peut résulter que de l'ensemble des principes. Attendra-t-on qu'ils le forment d'eux-

mêmes? Il est douteux qu'ils en aient le temps et la capacité; tous ne sont pas des Jomini; et d'ailleurs, qu'il veuille bien remarquer que lui-même n'est arrivé à la composition de son précis, que nous regardons comme son chef-d'œuvre, qu'après plus de vingt-cinq ans de travail.

Enfin, il répond avec beaucoup d'amertume aux écrivains français qui l'ont critiqué, et « dans lesquels, dit-il, après » *l'ingratitude des militaires allemands,* il ne pouvait s'at» tendre à trouver plus de justice. » Nous laisserons de côté les personnalités et tout ce qui s'y rattache, et, puisant au fond de la question, nous n'y voyons qu'une chose, c'est qu'en voulant rajeunir des idées déjà anciennes, ses expressions manquent quelquefois de précision; c'est donc à lui seul qu'il doit s'en prendre, si l'on est tenté de lui appliquer ces deux vers très-connus :

> Ce que l'on conçoit bien s'exprime clairement,
> Et les mots pour le dire arrivent aisément.

Le colonel JANIN.

Nous croyons devoir placer à la suite de ce compte rendu l'opinion de M. de Xylander, touchant les ouvrages de M. le général Jomini.

Ueber die Bemerkungen des General lieutenants von Jomini, etc. = Sur les observations du lieutenant-général de Jomini, par le capitaine du génie de Xylander, professeur de tactique au corps des cadets, à Munich. Une demi-feuille d'impression in-8.

Cette petite brochure a été publiée pour répondre aux

observations du général Jomini, *sur les lignes d'opérations:* voyons si elle a rempli son objet.

Le général, à la page 5 de ses *observations*, dit ce qui suit :

« .... Puisque j'ai entrepris de défendre des principes » qui semblent incontestables, je saisirai cette occasion pour » répondre à des objections moins fondées encore, que des » écrivains distingués, mais souvent passionnés et injustes, » ont élevées contre le chapitre qu'on vient de lire.

» Les premières sont du professeur bavarois Xylander, qui, » dans son cours de stratégie, a souvent méconnu les prin» cipes qui m'ont servi de base.

» Je ne discuterai point avec l'écrivain bavarois si M. de » Boutourlin a eu tort ou raison d'accorder à mon ouvrage » quelque influence sur les événemens des dernières guerres, » ce que je sais fort bien, c'est que des officiers généraux, » qui ont pris beaucoup de part à ces événemens, se sont » fait un devoir de reconnaître que les principes que j'ai » développés n'étaient point étrangers au succès avec lequel » ces généraux ont dirigé de grandes opérations depuis 1809 » à 1815. Ceci n'est pour moi qu'une affaire d'amour-propre » plus ou moins satisfait. Mais ce qui est plus sérieux, c'est » le reproche tout-à-fait extraordinaire que m'adresse M. de » Xylander, d'avoir élevé avec peine un système concen» trique pour venir ensuite à un système excentrique.

» Je m'inscris en faux contre cette prétendue contradic» tion, qui serait pour le moins d'une conséquence absurde. » Je n'ai présenté exclusivement ni système concentrique, » ni système excentrique. Tout mon ouvrage tend à prouver » l'influence éternelle des principes, et à démontrer que des » opérations, pour être habiles et heureuses, doivent produire » l'application de ces principes fondamentaux. Or, des » opérations excentriques peuvent être ou fort bonnes ou

» fort mauvaises; tout dépend de la situation des forces res-
» pectives.

» .... La forme dogmatique aurait mieux convenu aux
» professeurs comme Xylander, j'en conviens; mais je
» doute qu'elle eût été aussi claire et aussi fortement dé-
» monstrative pour les élèves, ou pour les jeunes officiers,
» que celle que j'ai adoptée. »

M de Xylander, dans sa réponse, ne veut pas s'occuper de l'ingratitude reprochée aux militaires allemands par M. le général de Jomini, pour les services rendus à la science: il laisse également de côté la discussion existante en France entre le général V....., M. C.... et le général Jomini; il reconnaît, poursa part, que M. le général en chef a pris une part *glorieuse*, comme officier d'état-major et comme chef d'état-major, à des événemens remarquables des dernières campagnes; que M. le général est un des écrivains militaires les plus distingués de l'époque, et qu'il fait partie du petit nombre de ceux qui ont écrit avec succès sur la stratégie. Mais tout en faisant cette belle part d'éloges, il fait remarquer que rien n'est parfait dans le monde, et qu'il se peut qu'il y ait dans les meilleurs ouvrages, des parties plus ou moins bien traitées, plus ou moins développées, résistant plus ou moins à l'analyse et au raisonnement, que M. de Jomini a paru lui-même être de cet avis, lorsqu'il a eu la modestie de dire dans son XIVe chapitre qu'il s'attendait à ce qu'on trouvât plus à redire à son système qu'à sa partie historique.

Qu'au surplus, le général Jomini fait beaucoup trop d'honneur à M. de Xylander de le mettre à la tête de ses contradicteurs; que le colonel prussien Pfuehl (aujourd'hui général) a fait paraître déjà, en 1812, une réfutation dans le journal militaire autrichien, où il est dit que « quelque
» soit le mérite de l'ouvrage du général Jomini, le chapitre

» des lignes d'opérations y est trop légèrement traité ; qu'on
» y expose des idées par trop *incertaines*, pour qu'on puisse
» les admettre au nombre de celles qui augmentent l'intelli-
» gence du lecteur et qui enrichissent la science ;

Que le général wurtembergeois de Théobald a été d'un avis semblable dans ses *Études stratégiques*; qu'on lit à la page 122 que le XIVe chapitre du *Traité des grandes opérations militaires* n'offre pas les résultats d'un système arrêté; que les définitions y manquent de clarté, et qu'il est probable que l'auteur remettra en honneur les lignes concentriques après les avoir proscrites;

Qu'une troisième voix s'est enfin élevée en Allemagne, en février 1818 (journal militaire d'Autriche), contre cette même partie de l'ouvrage du général, et que dans cette même année lui (M. de Xylander), a publié son *cours de stratégie*, et que n'étant pas alors *professeur*, il n'a pu plaider une cause qui n'est pas la sienne.

Qu'à la vérité, il a l'honneur d'être professeur d'art et d'histoire militaire au corps royal des cadets de Munich, mais qu'avant tout il est officier du génie, et que par conséquent ce n'est pas la voix isolée d'un professeur bavarois qui s'est fait entendre sur le XIVe chapitre des *grandes opérations*, mais celle de plusieurs généraux et officiers de différentes armes.»

On voit que M. le capitaine de Xylander (des travaux duquel nous avons eu occasion de rendre compte dans le *Spectateur*) se borne pour le moment à repousser ce qui lui a semblé personnel, dans la qualification de *professeur bavarois*; il prouve aussi qu'il n'est pas le seul qui, en Allemagne, ait fait des objections contre les lignes concentriques; sa réponse est néanmoins incomplète, puisqu'elle laisse la question de fond tout entière. Espérons que, dans une seconde édition de son *Cours de stratégie*, il traitera plus

au long un objet sur lequel la controverse ne saurait trop s'exercer.

Nous terminons par répéter, après M. de Xylander, qu'il serait vraiment temps que les écrivains militaires de toutes les nations ne s'occupassent plus d'attaques amères ou personnelles; car, ajoute M. le capitaine, s'ils comprennent leur mission, ils ont bien d'autres ennemis à combatre!

L.

SUR

QUELQUES MANOEUVRES D'INFANTERIE.

Réflexions suggérées par quelques événemens de guerre.

Dans plusieurs circonstances, on a fait prendre à des divisions entières une disposition vicieuse, qui n'était fondée ni sur la lettre, ni sur l'esprit de notre ordonnance. Je veux parler de la formation d'une colonne d'attaque, composée de bataillons déployés les uns derrière les autres, à distances entières. Cet ordre injustifiable sous tous les rapports paraît avoir eu de la vogue. M. le général Lamarque m'a dit avoir reçu l'ordre de former ainsi sa division pour la bataille de Wagram. Les circonstances firent que cela n'eut d'autre inconvénient que de faire labourer la colonne par des boulets qui produisaient presque autant de mal que dans une colonne serrée. Mais c'est à Waterloo, qu'une de nos divisions paya cher l'exécution de cet ordre funeste. M. le colonel Heymès, dans sa courte relation de cette journée, signale ce désastre sans en dire la cause. Je tiens d'un officier général qui faisait partie de cette bizarre colonne, que la cavalerie anglaise s'étant inopinément présentée, on ne sut faire prendre aucune disposition à ces bataillons déployés l'un derrière l'autre. Cela devait être ainsi, parce qu'il n'y avait aucun moyen selon l'ordonnance, et que, pour en employer d'autres, il aurait fallu y avoir pensé à l'avance, et y avoir préparé sa troupe. Cette circonstance et beaucoup d'autres font voir combien il est nécessaire de méditer sur l'applica-

tion des manœuvres de petite tactique. Comment se fait-il donc que des hommes de beaucoup de mérite dédaignent cet art au point de le regarder comme au-dessous d'eux ? Je parlais en 1815 à un général distingué (qui fut tué à Ligny) de certaines manœuvres, et du bon emploi des tirailleurs ; « Mon cher colonel, me répondit-il, nous avons assez des » moyens de l'ordonnance; après, c'est aux circonstances, » à l'inspiration du moment à nous conduire; » et il parla d'autre chose.

Dans l'ouvrage intitulé : *Napoléon au tribunal de César et d'Alexandre*, on attribue la disposition que je combats à la fausse interprétation des ordres. Je crois qu'il est plus raisonnable de l'attribuer à ce que les ordres, étant donnés ou transmis dans des termes qui ne sont pas ceux de l'ordonnance, donnent lieu à équivoque. Par exemple, je sais qu'on a ordonné souvent de se former en colonne par bataillon. Cela n'est point dans l'ordonnance : on rompt en colonne sur toute la ligne; on forme de la ligne une colonne serrée; on déploie la colonne serrée par bataillon en masse; on forme la colonne d'attaque, ce qui s'entend toujours sur le centre de chaque bataillon; mais nulle part il n'est dit : colonne serrée par bataillon. Toutefois, il est certain qu'un officier qui aurait médité sur l'application de nos manœuvres à la guerre, aurait cru que cet ordre voulait dire de former, pour la facilité de la marche, une colonne de chaque bataillon, avec distance de déploiement. C'est ici le cas de remarquer combien il est important que tous les chefs, les officiers d'état-major et les commandans de troupes connaissent littéralement l'énoncé des commandemens.

Dans les notes de la relation de la bataille de la Moskowa par M. le général Pelet, on lit : « L'intention de l'empereur est que demain, 7, à 5 heures du matin, la division Compans soit rangée *par brigades*. L'expression par bri-

gades est répétée cinq fois dans le même ordre, et selon notre ordonnance, ce commandement n'exprime rien. Si ce n'était pas un langage convenu d'avance avec les chefs, il pouvait donner lieu à interprétations diverses.»

Revenons à la colonne qui fait l'objet de cette notice. Je vais proposer un moyen de la rendre moins dangereuse contre la cavalerie, s'il arrivait qu'on fût encore assez mal avisé pour se porter sur l'ennemi avec une longue file de bataillons déployés; mais il faut croire qu'on sentira à l'avenir qu'une division ainsi disposée est frappée de paralysie, qu'elle ne peut se former que par de nombreux tâtonnemens, en avant en bataille, sur la droite et sur la gauche en bataille, et faire en arrière en bataille; que surtout elle ne peut rien faire conformément à l'ordonnance contre la cavalerie. Comment agir en effet, si l'on est subitement menacé d'une charge? Faire un grand carré de toute une division, en serrant les bataillons à demi distance? mais cela est long et difficile, soit pour l'énoncé des commandemens auxquels personne n'est préparé, soit pour l'exécution. D'ailleurs il faut présumer que les bons esprits de l'armée ont renoncé aux grands carrés par lesquels on joue son va-tout, en augmentant les chances favorables pour l'ennemi. (1) Faudrait-il former de chaque bataillon un carré parallèle? C'est peu satisfaisant. Ces carrés ne se flanquent pas, et la moitié des faces des bataillons de l'intérieur est paralysée. Faire échelonner les bataillons en les faisant successivement marcher

(1) Une cavalerie bien lancée ne trouvant sur un grand front aucun intervalle pour s'écouler, en forme quelquefois malgré elle. Quelques militaires, entre autres le général Rogniat, ont prétendu que les carrés simples ou grands carrés avaient plus de feu. Je crois avoir démontré que cet avantage est illusoire. Le feu reste en proportion des ennemis qui peuvent aborder le front. Ces ennemis doublent pour les carrés simples, qui ont encore d'autres désavantages.

par un de leurs flancs? C'est beaucoup trop long; mais voici un moyen :

Supposez une colonne de huit bataillons, dont la fraction est un bataillon déployé, menacé tout-à-coup par la cavalerie; je commanderais :

1° Du deuxième au septième bataillon, le quatrième peloton, demi-quart de conversion, à droite (1) ou à gauche.

2° Colonne serrée par pelotons.

3° Sur le quatrième peloton de chaque bataillon la droite en tête en colonne.

4° Pas accéléré. — Marche.

Au premier commandement les adjudans-majors feront légèrement exécuter le demi-quart de conversion au peloton désigné. Les colonnes étant formées, chacune exécutera le carré que j'ai indiqué dans un opuscule sur les manœuvres, publié à Lyon en 1815. Les pelotons du centre (2) étant divisés en quatre sections, les deux sections de droite font à *droite*, celles de gauche à *gauche*, et déboîtent en avant de l'épaisseur des trois rangs, pour s'intercaler à droite ou à gauche dans l'intervalle qui sépare le peloton. Le premier peloton serre sur le troisième par le pas en arrière. Le huitième serre sur le septième, et tous les deux font demi-tour à droite (3). On a ainsi un carré moins étendu que la colonne (fig. 3), et très-fort, s'il est exercé à faire usage de toutes ses armes, et si les armes sont chargées à deux balles. Il y a au centre un vide égal à l'étendue d'un demi-peloton (carrée). Le chef de bataillon, les tambours et autres non combattans se glissent dans ce vide au commandement de *marche*, en

(1) On peut éviter ce commandement en prévenant à l'avance les chefs de bataillon et adjudans-majors, qu'au cas où la cavalerie se présenterait, le quatrième peloton ferait demi-quart de conversion.

(2) Troisième, quatrième, cinquième, sixième.

(3) Voir la planche à la fin de la livraison.

passant par l'intervalle qui sépare le sixième peloton du septième (fig. première).

Veut-on des carrés simples? (Selon moi, ils ne peuvent être justifiés que par la nécessité de couvrir de nombreux bagages, et beaucoup de non combattans.) On fera faire à la deuxième division de chaque bataillon demi-quart de conversion, et le carré se formera sur cette base, par les moyens jugés les plus prompts. Dans les premier et huitième bataillons, le carré se formera par les moyens indiqués pour les carrés, dits d'Égypte, lesquels en effet ne me paraissent devoir être employés que contre les cavaleries irrégulières.

L'expérience que j'en ai faite, ma conviction et le vif intérêt que je porte à l'armée, me font appeler de nouveau l'attention des militaires sur les opinions que j'ai émises à cet égard dans l'opuscule cité plus haut.

Une colonne ordinaire de pelotons ou de divisions peut tout aussi bien être exposée aux attaques de la cavalerie (1). Elle a les moyens de l'ordonnance pour les carrés doubles; mais c'est *un grand carré où l'on joue son va-tout,* et qui n'a pas plus de force qu'un carré simple, *si l'on n'y fait usage de toutes les armes.* Il y a un trop grand concours de commandemens; sa formation est lente et compliquée : je préférerais le moyen suivant :

1° Du deuxième au septième bataillon, les grenadiers demi-quart de conversion à droite.

2° Dans chaque bataillon sur les grenadiers en masse, serrez la colonne.

3° Pas accéléré : marche.

(1) Près de Lérida une colonne de route composée de sept mille Espagnols d'élite fut enlevée par le troisième de cuirassiers, qui comptait cinq cents chevaux, parce qu'elle ne sut prendre aucune disposition favorable à la circonstance.

4° Formez le carré, pas accéléré : marche.

On sera, comme dans la fig. 2, l'artillerie se divissera entre les bataillons sur la ligne des angles intérieurs. Là elle n'aura rien à craindre du feu des carrés.

Le plus grand danger qu'ait à surmonter l'infanterie, ce sont les charges de cavalerie. On ne saurait donc trop méditer sur toutes les circonstances présumables où l'on peut être exposé à ces attaques, destructives si elles réussissent, entièrement nulles si elles sont repoussées.

Le colonel BUGEAUD.



RAPPORT

A L'ACADÉMIE DES SCIENCES,

PAR M. LE GÉNÉRAL ROGNIAT,

Premier inspecteur-général du génie.

L'ouvrage de M. le colonel Paixhans, dont l'Académie m'a chargé de lui rendre compte, porte deux titres. Le premier : *Force et faiblesse militaires de la France*, a paru un peu vague à l'auteur lui-même, puisqu'il le fait suivre immédiatement d'un second : *Essai sur là question générale de la défense des états et sur la guerre défensive, en prenant pour exemple les frontières actuelles et l'armée de France.* Ce dernier titre annonce mieux l'important sujet qu'il traite.

La guerre défensive emploie deux sortes d'instrumens pour repousser ou arrêter l'invasion de l'ennemi, ou tout au moins pour gagner du temps en retardant sa marche : les armées actives et les forteresses munies de leur garnison. Ces deux moyens qui, pris séparément, seraient bien faibles, bien inefficaces, en agissant de concert, s'entr'aident, se soutiennent et se font valoir mutuellement. L'armée défensive appuie sa faiblesse aux places fortes; elle y puise les armes, les munitions et tout l'attirail nécessaire pour armer et équiper ses recrues, et réparer ses pertes; elle s'aide des ponts sur les fleuves, des défilés, des nœuds de routes que gardent les forteresses, pour manœuvrer har-

diment et porter la guerre sur les flancs et les derrières de l'armée envahissante. D'autre part, les places fortes sont ravitaillées, secourues par l'armée active, qui anime et vivifie ces masses inertes, incapables de garder, sur les frontières dénuées de grandes chaînes de montagnes, tous les passages que peut choisir l'ennemi pour pénétrer au sein des contrées attaquées.

Former, organiser le mieux et le plus économiquement possible ces deux sortes d'instrumens qui doivent concourir à la défense des États, est un problême éminemment compliqué et difficile, dont la solution, variable suivant les nations, les temps et les circonstances, a été l'objet des recherches des plus grands génies militaires. Plusieurs écrivains distingués ont soulevé, dans ces derniers temps, ces immenses questions. M. Paixhans, s'éclairant de leurs connaissances et de leurs lumières, auxquelles son esprit studieux et inventif ajoute des idées nouvelles, vient à son tour offrir au public le tribut de ses recherches, dans un ouvrage digne de fixer l'attention de l'Académie.

L'auteur, s'occupant particulièrement des places fortes, n'accorde que quelques considérations générales aux armées. Il voudrait qu'une grande partie de la jeunesse de France s'instruisît, en temps de paix, au maniement des armes, et se pliât aux habitudes et à la discipline militaire, afin de grossir l'armée de soldats instruits au moment de la guerre. A cet effet, les régimens ne seraient que des écoles où l'on instruirait tour-à-tour les jeunes gens de vingt ans durant deux ou trois ans, après quoi on leur accorderait la permission de rentrer chez eux, sous la condition de rejoindre leur corps en cas de guerre, jusqu'à l'époque de leur libération légale, qui, en France, a lieu lorsqu'ils ont atteint 28 ans; mécanisme ingénieux, qui étendrait l'instruction militaire sur de grandes masses, et qui permettrait

de n'entretenir et de ne solder en temps de paix, que le tiers, ou tout au plus la moitié des soldats qu'on aurait à opposer à l'ennemi en temps de guerre. Ce système n'est pas nouveau sans doute; on le pratique avec succès en Prusse, et on a déjà proposé plusieurs fois de l'appliquer à la France. Cependant, on sait gré à M. Paixhans de le reproduire; ce n'est qu'en rappelant sans cesse les idées nouvelles, quelque bonnes qu'elles soient, qu'on parvient à les enraciner dans les esprits, de manière à leur faire produire d'heureux fruits.

Il propose, avec raison, de distinguer les troupes des garnisons des troupes actives. Celles-ci ont besoin d'être formées, armées et disciplinées de longue main, pour se battre en rase campagne, soutenir, sans s'ébranler, le choc de l'ennemi; manœuvrer avec ensemble, ordre et célérité; les autres, rassurées par les remparts, n'ont guère besoin, pour toute instruction, que de savoir tirer le fusil et le canon. Les entretenir en temps de paix, ce serait les enlever aux travaux de l'industrie, et faire une dépense inutile. Il suffit de les appeler au moment où la guerre éclate; à l'aide de ces bandes incapables de tenir la campagne, mais très-propres à former les garnisons, les places seront défendues sans affaiblir l'armée active, qui doit se conserver tout entière pour un rôle plus brillant, celui des marches, des manœuvres et des batailles.

Après ces considérations et quelques autres moins importantes sur les armées, l'auteur passe à des considérations plus étendues sur les places fortes où je vais tâcher de le suivre; mais je dois commencer par faire connaître l'état de la question.

Tout le monde comprend que le nombre de places fortes ne peut pas être illimité, il dépend et de l'argent que le gouvernement peut consacrer à leur construction et à leur

entretien, et de la quantité de troupes de garnisons qu'on peut raisonnablement prélever sur la population pour leur défense. Tout système qui s'étendrait au-delà de ces limites serait impraticable.

Afin de se restreindre dans les bornes du possible, il faut commencer par déterminer à-peu-près la quantité d'hommes et d'argent qu'un état a intérêt de consacrer à ce genre de défense; ensuite on en déduit aisément la quantité de fortifications à élever.

Mais comment répartir cette fortification pour la meilleure défense d'un état? Vauban résolut ce problême pour la France de son époque. Ce royaume s'était hérissé de villes fortifiées et de châteaux forts, durant les longues guerres qui l'avaient désolé, depuis la dissolution de l'empire de Charlemagne jusqu'au règne de Louis XIV. Cet habile ingénieur conserva, améliora, agrandit celles qui, sur les frontières, se rattachaient à des positions d'armées, soutenaient des inondations, des lignes défensives, défendaient des ponts et des défilés, couvraient des communications. A ces places il en ajouta d'autres entièrement neuves, sur les points stratégiques qui en manquaient; et nos frontières se munirent d'un réseau de forteresses, au milieu duquel les armées du temps n'osaient point s'engager.

Le système défensif que le génie de Vauban avait créé, l'esprit méthodique de Cormontaigne chercha à l'ériger en précepte. Les frontières ouvertes durent recevoir trois rangs de forteresses, disposées en quinquonce, à environ une marche les unes des autres; les petites en vedettes, les plus grandes en arrière pour recevoir les dépôts d'armée. Les frontières déjà fortifiées par des lignes d'obstacles naturels, tels qu'un fleuve, une chaîne de montagnes, purent ne recevoir que deux rangs de forteresses, ou même un seul. Cette doctrine, qui, comme toutes les méthodes rigou-

reuses, devait subir de nombreuses exceptions dans la pratique, prit faveur; et au commencement de notre révolution, le général d'Arçon lui prêta l'appui de son éloquence.

Le système défensif de Vauban, qui rendit des services signalés dans les dernières guerres de Louis XIV, avait été parfaitement calculé pour résister aux armées imparfaitement organisées de son temps. L'ancienne tactique ne convenait plus aux armes à feu, qui venaient de remplacer les anciennes armes; la nouvelle tactique n'était pas encore créée. Dans cette enfance d'un art nouveau, la timidité était de la prudence. Aussi voyons-nous les généraux de l'époque s'avancer lentement avec toute la circonspection possible. Rencontrent-ils un ruisseau, un canal, c'est un obstacle formidable qu'on ne peut passer avec trop de précautions. Ont-ils une plaine à traverser, ils tremblent qu'une charge de cavalerie ne vienne jeter le désordre et la terreur au milieu de leurs colonnes de fantassins maladroits. Ils osent rarement s'éloigner de leurs places fortes, leur seul appui pour se rallier en cas de revers, et ils craignent de laisser la moindre place ennemie sur leurs derrières, de peur que sa garnison n'inquiète leur queue de colonne. Aussi adoptent-ils généralement le principe de ne laisser aucune place ennemie en arrière, ce qui réduit nécessairement les opérations à une guerre de siège. Est-on victorieux, on n'ose point poursuivre le vaincu au-delà de ses places fortes, et tout le fruit qu'on retire de la victoire, c'est la possibilité de faire un siège. Est-on vaincu, on se réfugie derrière une place forte, que le vainqueur n'ose pas dépasser.

Mais les progrès de la tactique sous Frédéric II, ceux de la stratégie, dus à une meilleure organisation d'armées durant les guerres de la révolution et de l'empire, permettent aujourd'hui de conduire les armées avec plus de célérité et de hardiesse. L'on franchit rapidement des lignes défen-

sives, qu'on respectait jadis, et l'on ne craint plus de laisser des places fortes derrière soi, pour pénétrer au cœur de l'état attaqué. Avec des instrumens plus parfaits on obtient des résultats plus rapides. Les batailles sont devenues plus fréquentes, les sièges plus rares.

Si on résume les faits de l'histoire, dit M. Paixhans, on trouve que le nombre des sièges, comparé au nombre des batailles, va en diminuant. De 1741 à 1783, le nombre des sièges fut de 67 centièmes de celui des batailles, pendant notre révolution 26 centièmes, sous le consulat 23 centièmes, sous l'empire 16 centièmes.

Les progrès de l'attaque, constatés par les événemens des dernières guerres, appellent-ils des modifications, des changemens dans l'ancien système de défense? Cette question vitale a été vivement agitée, et les discussions auxquelles elle a donné lieu, ont amené généralement à reconnaître que la mobilité des armées actuelles ayant agrandi le théâtre de la guerre, il fallait disperser davantage les places, et en élever quelques-unes dans l'intérieur, au lieu de les agglomérer toutes sur les frontières. Moi-même j'ai pris quelque part à ces discussions; et dans une réponse à des notes critiques de Napoléon, l'examen du dispositif de forteresses le plus convenable à opposer aux progrès de l'attaque, examen qu'il serait trop long de reproduire ici, m'amène aux conclusions suivantes : « Organiser une ligne défensive sur la frontière, en profitant habilement des obstacles naturels, et en fortifiant les principaux défilés;

» Disposer autour de quelques grandes places un petit nombre de camps retranchés, propres à donner asile à l'armée défensive ;

» S'assurer des passages les plus importans des fleuves transversaux, par des places à tête-de-pont;

» Envelopper d'une enceinte bastionnée, capable de ré-

sister à des moyens ordinaires de campagne, les grandes villes intérieures les plus exposées à servir de but aux opérations de l'ennemi. »

L'auteur me fait l'honneur de citer et d'adopter ces propositions, qu'il modifie peu dans la suite de son ouvrage. Frappé de la différence de rôle qu'ont à jouer les divers points fortifiés, il voudrait trois espèces de fortifications permanentes, qui seraient appliquées suivant le degré de résistance qu'on se proposerait d'obtenir : des fortifications qu'il nomme *légères*, en terre et en bois; des fortifications ordinaires, en terre et en maçonnerie, et des fortifications en blocs de fer, ou cuirassées en fer. Les deux premières espèces s'éloignent peu de ce qui s'est pratiqué jusqu'à ce jour. Il n'y a de nouveau, que la fortification en fer, destinée à renforcer un petit nombre de points, dont la conservation serait très-essentielle. A cet effet, il propose de cuirasser en plaques de fonte de fer, les têtes de casemates qui peuvent être battues par le canon ennemi, afin de les rendre indestructibles. Il propose aussi de renforcer, dans certains cas, un front de fortifications ordinaires, par deux tours de fer placées en avant, de manière à prendre de revers et à dos l'assiégeant qui voudrait passer entre, pour couronner les glacis du front. Ces tours seraient construites de manière à résister à l'effet destructeur du canon et de la mine; du canon, en les formant de plaques de fer fondu, assez solide pour briser les boulets; de la mine, en éloignant le mineur par l'eau dont seraient remplis leurs fossés.

Il est certain que deux tours imprenables rendraient un front de fortifications, si ce n'est imprenable, du moins très-fort. Le glacis couvrant les maçonneries de l'escarpe, il est nécessaire de le couronner pour pouvoir établir la batterie de brêche; mais quelles difficultés n'éprouverait pas l'assiégeant à exécuter ce couronnement sous le feu,

dos, de deux tours laissées en arrière! mais le secret est de rendre ces tours imprenables. L'auteur espère y réussir; mais, comme il ne donne point le dessin de ces tours, faute de ce langage de l'ingénieur, on ne peut bien les reconnaître, et par conséquent les juger.

J'avais proposé d'entourer quelques-unes de nos grandes places, situées sur des points stratégiques, de quatre ou cinq forts, à deux ou trois mille mètres de distance, destinés à servir de camp retranché pour donner un asile protecteur à l'armée défensive. Aussitôt que l'ennemi marcherait sur elle, elle se réfugierait dans un de ces camps retranchés, où, à l'appui des forts, de la place et de quelques ouvrages de campagne, elle se rendrait inexpugnable. Si l'armée envahissante osait tenter de pénétrer dans l'intérieur, en laissant de côté l'armée défensive, celle-ci, sortant de son asile pour s'avancer sur son flanc et ses derrières, couperait sa communication avec ses dépôts, manœuvre qui obligerait l'ennemi à rétrograder pour ressaisir ses communications; car l'on sait que nos armées modernes ne peuvent exister séparées de leurs dépôts; on sait qu'elles ne traînent à leur suite que les munitions nécessaires pour une seule bataille, sous peine d'alonger et d'appesantir leurs colonnes outre mesure. Or, que deviendrait l'armée envahissante, après avoir épuisé ses munitions dans un jour de combat, si elle ne pouvait puiser dans ses dépôts, de quoi les renouveler? Victorieuse ou vaincue, ne serait-elle pas à la merci d'une population hostile, au sein des contrées qu'elle aurait ravagées? Que deviendraient ses hopitaux, ses magasins, ses blessés, ses malades, ses recrues, ses parcs? L'idée de grands camps retranchés, préparés d'avance pour donner asile à l'armée défensive, et capables de se défendre seuls avec peu de troupes, a frappé plusieurs esprits; leur efficacité pour la défense d'un grand état leur a paru incontestable.

M. Paixhans adopte cette idée; et par la manière dont il l'étend ou la modifie, il se l'approprie. Les camps retranchés, chez lui, ne sont plus quelques fortins dispersés autour d'une place forte. Craignant, non sans quelque fondement, qu'un ennemi très-supérieur ne parvînt à bloquer, et par suite, à affamer l'armée défensive, dans un camp retranché de trois ou quatre lieues de circuit, il en propose de beaucoup plus vastes. Il les forme d'un groupe de petites places et de forts, éloignés de plusieurs lieues, et rattachés par des communications défensives, à une position centrale d'armée, qu'il fortifie par des ouvrages légers. Malheureusement, l'auteur néglige encore ici de nous donner des dessins, et sans dessins, il est difficile de bien se rendre compte de ces idées, aussi neuves qu'importantes.

Tels sont les principaux traits du système défensif de l'ingénieux auteur de cet ouvrage, Je ne le suivrai point dans l'application qu'il en fait à la France, devant une Académie qui s'occupe plus spécialement de la théorie des sciences, que de leur application. Cet ouvrage, écrit d'un style vif et rapide, est riche de faits, et les idées neuves et hardies s'y pressent en foule. Peut-être quelques-unes eussent-elles gagné à être plus développées; il ne suffit pas d'être persuadé soi-même, il faut encore persuader les autres. Au reste, les personnes même qui n'épouseraient pas toutes les idées de M. Paixhans, lui sauront gré toutefois d'appeler l'attention du public militaire sur les hautes questions dont la solution intéresse essentiellement la sûreté et la stabilité des états.

REVUE D'OUVRAGES MILITAIRES

1° *Ansichten über die kriegführung, etc., etc.*—Considérations sur l'art de la guerre moderne, d'après le général Rogniat. Cours militaire à l'usage des officiers d'état-major de l'armée prussienne; par le major Decker. 1 vol. in-8°, 2ᵉ édition. Berlin.

2° *Ansichten über die kriegführung, im geist der zeit, etc.* —Considérations sur l'art de la guerre moderne, comparées avec les meilleurs écrits anciens et nouveaux, et notamment avec les Mémoires de Napoléon; par le capitaine de Brandt. 1 vol. in-8°. Berlin.

Les considérations sur l'art de la guerre, par M. le lieutenant-général vicomte Rogniat, ont donné lieu en Allemagne, comme en France, à une controverse fort animée. Parmi le grand nombre d'ouvrages qu'elle a fait éclore, nous avons particulièrement distingué ceux de MM. Decker et de Brandt, officiers prussiens.

Le major Decker a remanié l'ouvrage du général, il en a retranché tout ce qui concerne la guerre ancienne, et y a ajouté des notes et des observations; quoique opposé au système de l'auteur français, il n'en diffère pas essentiellement.

Le capitaine de Brandt, au contraire, tout en adoptant le même ordre, dans la distribution des matières, suit les traces des *Remarques critiques* du colonel Marbot, et des *Notes* de Napoléon, dictées à Sainte-Hélène. Il combat à outrance le système proposé, et sa réfutation eût été com-

plète, sans doute, si la *Réponse aux Notes critiques de Napoléon* lui eût été connue lors de la publication de son livre.

Ne pouvant faire une analyse détaillée des deux ouvrages, nous nous bornerons à en extraire quelques opinions, soit pour les réfuter, soit pour faire connaître la manière dont les Allemands envisagent certains faits historiques.

Le major Decker pense que l'art de la guerre est tellement difficile, qu'il est au-dessus de la portée du vulgaire. Le capitaine Brandt croit, au contraire, qu'il n'est pas besoin de pâlir sur les livres, et d'apprendre par cœur les diverses méthodes pour devenir un excellent homme de guerre et un bon général d'armée. A l'appui de son opinion, M. le capitaine cite le grand nombre de généraux français formés par la guerre de la révolution, et qui, selon lui, ont occupé avec avantage la scène du monde, pendant plus de trente ans.

Nos deux auteurs, en énonçant des opinions aussi extrêmes, sont peut-être également éloignés de la vérité. Le général Lamarque a dit, à la tribune, qu'il craignait bien que *Napoléon n'eût pas laissé d'école*, parce qu'il a pensé apparemment que le génie n'est pas transmissible de sa nature; ailleurs il a proclamé que *l'art* militaire n'était ni la *science* ni le *métier* de la guerre.

On a quelque peine à s'expliquer ce que l'auteur entend par *homme de guerre* et par *général d'armée*. Un homme qui ne sait que le *métier* de la guerre, c'est-à-dire qui manie bien ses armes, qui est endurci aux fatigues, qui s'est mesuré avec le danger dans cent combats, est *un homme de guerre excellent*, mais il pourrait être en même temps un fort mauvais *général d'armée*. Dans les idées que révèle le mot *général*, il y en a de très-diverses. Ainsi on peut être un bon général d'avant-garde, être à la fois actif, au-

dacieux, infatigable, et n'avoir pas toute la prudence, toute l'obstination, toute la prévoyance qui sont nécessaires à un général commandant une réserve ou une arrière-garde. On peut être un bon général d'exécution et un très-mauvais stratégiste.

M. Brandt rappelle, pour étayer son opinion, la multitude d'excellens généraux formés par nos premières guerres de la révolution; mais c'est citer à faux. Qu nd on ne prend que la mesure absolue du temps, sans tenir compte des autres circonstances, on fait toujours un mauvais calcul; car s'il est prouvé que dans un an, que dans deux ans, on a livré plus de combats, donné plus de batailles, bravé plus de hasards, subi plus de chances diverses que dans vingt années d'une autre époque, on conviendra aussi qu'on a dû y acquérir plus de talens, plus d'expérience et plus d'énergie; puis il est encore bon de faire entrer en ligne de compte les dispositions particulières à telle nation et à tel individu, leur capacité, leur facilité de concevoir, et on conviendra sans peine que, malgré la foule des grands généraux qui ont surgi du sein de nos guerres, *l'art* de la guerre ne sera accessible qu'à un très-petit nombre d'esprits. Que M. de Brandt se souvienne du mot de Frédéric à Fouquet : *Un mulet aurait fait dix campagnes sous le prince Eugène, il n'en serait pas meilleur tacticien.* L'expérience elle-même n'est donc rien pour certains esprits, tandis qu'une seule circonstance, qu'une seule occasion peut développer un talent caché à lui-même; tel général de notre époque a pu s'écrier à la première bataille, comme le Corrège en voyant un tableau : *Ed io anche sono pittore.*

En attendant que les portes du temple de Janus se rouvrent pour une *bonne* fois, que M. de Brandt ne porte point le trouble dans l'esprit studieux de ses camarades; qu'il leur permette d'amasser quelque *science*, et de l'ajouter

au *métier* qu'ils savent déjà; lorsque viendra enfin le moment tant désiré d'appliquer la théorie à la pratique, alors *l'art* se révèlera peut-être à quelques-uns d'entre eux comme à de nouveaux Corrège.

Mais poursuivons notre sujet. La partie métaphysique de la guerre, à laquelle le major Decker attache une grande importance, est de peu de valeur aux yeux de M. le capitaine; il pense avec Napoléon qu'une bonne *discipline et une bonne organisation* sont les meilleurs garans de succès. Selon M. de Brandt, les sentimens du devoir et de l'honneur sont aujourd'hui les seuls mobiles qui réagissent sur les troupes; le fanatisme est nul, l'amour de la patrie, sans être tombé aussi bas dans son opinion que dans celle de Bulow (qui le compare au braiement de l'âne demandant à rentrer dans son étable), ce sentiment, dit M. le capitaine, n'est pas aussi pur, aussi désintéressé qu'on le représente. Dix bons garnisaires font rejoindre, selon lui, plus de conscrits que des douzaines de proclamations.

Il paraît que, dans cette occasion, M. de Brandt a perdu de vue l'histoire de son pays; il ne s'est plus rappelé l'enthousiasme qui anima ses compatriotes en 1813; le soulèvement général contre la domination étrangère était certes produit par des sentimens autres que ceux du devoir et de l'honneur seuls.

M. le capitaine ne se contente pas de contester à l'homme ses plus nobles élans, il proclame hautement la supériorité de la force brute sur la force intellectuelle. Ainsi que Bulow, il voudrait que la gourde du soldat fût constamment pleine; il applaudit à Marlborouhg faisant prier Eugène de différer l'attaque parce que l'eau-de-vie n'est pas distribuée; plus loin, M. le capitaine estime qu'un général a fait assez pour la gloire, s'il est parvenu à faire nourrir et payer exactement ses soldats; notre auteur veut qu'on soit parcimo-

nieux dans les récompenses; qu'on n'accorde ni croix ni rubans; ce sont des distinctions frivoles qui dénotent la décadence de l'époque.

Ces propositions nous ont paru tellement étranges, que nous avons éprouvé le besoin de les relire pour être assurés d'avoir bien lu. Quoi! c'est en bourrant vos soldats de nourriture et de liqueurs fortes que vous voulez les conduire sur le chemin de l'honneur? Vous voulez les priver du prix légitime de leurs services, de la distinction qui honore leur bravoure, qui excite leur émulation? Mais en vérité les Turcs eux-mêmes auraient de la peine à avouer un pareil système rémunératoire. Il est fort douteux que l'armée prussienne accueille cet avis. En Russie, où la civilisation est moins avancée que dans le midi de l'Europe, le gouvernement s'est bien gardé de ne pas exploiter à son profit cette faiblesse humaine, qui a soif de distinctions.

Thucydide, Xénophon, Plutarque et autres écrivains s'étendent très-longuement sur les honneurs que les Grecs décernaient à leurs héros. Virgile, Tite-Live, Tacite et autres nous font assister à la distribution solennelle des couronnes de chêne et d'or, des colliers et des bracelets dont on ornait les braves parmi les braves.

L'éperon d'or, au moyen-âge, rehaussait l'éclat de la chevalerie.

Les sabres et les fusils d'honneur du temps de la république; la croix de la légion-d'honneur et autres distinctions ont produit assez de beaux faits d'armes sans qu'il soit besoin de les rappeler ici.

On voit que M. de Brandt ne tient aucun compte des efforts de toutes les époques, pour alimenter ce sentiment. Cela se concevrait plus facilement si M. le capitaine vivait dans une république : Là on n'accorde ni croix ni rubans, mais on y paie les services au poids de l'or, à défaut de considé-

ration. Libre à chacun de préférer le brouet noir des enfans de Sparte aux mets délicats d'Athènes, personne n'y trouvera à redire; mais qu'on ne perde pas de vue que nous vivons au milieu de la vieille Europe, où la vanité et l'intérêt personnel ont besoin d'être stimulés, pour devenir des vertus publiques. M. de Brandt voudrait, et nous sommes ici entièrement de son avis, que les récompenses ne fussent pas prodiguées, de peur qu'on ne les avilît.

M. le capitaine, qui paraît être ennemi né des théoriciens et de leur vain étalage d'érudition, prétend que la pratique vaut mieux que les manœuvres les plus savantes et les systèmes les mieux élaborés; selon lui, tout se réduit en définitive aux trois problêmes suivans :

1° Organiser, instruire et former une infanterie qui, au milieu du danger, aborde l'ennemi le plus franchement et avec le plus de calme et de sang-froid possible ;

2° Avoir une cavalerie qui, semblable à un torrent débordé, fonde sur l'ennemi dans le meilleur ordre et avec le plus d'ensemble possible ;

3° Créer une artillerie qui tire le plus de temps et avec le plus de justesse possible.

Ce sont des vérités incontestables; mais pour arriver à ces résultats, il faut quelque savoir du *métier*, beaucoup de *science*, et par conséquent quelque érudition; que la théorie et la pratique se donnent donc la main et marchent de concert.

M. le capitaine témoigne une grande aversion pour les harangues d'apparat; une allocution brève, entremêlée de quelques jurons, va droit au cœur des soldats; que s'il faut absolument des discours, qu'on les fasse dans le genre et le style de celui de ce gouverneur anglais, qui, avant de faire une sortie de Gibraltar, apostropha ses soldats de la manière suivante : « Est-il vrai que depuis votre enfance vous avez

été nourri de bon bœuf et d'excellent porter? Oui! Eh bien! tout à l'heure nous allons aborder une poignée de misérables qui n'ont eu pour toute nourriture depuis leur enfance que des oranges et de l'eau; vous les battrez donc? Oui! fut encore la réponse. En ce cas là, marchons! »

Nous ne discuterons pas avec M. le capitaine sur l'éloignement qu'il éprouve pour les grands discours; nous ne nous éléverons pas non plus contre le goût qu'il manifeste en faveur des allusions de la vie matérielle; chaque nation a son type particulier; le bœuf et le porter peuvent charmer les souvenirs d'un Anglais; l'image de saint Nicolas peut relever le courage des Russes, tout cela est on ne peut mieux; mais nous ne nous lasserons jamais d'admirer les belles harangues que Plutarque et Tacite mettent dans la bouche de leurs héros, nous souciant fort peu si elles ont été fabriquées après coup ou non; en observant toutefois que les monumens attestent l'usage de haranguer les troupes dans l'antiquité. Quoi qu'il en soit, il est certain que des allocutions d'un certain genre n'ont jamais manqué leur effet sur des soldats français. De ce nombre sont celles de Henri IV : *Enfans, je suis votre roi, vous êtes Français, voilà l'ennemi, donnons!...* De Bernadotte : *Soldats de l'armée du Rhin, l'armée d'Italie vous regarde!...* De Moreau : *Soldats de la 57ᵉ, rappelez-vous que Bonaparte, en Italie, vous a salués du nom de la Terrible.* De Bonaparte : *En rentrant dans vos villages, que chacun puisse dire avec fierté : J'étais de l'armée conquérante d'Italie.*

Une polémique trop longue pour trouver place ici, occupe ensuite les deux écrivains allemands; le major Decker est de l'avis de M. le général Rogniat, quant à la triple ligne de nos places fortes sur la frontière du nord, M. Brandt pense que le rôle passif qu'elles ont joué en 1814 et 1815 ne peut déposer contre leur utilité; ce sont, dit-il, des anomalies

historiques qui ne se reproduiront plus. M. le capitaine aurait voulu voir dans l'ouvrage de M. le général, pour qu'il fût complet, un système raisonné sur l'emplacement des places fortes, d'après les idées de Montalembert, Virgin et de Mandar.

M. de Brandt, en opposition aux deux auteurs qu'il critique, voudrait que les capitales des empires fussent fortifiées; ainsi que le général Valentini, il désirerait qu'il y eût une forteresse dite *nationale* au centre de chaque province et sur chaque ligne d'opération intérieure. Une place semblable devrait occuper 30,000 ennemis; les fortins dont parle le maréchal de Saxe dans ses *Rêveries*, et dont l'idée a été reproduite par le général Rogniat, conviendraient selon lui, à ce système; M. de Brandt critique avec vivacité l'ouvrage français : bien loin d'être de l'avis du colonel Marbot *que le système de défense exposé dans le livre du général soit la meilleure partie de son ouvrage*, il pense au contraire que c'est la partie qui pèche le plus; M. le capitaine entre à cet égard dans de longues dissertations tendant à prouver qu'il n'est pas nécessaire qu'une base d'opération soit appuyée sur trois ou sur cinq places fortes, mais qu'une seule grande place d'armes suffit, et offre plus d'avantage à la défense.

Relativement aux bases d'opération, M. de Brandt est d'avis qu'on peut s'en passer dans certaines occurrences; il pense avec Napoléon *que toute guerre bien conduite est une guerre méthodique;* dans les grandes crises, ajoute-t-il, la patrie tout entière offre, non pas une, mais vingt bases d'opérations, dans toutes les directions, témoin la Russie en 1812, la Prusse en 1813 et la France en 1814.

M. de Brandt, de même que l'auteur français, est pénétré de l'importance des places fortes sur les grands fleuves; il reproche à M. le général de n'avoir pas cité, pour prouver

leur utilité, les belles manœuvres exécutées en 1814 par le maréchal Soult sur la Nive. Il défend les Autrichiens des reproches que le général leur adresse, de n'avoir pas songé à construire des places fortes sur le Danube; les Autrichiens y ont si bien songé, dit-il, que le général Mayer a proposé dans son livre intitulé : *Défense intérieure de l'Autriche*, de fortifier non-seulement Enns et Mulhausen, mais encore d'établir des têtes de ponts depuis Comorn jusqu'à Lintz. On lit d'ailleurs dans l'ouvrage du général Valentini, intitulé : *Essais sur la campagne de* 1809, qu'il était sérieusement question, dans le quartier-général autrichien, de repasser après la bataille de Wagram, sur la rive droite du Danube.

A l'occasion de l'opinion énoncée par M. le général français, sur le défaut de méthode de Napoléon dans ses guerres, M. le capitaine s'exprime ainsi :

» M. le général Rogniat prétend que Napoléon ne savait » pas faire une guerre méthodique, il puise la preuve de son » argumentation dans les campagnes de 1809 et 1812. Le » major Decker ne se contente pas de ce reproche, il veut » que la campagne de 1800 en complète la démonstration.

» La campagne de 1812 étant celle qui offre le plus de » prise au vulgaire des critiques, est tout aussi susceptible » d'être défendue sous ce rapport que les autres; loin de » manquer de méthode, on en étudie les dispositions avec » beaucoup de fruit. Les régimens, sans le savoir eux-mêmes, » étaient classés dans des divisions et des corps d'armée; ils » passèrent le Niémen par brigade, et c'est au fort des opé- » rations militaires et en présence de l'ennemi, que sans en- » combre, que sans perte de temps, ils se formèrent, et que » l'ordre sortit du chaos. L'empereur s'arrêta à Wilna avec » le centre de son armée; 70,000 hommes restèrent sur le » Niémen; 200,000 hommes suivirent les traces des Russes.

»Le plan de l'ennemi une fois connu, Napoléon, avec
»son activité habituelle, imprima une rapidité extraordi-
»naire aux mouvemens; mais l'immense supériorité des
»troupes russes lui déroba une partie de ses avantages. Le
»maréchal Davoust fut dirigé sur Minsk; le prince Eugène
»eut ordre de prendre position à Troki; le sixième corps
»d'armée resta jusqu'au 14 juillet à Kowno. Les Mosco-
»vites, grâce à leurs troupes légères, atteignirent la Duna
»sans être désorganisés. Les armées de Bagration et de Bar-
»clay de Tolly eurent le temps de faire leur jonction au
»Dniéper. Après le combat de Witepsk, Napoléon se jeta
»sur Smolensk par une marche de flanc aussi habilement
»conçue qu'exécutée; un incident seul put empêcher la sur-
»prise immédiate de cette ville importante.

» L'armée en arrivant à Smolensk s'y arrêta pour re-
»prendre haleine; des ordres furent donnés pour que Grod-
»no, Kowno, Polotzk, Witepsk, Orscza, Dombrowna et
»Mohilew fussent mis en état de défense; Wilna et Minsk
»furent pourvus d'ouvrages et reçurent d'immenses approvi-
»sionnemens; Minsk surtout fut abondamment pourvue de
»provisions de bouche; Modlin, Thorn et Dantzig ne furent
»point négligées. Smolensk était destiné à servir de tête de
»pont au Dniéper et à la Duna; on voit donc que jusqu'ici
»tout était exactement conforme aux règles de l'art. Napo-
»léon, plus persuadé que qui que ce soit, *qu'il faut har-
»celer la fortune pour en obtenir des faveurs*, se mit en
»mouvement; sa marche ne lui est inspirée ni par dé-
»faut de calcul, ni par ignorance, ni par présomption.
»Schiller a dit quelque part *que le génie des grands hommes
»leur fait prendre souvent des sentiers inaperçus au vul-
»gaire;* de même, Napoléon a pu parfaitement entrevoir la
»justesse de ses combinaisons, sans pouvoir faire passer sa
»conviction dans l'esprit de ses lieutenans.

« Les armées françaises et russes apprirent à s'estimer
» dans les plaines de Mojaysk, mais les Russes y furent con-
» traints de renoncer à l'honneur de défendre leur antique
» capitale. En admettant pour un instant, ce qui n'est pas,
» que Napoléon ait péché contre les règles de la grande
» guerre, n'est-il pas vrai que, s'il se fût contenté de ne pas
» rester au delà de 20 jours à Moscou, la Russie eût désor-
» mais cessé de compter au rang des puissances européennes?
» L'anglais Wilson atteste dans son ouvrage *sur la Puissance
» politique et militaire de la Russie*, que l'incendie de Mos-
» cou même n'eût pas éclairé les funérailles de l'armée fran-
» çaise, si Napoléon en fût sorti immédiatement après
» l'horrible catastrophe; que même, après la bataille de
» Malo-Jaroslawez, rien n'était encore désespéré si, au lieu
» de reculer, l'armée française se fût portée en avant. »

« Les malheurs de l'armée ne peuvent donc pas être at-
» tribués aux fautes stratégiques de Napoléon, et encore
» moins à son dédain de la guerre méthodique, mais à un
» concours de causes diverses : l'impéritie des gouverneurs
» militaires a nui davantage aux soldats français que la faim
» et les frimas. A Smolensk, il y avait absence totale de dis-
» positions préservatrices : les maisons y étaient ouvertes et
» abandonnées comme lors du premier passage; l'air y était
» pestiféré; les hopitaux dans un dénûment complet, et point
» de maisons particulières disposées pour recevoir des blessés.
» A Orscza et Minsk, même incurie, même défaut de pré-
» voyance ;, si on eût distribué à Borysow la centième partie
» des provisions amassées à Minsk, on aurait sauvé des mil-
» liers de soldats de la mort; mais, au lieu de s'enquérir d'un
» devoir aussi sacré, le commandant de Borysow contem-
» plait d'un œil indifférent la destruction du pont qu'il aurait
» pu sauver en le faisant enlever, de façon à le rétablir au be-
» soin. A Wilna et à Warsovie, même défaut d'énergie.

» même imprévoyance; qu'on ne dise donc pas que les fautes
» stratégiques ont occasionné la perte de l'armée.

» Si, au lieu d'en agir de la sorte, Napoléon eût décrété
» l'indépendance de la Pologne, en arrivant à Warsovie,
» qu'il eût dirigé le prince de Schwarzemberg sur Wilna,
» Minsk et Bobruisk, et que le prince Poniatowski eût été en-
» voyé avec ses Polonais à la place des Autrichiens, Napoléon
» aurait pu aller en toute sûreté à Moscou et en revenir plus
» désorganisé encore, les Russes n'en auraient pas été moins
» perdus pour cela, c'en était fait d'eux, ils n'auraient plus
» mis le pied en-deçà du Niémen, car une armée polonaise
» ayant à sa tête des hommes tels que Poniatowski, Zayonzeck,
» Dombrowsky, Gietgud, etc., eût offert une barrière inex-
» pugnable à tout jamais contre les entreprises des Russes;
» toutes les finesses diplomatiques y auraient échoué; ce
» sont donc plutôt les fautes politiques, que les fautes stra-
» tégiques qui ont occasionné les désastres de l'armée fran-
» çaise. Les théoriciens du jour s'extasient sur le mouve-
» ment de flanc de Kutusow, ils prônent la direction qu'il a
» prise vers le sud, comme le *nec plus ultrà* de l'habileté;
» voilà, il faut l'avouer, un stratagême bien singulier que celui
» qui fait qu'on se jette corps et bien sur une route sans
» issue, dans un cul-de-sac, un *ultimum refugium*.

» Les campagnes de 1805 et 1813 sont aussi critiquées
» par M. le général Rogniat; celle d'Austerlitz où Napoléon
» s'est montré l'égal de César, n'est pas à l'abri de ses re-
» proches; étrange préoccupation, singulière disposition des
» esprits. César, infatigable et fécond en expédiens était
» considéré par ses contemporains comme un homme de gé-
» nie, comme un prodige, tandis que, de nos jours, on vou-
» drait faire passer Napoléon pour un aventurier chevale-
» resque, pour une espèce d'*ignorantaccio*, qui ne doit son
» élévation qu'à l'inhabileté de ses adversaires. »

Ce passage, textuellement extrait du livre de M. le capitaine de Brandt, mettra nos lecteurs à même de juger de l'esprit qui anime beaucoup d'écrivains militaires à l'étranger. L'indépendance des opinions historiques et littéraires y est singulièrement favorisée : en Prusse, par exemple, le gouvernement ne se borne pas à instituer dans les principales garnisons des cours d'art et d'histoire militaires, mais il y encourage aussi la controverse et provoque lui-même des explications : un prompt avancement et des distinctions honorifiques attendent ceux des officiers qui font preuve de talens et de savoir; aussi la Prusse compte-t-elle un bon nombre d'officiers qui ont publié des ouvrages militaires. A l'exemple de nos romantiques et de nos classiques en littérature, les officiers allemands paraissent être divisés en deux camps opposés, l'un professe les théories savantes, il vise à l'esprit, et tombe à force d'art et d'érudition dans les abstractions de l'idéologie ; M. Brandt qualifie cette classe d'écrivains de *dilettanti du métier*. L'école opposée tient aux traditions épurées, elle professe une haute vénération pour les guerres de Napoléon, elle est plus forte en pratique qu'en théorie, plus solide que brillante, plus agissante que spéculative.

Cet état de choses tourne en définitive au profit de l'instruction de tous. A peine un ouvrage voit-il le jour qu'un autre le suit immédiatement, le critique, le commente ou l'approuve; on conçoit tout l'avantage qui doit en résulter pour l'esprit militaire en général, et pour le service de l'état en particulier.

Le cap. LANGERMANN.

A M. le Rédacteur du Spectateur militaire.

Nancy, le 26 juin 1830.

Monsieur,

La 50e livraison du *Spectateur militaire* (IXe volume), contient l'analyse des publications de MM. les généraux Grouchy et Gérard sur la campagne de 1815. A la page 195, deuxième paragraphe, on y lit ce qui suit :

« Il y a incohérence sur les rapports du chef d'état-ma-
» jor et du général Hulot : suivant le premier, le 18, le
» quatrième corps quitta sa position à sept heures ; suivant le
» second, l'ordre lui parvint à sept heures de mettre toutes
» les troupes en marche à huit heures du matin ; mais *ses*
» ordres étaient qu'il fut en marche de très-grand matin, et qu'il eût quitté Gembloux à six heures... »

Cette assertion (Mais *ses* ordres étaient qu'il fût en marche de très-grand matin...), d'après la rédaction grammaticale du paragraphe, est une véritable accusation contre moi ; car dans une marche-manœuvre, qui avait pour but positif et essentiel de suivre l'armée prussienne à la piste, si j'avais, contrairement aux ordres de mon général en chef, retardé de deux heures cette marche, j'aurais commis plus qu'une faute : heureusement je puis la réfuter cette assertion par l'exhibition de l'original même de l'ordre que j'ai reçu le 18 au matin, et dont voici la transcription littérale :

« *Armée de la Moselle.*

» Au quartier-général, à Gembloux, le 18 juin 1815.

» *Ordre de mouvement:* — Aujourd'hui 18 juin, à huit » heures du matin, l'armée de la Moselle se mettra en » marche dans le même ordre qu'hier, pour se porter sur » Sart-à-Walin, en suivant le corps d'armée de M. le général » Vandamme.

» Il sera fait de suite une distribution d'eau-de-vie aux » troupes, et à la première grande halte, il leur en sera » fait une seconde.

» Le général en chef comte GÉRARD.

» *Au bas* : Au maréchal de camp Hulot, commandant la » 14e division. »

Cette pièce, que j'ai soigneusement conservée, j'offre d'en envoyer copie certifiée au Bureau de votre journal, ou de la déposer à Nancy chez tel notaire qui me serait indiqué.

Je n'ai point lu les Fragmens historiques de M. le marquis de Grouchy; mais, d'après les extraits qu'en a faits M. le colonel J., ce général se plaint de la lenteur de la marche du 4e corps, le 17, et il semblerait qu'arrivé trop tard à Gembloux, force aurait été de s'y arrêter, et de lui faire prendre position en arrière de cette ville... Je réponds à cela que ma division d'avant-garde, qui ne pouvait marcher plus vite que le 3e corps, sur lequel j'avais ordre de serrer, est pourtant arrivé à Gembloux au plus tard à sept heures de l'après-midi, et que rien n'empêchait que le défilé ne fût passé le 17 par tout le 4e corps, et même encore de jour.

Je me borne à cette seule observation, puisque M. le comte Gérard a dit tout ce qu'il fallait sur ces circonstances pour en fixer l'histoire.

J'ai l'honneur de vous prier, Monsieur, de donner place à ma réclamation dans votre prochaine livraison, et d'agréer l'expression de la plus parfaite considération avec laquelle je suis, etc.,

Baron Hulot.

Lieutenant-général en retraite à Nancy (Meurthe).

NOUVELLES MILITAIRES.

FRANCE.

ÉTAT

Des Arrondissemens d'inspection et des Inspecteurs généraux nommés pour l'année 1830

Arrondissement de Corse. Le lieutenant général vicomte BONNEMAINS.

Paris et Soissons. Le lieutenant gén. comte CLAPARÈDE.

1er Arrondissement. Le lieutenant gén. comte DALTON.

2e Arrondissement. Le lieutenant gén. vicomte OBERT.

3e Arrondissement. Le lieutenant gén. baron FRIRION.

4e Arrondissement. Le lieutenant gén. baron PÉCHEUX.

5e Arrondissement. Le lieutenant gén. baron MALLET.

6e Arrondissement. Le maréchal de camp baron COURSON.

7e Arrondissement. Le maréchal de camp baron WOIROL.

8e Arrondissement. Le lieutenant gén. baron MEUNIER.

9e Arrondissement. Le maréchal de camp DE CADUDAI.

10e Arrondissement. Le maréchal de camp vic. SCHRAMM.

11e Arrondissement. Le maréchal de camp FANTIN DES ODOARDS.

CAVALERIE.

1er Arrondissement. Le lieutenant gén. vic. DE REISET.

2e Arrondissement. Le maréchal de camp baron GUYON,

3e Arrondissement. Le maréchal de camp vic. FARINE.

4e Arrondissement. Le lieutenant gén. comte DE BOURBON-BUSSET.

5e Arrondissement. Le maréchal marquis de VENCE.

6e Arrondissement. Le lieutenant gén. comte DE SPARRE.

7° Arrondissement. Le maréchal de camp marquis DE CASTELBAJAC.

ARTILLERIE.

1er Arrondissement. Lieutenant gén. baron DIGEON.

2e Arrondissement. Le lieutenant général comte D'ANTHOUARD.

3e Arrondissement. Le lieutenant gén. baron NEIGRE.

4e Arrondissement. Le lieutenant gén. baron BERGE.

5e Arrondissement. Le lieut. gén. comte CHARBONNEL.

6e Arrondissement. Le lieutenant gén. vicomte TIRLET.

GÉNIE.

Saint-Omer, Lille, Arras. Le maréchal de camp chevalier DE MONFORT.

Cambrai, Mézières, Soissons, Péronne. Le lieutenant général baron HAXO.

Strasbourg, Befort, Besançon, Metz. Le maréchal de camp chevalier NEMPDE.

Embrun, Corse, Toulon, Montpellier. Le maréchal de camp chevalier MICHAUX.

La Rochelle, Bayonne, Perpignan. Le Lieutenant gén. Vicomte DODE DE LA BRUNERIE.

Devant donner après la campagne d'Alger une relation complette de l'expédition, nos lecteurs nous sauront gré de ne pas répéter les rapports officiels qui se trouvent dans tous les journaux.

ÉTRANGER.

Pologne.—Le ministre de l'intérieur, en rendant compte à la diète actuellement assemblée, de la situation du royaume, a dit ce qui suit concernant le département de la guerre.

L'armée a reçu, dans les cinq dernières années, 18,500 recrues; elle a perdu 11,613 soldats renvoyés dans leurs foyers; 1,565 hommes ont obtenu les Invalides.

L'école des cadets de Kalisch compte plus de 200 élèves; elle a fourni l'année dernière 185 sous-officiers aux divers corps de l'armée, de plus un certain nombre de jeunes gens à l'école d'application.

Trente-sept officiers d'état-major du génie et de l'artillerie sont sortis l'année dernière de l'école d'application.

L'école *d'instruction* de Varsovie, destinée à des enseignes d'infanterie et de cavalerie, est dans l'état le plus satisfaisant; l'école d'hiver de l'artillerie ne laisse rien à désirer quant à sa tenue et aux progrès des élèves.

Les deux hôpitaux généraux militaires existant ayant été trouvés insuffisans pour les besoins de l'armée, le gouvernement a ordonné l'établissement de deux autres à Lowiez et à Siedlce.

Les dépôts de remonte de la Russie ont fourni un grand nombre d'excellens chevaux à la grosse cavalerie, à l'artillerie et au train; un certain nombre de chevaux ont été achetés dans le royaume. La durée du cheval de cavalerie a été fixée à neuf ans, au lieu de huit, ce qui produit une grande économie. Les fourrages, le combustible et l'éclairage sont fournis par les corps au moyen d'abonnemens. La cherté des fourrages, à la suite de trois mauvaises récoltes, ayant obligé le ministre de la guerre de demander un crédit extraordinaire de 900,000 florins, un quart de cette somme existe encore dans les coffres de l'état.

Le gouvernement est dans l'intention de faire construire des casernes dans les principales villes du royaume, afin que les soldats ne soient plus à la charge des habitans. On espère avoir terminé ce projet dans cinq à six ans; un emprunt formera la base de cette entreprise, et les villes inté-

ressées viendront, par des dons gratuits, seconder le gouvernement.

Désormais, tous les draps que consommeront les troupes seront fabriqués en Pologne; par ce moyen, on sera affranchi d'un tribut de deux millions qu'on payait annuellement à l'étranger. Il n'en est pas de même des toiles; les deux tiers sont encore tirées du dehors, mais en vertu d'un marché passé avec une maison de Lodz, le pays sera également affranchi, en 1834, de ce tribut; à cette époque, toutes les toiles nécessaires pour les troupes seront fabriquées dans le royaume. Les travaux et les fortifications de Zamosc se poursuivent avec activité et intelligence; un pont beau et solide a été jeté sur la Narew, près de Modlin.

Un atelier établi dans l'arsenal de Varsovie confectionne des instrumens de mathématiques dans une telle perfection, que les corps du génie et de l'artillerie n'ont plus besoin de recourir à l'étranger à cet effet.

Le camp autrefois volant de Powazki, aux portes de la capitale, est devenu presque une jolie ville entrecoupée de fontaines, de plantations et de jardins. Les développemens que l'on y a donnés aux écuries, aux remises et à d'autres bâtimens de cette espèce, font espérer que peu à peu les troupes et les chevaux, qui appartiennent à la garnison de Varsovie, pourront y être logés sans exception.

Depuis peu, des casernes, une fonderie de canon et un pavillon pour la Direction générale de l'artillerie, ont été construits à Varsovie; des travaux semblables s'exécutent sur plusieurs points du royaume, et notamment à Lublin, Krosnystow, Radomsk, Uniejaw, Radzyn, Plock, Kalisch.

Wurtemberg. — Une cérémonie imposante et touchante a eu lieu le 23 mai dernier à Stuttgard.

Cent trente-huit officiers, honorables débris de l'armée de Russie, s'étaient donné rendez-vous pour célébrer d'un

commun accord les hauts faits d'armes de leurs camarades décédés, et pour se redire leurs souffrances, leurs privations, et les miracles auxquels ils durent leur salut!

Le roi avait permis que la grande salle de ses bains fut transformée en un salon élégamment décoré : On y remarquait un trophée de la forme d'un mausolée, où étaient inscrits les noms de tous les braves de l'armée wurtembergeoise, tombés sous la faux de la mort dans la mémorable campagne de 1812. Des inscriptions en lettres d'or, entourées de guirlandes, et suspendues aux pilastres, rappelaient quelques-uns des traits héroïques qui immortalisent notre armée; des tableaux dus à l'habile pinceau du major Faber du Faur, rappelaient les scènes de carnage de la Moskwa, de la Bérésina, de Smolensk, etc.

Tout le monde était assemblé à une heure de l'après-midi. Avant de se mettre à table, M. le général Hugel, ministre de la guerre actuel, prononça une allocution martiale et touchante, qui fit couler plus d'une larme à ces nobles guerriers, que le danger avait trouvés insensibles.

A deux heures de l'après-midi, lorsqu'à peine on était à table, arriva, accompagné d'un seul aide-de-camp, sa majesté le Roi : décrire l'enthousiasme qui anima l'assemblée à l'aspect du monarque chéri serait impossible; il suffit de dire qu'un triple tonnerre de *vivat* éclatèrent à sa vue, et que le respect ne put comprimer cet élan. Sa Majesté, après avoir remercié gracieusement ses *frères d'armes*, comme elle daignait les appeler, prit place au banquet, goûta de différens mets, et s'entretint avec son affabilité ordinaire pendant une heure et demie avec chacun des convives, sur la part qu'ils avaient prise à la campagne de Russie.

Un toast, porté à dix heures du soir *aux mânes des braves morts en Russie*, termina cette solennité militaire.

Prusse. — Environ 64000 hommes doivent s'assembler

du 1er juillet au 10 septembre prochain, dans la plaine qui s'étend de Coblentz à Andernach. Les landwerhs des corps d'armée dite de Westphalie et de la province rhénane, sont convoquées pour le même objet. S. M. le Roi assistera aux grandes manœuvres, depuis le 1er jusqu'au 10 septembre.

Royaume de Saxe. — Le lieutenant-général Lecocq, ayant atteint, le 1er mai dernier, sa cinquantième année de service, le roi s'est transporté en personne dans la demeure du vieillard, l'a félicité sur sa bonne santé, et l'a décoré de sa propre main, avec son ordre de famille.

Pays-Bas. — Les exercices gymnastiques se pratiquent avec beaucoup de succès dans l'armée.

L'année dernière on a organisé une division de grenadiers et de chasseurs, pour le service de la famille royale; ces troupes forment une sorte de garde; dont l'habillement est riche et élégant : les simples soldats ont des pantalons de grande tenue avec des galons d'or.

Grand duché de Hesse. — Le Grand-Duc a ordonné, par un ordre du 24 mai courant, que l'exercice à la baïonnette sera considéré désormais comme une branche importante de l'instruction des troupes, et que la partie de l'exercice à la baïonnette, qui est démontrée sans armes, sera enseignée dans les régimens simultanément avec les écoles de soldat et de peloton.

Un comité d'infanterie, composé d'officiers généraux et autres, avait été convoqué à cet effet; c'est sur le rapport de ce comité que la mesure a reçu son exécution.

Une école centrale d'escrime à la baïonnette a été formée à Darmstadt, pour propager une instruction uniforme dans tous les régimens. Chaque régiment y envoie un officier par bataillon, et un sous-officier par compagnie : cette école est en pleine activité depuis le 1er juin 1830.

Imprimerie de Selligue, rue des Jeûneurs, n. 14.

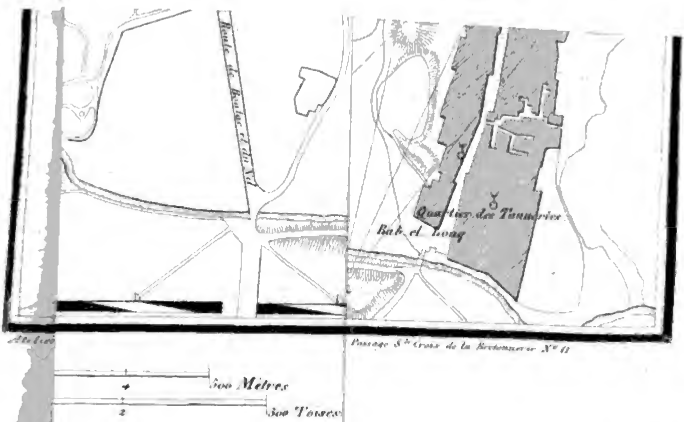
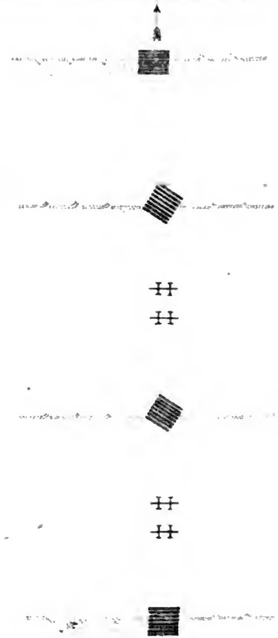

Quartier des Tanneries
500 Mètres
300 Toises

Fig. 1re



Fig. 2e



PRÉCIS

DES OPÉRATIONS EN AFRIQUE,

DU 13 MAI AU 28 JUIN 1830.

(Premier article.)

Après être partis de Toulon, le 25 mai, et être arrivés le 31 à vingt et un milles d'Alger, des contrariétés dont il est inutile de parler nous ont ramenés dans la baie de Palma le 1er juin, et nous y ont retenus jusqu'au 10. Ce jour, toutes les escadres, ainsi que les transports qui portaient des troupes de débarquement, et la flottille ont mis à la voile pour la côte d'Afrique. Le 13, à la pointe du jour, après avoir été en branle-bas depuis le 12, nous avons défilé devant le cap Caxines, d'où nous voyions parfaitement la ville d'Alger et ses côteaux couverts d'une végétation charmante et d'une multitude de grandes et petites maisons de campagne. Nous avons reconnu la vérité de la description contenue dans l'Aperçu sur Alger distribué à toute l'armée (1) et rédigé particulièrement d'après le mémoire du chef de bataillon du génie Boutin, envoyé en 1807 à Alger par Napoléon, pour lui fournir les moyens de faire ce que nous exécutons aujourd'hui.

Les bâtimens qui avaient fait la reconnaissance ordonnée par l'amiral Duperré avaient confirmé les idées de Boutin sur le débarquement à l'est ou à l'ouest de la presqu'île de

(1) Voir la carte et le plan de l'Aperçu sur Alger, publié par le dépot de la guerre.

Sidi-el-Ferruch, mais ils avaient essuyé le feu de deux mortiers placés à la pointe de la presqu'île et celui d'une grande batterie percée de vingt embrasures et située dans l'ouest de la pointe.

D'après les sondes fournies par la reconnaissance et l'observation que les vents habituels de la côte viennent de l'est, l'amiral s'était décidé à embrasser par l'escadre de bataille la pointe de la presqu'île, et à faire le débarquement dans la baie à l'ouest de Sidi-el-Ferruch.

A midi, toute la flotte était mouillée suivant la disposition qui avait été arrêtée; les mortiers avaient disparu et les embrasures de la grande batterie étaient vides.

Le croquis ci-joint donne une idée de l'aspect que nous présentait la presqu'île. Elle paraissait complètement déserte; aussi avons-nous dû espérer que le débarquement se ferait heureusement; l'ennemi ne pouvant pas en effet, à moins d'avoir solidement fortifié la presqu'île, courir la chance de la défendre, car les troupes qui en auraient été chargées, battues de deux côtés, pouvaient être coupées par un débarquement exécuté vivement dans le sud.

Aussitôt après avoir jeté l'ancre, nous avons reconnu trois batteries en terre sur la crête qui domine l'isthme; elles ont bientôt tiré et nous ont lancé quelques boulets et quelques bombes. Le *Breslaw*, qui avait été chargé de combattre la batterie, ayant mouillé le plus près de la côte, eut un homme blessé d'un éclat de bombe; les boulets ennemis n'arrivaient pas jusqu'à lui, et trois bateaux à vapeur, qui ne tiraient que deux brasses d'eau eurent bientôt déterminé le canon ennemi à se taire. Nous avons passé la nuit tranquillement. La mer était comme un lac.

Le 14, à trois heures du matin, presque toute la première division de l'armée, une batterie d'artillerie de campagne et une batterie de montagne étaient sur les chalans

ou sur les chaloupes de débarquement, et à quatre heures le débarquement a commencé; dans quelques instans, tout ce qui s'était approché a mis pied à terre de A en B; les soldats s'étaient jetés à l'eau, ils en avaient généralement jusqu'au genou. Aussitôt que l'ennemi a vu nos troupes descendre à terre, il a commencé à faire jouer ses batteries dont les coups, quoiqu'elles fussent très-loin, portaient jusque dans nos chalans, parce qu'elles étaient armées de très-grosses pièces.

La première division a été portée de suite à l'emplacement qu'occupe aujourd'hui la fortification, avec l'artillerie traînée à bras, et les embarcations ont été chercher la deuxième division; elle est arrivée une heure après la première, et aussitôt qu'elle a été formée, le général en chef a ordonné d'aller enlever les batteries qui nous avaient tué ou blessé une cinquantaine d'hommes. La première division a marché par sa droite sur le rideau, et dans moins d'une heure, les Turcs qui servaient les canons, et les nuées d'Arabes qui les soutenaient, se sont enfuis, laissant dans la batterie quinze canons et deux mortiers. Les canons étaient montés sur des affûts marins, ils sont d'un calibre qui approche du 16, et très-justes. Nous les avons retournés contre ceux qui les servaient: ils étaient bien approvisionnés.

Je ne peux pas dire précisément quelle quantité d'Arabes couvrait le terrain dont nous voulions nous emparer, car ils étaient, comme ils le sont ordinairement, tous éparpillés; ils paraissaient être au nombre de 8 à 10,000. Ces Arabes, qui sont précisément armés et costumés, comme l'a décrit l'Espagnol Aly-Bey, dans son Voyage en Afrique, et tous à cheval, n'ont d'autres vêtemens qu'un manteau blanc avec un capuchon, et ont pour armes une pique, un long fusil et une épée ou un yatagan.

Dans l'attaque des batteries, pendant que la première division marchait, la deuxième s'était dirigée à droite de la première, et ses deux premières brigades étaient arrivées en ligne avec elle; la droite appuyée au ruisseau qui vient du petit bois d'orangers. Comme l'eau de ce ruisseau est très-bonne, quatre hommes s'y sont portés, mais sans être soutenus d'assez près; ses bords étant garnis de dunes, ils y ont été tués par des Arabes embusqués, toutefois après s'être vaillamment défendus; car, malgré le soin qu'ont les Arabes d'emporter leurs morts, il y en avait un au milieu des nôtres.

Pendant ce mouvement, la troisième division débarquait, et la troisième brigade de la deuxième division, qui était restée pour couvrir le point de débarquement, s'est portée en arrière du centre de la première division, en travers du vallon dans lequel nous avons tracé la route d'Alger. Elle a dû bientôt envoyer des postes sur le bord de la mer, à gauche de la première division, afin de défendre complètement le passage le long de l'estran, car le feu de deux bricks, mouillés à la hauteur de nos troupes, ne suffisait pas.

Cette journée, à la fin de laquelle nous avions à terre toute l'infanterie, trois batteries et toutes les troupes du génie, ne nous a pas coûté 100 hommes.

On avait cherché à nous donner des inquiétudes sur les fontaines et sur l'intérieur des maisons que contient la presqu'île; une compagnie de mineurs, débarquée avec les premières troupes, a été chargée d'en faire la reconnaissance; elle s'est assurée que les bruits répandus à ce sujet étaient sans fondement. Le tombeau de la mosquée avait été brisé et ouvert; tout était d'ailleurs resté en assez bon ordre, et l'eau tant du puits que de la citerne était excellente. On peut voir par le dessin, que c'est à tort qu'on avait des inquiétudes sur le manque d'eau; d'ailleurs, en creusant de 18

pouces l'estran, à 8 ou 10 mètres du bord de la mer, on trouve de l'eau douceâtre, mais très-potable et bonne pour le blanchissage. En creusant des puits de 2 ou 3 mètres, un peu plus loin dans les sables, on a de l'eau excellente; c'est un puits de cette espèce qui fournit l'eau au quartier-général.

Pendant que les troupes se formaient et marchaient pour aller prendre leurs positions, les officiers du génie ont tracé l'enceinte qui est dessinée sur le plan, et avant la fin du jour on travaillait à son exécution. Comme les bords de la mer sont très-plats, et qu'il faut s'avancer à une distance de près de 200 mètres pour trouver 2 mètres de hauteur d'eau, on a dû placer à l'extrémité de chacune des deux coupures palissadées un bâtiment génois armé d'une demi-douzaine de petits canons, les bâtimens de cette espèce pouvant indifféremment être échoués ou à flot.

Le 15, aussitôt après le lever du soleil, les Arabes, en plus grand nombre que la veille, sont venus faire le coup de fusil avec nos avant-postes, et se sont dirigés en assez grandes masses entre les dunes et la mer pour tâcher de tourner la gauche de la première division; après quelques heures de feu, ils se sont retirés vers un camp d'un assez grand nombre de tentes qui nous paraissait être près de Staoueli. Dans l'après-midi, ils ont recommencé ce qu'ils avaient fait la veille, et les 16, 17 et 18, ils ont encore fait absolument les mêmes démonstrations, seulement ils arrivaient en plus grand nombre, et on voyait flotter au milieu d'eux des drapeaux turcs, de commandans qui n'y étaient pas les premiers jours.

Ce tiraillement nous causait des pertes, parce que les Arabes savent très-bien se servir de leurs fusils. Aussi, dès le 15, quand les chevaux des batteries ont été débarqués, et qu'on a eu quelques caisses de fusils de rempart, on en a

envoyé avec les batteries aux divisions pour tenir l'ennemi à bonne distance; en même temps, les avant-postes se sont couverts par de petites levées de terre, de façon que les régimens ont pu se tenir plus éloignés de leurs postes, et éviter ainsi les balles tirées en l'air par les Arabes, et qui, sans nous faire des blessures graves, nous mettaient des hommes hors de combat.

Le 15, on a commencé le débarquement des vivres, du matériel tant de l'artillerie que du génie et de l'administration, et dans 24 heures, on a eu sur la plage des vivres pour dix jours, 250 chevaux d'artillerie, et un matériel du génie suffisant pour donner une première forme au retranchement et tracer le chemin d'Alger jusqu'aux avant-postes; car, ainsi qu'il est dit dans l'Aperçu sur Alger, le terrain qui avoisine Sidi-el-Ferruch est sans chemin et couvert de broussailles très-épaisses, et d'autant plus élevées, qu'en raison de sa forme il conserve bien l'humidité; par exemple, sur le bord des ruisseaux et dans les plis multipliés des environs, les broussailles ont la hauteur des taillis de France.

Les mineurs ont entrepris, le 15 après midi, de faire dans l'emplacement de quatre silos, près de la mosquée, trois fours sous terre; ils ont déblayé à cet effet la terre qui séparait les silos, de manière à avoir un trou carré, dans lequel ils ont creusé trois fours de 200 rations chacun. On y a cuit du pain le lendemain matin au point du jour.

Le 16, un orage très-violent, qui dura presque toute la journée, amena une forte pluie; au bout de quelques minutes, nos soldats furent complètement mouillés. Il faut remarquer à leur louange qu'ils s'occupaient de préserver leurs armes. Les Arabes cherchèrent à profiter du mauvais état où ils les supposaient; mais ils furent bien reçus.

Cet orage a produit un résultat bien autrement fâcheux,

en ce qu'il a été suivi d'un vent d'ouest, qui a rendu la mer si houleuse, qu'il a fallu suspendre presque entièrement le débarquement pendant plus de trente heures, et que quelques bâtimens ont chassé sur leurs ancres, au point de craindre d'être jetés à la côte, là où se trouvaient nos ennemis. C'est avec une vive émotion que nous avons entendu plusieurs fois le canon d'alarme.

Le 17, le temps était bien rétabli, mais la mer était restée extrêmement houleuse.

On a pratiqué un chemin pour les charrettes depuis le pied de la mosquée jusqu'aux avant-postes, et construit une redoute à droite de ce chemin, dans la position sur la crète où l'ennemi avait eu ses batteries.

Le 18, deux Arabes, qui eurent beaucoup de peine à se faire recevoir en amis, nous avertirent que nous serions attaqués vigoureusement, que le dey avait envoyé l'aga au camp que nous voyions à deux lieues environ, avec ordre de nous jeter dans la mer. Sans ajouter foi à ce bruit, on fit des dispositions pour marcher sur l'ennemi le 20.

Le 19, vers 5 heures du matin, nous fûmes en effet attaqués de tous les côtés par les ennemis, qui s'avancèrent sous le feu de trois batteries à embrasures qu'ils avaient élevées la veille, et armées pendant la nuit. On peut estimer, sans exagération, qu'ils étaient au nombre de 40,000, la plupart Arabes. Tous ceux qui étaient à pied faisaient partie de la garnison d'Alger et cherchèrent, comme ils avaient déjà tentés de le faire, à tourner notre gauche entre un mamelon qu'ils occupaient et le bord de la mer; nous y fûmes si vigoureusement attaqués que les Turcs entrèrent dans un de nos petits retranchemens; ils y furent tués après nous avoir fait essuyer quelques pertes. Les Arabes venus de Titteri abordèrent notre droite aussi très franchement, et un très-

grand nombre se jetèrent dans le ruisseau venant du bosquet d'orangers qui couvrait notre gauche; nos soldats marchèrent sur eux, en tuèrent une centaine à coups de baïonnettes, dans le ravin du ruisseau. Nous fûmes bientôt postés sur le plateau d'où les ennemis étaient descendus; pendant ce temps, le général en chef arriva et ordonna aux première et deuxième divisions de marcher sur l'ennemi en le débordant par notre droite; il suffit du temps nécessaire pour faire arriver la deuxième division; notre artillerie, sans s'attacher à combattre celle de l'ennemi, fit reculer leurs groupes, et la deuxième division se montra sur leur gauche pendant que la première les abordait vigoureusement. Il ne nous fallut que le temps de marcher pour enlever les batteries ennemies; nous y prîmes huit bouches à feu en bronze. Leur camp était placé à l'endroit que Boutin appelle les tentes de Sidi-Kalef; il contenait plus de 700 tentes, dont quelques-unes d'une grande richesse, entr'autres celle de l'aga d'Alger, qui était remplie de tapis et de meubles très-recherchés; le dîner y était servi avec profusion de pièces d'argenterie. L'ennemi a tout abandonné si précipitamment qu'un de nos soldats s'est emparé d'un sac contenant 4000 pièces d'or de 8 fr. Ce brave en a donné 500 à ses camarades. Nous avons trouvé dans ce camp 80 chameaux qu'on n'avait pas eu le temps d'emmener et un assez grand nombre de bœufs ou vaches, et, en dépassant le camp, nous avons enlevé quelques centaines de moutons. Nous avons pris position sur le chemin qui se trouve au-delà du camp ennemi. Nous avons pu juger, par le nombre de tombes fraîchement creusées derrière le camp que notre feu avait fait, depuis le 15, assez de mal aux Arabes.

Le soir, nous avons eu des relations beaucoup plus amicales avec eux; mais leurs cheiks nous ont dit qu'ils seraient obligés de nous faire la guerre tant que nous ne se-

rions pas plus près d'Alger, parce que les Turcs ont toujours beaucoup d'action sur eux.

Les 20, 21 et 22, nous nous sommes occupés à achever le chemin de Sidi-el-Ferruch et d'assurer nos communications en élevant deux redoutes, l'une sur un tertre en avant du camp et l'autre à 2000 mètres environ du point de débarquement. Pendant ces trois jours nous avons été peu incommodés, et, comme nous étions plus aguerris, nous n'avions plus de ces alertes de nuit qui nous avaient été funestes plusieurs fois sans faire de mal aux ennemis.

Le 23, le général en chef voulut avoir une idée de ce que Boutin appelle le petit port dans l'est de Sidi-el-Ferruch, et savoir si l'on pourait s'en servir pour raccourcir la distance à faire parcourir pendant le siège aux différens approvisionnemens dont on avait besoin. Deux bataillons firent cette reconnaissance qui nous apprit que le petit port ne pouvait point nous être utile; ce détachement s'était avancé jusqu'auprès de Sidi-Kalef.

Le 24, à la pointe du jour, l'ennemi vint nous attaquer de nouveau de tous les côtés, avec des forces aussi considérables que le 19, mais sans canon; cette fois il avait de l'infanterie en assez grand nombre; l'attaque fut vive, mais bien reçue, et répétant les mouvemens du 19, les deux premières divisions menèrent l'ennemi tambour battant jusqu'à l'endroit marqué Chapelle et Fontaine sur la carte de l'Aperçu relatif à Alger. Le combat ne finit qu'après midi; car, comme depuis Sidi-Kalef nous étions arrivés dans un pays coupé de ruisseaux, boisé, couvert de maisons de campagne charmantes, entourées d'arbres hauts, vigoureux et de haies de raquettes et d'aloés, l'ennemi avait plus de facilité à nous arrêter. Cependant toutes les positions ne furent pas bien défendues; mais quelques-unes nous coûtèrent du monde; l'un des fils du général en chef, lieutenant de grenadiers au 49e, fut

blessé grièvement à l'attaque d'une maison. Un événement qui parut d'abord extraordinaire, arriva au moment où nos voltigeurs passaient le ruisseau de la Fontaine pour aller sur un petit mamelon qui dominait le chemin d'Alger, assurer par son occupation la position où nous voulions camper; une explosion très-considérable se fit entendre sourdement, et nous vîmes une superbe colonne de poussière et de fumée s'élever en l'air; le spectacle était magnifique. Tout-à-coup on cessa d'y voir; de tous côtés on redoutait des explosions de mines. Un détachement de mineurs se trouvait par hasard à travailler au chemin derrière les voltigeurs; l'officier qui le commandait alla voir ce qui avait produit l'explosion; il reconnut qu'elle provenait des munitions auxquelles l'ennemi avait mis le feu dans ce que Boutin a appelé la *Chapelle*, qu'un pli de terrain nous cachait. L'ennemi avait déjà été obligé de brûler ses munitions, aux tentes de Staoueli, pour nous empêcher d'en profiter.

Les deux premières divisions prirent position au-dessus du ruisseau de la Fontaine, et sur le côteau de droite; la première division tenant la droite. Le lendemain, la troisième division, qui était toujours demeurée en réserve, vint prendre la position de la première; celle-ci remplaça la deuxième, qui fut établie de façon à garder la presqu'île de Sidi-el-Ferruch, et la communication de cette place avec les avant-postes, ainsi que le camp des tentes, où l'on établit un dépôt de vivres et munitions pour l'armée. Les ouvrages de Sidi-el-Ferruch étaient en état de défense depuis le 23, et armés de vingt-quatre canons de 12.

Le 25, on a commencé à établir quatre redoutes, et à retrancher deux maisons sur le chemin des tentes de Sidi-Kalef à la Fontaine. Chacune de ces redoutes a été armée de trois bouches à feu. Ces ouvrages ont été terminés le

28, et l'on a commencé une enceinte légère autour de la redoute en avant du camp des tentes, pour y tenir enfermé un dépôt de vivres et de munitions.

Ce lieu devait être important dans l'antiquité, car on y rencontre plusieurs ruines de construction romaine; en fouillant près de l'une d'elles, on a trouvé des médailles et une lampe sépulcrale de bon goût.

Depuis le 25, l'ennemi nous a attaqués tous les matins avec beaucoup de vivacité. Il a garni de canons la crête qui nous est opposée. On y a compté jusqu'à six bouches à feu, qui nous ont causé quelques pertes, mais cependant leur fusillade nous fait plus de mal, malgré la précaution qu'ont prise nos troupes de couvrir tous leurs postes par de petits épaulemens. Cela n'est pas étonnant, lorsque l'on considère que pour nous conserver en état de marcher à l'ennemi aussitôt qu'il se présenterait, nous avons été obligés de nous maintenir sur des contrepentes désavantageuses.

Relativement à la flotte, nous nous contenterons de dire que le 24 seulement notre convoi entra dans la rade de Sidi-el-Ferruch, où le débarquement se fait depuis ce temps avec toute la rapidité possible, et que, malgré quelques coups de vent qui ont fait éprouver des pertes aux différens services le 28 mai, ils sont en mesure de contribuer, chacun pour ce qui le concerne, aux premières opérations du siége; d'après cela l'ordre a été donné de marcher aux ennemis le 29 avant le jour.

TACTIQUE D'INFANTERIE.

SUR LES DÉPLOIEMENS

ET SUR LA PROMPTE MANŒUVRE.

Monsieur le Directeur,

Par une conséquence du vif intérêt que je ne cesserai jamais de prendre à tout ce qui peut être utile à l'armée, permettez-moi de vous féliciter, de vous remercier même de la disposition bienveillante que vous avez annoncée dans la 41ᵉ livraison du *Spectateur militaire*, d'encourager les jeunes officiers à s'occuper de leur métier, en accueillant quelques-uns de leurs essais; je suis persuadé que ce moyen ne peut que contribuer efficacement à diminuer l'ennui du métier, qui malheureusement domine la plupart des officiers. Ceux qui, comme M. Dalmas, ont la volonté et le talent de s'en occuper utilement, trouveront tout le temps dont ils auront besoin, malgré cette *activité oiseuse* qu'on leur reproche, ou, pour mieux dire, que l'on reproche à leurs chefs; c'est en s'occupant utilement qu'ils acquerront des droits à la bienveillance et à la protection de leurs supérieurs, qui, j'ose le garantir, même en supposant qu'ils se trompent quelquefois sur les moyens, ont un but plus noble et plus utile que celui de faire *tuer le temps* aux officiers sous leurs ordres.

M. Dalmas a prouvé, par l'article que vous avez inséré dans la 42ᵉ livraison, qu'il ne se contentait pas des con-

naissances exigées à la rigueur par son grade, puisqu'il s'est lancé avec succès dans les évolutions de ligne. Je l'en félicite, et je suis persuadé qu'il aura lui-même à s'en féliciter par la suite.

La manœuvre qu'il propose pour diminuer la longueur du mouvement d'une colonne, d'un certain nombre de bataillons en masse devant se déployer sur l'un de ses flancs, est une idée neuve et très-bonne en elle-même. Avant de discuter les moyens d'exécution qu'il propose, je lui demanderai la permission de n'être pas tout-à-fait de son avis sur la proportion qu'il établit quant à l'espace que chaque homme tient dans le rang. Guibert dit (*Essai de tactique*, 1er volume, chap. 1er) : « Il faut compter que chaque » soldat, quand il est sous les armes, occupe deux pieds » dans son plus grand diamètre, c'est-à-dire à le prendre » d'un coude à l'autre, et environ un pied dans la plus » grande épaisseur, prise de la poitrine aux épaules, à quoi » il faut ajouter un pied d'intervalle réel entre lui et l'homme » qui le suit, ce qui donne deux pieds en tous sens par » soldat, et indique qu'une troupe d'infanterie en bataille » occupe, soit dans son front, soit dans sa profondeur, au- » tant de pas qu'elle a de files. Ce calcul n'est cependant » pas tout-à-fait exact, car il dépend de l'espèce d'hommes; » et dans le fait, il est rare qu'un soldat occupe plus de 18, » 20 et au plus 22 pouces de diamètre; mais la tactique » n'exige que des calculs approximatifs, et d'ailleurs, en » comptant à raison de deux pieds par soldat, on lui donne » l'espace suffisant pour se mouvoir et manier ses armes » avec liberté, et l'on retrouve sur la totalité de ces espa- » ces multipliés, la place nécessaire pour le petit nombre » d'officiers et de sergens qui doivent entrer dans le front » d'unb ataillon. »

La proportion établie par Guibert est d'autant plus exacte

qu'il est bien reconnu que les soldats font rarement le pas de deux pieds dans les manœuvres, et que rarement ils emboîtent, comme le prescrit l'ordonnance, surtout dans les marches de flanc. Guibert dit encore : « La mesure de » toute espèce de pas, soit ordinaire, doublé ou triplé, » sera de 18 à 20 pouces; à deux pieds il est trop grand, » trop peu conforme à la petite espèce de nos soldats (1), et » trop sujet par là à faire flotter et ouvrir le bataillon.

Que l'on me pardonne de citer souvent Guibert; je confesse que lorsque j'étais jeune, en lisant ses grands principes de manœuvres, je trouvais qu'il ne disait que ce que nous savions tous, et je ne réfléchissais pas qu'il avait eu au moins le mérite de l'avoir dit le premier. Depuis, j'ai relu et approfondi les principes primitifs de sa tactique, et j'ai reconnu que toutes les bases qu'il avait établies étaient positivement exactes; je conseillerai toujours aux jeunes officiers de lire attentivement les quatre premiers chapitres de son *Essai général de tactique.*

Je reviens à la manœuvre de M. Dalmas; j'adopte les quarante files par division, ce qui me paraît être la proportion la plus juste et la plus naturelle, et je compterai, d'après mon système autant de pas que de files : cela dérangera un peu les calculs de M. Dalmas; mais j'ai calculé aussi qu'en exécutant son mouvement tel qu'il le propose, il y aura encore une distance de six pas au moins entre chaque bataillon lorsque le changement de direction sera terminé. On tombera, il est vrai, dans l'inconvénient qu'il a prévu dans ses observations, c'est-à-dire que le troisième bataillon éprouvera un temps d'arrêt dans son changement

(1) Il faut observer encore que, du temps de Guibert, les hommes qui avaient le minimum de la taille actuellement adoptée n'étaient pas reçus.

de direction, et que ce temps d'arrêt se propagera dans une proportion croissante dans les bataillons qui suivront; le même inconvénient existera pour les bataillons pairs comme pour les bataillons impairs. Dans ce cas, il reste la ressource de prendre les distances nécessaires entre chaque bataillon, ainsi que l'a proposé M. Dalmas. Il y a bien quelque chose à dire sur les moyens d'exécution; mais dans ce moment cela m'entraînerait trop loin, j'y reviendrai quelque jour en parlant de la théorie des distances entre les subdivisions d'une colonne.

Il serait plus simple d'exécuter le mouvement proposé dans la note du *Spectateur* (page 583 de la 42e livraison); mais alors il faudrait nécessairement faire déboîter en arrière, après le commandement de *halte* fait à la colonne: le commandant ordonnerait: *Par le flanc droit — à droite; bataillons pairs en avant — marche*, et lorsque les bataillons pairs auraient marché un nombre de pas égal à l'étendue d'une division, plus sept ou huit pas (parce que sans cela les trois dernières divisions des bataillons impairs qui suivraient seraient arrêtées par la queue des bataillons pairs), le commandant en chef commanderait: *Bataillons pairs et impairs, changement de direction, par file à gauche — marche.*

On m'objectera que les mouvemens doivent se faire au pas accéléré, et que je parais vouloir ne commander que le pas ordinaire, puisque je ne fais que le simple commandement de *marche*; c'est une suite d'un système que je voudrais voir adopter: dans les manœuvres de bataillon ainsi que dans les évolutions de ligne, le pas accéléré est évidemment le plus usité; je voudrais donc que dans ces deux écoles le simple commandement de *marche* indiquât toujours le pas accéléré, et qu'on n'ajoutât le commandement de *pas ordinaire* que lorsque les circonstances l'exigeraient.

L'ancienne méthode continuerait néanmoins à être suivie pour l'école du soldat et l'école de peloton.

On m'objectera encore que le commandement de *changement de direction par file à gauche* (*ou à droite*) n'est pas dans l'ordonnance, et qu'elle ne connaît que les changemens de direction *par tel ou tel flanc*; mais ayant commandé par le flanc droit à toute la colonne avant de faire déboîter les bataillons pairs, je ne pouvais faire terminer le changement de direction qu'en commandant par file à gauche.

Au surplus, cette explication rentre dans le système que je vais développer sur les changemens de direction en général.

Il y a dans l'ordonnance trois espèces de changement de direction, savoir : le changement de direction par la tête de la colonne en marchant (soit du côté du guide, soit du côté opposé), le changement de direction par le flanc (lorsqu'on est en colonne serrée), et le changement de direction par la prompte manœuvre.

D'après l'ordonnance, les changemens de direction par la tête de la colonne ne s'exécutent qu'avec distance entière ou à demi distance; je vais prouver qu'on peut les exécuter en colonne serrée.

L'ordonnance part du principe que l'on doit tourner du côté du guide, et converser du côté opposé; eh bien! supposons que le changement de direction s'opère du côté du guide; il est bien évident que chaque guide continuant toujours le même pas que celui qui le précède, il conservera toujours la même distance, même en colonne serrée; donc le changement de direction peut s'opérer de la même manière, soit à distance entière, à demi distance ou en colonne serrée. Ceci posé, il est encore évident, même en suivant l'ordonnance à la lettre, que le changement de direction

peut s'exécuter également en colonne serrée du côté opposé au guide, en commandant guide à droite, au moment où le changement de direction doit commencer, sauf à rétablir les guides dans leur direction primitive, à mesure que chaque subdivision serait entrée dans la nouvelle direction ; je proposerai un moyen beaucoup plus simple, c'est qu'il soit établi en principe, que toutes les fois que l'on changera de direction, soit du côté du guide, soit du côté opposé et quelle que soit la distance, on commandera toujours: *Tournez* (à droite ou à gauche) *et jamais conversion* (à droite ou à gauche).

Si je ne craignais pas de me laisser entraîner hors de mon sujet, je pourrais parler des conversions et prouver que lorsqu'un peloton converse, il n'y a réellement que le premier rang qui converse, et que les hommes des autres rangs ne se portent que successivement derrière leur chef de file, en exécutant isolément une conversion chacun pour son compte. Et en partant de cette vérité, qui est incontestable, j'en tirerais des conséquences très-importantes pour tous les mouvemens de peloton; mais je reviens aux changemens de direction.

Un membre de la commission des manœuvres m'a fait observer une fois très-judicieusement que ce changement de direction en colonne serrée avait un inconvénient, c'est que l'aile marchante dans chaque subdivision, c'est-à-dire, l'aile opposée au pivot de la nouvelle direction, commencera à tourner aussitôt qu'elle verra le guide qui la précède tourner du côté de cette direction avant même d'être arrivée sur le même terrain où la tête a commencé le changement de direction : ce mouvement est d'autant plus naturel que les hommes sont bien aises d'avoir moins de chemin à faire et de n'être pas obligés de courir ; il en résulte alors une apparence de désordre, parce que ce mouvement de

l'aile marchante se propage dans tout le reste de la colonne : mais on peut y remédier, en plaçant un jalonneur un peu en avant dans la direction des guides opposés à la direction, et en prescrivant à tous les chefs de subdivision de veiller à ce que le guide de l'aile marchante se maintienne dans la direction du jalonneur, et ne commence son mouvement vers la nouvelle direction que lorsqu'ils auront fait le commandement de *tournez*, etc.

L'ordonnance suppose toujours que la colonne est au pas ordinaire, et alors les hommes qui conversent successivement pour venir s'aligner sur la nouvelle direction, y arrivent facilement en prenant le pas accéléré; mais marche-t-on souvent à la guerre au pas ordinaire ? Tout le monde sait que non; alors, malgré l'ordonnance, les hommes sont obligés de courir; c'est un défaut sans doute, mais si l'ordonnance adoptait le principe du pas doublé ou triplé dont parle Guibert, cet inconvénient disparaîtrait.

D'après l'ordonnance, les changemens de direction par le flanc sont des changemens de direction de pied ferme : dans tous les changemens de direction par le flanc droit, on marche par file à gauche, et par file à droite dans les changemens de direction par le flanc gauche ; je proposerai tout à l'heure de simplifier ce principe dans quelques circonstances. L'ordonnance n'indique aussi le changement de direction que par la tête de la colonne; cependant il est mille circonstances où ce changement de direction devient nécessaire, soit par la queue, soit par le centre, soit par tout autre point de l'intérieur de la colonne : dans ce cas et pour suivre exactement le précepte de l'ordonnance, il faudrait faire faire demi-tour à la partie de la colonne qui est en avant de la nouvelle direction, après néanmoins l'avoir fait marcher en avant, l'étendue d'une division, afin que, le mouvement terminé, toute la colonne fût sur la même

ligne ; car, sans cela, la colonne de la tête déborderait celle de la queue. Ensuite on commanderait : *changement de direction par tel ou tel flanc*, et le mouvement s'exécuterait avec régularité et par un même commandement ; mais à la guerre on n'a pas toujours le temps de mettre tant de régularité. L'ennemi vous menace spontanément sur vos derrières, vous êtes forcé d'exécuter un changement de direction sur l'extrémité de votre gauche, et le mouvement doit s'exécuter avec rapidité. Alors, sans commander *demi-tour* et même sans arrêter la colonne, je commanderais à toute la colonne : *changement de direction par le flanc gauche et par file à gauche*.

Au commandement de *marche*, toute la colonne marche par le flanc gauche et ensuite par file à gauche, pour se former en colonne serrée dans la nouvelle direction. Si c'est par de la cavalerie qu'on est menacé, on peut former chaque bataillon en échelon, et leur faire former le carré de suite ; ce qui, en pareille circonstance, produit le même effet que si l'on avait fait former les carrés obliques. Je sors ici des principes de l'ordonnance, en faisant exécuter un changement de direction par le flanc gauche et par file à gauche ; comme je l'ai dit plus haut, il faudrait faire faire demi-tour aux bataillons de la tête, et faire exécuter un changement de direction par le flanc droit à toute la colonne, mais il faudrait commander *halte, demi-tour, changement de direction par le flanc droit*, et le changement de direction terminé, commander encore *demi-tour*. Tout cela est très-long ; il est bien évident que lorsque les bataillons de la tête, après avoir fait demi-tour, font par le flanc droit, ils se trouvent dans la même position que ceux qui n'ont pas fait demi-tour et ont fait par le flanc gauche ; donc les mouvemens préparatoires sont inutiles et on a de plus l'avantage d'exécuter le nouveau mouvement sans s'arrêter ; car je suis entière-

ment de l'avis de l'auteur des observations insérées dans le *Spectateur*, sur le supplément de la commission; il s'étonne avec raison que la commission n'ait pas établi en principe de faire exécuter en marchant toutes les manœuvres de l'ordonnance.

Il me reste à parler des changemens de direction par la prompte manœuvre. Ce mouvement a été proscrit depuis long-temps par les manœuvriers, d'abord parce qu'il est presqu'impossible de l'exécuter d'après les principes de l'ordonnance, qui prescrit à chaque subdivision de faire *halte, front, marche* (école de bataillon, n° 204). C'est une suite de ce que j'appellerai la manie de l'ordonnance, de ne pas vouloir qu'on manœuvre en marchant, et qui exige un temps d'arrêt entre chaque mouvement; car il est bien évident que si chaque chef de peloton, au lieu de commander *halte, front*, commandait de suite *par le flanc gauche, marche*, il n'y aurait point de temps perdu, et la distance serait à peu près conservée : je dis à peu près, car, d'après le calcul de pas que j'ai établi au commencement de cet article, la distance entre chaque peloton étant égale au nombre de files, la subdivision qui entre dans la colonne a autant de pas à faire qu'il y a de files, et par conséquent en faisant par le flanc gauche, aussitôt qu'elle a marché ce nombre de pas, elle doit se trouver juste à la distance, mais il faut une grande régularité et une grande précision. L'ordonnance suppose que la tête marche au pas ordinaire, et dans ce cas, les subdivisions qui ont dû marcher au pas accéléré ont tout le temps de prendre leurs distances; mais si la tête est au pas accéléré, ce qui peut être obligé par la circonstance, alors la queue a bien de la peine à retrouver les distances, à moins de courir, ce qui dans une ligne prolongée amène toujours du désordre. Si on adoptait en principe une espèce de pas de course régulier pour des cas extra-

ordinaires, tels par exemple que la prompte manœuvre, ce serait le pas triplé de Guibert et il serait d'un avantage incalculable de régulariser cette espèce de pas de course.

On a proscrit à tort le changement de direction par la prompte manœuvre, elle a sans doute des inconvéniens, mais je soutiens qu'il est des circonstances où cette manœuvre peut être très-utile, et je dis même que, dans certain cas, elle ne peut être remplacée par une autre, à moins d'une grande perte de temps. La prompte manœuvre est évidemment un changement de direction par le flanc à distance entière; car les subdivisions serrent en marchant et reprennent leur distance lorsqu'elles sont arrivées sur la nouvelle direction.

Je suppose une colonne à distance entière, que l'on veut faire former en colonne serrée, dans une direction perpendiculaire ou oblique (n'importe) à la direction primitive; j'ai beau chercher dans l'ordonnance le mouvement le plus prompt, je n'en trouve pas d'autre que de faire serrer en masse et d'exécuter ensuite un changement de direction par le flanc (droit ou gauche), suivant la nouvelle direction; cela est bien simple sans doute, mais cela est long, surtout si l'on calcule, dans le temps perdu, les commandemens de *halte, à droite* (ou *à gauche*) *alignement, fixe,* etc., et ensuite le commandement de *changement de direction* par tel flanc, etc., etc., etc. Je proposerai, dans ce cas, de commander *prompte manœuvre par le flanc gauche* (*ou le flanc droit*) *sur le 1er bataillon en masse, serrez la colonne,—marche.*

Ce mouvement s'exécute sans arrêter la colonne, et chaque bataillon parcourant une diagonale, arrive par le chemin le plus court au point qu'il doit occuper dans la nouvelle direction. Il me paraît évident qu'à moins de faire de longues périphrases préparatoires, il n'y a que le com-

mandement de *prompte manœuvre* qui fasse comprendre de suite d'une manière claire et précise le mouvement que l'on veut exécuter; il est vrai qu'en cela je n'ai pas suivi la méticuleuse régularité de la lettre de l'ordonnance, qui veut un temps d'arrêt avant de commencer un nouveau mouvement; celui que je viens de proposer se fait en marchant, et c'est ce que j'appelle *l'esprit* de l'ordonnance. Dans l'exemple ci-dessus, la prompte manœuvre s'exécute d'après les mêmes principes que les changemens de direction en colonne serrée de l'ordonnance, c'est-à-dire que lorsqu'on a fait par le flanc droit, on marche par file à gauche et *vice versâ*. Je vais proposer une circonstance où j'essaierai de démontrer l'utilité d'un système analogue à celui que j'ai déjà proposé pour abréger le mouvement de changement de direction, en l'adaptant à la prompte manœuvre.

Je suppose une colonne de huit bataillons à distance entière, qui, trompée par son guide, a dépassé un pont, un gué ou un défilé, qui se trouve sur la gauche, et qu'elle doit traverser, ou auquel il est nécessaire qu'elle appuie sa droite; je suppose que ce point se trouve à la hauteur de la queue de la colonne, et qu'il n'y a d'espace entre la queue et le défilé que pour former la colonne en masse.

Je veux passer le défilé la droite en tête, ou bien y appuyer ma droite avec le moins de perte de temps possible. Je cherche encore dans l'ordonnance, et ici je trouve deux moyens: le premier, d'arrêter la colonne, lui faire faire demi-tour, la faire serrer en masse sur la dernière subdivision de la queue, commander ensuite changement de direction par le flanc droit, et le changement de direction terminé, commander *demi-tour*, afin de remettre la colonne face en tête.

Le second est de commander à gauche en bataille, et de

ployer ensuite en colonne serrée sur la dernière subdivision du 8e bataillon (1).

On conviendra que ces deux mouvemens entraînent beaucoup de longueurs, et pour abréger, je commanderais, sans arrêter la colonne, *prompte manœuvre par le flanc gauche*, — *sur le* 8e *bataillon*, *en masse serrez la colonne*, — *marche*.

Il est convenu que les chefs de bataillons commanderont d'avance par le flanc gauche et par file à gauche, après avoir compris, par le deuxième commandement d'avertissement, qu'ils doivent marcher vers la gauche.

Ce mouvement est riche en conséquences, on peut l'exécuter sur la droite, sur la gauche et sur le centre de la colonne; on peut même le faire exécuter par échelons, et je demanderai la permission de citer une circonstance où j'ai fait exécuter ce dernier mouvement.

Par suite du traité de *Tolentino*, le pape avait dû donner trente millions, qui furent fournis en vases, lingots, chaînes et autres objets, ce qui formait un volume très-considérable; le convoi qui les transportait se composait d'environ deux cent cinquante petites voitures du pays, attelées partie avec des chevaux, partie avec des mules, des bœufs, le tout fourni par le moyen de réquisitions qu'on était obligé de re-

(1) Il faut être juste : il n'existe pas de manœuvre, quelque compliquée qu'elle soit, qu'on ne puisse exécuter par les moyens et par les commandemens techniques ou de détail de l'ordonnance, et quand je l'ai accusée d'une méticuleuse régularité, c'est moins à elle que je faisais ce reproche, qu'à ceux qui se mettaient à cheval sur la lettre de l'ordonnance, pour ne pas se donner la peine d'en chercher l'esprit. J'ai commencé ma carrière active militaire à la date même de l'ordonnance; j'ai été lié avec plusieurs de ceux qui ont coopéré à sa rédaction, et je puis certifier que tout ce que j'ai dit et proposé dans diverses circonstances, dans l'esprit de l'ordonnance, était aussi dans l'esprit des rédacteurs.

nouveler tous les jours, ce qui n'était pas toujours très-facile, et ce qui exigeait surtout une surveillance continuelle.

Le général Victor (aujourd'hui M. le maréchal duc de Bellune), commandant le corps d'armée qui avait marché sur Rome, daigna me confier le commandement de ce convoi jusques à Bologne; il me prévint qu'il se formait, dans le duché d'Urbino, un corps d'insurgés que l'on faisait monter jusqu'à dix mille hommes; il me donna, en conséquence, toute latitude, soit de m'arrêter, soit de continuer ma route, suivant l'importance des rapports des divers commandans sur la ligne, lesquels avaient reçu l'ordre de me faire connaître tout ce qu'ils apprendraient sur les mouvemens des insurgés; le général Victor ne me cacha pas en même temps que l'armée avait un pressant besoin de ce trésor, au moment de commencer la campagne qui se termina par l'armistice de Léoben.

Je partis, avec la ferme intention de ne m'arrêter que lorsque j'aurais mis le trésor en sûreté, bien persuadé qu'en pareille circonstance, il faut, non pas gagner du temps, mais ce que j'appelle *gagner le temps.*

Je me transportai de suite vers les limites du duché d'*Urbino;* j'avais cinq bataillons d'infanterie, environ cent hommes de cavalerie, et cinq pièces de canon dont deux obusiers; j'aurais bravé avec cette force tous les insurgés du monde, mais il ne s'agissait pas d'attaquer, il fallait préserver le convoi de toute attaque, parce que la conservation de trente millions dont l'armée avait un pressant besoin, était préférable à la petite gloriole de battre un corps d'insurgés.

Mon convoi marchait sur la grande route, ayant la mer à cinquante pas environ, sur la droite; en avant se trouvait un pont sur une rivière qu'on appelle, je crois, la *Foglia;*

au-delà du pont, les limites du duché d'Urbino étaient franchies, et tous les dangers étaient à peu près passés.

A la gauche de la plaine sur laquelle je marchais, était un village sur une hauteur; c'était un dimanche; j'aperçus sur le plateau, en avant du village, une foule considérable, au milieu de laquelle je voyais briller des armes; les hauteurs et les bois environnans paraissaient également garnis de monde; je changeai alors mon ordre de marche habituel, et je fis porter mon infanterie en colonne à distance entière par divisions, dans la plaine, à gauche de la grande route, et elle continua à marcher à hauteur du convoi. Pendant ce temps, la foule réunie au village et aux environs poussait des vociférations qui n'étaient rien moins qu'amicales; ma colonne et mon convoi continuaient à marcher de conserve, mes canonniers me tourmentaient pour envoyer du côté du village ce qu'ils appelaient *quelques dragées*, mais je le défendis absolument; enfin mon convoi atteignit le pont, et commença à le traverser sous la protection d'une forte avant-garde. J'arrêtai alors la colonne, et le convoi continuant sa marche, je fis serrer à demi-distance, et je fis ménager le pas, de manière à ce que la queue de ma colonne fût toujours à hauteur de la queue du convoi. La foule réunie en avant du village et aux environs, voyant sa proie prête à lui échapper, redoubla ses cris, et un mouvement plus prononcé de leur part m'ayant fait penser qu'ils voulaient tenter quelque effort désespéré, je me résolus à prendre position, afin de donner le temps au convoi de traverser le pont. Je fis alors former ma colonne en masse par échelons, la droite appuyée à un coude formé par la rivière, et la gauche à la grande route, et je fis exécuter ce mouvement par *la prompte manœuvre*, par *le flanc gauche* et par *file à gauche*, le 5e bataillon plaçant d'avance un jalonneur à six pas en dehors du guide de droite de sa première division,

sur lequel les guides de gauche du bataillon qui devait se placer en avant de sa droite, venaient successivement se jalonner, et ainsi de suite pour tous les autres. Cette manœuvre en imposa aux insurgés, ils se tinrent tranquilles, et mon convoi traversa heureusement le pont, escorté successivement par les bataillons de ma gauche, qui se mettaient en marche à la suite du convoi, à mesure que ce dernier les avait dépassés, exécutant ainsi une espèce de passage de défilé par la gauche de la colonne.

On trouvera peut-être qu'à propos d'une manœuvre toute simple, j'ai fait une bien longue histoire; il faut pardonner aux anciens militaires de se laisser entraîner par leurs souvenirs; je pense aussi que toutes les fois que l'on cite ou que l'on propose une manœuvre, il serait intéressant de citer à l'appui quelque fait de guerre où cette manœuvre aurait été employée avec succès; nos dernières guerres sont riches en faits de ce genre, et il n'est aucun de nos anciens militaires qui ne puisse rappeler une foule d'occasions où telles et telles manœuvres ont été nécessitées par les circonstances ou les localités; les jeunes gens s'instruiraient en les lisant, cela leur ferait naître de nouvelles idées, et cet échange d'une imagination jeune et vive avec les résultats d'une vieille expérience ne pourrait que tourner au profit de la science militaire.

Le lieutenant-général,
Vicomte Brenier.

DES COLONIES MILITAIRES

DE L'EMPIRE DE RUSSIE (*).

Les colonies militaires ont été établies sous le règne de l'empereur Alexandre. Il paraît que la première pensée en est due au général Araktcheieff, qui jouissait d'un grand crédit auprès de ce souverain. Alexandre adopta avec empressement ce projet, et y appliqua toute son attention. Plusieurs réglemens furent faits sous ses yeux et en partie par lui-même; et, peu d'années après la paix de 1815, les travaux de colonisation furent commencés dans le gouvernement de Novogorod pour l'infanterie, et dans le gouvernement de Karkhoff pour la cavalerie.

En Russie, le soldat est obligé de servir pendant vingt-cinq ans; au bout de ce temps il est libre; mais, séparé de sa famille depuis tant d'années, il se trouve entièrement isolé, inhabile à embrasser une nouvelle profession, et à la charge du gouvernement. L'étendue de l'empire, la vénalité et l'impéritie de l'administration, rendent le recrutement très difficile et très-vexatoire; il est fort onéreux pour les nobles propriétaires, dont les revenus s'évaluent par le nombre

(*) Les colonies militaires russes ont été le sujet de plusieurs ouvrages qui presque tous ont été écrits d'après des renseignemens inexacts. Le *Spectateur militaire* a publié en 1828 (tom. V, pag. 242) un premier article sur ces établissemens, dans lequel se trouvent des détails réglementaires conformes à la vérité. Le nouvel article que nous insérons ici est plus précis, plus complet, et mérite toute confiance. (*Note de l'éditeur*).

de leurs paysans; et c'est péniblement et à grands frais que les recrues, décimées par les fatigues et les maladies, rejoignent leur corps. Les colonies militaires ont eu pour but d'assurer le recrutement de l'armée sur les lieux même occupés par les régimens, et dans une jeune population destinée dès l'enfance à la carrière militaire. On a voulu aussi « donner aux soldats colonisés pour ainsi dire une seconde » patrie, où ils pussent retrouver les avantages qu'ils per» daient dans leur pays natal après une longue absence, et » réunir aux devoirs du service les occupations d'un agri» culteur et d'un père de famille. Les soldats mariés sont » tranquilles sur le sort de leur famille, lorsqu'ils quittent » la colonie. L'éducation de leurs enfans est assurée; et eux» mêmes, quand l'âge et les infirmités les rendent incapa» bles d'un service actif, trouvent une retraite dans la » colonie (1). »

La position que l'on devait assigner à chaque colonie pouvait aussi atteindre un but militaire fort important, en assurant la défense des frontières de l'empire, et en attachant aux points les plus essentiels une population militaire qui pût servir de rempart contre une aggression, et de force envahissante dans une guerre offensive. L'établissement des colonies d'infanterie dans le gouvernement de Novogorod n'a point rempli ces dernières conditions; et, dans l'embarras où l'on se trouve pour le motiver, on est tenté de s'en rapporter au bruit public, qui attribue un pareil choix au comte Araktcheieff, dans le seul désir de ne pas s'éloigner du souverain dont la confiance personnelle faisait toute sa force.

C'est sur les bords du Volkhoff qu'ont été faits les premiers essais de colonisation, et ils n'ont pas été habilement dirigés. On a choisi un pays boisé, marécageux, manquant

(1) Expressions du réglement de l'empereur Alexandre.

de population. Avant qu'un seul défrichement fût fait, toute la nouvelle colonie a été placée sur le terrain qu'elle devait occuper. Des paysans de la couronne, arrachés brusquement de leurs villages, ont été établis dans des terres incultes avec des soldats qui leur étaient inconnus, et qui devenaient tout-à-coup leurs compagnons et leurs commensaux. On les a soumis à toutes les rigueurs de la discipline militaire; on les a obligés de se livrer alternativement aux travaux du laboureur et aux exercices du soldat. On ne put pas, aussi facilement qu'on l'avait pensé, détruire les anciennes habitudes de ces hommes qui, au sein de la servitude, jouissaient encore d'une grande liberté individuelle. Des troubles sérieux éclatèrent, et la plus grande sévérité réussit seule à les réprimer. Les dépenses du gouvernement furent immenses; il fallut, pendant les années que durèrent les défrichemens et les constructions, pourvoir à grands frais à tous les besoins de ces populations nouvelles. On a évalué à cinq millions de roubles (1) les frais d'établissement du seul régiment de l'empereur d'Autriche. Une meilleure direction fut donnée plus tard aux travaux de colonisation; on sentit la nécessité de ne déplacer les troupes que lorsque la terre défrichée et en plein rapport pourrait nourrir et les colons et les régimens. C'est dans cet esprit qu'ont été entreprises les colonisations que l'on a faites sur les bords du lac Ilmen; on n'y transporta d'abord que les paysans nécessaires aux défrichemens et à l'assainissement du pays, et les bataillons de réserve de l'armée nécessaires pour les constructions. A mesure que la terre devint libre, le nombre des colons fut augmenté; et, lorsque les récoltes

(1) Le rouble papier dont il s'agit ici, vaut en ce moment 1 fr. 13 c. de notre monnaie; c'est à 0 f. 13 c. de plus que le quart du rouble argent. Le rouble papier avait, dans l'origine, la même valeur que le rouble argent; des émissions peu ménagées et sans garantie l'ont déprécié au taux actuel.

furent suffisantes, les régimens se rendirent dans leur nouvelle patrie. L'empereur Nicolas a aussi beaucoup amélioré le sort des paysans qui habitent les colonies; ils ne sont plus assujettis à aucun devoir militaire, et tout leur temps est consacré à la culture des terres.

Dans les colonies qui ont été établies les premières, les fils de paysans sont devenus soldats; les soldats ont épousé les filles des colons; la fusion s'opère journellement, et l'on commence à ne plus trouver qu'une seule famille dans cette population formée d'abord d'élémens si hétérogènes. Le pays a changé d'aspect; les rives désertes et marécageuses du Volkoff sont assainies, cultivées, couvertes d'habitations. Des villages, construits en bois, mais avec élégance et symétrie, et tenus avec une propreté admirable, reçoivent les colons; ceux-ci, décorés du titre d'*hommes libres*, cultivent avec sécurité des terres dont ils sont en quelque sorte propriétaires, et qu'ils peuvent transmettre à leurs fils. Ils sont à l'abri d'une administration civile vexatoire et vénale. D'habiles conseils améliorent l'agriculture. Si un malheur imprévu frappe un colon, un magasin de réserve, une masse d'emprunt lui sont ouverts, et il a tout le temps nécessaire pour réparer son désastre. Les états-majors, placés au centre des régimens, sont composés de superbes bâtimens où l'on a rassemblé les logemens d'officiers, les magasins, une immense salle d'exercice, une église, un hopital, une école militaire, enfin tous les établissemens publics nécessaires à la colonie. Des chaussées et des ponts, construits avec luxe et parfaitement entretenus, unissent entre eux les villages et les états-majors. En parcourant un pays colonisé, on ne se croit plus en Russie; on oublie ces villages misérables dont les baraques, grossièrement construites en troncs d'arbres, sont échelonnées le long d'une route également en bois, au milieu des terres en friche. Plus d'un

siècle de civilisation sépare un village colonisé des tristes habitations du paysan russe. Cependant, telle est la force des anciennes habitudes, que le peuple conserve encore pour les colonies militaires une répugnance que le temps seul pourra détruire complètement.

L'administration générale des colonies militaires est confiée à un état-major particulier, établi à Saint-Pétersbourg, où s'élaborent les lois et réglemens dont l'immense recueil régit les colonies.

On distingue deux classes de colonies militaires, les colonies d'infanterie, et les colonies de cavalerie. Nous les décrirons aussi séparément.

I.

DES COLONIES MILITAIRES D'INFANTERIE.

Trois divisions de grenadiers, faisant partie auparavant de la première armée, sont ou doivent être colonisées. Le prince Chakofskoi, commandant en chef des colonies d'infanterie depuis le nouveau règne et la disgrâce du comte Araktcheieff, réside à Novogorod. La première division de grenadiers, commandée par le général Ougriouneff, est entièrement colonisée; elle se compose des régimens suivans :

Première brigade, commandée par le général Von-Friecken.

GRENADIERS : Régiment de l'Empereur d'Autriche;
Régiment du Roi de Prusse.

Deuxième brigade, commandée par le général Tomaschefskoi.

CARABINIERS : Régiment du Prince héréditaire de Prusse;
Régiment d'Araktcheieff.

Troisième brigade, commandée par le général Léontieff.

CARABINIERS : Régiment de Barclay de Tolly;
Premier régiment de Carabiniers.

Les deux premières brigades sont colonisées sur les bords du Volkhoff; la troisième sur les bords du lac Ilmen, à Medoedi. La deuxième division de grenadiers est colonisée aussi dans les environs de ce lac, près de Staraia-Roussa : on y travaille encore.

La troisième division sera colonisée non loin de la deuxième; elle réside encore à Pétersbourg, en attendant que l'on ait assez avancé les travaux entrepris pour son établissement.

§ er. — LOIS ET RÉGLEMENS.

Organisation d'un régiment colonisé.

Un régiment colonisé est composé de quatre bataillons :

1° Un bataillon de colons tenanciers;

2° Deux bataillons actifs;

3° Un bataillon de réserve.

Il y a de plus une compagnie d'équipages militaires.

Le bataillon de colons n'a point de numéro; les deux bataillons actifs portent les numéros 1 et 2 : le bataillon de réserve prend le numéro 3.

Chaque bataillon est composé de quatre compagnies :

Bataillon de colons. — Compagnies de colons, n. 1, 2, 3, 4.

Bataillon, n. 1. — Compagnie de grenadiers, n. 1; compagnies du centre, n. 1, 2, 3.

Bataillon, n. 2. — Compagnie de grenadiers, n. 2; compagnies du centre, n. 4, 5, 6.

Bataillon de réserve. — Compagnie de grenadiers, n. 3; compagnies du centre, n. 7, 8, 9.

Le bataillon de colons tenanciers est organisé de la manière suivante :

Etat-major.

Chef de bataillon	1
Officier d'état-major commandant en second.	1
Aide-de-camp du bataillon.	1
Total.	3

Composition d'une compagnie.

1 Commandant de compagnie, capitaine ou officier d'état-major.; 1 adjoint qui peut être capitaine; 24 sous-officiers colons; 432 colons. Total 458.

Total pour le bataillon, officiers compris, 1835.

Les deux bataillons actifs et le bataillon de réserve forment un corps analogue aux régimens de l'armée, et qui est composé ainsi qu'il suit :

État-major du régiment.

1 Colonel; 1 quartier-maître; 1 trésorier; 1 auditeur; 1 aumônier; 1 aide-de-camp du régiment: 1 tambour-major. Total. 7.

BATAILLONS ACTIFS.

État-major d'un bataillon.

2 Officiers supérieurs; 1 aide-de-camp du bataillon; 1 chirurgien. Total 4.

Composition d'une compagnie.

1 Capitaine-commandant; 1 lieutenant; 2 sous-lieutenans; 1 sergent-major vaguemestre; 1 sergent d'armes;

4 sous-officiers chefs de sections ; 13 sous-officiers ; 4 tambours ; 20 soldats appointés ; 210 soldats. Total, officiers compris, 258.

Total pour un bataillon, officiers compris. 1036

BATAILLON DE RÉSERVE.

État-major.

1 chef de bataillon ; 1 officier d'état major commandant en second ; 1 aide-de-camp du bataillon ; 1 chirurgien. Total 4.

Composition d'une compagnie.

1 Capitaine commandant ; 1 lieutenant ; 1 sous-lieutenant ; 1 sergent ; 1 capitaine d'armes ; 12 sous-officiers ; 60 anciens soldats ; 138 cantonistes. Total 216

Total pour le bataillon, officiers compris. 860

Total pour les deux bataillons actifs et le bataillon de réserve. 2932

Total pour le régiment colonisé . . 4774

Dans ces effectifs on n'a point compris les musiciens qui, d'après les réglemens, devraient être au nombre de dix, mais qui sont infiniment plus nombreux à cause du grand nombre d'élèves que l'on forme parmi les cantonistes.

La compagnie d'équipages militaires est composée de 151 soldats, y compris 2 sous-officiers.

La population actuelle d'une colonie militaire est-elle suffisante pour fournir au recrutement des bataillons actifs et au remplacement des colons ?

Si l'on prend pour point de départ les 552 cantonistes (fils de colons) de dix-huit à vingt ans, qui doivent faire partie du bataillon de réserve, on trouve qu'il faudra dans la colonie une population totale de 31,260 âmes.

Si, au lieu de considérer le bataillon de réserve, on se demande quelle est la population nécessaire pour recruter 2,300 soldats de vingt à quarante ans, et 1824 colons de vingt à soixante ans, on trouve une population totale de 22,000 âmes. Ceci prouve que le nombre 552 de cantonistes âgés de dix-huit à vingt ans est une proportion trop forte, et montre ce que le bataillon de réserve devra conserver des cantonistes plus âgés.

De là on peut conclure que la population actuelle des colonies est encore fort insuffisante (1). Mais tout porte à croire que son accroissement sera assez rapide, le gouvernement encourageant beaucoup les mariages, et étant disposé à donner des terres à mesure que celles qui sont en rapport deviendront insuffisantes.

Du bataillon de colons.

Sous le règne de l'empereur Alexandre, lors de l'établissement des colonies, le bataillon de colons était organisé sur un pied entièrement militaire. Les colons portaient l'uniforme; ils étaient armés et équipés, et astreints à deux jours d'exercice sur six, pendant le temps des travaux agricoles, et à trois jours sur six, le reste de l'année. Seulement à l'époque des semailles et des récoltes, les exercices étaient suspendus pendant un certain temps, à la discrétion des chefs du bataillon. Ces dispositions étaient très-onéreuses: elles nuisaient beaucoup à l'agriculture, et rendaient presque intolérables les charges imposées aux colons. Les compagnies de colons avaient le même nombre d'hommes que

(1) La population totale de la colonie de Medoedi est de 13,000 âmes, savoir: Bataillon de colons, 1774; 2 bataillons actifs, 1884; 1 bataillon de réserve, 794; compagnie du train, 82; compagnie d'invalides, 715; cantonistes ou fils de colons, 2265; femmes de soldats et de colons, 2820; filles, 2451. Total 12795.

celles des bataillons actifs, de sorte que chaque colon avait deux soldats actifs à nourrir, outre les hommes du bataillon de réserve répartis sur toute la colonie. Il n'avait reçu pour cela que 4 1/2 déciatines de terre (1).

L'empereur Nicolas, par un nouveau réglement donné en novembre 1826, a remédié à ces graves inconvéniens. Les compagnies de colons ont été doublées, et chaque colon n'a plus qu'un soldat actif à nourrir. On a de plus augmenté l'étendue des terres, et la portion donnée à chaque colon a été portée à six déciatines : on assure même qu'elle sera de huit déciatines quand les défrichemens le permettront. Le bataillon de colons a été désarmé, et son drapeau déposé dans l'église de l'état-major du régiment. Le colon n'est plus astreint à aucun service militaire, et ne peut, sous aucun prétexte, être enlevé à ses travaux; il conserve seulement un uniforme consistant en une capote et un pantalon large de drap gris; la capote a le passe-poil du régiment, les boutons jaunes unis. La coiffure du colon est une casquette en drap vert avec passe-poil. Les sous-officiers ont un galon d'or au collet de leur capote. Cet habillement, fourni par le gouvernement, doit durer trois ans; il est assez ample pour qu'en hiver on puisse porter des vêtemens chauds par dessous : la mesure est prise sur chaque colon, qui ne doit rien changer à son uniforme, et doit autant que possible conserver une tenue militaire. Pour leurs travaux, les colons ont une veste à manches et un pantalon large en drap d'une couleur quelconque; ils reçoivent avec la capote une paire de bottes d'uniforme qu'ils ne doivent porter que lorsqu'ils sont en tenue, aux revues, jours de fête, etc.

« Les colons ne reçoivent aucune solde, parce qu'ils ne » sont astreints à aucun service militaire, et qu'amenés à » l'état heureux et productif de laboureur, ils jouissent de

(1) La déciatine vaut 1,0925 hectares.

« tous les avantages que procurent la vie en ménage et l'état
» de propriété (1). »

Le service exigé des colons se réduit maintenant à ceci :

1° Établir dans toutes ses branches une bonne économie rurale et domestique.

2° Fournir à la nourriture et à l'entretien de leurs familles et des soldats cantonnés chez eux, sur les produits des terres dont la culture leur est confiée.

3° Contribuer autant que possible à l'accroissement progressif du magasin commun de réserve et du capital d'emprunt établi dans chaque colonie.

4° Veiller à la propreté de leurs maisons, de leur village, et concourir à l'entretien des routes et aux travaux communs qui peuvent avoir lieu dans l'étendue de la colonie.

Les colons sont exempts des impôts de la couronne, et des charges communales requises par les administrations civiles. La portion de terrain cultivée par un colon porte son nom et son numéro. La couronne fournit à chacun le bétail et les instrumens aratoires qui leur sont indispensables; et la première année, les grains nécessaires aux semailles. Les colons sont tenanciers de ce qu'ils reçoivent de la couronne, et propriétaires de ce qu'ils ont acquis en sus : ils doivent non-seulement entretenir avec soin ce qui leur a été confié, mais chercher à améliorer les produits de leurs terres, leur bétail, etc.

Les colons négligens, qui détériorent le fonds de leur ménage, sont mis provisoirement en curatelle : au bout de quelque temps, s'ils ne sont pas corrigés, sur le rapport du commandant de bataillon, ils sont privés de leur maison et envoyés comme soldats aux bataillons actifs.

A des jours fixes et une fois par semaine, les cheminées

(1) Expressions du réglement de l'empereur Nicolas.

sont ramonées et les fourneaux examinés : en cas d'incendie, chaque colon doit se rendre au feu avec un ustensile désigné d'avance, tel que hache, croc, tonneau plein d'eau, qu'il doit tenir toujours prêt.

Les colons peuvent vendre à leur profit les denrées de leurs récoltes excédant leurs provisions annuelles et les réserves pour les semailles et les magasins ; il est défendu aux officiers de leur rien acheter, afin qu'en aucune circonstance ils ne soient gênés dans la vente.

Lorsque l'âge ou les infirmités ne permettent plus à un colon de diriger son ménage, il désigne lui-même son successeur qu'il peut choisir dans toutes les classes de la colonie. Le colon qui cède son ménage doit faire à son successeur une remise en règle de tout ce qu'il a reçu de la couronne ; il demeure maître de tout ce qu'il a acquis par son industrie. Devenu invalide, il peut continuer à habiter sa maison après en avoir fait la remise à son successeur.

Les veuves des colons, tant qu'elles ne sont pas remariées, continuent à habiter leur maison ; elles aident le nouveau colon, qui est tenu de pourvoir à leur subsistance.

Les colons, leurs femmes et leurs enfans sont soignés gratuitement dans l'hopital de la colonie.

Les fils de colons portent le nom de *cantonistes* ; ils sont divisés en trois âges : le premier, ou bas âge, comprend tous les enfans au-dessous de sept ans ; le second, ou moyen âge, ceux de sept à douze ans ; le troisième, ou grand âge, ceux de douze à dix-huit ans.

Les enfans en bas âge restent chez leurs parens : quand ils sont orphelins, chez les colons auxquels on donne un rouble par mois, et une gratification de dix roubles lorsque les enfans ont atteint l'âge de sept ans.

Lorsque l'enfant meurt avant cet âge, le colon n'a point

de gratification. Les enfans en bas âge sont habillés aux frais des colons.

Les enfans du second âge demeurent également chez leurs parens, qui les forment alors aux travaux domestiques et ruraux; mais le gouvernement leur fournit un uniforme complet qui est le même que celui des bataillons actifs.

Les cantonistes du troisième âge sont formés aux exercices militaires; on leur donne des armes et des fournimens de réforme. Ils suivent les cours d'une école établie par compagnie, et on leur apprend en outre divers métiers. On en choisit une quarantaine parmi les plus intelligens pour en former des sous-officiers, et l'on soigne davantage leur éducation : ils sont instruits par la méthode de l'enseignement mutuel.

A l'âge de dix-huit ans, les cantonistes passent dans le bataillon de réserve, où ils restent jusqu'à l'âge de vingt ans; ils entrent alors dans les bataillons actifs, qui sont alimentés par ce mode de recrutement. Les cantonistes qui ne sont pas propres au service militaire sont voués exclusivement à l'apprentissage des métiers; ils peuvent faire partie d'une compagnie d'ouvriers qui est attachée aux bataillons actifs, ou bien gagner leur vie en travaillant pour les colons. Ils ne reçoivent point de solde, mais ils ont droit à l'uniforme de la colonie.

Les filles sont élevées par leurs parens, chez lesquels elles restent jusqu'à l'époque de leur mariage. Elles peuvent se marier à leur choix; mais, si elles n'épousent pas quelqu'un de la colonie, leurs maris doivent payer, préalablement à la célébration du mariage, une somme fixée par l'administration pour les frais d'éducation de leurs épouses.

La partie du réglement qui concerne l'éducation des cantonistes a été rédigée avec beaucoup de soins et de développemens; il paraît que l'empereur Alexandre s'en était

occupé particulièrement. On y prescrit de suivre pour les cantonistes les méthodes de Lancaster et de Pestalozzi, afin de les habituer à exprimer leurs idées avec clarté et facilité. On doit leur apprendre leur langue maternelle, les élémens du calcul, de la géométrie et du dessin, et le chant. Tout ce qui regarde la religion et la morale, le développement des facultés intellectuelles et physiques est fort recommandé. On prescrit les exercices gymnastiques et la plus grande propreté. Les élèves du second âge doivent être exercés à des travaux manuels, tels que tresser des paniers, faire des coffres, relier des livres, etc. Aux enfans au-dessus de douze ans, on doit apprendre les métiers de tailleur, cordonnier, menuisier, peintre, charron, etc. Le gouvernement doit fournir les matières premières, et l'argent provenant de la vente des travaux doit servir à donner des gratifications et à améliorer les bâtimens destinés à l'instruction. Le réglement prescrit aussi l'organisation d'une école pour les filles, où elles apprennent à lire, écrire, la religion et les travaux manuels.

La lecture de cette partie du réglement, le soin avec lequel on est entré dans les plus petits détails, font voir combien Alexandre désirait développer les facultés de son peuple, élever son intelligence, le régénérer, en un mot, et le rendre digne de l'affranchissement, qui était sans doute le vœu secret de ce souverain.

Du bataillon de réserve.

Le bataillon de réserve est composé de sous-officiers, d'un certain nombre d'anciens soldats, et de cantonistes qui y entrent à l'âge de dix-huit ans et en sortent à celui de vingt pour entrer dans les bataillons actifs. Le bataillon reçoit un drapeau. Les cantonistes sont logés chez leurs parens, ou

chez d'autres colons, s'ils sont orphelins. Les anciens soldats sont logés chez les colons. Les uns et les autres prennent part aux travaux ruraux dans les heures qui ne sont pas consacrées aux exercices militaires. Les sous-officiers sont logés dans des maisons séparées, et nourris aux frais du gouvernement.

Tous les hommes faisant partie du bataillon de réserve sont habillés aux frais du gouvernement. L'uniforme est le même que celui des bataillons actifs. Les cantonistes reçoivent deux roubles et demi d'argent de munition par an; ils n'ont point de solde.

Un équipage, composé de deux caissons à cartouches, et deux fourgons à provisions, qui sont fournis et entretenus par le commissariat général, sont attachés à chaque bataillon de réserve.

Lorsque les bataillons actifs entrent en campagne, toutes les recrues que peut fournir la colonie sont habillées, armées et exercées dans le bataillon de réserve; ce bataillon détache un demi-bataillon qui entre en campagne avec le régiment; le train d'équipage l'accompagne. Les deux demi-bataillons d'une même brigade sont réunis et prennent le nom de bataillon réuni de la brigade portant tel numéro.

Des bataillons actifs.

Les bataillons actifs ont le même uniforme que l'armée; il consiste en un frac vert à passe-poil rouge, avec un seul rang de boutons jaunes unis; pantalon de drap vert ou de toile blanche en été; schakos, capote grise, casquette en drap. Ils ont neuf roubles de solde par an et deux roubles et demi d'argent de munition.

Le bataillon actif n. 1 est logé dans les compagnies de colons n. 1 et 2; le bataillon n. 2 dans les compagnies n. 3

et 4. Les soldats sont nourris par les colons qu'ils aident dans leurs travaux, hors des époques et des heures consacrées aux exercices militaires. Les sous-officiers, étant uniquement occupés de l'instruction militaire, sont logés dans des maisons séparées, et reçoivent leurs vivres du gouvernement. Il en est de même des musiciens, tambours, etc., qui, à cause de leur service spécial, ne peuvent prendre part aux travaux agricoles.

Les officiers, deux ans après leur entrée sur le district de la colonie, reçoivent une augmentation de solde de la moitié de leur traitement; ceux des bataillons de réserve et de colons jouissent du même avantage.

Les bataillons actifs sont parfaitement exercés et toujours prêts à entrer en campagne. Lorsque les travaux de l'été sont suspendus, ils sont réunis et campés pour manœuvrer sous les ordres du général de brigade; pendant ce temps, ils reçoivent leurs vivres de la colonie, mais les apprêtent eux-mêmes. Lorsque le camp de manœuvre est hors de la colonie, ils sont traités comme les troupes ordinaires en marche, et reçoivent leurs vivres du gouvernement.

La durée du service d'un soldat des régimens colonisés est fixée à vingt années, comptées du moment de l'entrée dans les bataillons actifs, après quoi il passe au bataillon de réserve, et y demeure cinq ans. Les hommes qui, par affaiblissement de santé, ne peuvent servir activement pendant quinze ans, passent dans le bataillon de réserve où ils complètent leurs vingt ans; s'ils ne peuvent rester dans ce bataillon, ils achèvent leurs vingt années dans les *invalides servans.* Quand le soldat a fini son temps de service, il peut retourner chez lui ou entrer aux invalides non servans du régiment. Le soldat qui consent à continuer le service militaire obtient un chevron de plus et sa solde est doublée.

Les sous officiers ou soldats qui ont été punis judiciaire-

ment, perdent leurs droits à être nommés colons tenanciers.

Des invalides.

Les invalides portent le même uniforme que les colons; seulement ils n'ont point de passe-poil, et leurs boutons sont blancs. Ils sont divisés en trois classes :

1° Les hommes encore capables de diriger un ménage, qui deviennent chefs de maison et prennent le titre d'*invalides maîtres*;

2° Les hommes qui peuvent faire un service intérieur, et que l'on appelle *invalides servans*;

3° Ceux que leurs infirmités rendent incapables de toute espèce de service; on les nomme *invalides non servans.*

On donne le titre d'*invalides émérites* à ceux qui ont servi activement cinq ans de plus que le temps fixé par le réglement; ceux qui ont obtenu une décoration remarquable, telle que la croix de Saint-George ou la médaille de 1812; ceux qui ont assisté à trois batailles, etc. Ces invalides jouissent de plusieurs prérogatives; ils sont placés à la droite du régiment, tandis que les autres sont placés à la gauche. Quand ils ont servi cinq ans de plus, ils ont double paie et portent un galon d'argent sur la manche.

Les invalides servans sont organisés en compagnie; ils reçoivent les vivres du gouvernement; ils sont commandés par des officiers invalides eux-mêmes, qui ont désiré quitter le service actif. Le nombre de ces officiers n'est pas déterminé. Le service des invalides servans consiste à fournir des plantons et des gardes de police, à escorter les convois et les prisonniers; ils sont employés au grand état-major du régiment, au service intérieur de l'hopital, des écoles, etc.

Les invalides non servans vivent avec leurs parens et

prennent part à leurs travaux. En cas de guerre, ceux qui en sont encore capables sont remis en activité comme invalides servans.

Administration.

L'administration d'un régiment colonisé est la même que celle d'un régiment ordinaire dans ses rapports avec le ministre de la guerre; mais elle a de plus deux objets principaux à remplir :

1° Diriger l'organisation intérieure de la colonie. Ce soin est départi à un comité d'administration du régiment colonisé;

2° Exercer une juridiction dans toutes les affaires litigieuses. Des comités de compagnies, siégeant à l'état-major particulier de chaque compagnie, sont chargés de ces fonctions.

Le conseil d'administration est composé ainsi qu'il suit :

Le colonel du régiment, président;

Le chef du bataillon de colons;

L'aumônier;

Quatre capitaines de compagnies;

Deux autres officiers, l'un trésorier, l'autre quartier-maître.

Il s'assemble une fois par semaine; les officiers membres du comité sont chargés d'en faire exécuter les arrêtés. Un officier du régiment est de service chaque semaine auprès du comité pour transmettre des ordres, faire des enquêtes, etc. On attache au comité un autre officier chargé de l'entretien des plans, papiers, mémoires relatifs aux constructions.

La chancellerie du comité est composée d'un bureau des archives et de deux sections : la première section est chargée de dresser des listes détaillées de la population, les

états d'habillement, les états des produits des récoltes ; elle s'occupe enfin des affaires qui concernent l'économie intérieure de la colonie, et qui dépassent le ressort des comités de compagnie. La seconde section comprend tout ce qui a rapport à la construction des bâtimens, au magasin de réserve, et à la masse d'emprunt.

Pour assurer aux colons des moyens de subsistance en cas de disette, il existe au quartier-général un magasin de réserve : il contient un approvisionnement de blé pour six mois, et le seigle et l'avoine nécessaires pour les semailles d'une année. Les colons doivent fournir annuellement, pour l'entretien de ce magasin, une quantité de grains fixée par l'administration. Chaque colon a droit, en cas de besoin, de demander des grains au magasin, avec promesse de les restituer à la récolte suivante. L'administration surveille la rentrée des réquisitions et la conservation des denrées. Lorsque les grains qui sont dans le magasin de réserve risquent de se détériorer, le comité les fait distribuer aux colons, qui sont tenus de fournir une égale quantité de grains nouveaux.

Pour être à même de donner des secours pécuniaires aux colons qui pourraient en avoir besoin, on a formé dans chaque régiment une masse d'emprunt en numéraire. La première mise de cette masse se compose des masses partielles des soldats nommés colons tenanciers ; on y verse de plus les profits sur la vente de l'eau-de-vie (1) dans le district, l'excédant des sommes destinées à l'entretien des églises, l'argent des colons qui meurent sans héritiers, et les diverses amendes. Cette masse est la propriété des colons

(1) Le gouvernement russe a le monopole de la vente des eaux-de-vie, et c'est une source abondante d'impôt, à cause de la passion du peuple pour cette dangereuse boisson. La vente en est entourée de précautions dans les colonies, et l'on n'y est jamais affligé par la rencontre d'un homme ivre.

tenanciers : chaque colon, en cas de nécessité urgente, telle que mort de bétail, récolte perdue, etc., peut emprunter jusqu'à 500 roubles sans intérêts; il paie 5 p. 0/0 pour ce qui dépasse cette somme. Le terme du remboursement est fixé par l'administration. Lorsque la masse est assez considérable pour qu'il reste des fonds sans emploi, ces fonds sont placés à intérêt, soit à la banque, soit à la maison des Enfans-Trouvés (1). L'administration dresse tous les mois le procès-verbal de l'état de la caisse.

Le comité d'administration accorde aux colons des laissez-passer pour voyager, et en fixe la durée. Il surveille et tâche d'améliorer l'agriculture; il décide les défrichemens, les bois que l'on doit abattre, surveille les approvisionnemens de chauffage, les constructions; l'entretien des bâtimens. Il veille à ce que les officiers n'emploient pas les colons pour leur service particulier, quand même ils leur paieraient un salaire. Les officiers contrevenans à cette règle sont jugés par les lois sévères de Paul Ier, qui entraînent la dégradation et la confiscation des biens.

Les comités de compagnies sont composés d'un sous-officier et de trois hommes pris dans les trois sections de la compagnie de colons. Les colons choisissent huit candidats qu'ils présentent au commandant de la compagnie; celui-ci désigne les quatre membres, et soumet son choix à la confirmation du chef de bataillon. Les candidats qui ne sont pas nommés remplacent de droit les autres, en cas de mort ou de maladie. Ces fonctions durent une année; avant d'en

(1) Pour subvenir aux dépenses de l'établissement des Enfans-Trouvés, fondé à Moscou sous le règne de Catherine II, on créa en même temps un Lombard, espèce de banque qui reçoit l'argent à 5 pour 100, et prête sur hypothèque à 6. Les bénéfices, qui sont énormes, sont appliqués en partie aux dépenses de l'hospice des Enfans-Trouvés. Les biens d'une grande partie de la noblesse moscovite sont engagés actuellement, par suite d'emprunts, au Lombard.

commencer l'exercice, les membres prêtent serment, devant la compagnie assemblée, de remplir leurs devoirs consciencieusement.

C'est avec surprise que l'on rencontre dans les colonies militaires une administration municipale dont la base et le principe sont l'élection; c'est le seul exemple que l'on en trouve dans toutes les parties de ce vaste empire de Russie, où les seules institutions sont le despotisme et l'esclavage; et ceci semblerait encore confirmer que le fondateur des colonies a eu un but plus vaste et plus élévé que celui d'améliorer le mode de recrutement de son armée, et d'obtenir des économies sur son administration.

Les comités de compagnie s'assemblent une fois par semaine, ou plus s'il le faut; ils jugent toutes les affaires contentieuses, et enregistrent les testamens. Lorsque les parties plaignantes ne sont pas satisfaites des jugemens rendus, les membres du comité et les plaignans se rendent chez le capitaine de la compagnie, qui prononce. Les parties peuvent appeler de ce second jugement au comité d'administration, qui, s'il trouve la plainte injuste, condamne les plaignans à une amende. Les colons peuvent enfin en appeler du comité d'administration au général de brigade ou au lieutenant-général.

Les testamens écrits sont faits en présence du confesseur et de deux témoins, qui doivent signer tous les trois; ils sont ensuite enregistrés au comité de la compagnie. Les testamens verbaux, nécessités par un mal subit, sont faits en présence d'un officier de la compagnie et de tous les membres du comité, qui sont tenus de les faire inscrire de suite sur leur registre en présence de l'officier qui le signe.

§ II. — ÉTATS-MAJORS ET VILLAGES DES RÉGIMENS COLONISÉS ; CONSTRUCTIONS, etc.

L'établissement d'un régiment colonisé se compose d'un état-major placé à peu près au centre du terrain assigné à la colonie, et de plusieurs villages construits aux alentours, dans un rayon de 1000 à 2000^{m}, et dont chacun est occupé par une compagnie ou une demi-compagnie de colons. Les limites du terrain affecté à une colonie sont indiquées par des poteaux qui portent le nom du régiment et les armes de l'empire.

Détail d'un état-major.

Un état-major est composé des bâtimens suivans :

N° 1. Une église,
2. Une salle d'exercice,
3. Un hopital,
4. Une école militaire,
5. Une maison pour l'empereur,
6. Une maison pour le général,
7. Trois maisons pour les officiers supérieurs,
8. Un corps-de-garde et une tour de surveillance pour les incendies,
6. Deux maisons pour les officiers mariés,
10. Une *restauration* (mot employé en Russie),
11. Une maison pour les officiers non mariés,
12. Une maison pour la chancellerie et les employés civils,
13. Une maison pour les employés de l'hopital,
14. Une pharmacie et son laboratoire,
15. Le magasin de réserve,
16. Une caserne pour une compagnie d'ouvriers,

17. La prison militaire,
18. Des étables,
19. Un haras et des écuries,
20. Une maison de santé pour les convalescens.

La salle d'exercice, l'église, l'hopital et l'école militaire forment un ensemble dont l'architecture simple et régulière est d'un aspect fort imposant : cette disposition avait été conçue par l'empereur Alexandre. La salle d'exercice, placée entre l'hopital et l'école destinée alors à un bataillon d'instruction (que l'on avait eu le projet de former et où auraient été réunis les cantonistes), servait à la fois de point de réunion pour les exercices militaires et pour entendre la messe, de promenade pour les malades, et de salle de récréation et d'exercice pour les cantonistes. La formation du bataillon de réserve a fait renoncer à réunir en corps, avant l'âge de dix-huit ans, les cantonistes qui demeurent jusque là chez leurs parens et sont formés aux exercices dans les compagnies. Les grandes salles, dont la construction est très-dispendieuse, sont moins utiles qu'on ne l'avait pensé d'abord; cependant on y réunit les troupes de temps en temps : pendant les grands froids, les soldats y arrivent en traîneau. La salle d'exercice du régiment de Prusse a 142^{m} de long sur 31^{m}, 30 de large, et 9^{m}, 90 de hauteur sous le plancher. Le coup-d'œil intérieur en est très-beau, surtout lorsqu'elle est remplie de troupes en bataille, qui en font mieux apprécier les grandes dimensions (*).

(*) Cette salle a été construite par le général Fabre, ancien élève de l'École polytechnique, passé au service de Russie comme ingénieur des Ponts-et-chaussées. Sa charpente diffère de celle de la grande salle d'exercice de Moscou, construite par le général Bétancourt, par les dimensions des bois, qui sont plus faibles, et par plusieurs détails importans de construction, qu'on ne pourrait comprendre qu'à l'aide d'un dessin. (*Note de l'éditeur.*)

La chapelle est en saillie au centre de la salle d'exercice avec laquelle elle communique par trois grandes portes; elle est décorée avec beaucoup de luxe, et les ornemens en sont de bon goût. Les peintures seules d'une de ces églises, faites par des membres de l'académie de Saint-Pétersbourg, ont coûté 40,000 roubles.

A l'une des extrémités de la salle d'exercice est l'hopital général de la colonie, bâtiment carré avec une cour au milieu. Il se compose de souterrains, d'un rez-de-chaussée et d'un premier étage. Les souterrains sont secs et bien aérés; ils renferment la boulangerie, les cuisines, une grande chaudière pour les bains, et le logement des invalides qui font le service de l'hopital. Le rez-de-chaussée est très-élevé; il contient les salles de malades qui sont tenues avec une grande propreté; les planchers et toutes les boiseries sont peintes à l'huile; les murs des salles sont peints d'une couleur vert clair qui repose la vue des malades : les couvertures des lits, les robes de chambre des malades sont de la même couleur. Les lits sont en fer. Les latrines sont à l'anglaise et chauffées par des poêles; elles sont d'une propreté que l'on obtient rarement dans une maison particulière, et ne donnent pas la moindre odeur. Il y a deux salles pour les femmes; l'une est destinée aux femmes en couches. On y trouve enfin une salle de bains, où l'eau chaude est élevée par une pompe de la chaudière placée dans les souterrains. Au premier étage sont les salles d'officiers, la pharmacie, le logement des médecins et employés de service, etc. Au moment où nous avons visité cet hopital, il ne s'y trouvait que 150 malades, sur plus de 10,000 habitans que renferme la colonie. Dans cet établissement, tout ce qui est extérieur ne laisse rien à désirer. Reste à savoir si les remèdes sont bons et les soins donnés aux malades très-éclairés : on peut conserver des doutes à cet égard.

De l'autre côté de la salle d'exercice est un bâtiment pareil à celui de l'hopital; une école de cadets y est établie : 140 fils d'officiers y sont élevés actuellement, dans le régiment du roi de Prusse. Le réglement suivi pour les études est le même que celui des écoles de Pétersbourg et de Moscou. Les professeurs sont des officiers choisis dans les différens corps de l'armée. Dans les souterrains sont les cuisines et logemens d'invalides; au rez-de-chaussée, le réfectoire, l'infirmerie, les salles d'exercice; au premier, les classes et les dortoirs. Sous le rapport de l'ordre et de la propreté, cet établissement est très-bien tenu.

Les pavillons destinés aux logemens des généraux et officiers sont construits avec simplicité, mais avec symétrie, et contribuent à embellir l'aspect de la grande cour autour de laquelle ils sont distribués. L'un d'eux, connu sous le nom de *Restauration*, est celui où les officiers se réunissent pour prendre leurs repas; il est composé, comme les autres, de trois étages, dont l'un est souterrain; dans celui-ci sont placées les cuisines, remarquables par leur propreté, les magasins, les logemens de domestiques. Au rez-de-chaussée se trouvent des salles de réunion, un billard, une bibliothèque, et une vaste salle à manger. Les pensions des officiers sont à un prix extrêmement modique : un capitaine paie 75 roubles pour quatre mois, pour dîner et souper; un lieutenant 60 roubles. La nourriture est très-bonne et abondante : le dîner se compose d'une soupe, de deux plats de viande, dont l'un garni de légumes, et d'un plat de pâtisserie. On ne donne que du pain noir, et pour boisson du qwas (1). Les officiers paient à part le pain blanc et le vin, quand ils désirent en avoir. Les pensions payées par les

(1) Le qwass est une espèce de bière faite avec de la farine fermentée ; c'est la seule boisson du paysan russe.

officiers sont à peu près le supplément de solde qu'ils reçoivent dans les colonies. Un économe, auquel le gouvernement donne 1,500 roubles par an, est à la tête de la Restauration, et en dirige tous les détails. Les officiers mariés peuvent faire prendre leurs repas à des prix très-modérés. Au premier étage sont de jolis logemens destinés aux voyageurs; les prix en sont fixés en raison du grade de ceux qui les occupent : un général paie 3 roubles par jour pour son logement et sa nourriture; un officier au-dessous de ce grade paie 2 roubles 60 copeks.

Le gouvernement a cherché à rendre aussi agréable que possible l'établissement des officiers à l'état-major d'une colonie militaire, et à les attacher à la grande famille dont ils sont les chefs. Une diligence est destinée à leur service, et les transporte d'une colonie à l'autre, et jusqu'à Novogorod. Des bateaux à vapeur partent tous les jours de cette ville pour Grousina et Staraia-Roussa.

Détail d'un village.

Les villages sont composés d'une seule rue dont toutes les maisons, égales et dispersées symétriquement, présentent un beau coup d'œil. Tantôt les maisons sont disposées des deux côtés de la rue, tantôt d'un seul; et dans ce dernier cas, une allée bordée de deux rangs d'arbres occupe l'autre. La rue est large, bien sablée et toujours entretenue comme une allée de jardin. Les entrées en sont fermées par des murs en briques et des barrières gardées par un factionnaire.

Trois systèmes de maisons ont été successivement adoptés par le gouvernement pour loger les colons et les soldats. Toutes ces maisons sont construites de la même manière que les cabanes des paysans russes, en troncs de sapins non

équarris, couchés horizontalement les uns sur les autres, et entaillés à mi-bois pour les assemblages des angles; seulement la construction en est beaucoup plus soignée : les bois reposent sur un soubassement en pierre ou en brique, et les planchers, suffisamment élevés au-dessus du sol, n'ont pas la moindre humidité.

Dans les maisons du premier modèle, quatre colons et quatre ou huit soldats (suivant que l'on exécute l'ancien réglement ou le nouveau) sont rassemblés dans un espace assez resserré; les soldats sont au milieu des familles où ils doivent être nourris.

Dans les maisons du second modèle, les quatre colons étaient logés au rez-de-chaussée et les soldats dans la chambre supérieure. En obtenant plus d'élégance dans la forme des maisons, on était parvenu à séparer davantage les soldats des colons; mais ce modèle a été abandonné comme trop coûteux et présentant des défauts de construction qui nuisaient à la solidité.

Dans le système adopté en dernier lieu et auquel on paraît s'être arrêté, les maisons sont par groupes de trois, séparés par des jardins. Un groupe se compose de deux maisons de colons et d'une maison de soldats placée entre les deux premières. Deux colons habitent la même maison; quatre soldats sont logés dans celle du milieu. Les maisons de colons sont un peu plus élevées, parce qu'elles ont des caves. Ce système, qui isole les soldats de la famille du colon et les loge dans une petite caserne séparée, paraît préférable aux deux autres.

Toutes les maisons d'habitation sont construites aux frais du gouvernement, ainsi que des granges et des écuries très-spacieuses qui sont placées en arrière. Au-delà de ces granges se trouve une seconde ligne de hangars irréguliers qui appartiennent aux colons.

On exige dans les maisons des colons le même ordre et la même propreté que dans les casernes ordinaires. L'ameublement d'une chambre de colon, fourni par le gouvernement, se compose de :

Un bois de lit;

Un banc formant deux coffres fermant à clé et pouvant servir de lit;

Deux autres bancs à dossier;

Une table à tiroir;

Une étagère à deux planches.

Tous les lits sont garnis de rideaux très-propres, plus ou moins élégans, suivant la fortune du colon. Chaque chambre a son image de saint entourée de rubans et de fleurs, et devant laquelle est suspendue une lampe. Les chambres sont toutes chauffées par des poêles ou des fours; la température y est toujours très-élevée. Chaque ménage de colon a son four.

Au centre de chaque village est une grande place demi-circulaire destinée aux exercices et rassemblemens, et autour de laquelle sont disposés les bâtimens de l'état-major du village. Ces bâtimens contiennent :

Le logement des officiers de service,

Une école pour les cantonistes,

Une petite salle d'exercice,

Une chancellerie,

Une tour à signaux pour les incendies, placée au centre, et sous laquelle se trouve une petite chapelle où sont déposés les images de la compagnie, le corps-de-garde, des magasins pour les pompes, une écurie de dix chevaux pour leur service.

Dans les maisons, placées aux deux angles de la place, sont logés les sous-officiers non colonisés qui se trouvent dans chaque compagnie.

Les plus grandes précautions sont prises pour arrêter promptement les incendies; un factionnaire veille au haut de la tour, et, au moindre feu, sonne la cloche d'alarme, dont le signal est répété par les tours de tous les villages et de l'état-major.

Chaque compagnie a une grande pompe attelée de trois chevaux;

Deux plus petites à main chargées sur une voiture;

Une pompe verticale servant à puiser de l'eau dans un puits et à la verser dans des tonneaux;

Deux tonneaux attelés chacun de deux chevaux et qui doivent être constamment pleins ;

Une voiture chargée d'échelles, seaux, crocs, haches, etc., portant une immense toile que l'on tend et qu'on mouille pour préserver les maisons voisines de celle qui brûle.

Chaque jour, dix colons et dix soldats actifs sont de service au dépôt des pompes; dix chevaux sont fournis par les colons, et passent vingt-quatre heures dans l'écurie tout harnachés et prêts à être attelés au signal du feu. Ce signal a été donné devant nous, et nous avons pu juger avec quel ordre et quelle extrême rapidité les secours peuvent être portés. Dans moins de quatre minutes, les chevaux ont été attelés, et toutes les voitures, parties au grand galop et portant avec elles les hommes de service, étaient arrivées aux maisons du village les plus éloignées. C'est dans un village de la colonie de Medoedi que nous avons assisté à cet intéressant spectacle. Nous y avons vu aussi passer la revue de la compagnie de colons habitant le village; devant la maison se trouvait la petite charrette à quatre roues, attelée d'un cheval que chaque colon reçoit du gouvernement, avec les divers instrumens aratoires et autres, tels qu'une charrue à deux roues, deux faux, deux serpes, deux haches, un marteau. Chaque famille se range en bataille devant la mai-

son qu'elle occupe; les hommes et les enfans mâles en uniforme, les femmes dans leurs plus beaux habits. Le colon occupe la droite; auprès de lui est sa femme, puis ses enfans; plus loin, le père et la mère, ou l'invalide logés dans la maison. Plusieurs des colons sont très-jeunes et ont été cantonistes de la colonie; il y a de fort beaux hommes dans le nombre, et ils ont une bonne tenue militaire. Quelques invalides ont laissé repousser leur barbe, ce qui est interdit aux colons. Plusieurs ménages ont l'air d'être dans l'aisance et contens de leur sort.

Ponts des colonies, Travaux de construction, etc.

Les ponts nombreux que l'on rencontre en parcourant les belles chaussées qui servent de communications pricipales dans les colonies, sont remarquables par le soin avec le quel ils sont exécutés. Leur construction a été dirigée par le général Fabre.

Les travaux des colonies militaires ont été exécutés par des soldats. Les régimens de l'armée russe, excepté ceux de la garde, de la deuxième armée et des corps de Lithuanie et de Géorgie, n'ont que deux bataillons au drapeau; les troisièmes bataillons forment des divisions de réserve employées aux travaux du gouvernement. Trente-deux de ces bataillons sont occupés aux travaux des colonies du gouvernement de Novogorod; la force de l'un d'eux est de 350 à 400 hommes. Les soldats reçoivent une haute-paie de 0^r 10^c par jour; ils ne touchent pas cet argent, qui, sous la surveillance du capitaine et d'un sous-officier par compagnie, est destiné à améliorer leur nourriture.

Les divisions de réserve sont commandées par les lieutetenans-généraux, qui ont sous leurs ordres des généraux-majors. Pendant la durée des travaux, ces divisions sont

campées sur les lieux même où sont les ateliers; elles rentrent ensuite dans les cantonnemens qui leur sont assignés.

Les soldats sont formés sur place par les ingénieurs à toutes sortes de métiers; ils exploitent les carrières, font des briques, taillent la pierre, maçonnent, sont charpentiers, charrons, serruriers, etc. Ils sont en général adroits, et beaucoup d'entre eux deviennent habiles ouvriers en peu d'années.

On sent quelle immense économie trouve le gouvernement en faisant exécuter toutes les constructions par des soldats; cela seul peut expliquer la quantité prodigieuse de travaux publics qui s'entreprennent et s'achèvent tous les ans en Russie.

II.

DES COLONIES MILITAIRES DE CAVALERIE.

Les colonies militaires de cavalerie sont placées sous le commandement du comte de Witt, général fort estimé et d'une capacité élevée. Deux divisions, l'une de lanciers, l'autre de cuirassiers, sont colonisées dans le gouvernement de Karkohff; trois divisions, l'une de cuirassiers, les deux autres de lanciers, le sont dans celui de Kherson.

Les colonisations du gouvernement de Kherson ont soumis à un ordre social régulier des bandes indisciplinées de Cosaques, Moldaves, Valaques et Tartares, qui erraient des bords du Bug à ceux du Borysthène, et pouvaient devenir dangereuses. 87,000 hommes ont été colonisés; dix-huit bataillons d'infanterie ont été employés aux travaux de colonisation de ce gouvernement.

La division des lanciers du Bug a été colonisée en 1818 autour de Vosnesensk, avec l'esprit d'imprévoyance qui a présidé aux premiers essais faits dans le gouvernement de

Novogorod. On a été obligé de nourrir habitans et troupes jusqu'à ce que les récoltes fussent suffisantes. La division des lanciers d'Ukraine, dont le chef-lieu est à Novomirgorod, n'a envoyé que des cadres pour ses escadrons de réserve, de colons et de cantonistes; les régimens ne sont arrivés que lorsque les récoltes ont été suffisantes. Ce n'est qu'au bout de quatre années de travaux que la division des cuirassiers a été établie à Pétrikorska. Le quartier-général est établi à Élizabethgrod; cette ville est restée néanmoins sous l'autorité de l'administration civile.

Chaque division est formée de quatre régimens composés chacun de :

6 escadrons de guerre, 3 escadrons de réserve, 3 escadrons de colons tenanciers, 1 escadron de cantonistes.

L'état-major d'un régiment se compose de :

1 colonel, 1 lieutenant-colonel, 3 majors, 1 adjudant, 2 comptables, 6 officiers d'état-major (chirurgien, aumônier, etc.)

Un escadron de guerre est formé de :

Officiers. 1 capitaine commandant, 1 idem en second, 1 lieutenant, 1 sous-lieutenant, 3 enseignes. Total 7.

Troupe. 1 sous-officier en chef, 1 quartier-maître, 1 sous-officier d'armes, 4 sous-officiers chefs de peloton, 13 sous-officiers, dont 1 à la suite, 3 trompettes, 160 hommes montés, 20 idem à pied. Total. 210.

Cela porte à 1140 hommes montés, toujours au complet, les forces d'un régiment, et à 22,800 cavaliers les forces actives des vingt régimens colonisés.

Les escadrons de réserve n'ont que cent chevaux chacun, dont cinquante sont de réforme et destinés à l'instruction des cantonistes qui alimentent ces escadrons; en hommes, ils sont nombreux.

L'escadron des cantonistes est composé de 200 jeunes

gens de quatorze à dix-huit ans ; c'est une véritable école militaire d'où il sort des cavaliers tout formés qui attendent ensuite, dans les escadrons de réserve, que les besoins du service les appellent dans les six escadrons réellement disponibles.

Chaque colon reçoit quinze déciatines de terre.

L'organisation des colonies est du reste la même que celle des colonies d'infanterie; le réglement contient seulement quelques dispositions particulières relatives aux haras. Voici un extrait de ces dispositions :

Il y a auprès de l'officier-général commandant la division :

1 inspecteur des haras dont la solde est de	3000 r.
1 médecin vétérinaire.	3000 r.
Total. . .	6000 r.

Près de chaque commandant de régiment ;

1 officier pris parmi ceux du front . .	500 r.

A chaque haras de régiment :

1 maréchal ferrant chef,
3 aides,
3 maréchaux,
3 forgerons.

Apprentis pris parmi les cantonistes incapables de servir :

9 maréchaux à 12 r. par an.	108 r.
6 forgerons à idem	72
Pour l'entretien de la pharmacie du haras.	750
Pour la première mise et l'entretien des ins-	
Report	1430 r.

	Report	1430 r.
trumens nécessaires à la pharmacie et au haras.	1000 r.	250
Pour achat et entretien des ustensiles de forgerons. . .	150	35
Pour la confection et entretien de vingt-quatre selles pour les gardiens, à 15 r. de premier achat	360	48
Pour confection et entretien de quarante-huit demi-pelisses à 13 r.; de quarante-huit paires de gants à 1 r. 50 c.; et de quarante-huit paires de bottes à 5 r. 64 c. pour le détachement du haras. . . . , ...	966 r. 72 c.	426 72 c.
Totaux . . .	2476 r. 72 c.	2189 r. 72 c.

Le détachement du haras reçoit les vivres de la colonie comme les autres soldats.

« Tous les haras (1) recevront lors de leur fondation, pour chaque régiment, 27 étalons et 345 jumens : quatre des étalons seront des meilleures races, et 25 de races plus communes. On évalue à 200 le nombre des chevaux qui naîtront annuellement, sur lesquels il en périra 10 par an dans les temps ordinaires pendant quatre ans. Au bout de ce temps, le haras aura 160 chevaux propres à la remonte, 540 poulains, en tout 1,072, nombre qui sert à l'évaluation des sommes destinées au haras. Il sera fourni chaque année, pour son entretien, 3 étalons et 33 jumens, qui, par la suite, devront être fournis par le haras lui-même. Les étalons et jumens réformés seront vendus à l'enchère publique. »

(1) Extrait du réglement.

Les poulains sont séparés des jumens à l'âge de sept mois ; ils sont hongrés à trois ans : on en réserve dix parmi les plus beaux pour former des étalons. A l'âge de quatre ans, ils sont tous classés en présence du général de division et de tous les officiers supérieurs. On en forme trois classes, 1° les chevaux propres au service; 2° ceux qui sont destinés à la remonte du haras: 3° ceux qui peuvent être employés à ces deux services.

Ceux de la première classe sont placés pendant six mois en ligne dans des écuries où ils sont nourris avec des fourrages secs et de l'avoine, où on les accoutume à être touchés et l'on commence à les dompter. Au printemps, ils sont conduits aux escadrons actifs, si les escadrons ne sont pas en campagne; sinon ils restent au dépôt, où ils sont dressés par les sous-officiers du haras.

Les chevaux de la seconde classe sont également nourris avec des fourrages secs et de l'avoine, et restent au haras.

Les chevaux de la troisième classe sont vendus à l'enchère.

Tous les chevaux, à l'exception des quatre étalons de meilleure race, qui doivent toujours rester dans l'écurie, passeront un certain temps dans les pâturages. Les vingt-trois étalons resteront sept mois de l'année dans les écuries, et les jumens et poulains six mois. Pendant le temps que les chevaux passeront à l'écurie, on les fera sortir dans la journée autant que possible, l'expérience ayant démontré que les chevaux du haras se nourrissent mieux et deviennent plus forts au grand air et à la gelée que lorsqu'ils sont renfermés.

Pendant le temps que les chevaux passent sur les pâturages, ils ne rentrent pas la nuit, excepté dans les temps d'orage.

On donne à chaque étalon quinze à vingt jumens à servir.

Les étalons de race supérieure sont nourris de fourrages secs pendant toute l'année. La ration journalière est de 3 garnetz (1) d'avoine, 15 livres(2) de foin et 3 livres de paille.

Pendant six mois de l'année, les jumens seront nourries avec 30 livres de foin par jour, sans avoine.

Le haras d'un régiment sera divisé en autant de sections qu'il y a d'escadrons de colons : une section se composera donc de 9 étalons et 115 jumens.

Il y a, pour le haras de chaque escadron, les bâtimens suivans :

1° Une écurie chaude pour les étalons avec des stalles;

2° Deux écuries avec un hangar à chacune et des auvents pour les jumens poulinières;

3° Une écurie pour les poulains d'un an;

4° Une écurie pour les poulains de deux et trois ans, avec des séparations pour les sexes;

5° Une écurie pour les poulains destinés à la remonte;

6° Un bâtiment pour loger l'officier et le détachement attachés au haras, avec une pharmacie et une forge.

Les bâtimens seront établis sur la pente d'une colline pour éviter l'humidité, dans un lieu entouré de pâturages, ayant des eaux propres à abreuver les chevaux.

Afin de prévenir le manque imprévu de fourrages, il sera formé un magasin de réserve contenant le quart de la quantité de foin nécessaire pour la consommation, pendant un mois, de tous les chevaux de troupes et de haras de la colonie.

Il y aura dans chaque section de haras un sous-officier et

(1) Le garnetz vaut 3.277 litres.

(2) La livre russe vaut 0.4093 kilogrammes.

quinze hommes; trois sous-officiers et cent quarante-cinq hommes pour les trois sections ; ils seront pris dans les escadrons actifs, parmi les hommes les moins propres au service; ils ne seront plus distraits de celui des haras : il sera donné à chacun une demi-pelisse, des gants chauds et des bottes de paysan.

On évalue, en temps ordinaire, dans un régiment de cavalerie, la perte de chevaux annuelle au huitième, attendu qu'un cheval n'est pas censé pouvoir servir plus de huit ans.

Les régimens ne reçoivent de chevaux de remonte qu'à l'âge de cinq ans.

Tels sont les faits que nous avons recueillis et dont nous pouvons garantir l'authenticité. Quelle sera, d'ici à quelques années, l'accroissement probable des colonies militaires russes? Quelle peut être leur influence sur les destinées futures de la Russie et sur la tranquillité de l'Europe? Nous n'avons nul dessein de traiter ces questions dans toute leur étendue; nous nous bornerons à énoncer les principales réflexions que nous ont suggérées les faits.

L'accroissement des colonies est très-lent à cause des travaux et des dépenses nécessaires pour leur création. On porte à 22,000 le nombre des combattans que peuvent fournir les colonies de cavalerie; quant à l'infanterie, 24,000 soldats actifs au plus et 8,000 de réserve sont actuellement colonisés autour de Novogorod; il y aura, quand tous les travaux seront terminés, 36,000 soldats actifs et 1,200 de réserve (1). On doit donc regarder comme très-exagérés ces

(1) Nous n'avons pas cru devoir comprendre, dans l'énumération des forces colonisées, l'armée de Georgie, dont l'organisation est bien antérieure à l'établissement des colonies proprement dites. Cette armée se compose au reste de deux divisions d'infanterie, formant 12 régimens, d'une brigade de grenadiers, de 2 régimens de dragons, 10 de cosaques à pied, 11 de cosaques à cheval, et 48 pièces d'artillerie. Les cosaques zaporogues, transportés des bords du Dniéper sur le Kuban, ont été, en

calculs d'après lesquels des armées formidables de soldats colonisés devaient, dans peu d'années, se trouver prêtes à fondre sur l'Europe. Au lieu d'être effrayantes pour les puissances continentales, les colonies doivent diminuer la crainte qu'inspirent les forces militaires de la Russie. L'armée russe, composée d'hommes enlevés à vingt ans à leur famille, transportés à de grandes distances, forcés de servir pendant vingt-cinq années consécutives; cette armée, dont une faible partie seulement est casernée, et dont les masses sont distribuées dans des cantonnemens mal organisés ou dans des camps de manœuvres, semble avoir été créée pour la conquête. Avec quelle ardeur des soldats sans liens de famille, sans souvenir de leur province, sans autre avenir que leur carrière militaire, ne doivent-ils pas s'élancer dans des pays où les attirent l'aspect d'un riche butin, un climat plus doux et une solde quadruple (1)! Quels regrets éprouveraient-ils en se fixant à jamais dans les contrées qu'ils auraient subjuguées? Il n'en serait pas de même du soldat colonisé, pour qui la guerre est un temps d'épreuves, qui laisse dans son village une famille, des enfans, qui conserve toujours l'espoir de devenir à son tour propriétaire colon; ce soldat, bien différent du premier, a une patrie que la conquête ne lui fera point oublier.

Quant à l'influence qu'auront un jour les colonies sur

quelque sorte, colonisés par Catherine II, qui, par un ukase du 2 juin 1792, leur céda le territoire de Taman et tout le pays entre le Cuban et la mer d'Azof; ils prirent alors le nom de Cosaques de la mer Noire. Cette population forme 21 régimens, dont le service constant est de défendre la frontière. En cas de guerre avec la Perse, on peut mobiliser dix de ces régimens, dont la force est de 500 hommes. L'armée de Géorgie, au moment où la Perse a déclaré la guerre à la Russie, n'allait pas au-delà de 33 à 34 mille hommes.

(1) L'armée russe en campagne reçoit en argent la solde qu'elle touche d'ordinaire en papier, ce qui la quadruple.

l'état social de la Russie, on ne peut former que des conjectures bien vagues. Sur quoi pourrait-on s'appuyer, lorsque rien dans cet empire ne repose sur des lois fixes, et que tout dépend de la volonté d'un seul ? En admettant cependant que le système de colonisation soit continué et protégé pendant une suite de règnes, et que les prévoyantes dispositions des réglemens ne soient pas anéanties par les vices administratifs qui corrompent si souvent les bienfaits du souverain, il doit en résulter de notables avantages pour la civilisation du pays. Partout, en Russie, l'abrutissement des serfs est à son comble, et, depuis bien des années, on ne remarque aucun progrès. Une ignorance grossière, une superstition idolâtre et sans aucun résultat moral, l'apathie et l'esclavage, et nul désir d'améliorer leur sort; tels sont les traits qui caractérisent les paysans russes. Les seigneurs, loin de chercher à éclairer ces malheureux, redoutent tout ce qui pourrait amener leur affranchissement. C'est du trône seul que peuvent venir les salutaires mesures qui créeront une nation intelligente ; et l'on doit croire que ce noble but a été une des causes influentes de l'établissement des colonies. Quoi de plus propre, en effet, à former des hommes et à les rendre dignes de jouir de la liberté sans en abuser, que l'état de propriétaire, le droit de transmettre les biens dans une famille, celui qui est accordé aux colons de nommer eux-mêmes leurs magistrats, l'éducation donnée à tous leurs enfans ? A mesure que les colonies s'augmenteront, elles défricheront les terres incultes ; les richesses et le bien-être de leurs habitans s'accroîtront progressivement, et leur exemple aura une grande influence sur les populations environnantes.

D'un autre côté, l'état de prospérité des colonies et leur trop grand développement peuvent avoir de graves inconvéniens pour un gouvernement où la succession au trône

a été souvent accompagnée de troubles ou amenée par la violence. Une population toute guerrière, concentrée dans la maison d'un chef mécontent et placée à peu de distance de la capitale, ne peut-elle devenir dangereuse pour le souverain? Des colonies, situées sur des frontières éloignées, commandées par un ambitieux qu'exciteraient et soutiendraient des nations voisines, ne peuvent-elles chercher à se rendre indépendantes (1)? Ce sera à une administration sage et prévoyante à diminuer ces sujets de crainte.

On croit donc devoir conclure que le système de colonisation adopté en Russie peut, sous divers rapports, être utile pour ce pays et y hâter le développement de la civilisation; mais que cela tient à l'état social reculé dans lequel se trouve la nation russe; ce système n'en serait pas moins inexécutable dans un pays civilisé et surtout en France. Sous le rapport militaire, c'est un sujet d'étude utile pour connaître les ressources de la Russie, mais qui n'offre aucun résultat applicable à notre pays.

(1) Le comte Yermoloff, général d'un mérite élevé, a été dépouillé du commandement de l'armée de Géogie. Le gouvernement russe a eu peur de l'influence et de la popularité que les talens de ce général lui avaient acquises sur l'armée, dont il était le chef.

MÉMORIAL DU DÉPOT DE LA GUERRE, Tome V.

CAMPAGNE DES FRANÇAIS

EN ALLEMAGNE, EN 1800,

PAR LE COLONEL MARQUIS DE CARRION-NISAS.

Compte rendu par le colonel Janin.

(Premier article.)

Chaque époque a son genre propre de littérature; la nôtre est celle des notions positives. Dans les compositions même dont elle forme l'essence, la fiction, quelqu'ingénieuse qu'elle soit, n'excite plus que l'ennui et le dégoût, si elle n'a pour type la nature et la vérité. Mais c'est surtout pour les compositions historiques que cette condition est plus que jamais indispensable : un historien ne serait plus admis aujourd'hui à substituer les rêves de son imagination aux faits qui lui seraient inconnus; il ne se jouerait pas impunément de ses nombreux lecteurs en repoussant des documens plus précis par ces mots devenus proverbes, *Mon siége est fait*, qui dévoilent toute la légèreté d'une époque encore peu reculée; quelque brillant que fût son style, l'obscurité seule pourrait le sauver du mépris.

Témoins d'une de ces grandes catastrophes qui régénèrent le monde, nous avons vu des hommes que rien ne semblait recommander, surgir tout-à-coup, prédominer leurs contemporains, et mériter les hommages de la postérité. Mais déjà la postérité a commencé pour eux; d'autant plus avare

de ses suffrages qu'un plus grand nombre les réclame, elle veut connaître, juger, apprécier. Elle interroge tous les souvenirs; elle lit avec avidité les mémoires, les histoires générales et particulières : elle espère y trouver la vérité; trop souvent son attente est déçue. Plus les écrivains sont nombreux, plus les faits semblent s'obscurcir; trop rapprochés des événemens, chacun d'eux n'a vu qu'un point: il en est bien peu qui aient pu en embrasser l'ensemble, et presque toujours l'absence de documens positifs se fait sentir dans leurs écrits.

L'ouvrage que nous examinons aujourd'hui est à l'abri de ce reproche, il pécherait plutôt, s'il était possible, par le défaut contraire; car, non content d'avoir épuisé tout ce que renferme le dépôt de la guerre sur le sujet qu'il se proposait de traiter, l'auteur a encore eu le bonheur de pouvoir recueillir du grand nombre des acteurs de l'action qu'il reproduit, la plupart placés aujourd'hui dans des postes éminens, les détails et les éclaircissemens les plus complets et les plus précieux.

Rien donc ne manque à l'histoire de cette double campagne si intéressante pour la France, qui fut en quelque sorte l'école d'où sortit un grand nombre de nos plus illustres généraux; qui fixa la place de Moreau parmi les grands capitaines, et qui fit concevoir des espérances que, quelques années plus tard, les manœuvres de la politique devaient faire évanouir, en transformant les palmes de la gloire en douloureux cyprès.

C'est cette certitude des faits qui a déterminé le choix de M. le colonel Carrion-Nisas, chargé de travaux historiques au dépôt de la guerre.

« Nous voulions, dit-il, présenter... avec des détails certains le modèle d'une campagne savante et méthodique... Nous avons dû chercher ce modèle historique dans la série

des faits qui ont instruit et ensanglanté l'Europe depuis 1792 jusqu'en 1814... Il nous a paru... que le choix n'en pouvait être balancé qu'entre la première invasion de Bonaparte en Italie... ou l'invasion de Moreau en Allemagne... Nous avons donné la préférence à la dernière de ces deux expéditions. » L'auteur justifie cette préférence « par l'avantage de présenter à côté d'événemens si souvent célébrés et reproduits, en juste, mais pleine possession des cent voix de la renommée, des souvenirs négligés, pour ne rien dire de plus, des faits, depuis leur premier éclat, rarement présentés à la reconnaissance nationale... qui ont toujours gardé leur aspect primitif... dont les traditions sont toujours les mêmes,.. les documens authentiques encore aujourd'hui ce qu'ils étaient quand ils furent rédigés, sur le lieu et à l'heure même des événemens avec tant de franchise et de clarté,... documens dont rien n'éveille la méfiance de celui qui les consulte, tandis qu'il n'en est pas de même toujours et partout. » Et prenant pour exemple les variantes dans les détails relatifs à la journée de Marengo : » Quelle confusion ! s'écrie-t-il, quelle incertitude dans des notions qu'il peut paraître également plausible de rejeter ou d'adopter, suivant la disposition d'esprit de chacun !

Peut-être un rapprochement de cette nature trouvera-t-il quelques improbateurs. Peut-être regrettera-t-on qu'un écrivain dont le talent a acquis une rare perfection, n'ait pas poussé le sentiment délicat des convenances qui lui fait séparer cet épisode de la vie de Moreau de sa fin déplorable, jusqu'à éviter cette attaque de prime-abord contre son célèbre rival : on lui en saurait d'autant plus de gré de restituer, comme il le dit, une gloire si pure à l'époque où elle a éclaté, et d'y montrer, comme dans un miroir fidèle, *le système de guerre qui lui semble convenir le mieux à une monarchie constitutionnelle.*

Cette pensée qui, ajoute-t-il, *l'a dominé pendant le cours de son travail et dont on trouvera partout l'empreinte*, mérite une attention toute particulière. Sans doute il n'aurait pu, sans trop s'écarter de son sujet, la développer complètement, mais il serait à désirer qu'il l'eût présentée d'une manière moins implicite. On conçoit facilement l'influence que doit exercer sur leurs systèmes d'opérations la différence de position sociale des chefs des armées, d'un souverain, par exemple, et d'un général délégué par son gouvernement; on conçoit, de même, l'influence morale et en quelque sorte individuelle, qui résulte des institutions politiques, et qui, dans un état dont toutes les parties sont en harmonie, s'étend sur la classe militaire comme sur toutes les autres classes de la société; mais on n'aperçoit pas aussi distinctement les caractères nécessaires et spécifiques de la guerre faite par les armées d'une nation soumise à telle forme de gouvernement, ou de celles régies par telle autre. Dans le cours de notre examen nous aurons occasion de revenir sur cette remarque.

L'ouvrage est divisé en deux parties. La première comprend la campagne d'été, qui s'étend depuis le passage du Rhin, au mois d'avril, jusqu'à l'armistice de Parsdorf, signé le 15 juillet et prolongé le 20 septembre; la seconde, celle d'hiver, depuis la reprise des hostilités, le 28 novembre jusqu'à l'armistice de Steyer, signé le 23 décembre et qui fut suivi de la paix.

Un ordre admirable, aussi simple que méthodique, a présidé à sa composition et en rend la lecture également agréable et instructive. Il présente 1° l'exposé clair, rapide et concis des faits; 2° les discussions de ces faits et des critiques dont ils ont été l'objet; 3° enfin, les nombreux et précieux documens qui les appuient. Ces documens sont

eux-mêmes classés suivant leur degré d'importance, mais il n'en est aucun que puisse négliger un militaire qui veut avoir une connaissance approfondie et complète de ces glorieuses campagnes. Ce cadre est le même pour chacune des deux parties.

Avant d'entrer en matière, l'auteur présente quelques considérations générales sur la situation politique de la France, à cette époque; il rappelle les principaux écrivains qui ont traité le même sujet, parmi lesquels il recommande particulièrement M. le comte Dumas, *uniquement et éminemment français*, aussi distingué par *l'esprit de justice et de vérité qui guide constamment sa plume*, que par l'élégance de son style, et le baron de Jomini, *susceptible d'être considéré comme étranger, quoiqu'il ait écrit en français, au-dessous de toute comparaison, sous le rapport du mérite littéraire, quelquefois dominé par l'esprit de système et de prévention, mais remarquable par son impartialité envers les hommes, quelle qu'ait été leur fortune, et la fidélité de ses récits*, fruit des investigations qu'il a faites avec soin dans les archives étrangères.

Il indique ensuite le théâtre de la guerre et donne l'état comparatif des deux armées opposées. Il en résulte que, loin d'être supérieure, comme on l'avait établi, l'armée française active ne s'élevait qu'à environ cent mille combattans, et trente-deux mille en seconde ligne, dans les divisions stationnaires, et celle d'Autriche à cent trente mille hommes disponibles, et vingt mille hommes dans les places. La première n'avait que cent seize bouches à feu; la seconde en avait deux cents, et, de plus, un équipage de soixante-quatre pontons. L'armée française se trouve encore diminuée de vingt mille hommes, envoyés en Italie, après la première période, c'est-à-dire, après que les victoires d'Engen, Stockach, Mosskirch et Biberach ont

poussé l'ennemi jusque sous la protection du canon d'Ulm.

Pendant la deuxième période, Moreau tente en vain, par une suite de mouvemens combinés, de forcer son adversaire d'abandonner cette position : ces manœuvres n'ont d'autre résultat que d'occasioner des combats partiels, dont les succès sont variés. Mais bientôt elles prennent un caractère plus prononcé et amènent les événemens que renferme la troisième période, c'est-à-dire le passage du Danube, les formidables positions d'Ulm tournées, les Autrichiens forcés de les abandonner, poursuivis, harcelés, battus dans leur retraite, réduits à demander un armistice, proposition que Moreau n'accepte pas; mais dont il profite habilement pour s'étendre par sa droite, s'émparer de Munich; se procurer, par l'occupation d'un pays neuf, des ressources que lui refuse une contrée épuisée par le mouvement et le séjour prolongé des armées; isoler plus complètement le corps ennemi du Tyrol, en se rendant maître de ses principaux débouchés et des Grisons; assurer ainsi la communication avec l'Italie, et qui se terminent par la suspension générale des hostilités, l'armistice de Parsdorf, en vertu duquel il reste en possession du pays qu'il a conquis. La prolongation de cet armistice le rend maître des places d'Ulm, Ingolstadt et Philipsbourg, qui y sont enclavées. Telle est la matière du premier chapitre.

Dans le suivant, après avoir développé quelques considérations sur le caractère particulier de cette guerre, l'attitude des deux puissances, leurs forces, leurs projets actuels, leurs dessins ultérieurs, l'auteur examine le plan de Moreau, pour l'ouverture de la campagne, et le compare au projet du gouvernement.

Par le premier, qui fut suivi, des démonstrations fixaient l'attention de l'ennemi sur sa droite, et tandis que, pour la

fortifier, il affaiblissait son centre, l'armée française passant le Rhin par les trois points de Brisach, Bâle et Reichlingen, près Schaffhouse, opérait son mouvement de concentration sur Stokcach.

Par le second, l'armée remontant rapidement par la rive gauche du Rhin, l'aurait passé sur quatre ponts, se serait concentrée sur Schaffhouse, et se serait portée sur le même point de Stockach.

L'auteur, panégyriste presque enthousiaste de Moreau, ne se contente pas de donner au premier une préférence légitimée en quelque sorte par le succès, il va bien plus loin encore; il le regarde comme émané d'un système qu'il vante, qu'il propose positivement pour *modèle aux armées d'une monarchie constitutionnelle.* Il nous semble qu'il y a ici beaucoup d'exagération pour ne rien dire de plus.

On peut considérer cette question sous les trois rapports politique, administratif et stratégique. 1° Sous le rapport politique, de tout ce que l'auteur dit ou insinue, on pourrait conclure qu'il faudrait éviter les concentrations, les mouvemens en masse, dont l'effet est d'écraser les contrées sur lesquelles ils s'opèrent et d'exaspérer les habitans. Cette considération aurait été déterminante pour Moreau, qui craignait de pousser la Suisse au désespoir en y portant la base de ses opérations : elle aurait motivé le *morcellement* de son armée en *quatre colonnes, dont la concentration ne pouvait plus se faire qu'en manœuvrant,* pour ainsi dire, *au milieu de l'armée ennemie.* Il suffit d'énoncer une telle conséquence pour en faire apprécier le principe.

2° Sous le rapport administratif, les contrées, où il lui était proposé de se concentrer et de manœuvrer, étaient trop épuisées pour fournir à son armée des ressources suffisantes. Cette observation n'a qu'une valeur relative; en

l'établissant comme base d'un système absolu, on peut tomber dans tout le ridicule de la guerre de magasins.

3° Sous le rapport stratégique enfin, est-ce bien au XIX° siècle, après l'expérience de nos vingt-deux campagnes, que l'on viendra sérieusement nous proposer de substituer aux grands mouvemens stratégiques, les feintes qui ne tromperaient plus le général le moins expérimenté, les ruses de guerre que tout le monde connaît, et qu'on présentera de telles petitesses comme le sublime de l'art? C'est évidemment intervertir l'ordre naturel des choses, prendre l'accessoire pour le principal.

Le plan de Moreau a réussi, parce que Kray n'a pas su profiter de l'avantage qu'il lui donnait en se jetant, pour ainsi dire, tout morcelé au milieu de sa sphère d'opérations; et, lui-même, il en a méconnu le danger; il avait un sens trop exquis pour ne pas l'apercevoir. Il faut convenir aussi que ce succès est dû, en grande partie, à la parfaite coopération de ses lieutenans; qu'il en dépendait essentiellement et qu'un seul échec sur ces quatre lignes isolées, dont deux presque parallèles à la ligne ennemie, l'aurait infailliblement compromis et pouvait entraîner les conséquences les plus graves. En s'y fixant, Moreau a prouvé la pleine et juste confiance qu'il plaçait en ses lieutenans. Sans doute, on peut souvent en agir ainsi avec des Français qui secondent de toute leur intelligence et de toute leur ardeur naturelle, le chef avec lequel ils sympathisent, et dont leur esprit investigateur saisit la pensée avec une admirable sagacité; mais avec une nation plus flegmatique, ou si cette sympathie de la pensée, entre le chef et ses subordonnés, n'existait pas, le résultat d'un tel plan ne serait qu'un éclatant revers. S'il fallait en citer, les exemples ne manqueraient pas.

Le plan de Bonaparte est audacieux, sans doute; il ca-

ractérise le chef qui, plein du sentiment de sa force, ne veut s'en rapporter qu'à la puissance de son génie. Cette différence se présentera souvent dans la comparaison de ces deux grands capitaines : on en pourrait tirer de nombreuses et curieuses conséquences, mais elles seraient déplacées dans cet article. Pour atténuer la valeur de ce plan, on a dit que le mouvement processionnel le long du cours du Rhin, en le remontant de la gauche à la droite, aurait indiqué à l'ennemi le point d'attaque sur lequel il se serait concentré. Oui, s'il avait été opéré avec lenteur et ostentation; non, si, préparé d'avance avec tout le secret et l'art convenables, il s'était fait avec célérité. Le souvenir d'Austerlitz est-il donc déjà perdu? Par le succès de ce plan on courait le risque de rejeter en Bohême les débris de l'armée ennemie, c'est-à-dire, de lui couper sa ligne d'opération, de lui enlever tous ses magasins, de pouvoir, sans obstacle, enlever à son souverain ses provinces et lui dicter la paix dans sa capitale. Voudrait-on faire à Moreau l'injure de croire qu'il eût désiré d'éviter un tel risque? ce n'est pas cela, nous en sommes persuadés, que l'auteur a voulu dire. Mais il pense que, dans cette hypothèse, la question aurait recommencé sous une nouvelle forme; que Moreau, ne pouvant se hasarder à marcher sur Vienne, ayant, à sa droite et sur ses derrières, le prince de Reuss, à sa gauche, les débris de Kray, aurait suivi celui-ci avec toutes ses forces dans son mouvement rétrograde sur la Bohême; c'est possible; mais ç'aurait été une faute capitale que Napoléon n'aurait pas commise; il eût suffi de contenir l'armée du Tyrol, d'achever la désorganisation du corps principal par une vive poursuite, telle que celles qui succédèrent aux victoires d'Ulm et d'Iéna, et profitant habilement de l'impression morale produite par de si grands revers, de s'emparer du centre d'action de l'ennemi, de sa capitale. C'est ce que Napoléon fit quelques années

plus tard; c'est ce que Moreau aurait pu faire, dès lors, avec plus d'avantages. L'auteur semble improuver généralement l'occupation des capitales : vains ménagemens. La guerre a un but; il faut l'atteindre par les moyens les plus sûrs et les plus expéditifs. Il est beau et grand d'être généreux, mais seulement après la victoire; contre l'ennemi qui résiste encore, c'est faiblesse ou duperie. Ces règles ne doivent pas être plus étrangères à l'armée d'une *monarchie constitutionnelle* qu'à toute autre.

Le plan de Moreau ne se rattache à aucun système : tout porte à croire qu'il n'en avait pas, qu'il était trop sage pour en avoir. Sans autre guide que son expérience, l'observation jointe à la réflexion, il marchait à grands pas dans la voie du perfectionnement; mais, déjà, son émule l'avait dépassé de beaucoup; et celui-ci peut bien ne pas être injuste en disant qu'alors le général Moreau était incapable de comprendre un pareil mouvement.

« Napoléon, dit l'historien, prétendait que Moreau n'en» tendait point son système. Il est plus raisonnable de croire » que Moreau l'entendait très-bien, et qu'il ne lui convenait » ni d'y accéder, ni d'avoir l'air de l'entendre et surtout d'en » pénétrer les véritables motifs.

» Bonaparte voulait, et il pouvait convenir à Bonaparte » de vouloir que Moreau attaquât à tout événement, et, de » manière ou d'autre, attirât, occupât les forces de l'enne» mi; mais il lui était à peu près indifférent, et peut-être » plus qu'indifférent que Moreau eût des succès plus ou » moins glorieux. Bonaparte, vainqueur de son côté, aurait » toujours rétabli les affaires, et, si la paix lui avait offert » moins d'avantages qu'il n'en obtint en effet, la faute n'en » aurait été attribuée qu'à Moreau. Voilà ce que Bonaparte » *pensait et ne disait pas.* Moreau pensait, de son côté, et

» ne disait pas davantage, que tout ce qui convenait à Bo-
» naparte pouvait fort bien ne pas convenir aussi parfaite-
» ment à lui Moreau.

» Chacun d'eux a gardé sa pensée. Voilà comment, dans
» plus d'une circonstance, l'émission de la vérité est inter-
» dite à ceux qui parlent et qui agissent. Voilà pourquoi
» l'histoire est obligée d'y arriver par *des conjectures, par*
» *des combinaisons, en établissant des rapports entre des*
» *faits isolés et surtout au moyen de la connaissance géné-*
» *rale du cœur humain.* »

Ne pourrait-on pas répondre : Voilà comment on tronque l'histoire; voilà comment on abuse d'un style brillant et facile pour substituer de vaines subtilités aux faits; voilà comment, emporté par son imagination, un historien échappe à la vérité pour courir après des illusions que le plus simple bon sens fait évanouir?

L'auteur, ici, semble confondre les temps, les positions respectives, les rapports des deux grands hommes qu'il met en présence. A l'époque dont il s'agit, la gloire de Bonaparte était aussi pure que celle de Moreau. Tous deux tendaient au même but. Le plan qu'il lui proposait est celui qu'il a constamment suivi dans ses plus brillantes campagnes; celui, comme nous avons eu occasion de le faire remarquer dans un précédent article, qu'il avait puisé dans l'étude de l'antiquité; celui, enfin, qui lui a valu ces succès inouis dont le souvenir est impérissable et auxquels l'auteur ne fut pas un des moins empressés à payer le juste tribut de son éloquence. La proposition qu'il lui en faisait était et devait nécessairement être franche, dégagée de toute arrière-pensée. La cause qu'il soutenait, son existence politique, étaient aussi intimement liées au succès de la campagne du Rhin qu'à celui de la campagne d'Italie, qu'il s'était réser-

vée, non sans de justes raisons qu'il serait trop long de déduire. Ce succès était grand, s'il réussissait; très-funeste, s'il échouait; 1814 l'a prouvé. Comment donc Bonaparte aurait-il pu s'applaudir d'un tel revers, ou même y être indifférent?

Mais n'insistons pas davantage. Il est inutile, pour réfuter une semblable argumentation, de faire un livre aussi gros que celui-ci. Nous n'avons pas dû la passer sous silence; car c'est là, malheureusement, une des idées dominantes de ce livre : en la signalant, nous remplissons un devoir, celui de prévenir les conséquences fâcheuses qu'elle implique. L'impartialité la plus absolue dicte seule notre jugement. En disculpant Bonaparte, nous disculpons aussi Moreau, que ce reproche atteint également; car il fortifierait une opinion émise par un très-honorable historien, qui nous semble avoir aussi commis l'erreur grave de juger de cette époque de sa vie d'après la fin qui en a terni l'éclat. Par une contradiction singulière, l'auteur relate et combat cette opinion avec toute la force de son talent et de sa conviction.

Le plan de Moreau, une fois arrêté, fut exécuté aussi parfaitement qu'il était possible, grâce à l'impéritie de son adversaire qui n'en contraria aucun des mouvemens partiels. Cependant, on remarque qu'à Mosskirch, les divisions Delmas et Bastoul sont sur le point d'être prises à revers par le grand mouvement tactique d'un corps ennemi qui ne rencontra point d'obstacle. L'auteur dit que tout était disposé pour prendre ce corps entre deux feux; ce qui serait arrivé en effet si les divisions françaises, qui devaient envelopper l'archiduc, eussent pu marcher sur ses derrières.

Nous observerons que de tels mouvemens sont contraires aux règles, ou en d'autres termes, qu'il est fort rare qu'ils réussissent; l'expérience l'a prouvé; qu'il est donc impru-

dent de les tenter, et qu'un système de guerre qui s'appuie sur de semblables combinaisons ne convient pas mieux à *une monarchie constitutionnelle* qu'à tout autre état. C'est par des manœuvres tactiques, c'est-à-dire, opérées dans la sphère de l'action, dans la circonscription du champ de bataille, que, dans un engagement, il faut chercher à tourner l'ennemi; et non par des mouvemens stratégiques, bâsés sur la supposition éventuelle de cet engagement, par de *lointains circuits*, pour nous servir d'une de ces expressions pittoresques qui semblent couler sous la plume harmonieuse de M. de Carrion-Nisas. Dans cette circonstance, l'archiduc Ferdinand manœuvre très-bien; et s'il n'eut pas de succès, on ne peut l'attribuer qu'à la différence de qualité des troupes. Cette attaque, poussée avec vigueur, aurait décidé du sort de la journée avant que l'armée française eut achevé son mouvement de concentration.

L'auteur nous paraît justifier complétement Moreau de l'inertie apparente que divers critiques avaient cru devoir reprocher à sa conduite, pendant la deuxième période. Ces critiques n'ont pas fait assez d'attention à l'affaiblissement numérique qui suivit immédiatement ses premières victoires, à l'influence morale qui devait en résulter, au manque d'équipages, de ponts, pour passer rapidement le Danube, enfin, à la condition première et principale, qui lui était imposée, de couper à Kray la communication avec l'armée d'Italie, et de le tenir séparé du prince de Reuss. Après des succès aussi peu décisifs que ceux qu'il avait obtenus jusque-là, il y eût eu de l'imprudence à se hasarder plus qu'il ne l'a fait; et sa conduite, dans cette circonstance, mérite tous les éloges qu lui donne son historien.

C'est ainsi qu'après avoir signalé franchement les erreurs qui nous ont frappé dans l'appréciation de la première pé-

riode de cette campagne, nous aimons à reconnaître pleinement la justesse des observations sur les deux autres. Le lecteur y remarquera des détails stratégiques intéressans sur la position d'Ulm, et un rapprochement piquant entre les deux généraux autrichiens qui l'ont rendu si célèbre, l'un par sa belle résistance, l'autre par un des plus éclatans revers dont l'histoire moderne fasse mention.

L'auteur termine ainsi cette première partie : « Résumons, » dit-il, cette campagne d'été.

» 1° Elle est signalée par une vive et savante série de ba- » tailles et de marches, d'actions et de stratagèmes, qui ne » laissent aucun repos à l'ennemi, tant que Moreau peut agir » avec toutes ses forces. »

» 2° A la suite d'un grand affaiblissement numérique, » viennent les combats partiels, les manœuvres, les dé- » monstrations chaque jour diversifiées dans leur but, l'art, » enfin, qui supplée au nombre, jusqu'au moment où le » triomphe de cet art a été de faire passer toute l'infério- » rité du côté de l'ennemi. »

» Alors reparaissent les grandes opérations, et entre toutes » les autres, un passage de fleuve que ses difficultés de tous » genres, son audace et ses résultats rendent un des plus » beaux faits d'armes de notre histoire. »

» 4° Deux trèves se succèdent, toujours actives pour nous, » et pendant lesquelles nous sommes prêts à tout; car, bien » que la paix soit nécessaire à l'ennemi, Moreau pressent de » bonne heure qu'il faudra la lui imposer par de nouvelles » victoires et agit en conséquence. »

» Au milieu de tant de chocs, de mouvemens divers, la » génération qui a connu cette armée, peut dire encore si » le souvenir de la modération des chefs et la discipline des » soldats n'a pas long-temps suspendu l'explosion des senti-

» mens si différens qui ont éclaté, depuis, dans ces popula-
» tions alors confiantes et bienveillantes.

» Telle était, sous tous les aspects, l'armée du Rhin, après
» la campagne d'été de 1800. Telle elle va reparaître au
» commencement de la campagne d'hiver; telle elle sera
» encore en la finissant. »

La suite au numéro prochain.

DE QUELQUES AMÉLIORATIONS

A INTRODUIRE DANS L'ARMÉE;

Par Jules MARNIER (1).

AVEC CETTE ÉPIGRAPHE :

Chaque soldat français a le bâton de maréchal au fond de sa giberne.

De nombreux écrivains se sont occupés des moyens de relever l'esprit militaire qui semble très-affaibli chez les jeunes Français; M. J. Marnier traite le même sujet et reproduit plusieurs idées déjà émises par ses devanciers; mais il en est qui lui sont propres et qui méritent qu'on les examine avec attention.

D'abord, il propose de supprimer ces fantômes de *sapeurs* qui marchent à la tête des régimens et n'y servent, le plus souvent, qu'à une dispendieuse, vaine, et même, à bien prendre, une ridicule parade.

On les remplacerait par un peloton d'*éclaireurs-carabiniers*, composé de deux hommes d'élite par compagnie, armés chacun d'une excellente carabine à longue portée et d'un instrument utile en campagne, tel que pelle, pioche, hache, scie, etc. On les choisirait parmi ceux qui ont quelque instruction ou quelques connaissances mécaniques; ils seraient commandés par un officier et des sous-officiers en nombre suffisant et recevraient une instruction spéciale

(1) Brochure in-8, prix : 1 fr. 50 c.. A Paris, chez Anselin, libraire, rue Dauphine, n. 9.

et relative au service dont ils seraient chargés en temps de guerre.

Ce peloton serait divisé en quatre sections : chaque section formerait *une batterie de carabiniers* qui, dans une action, prendrait position, comme une batterie d'artillerie, et y produirait un effet plus sûr, surtout dans un terrain coupé et montagneux.

Voici comment l'auteur expose les avantages qu'il se propose d'en retirer :

« La carabine incommodera des troupes détachées et des convois à une distance que le fusil ne peut atteindre; elle jettera la confusion dans les colonnes en marche, déconcertera l'artillerie, et portera le désordre dans les rangs de la cavalerie avant qu'elle soit prête à charger.

» Le carabinier, placé à la portée d'une pièce de 4, peut, avant que le feu des colonnes dont il s'agit de ralentir le mouvement soit en état de produire son effet, les fatiguer, les priver de leurs chefs que sa balle doit aller chercher au milieu des rangs.

» L'artillerie produirait peu d'effet sur des hommes écartés les uns des autres : d'ailleurs les canonniers et les chevaux seraient détruits avant que les pièces aient pu tirer trois coups.

» Dans l'attaque et la défense des passages de montagnes, de bois et de défilés, vingt carabiniers qui couronneraient un point élevé et d'un accès difficile, feraient plus de mal à l'ennemi que deux pièces de canon qu'on ne peut conduire sur les hauteurs qu'avec des peines inouïes, et qu'en cas de revers on est toujours obligé d'abandonner.

» Dans les pays coupés, ils épieraient les reconnaissances de l'ennemi et les attendraient à portée de carabine.

» Dans un siége, les carabiniers postés dans les ouvrages avancés incommoderont plus que les tirailleurs, et leurs

feux seront bien plus efficaces qu'une bruyante canonnade. »

Au siége de Ciudad-Rodrigo, dirigé par le général Valazé en 1810, un peloton de tirailleurs, organisé pour ce service, se portait la nuit en avant de la tranchée, le plus près possible de la place, et se répandait sur le front d'attaque : chaque homme faisait un trou où il se blotissait pendant le jour et d'où il dirigeait des coups très-meurtriers sur les canonniers ennemis dès qu'ils approchaient de leurs pièces. La proposition de M. Marnier tendrait à profiter de cette heureuse idée pour en former une institution permanente et perfectionnée. Lors même qu'elle n'aurait pas une influence morale aussi étendue que celle qu'il en espère, il est au moins certain qu'elle serait d'une grande utilité.

Passant à d'autres considérations, il réfute avec beaucoup de justesse cette assertion qu'*aucune nation n'est moins militaire que la nôtre et ne répugne autant au métier de soldat... Notre caractère léger et indépendant ne se ploie qu'avec peine à l'ordre, à la régularité, à la discipline qu'exige l'état militaire.* Tout en avouant le fait, il en voit, comme nous, la cause dans les exigences minutieuses, « Placez devant l'ennemi, s'écrie-t-il, ces hommes fatigués des rigueurs du cloître où vous les avez tenus enfermés, lancez-les en rase campagne et bientôt *la régularité et la discipline* vont s'établir d'elles-mêmes. A peine les chefs ont-ils besoin de s'en mêler. »

De même que le général Clouet, il propose de rendre les grades de sergent-major et de capitaine l'objet et le *terme de l'ambition de la classe moyenne*, en augmentant leur traitement d'activité et de retraite, et en leur accordant avec celle-ci le grade honorifique supérieur.

Cette question a été vivement discutée dans d'autres écrits : pour nous, nous pensons que l'ambition d'un mili-

taire peut et doit s'étendre, dans ses limites constitutionnelles, autant que le comportent son mérite et sa capacité : toute autre limite est contraire au génie national, qu'on a bien pu comprimer quelquefois, mais qu'on ne parviendra jamais à étouffer. Qu'importent le nom et l'origine de celui qui sait fixer la victoire! N'oublions pas que nous sommes fils de ces valeureux Francs qui, pendant tant de siècles, ne connurent d'autre illustration que celle des armes. Les progrès de la civilisation ont fait jaillir, il est vrai, de nouvelles sources d'illustration; mais prenons garde de tarir celle qui fut la première, de laquelle toutes les autres ont, en quelque sorte, tiré leur origine, et sans laquelle, semblable à ces immenses débris de l'empire romain ravagés par une poignée de barbares, notre belle patrie ne présenterait plus qu'un sol aride et dépeuplé. Telle n'est pas, sans doute, la pensée de l'auteur, car il serait en opposition avec l'épigraphe qu'il a choisie, mais on pourrait l'inférer de quelques-unes de ses expressions, et il nous saura gré, nous en sommes persuadés, d'en avoir repoussé une aussi fausse interprétation.

Un coup d'œil jeté sur les compagnies de sous-officiers et de fusiliers sédentaires lui procure une idée ingénieuse. Destinées à offrir une sorte de famille aux anciens militaires qui en sont privés ou qui ont perdu les habitudes de la vie civile, il propose de les recruter constamment dans les mêmes régimens. Cette idée est bien développée et son exécution ne pourrait avoir que des résultats avantageux.

Le colonel JAMIN.

SERVICE DES TIRAILLEURS,

EN USAGE DANS LE 10[e] RÉGIMENT D'INFANTERIE LÉGÈRE ;

Par le Chev. de Beauval, Lieutenant-colonel (1).

Quoique les tirailleurs ne jouent, dans les combats, qu'un rôle secondaire, on leur a dû souvent des succès importans. Dans plusieurs des armées étrangères, notamment dans celles d'Angleterre, de Prusse et d'Autriche, cette considération a porté à régulariser leur service. Les nôtres, au contraire, ont été abandonnés, en quelque sorte, au seul instinct de leur bravoure. La supériorité incontestable de leur intelligence leur a tenu lieu de règles fixes et d'instruction spéciale. La grande consommation d'hommes, et les besoins sans cesse renaissans d'une guerre qui n'avait que de courts intervalles, ne laissaient pas, d'ailleurs, le temps de préparer une organisation plus complète. Mais des esprits judicieux et éclairés par l'expérience ont profité des loisirs de la paix, pour travailler à mettre cette branche de la tactique en harmonie avec les autres. M. le chevalier de Beauval apporte aussi le riche tribut de ses méditations. Son petit écrit, extrêmement simple, extrêmement concis, nous paraît avoir atteint le terme de la perfection en ce genre.

Au moyen de signaux donnés par la sonnerie de la trompette ou du clairon, et dont il présente un tableau noté, une ligne de tirailleurs, exercés suivant sa méthode, exécu-

(1) Brochure in-8, prix : 2 f.. A Paris, chez Anselin, libraire, rue Dauphine, n. 9.

tera toutes les manœuvres commandées par un seul chef, quelle que soit son étendue, car il la suppose même de huit bataillons.

La pratique de quatre années dans son régiment a déjà donné une idée très-avantageuse de ce système. Il serait à désirer qu'on l'éprouvât dans les grandes manœuvres des prochains camps d'exercice; et, si, comme on a lieu de l'espérer, l'excellence en est démontrée par l'expérience, qu'elle fût adoptée pour toute notre infanterie légère. Cette arme qui, jusqu'ici, n'a différé de la ligne que par l'uniforme, prendrait alors le caractère distinctif qui lui convient, et remplirait complètement l'objet primitif de son institution.

Le colonel JANIN.

NOUVELLES MILITAIRES.

ÉTRANGER.

Prusse. — S. A. R. le prince Guillaume Adalbert de Prusse, attaché en qualité de lieutenant au 2e régiment d'infanterie de la garde, vient d'être promu au grade de capitaine dans le même régiment.

— Le Roi a décidé, en avril 1828, que la ville de Posen serait transformée en place de guerre; une commission a été convoquée sur-le-champ par les soins du ministre de la guerre de Hake, afin d'aviser aux moyens les plus appropriés à la circonstance. La commission présidée par le chef du corps du génie, le lieutenant-général Rauch, n'a pas fait attendre sa décision.

Dès le 23 juin 1828, les travaux étaient en pleine activité; continués sans interruption depuis, les ouvrages sortent déjà au-dessus de terre; pour en perpétuer le souvenir, les autorités cviles et militaires ont posé le 23 mai 1830, la première pierre des ouvrages extérieurs; une médaille a été frappée à cet effet à l'effigie du Roi, et au millésime de 1830; la médaille et un contrôle général de l'armée, avec les noms de tous les officiers et employés en activité ont été déposés dans une boîte et scellés dans le mur de la citadelle.

Danemarck. — Le Roi vient de supprimer l'école d'artillerie, et d'établir une *école centrale des hautes études militaires.* L'adjudant-général et quartier-maître-général Bulow a été nommé gouverneur de cette école. Le lieutenant-colonel Abrahamson en est le directeur, le major de Fibiger

le sous-directeur, et le capitaine Tschernieug le professeur en premier.

La durée du cours est fixée à quatre ans; dans les deux premières années, les élèves apprendront les mathématiques la géométrie descriptive, la physique, la chimie, la topographie, les langues vivantes et les belles-lettres.

Un examen général couronnera les études des deux premières années; les élèves y seront classés par ordre de mérite, et recevront une destination conforme à leurs moyens; telle que le corps d'état-major, le génie, l'artillerie, les ponts-et-chaussées, le corps des artificiers. Ils apprendront, selon l'arme à laquelle on les destine, la mécanique, l'histoire militaire comparée, la stratégie, l'architecture militaire et civile, la construction des ponts, chaussées, digues, canaux et écluses; l'hydrotechnique, les levés, la castramétation; l'instruction sera basée sur le travail personnel des élèves, les professeurs doivent plutôt les diriger que les aider dans leurs études.

Angleterre. — Le gouvernement, par un ordre du 14 novembre 1829, a apporté quelques modifications dans le tarif de la solde de retraire; on y remarque les dispositions suivantes; l'officier qui, à la suite d'une blessure, a eu un membre fracturé, ou un œil endommagé, a droit, outre sa pension ordinaire, à une gratification d'une année de solde.

La perte absolue d'un membre ou d'un œil donne droit, outre la pension affectée au grade, à une gratification de dix-huit années de solde entière.

Les gratifications ci-dessus étant un juste dédommagement pour la lésion ou la perte d'un membre, l'officier pourra cumuler toute autre solde, traitement ou pension auquel il a droit.

A compter du 1er décembre 1829, les sous-officiers et soldats ne pourront plus être pensionnés que pour :

1° Ancienneté de service.

2° Blessures reçues à la guerre.

3° Infirmités contractées après quatorze années de service.

4° Infirmités contractées avant quatorze années de service.

Le soldat enrôlé sans terme (à vie) ne peut jamais prétendre à la pension, le gouvernement la lui accorde pour ancienneté de service, pour blessures ou infirmités contractées au service.

La pension pour ancienneté s'accorde à 24 ans de service révolus pour un cavalier, et à 21 ans pour le fantassin.

La pension pour ancienneté de service à 24 ans pour le cavalier est de 1 fr. 20 cent. par jour et à 28 ans de service de 1 fr. 40. Elle est pour le fantassin à 21 ans de 1 fr. 20 c. et à 25 ans de 1 fr. 40 cent. Les sous-officiers, s'ils ont trois ans de grade, ont un supplément de pension en raison de 12 cent. par jour pour le sergent-major, de 10 cent. pour le sergent-quartier-maître, de 5 cent. pour le sergent et de 3 pour le caporal.

La perte de deux membres donne droit à une pension journalière de 2 fr. 70 cent. à 3 fr. 70 cent. au sergent-major; de 1 fr. 80 cent. à 2 fr. 20 cent. au caporal, et de 1 fr. 20 à 1 80 cent. au soldat.

La lésion de membre, qui, sans perte, empêche néanmoins de travailler, donne droit à une pension journalière au sergent-major de 2 fr. 50 cent. à 3 fr., au caporal de 1 fr. 40 cent. à 2 fr. 50 cent, et au soldat de 1 fr. 20 cent. à 1 fr. 60 cent.

Les blessures ou infirmités qui ne rendent pas inhabiles au travail, autre que le service militaire, donnent droit au sergent à une pension de 1 fr. 20 cent. à 1 fr. 80 cent., au caporal de 80 cent. à 1 fr., au soldat de 60 cent. à 90 cent.

Les sous-officiers et soldats qui, depuis quatorze à vingt-quatre ans de service dans la cavalerie, et depuis quatorze à vingt-un ans dans l'infanterie, sont réformés pour cause d'infirmités, reçoivent après cinq ans de grade, une pension journalière de : 80 cent. à 1 fr. 50 cent. par sergent, de 70 cent. à 1 fr. par caporal et de 60 cent. à 80 par soldat.

Les sous-officiers et soldats, réformés avant quatorze années de service, ont droit à un traitement temporaire, pendant deux et trois ans pour dix années de service ; un à deux ans pour sept années de service, et à un secours temporaire pendant un an à dix-huit mois, pour moins de sept ans de service.

Si les hommes de cette dernière catégorie préfèrent une somme une fois payée, le traitement temporaire est converti en un secours de 25 fr. à 450 fr.

Bavière. — On a ouvert le 2 juin de cette année un vaste établissement de natation à Ulm, pour la garnison de cette place; les autorités civiles et militaires y assistaient, le colonel comte d'Ysenbourg préside l'école qui est destinée à fournir des professeurs à toute l'armée bavaroise.

Autriche. — Quelques mutations viennent encore d'être opérées dans l'état-major-général de l'armée ; on remarque entre autres la nomination du feld maréchal Flügel au commandement de la place de Komorn, et celle du général major de Bergen au commandement d'une brigade dans le Tyrol.

— Ont été promus à des grades supérieurs MM. le général major de Luxen, les colonels Marschal, comte Oelz, Resch, comte Wratislav, ainsi que le major prince Charles de Hesse.

Royaume de Saxe. — Le Roi accompagné des princes, Maximilien, Frédéric et Jean, a assisté aux manœuvres du polygone de l'artillerie; Sa Majesté a témoigné hautement

sa satisfaction sur la célérité des mouvemens et la justesse du tir.

Russie. — Le 18 avril, S. M. l'Empereur a adressé au grand duc Constantin le rescrit suivant :

« J'ai approuvé le 13 février dernier, un projet d'organi-
» sation concernant le corps des cadets, dans les principaux
» gouvernemens militaires; j'ai chargé en même temps la
» Commission des bâtimens publics de la construction des
» bâtimens nécessaires à cet effet. L'état-major des colonies
» militaires aura désormais l'administration des fonds desti-
» nés aux corps des cadets provinciaux, il proposera la
» distribution extérieure des locaux, et en surveillera la
» construction.

» Votre Altesse impériale, conformément à l'ordre du 10
» août 1805, demeurera chargée de la direction suprême de
» tous les corps d'instruction de la monarchie; elle voudra
» bien étendre sa sollicitude sur les nouveaux établissemens.
» Un conseil d'instruction militaire est nommé pour la se-
» conder; ce conseil est composé ainsi qu'il suit; le général
» d'infanterie comte Tolstoi président; S. A. I. le grand duc
» Michel, le général du génie comte Opermann, l'adjudant-
» général Golmitsch-Kutusow, le ministre de l'instruction
» publique, général d'infanterie, prince Liéven, et l'adju-
» dant Demidow, membres.

» Votre Altesse Impériale voudra bien prendre les dispo-
» sitions nécessaires à cet effet.

NICOLAS.

— L'empereur, par son ukase du 2 mai dernier, a décrété l'érection d'un hôtel impérial des invalides à St.-Pétersbourg, pour les militaires de l'armée de terre devenus infirmes au service de la patrie.

— Le général Suchtelen II, chef de l'état-major de l'empe-

reur, et adjudant général de S. M, a été nommé gouverneur civil et militaire de la province d'Orenbourg, et commandant en chef du corps détaché qui porte ce nom.

— Le vice-amiral Hal a été promu à la dignité d'amiral, et à l'emploi de gouverneur militaire et civil de la province et du port d'Archangel.

— D'après le rapport officiel du *comité des Invalides*, formé par ukase du 18 août 1814, cent dix-neuf officiers de l'armée de terre, ont obtenu des emplois civils dans les diverses administrations pendant l'année 1829.

— Le 7 mai, l'empereur a passé en revue une partie de la garnison de St.-Pétersbourg; les troupes étaient commandées par le grand-duc Michel; elles étaient formées sur cinq lignes, dans l'ordre suivant :

1re ligne : Une division d'infanterie de la garde, ayant à sa droite le corps des pages, à sa gauche, la compagnie des sous-enseignes de la garde, les compagnies des guides, un bataillon de gardes nobles, et le corps des cadets de la marine.

2e ligne : Une division d'infanterie de la garde, encadrée par les 1er et 2e corps des cadets, et une division d'élèves de l'école d'artillerie, les sapeurs de la garde, les bataillons-modèles de pionniers et de carabiniers.

3e ligne : Une division de cuirassiers de la garde.

4e ligne : Une division de cavalerie légère de la garde.

5e ligne : Toute l'artillerie de la garde, de la ligne et de la garnison.

Ces troupes formaient environ 30,000 hommes; elles revenaient, à l'exception des corps d'instruction, de la campagne de Turquie. Leur tenue, et la précision de leurs manœuvres sur un terrain circonscrit (vis-à-vis le jardin d'été), ne laissaient rien à désirer.

Suisse. — Un vagabond du nom de Galliar, âgé de 23

ans, ayant commis un vol de nuit, a été condamné par la justice du canton de Schwitz à l'exposition au carcan, à la flagellation par la main du bourreau, au bannissement et aux frais du procès, si mieux il n'aimait contracter un engagement de huit ans dans un des régimens capitulés au service étranger.

Le vagabond, après les vingt-quatre heures qui lui avaient été laissées pour faire son choix, a préféré la peine corporelle, afflictive et infamante, le bannissement même, au service militaire! On ne sait ce dont on doit s'étonner le plus, ou de la conduite du magistrat ou de celle du vagabond.

BIBLIOGRAPHIE MILITAIRE.

OUVRAGES FRANÇAIS.

Cours élémentaire d'administration militaire, par M. Vauchelle; tom. III. Appendice, service de campagne. In-8. de 30 feuilles; les deux premiers volumes, 14 francs. Chez Magimel et Anselin, rue Dauphine.

Fragmens historiques relatifs à la campagne de 1815 et à la bataille de Waterloo, par le général Grouchy. Lettre à MM. Méry et Barthélemy. In-8. d'une feuille 3/4. Delaunay, Palais-Royal.

Livre élémentaire de lecture, ou exercice gradué pour apprendre facilement à lire, à l'usage des écoles militaires; par l'abbé Meyer. In-12. Strasbourg. Heitz.

Force et faiblesse militaire de la France? Essai sur la question générale de la défense des États, et sur la guerre défensive, en prenant pour exemple les frontières actuelles et l'armée de France; par Paixhans. In-8. de 29 feuilles. Paris, Bachelier, quai des Augustins, n. 46. Prix: 7 fr. 50.

Monumens et ouvrages d'art militaire antique. Deux volumes in-4. avec 13 planches. Chez Renaud, rue de Touraine, n. 6.

Mémorial de sir Hudson-Lowe, relatif à la captivité de Napoléon à Sainte-Hélène, avec le portrait de l'auteur et une vue de Longwood, In-8. de 25 feuilles. Prix: 7 fr. 50 c. Paris, chez Dureuil.

Voyage militaire dans l'Empire ottoman, ou Description de ses frontières et de ses principales défenses, soit naturelles, soit artificielles; avec 6 cartes géographiques; par Félix de Beaujour. Tom. II. In-8. de 48 f. Chez Didot, rue Jacob, n. 24.

Annuaire de la maison militaire du Roi; par Mr Fauvel. Quatrième année. In-18 de 7 feuilles. Rue Grenelle-Saint-Honoré, n. 10.

Traité sur la guerre contre les Turcs, par le lieutenant-général baron de Valentini, traduit par L. Blesson. Un vol. in-8., avec cartes et plans. A Paris, chez Anselin. Prix: 12 fr.

L'Esprit de l'homme de guerre, ou Essai moral, historique et théoripratique sur l'art militaire; par le capitaine L. A. d'Esmond. Un vol. in-8. Paris, chez Corréard jeune, passage Saulnier, n. 13, et chez Anselin, rue Dauphine, n. 9. Prix: 12 fr.

Livret des commandemens, dédié à tous les officiers et instructeurs de cavalerie, renfermant tous les mouvemens expliqués ou indiqués par l'ordonnance du 6 décembre 1829. Un fort vol. in-8. de 17 feuilles. A Paris, chez Anselin, rue Dauphine, n. 9. Prix: 5 fr.

Observations sur la guerre de la succession d'Espagne, par M. Duvivier, capitaine au corps royal du génie. Deux volumes in-8. A Paris, chez Corréard jeune, passage Saulnier, n. 13, et chez Anselin, rue Dauphine, n. 9. Prix: 15 fr.

Histoire de Frédéric-le-Grand, par M. Camille Paganel. Deux volumes in-8 A Paris, chez Achille Desauges, libraire, rue Jacob, n. 5. Prix: 15 francs.

OUVRAGES ÉTRANGERS.

Anhandlung uber die Algemeinen

grundsatze. — Traité des principes généraux, des forces, et de la facilité d'application du système des fusées incendiaires à l'artillerie à cheval ; par le baronet Congreve, traduit de l'anglais en allemand. Un vol. gr. in-4. de 8 f. 1/2. à Weimar. Prix : 2 thaler.

Plan von Berlin, oder nachweisung samtlicher strassen. — Plan de Berlin, ou Guide et indication de toutes les autorités civiles et militaires, ainsi que l'emplacement de l'armée prussienne. Berlin.

Feldzug der Russen von 1829. — Campagne des Russes en 1829, et du commerce universel des Russes, de Constantinople et du sultan Mahmoud II. Dresde. Schalsmann.

Erinnerungen aus den feldzügen, des Sachsischen corps. — Souvenirs des campagnes du corps d'armée sous les ordres du comte Reynier, en 1812 ; provenant des documens de feu le lieutenant-général Sunck. Un vol. in-8. de 14 feuilles. Dresde. Arrol.

IMPRIMERIE DE SELLIGUE,

RUE DES JEUNEURS, N° 14.

RAPPORT

DÉTAILLÉ

DU PASSAGE DU RHIN,

LE 1er FLORÉAL AN V (20 AVRIL 1797),

Des journées 2 et 3 suivans, par le général Vandamme (1).

Le 29 germinal, je reçus l'ordre du général de division Duhesme, d'approcher du Rhin les troupes que je commandais, et de me préparer à passer ce fleuve. On me déféra le commandement de l'avant-garde qui devait faire le premier débarquement.

J'étais d'autant plus flatté de cette déférence, que je croyais être en redevance envers mes camarades qui avaient défendu Kehl et Huningue avec tant de talent, de courage et d'opiniâtreté, tandis que j'étais en congé chez moi pour réparer ma santé. J'étais déterminé à me sacrifier pour que

(1) La publicité que nous donnons à cette pièce ne peut qu'accroître la réputation de son auteur, qui s'y montre aussi généreux et bienveillant envers ses frères d'armes qu'il était brave. Nous n'avons pas voulu changer une phrase, une expression, crainte de lui ôter le caractère de vérité qu'elle porte, et de sacrifier peut-être des détails précieux pour ceux qui veulent ou écrire l'histoire, ou étudier l'art de la guerre. Mais nous avons supprimé quelques mots sur la constitution de l'an III, et vers la fin une longue tirade sur les bienfaits de la paix. (*Note de l'éditeur.*)

cette importante opération réussît, sachant combien elle influerait sur la position de l'armée du général Bonaparte, en même temps qu'elle obligerait l'ennemi à une forte diversion en faveur de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Ayant étudié les projets et plans du passage, je visais plus sûrement au but. Il fallait passer le Rhin et s'y maintenir : tels étaient les ordres du général en chef; tel était aussi le vœu de tous mes camarades; tout est mis en œuvre pour en assurer la réussite; et, quoique bien des choses nous manquent, rien ne nous arrête: chacun s'empresse de lever les obstacles qui pouvaient tromper nos désirs en faisant manquer l'expédition. Les ingénieurs, les sapeurs, les pontonniers, tout le monde travaille; et pourtant le 1er floréal au jour, tous nos efforts n'avaient pu suffire à nous procurer la quantité de bateaux nécessaires à l'expédition. Le temps pressait, les troupes étaient au rendez-vous, au point d'embarquement; mais, par une de ces fatalités contradictoires qui se rencontrent presque toujours dans ces sortes d'entreprises, malgré les soins des ingénieurs qui étaient tous les jours sur la rivière d'Ill pour la sonder, il se rencontre des bancs de gravier qui arrêtent les bateaux. Le général Desaix en est informé; il y envoie un bataillon de sapeurs pour travailler et porter les bateaux en cas de nécessité; car enfin de manière ou d'autre, il fallait qu'ils passassent. Le général Duhesme s'y rend de sa personne, donne le premier l'exemple, ainsi que le général Jordy, aux sapeurs, se met à l'eau pour désengraver les bateaux. Bientôt il est suivi par plusieurs compagnies, qui à force de bras et après bien des efforts, parviennent à en faire passer une vingtaine des plus petits au point d'embarquement, où de suite dans les six premiers on place deux compagnies de grenadiers, et un bataillon de la 76e demi-brigade. Cette petite flotille composait l'avant-garde, et était commandée par l'adjudant

général Heudelet, à qui j'avais adjoint mon aide-de-camp Gobrecht ; le capitaine Savary, ancien aide-de-camp du général Férino ; les ingénieurs Sabatier et Lacoste. Le temps pressait, et, comme il n'en fallait point perdre pour réussir, on embarque promptement la moitié de la 100me sur dix autres bateaux, dont le commandement m'était réservé. Le général Davout devait me soutenir avec quatre bataillons; mais que faire ? les bateaux manquent. Soixante était le nombre nécessaire à l'exécution du plan, et il n'y en avait que vingt-cinq. Ceux arrivés au point d'embarquement, et qui déjà étaient chargés de troupes, n'avaient point de rames ; on ne pouvait alors passer sans craindre de dériver et de faire échouer l'expédition. On est informé que le bateau qui porte les rames est engravé. Le général Moreau lui-même y court, se jette à la rivière, prend une rame qu'il apporte sur la digue. Son exemple est bientôt suivi par les officiers d'état-major, et par tout un bataillon qui, traversant la moitié de la rivière, va au bateau, et prend jusqu'à la dernière. On triomphe dans ce cas d'une nouvelle difficulté qui eût arrêté tous autres que des républicains qui ne connaissent plus de dangers, lorsqu'ils y voient de la gloire pour leur patrie. Les rames sont apportées aux bateaux, à la satisfaction des braves soldats qui y sont embarqués, et qui n'attendaient que le signal du départ pour combattre. Il était six heures, et déjà il faisait grand jour. Nous avions un quart de lieue à naviguer, à la vue de l'ennemi qui était sous les armes et à ses pièces. A peine les bateaux étaient-ils organisés en ligne pour éviter la confusion en débarquant, que le canon de la fausse attaque de Kehl tonne. L'ennemi sur le qui vive, prévenu par cet éveil, avait l'avance sur nous. Pourtant tout est prêt, je fais filer l'avant-garde aux ordres de l'adjudant-général Heudelet, en sorte que son dernier bateau était à 25

toises du premier, du 2me embarquement sur lequel j'allais monter : je fis mes adieux au général Duhesme qui, ne devant être que du 2me embarquement, me dit qu'il ne pouvait attendre. N'écoutant alors que son zèle, il s'embarqua sur le troisième bateau, en même temps que moi sur le premier, jurant de vaincre ou de périr pour nous. Apercevant le général Reynier, chef de l'état-major, occupé à organiser le second passage, à placer les troupes qui arrivaient, je lui demande ses derniers ordres et les intentions définitives du général en chef, il me répond *qu'il faut passer, s'y maintenir ou s'y faire tuer* : je lui répliquai que cet ordre serait ma loi.

Sur le premier bateau, où j'avais la 1re compagnie de grenadiers de la 100me, étaient avec moi le chef de bataillon Poitevin et le capitaine Vangeglingen, ingénieurs. Il y avait des nacelles préparées pour les généraux pour plus de sûreté; mais aucun n'en voulut. Les soldats encouragés par notre présence, ne demandaient qu'à partir; tout est prêt, l'ordre du départ est donné. Nous jurons tous de passer le fleuve ou de nous engloutir sous ses flots. Arrivés au débouché de la rivière d'Ill, nous sommes aperçus de l'ennemi qui fait feu, et de la rive tire le canon contre nos bateaux; six soldats sont tués dans la troisième barque, et neuf blessés du même coup. Ceci ne fait qu'augmenter le courage des autres, ils veulent combattre, ils crient aux Autrichiens, *nous arrivons, tenez-vous prêts*. Avec de tels soldats, que n'oserait-on pas entreprendre ?

Il faut observer que le premier point de débarquement était entre la grande maison du péage et le bras du Rhin qui conduit près du village de Bischoffsheim : mais il eût été imprudent de tenter le débarquement sur ce point le plus armé, le mieux gardé et le plus difficile à aborder, en vue à la position que je pouvais parfaitement distinguer.

Je fis donner le signal à l'avant-garde de débarquer à la pointe de l'île devant le village de Diersheim, où l'ennemi avait trois cents hommes d'infanterie du régiment d'Alton, et quelques piquets de chevau-légers.

Le débarquement s'est effectué sous le feu de file terrible de cette infanterie embusquée. Mon aide-de-camp Gobrecht, et Savary, débarquent les premiers, forment une compagnie de grenadiers de la 76me en pelotons et marchent en avant en battant la charge. Les deux tambours sont tués; huit ou dix grenadiers éprouvent le même sort; le peloton se rompt : l'ennemi s'avance à grands pas; mais 100 hommes débarquent à temps. Le chef de la 76me, avec le capitaine du génie Sabatier, les dispose en tirailleurs derrière les digues et les arbres; leur feu arrête l'ennemi. Tandis que l'adjudant-général Heudelet fait tous ses efforts pour le soutenir, nos forces s'accroissent, des pelotons se forment, et je fais mon débarquement; je forme les sept cents hommes de la 100e dont faisaient partie les trois compagnies de grenadiers, et je renvoie les bateaux sur l'autre rive; toutes dispositions faites, je marche en colonne serrée jusqu'à deux cents toises en avant du point de débarquement : je me mets en bataille; je rallie les tirailleurs que j'avais devant moi, je les jette sur mes flancs pour les couvrir, et je commande des feux de bataillon, de peloton et de deux rangs. L'ennemi frappé, recule pour attendre ses renforts : je le fais harceler par des tirailleurs qui le suivent jusque dans le village de Diersheim, où il m'attend de nouveau pour combattre. Mais, intéressé moi-même à attendre le second renfort, je reste à l'observer. Tandis que le général Duhesme se porte sur la gauche pour éclairer notre position, ma troupe s'accroît et se rallie; je cours reconnaître le terrain, j'envoie presser l'arrivée du général Davout qui arrive après un grand quart-d'heure : aussitôt je

commande d'avancer au 1er bataillon de la 100me, avec lequel j'étais débarqué, et une partie du 2me. Cette troupe s'avance en colonne d'attaque sur le village de Diersheim sous les ordres des adjudans-généraux Heudelet et Demont, pendant que les aides-de-camp Gobrecht et Savary dirigeaient les deux compagnies de grenadiers et un bataillon de la 76me. J'allais attaquer de vive force ce village, dont je sentais l'importance, alors que j'apprends que le général de division Duhesme est blessé, et hors de combat. Je fais suspendre l'attaque de Diersheim, je cours à ma gauche, d'où l'ennemi avançait à grands pas vers notre point de débarquement (je vois de loin qu'on emporte le général Duhesme). Je rallie un peloton de 25 à 30 hommes, je fais battre la charge, je prie le général Davout d'avancer avec sa troupe; ce qu'il fait. La moitié se dirige vers ma gauche et l'autre reste en réserve. L'ennemi, voyant nos dispositions prises et sa marche inutile, se retire et nous laisse le temps de nous renforcer. Je dispose tout pour l'attaque différée; l'ennemi, de son côté, formait ses lignes dans la plaine, derrière le village, et pressait autant que possible l'arrivée de ses renforts. Il fit à l'instant approcher trois pièces de canon à la gauche du village. Il en fit un feu très-vif qui nous gêna en nous tuant et nous blessant bien du monde. Cela ne nous empêcha point de garder notre position ni de nous déterminer à enlever le village. Après plusieurs tentatives, et un choc assez vif, le général Duhesme étant blessé, je pris le commandement de toutes les troupes qui étaient sur la rive droite, et ayant consulté avec le général Davout, je lui donnai l'ordre d'attaquer le village; après avoir disposé nos troupes, le feu commença.

Après une heure de combat, de feu, et des charges très-vives qui nous ont beaucoup coûté, l'ennemi est repoussé et contraint de nous céder le terrain.

C'est ici que je ne saurais me servir d'expressions assez fortes pour rendre le courage du 1.er bataillon de la 76.me, des grenadiers du 2e bataillon de la même demi-brigade, d'une partie de la 100.e, et surtout des grenadiers : tout fut mis en usage, le coup de feu, la baïonnette, la crosse; enfin, on s'est pris par les cheveux. C'est aux talens du général Davout, à sa persévérance, à la constance des adjudans-généraux Heudelet et Demont, à tous les officiers d'état-major, que nous devons enfin le premier dénouement du récit que j'entreprends de vous tracer.

Ce succès exalta le courage de nos troupes, ralentit les opérations de l'ennemi, et fortifia singulièrement notre position, en cela que nous avions mieux le temps de faire passer nos troupes, de former le pont volant, de préparer celui de bateaux et de faire approcher les autres divisions de l'armée, de manière qu'elles fussent prêtes au passage, sitôt le pont jeté. Car il fallait s'attendre à de nouvelles tentatives de l'ennemi contre nous, et se mettre en mesure d'opposition pour le lendemain. Il était bien naturel que l'ennemi fît arriver tous les renforts possibles pour s'opposer à nos progrès qui devaient déterminer promptement le succès de la campagne.

La 16.me demi-brigade d'infanterie légère ne pouvait arriver plus à propos pour défendre les entrées du village, quand l'ennemi l'attaquait de toutes parts, à différentes reprises, avec l'opiniâtreté du désespoir et de la rage. La droite du village, le long du faux bras du Rhin, est en même temps attaquée par l'ennemi. Un demi-bataillon de la 16.me s'y porte à grands pas, charge, et par un feu bien soutenu emporte le terrain couvert de morts et de blessés. Ce petit avantage fortifie encore notre position, d'autant mieux que le passage se faisait avec plus d'activité. Vers les dix heures, l'ennemi dirige une attaque générale sur toute

la ligne, depuis Bischoffsheim jusqu'à la droite d'Honau : il réussit, à force de sacrifices, et par la supériorité que lui donnait son artillerie contre nous, qui n'avions que deux petites pièces ; presque partout nos troupes sont forcées à se retirer : mais les réserves, en position, rassuraient nos soldats et me laissaient sans inquiétude. Un bataillon de la 31e et un de la 100e secoururent la gauche; le succès répondit à leur courage. Au centre l'ennemi est également forçé par un bataillon de la 17e soutenu par trois compagnies de grenadiers de la même demi-brigade qui reprennent le terrain perdu. La droite seule nous occupe, un bataillon de la 31e, et quelques compagnies de la 16e secourent les nôtres qui, encouragés par ce renfort, battent la charge et forcent aussi l'ennemi à la retraite.

Une heure se passe tandis que l'ennemi rallie ses corps, renouvelle ses tirailleurs, presse l'arrivée de ses renforts, répare ses passages. Il fait reconnaître son terrain et étudie nos mouvemens. Nous avons le même soin.

Vers les onze heures l'ennemi réunit toutes ses forces sur le centre, en ne montrant que peu de monde sur ses ailes. Le général Desaix étant alors arrivé, tâche, en parcourant le front, de reconnaître les forces et les projets des ennemis, qui dans l'instant même forment leurs lignes sous la protection de leur artillerie, qui fait un feu très-vif sur le village de Diersheim, et l'incendie en partie par ses obus. Je donne l'ordre aux troupes du centre de se retirer jusque dans le village, et à deux bataillons de la 17e, qui étaient en réserve, et à un de la 76e de se rendre au village, où ils se tiendraient en colonne serrée, prêts à déboucher au besoin. L'ennemi marche en colonne d'attaque jusqu'à cinquante toises du village. Il le pouvait d'autant mieux que j'avais ordonné la retraite, et que peu de monde lui résistait. Etant arrivé bien à portée, ses tirailleurs déjà

aux jardins, nos grenadiers embusqués se montrent, et font un feu terrible. Les deux bataillons de la 17ᵉ et celui de la 76ᵉ débouchent en colonne, marchent sur l'ennemi en battant la charge, se déploient, et font un feu si bien soutenu que l'ennemi est de nouveau contraint à la retraite. Pourtant je ne pouvais lui faire autant de mal que je le désirais, n'ayant encore qu'une petite pièce de quatre, l'autre ayant été démontée, et la cavalerie n'ayant pas encore passé le Rhin.

Les généraux Davout et Jordy, avec les adjudans généraux Demont et Heudelet, dirigeaient cette défense, qui leur fera toujours honneur par les talens et le courage qu'ils y ont mis. Les chefs de corps n'en ont pas eu moins de mérite par leur zèle et la promptitude à faire exécuter les manœuvres qui leur ont été commandées. C'est ainsi que j'aime à rendre justice au brave chef de brigade Bord, commandant la 17ᵉ, qui, quoique très-ancien officier, se trouvait partout toujours à propos, pour ranimer le courage de ses soldats et la vigilance des officiers. Je ne puis non plus oublier le chef de brigade Goré, commandant la 76ᵉ, qui, par sa bravoure et son empressement à seconder ses généraux, mérite de grandes louanges. C'est le même chef qui s'est si bien conduit à Kehl, lorsque sa demi-brigade était chargée de la défense de l'ile d'Erlerine (1).

Lorsque tout ceci se passait au centre, le corps que l'ennemi avait dirigé sur notre droite le long du Rhin, fit reculer les tirailleurs que j'y avais placés, et auxquels je n'avais pu donner de réserve en appui : mais quatre compagnie de la brave 109ᵉ, qui venaient de passer le Rhin, s'y portèrent, sous les ordres du général Davout et de mon aide-de-camp Gobrecht. L'ennemi voyant arriver cette

(1) Ehrlen-Rhein. (*Note de l'éditeur.*)

petite colonne en bon ordre et au pas redoublé, crut prudent de se retirer, mais on ne lui en laissa point le temps : le général Desaix, qui se trouva précisément sur ce point, ne tarda pas à déterminer le général Davout à faire charger l'ennemi. Lui-même, à la tête, fait battre la charge, et bientôt l'ennemi en déroute ne sait plus où se retirer ; ce fut dans cette mêlée que le général Desaix reçut sa blessure à la cuisse droite, après avoir sabré pendant quelques minutes. On fit dans cette affaire cent cinquante prisonniers du régiment de Kaunitz, arrivant de Kehl. On laissa beaucoup de morts sur le carreau, et, quoique retranché derrière une digue, l'ennemi perdit plus que nous.

Ce n'est point à moi à faire l'éloge du général Desaix, dont le nom et les talens sont connus de nos ennemis et de la France entière. Les brillantes affaires où il a commandé, et les blessures dont il est couvert le rendent à jamais recommandable.

L'ennemi, depuis ce temps, n'a plus attaqué notre droite, ce qui a beaucoup aidé la défense de notre centre, où on ne cessait de combattre. Après avoir parcouru toute la ligne, et m'être concerté avec les généraux Jordy et Davout, je suis allé voir le général Desaix, que l'on emportait vers le pont volant qui venait d'être établi. Je saisis cette occasion, tout étant tranquille, pour passer sur l'autre rive rendre compte de notre position et de celle des ennemis au général en chef, qui me donna de nouveaux ordres, et de suite passa le Rhin avec moi. Je fis presser le passage de quelque cavalerie ; de cent hussards du 9e régiment, et de cinquante dragons du 17e régiment. Les trois pièces d'artillerie légère, aux ordres du capitaine Gras, suivirent.

Il était assez à propos que nous arrivassions, car l'ennemi disposait ses troupes pour une nouvelle attaque. J'ac-

compagnai le général Moreau en avant de notre ligne, pour qu'il eut à juger de la position, des projets et des forces de l'ennemi. Dès que le général en chef eut fait cette reconnaissance, il me donna ordre de me bien défier de mon centre, et de placer toujours mes réserves en appui, prêtes à secourir le village de Diersheim, contre lequel l'ennemi dirigeait ses principales attaques. Je me mets en mesure; les ordres sont à peine donnés que l'ennemi attaque avec toutes ses forces le village de Diersheim, en négligeant sa droite et sa gauche; il paraît décidé à l'enlever. Trois bataillons arrivent dans cet instant (deux de la 17ᵉ, un de la 31ᵉ avec trois compagnies de grenadiers, dont une de la 109ᵉ). L'adjudant-général Heudelet dirige cette colonne : je lui avais recommandé de marcher bien serré et de ne rien dire à nos troupes légères qui se retiraient du village duquel l'ennemi s'était déjà emparé en partie. Cette colonne de trois bataillons, dont je viens de parler, arrête l'ennemi; dans cet instant le général en chef lui-même commande la charge pour forcer l'ennemi à sa retraite du village, afin d'avoir plus de terrain pour mieux déployer et agir plus efficacement. Tout réussit : l'ennemi cédant à nos efforts nous laisse la place; on lui tue beaucoup de monde et on lui fait quelques prisonniers. Je me tais sur le compte du général en chef : les hommages que je lui rendrais seraient trop peu de chose pour tant de mérite; d'ailleurs ce n'est point à moi à le juger.

Tandis que le choc avait lieu sur le centre, le général Jordy qui était à la gauche avec un bataillon de la 100ᵉ, un de la 31ᵉ et quelques compagnies de la 16ᵉ légère, défendait avec opiniâtreté la digue qui conduit à Bischoffsheim, il y tint l'ennemi en échec sans avoir beaucoup sacrifié, quoique l'ennemi eût trois pièces de canon dans une redoute, avec lesquelles il foudroyait notre gauche. De son côté le général

Davout força l'ennemi devant notre droite et se rendit maître d'Honau. J'en imposai beaucoup à la gauche de l'ennemi en me portant dans la plaine entre Diersheim et Honau avec cent chevaux du 9e régiment de hussards qui furent la première cavalerie que l'ennemi vit déboucher, en même temps que trois pièces d'artillerie légère firent un feu très-vif sur la gauche en arrière de Diersheim. En observant l'objet de nos mouvemens avec le général Reynier, nous vîmes l'inquiétude de l'ennemi qui dès-lors renonça à nous attaquer et fit sa retraite vers les hauteurs d'Haltzhausen. Si dans cette circonstance nous eussions eu plus de cavalerie et d'artillerie pour le suivre, nous lui eussions tué beaucoup plus de monde.

Enfin il fallait penser à nous rallier, à faire rafraîchir nos troupes, à pourvoir aux munitions et à secourir et transporter nos blessés, car depuis douze heures on n'avait cessé de combattre. C'est ici que je donne des éloges bien mérités à l'adjudant-général Guarabuau, à ses deux adjoints, à tous les autres officiers de l'état-major, qui, chacun de leur côté, ont coopéré aux succès de cette journée brillante. Je ne puis assez me louer de l'adjudant-général Jarry qui se trouvait partout, ainsi que l'adjudant-général Pélissart. La nuit arrivant, je vois que l'ennemi ne veut plus attaquer : je reconnais les positions de repos, je les indique aux troupes et je répartis le commandement. Il fait nuit : tout est tranquille : on travaille à grande force au pont de bateaux.

Le 17e de dragons est en entier sur la rive droite : des officiers d'état-major sont expédiés pour faire approcher du Rhin les troupes qui doivent passer pendant la nuit. Le général en chef avec le chef de l'état-major Reynier arrive ; nous nous concertons tous pour la nuit, au cas de besoin. Toutes les mesures sont prises : le général en chef donne ses ordres et chacun se rend à son poste. Le général Davout est

chargé de la droite avec l'adjudant-général Jarry; l'adjudant-général Demont, du centre et du village de Diersheim; l'adjudant-général Pélissart, de la gauche avec l'adjudant-général Heudelet; le général Jordy, près du pont, pour organiser en réserve les troupes qui devaient passer le Rhin; l'adjudant-général Guarabuau est chargé de faire approcher du Rhin les troupes, les vivres et les munitions.

Je vais parcourir toute la ligne: je commence par ma droite, en quittant le général en chef. Tout était en position et tranquille dans cette partie-là. La brave 109ᵉ gardait avec soin le village d'Honau, que sa bravoure avait enlevé dans l'après-midi. Le chef de brigade Boulard avait aussi bien établi ses postes qu'il avait su bien faire battre sa troupe dans le jour. Tout-à-coup j'entends un feu très-vif à ma gauche; voulant en connaître le sujet, j'y cours en me faisant suivre du 17ᵉ régiment de dragons, quoiqu'il fasse nuit. Le feu approchait fortement du point où on établissait notre pont, quand j'arrive et que je trouve le général en chef lui-même occupé à rallier la troupe qui était en déroute sans être poursuivie de l'ennemi. Il a fallu une heure pour faire cesser le feu : on tirait de toutes parts sans pouvoir dire pourquoi. La 16ᵉ demi-brigade d'infanterie légère avait commencé cette déroute par l'inconséquence d'une vingtaine de chasseurs qui forcèrent deux ou trois tambours à battre la charge pour épouvanter (dirent-ils) l'ennemi et prendre les canons (il est bon d'observer que l'ennemi avait deux canons à la gauche de Bischoffsheim). Mais cela réussit si mal que nos soldats surpris par le bruit, ne surent plus que devenir. Croyant l'ennemi partout, chacun tirait au hasard sans savoir sur quoi. Cependant l'ordre se rétablit, les mêmes postes sont de nouveau occupés, grâces aux soins de tous les officiers supérieurs, à commencer par le général en chef.

J'ordonne à la 16e légère de se retirer près du pont : et pour la punir plus sévèrement de ce désordre, je lui enjoins de se rendre le lendemain à Bischweiller pour de là se diriger sur Landau. Cet exemple était nécessaire pour les autres troupes dont j'allais avoir besoin le lendemain. La nuit se passa à tout organiser et à se préparer à combattre de nouveau, car il était probable que le jour suivant l'ennemi ferait tous ses derniers efforts, sinon pour nous faire repasser, du moins pour arrêter notre marche. Le général Latour faisait avancer toutes les troupes possibles entre Bischoffsheim et Honau pour y défendre la position en avant de la grand'route de Rastadt à Kehl, la droite appuyée à Freystett, le centre à Linx, la gauche à Litzenheim. Nous de notre côté nous avions tout fait pour l'établissement du grand pont qui a été en état à minuit. Le 4e de dragons, le 2e de cavalerie, une compagnie d'artillerie légère avaient passé avant le jour; les différens corps de la division du général Dufour passèrent avec la brigade du général Lecourbe; la réserve de cavalerie était en colonne près du pont. Au petit jour, toutes nos troupes étaient au point indiqué, prêtes à se défendre si l'ennemi eût attaqué.

Après avoir visité toute notre ligne, j'allai reconnaître celle de l'ennemi que j'ai trouvée beaucoup renforcée, et différemment établie que la veille. Le général Starray était venu prendre le commandement, et le général Klinglin restait en sous-ordre. Les troupes du Haut-Rhin étaient venues de huit lieues, et d'autres les suivaient encore. Celles venant du côté de Philisbourg et Manheim avaient marché toute la nuit pour renforcer le corps du général Starray. Je ne savais que conclure des dispositions de l'ennemi; il ne faisait que marches et contre-marches de la droite à la gauche; mais à la fin, je vis qu'un corps de 7 à 8000 hommes d'infanterie, en quadruple ligne se formait au centre, et que

quinze à seize pièces de canon étaient aussi disposées sur ce point, dont mille à douze cents chevaux vinrent appuyer les flancs. Je reconnus en cela les dispositions de l'ennemi pour nous attaquer, ou au moins pour se défendre avec opiniâtreté. Il fallait en voir le dénouement; en attendant, nos mesures étaient prises pour attaquer vers les neuf heures, conformément aux ordres qui m'en avaient été donnés par le général en chef, afin de donner le temps à nos forces d'arriver, et de n'être plus arrêtés dans notre plan. Nos forces étant cachées, l'ennemi doutant du nombre, crut devoir attaquer; il forme ses colonnes qu'il fait avancer en attaque sur le centre où j'avais peu de monde : notre position formant le croissant, c'était aux deux ailes que j'avais réparti ma plus grande force. L'ennemi commença son attaque par un feu violent d'artillerie qui nous tua et blessa beaucoup de monde. Pour le contenir et assurer notre infanterie, je fis avancer deux régimens de cavalerie, le 4ᵉ de dragons, le 2ᵉ de cavalerie. L'ennemi dirigea son feu sur ces régimens, qui sur un rang avec distance, présentaient un immense front. Chaque fois que l'ennemi se portait en avant, à droite ou à gauche, les deux régimens faisaient un mouvement inverse comme pour se former, en menaçant ses flancs ce qui ralentissait l'attaque, et nous donnait le temps de faire arriver la demi-compagnie d'artillerie légère, commandée par le capitaine Gras, un des meilleurs officiers de cette arme. Il dispose ses pièces en les masquant autant que possible par la cavalerie; prêtes à faire feu, la cavalerie fait un mouvement vers la gauche du centre de l'ennemi, alors l'artillerie commence son feu avec une adresse et une activité incroyables. Ce feu bien dirigé gêne beaucoup celle de l'ennemi, lui tue et blesse beaucoup de monde; mais l'ennemi ayant une force supérieure à la nôtre sur ce point, y dirigeait son feu, et en moins d'un quart

d'heure, les trois pièces de la compagnie de Gras furent démontées, son cheval tué sous lui en présence du général Moreau, quatre canonniers tués, plusieurs blessés et huit à dix chevaux mis hors de trait. L'ennemi fort de cet avantage, s'en apercevant d'autant mieux, qu'il n'était éloigné que de cent toises, marche en avant vers notre centre, force deux bataillons que je lui avais opposés, et par des tirailleurs les poursuit jusqu'à l'entrée du village; mais par une manœuvre bien hardie, le général en chef arrête ces progrès, en se mettant à la tête du 4me régiment de dragons et du 2me de cavalerie, avec lesquels il charge la cavalerie ennemie sur le flanc gauche de la colonne qui menaçait notre centre, et la met en déroute : ce fut dans ce moment que le général Moreau eut son cheval blessé par la mitraille, et que le mien eut le cou percé d'une balle. Dans le même choc, l'adjudant-général Jarry eut aussi son cheval blessé. Le général Davout, pour soutenir la charge de la cavalerie que commandait le général en chef de sa personne, fit marcher en avant en colonne serrée la 17e demi-brigade, pensant la faire déployer à cent toises en avant du village. Mais l'artillerie ennemie qui était postée sur la droite à la sortie, prenait cette colonne en écharpe; elle fit un feu terrible qui, tuant et blessant une centaine d'hommes, obligea le général Davout à se retirer pour reprendre la position qu'il venait de quitter. La 109e reçut l'ordre de se porter en avant pour soutenir la 17e, et former ensemble la tête de colonne pour l'attaque générale projetée pour neuf heures. Tandis que ces préparatifs se faisaient au centre, l'ennemi faisait tous ses efforts sur notre gauche où était la 3me légère, la 31me et la 76me de ligne aux ordres du chef de Brigade Cassagne, qui par une résistance vigoureuse et des manœuvres hardies, contenait l'ennemi sur ce point. Les généraux *Dufour* et *Girard-dit-Vieux*, ayant effectué

leur passage, remplacèrent par leurs troupes celles de ma droite, qui pour lors s'appuyèrent au centre. Les généraux Lecourbe et Desenfans disposent les leurs derrière le village de Diersheim, afin de porter secours où il en serait besoin. Le général Bourcier formait sa réserve de cavalerie, tandis que celle d'artillerie légère passait le pont, et se préparait à l'attaque générale. Le général en chef et le général Reynier m'appelèrent après avoir vu les mouvemens de l'ennemi le long de sa ligne. (Il est bon d'observer que l'ennemi était en position sur la petite côte de Linz en avant de la grande route, en prolongeant sa droite vers Freystett, et sa gauche vers Litzenheim). Ils conviennent ensemble d'un plan d'attaque, me donnent leurs ordres, et aussitôt les dispositions sont prises de la manière suivante: il s'agissait d'enlever les villages de Linx et Hohenbühn, après avoir battu le corps de bataille ennemi, en séparant sa ligne par le centre, afin de poursuivre plus facilement les deux corps après leur division. En conséquence, l'armée fut ainsi disposée: douze bataillons composés de la 17e, des 51e, 100e et 109e demi-brigades, avec quatre pièces d'artillerie légère, formaient la colonne d'attaque dirigée contre le village de Linx. Cette colonne était commandée par le chef de brigade Laval, un des meilleurs officiers de l'armée. Le général Davout qui connaissait particulièrement notre droite, dirigeait de ce côté une colonne composée du 9me de hussards, et du 17me de dragons, avec deux pièces d'artillerie légère, soutenue par le général Dufour qui marchait avec une partie de sa division, en remontant le Rhin vers Kehl par Auenheim, conduisant une colonne de six bataillons en attaque contre le village de Hohenbühn, composée de quatre pièces d'artillerie volante, de la 3e demi-brigade d'infanterie légère, et de la 3e de ligne, deux corps de première réputation de cette armée; le chef de brigade

Cassagne en avait le commandement, c'est un des officiers les plus braves et les plus instruits, qui s'est déjà couvert de gloire à la défense glorieuse du fort d'Huningue où il a remplacé le brave général Abattucci. Cette colonne était flanquée à sa gauche par la 76ᵉ qui était restée en opposition contre le village de Bischoffsheim, où l'ennemi avait encore beaucoup de monde, et d'où il faisait un feu d'artillerie soutenu. Au centre de ces deux colonnes, étaient dix-huit pièces d'artillerie légère; au centre, en avant de ces deux colonnes de la principale attaque, étaient quatre pièces d'artillerie légère, le 8ᵉ de chasseurs, le 4 de dragons, le 2ᵉ de cavalerie aux ordres du général Jordy: quoique ce brave eût été blessé la veille, il demandait cette faveur. Les adjudans-généraux Demont et Jarry lui étaient adjoints avec leurs officiers d'état-major, et s'y sont bien distingués. Sur le centre, en arrière de cette avant-garde, étaient douze pièces d'artillerie légère, et toute la cavalerie de la réserve aux ordres du général Bourcier. Derrière le village de Diersheim, était la division du général Saint-Cyr qui formait la réserve, ayant passé la dernière. Ses troupes observaient tous les points, et étaient destinées à secourir ceux qui en auraient eu besoin.

Toutes ces dispositions prises en moins d'une demi-heure, l'ennemi étonné de voir tant de forces se met partout en mouvement. Les attaques commencent par un feu terrible d'artillerie qui, en écrasant la ligne ennemie, y met bientôt la déroute. Le général Jordy sur le centre et le général Davout sur notre droite percent presque sans peine, et culbutent l'ennemi qui ne sait plus où se retirer. Les chefs de brigade Laval et Cassagne dirigent leurs attaques d'un pas précipité, et en moins d'un quart d'heure nous sommes maîtres des villages et de toute la position. Dès-lors je prie le général Bourcier de faire suivre toute la cavalerie de ré-

serve; alors sans nous arrêter, nous allons jusqu'à Offenbourg, tandis que la colonne du chef de brigade Cassagne, à laquelle j'avais joint le 2ᵉ de cavalerie, se dirige par Oberkirch sur Oppenau. Le chef de brigade Laval continue sa route, et presqu'aussitôt que sa cavalerie arrive à Offenbourg. A chaque pas on prenait des prisonniers par cent et par quatre cents, des drapeaux, des canons, d'immenses convois de bagages. Rien ne pouvait nous arrêter près d'Offenbourg. Le général comte O'relly fut pris dans cette ville, tout l'état-major de l'armée, plans, caisses, correspondances, administrations et postes, rien ne put échapper. Le général Davout nous joint par notre droite et part de suite pour Gegenbach avec les 8ᵉ et 9ᵉ de hussards et le 13ᵉ de dragons. Il poussa ce même soir jusqu'à Biberach et Zell. C'est ici que je manque d'éloquence pour tracer la valeur des troupes, les talens de tant de chefs et la terrible déroute de l'ennemi. Quatre généraux hors de combat, plus de deux cents officiers tués, blessés ou pris; cinq à six mille hommes tués, blessés ou pris depuis notre passage; toute l'artillerie, les bagages et les vivres perdus; des corps sans chefs dispersés, en fuite dans les montagnes; d'autres mettant bas les armes; la cavalerie fuyant à toute bride; un général pris, tous les officiers du grand état-major entourés dans Offenbourg: telle était la situation des ennemis, après avoir tout fait pour nous faire repasser le Rhin, nous ayant attaqué dix fois dans vingt-quatre heures, non avec courage, mais avec opiniâtreté et désespoir; c'est une justice qu'on doit aimer à leur rendre; jamais troupe n'a fait plus d'efforts pour nous vaincre: le sort des armes les ayant trompés, il faut du moins que l'Europe sache qu'ils ont mérité notre estime par leur intrépidité et leur constance. Jamais affaire plus sanglante, plus vive et plus opiniâtre: il semblait que chacun sût que ce fût le dernier combat qui

allait se donner de cette sanglante guerre. Que d'actions de valeur, d'intrépidité et d'héroïsme de la part du soldat! que de talens, de zèle et de courage ont déployé les chefs dans ces illustres journées qui prouveront à l'univers de quoi sont capables des hommes qui se battent pour leur patrie, sa liberté, son bonheur et la paix!... Puisse le sacrifice de tant de sang, la perte de tant de braves rendre la France heureuse, étouffer les passions haineuses, prouver aux royalistes insensés et aux anarchistes coupables combien est grande la confiance de l'armée dans le gouvernement actuel de la république!

Le 3 floréal, la journée s'est passée en reconnaissances, où on a fait à l'ennemi à peu près quatre cents prisonniers et pris cent chevaux; il était venu des troupes du haut Rhin par Goret, pour couvrir la retraite de celles qui s'étaient retirées par Haslach sur Willingen et Rothweill, ce qui a empêché le général Davout de continuer sa marche. Il avait ordre d'aller avec huit cents chevaux du 8e de hussards et du 13e de dragons jusqu'à la source du Necker, afin de prendre le général Starray qui était blessé, n'ayant aucune escorte avec lui que mille voitures d'équipages que nous aurions pu prendre sans l'armistice qui nous a été signifié le 3 au soir.

Dans ce temps une partie aux ordres du général Jordy, qui avait avec lui l'adjudant-général Heudelet, se dirigeait sur Horb et Nagold, en passant par Freudenstatt, après avoir détaché quelques reconnaissances dans la gorge de la Murg, et celle de Schiltach. Cette troupe était déjà à Dornstetten lorsqu'elle reçut ordre de s'arrêter. Le gros des troupes que je commandais marchait sur la Renchen et vers Nieder-Acheren, soutenu par toute la réserve de cavalerie aux ordres du général Bourcier; pensant de livrer bataille à l'ennemi qui ne nous y attendait qu'avec des

troupes légères. Le général Lecourbe appuyait ma gauche avec sa brigade, entre le Rhin et moi, tandis que le général Saint-Cyr faisait filer derrière cette brigade le reste de sa division.

Le général Dufour faisait marcher le long du Rhin vers Lahr, et lui-même partit d'Offenbourg sur Freibourg avec la plus grande partie de sa division. La journée se passe sans que rien d'extraordinaire ait lieu, l'armée occupant la position suivante : la droite au Rhin près de Meissenheim, et la gauche au confluent de la Renchen; des partis en avant de Gegenbach dans la gorge de la Kintzig, en position à Freudenstatt et au Knubis; des corps à Oberkirch et Oppenau, en position sur la Renchen; l'avant-garde à Nieder et Ober-Acheren, la gauche en avant de Freistett, la réserve à Appenweier. (Nous avions une garde d'honneur à la tombe de l'illustre Turenne, près du village de Sasbach.) Tout le monde était en repos et s'attendait à une bataille pour le lendemain : toutes les dispositions étaient prises; le sang allait couler : mais une heureuse nouvelle (celle de la paix) vint suspendre nos armes, et sauver de la mort des milliers de braves qui allaient être sacrifiés............

Je joins ici le tableau des corps qui se sont particulièrement distingués, quoique toute l'armée ait coopéré à nos succès.

Les 8e et 9e de hussards, les 4e, 13e et 17e de dragons, les 2e, 12e, et 15e de cavalerie; les 1er et 2e régimens de carabiniers; les 3e et 16e d'infanterie légère.

Les 3e, 17e, 31e, 76e, 100e et 109e demi-brigades d'infanterie de ligne.

Les compagnies d'artillerie légère de Gras, de Foy et de Bechard.

D. VANDAMME.

SIÉGE DE VARNA

PAR LES RUSSES, EN 1828.

Le siége de Varna par les Russes, en 1828, a été remarquable par les travaux qu'il a exigés, par plusieurs combats, et par les suites que la prise de la place a eues dans la campagne suivante. A défaut d'une relation officielle, dont on doit désirer la publication, on trouve dans les bulletins de la campagne (1), et dans le nouvel ouvrage du général prussien Valentini (2), suffisamment de renseignemens pour

(1) L'*Annuaire historique*, pour 1828, excellent ouvrage que publie M. Lesur, contient tous les rapports et bulletins officiels de la campagne des Russes.

(2) Le *Traité de la guerre contre les Turcs*, par le général Valentini, édition de 1830, traduction de M. Blesson, est un ouvrage en même temps historique et didactique, dans lequel on trouve un récit intéressant des derniers événemens, fait par un officier prussien, qui paraît avoir suivi les opérations de la division russe qui a eu l'affaire du 30 septembre dont nous parlerons. Plusieurs plans très-bien lithographiés sont joints à l'ouvrage du général Valentini. La traduction en français, par M. Blesson, est élégante; nous en avons conservé les expressions dans les passages que nous lui avons empruntés. Elle se trouve à Paris chez le libraire Anselin.

Enfin nous avons eu, pour cet article, le secours d'une notice sur le siége de Varna, rédigée d'après les bulletins russes, et qui a été rapportée de Pétersbourg par nos camarades Chambaud et Chabaud. Le plan lithographié que nous donnons a été fait d'après un calque qui y était joint.

Le commandant Chambaud est mort à Alger d'une blessure grave reçue au siége du château de l'Empereur. Excellent officier, bon camarade, il a été extrêmement regretté. Le Mémoire sur les colonies militaires de la

présenter un tableau des opérations, montrer leur importance, et tirer des faits quelques conséquences qui ne sont pas sans intérêt pour l'art.

Schumla étant retranché et fortement occupé par les Turcs, l'armée russe avait besoin de la conquête de Varna, pour appuyer sa gauche à la mer noire, en s'avançant par la route de Bazardzik à Aïdos, qui tourne les hautes cimes du Balkan. Varna est une ville de 26,00 âmes, bâtie au fond d'une rade, à l'embouchure et sur la rive gauche d'une rivière qui forme un lac, le lac Dewna situé à deux kilomètres de distance à l'ouest. Une cale de débarquement sert de port sous les murs de la ville. La rade est ouverte aux vents d'est et de sud-est, et passe pour très-mauvaise. Cependant, comme elle est abritée contre les vents du nord-ouest, qui sont le plus à craindre dans la mer Noire, et que son fond est d'une très-bonne qualité, elle est assez fréquentée par les bâtimens en toute saison. Constantinople tire de Varna une partie des subsistances qui lui sont nécessaires.

Le lac Dewna occupe le fond d'une vallée fertile et bien cultivée, entre deux rameaux inférieurs du Balkan, dont l'un au sud, fournit le cap de Galata-Bournou, et l'autre au nord celui de Soganlik. Il tire son nom du village de Dewno, situé dans la vallée à 26 kilomètres à l'ouest de Varna; il se partage en deux lacs, un grand et un petit, unis l'un à l'autre par un marais où se trouve un passage, le Gué de Guebedji : cette circonstance doit être remarquée. La Varna passe à Dewno, traverse les lacs, et en sort divisée en plusieurs petits bras, qui se réunissent sous les murs de la place, dans un seul lit large de 24 mètres environ, et

Russie, inséré dans le *Spectateur Militaire* (p. 467 du 9e vol.), est de lui et de son ami le capitaine du génie Chabaud, présentement à Alger.

où il y a un mètre au plus de profondeur d'eau ; mais la vallée, dans l'étendue entre la mer et le lac, est marécageuse, et présente une espèce de *liman* (1), nom qu'on donne sur la mer Noire aux golfes marécageux formés à l'embouchure des rivières. La berge droite est escarpée, rapide et couverte de bois ; la berge gauche ou septentrionale, sur laquelle s'élève Varna, a une pente douce.

Nous sommes entrés dans ces détails pour montrer la difficulté de faire l'investissement de cette place du côté du sud, la difficulté d'assurer cet investissement contre les entreprises d'une armée de secours sans avoir une armée d'observation bordant le Kamtschik. Telle était la position des Russes ; aussi, nous verrons que l'issue heureuse du siége a été long-temps incertaine, qu'elle dépendait d'une ligne de circonvallation, gardée par quelques bataillons qui repoussèrent l'armée de secours. Ainsi, il y a encore des cas où cette sorte de retranchement est nécessaire dans la guerre des siéges.

Confiant dans la barrière du Danube, le gouvernement turc a tardé long-temps à fortifier Varna. Dans le cours de la guerre qui éclata en 1769, et qui se termina par la paix de Kainardgi (21 juillet 1774), il y fit élever à la hâte quelques fortifications qui consistaient du côté de la campagne, en un simple retranchement en terre et sans flancs, et du côté du Liman et de la mer en palanques qui unissaient des maisons et des haies de jardins. La place n'était à l'abri d'un coup de main, ni du côté de la terre, ni du côté de la mer, et cependant elle renfermait les principaux magasins et une grande partie de l'artillerie des Turcs. Dans la campagne de 1773, Romanzow détacha un corps de son armée pour s'en

(1) Du grec *limne*, qui signifie étang, marais, d'où le mot *limon* est dérivé.

emparer, mais cette entreprise n'eut pas de succès. En 1783, la Russie ayant fondé Cherson, acquis la Crimée, montré une flotte dans la mer Noire, Varna, regardé comme le grenier de Constantinople et des armées ottomanes, pouvait aussi être attaqué par mer par l'ennemi le plus redoutable de la Porte. Un ingénieur français, bien connu (1), du nombre des officiers qui furent envoyés à cette époque à Constantinople, représenta au sultan l'importance de fortifier Varna, et fit un projet pour cette place. On ne sera pas surpris que ce projet n'ait pas été mis à exécution. En 1791, après la prise d'Ismaël, les Turcs eurent des craintes pour Varna. En 1810, les Russes manquèrent de s'en emparer sans siége, par capitulation. N'était-il donc pas fortifié à cette époque? c'est ce que nous ne saurions affirmer. Les Russes eux-mêmes étaient mal informés de l'état de ses fortifications en 1828. « Varna avait été jugée un peu légèrement sur les rapports les plus inexacts. » (Brochure regardée comme officielle publiée à Pétersbourg et à Paris.)

Quoi qu'il en soit, toutes les relations des derniers événemens donnent à Varna une enceinte revêtue en maçonnerie, mal dérobée aux vues de la campagne, et flanquée par de très-petits bastions. Cette enceinte, précédée d'un fossé, sans chemin couvert ni aucun dehors, paraît élevée sur le tracé de l'ancien retranchement. Les Turcs en avaient palissadé le parapet intérieurement, sans doute, par crainte d'escalade. Pour faire concevoir comment une fortification aussi simple a pu exiger 60 jours de tranchée ouverte, il est nécessaire d'ajouter quelques détails sur les obstacles

(1) Cet ingénieur est Lafitte Clavé; il rédigea même pour les Turcs une instruction sur la castramétation et la fortification passagère, qui a été insérée sous le nom de Cormontaigne dans le tome Ier des Œuvres posthumes de cet ingénieur. Feu M. Langlès possédait un exemplaire de cet ouvrage en langue turque.

naturels de la position, sur les circonstances qui ont décidé le choix du front d'attaque, et de rappeler que l'attaque et la défense ne sont que le même art, modifié selon les rapports de force de l'assiégeant et de l'assiégé. Pendant le premier mois du siége, les Russes furent supérieurs de très-peu en nombre aux Turcs qui étaient dans la place, mais pendant le second mois ils eurent une supériorité dont ils n'ont peut-être pas tiré tout le parti possible.

Le côté sud-est de Varna a 1400 mètres environ de longueur, et regarde la rade; la rivière en défend l'approche sur une certaine étendue où se trouve la citadelle, trop petite comme réduit, mais bien située pour battre la rade et recevoir des secours. Elle flanque la côte près de laquelle doivent mouiller les gros vaisseaux pour être à l'abri des vents du N.-O. Le côté nord de la place a 550 mètres environ de longueur; il est remarquable par une ravine profonde, qui sert de fossé, et dont l'escarpement est couronné par l'enceinte. Cette ravine s'ouvre sur la mer. C'est ce front que les Russes ont attaqué; ils avaient leur gauche appuyée à la mer, et communiquaient avec leur flotte par l'anse de Sogaulik, qui, sur une côte escarpée et açore, était précieuse par les facilités qu'on y trouvait pour le débarquement des munitions et des équipages des bâtimens. Le côté nord-ouest a 850 mètres environ de longueur, et forme, avec le précédent, un saillant bien prononcé, qui n'a pu être choisi pour point d'attaque, parce que la faiblesse de l'armée, au commencement du siége, ne permettait pas de s'étendre assez pour l'embrasser par les tranchées. Enfin, le côté de l'ouest a 700 mètres de longueur. Les Turcs avaient construit à quelques 100 mètres en avant des redoutes ou lunettes qu'ils ont occupées jusqu'à la fin du siége. Sur la même ligne, prolongée à une grande distance vers le nord, ils avaient quelques autres ouvrages dont ils

sont restés en possession long-temps, en sorte que ce siége a offert un caractère unique, celui d'une garnison maîtresse de la campagne et défendant sa place du dehors.

La ville occupe environ les deux tiers de l'espace enfermé dans l'enceinte que nous venons de décrire. L'autre tiers est libre ; une partie sert de cimetière dans l'angle nord-est du polygone. On peut communiquer dans la campagne par plusieurs portes. Devant celle du sud, un pont de pierres est jeté sur la Varna. Il est couvert par une batterie ou tête de pont, de laquelle part la route importante de Burgas, qui, après avoir suivi le bord de la mer, s'élève sur le cap de Galata, et passe sur la hauteur de Kurtepé; avant d'y arriver, elle reçoit l'embranchement commun à deux chemins venant, l'un d'Aïdos, l'autre de Provodi. Le premier passe par Hadgi-Hassan-Lar, point sur lequel nous attirons l'attention, parce que nous aurons occasion de le citer. Un chemin conduit d'Hadgi-Hassan-Lar à Dewno par Akendgi; un autre à Guebedji par Osmandgi. Provodi est à peu près à égale distance de Schumla et de Varna, sur la route de Bazardzik à Aïdos.

Suivant les bulletins russes, la garnison était encore forte de 6,300 hommes, lorsqu'elle a rendu la place. Nous verrons qu'elle n'a pu faire des pertes considérables pendant le siége. Ainsi il est vraisemblable, d'après les rapports admis dans la guerre des siéges sur la manière dont la force des garnisons varie pendant la durée des attaques, que Varna ne devait pas renfermer plus de 12,000 hommes de troupes, lorsque les Russes en ont commencé le siége; deux chefs turcs y commandaient : Joussouf, pacha de Sérès, l'un des grands feudataires de l'empire, qui y avait amené la plus grande partie des troupes, et Izzet-Mehmed, capitan-pacha, qui y avait l'autorité supérieure.

L'armée russe, rassemblée sur le Pruth et le bas Danube,

à la fin de mai, montait à 115,000 hommes effectifs, dont 85,000 combattans. Elle se composait des 3[e], 6[e] et 7[e] corps, qui furent suivis plus tard du 2[e] corps et de la garde. Le 6[e] corps (général Roth), fort de deux divisions, occupa les principautés de Valachie et de Moldavie, et devait être chargé du blocus des places du Danube. Le 7[e] corps (général Voïnoff (1), fort de deux divisions, fit, sous le commandement du grand-duc Michel, le siége de Braïloff, place située sur la rive gauche du Danube, à quelques lieues au-dessus du point où le passage de ce fleuve devait avoir lieu. On a exagéré les pertes que les Russes firent à ce siége. L'envie de se signaler sous les yeux de leur souverain, dans une guerre si long-temps désirée, les précipita, ici comme ailleurs, dans les dangers, ainsi que nous le verrons; mais la prise de Braïloff consomma une quantité considérable de munitions de siége difficiles à remplacer. Les hautes eaux du Danube, et une digue qu'il fallut construire pour arriver jusqu'à ses bords, furent cause que le 3[e] corps (général Roudzewitch), fort de quatre divisions, ne put en effectuer le passage que le 8 juin. Il fut bientôt suivi (17 juin) du 7[e] corps. L'armée traversa, sans trouver de résistance, le Dobrutscha turc, langue de terre comprise entre la mer Noire et le Danube. Le 20 juin, le port de Kustendgi se rendit après quatre jours d'attaque. Enfin, le 9 juillet, l'empereur avait son quartier-général à Bazardzik, que les Turcs appellent Hadschi-Oglu-Bazar, et qui est le nœud de plusieurs communications; à 9 lieues de Varna, 12 de Provodi, 12 de Jenibazar, 17 de Schumla. S. M. y resta jusqu'au 15 pour donner les ordres relatifs au plan de la campagne. Le gros de l'armée se porta, sous le commande-

(1) En août il fut remplacé par le prince Eugène de Wurtemberg, et prit le commandement de toute la cavalerie de l'armée.

ment du feld-maréchal comte Wittgenstein, devant Schumla. La 10e division du 3e corps (aide-de-camp général Benkendorf II, remplacé plus tard par le prince Madatof) dut marcher sur Provodi, dont l'occupation était extrêmement importante pour le succès des opérations, soit devant Schumla, soit devant Varna. Elle y prit position le 18, et le 20 elle y fut attaquée par l'ennemi. Elle le repoussa.

Il fut arrêté que le siége de Varna serait fait par la 7e division assistée par la flotte. Les divisions russes sont de trois brigades, qui font 9 à 10,000 hommes. On comptait joindre à la 7e division quelques autres troupes dont on pourrait disposer. La flotte devait fournir la plus grande partie des bouches à feu et des munitions de siége nécessaires. Il est évident que tous ces moyens n'étaient pas proportionnés à la grandeur de l'opération qu'on projetait, mais on en avait mal apprécié les difficultés. La 3e brigade de la 7e division faisait alors le siége d'Anapa; la 2e était en marche par la route du littoral de la mer Noire, sous la conduite du lieutenant-général Uszakoff. Avant qu'elle fût arrivée, dès le 9 juillet, l'aide-de-camp général Suchtelen avait été détaché de Bazardzik, avec une brigade d'infanterie et 6 escadrons, pour reconnaître Varna. Le 14, il s'approcha assez de la place pour en venir aux mains avec la partie de la garnison qui tenait encore la campagne. Il paraît qu'il eut l'avantage et parvint à occuper des jardins et des hauteurs, où il se retrancha très-promptement. Le 15 les Turcs l'attaquèrent sans succès. Le même jour, ou le 17, suivant Valentini, le capitan-pacha entra dans la place du côté du sud avec un renfort de 4 à 5,000 hommes, dont partie d'infanterie régulière et un détachement de cavalerie. La garnison pouvait monter alors à 12,000 hommes comme nous l'avons dit. Les Turcs sont dans l'usage de mettre beaucoup de troupes dans les places pour les défendre.

La brigade Uszakoff arriva le 18, et releva celle de Suchtelen, qui avait reçu l'ordre de se porter à Kosludgi pour assurer les derrières de la grande armée. Le 20 elle fut attaquée à son aile droite par la garnison, soutenue de l'artillerie de la forteresse; mais les derniers bataillons de la brigade Suchtelen, qui n'était pas encore très-éloignée, vinrent à son secours; l'ennemi fut repoussé. Toutefois le général Uszakoff comprit qu'il ne pouvait pas rester si près de la place; il établit sa brigade à une lieue et demie plus loin, derrière Derwent; là il fut joint par la première brigade de la dixième division, qu'on avait fait partir de Provodi pour le renforcer. Les Turcs, maîtres de la campagne, occupèrent une partie des hauteurs boisées qui s'étendent au nord de la place, depuis la mer jusqu'au lac Dewna, et qui présentent une position avantageuse, à 4 kilomètres des fortifications; ils les retranchèrent et les garnirent de troupes et de canons. Ils firent beaucoup valoir ces premiers avantages, et prétendirent avoir trouvé des papiers importans sur un colonel fait prisonnier.

A la fin de juillet, la flotte de l'amiral Greigh, composée de 8 vaisseaux de ligne, 5 frégates et quelques bâtimens, mouilla près de Varna. Elle amenait la troisième brigade de la septième division, forte de 3000 hommes, et l'aide-de-camp général prince Mentschikoff, qui avait conduit heureusement le siége d'Anapa, et venait prendre le commandement des troupes destinées à celui de Varna. Le 2 août, le prince Mentschikoff ordonna un mouvement offensif contre la position des Turcs; il la fit attaquer de front en même temps qu'il la faisait tourner par la gauche. Les Turcs se retirèrent en toute hâte, abandonnant leurs tentes et leurs canons, ainsi qu'un couvent grec situé sur la côte, et dont la possession était indispensable aux Russes pour leur servir de point de débarquement. Aussi le len-

main, toutes les troupes apportées par la flotte furent mises à terre.

Le 5 août, l'empereur arriva du camp devant Schumla. Il donna des ordres pour commencer le siége, et s'embarqua sur la frégate *la Flore*, pour retourner à Odessa. La troupe qui l'avait escorté renforça l'armée de siége, qui pouvait monter alors à 12,000 hommes, non compris les équipages de la flotte.

Le prince Mentschikoff se borna à bloquer la place du côté du nord, et fit d'abord construire six redoutes, au pied des hauteurs occupées par l'armée, dans l'espace compris entre la mer et le lac; une de ces redoutes était sur le bord même du lac. Ces travaux furent terminés le 10 ou le 11 août. L'ennemi fit des sorties le 7 et le 9, et livra aux troupes des combats opiniâtres, dans lesquels il eut toujours le désavantage. Cependant les Russes y perdirent plusieurs officiers. De son côté, l'amiral Greigh détacha, dans la nuit du 6 au 7 août, quelques chaloupes armées pour s'emparer de la flottille turque, stationnée sous la forteresse. Le capitaine Mélikhoff, qui les commandait, s'avança en serrant de près la côte du cap Galata, fit le tour de la rade, attaqua à l'improviste les bâtimens turcs, parvint à s'en rendre maître, malgré la résistance désespérée de leurs équipages, et malgré le feu des batteries turques, les amena à la remorque jusqu'à la flotte, au nombre de quatorze bâtimens et de deux barques armées.

Ce coup de main rendit les assiégeans entièrement maîtres de la mer, où ils n'eurent dès-lors plus rien à redouter de la garnison; mais ils furent pendant presque tout le siége bien loin d'avoir le même avantage du côté de terre. Ils envoyèrent bien quelques partis sur la côte de Galata pour inquiéter les communications, au sud, avec Constantinople et le grand-visir; mais le blocus de la place de

ce côté resta plus d'un mois à peu près nul, et la garnison conserva, jusqu'à la fin du siége, beaucoup de liberté dans ses mouvemens, même sur les fronts du nord, au moyen de postes extérieurs très-avancés, dont on la laissait maîtresse sur la droite des attaques. Peut-être les Russes respectèrent-ils trop long-temps ces postes, et les Turcs ne donnèrent-ils pas à la défense toute l'activité qu'elle comportait, contens d'avoir détourné l'attaque des points les plus faibles de la place.

Les bulletins ne donnent pas la date de l'ouverture de la tranchée: il paraît qu'elle eut lieu dans la nuit du 12 août, et que jusqu'au 20 les cheminemens dirigés vers le bastion de la mer furent peu contrariés. Le 21, les Turcs firent une forte sortie contre la gauche des tranchées, sans obtenir de résultat. Le prince Mentschikoff fut grièvement blessé au moment où il ramenait les troupes au combat. L'aide-de-camp général comte Woronzoff, en qui l'armée avait une grande confiance, fut nommé pour le remplacer. En attendant l'arrivée du nouveau général, le général major Pérofsky, chef d'état-major de la division du siége, eut la direction des travaux jusqu'au 29.

A cette époque, les cheminemens n'avaient encore été poussés que jusqu'à 160 mètres des remparts. Les retards paraissent avoir été occasionés moins encore par les sorties de la place que par les inégalités du terrain. Les postes extérieurs que la garnison avait tenus jusqu'alors sur le front d'attaque, soit en avant, soit au pied de la contrescarpe, furent obligés de repasser le ravin qui sert de fossé. Mais les Turcs étaient toujours libres d'agir sur la droite des tranchées, et dans la journée du 31, ils exécutèrent différentes sorties sur cette droite.

Le 7 septembre, arriva le détachement de la garde qu'on attendait: il renforça l'armée de siége de 12000 hommes

d'infanterie, 4000 hommes de cavalerie, et 1200 hommes d'artillerie. Il campa en réserve sur les hauteurs, sous les ordres du grand-duc Michel. L'empereur rejoignit l'armée le 8 septembre, et établit son quartier-général à bord du vaisseau amiral de la flotte. Le général Woronzoff se vit alors en état de prendre des dispositions plus efficaces pour assurer le succès du siége : il résolut de bloquer la place du côté du sud, et d'enlever aux assiégés une partie des positions qu'ils occupaeint sur la droite du front d'attaque.

Le 11 septembre, une division de troupes de la garde et de la ligne sous le commandement de l'adjudant-général Golowin, fut détachée de l'armée de siége pour aller occuper la presqu'île de Galata, et compléter ainsi l'investissement. Elle y fut transportée par mer; aucune résistance ne lui fut opposée au débarquement; elle s'empara des hauteurs, prit beaucoup de bestiaux et de transports, poussa une reconnaissance sur la route de Bourgas, et établit les postes d'investissement nécessaires sur la rive droite du lac et de la Varna. Le lendemain, elle fut renforcée par la première brigade des chasseurs à pied de la garde. Ces troupes construisirent les redoutes qu'on voit sur le plan, et transportèrent par terre une grande barque sur le lac, pour communiquer avec la redoute de la ligne d'investissement au nord de la place, dont on a fait mention.

Le 12 septembre, la garnison fit une faible reconnaissance contre la division du sud; mais elle dirigea en même temps une attaque bien plus sérieuse contre les tranchées. Elle en attaqua la droite avec beaucoup de résolution; deux régimens russes, le 13e et le 14e de chasseurs, souvent cités, furent engagés, et obligèrent à la fin les Turcs à lâcher prise, et à se retirer dans leurs positions. Le bulletin russe rapporte qu'on eut à regretter quelques braves, mais que les Turcs eurent un nombre considérable de tués.

On est étonné, à l'inspection du plan, de voir la position des redoutes que les Turcs occupaient encore à cette époque. Pour n'avoir plus à redouter des attaques aussi dangereuses, le comte Woronzoff résolut d'enlever aux assiégés une redoute avancée à 1200 toises environ au nord-ouest de la place, où ils s'étaient maintenus jusque-là sur la droite des tranchées, protégés par leurs retranchemens et par les difficultés du terrain environnant. Cette redoute fut en effet attaquée et prise dans la nuit du 12 au 13 septembre.

Dans la soirée du 13, on délogea encore la garnison de quelques autres postes extérieurs qu'elle occupait aux environs du front d'attaque, ce qui rendit désormais les sorties beaucoup moins à craindre.

Depuis le 30 août que les tranchées étaient à 160 mètres des remparts, elles avaient cheminé tant à découvert que souterrainement; à cette époque elles étaient parvenues à 60 mètres du corps de place: les batteries de terre avaient fait taire celles des assiégés, qui ne jetaient plus que quelques bombes; elles avaient même commencé une brèche au bastion de la mer. Le 14, au point du jour, une mine qu'on fit jouer renversa la contrescarpe de ce bastion dans le fossé, et en prépara la descente.

Dans ces circonstances, l'empereur, qui était de retour au camp, crut devoir sommer la place. On entra en pourparler, et le capitan-pacha lui-même eut une entrevue le 14 avec l'amiral Greigh, à bord du vaisseau l'*Impératrice Marie*; mais l'amiral ayant rendu compte à l'empereur que le général turc paraissait n'avoir d'autre intention que de gagner du temps, Sa Majesté fit rompre les négociations et reprendre la marche de l'attaque.

Le 15 septembre, on entreprit de nouvelles batteries tant à la droite des tranchées qu'à la position du général Golowin, pour battre les parties de la place qui avaient

encore peu souffert. On commença une batterie de huit pièces de 24 pour battre en brèche l'enceinte entre le premier et le deuxième bastion, ainsi qu'une descente de fossé vis-à-vis du premier bastion, sans doute celui de la mer.

Dans la nuit du 25 au 26 septembre, on s'empara d'une redoute située à 400 toises environ à l'ouest de la place, dans laquelle les Turcs avaient jusque-là conservé des troupes. Le bulletin russe dit qu'on y perdit deux officiers et quarante soldats, et que les Turcs y eurent plus de cent hommes tués.

Ces dispositions menaçaient Varna d'une prise prochaine; aussi le grand-visir, informé du progrès des attaques et du danger que la place commençait à courir, jugea qu'il était temps de venir à son secours. Il ordonna à Omer-Vrione de passer le Kamtschik avec un corps de 15,000 hommes, et de marcher pour secourir la place par la presqu'île de Galata. A la première nouvelle de la marche de ce corps, l'adjudant général Golowin avait envoyé une avant-garde sur la route de Burgas à Pétri-Kioi; elle ne pouvait rencontrer l'ennemi qui s'avançait par la route d'Hadgi-Hassan-Lar. Le général Golowin avait d'abord occupé la hauteur de Kourtepé, sur laquelle passe la route d'Aïdos; mais il avait ensuite établi les troupes sur le plateau de Galata-Bournou, qui offrait une position moins étendue, plus forte, plus à portée de la flotte, à la vérité aussi plus éloignée de Provodi et de Guebedji. Il reçut l'ordre de donner un détachement au colonel Salutski, aide-de-camp de l'empereur, pour faire une reconnaissance sur le point où pouvait être l'ennemi. Le terrain de la presqu'île de Galata était alors peu connu des officiers russes: de grandes forêts très-épaisses le couvrent. Ces circonstances produisirent une échauffourée qui fut funeste au détachement du colonel Salutski. Ce détachement, composé du 1er régiment des

chasseurs à pied de la garde, de deux escadrons de chasseurs à cheval, et de deux pièces d'artillerie légère, se rencontra inopinément auprès d'Hadgi-Hassan-Lar, avec le corps entier d'Omer-Vrione, qui sur-le-champ l'attaqua. Après quelques coups de canon échangés, le colonel Salutski ordonna la retraite, l'artillerie en tête, suivie des deux escadrons, les chasseurs à pied à l'arrière-garde, comme la nature du pays semblait l'indiquer. On n'a pas de détails certains sur la manière dont les choses se passèrent : il ne revint que 800 hommes du régiment des chasseurs à pied qui en comptait 1500. On croit qu'il fut attaqué dans les bois par des forces très-supérieures, qu'il se fourvoya, et prit une traverse qui le conduisit près du camp turc, dans une petite plaine, où il fut sabré par la cavalerie ennemie. Parmi les tués, se trouvaient le général Hartung, chef du régiment (blessé seulement, suivant Valentini), les colonels Sager et Busse, et 10 officiers.

Cette affaire eut lieu le 26. Nous avons suivi la relation d'un officier prussien, qui est insérée dans l'ouvrage du général Valentini. Suivant une autre version, le détachement de colonel Salutski couvrait la position du genéral Golowin, et fut accablé à l'improviste par les forces supérieures d'Omer-Vrione. Après cet échec, le lieutenant-général Bistrom remplaça le général Golowin. Omer-Vrione occupa la hauteur de Kourtepé, et y éleva des retranchemens. Il était alors bien près d'être en communication avec la place, mais des troupes avaient été mises en mouvement par l'empereur pour faire échouer cette tentative de secours.

Le 27, l'adjudant-général Suchosanet passa avec dix escadrons de la garde le gué de Guebedji ; il devait se joindre au général-major Dellingshausen qui amenait, de Dewno par Akendgi, deux régimens d'infanterie, Ukraine et Odessa. Ce détachement dirigé sur Hadgi-Lassan-Lar, y surprit des

travailleurs et un poste que l'ennemi y avait laissé. Il était suivi par le 20[e] de chasseurs à pied, général Simanski, et par les deux régimens d'infanterie, Azof et Dnieper, composant la première brigade de la dix-neuvième division (général Dournowo ou Yarnoff suivant les bulletins). Le prince Eugène de Wurtemberg avait été détaché avec cette brigade de la grande armée devant Schumla, pour prendre le commandement de toutes les troupes qui montaient à dix bataillons et quatorze escadrons, en tout 4500 baïonnettes et 12 à 1400 chevaux. La position de Provodi ne fut pas dégarnie. Le grand visir avait remplacé Omer-Vrione sur le Kamtschik avec 2,000 hommes.

Le 28, les Turcs quittèrent leurs retranchemens, passèrent en plusieurs colonnes le ravin qui les séparait du plateau de Galata-Bournou, et vinrent attaquer la position du général Bistrom et les redoutes dont elle était garnie. L'attaque fut des plus vives et la résistance opiniâtre. Ce combat est représenté sur le plan joint à cet article. A la fin, une charge à la baïonnette exécutée par le 1[er] bataillon des chasseurs à pied de la garde et par le 1[er] bataillon des grenadiers de la garde sur les masses turques, arrêta leur mouvement et les obligea à la retraite. Les Russes perdirent le général Freitag et le colonel Zaycow. Les Turcs laissèrent mille morts (dit le bulletin) sur le champ de bataille. Ils avaient déployé 15,000 hommes.

Le 29, les Turcs restèrent tranquilles dans leurs camps et ne s'occupèrent qu'à augmenter la force des retranchemens dont ils avaient couvert le front de leur position sur la hauteur de Kourtepé. Le général Suchosanet qui en avait fait la reconnaissance le 28 au soir, n'avait vu que 6,000 hommes. Mais le prince Eugène de Wurtemberg se convainquit qu'ils étaient plus nombreux et que les bois qu'il fallait traverser, pour arriver à portée de leur camp, en rendraient

l'attaque très-difficile. Quelques renforts lui auraient permis de couper à l'ennemi la route de Burgas, sa seule retraite. Il envoya le général Suchosanet auprès de l'empereur pour les demander; mais dans l'intervalle du retour de ce général, l'ordre fut réitéré au prince d'attaquer sur-le-champ la gauche des Turcs, avant que leurs retranchemens fussent hors d'insulte, tandis que le général Bistrom ferait une démonstration sur leur droite. Mais la coopération de ce général, assisté alors du général Diebitsch, fut à peu près nulle. Des neuf bataillons qu'il avait, deux restèrent au blocus, et des sept restans, il n'en détacha que deux qui attaquèrent trop tôt et furent repoussés avec perte de 500 hommes. Nous suivons toujours la relation insérée dans l'ouvrage de Valentini, mais nous pensons que le général Bistrom ne devait rien risquer; il suffisait qu'il gardât sa position.

Le 30 septembre au matin, l'infanterie et l'artillerie russes partirent de Hadgi-Hassan-Lar et la cavalerie de Missiphar, pour exécuter les ordres de l'empereur. Après une marche de quelques heures au milieu des bois, dans des chemins et des défilés presqu'impraticables, l'infanterie déboucha sur la route de Varna. Le 20e des chasseurs à pied, soutenu par les deux régimens de la brigade Dellingshauzen, s'empara d'abord d'une redoute qui servait comme de vedette aux retranchemens de l'ennemi et qui était placée dans une petite plaine, la seule qu'offrait la forêt. Ce premier succès enhardit l'infanterie; sans attendre l'artillerie, en opposition avec l'ordre du prince de Wurtemberg, elle marche à l'attaque de la position des Turcs. Le terrain était coupé de ravins, couvert de broussailles, et favorable à une défense opiniâtre. Les Turcs cédèrent cependant. Deux bataillons d'Azof, qui avaient montré un moment d'hésitation à Kioetej devant Schumla, se laissant entraîner au désir

d'effacer cette tache, poursuivirent alors vivement les fuyards, et donnèrent l'élan aux autres troupes. Arrivés en face des retranchemens, ils les attaquent avec courage et les escaladent, suivis d'un bataillon d'Ukraine et de deux bataillons du Dnieper. Un combat terrible, mais fort inégal, s'engagea. Les Turcs reprenant l'avantage au milieu de leurs troupes et de leurs retranchemens, enveloppèrent les bataillons qui avaient pénétré, leur firent éprouver une perte considérable et les obligèrent à se retirer. Ces troupes eussent été victimes de leur courage, si une charge heureuse des hulans de la garde et la contenance du 20[e] de chasseurs à pied n'eussent arrêté l'impétuosité des Turcs. La retraite eut lieu dans tout l'ordre qu'on pouvait attendre après une semblable mêlée, et les troupes vinrent se reformer dans la petite plaine, près de la redoute conquise le matin.

Les Turcs inquiets eux-mêmes et ayant beaucoup souffert ne se hasardèrent à quitter leurs retranchemens que quand ils furent bien sûrs que les Russes avaient décidément renoncé à les attaquer. Ceux-ci perdirent 1,400 hommes, les généraux Simanski et Dournowo, un colonel, et deux chefs de bataillon. Le prince Eugène de Wurtemberg fut légèrement blessé.

Dans la nuit les troupes revinrent à Hadgi-Hassan-Lar. Les jours suivans elles reçurent de nouvelles destinations. Le prince Eugène de Wurtemberg prit position avec quatre bataillons et dix escadrons à Osmandgi, entre Guebedji et Hadgi-Hassan-Lar, où on ne laissa qu'une forte avant-garde de cosaques. Le général Dellingshausen, avec six bataillons et quatre escadrons, fut envoyé à Peinavozy pour renforcer la droite du général Bistrom et se lier avec lui. La 3[e] brigade de la 19[e] division fut même détachée de l'armée devant Schumla pour renforcer encore le corps du général Bistrom,

tant l'empereur, avec raison, attachait d'importance à la position occupée par ce général, pour assurer la circonvallation contre les attaques d'Omer-Vrione. Dans cette situation, les Turcs et les Russes, après avoir inutilement tenté de se forcer réciproquement dans leurs lignes, restèrent en présence dans leurs positions respectives, et se contentèrent de s'observer jusqu'à la fin du siége.

Reprenons-en les travaux. On avait continué les cheminemens contre le front d'attaque, exécuté une descente de fossé, et passé le ravin. Nous regrettons de ne pas connaître les détails de ce dernier travail, qui a présenté de grandes difficultés, surmontées avec bonheur par le colonel du génie Schilder, malgré le feu de la place et les sorties des Arnautes chargés de la défense du fossé. Les Russes attachèrent le mineur au second bastion et au bastion de la mer, contre lequel nous avons dit qu'ils avaient élevé en outre une batterie de brèche. Nous ignorons les motifs qui les engagèrent à préférer la voie longue et incertaine de la mine à celle du canon pour faire brèche. On donne pour raison en faveur de la mine, lorsqu'on peut passer en galerie souterraine sous le fossé, qu'on n'a pas à redouter les sorties dans le fossé, que l'assiégé ignore où sera ouverte la brèche, et n'a pas le temps de la retrancher; mais ce cas n'avait pas lieu ici. On mina sans péril ni difficulté le bastion de la mer; les fourneaux jouèrent le 3 octobre, et firent un bon effet. Une partie des ouvrages s'écroula dans les tranchées. Les travaux du colonel Schilder au second bastion furent un peu retardés par les chicanes de l'assiégé. Le colonel Schilder chargea lui-même les fourneaux le 4; ils jouèrent le même jour à trois heures après midi, et ouvrirent deux brèches au bastion.

Les 4, 5 et 6 octobre, on travailla à rendre facile l'accès des brèches, particulièrement de celle du bastion de la mer,

sur laquelle on voulait faire un logement selon les règles ; mais dans un assaut, et surtout de nuit, les choses se passent rarement comme on l'a ordonné.

Le 7, une heure avant le jour, une colonne composée de tirailleurs, de matelots d'élite, de deux compagnies du régiment d'Ismaïlof de la garde, et de cent-cinquante travailleurs portant des gabions, commandée par le lieutenant de la marine Zaitzeffski, gravit la brèche au bastion de la mer sans tirer un coup de fusil; la montée était praticable; seulement les palissades du parapet, qui avaient été entraînées par l'éboulis des terres, présentaient sur les flancs de la brèche des espèces d'éventails qui causèrent d'abord quelqu'embarras. Cet obstacle aplani, la colonne culbuta à la baïonnette les Turcs qui se trouvaient encore dans le bastion; n'éprouvant pas de résistance, elle se laissa emporter à leur poursuite jusqu'au milieu de la ville, où elle répandit la consternation. On délogeait en même temps tous les tirailleurs turcs des fossés de la place, mais la colonne d'assaut n'étant pas soutenue, fut bientôt ramenée, suivie d'un grand nombre de femmes et d'enfans chrétiens qui s'étaient placés sous sa protection. Elle perdit même le bastion de la brèche qu'elle avait été chargée d'occuper, de sorte que cette pointe irréfléchie fit manquer le but principal de l'attaque. Les Russes eurent 80 morts et 300 blessés, et évaluèrent à 600 hommes la perte des Turcs.

Cette entreprise néanmoins montra à ces derniers qu'ils n'étaient plus en sûreté dans leurs murs, et qu'ils courraient risque d'être emportés d'assaut d'un moment à l'autre, aussitôt qu'ils seraient convenablement attaqués. Ils sentirent la nécessité où ils étaient de capituler; et le 8, un secrétaire particulier de Joussouf-Pacha, accompagné de deux Turcs, fut conduit à bord du vaisseau que montait l'a-

miral Greigh, pour négocier la reddition de la place. Cette première conférence n'eut aucun résultat.

Le 9 au matin, le même agent vint dans la tente du comte Woronzow. Le soir, Joussouf-Pacha vint en personne, et promit une déclaration positive pour le lendemain.

Effectivement, le 10, il remit une déclaration, portant qu'il reconnaissait l'impossibilité de défendre plus longtemps la place, qu'il se mettait sous la protection de l'empereur, le capitan-pacha ne voulant pas entendre parler de capitulation sans condition. Dans la nuit, et le 11 au matin, toutes les troupes au nombre de 5 à 7000 hommes, redoutant une catastrophe, s'empressèrent de mettre bas les armes, et se rendirent prisonnières de guerre aux assiégeans.

Le 11 à midi, des députés de la ville en présentèrent les clés à l'empereur, et le même jour les troupes de S. M. y entrèrent; elles y trouvèrent 162 pièces de canon de différens calibres, et une quantité considérable d'armes et de munitions.

Dans la nuit du 11 au 12, Omen-Vrione quitta précipitamment sa position, et se retira derrière le Kamtschik. Enfin, le 12, dans la matinée, le capitan-pacha qui s'était réfugié avec 300 hommes dans la citadelle, et qui menaçait de la faire sauter si on ne lui permettait pas d'aller rejoindre le corps d'Omer-Vrione, en sortit libre, et prit la route de Burgas.

Ainsi, ce ne fut qu'après soixante-dix jours de siége, dont soixante de tranchée ouverte, que les Russes furent entièrement maîtres de Varna. Mais supposons un instant que les projets de l'ingénieur français eussent été exécutés, qu'il y eût eu des dehors dont il eût fallu s'emparer avant de faire

brèche à l'enceinte, et que cette enceinte eût été retranchée, la durée de l'attaque laissait le temps de faire des travaux ; l'armée russe fatiguée, décimée par les maladies qui y faisaient déjà des ravages, ne terminait pas le siége de Varna en 1828, était obligée de le mener de front en 1829 avec celui de Silistrie, et ne serait pas allée dans la même campagne dicter des lois au sultan aux portes de sa capitale. Qui sait les changemens que ces retards auraient apportés dans la politique de l'Europe ?

AUGOYAT.

BATAILLE DE VARNA,

le 10 *novembre* 1444.

La destination que l'empereur Nicolas a donnée à une partie des canons pris à Varna, en décidant qu'ils seraient employés à élever un monument à la mémoire des guerriers chrétiens morts à la bataille de Varna le 10 novembre 1444, nous engage à rappeler brièvement ce fait historique qui précéda de neuf ans la prise de Constantinople par les Turcs; nous le ferons d'après le capitaine Schels, rédacteur de la *Gazette militaire* autrichienne (Zeitschrift de 1826, 4e trimestre, p. 154).

En 1444, les grands de Hongrie étaient fatigués de la guerre qu'ils soutenaient depuis six ans contre Murad II; les puissances de la chrétienté ne tenaient pas leurs promesses. Dans cet état de choses, Wladislas III, roi de Pologne et de Hongrie, donna des pleins pouvoirs à Jean Corvin d'Huniad, fils naturel de l'empereur Sigismond, qui s'était rendu redoutable aux Turcs à la tête des troupes, pour traiter de la paix. Murad II, pressé de retourner en Asie pour apaiser une révolte, accueillit avec empressement les propositions qui lui furent faites. Une paix ou trève de dix ans fut conclue à Szégédin, et le 1er août, on s'engagea par serment à la maintenir. Huniad jura sur l'Evangile au nom du roi, et un envoyé turc, sur le Coran, au nom du sultan.

Deux jours après, on fit changer de résolution à Wladislas. On lui représenta que le traité qu'il venait de conclure était contraire aux intérêts de la chrétienté, au droit des gens, en un mot, qu'il était nul; le cardinal Julien flatta

Huniad de la couronne de Bulgarie ; le cardinal Alberti qui commandait la flotte du pape écrivait qu'il empêcherait le retour de Murad en Europe. La guerre fut résolue.

Le roi partit de Sgézédin le 20 septembre avec 15,000 hommes seulement. Il passa le Danube le 3 octobre à Orsova, suivit la rive droite de ce fleuve jusqu'à Widdin, pillant et saccageant toutes les villes turques qui étaient sur la route de l'armée. Son projet eût été de franchir l'Hémus et d'atteindre le golfe de Saros pour se lier avec la flotte. Mais son armée était trop faible, et elle traînait d'ailleurs à sa suite 2,000 chars chargés de vivres et de bagages, qu'on aurait été obligé d'abandonner dans les montagnes. On attachait même une importance militaire à leur conservation ; on en formait dans ce temps des retranchemens fermés appelés *Wagenburg*. Le roi résolut de continuer à marcher dans la riche vallée du Danube jusqu'à Nicopolis, au pied de l'Hémus, aujourd'hui Nikoupi, et de tourner les hautes cimes de l'Hémus, par Laskovza et Schumla. Il fut joint, le 26 octobre, à Nicopolis, par Huniad, qui amenait environ 10,000 hommes dont 4,000 Wallaques, et le fils du prince de Valachie donné comme ôtage par son père. Huniad était prince de Transilvanie.

L'armée arriva sur le Kamtschik, sans avoir trouvé de forces ennemies. Le roi envoya des sommations à toutes les places turques de la contrée, promettant aux garnisons qu'elles seraient conduites sous sûre escorte à Gallipolis, et de là transportées en Asie. Quelques places ouvrirent leurs portes, mais deux forteresses situées sur la Varna, Sumen et Petretz (aujourd'hui Devina et Dkodin) rejetèrent les propositions du roi. L'armée en fit le siége et s'en était emparée lorqu'elle reçut de fâcheuses nouvelles de la flotte et des dispositions du prince de Servie. Des prétextes frivoles avaient retenu la flotte ; tout faisait conjecturer le prochain

retour de Murad. Néanmoins le Roi et Huniad persistèrent, contre l'avis des autres chefs chrétiens, à s'avancer dans la Thrace. Au 9 novembre, ils avaient achevé de soumettre les villes situées dans la vallée du lac Dewna; les garnisons de Varna, des châteaux de Galata et de Macropolis s'étaient enfuies par mer. Le roi, qui souffrait d'une blessure, résolut de faire quelque séjour à Varna; le camp fut tendu en avant de cette ville.

Murad, informé de l'attaque des chrétiens, avait trouvé à prix d'argent des bâtimens gênois et vénitiens qui avaient passé ses troupes d'Asie en Europe, au commencement d'octobre, près de Gallipolis. Il amenait 40,000 Turcs, auxquels se joignirent tous les hommes armés qu'il fut possible de rassembler en si peu de temps dans la Thrace, la Macédoine et la Grèce. Il s'arrêta cinq jours à Andrinople, et arriva vers la fin d'octobre à Nikoupi. A partir de cette ville, il suivit de si près les traces de l'armée chrétienne, que, le 5 novembre, il arriva le soir dans une position qu'elle avait quittée le matin. Sa marche jusqu'au 9 resta ignorée de Wladislas, quoique les deux armées fussent si voisines. Il recevait au contraire les renseignemens les plus exacts des habitans du pays sur la force et la discipline de l'armée de son adversaire. Le 9, au soir, il arriva près de Varna, à 5,000 pas de distance, et ce fut alors seulement que les chefs chrétiens reconnurent tout le danger de leur position. La seule route qui ne leur fût pas fermée pour revenir sur le Danube était celle qui traverse le Dobrutscha (celle que l'armée russe a suivie en 1828); ce pays était alors considéré comme un désert; il y avait plusieurs jours de marche. Le cardinal Julien ouvrit l'avis de se fortifier près de Varna, avec les Wagenburg, mais on manquait de vivres, et Murad n'en eût pas laissé le temps. Des deux côtés on se prépara au combat. L'armée de Murad était de plus de cent

mille hommes, celle du Roi, composée presque entièrement de cavalerie, était de 25,000 hommes au plus.

Huniad rangea les troupes en bataille; la gauche appuyée au lac Dewna, la droite au rameau nord de l'Hémus, au-delà duquel est le long désert qui s'étend jusqu'au Danube. Il forma une *wagenburg* derrière la droite. Le roi se plaça derrière le centre, au milieu de la vallée, ayant près de lui une garde hongroise et une troupe d'élite de 5,000 polonais. Murad rangea son armée sur plusieurs lignes, et, rendu prudent par les défaites des années précédentes, quoique très-supérieur, il fit des dispositions défensives de sûreté. La bataille commença le matin, une heure après le lever du soleil.

Les Turcs cherchèrent d'abord à tourner l'aile droite des chrétiens; ils furent repoussés, et bientôt, après différentes alternatives, toute leur première ligne fut même défaite, mais le désordre était déjà extrême dans les rangs des chrétiens. Cependant le roi et Huniad, après que la cavalerie eût pris quelque repos, enfoncèrent encore la seconde ligne ennemie, où se trouvaient les spahis européens. Vers la fin du jour, le corps d'élite polonais demanda à prendre part au combat; le roi eut la faiblesse d'y consentir, et d'engager la réserve de l'armée. Il la conduisit à l'attaque du quartier du sultan, qui était fortifié. Dans ce moment, Murad, au rapport des historiens, était abattu et prêt à fuir; mais les pachas qui l'entouraient lui représentèrent qu'il avait encore une excellente infanterie qui n'avait pas donné, et que tous les corps chrétiens étaient dispersés. Il reprit courage. Wladislas ayant été tué dans l'attaque, le désordre se mit aussi parmi les Polonais; la victoire se déclarait pour Murad. Huniad, n'ayant pu parvenir à rassembler aucune troupe, prit la fuite par la route du bas Danube, et arriva sur les bords de ce fleuve après deux nuits et deux jours de marche

sans repos. Le lendemain de la bataille, Murad fit attaquer les *wagenburg* où s'était retirée une partie de l'infanterie chrétienne. Cette victoire coûta aux Turcs 30,000 hommes ; la perte des chrétiens fut de 10 à 12,000 hommes, suivant quelques historiens. D'autres ne l'évaluent qu'à 5,000 hommes.

Murad II n'affermit son empire en Europe, et ne consomma la chute de l'empire grec que neuf ans après la bataille de Varna, par la prise de Constantinople. Selon toute vraisemblance, en 1829, un an après la prise de Varna, les Turcs dégénérés eussent été chassés de leur capitale, si la générosité ou la politique de l'empereur Nicolas n'eût jugé convenable d'ajourner ce grand événement. A.

RECHERCHES HISTORIQUES

SUR

LES ARMURES DES DIFFÉRENS AGES.

Le mot *armure* paraît dérivé du participe armé, puisqu'on a originairement écrit *armeure*, ainsi que le faisait encore Delatour en 1514. Cependant des étymologistes tirent directement armure du latin *armatum*, qui a laissé dans l'italien et dans l'espagnol le substantif *armadura*.

L'expression *armure* a d'abord répondu aux termes *armement* et *harnois* : elle désignait l'uniforme de guerre et le costume de tournois des chevaliers.

On employait avant le dix-septième siècle le mot *armure*, pour désigner et un ensemble de pièces d'armement et des armes, c'est-à-dire des genres de troupes; ainsi Villaret montre, en 1348, les Anglais faisant prisonniers douze chevaliers et cent armures de fer, c'est-à-dire cent gens d'armes, ou cavaliers armés.

On s'est servi du verbe *se garnir* dans le sens de porter une armure; le Dictionnaire de l'académie en rend témoignage; on disait d'un homme qu'il était garni, pour indiquer qu'il se présentait à un duel avec une armure cachée; ainsi être garni se prenait en mauvaise part.

Après cet examen du mot, entrons dans quelques considérations générales, et, pour l'éclaircissement de la chose, remontons aux premiers âges,

L'armure est d'un usage aussi ancien que la civilisation; les historiens chinois, les livres sanscrits, les bas-reliefs de Thèbes en Egypte, retracent des armures antérieures peut-être à celles que décrit Homère.

Celles des Asiatiques, et surtout des Parthes, consistaient en de légères défenses de métal, ou même de corne, appliquées en petites écailles, et ajustées en plumes d'oiseaux.

Peut-être les Romains ont-ils emprunté des Etrusques ou des Grecs, peut-être les Grecs reçurent-ils des Perses les armures dont ils firent usage; mais de tout temps ces peuples en eurent d'un travail plus ou moins perfectionné, d'un genre plus ou moins compliqué; le luxe en fut poussé jusqu'à y mêler l'or, comme le firent les Chrysaspides.

Les armures ne sont plus aujourd'hui une question d'utilité, mais seulement de curiosité et d'étude; étude difficile, science perdue, puisque leur histoire n'est rappelée dans aucun dictionnaire, dans aucun document officiel ou authentique. Quelques écrivains didactiques effleurent à peine le sujet; la plupart d'entre eux manquent de notions premières et de vues générales; les historiens et les traducteurs modernes, dépourvus d'une technologie militaire, se perdent en conjectures.

L'armure, la tactique, la guerre, ont une étroite liaison entr'elles. Le genre et l'emploi des armes, ont exercé une grande influence sur les révolutions des peuples, leurs succès guerriers, leur ruine ou leur prépondérance: donnons une idée de ces vicissitudes.

La Grèce change d'aspect quand l'armée de Philippe changea d'armement et d'armures.

Le choix heureux de l'armement romain et ses perfectionnemens sages et successifs contribuent à la conquête du monde.

Annibal goûte l'armure romaine, et ne parvient à lutter avec des chances égales qu'en lui sacrifiant celle des Carthaginois.

L'armure devint trop pesante au quatrième siècle pour les Romains amollis, et les barbares déchirent l'empire.

La féodalité ne maintient sa domination qu'à l'abri d'une armure interdite aux vilains et aux hommes de pose; mais la poudre à canon détrône la féodalité, en rendant inutile, dangereuse même, son armure. L'habillement de fer disparaît par la nécessité d'une nouvelle tactique de cavalerie, et non par suite du relâchement de la discipline, comme l'insinue le maréchal de Saxe.

Enfin l'empire du Mexique croule devant une poignée d'arquebusiers espagnols et de chevaux bardés.

Autrefois on disait : armure à la légère, armure légère (*armatura levis*) pour signifier une troupe légère ou un soldat de ce genre de troupe, par opposition aux cataphractaires, qui étaient la grosse cavalerie du temps.

Les troupes légères, dont parlent Agathias, Martial, Tacite, portaient pour toute défense l'armure de tôle, le bouclier, le garde-cœur : on voit par là combien ils différaient des cataphractes.

Pendant long-temps les armures romaines consistèrent surtout en lames de fer horizontalement disposées; l'ouvrier en réglait la souplesse et la dimension, de manière qu'elles pussent, sans causer de gêne, obéir aux mouvemens du corps et des membres.

Il y a des auteurs qui prétendent que l'ensemble de l'armure de l'infanterie romaine était de soixante mines, ou de quinze kilogrammes; mais toute assertion de ce genre est vague, si elle n'explique de quelle armure il s'agit, à quel temps il faut se reporter, et à quel genre de soldats la citation s'applique; car la différence est grande s'il s'agit

d'infanterie ou de cavalerie; s'il se reporte aux temps de la république, de l'empire d'occident, de l'empire d'orient.

L'armure des Romains a subi plusieurs changemens marqués, soit quand les citoyens plus opulens furent autorisés à la porter plus complète, soit quand les légions eurent à combattre des éléphans, des chars de guerre; soit quand l'armure comprit un plastron en cuir bouilli, moulé en quelque sorte sur le buste de l'homme.

Les Francs connaissaient quelques pièces d'armure, telles que la cotte de mailles. Grégoire de Tours en fait mention : ils l'empruntèrent probablement des Romains; mais en général, les armées de la première race ignorèrent et dédaignèrent l'emploi des armes défensives; les soldats n'avaient que le sayon.

La bataille de Poitiers, livrée en 732, laisse aux mains de la milice française la riche dépouille et les armures des cavaliers sarrazins. Ce fut là surtout que notre cavalerie en apprit l'usage, et que la chevalerie fieffée en apprécia l'utilité et en prit le goût.

Sous la seconde race, notre gendarmerie (gens d'armerie) adopte l'armure presque complète. Le moine de St.-Gall décrit celle de Charlemagne : qu'on ne croie pas cependant que dès ce règne on ait porté des armures de fer plein, ou de pied en cap.

La chevalerie appelait armure l'ensemble des armes défensives d'un homme de guerre, et l'enveloppe défensive de son cheval; cette seconde partie de l'armure s'est aussi nommée *bardes*. Quant à l'armure des chevaliers, qui avait également le nom de *harnais*, elle était ordinairement en fer, quelquefois en acier; rarement en cuivre; mais l'ensemble ne s'en composait pas uniquement de métal; le cuir, la soie, les matelassures en faisaient partie.

L'armure était quelquefois de fer plein, quelquefois forgée

en partie et en partie tricotée, quelquefois de cuir et de métal ajusté par application; pendant long-temps elle fut accompagnée d'une ceinture, et, suivant les temps, d'une écharpe que l'aiguillette retenait.

Les mots *armure* et *guerrier* étaient si inséparables que les langages historique, héroïque, pittoresque, emploient l'expression : revêtir l'armure, comme équivalente à l'expression : entrer au service.

Sous la troisième race, l'armure laissait vulnérables plusieurs parties de la personne du guerrier; l'écu avait pour objet d'y porter remède. Quand l'armure ne présenta plus d'intérêt, l'écu fut abandonné, ou devint moins commun.

Sous le règne de Philippe-Auguste, la cotte de mailles s'augmenta en tout ou en partie des pièces nommées *brassards*, *chausses*, *chevesche* ou *coiffe*, *gantelets*, *gorgerin*, *grèves*, etc. Sous ce prince, les chevaliers réussirent à joindre si parfaitement les pièces de l'armure, qu'elle était impénétrable à toutes les armes, et à ces coutilles, ces allumelles allemandes, ces épées pointues qui prirent naissance alors.

Quand l'armure de fer plein succéda aux mailles, les heaumiers qui la forgeaient succédèrent aux tréfiliers qui tricotaient le fil de fer. Ces heaumiers disposèrent, en certains cas, les lames comme des écailles qui allaient en remontant; ainsi la plus élevée était recouverte par la lame qui était au-dessous, et ainsi de suite. Cet artifice empêchait qu'un glaive, une lance, dont la pointe se fût insinuée, par exemple, entre deux lances du gantelet, n'eût trouvé accès pour percer le bras.

Cette différence entre les armures dont les lames sont ascendantes ou descendantes, tient aux causes que voici.

Au temps des masses d'armes, des martels, des fauchons, des grands sabres, il valait mieux que la lame descendît; le

coup glissait et était moins dangereux ; il valait mieux au contraire que la lame ou l'écaille allât de bas en haut pour résister aux glaives, qu'on susbstitua aux armes contondantes.

La nuance de ces deux systèmes, la différence de disposition des lames aurait dû influer sur le classement jusqu'ici si inexact, si conjectural, des armures ; mais on n'y a pas eu égard dans l'arrangement des cabinets d'armes ; les amateurs d'armures ne sauraient trop, en tout pays, se défier des suppositions que se sont permises les classificateurs qui ont étiqueté les objets de ce genre.

Au temps de Louis IX, on rehaussait de pierres précieuses certaines parties de l'armure ; il en reste pour témoignage un casque attribué avec fondement à ce prince ; le genre de travail de cette pièce indique l'origine orientale.

On lit dans des catalogues imprimés, et pour ainsi dire officiels, que des heaumes et des cuirasses de fer plein, qu'on voit au muséum d'artillerie à Paris, ont appartenu aux paladins Renaud et Roland ; mais M. Marchais témoigne que le prétendu heaume de Roland, mort à une époque où la langue française était inconnue, présente une inscription en français gothique du treizième siècle.

Expliquons la source de pareilles erreurs.

A l'arsenal de Sedan, on avait désigné, comme provenant de Renaud de Montauban, une armure à cuissards et à grèves, quoique ces pièces fussent inconnues au temps des paladins et des douze pairs. Renaud, s'il a existé, était un des quatre fils d'Aimon, prince des Ardennes. Les antiquaires de Sedan, ville des Ardennes, n'ont dû voir dans des armures antiques, que des monumens de la gloire ardennaise ; c'est une crédulité superstitieuse qui a quelque chose de patriotique.

Le muséum d'artillerie de Paris, entrant en possession

de cette armure, a admis bonnement cette fable. Le fondateur de l'établissement n'a pas osé contester l'ancienneté apocryphe d'un objet réellement du treizième siècle. Ce costume de fer a été maintenu dans son illustration imaginaire, quoique Renaud fût mort en 778, à Cologne, moine et martyr, s'il faut en croire les légendaires allemands.

Le cabinet de Chantilly possédait une cuirasse à brague, qui paraît, à n'en considérer que la partie supérieure, avoir appartenu à une femme. Le patriotisme français a attribué sans réflexion cette arme défensive à la Pucelle d'Orléans, quoiqu'on voie sur les cuissards et sur l'épaulière l'image d'un compas ouvert surmonté d'une couronne, et accompagné des initiales N. I. Ces lettres n'ont cependant aucun rapport avec les emblêmes, épigraphes ou monogrammes que les historiens disent avoir été pris par Jeanne.

On est en droit de s'étonner que les anciens conservateurs du Muséum aient maintenu de semblables erreurs; pouvaient-ils croire du huitième siècle des pièces d'armure dont l'invention est postérieure à Philippe-Auguste? Pouvaient-ils supposer que la Pucelle d'Orléans s'amusât à se déguiser de la sorte? N'étaient-ils pas les premiers à rire de ce qu'ils affirmaient. S'il eussent été dans le doute, il leur suffisait d'ouvrir Amadis des Gaules, Fauchet, Dutillet (page 197), Daniel (tome 1er, page 395), ils auraient vu dans ces ouvrages qu'avant le treizième siècle, ce n'étaient pas des forgerons et des ciseleurs, mais des tréfiliers qui fabriquaient les treillis nommés treslios : ces armes défensives étaient en mailles, en anneaux, en chaînons de métal; c'étaient non pas les haumiers, mais les haubergeonniers qui en faisaient le commerce.

Quoique le classement des armes de la Tour de Londres semble mieux fait, les étiquettes de quelques armures n'y sont guère plus authentiques; un harnais attribué au

Prince Noir appartient à un siècle qui n'est pas celui où il vivait. Le cabinet d'armes (armeria) de Madrid, soigneusement rangé du reste, est dépourvu de catalogue; nulle part on n'a publié de renseignemens classiques et scientifiques en ce genre; ne nous étonnons donc pas que le catalogue du conservatoire d'armes parisien fourmille d'inexactitudes et d'erreurs.

Ce que nous disons des archéologues militaires, on peut le dire des artistes français.

Peu de peintres ou de statuaires qui, en représentant un personnage historique vêtu de fer, lui aient donné le costume qui fût vraiment le sien; les arts d'imitation n'accusent juste que par des hasards heureux, et quand ce qu'ils rendent est modelé sur une image d'un monument tumulaire, ou est imité des artistes contemporains du guerrier représenté. Tel trophée d'armes, telle composition graphique, empruntés des Perses, des Romains ou du moyen âge, sont un caprice de dessinateur, où il y a erreur de dix siècles et de mille lieues.

Si le peintre moderne exprime la vérité quant aux formes, l'exprimera-t-il quant à la couleur? A-t-il recherché si l'époque à laquelle se rapporte son travail est celle où régnait la mode des armures blanches ou brunies, du damasquinage, des dorures, des ciselures, ou de tels et tels accessoires?

La faute n'en est pas aux artistes de nos jours; elle vient de ce qu'il n'existe aucun ouvrage qui ait classé par siècles les effigies des personnages historiques, et par époques, par nations, par genre de troupe, les armes de nos ancêtres; rien en cette partie n'est étudié; tout est objet de doute; quantité d'armures attribuées à des femmes, ou qu'on juge avoir été confectionnées pour leur sexe, n'ont appartenu qu'à des hommes, et le genre de celles que por-

taient anciennement les hérauts d'armes est un point à éclaircir.

Brantôme (1600) dit qu'à Paris François I[er] reçut arquebusade en sa cuirasse ; cette cuirasse qui était conservée à Pavie, se voit au château du duc de Reggio, à Jend'heur, et nous n'y avons pas trouvé de trace d'arquebusade.

Des armures à ailes ornent le Muséum d'artillerie de Paris, il en existe de pareilles en Italie ; mais des renseignemens satisfaisans à l'égard de cette singularité sont encore à rechercher.

M. Roquefort dit qu'une espèce d'armure s'appelait *favart* ; mais il n'en donne pas l'explication. Il appelle *honguines*, comme le faisait Borel (Pierre), ou *honquines*, selon d'autres écrivains, les parties de l'armure qui étaient, à l'égard de la cuirasse, ce que les membres sont à l'égard du corps humain. Ainsi les brassards, les gantelets, les cuissards, les grèves, les haussecous, etc., étaient honquines.

L'Espagne, depuis l'invasion des Maures, Liége, dans le moyen âge, et Milan, depuis le douzième siècle, faisaient un grand commerce d'armures; la célébrité des ouvriers d'Italie eut une longue durée. Le nom du heaumier Paraira de Milan, que cite Walter Scott, se répandit dans toute l'Europe; et Brantôme, en racontant que la troupe dont il faisait partie traversa en 1570 le Milanais, prend soin d'ajouter qu'elle n'oublia pas de s'y pourvoir d'armes à feu et d'armes défensives; il cite à cette occasion les Italiens Negro et Gaspard, qui s'enrichirent considérablement au trafic des armes dorées et gravées.

Le même auteur témoigne qu'on commençait à préférer, pendant le quatorzième siècle, les armes moins lourdes ; mais qu'on reprit ensuite celles d'un grand poids pour se garantir de l'effet des petites armes à feu.

Les étrangers furent les premiers à sentir que, loin d'obvier au danger des coups de feu, les armures l'augmentaient; ils se décidèrent bien avant les Français, les uns à alléger un poids devenu insupportable, les autres à renoncer à une défense impuissante; il en était déjà ainsi quand, en France, nos gendarmes avaient encore deux tenues, l'une en armure, ou de pied en cap, l'autre en casaque d'armes ou robe longue.

La cavalerie française continua à se revêtir de fer jusqu'à la fin du règne de Louis XIII, époque où elle renonce à la lance, et ne se couvre plus que de quelques pièces d'armure, que bientôt même elle quitte presque toutes, et qui sont remplacées par le buffle défensif.

Vers ce temps, l'infanterie prend un habillement analogue à celui des temps modernes; l'armure de la cavalerie est abandonnée dans presque toute l'Europe; à raison de cet allégement, les charges de cavalerie, jusque-là faites au pas, commencent à comprendre quelques temps de trot.

Cependant les Polonais conservèrent, jusqu'au premier partage de la Pologne, un corps de cataphractes, et le pape a encore des soldats cuirassés à la manière des bas siècles.

Le long usage du mot *armure* explique l'erreur où des écrivains et des ordonnances sont tombés dans le siècle dernier, en confondant encore l'armure avec l'armement; celui-ci suppose uniformité, ce qui n'est point le cas de l'armure; aussi caractérisait-on les armures individuelles, ou celles d'une troupe, au moyen des armoiries, des casaques, des écharpes, du collier, des fremaillets, etc. On obviait par là aux inconvéniens de leur bigarure, et aux quiproquos, que leur dissemblance, ou leur similitude occasionaient; il s'établit surtout quelque règle en cette partie, depuis l'institution des compagnies d'ordonnance et la levée des bandes noires.

A l'égard des armures, on peut consulter Carré, Brantôme, Cavalcanti, M. Champolion, Daniel, l'Encyclopédie, Fauchet, Froissard, Garja, Goetzman, Grose, M. Hallam, Monstrelet, Montfaucon, M. Willemin.

Ammian et Suidas traitent des anciens usages. Sur leurs récits, et sur ceux de Stéwechius, Juste Lipse a publié les dessins de quelques armures antiques.

Turpin s'occupe aussi des armures, et combat les écrivains qui se déclarent partisans de ce genre de défense ; parmi ceux qui voudraient nous la faire reprendre, sont Delanoue, Mézeroy, Maurice de Saxe, Montécuculli, le général Rogniat, Santa-Cruz : ils inclinent plus ou moins vers ce retour aux vieilles coutumes, comme s'il n'était pas démontré que quand les projectiles actuels fracassent une pièce d'armure, ils rendent la plaie presque incurable : inconvénient bien plus grave que tous ceux que Hallam a énumérés dans le passage suivant : « Son poids » énorme épuisait les forces, et affaiblissait les membres du » soldat; elle rendait la chaleur des climats méridionaux » intolérable; dans certains cas, comme dans le passage » d'une rivière, elle augmentait les chances de mort; on » pouvait les tenir (les ennemis) en alarme toute la nuit, » et alors ils étaient obligés de dormir tout armés, ou cou- » raient le risque d'être surpris avant d'avoir eu le temps de » se revêtir de leur armure. »

Les écrivains qui viennent d'être mentionnés jettent peu de lumières sur l'histoire des armures dont la milice française s'est servie. Monstrelet, Froissard, les annalistes plus anciens ne nous instruisent guère mieux; on est réduit à recourir aux romanciers, chanteurs, troubadours, trouvères, et à évoquer ainsi d'une lecture frivole les vérités négligées par les écrivains sérieux. Nous avons tâché de dissiper tant soit peu cette obscurité; mais rien de positif

n'aide à appliquer des dénominations précises, à distinguer les variétés, à rendre raison des formes, à juger la destination des différentes pièces, et à classer, suivant les variations du costume, les différentes milices des grandes provinces, et les différentes phases de l'art militaire. Il faut tout deviner par analogie; l'orthographe des noms de ces pièces est irrégulière, dissemblable, arbitraire; tels de ces mots ont des synonymes et des analogues sans nombre.

Cependant si l'on compare la langue de la chevalerie et la langue descriptive de l'uniforme moderne et de l'habillement actuel, la première est bien plus riche; la moindre pièce d'armure y prend une appellation technique et non périphrasée; mais l'explication en est embarrassante et conjecturale, à raison du peu de secours qu'on pourrait tirer en France des cabinets d'armes. Les imperfections de ces collections, le peu de soin qu'on a mis à les compléter, le peu de durée qu'elles ont eu, le manque d'enregistrement, expliquent l'état d'ignorance où l'on restait, et démontrent qu'un travail plus complet sur l'armement de nos pères serait difficile et long, et peut-être impossible.

Le général Bardin.

DE LA NÉCESSITÉ

DE BONS CADRES DE SOUS-OFFICIERS.

Depuis long-temps on se plaint avec raison de la pénurie de bons sous-officiers qui existe dans les régimens ; mais jusqu'à présent on s'est peu occupé d'obvier à ce grave inconvenient si préjudiciable à une bonne organisation ; car il ne faut pas se faire illusion : en admettant que l'enseignement mutuel et l'école des sous-officiers établie dans les corps suffisent pour former des sujets propres à devenir fourriers et sergens-majors, les gardes, les parades, les exercices et les corvées, que, faute d'autres, on est forcé de faire faire aux élèves, en soustraient une grande partie et même des moniteurs particuliers.

De là, naît le dégoût qu'ils éprouvent et la mauvaise volonté qu'ils apportent à un enseignement où ils n'assistent guère que dix fois par mois et pour lequel ils subissent souvent des punitions. D'ailleurs il est prouvé (et j'en ai acquis la preuve pendant six ans que j'ai été attaché à l'enseignement mutuel, d'abord comme moniteur général ensuite comme directeur), qu'il n'en est jamais sorti un seul sujet susceptible de faire un bon sergent-major ou fourrier, tel qu'on doit le désirer aujourd'hui que les écritures sont si multipliées et surtout si savantes. Le peu de temps qu'ils peuvent consacrer à leur éducation en est et en sera toujours la cause.

L'école des sous-officiers est suivie avec encore moins de goût : les sergens-majors ont atteint leur but, une fois dans

la classe des sous-officiers, où l'on puise les adjudans et sous-lieutenans; les fourriers y parviendront, ils en ont la certitude par l'obligation où se trouvent les chefs de corps de nommer à cet emploi de médiocres fourriers dont le seul titre souvent est d'avoir une bonne conduite, et enfin le caporal devenu sergent, bornant presque toujours son ambition à l'obtention de leur congé; cela paralyse entièrement le zèle qu'apportent les officiers chargés des différens cours que l'on fait suivre aux sous-officiers, et qui pour beaucoup d'entr'eux sont sans aucun fruit.

On envoie cependant à la fin de chaque trimestre une *belle situation* au ministre de la guerre, laquelle constate que tel nombre d'élèves sont passés à telle ou telle classe; et l'on présente aux inspections générales de beaux cahiers assez proprement écrits. Mais que savent-ils au résumé? assez lire, écrire et calculer pour être caporal! c'est beaucoup, il est vrai, pour des hommes qui ne savent rien, et on doit leur conserver ce moyen d'acquérir les premiers élémens de l'instruction, mais encore une fois cela ne suffit pas pour être bon fourrier ou sergent-major et devenir un jour officier.

Je ne chercherai pas ici à énumérer les causes qui ont occasioné cette nuisible pénurie de sujets qui entraîne avec elle l'émulation si nécessaire à l'art militaire; elles sont connues de tout le monde, et il faudrait remonter au mode de recrutement et à la trop grande facilité avec laquelle les jeunes gens se font remplacer dans les conseils de révision (ce qui inonde les corps de remplaçans la plupart illettrés). Je me bornerai seulement à présenter une idée, que je suis loin d'avoir la prétention de croire sans objections, sur le moyen d'acquérir dans l'armée, sans cependant être onéreux à l'état, de bons sergens-majors et fourriers dont la nécessité ne peut être révoquée en doute; et nous sommes

d'autant plus intéressés à nous en occuper que notre infériorité sous ce rapport avec les autres puissances est évidente, eu égard à notre administration.

On pourrait y parvenir, je crois, en formant une école de sous-officiers, où tous les ans chaque corps enverrait six sujets pour les régimens d'infanterie qui continueraient toujours à compter à leur effectif, ce qui donnerait pour l'armée tant infanterie de la garde que de la ligne, un nombre de (1). 540

Par conséquent l'année suivante le nombre serait double 1,080

Au bout de deux ans il en sortirait. 540
qui seraient remplacés par un même nombre de nouveaux élèves, ce qui maintiendrait le complet de l'école à 1,080

Ces jeunes gens qui seraient choisis par les colonels parmi les soldats qui montreraient le plus de dispositions et se dévoueraient à l'état militaire, ayant au moins quatre mois passés sous les drapeaux, où on les aurait dégrossis et appréciés, seraient caporaux de droit à l'expiration de leur année de service, et sous-officiers au bout de deux ans, époque où ils rejoindraient leurs corps, dans les cadres desquels, comme je viens de le dire, ils n'auraient cessé de compter et où on aurait eu soin de maintenir vacantes le nombre de places nécessaires de caporaux, sergens ou fourriers, selon qu'il y aurait lieu.

Les colonels pourraient également choisir parmi les enfans de troupe des élèves qui compteraient leur service de quatorze ans, mais qui ne seraient sous-officiers qu'à vingt

(1) Les armes spéciales et la cavalerie ne sont pas comprises, je laisse aux officiers de ces corps à décider si l'on donne assez d'instruction aux sous-officiers dans leur régimens, et à Saumur aux cavaliers

ans, pour ne pas enfreindre la loi; ce qui offrirait encore un grand avantage; car, au lieu de devenir tambours et presque toujours mauvais sujets, on aurait des sous-officiers essentiellement militaires, attendu qu'élevés dans les corps, beaucoup n'ont pas d'autre ressource que celle de consacrer leur vie à l'état. Et ne serait-ce pas aussi une récompense inappréciable pour les anciens militaires chargés d'une nombreuse famille que souvent, faute de moyens, ils ont peine à élever?

Il leur serait enseigné par leurs officiers qui deviendraient leurs professeurs, 1° la grammaire, 2° l'arithmétique, 3° la géographie, 4° l'histoire militaire, 5° les écoles du soldat et de peloton, ainsi que les devoirs de guides dans celle de bataillon, 6° les réglemens du service intérieur, 7° du service des places, 8° du service en campagne, et 9° celui d'administration; le tout en ce qui concernel es souso-fficiers d'in. fanterie jusqu'au grade de sergent-major inclusivement.

Cette organisation n'occasionerait qu'un faible surcroît de dépenses au gouvernement, l'école étant formée en bataillon, compagnies, etc. Les élèves ne devant être absens de leurs corps que pendant deux ans et étant habillés à neuf avant de les quitter, le linge et chaussure seraient fournis par le magasin de l'école, et imputables aux divers corps auxquels appartiendraient les hommes, comme cela se pratique pour ceux qui, voyageant isolément, reçoivent des effets en route.

Il serait formé un bataillon de douze compagnies de quatre-vingt-dix hommes, nombre égal à l'effectif de l'école 1,080 hommes, pour lequel je pense que le cadre ci-après suffirait.

Grand état-major, trente-deux officiers (1).

(1) Tout l'état-major serait logé dans l'école. Si les localités ne le permettaient pas, ils auraient droit à l'indemnité de logement affecté à leur grade.

1 Major commandant l'école, appointemens par an 3600 fr.; frais de représentation, 1,800; indemnité de fourrages pour deux chevaux, 730. Total 6,131.

(Son supplément se composerait des frais de représentation attachés au grade de colonel, et d'une ration de fourrages de plus.)

Deux adjudans-majors d'infanterie, considérés comme capitaines de première classe, chargés de l'instruction militaire, 4,500 fr.

1 Officier payeur, lieutenant ou sous-lieutenant, appointemens de lieutenant de première classe, 1,450 fr.; frais de bureau, 2,000 fr. Total. 3,450.

1 Officier chargé de l'armement, grand équipement, linge et chaussures, appointemens de lieutenant de première classe, 1,450 fr.; frais de bureau, 300. Total. 1,750.

1 Aumônier, appointemens, 2,000 fr.; frais de culte, 100 fr. Total. 2,100.

2 Chirurgiens aides-majors de 1 à 10 ans; (leur solde variant tous les 10 ans.) Total 3,000.

12 Capitaine d'état-major, commandant les compagnies, chargés de divers cours, etc.

12 Lieutenans idem, commandant en second, idem.

(Il n'est porté aucune solde pour ces 24 officiers d'état-major, attendu qu'ils seraient pris dans l'armée, et qu'ils figurent au budjet.)

Petit état-major. — 13 sous-officiers (1).

12 Adjudans sous-officiers d'infanterie, un par compagnie chargé de l'administration, et attaché à l'instruction. Tenus de se pourvoir de leur habillement, par an 1,000 fr. Total 12,000.

(2) Le petit état-major logerait à l'école. Chaque sous-officier aurait droit au pain et au chauffage comme les élèves.

1 Maître armurier, solde par jour 97 c., par an, 354 fr. 05 c.; habillement par an, 50 fr. Total 404 fr. 05 c.

(L'abonnement pour l'entretien des armes n'est pas compris, les régimens ayant douze armes de moins que leur effectif ne le comporte, ce ne serait réellement pas un accroissement de dépense.)

Supplément à la solde de station, pour les détachemens allant et revenant de l'école, 540 sous-officiers et 540 soldats, à 20 et 10 centimes par jour, pour 25 étapes, distance approximative, 5,050 fr.

Total (1) des dépenses par an. 38,685 fr. 05 c.

Les officiers et adjudans sous-officiers, concourraient dans l'armée pour l'avancement, et après dix ans passés dans le même grade et à l'école, ils auraient. comme dans les armes spéciales, la retraite du grade supérieur.

Cet utile établissement coûterait donc 38,685 fr. 05 c., en sus du budjet de la guerre, non compris les premiers frais, qui s'éleveraient à peu de chose. La France ayant assez de bâtimens militaires, et d'objets de casernement; mais peut-on faire entrer une somme aussi modique en comparaison avec les nombreux avantages qui en résulteraient?

Par ce moyen, les régimens posséderaient bientôt d'excellens cadres, et nous avons encore un exemple récent de leur importance. En 1813, tous les corps revenant de la fatale expédition de Russie, étaient désorganisés; mais il restait de nombreux et anciens sous-officiers échappés à nos longues guerres, aussi improvisa-t-on de suite plusieurs armées, et les victoires de Lutzen et de Bautzen, prouvent

(1) Il n'est pas porté de solde pour les élèves, puisque ce ne serait pas un surcroît d'hommes, il appartiendrait à des régimens dont l'effectif ne sera pas augmenté.

assez ce qu'elles eussent fait, si on eût pu donner plus de temps à leur instruction.

Les élèves seraient aussi d'une grande utilité dans l'armée en les employant, sous la direction des adjudans-major, à l'instruction des sous-officiers et caporaux, et ils deviendraient une pépinière de bons officiers, qui, joignant *la science à la pratique de tous les devoirs militaires*, offriraient pour tous les grades une source intarissable.

J'ajouterai que les sous-officiers se destinant à l'état militaire, qui, sentant leur manque d'instruction, pourraient être admis à l'école, son but n'étant que de former de bons cadres, ce moyen ne pourrait encore qu'y contribuer.

Ce projet qui n'a rien qui puisse blesser nos institutions, donnerait de la considération aux sous-officiers; elle rejaillirait sur toute l'armée, qui en a plus besoin que jamais, et aurait l'avantage de détruire la répugnance qu'ont pour le service les jeunes gens qui possèdent de l'éducation et de la fortune.

A. Soyer,
Sous-lieutenant au quarante-sixième régiment, ex-officier payeur du bataillon expéditionnaire en Morée.



MÉMORIAL DU DÉPOT DE LA GUERRE, Tome V.

CAMPAGNE DES FRANÇAIS

EN ALLEMAGNE, EN 1800,

PAR LE COLONEL MARQUIS DE CARRION-NISAS.

Compte rendu par le colonel Janin.

(Deuxième article.)

Le récit des événemens de la campagne d'hiver, que renferme le premier chapitre de la deuxième partie, est fait avec cette rapidité, cette concision, qui n'ôtent rien à la clarté et que nous avons déjà eu occasion de remarquer. C'est un veritable style d'annales : l'auteur sait, à volonté, donner au sien toutes les formes. Quelque brève qu'ait été cette campagne, il la divise, comme la précédente, en trois périodes.

La première, qui ne s'étend que du 28 novembre, jour de la reprise des hostilités, au 30, ne comprend que les mouvemens préparatoires et de concentration. L'observateur militaire remarquera cela de particulier que les deux armées se croient réciproquement sur la défensive et qu'elles se disposent à attaquer simultanément. Le général autrichien a formé le projet de tourner la gauche des Français et de se porter sur leurs derrières, à Munich et Dachau; mais toutes ses dispositions sont si mal prises, qu'il est forcé d'y renoncer, avant que ce grand mouvement se soit dessiné de ma-

nière à être aperçu par le général français. Il n'en résulte que beaucoup de fatigues, un commencement de désorganisation dans ses troupes, la privation du concours d'une partie de son armée, qui, rejetée trop sur la droite, ne prendra point de part aux actions décisives qui vont éclater. Le général français, au contraire, concentre son armée et se dispose à attaquer la ligne ennemie sur son centre et sur sa gauche; ainsi, comme le dit judicieusement l'auteur, tandis que l'ennemi manœuvrera au loin sur notre gauche, nous manœuvrerons *au plus près* contre la sienne, en même temps que sur son centre.

En renonçant à son grand mouvement excentrique, l'ennemi se trouve naturellement concentré sur sa droite; Moreau y dirige une partie de ses forces. Le choc commence, et avec lui la deuxième période, qui comprend le combat d'Ampfing, le premier décembre, où l'immense supériorité de l'ennemi lui donne l'avantage; la retraite habile exécutée par Grenier, le 2, et la victoire de Hohenlinden, le 3, où brillent la valeureuse ténacité de Ney et de Grouchy, qui supportent tout l'effort de l'armée ennemie, et l'intrépide résolution de Richepanse, qui, avec une poignée de braves, tombe sur les derrières de la principale colonne et la désorganise complètement.

Cette journée décide du sort de l'armée autrichienne. Une vigoureuse et savante poursuite, qui remplit la troisième période, achève de la détruire, conduit le vainqueur à 16 lieues de Vienne, que sa modération l'empêche seule d'occuper, et force l'ennemi à la paix.

Le chapitre suivant est presque entièrement consacré à l'examen du plan projeté par l'archiduc Jean et dont le commencement d'exécution eut une si funeste influence sur les opérations qui lui furent substituées. L'auteur relate et discute les nombreuses et savantes critiques dont il a été jus-

tement l'objet; les plus remarquables portent, non sur le principe, mais sur les moyens, c'est-à-dire, sur les faux calculs de marche, l'inappréciation des difficultés du terrain à parcourir, ses mauvaises dispositions préliminaires: mais il ne s'en tient pas là, c'est l'idée même de ce plan qu'il attaque, et il en fait le texte d'une vive et brillante sortie contre une classe de novateurs qu'en résumant ses idées on pourrait appeler *l'École stratégiste.* Il semble qu'il ait réuni dans cette dissertation, toute la chaleur, la grâce et l'élégance de son style. Mais prenons garde que ces périodes sonores et arrondies ne recèlent quelque erreur grave, contre laquelle il serait de notre devoir de prevenir nos lecteurs : le serpent le plus dangereux aime à se cacher sous les fleurs.

Si l'on appelle *stratégistes* ceux dont *tout le savoir* consiste à faire mouvoir et disposer mathématiquement des machines organisées, de façon que, quelle que soit leur quantité numérique absolue, leur quantité relative soit toujours supérieure, et qu'une plus forte masse soit toujours opposée à une plus faible de l'adversaire; ou, en d'autres termes, ceux qui, ne tenant compte que des mouvemens qu'on peut mathématiquement imprimer à des troupes, éliminent de leurs calculs les élémens moraux de toute espèce, les considérations politiques et administratives de tout genre, on exprimera l'idée d'hommes très-propres à faire la guerre sur un échiquier, mais qui, placés à la tête d'une réunion d'hommes, appelée régiment, division ou armée, commettront beaucoup de gaucheries, et éprouveront de nombreux mécomptes.

Si l'on désigne par le nom de *méthodistes* ceux dont l'esprit est absorbé par tous les détails de subsistances ou de toute autre partie de l'administration, par le soin minutieux de se concilier la bienveillance des habitans ou de telle et telle classe d'individus, par toutes les considérations

de haute et basse politique, on y trouvera, peut-être, le type de quelques-uns des généraux du *règne de Louis XV*, ou de temps plus modernes, qui sacrifiaient volontiers des provinces entières, pour conserver quelque chétif magasin, et que le moindre calcul d'un adversaire plus habile déroutait complètement.

Voilà, ce nous semble, les deux extrêmes, ou, si l'on veut, les vices caractéristiques des deux écoles rivales. N'adoptons exclusivement ni l'une ni l'autre, prenons un terme moyen; et, puisque l'auteur a cru devoir, à ce propos, parler d'Aristote, de Pascal et de philosophie, que notre philosophie soit un véritable *éclectisme*; profitons de l'expérience et de l'observation, mais n'oublions pas que les calculs ne gâtent rien, et que les théories ne sont que le résumé des faits, la reproduction des observations, sous une expression plus simple. C'est, en un mot, l'expérience passée au creuset du raisonnement.

Appliquant ces réflexions au sujet en question, nous reconnaîtrons qu'en principe, le plan du prince était fort bon, mais que l'emploi en était intempestif, et les dispositions accessoires vicieuses.

Dans le chapitre suivant, l'auteur discute, dans le plus grand détail, et avec une haute sagacité, les faits de la deuxième période. Il présente et compare toutes les critiques dont les journées d'Ampfing et de Hohenlinden ont été l'objet; et, muni de documens authentiques inédits, il établit victorieusement que, dans ces affaires, Moreau mit toutes les chances possibles en sa faveur, par les plus judicieuses combinaisons. Toutefois, nous pensons que son admiration pour son héros l'entraîne trop loin, lorsqu'il croit que la marche sur Ampfing avait pour but d'attirer l'ennemi sur le champ de bataille de Hohenlinden. Il nous paraît résulter évidemment de ces mêmes documens, sur

lesquels il se fonde, que ce mouvement n'était qu'une grande reconnaissance qui pouvait, éventuellement, avoir cette conséquence, et que cette conséquence entra dans les prévisions du général, comme objet secondaire. Et encore, c'est dans les plaines d'Anzing, qu'il comptait recevoir l'ennemi, et non dans la position de Hohenlinden; ce n'était donc pas un plan fixe, une idée arrêtée.

La marche du général Richepanse, sur Mattenpott, nous fournit une observation du même genre. Le but primitif de son mouvement était de recevoir l'ennemi à l'entrée de la forêt, et ce n'était que subsidiairement qu'on prévoyait qu'il pourrait s'y trouver engagé, et tomber sur son flanc et ses derrières. Il est indubitable, d'après les documens produits, que cette dernière hypothèse avait été établie par Moreau; elle s'est réalisée, elle a été la cause du plus éclatant succès; mais cet exemple doit-il faire autorité? faudrait-il en conclure qu'une telle manœuvre pût être érigée en principe? nous ne le pensons pas. Pour qu'elle ait réussi, il a fallu le concours de toutes les circonstances qui se sont trouvées réunies. Un échec sur ce point entraînait les conséquences graves déduites par Napoléon, dont l'historien paraît combattre l'opinion avec plus de passion que de justice. Il est vrai que la critique de Napoléon n'est pas sans erreurs. En les relevant, il dépasse le but; c'est le propre de l'esprit humain.

Deux points principaux dominent dans la discussion de la troisième période de cette campagne. Le premier, les manœuvres qui ont précédé le passage de l'Inn, effectué seulement six jours après la bataille de Hohenlinden; le second, la conclusion de l'armistice de Steyer, lorsqu'aucun obstacle ne s'opposait plus à l'occupation de la capitale ennemie par l'armée victorieuse.

Sur le premier point, on a reproché à Moreau cette len-

teur dans le début de la poursuite, qui fut ensuite poussée avec tant de vigueur. L'auteur, en repoussant ce reproche, confond évidemment ces deux phases très-distinctes, et revendique pour la première les éloges donnés à la seconde; aussi son apologie en est-elle moins claire, et semble plus embarrassée.

Il est de principe qu'on ne doit pas donner à un ennemi battu le temps de se reconnaître; mais jusqu'à quel point faut-il se hasarder soi-même? Voilà ce qu'il n'est pas facile de déterminer d'une manière générale: à côté de l'exemple d'Iéna, se trouve celui de Dresde.

Les démonstrations sur Mühldorf et le Bas-Inn étaient-elles nécessaires, après le désastre que l'armée autrichienne venait d'éprouver, puisqu'il paraît d'ailleurs, qu'avant la reprise des hostilités, on s'était déterminé à passer l'Inn à Rosenheim ou au-dessus?

Pourquoi cette résolution ne changea-t-elle pas après l'événement? Convenait-il d'y persister?

N'était-il pas plus opportun de tirer tout le parti possible des chances de la fortune qui se présentaient sous l'aspect le plus favorable? Ne valait-il pas mieux marcher que de manœuvrer?

Ne courait-on pas le risque de voir l'ennemi revenir de son étonnement, et se reformer à l'abri de cette barrière, dont on s'est fait, mal à propos, une idée gigantesque, car une barrière, quelle qu'elle soit, n'a de valeur qu'autant qu'elle est défendue.

D'un autre côté, la résistance de l'ennemi, au passage de la Salza, ne donne-t-elle pas la mesure de celle qu'il aurait opposée, si des manœuvres bien combinées n'avaient empêché le ralliement de ses forces?

Ces questions, qui naissent du sujet, ne nous paraissent pas assez clairement traitées et suffisamment approfondies.

Quant au second point, sans être convaincu qu'il ne faut pas occuper les capitales ennemies, pour éviter de pousser le vaincu au désespoir, persuadé au contraire qu'il faut y diriger tous ses efforts, lorsqu'elles sont le nœud stratégique, le centre d'action de l'ennemi, nous ne pensons pas qu'on soit fondé à reprocher à Moreau de s'en être abstenu, puisque, sans y arriver, il atteignait son but, la paix. Le motif de connivence avec le général autrichien, qu'on lui a attribué, ne nous paraît ni justifié, ni même admissible; et, si l'on peut accuser d'optimisme l'auteur, qui n'y voit qu'un grand acte de modération, honorable pour Moreau, nous avouons franchement que nous aimons à partager avec lui cet optimisme, et nous ne doutons pas que tous les lecteurs de cet ouvrage, dont l'esprit sera complètement dégagé de préventions, ne soient de notre avis.

Dans son résumé, M. de Carion-Nisas reproduit plus positivement l'idée dominante, que cette campagne est une des plus dignes d'être proposées, aujourd'hui plus que jamais, pour modèles. Il se fonde sur ce que :

1° « Telle qu'elle a été conduite par Moreau, elle a mené » à la pacification générale, d'une manière plus sûre que » par le plan proposé par le gouvernement. Dans celui-ci, » le moindre revers pouvait avoir des suites funestes; dans » celui de Moreau, il ne pouvait essuyer d'échec d'une » grande conséquence; s'il eût été battu sur un point, il » prenait une prompte revanche sur un autre. »

Nous avons dû combattre ces suppositions. Les dangers du premier plan ne nous ont paru nullement développés; ceux du second sont réels et sensibles pour toutes les intelligences : il n'a réussi que parce que l'ennemi n'y a opposé que de faibles obstacles.

« 2° Le général semblait préférer les avantages des com- » bats partiels où les Français ont, de tout temps, éprouvé

» plus de succès, et fait moins de pertes que leurs adver-
» saires, ceux surtout qu'ils avaient alors en tête..... Or, il
» faut combattre suivant son génie et contre celui de son
» adversaire. »

Nous répondrons que les Français savent combattre de toutes les manières et avec une supériorité notable s'ils sont bien commandés; ils l'ont assez prouvé. Avec de pareilles idées on nous ramènerait aux vieux erremens de postes disséminés, de cordons étendus. Il faut surtout suivre les progrès de l'art : or, l'expérience ayant démontré que les affaires partielles n'ont le plus souvent d'autre résultat qu'une inutile consommation d'hommes, de temps, et par conséquent d'argent, que les grandes questions de la guerre se décident par le choc des masses, persister dans le système des combats partiels, c'est évidemment rétrograder. Ce système a pu être un perfectionnement du temps du maréchal de Saxe, où l'on se contentait de se montrer et de parader, se battre en détail était quelque chose de plus. Dans les premières guerres de la révolution, on a fait un peu mieux, on a organisé des masses. Moreau a fait un pas de plus, il les a fait combattre et vaincre; Napoléon a été plus loin, il les a rendues plus compactes, plus formidables, et rien ne lui a résisté. Il en a abusé sans doute; évitons l'abus, mais ne renions pas le perfectionnement, n'abdiquons pas notre propre gloire, ne compromettons pas surtout notre avenir par un pas rétrograde qui pourrait nous laisser fort en arrière de nos rivaux.

La brigade de Turenne a conduit à la division de Dumouriez, perfectionnée, si l'on veut, par Moreau, et progressivement aux corps d'armée et aux grandes armées. L'abus est venu ensuite; c'est la marche des choses humaines; distinguons le point où les proportions deviennent monstrueuses et arrêtons-nous-y, mais ne descendons pas plus bas.

3° Dans aucune campagne on ne vit régner plus d'ordre, plus de discipline, plus de confiance réciproque entre les chefs et leurs subordonnés. Dans aucune, on ne vit peut-être briller plus de ces caractères antiques, dignes d'être présentés aux hommages de tous les siècles. Sous ce rapport, l'auteur, nous en sommes convaincu, ne trouvera point de contradicteurs. Tous ses lecteurs, à bien peu d'exceptions près, si toutefois il y en a, lui sauront gré de consigner cet éloge de Moreau, fait par le plus éloquent de nos généraux : « Général d'inspiration, » dit l'illustre Foy, « il » fut le premier de l'époque dans l'art de faire combattre un » nombre limité de troupes sur un terrain donné; » et le portrait tracé par le général Lamarque : « Le bon, le simple » et quelquefois le sublime Moreau, CE LAFONTAINE DES » CHAMPS DE BATAILLE, qu'il fut si facile de tromper et d'é» garer... Je lui ai vu faire souvent des choses sublimes, » sans qu'il s'en doutât ou qu'il y attachât aucun prix. »

Nous terminerons l'examen de cet ouvrage par une courte observation sur les cartes qui y sont jointes. Sorties du dépôt de la guerre, il serait difficile que la critique la plus sévère y trouvât des défauts essentiels. Toutefois, elles ne sont pas exemptes d'une sorte d'imperfection trop commune pour que nous la passions sous silence.

Trop souvent les historiens militaires prennent des cartes où ils les trouvent, et les ajustent tant bien que mal à leurs compositions. C'est ainsi que Jomini, pour les guerres du grand Frédéric, s'est borné à calquer plusieurs des tableaux en miniature et assez défectueux de Muller et Engelbrecht. Ces cartes, que les éditeurs ne se donnent pas la peine de collationner, sont plus ou moins incomplètes; les lecteurs se fatiguent en vain et s'impatientent à y chercher des points mentionnés dans le texte et qui n'y sont pas indiqués; et si leurs bibliothèques ne leur fournissent pas les moyens de

remplir ces lacunes, ils perdent une partie du fruit de leurs lectures. Dans celles que nous avons sous les yeux, nous ne trouvons pas *Reichlingen*, entre Diesenhofen et Stein, où l'aile droite passa le Rhin (on aurait pu même marquer, sur la rive droite, le moulin de *Bibern* qui facilita cette opération); la position de *Wartemberg*, sur la Strogen; *Steingarten*, débouché d'Immenstadt, entre Kempten et Bregenz, occupé par le général Molitor; *Sachsenstatt*, où, dans la retraite d'Ampfing, le général Grandjean prit position et arrêta la poursuite de l'ennemi, etc.

Dans leur intérêt propre, nous invitons les écrivains militaires à mettre leurs cartes en harmonie avec le texte, soin bien minime sans doute, si on le compare à l'importance de leurs productions, et à suivre en cela l'exemple du général Pelet et celui du marquis de Chambray dans les cartes qu'il a dressées pour son excellente histoire de la campagne de Russie, où l'on ne trouve rien d'omis et rien de trop.

Le colonel Janin.

COURS ELÉMENTAIRE

DE FORTIFICATION,

ADOPTÉ PAR S. EXC. LE MINISTRE DE LA GUERRE, POUR L'ÉCOLE ROYALE MILITAIRE DE SAINT-CYR (1);

Par M. Imbert, ancien chef de bataillon du génie.

Pendant les campagnes de 1808 à 1813, en Espagne, les armées françaises furent appelées, par les chances de la guerre, à parcourir diverses lignes militaires et à stationner sur beaucoup de positions. Les officiers ont pu reconnaître sur leur passage les traces multipliées des peuples qui, depuis la plus haute antiquité, se sont disputés cette belle partie de l'Europe.

Ces vestiges nombreux nous montraient sur les mêmes lieux des fortifications romaines et des châteaux moresques, des restes d'ouvrages des anciens Castillans, bouleversés par les travaux de Vendôme ou de Bervick, et c'est sur ces ruines accumulées par les siècles que nous creusions de nouvelles redoutes qui mettaient à nu des statues, des vases, des armes, des tours ou des tombeaux, et ceux-là reposaient eux-mêmes sur des ruines plus anciennes qui annonçaient des générations antérieures.

Nous traversions les vastes plaines de la Péninsule sur les restes de routes romaines, nous franchissions les

(1) Un volume in-8. avec atlas in-fol. de 27 planches et légendes explicatives en regard. Prix : 12 fr. Librairie scientifique industrielle, passage Dauphine. Prix de l'atlas seul, 8 fr.

Sierras escarpées par des cols taillés de main d'hommes; nous passions les fleuves sur des ponts antiques, ou nous amarrions les nôtres aux ruines de ces ponts, et nous élevions de nouvelles redoutes sur les bases d'anciens forts. On pourrait faire un long itinéraire des lieux où sont encore confondus pêle-mêle tous ces vastes débris qui jalonnent les routes militaires à travers l'Ibérie.

Ainsi, par exemple, sur les bords du Tage, près de la Venta d'Almaraz, on voit non loin de la tour moresque de Miravette, qui couronne le sommet de la chaîne de la rive gauche, les rochers réunis par des murs faits avec d'énormes, quartiers de rochers; on dirait le travail des Titans. Entre le fleuve et cette tour, sur un mamelon qui couvre la Venta, nous fûmes obligés de faire sauter à la mine les restes d'un château fort, bâti par assises alternatives de pierres et de briques, de construction évidemment romaine. Plus bas, et auprès de la rive gauche, est une enceinte assez vaste construite de cailloux roulés avec un mortier d'une dûreté excessive. Cette enceinte est flanquée de petites tours carrées dont quelques-unes se dessinent encore sur les ronces et les broussailles; elle formait un ancien camp. Vis-à-vis, sur la rive droite, sont des élévations de terre qui furent évidemment des redoutes; un peu plus haut, en face du beau pont du Tage, les rochers ont été taillés et escarpés en batteries; et auprès nous avons élevé des ouvrages de campagne ayant deux tours en maçonnerie pour redoutes.

Nous pourrions ainsi citer sur les diverses routes que nous avons suivies, mille forts, tours et châteaux échelonnés du nord au midi, et suivre pas à pas les traces du passage des générations successives, marquées chacune du sceau de leur génie particulier.

Souvent, pendant une marche silencieuse, notre imagination traversait l'espace des siècles; nous nous rappelions

les troupes d'Amilcar, d'Asdrubal, des Scipions; les chevaliers des Pélages, et les paladins d'Isabelle. Là, disions-nous, défilaient peut-être les légers et brillans escadrons des Abencerages; nous marquions les chemins qu'ils avaient choisis, les sentiers qu'avaient suivis leurs éclaireurs; ici leurs vedettes s'étaient mises en observation; il nous était difficile de nous défendre d'une sorte d'illusion, bivouaquant aux mêmes lieux, nous baignant dans les mêmes eaux, faisant halte dans des bois antiques qui leur avaient prêté une retraite protectrice.

Quand un mouvement de troupes, un roulement de tambour venait nous ramener à la réalité, nous sortions comme d'un songe attrayant; mais alors nous ne pouvions nous empêcher de penser que les motifs qui, depuis si long-temps, ramenaient des peuples si divers aux mêmes lieux, devaient avoir leurs principes dans des causes permanentes. Souvent ces causes n'apparaissent pas, mais elles agissent à l'insu même de ceux qui en exécutent les lois. C'est ainsi que les champs de Fontenoy, de Fleurus ou d'Hochsted ont vu se renouveler de si fréquens combats. C'est ainsi que les armées françaises ont campé si souvent sur des camps tracés jadis par César; c'est ainsi que presque toutes nos forteresses sont renouvelées des Romains, et que nous franchissons encore les fleuves là où ils les ont traversés. Dans les siècles futurs les hommes seront conduits comme malgré eux à vider encore leurs différens sur les mêmes arènes, et les Thermopyles défendront toujours la Grèce contre les Xerxès futurs ou contre les Mahmoud: en effet, les passions des hommes sont les mêmes, le sol ne change pas, et la différence des armes et des lumières peut à peine modifier les résultats de ces deux bases immuables.

Cette immuabilité des principes n'est pas également sentie par tous les militaires; les uns s'imaginent qu'ils les ont

inventés, parce que par le fait d'un jugement sain ils en ont fait un bon usage. Les autres, moins profonds, les croient des découvertes modernes; mais qu'on lise les anciens et on verra si Alexandre, Fabius et Scipion ne les connaissaient pas aussi bien que Turenne, Frédéric ou Napoléon.

Les principes positifs de l'art de la guerre sont en très-petit nombre, mais ils sont difficiles à saisir et à préciser. Ce serait donc rendre un grand service que d'aider à les définir ou à les classer; mais pour cela il faudrait un exemple clair, une démonstration rigoureuse, et pour ainsi dire analytique qui écartât tout vague et toute hypothèse. L'auteur de l'ouvrage que nous examinons nous paraît avoir bien indiqué cet exemple où rien n'est arbitraire; les principes de la grande guerre sont les mêmes que ceux que Vauban employait devant une place assiégée. Le dessin des travaux d'attaque qu'il a adopté est un heureux cadre, un modèle en miniature d'une campagne, et son introduction présente les plus lumineux rapprochemens entre ces deux classes d'opérations militaires. Mais il n'a pas voulu s'étendre trop sur ce genre de comparaison, il a dû se borner, afin de ne pas s'écarter de son but qui était l'enseignement des élémens de fortifications à l'École militaire, aussi a-t-il su borner ces rapprochemens à son introduction.

La première partie traite de la fortification de campagne. Le but de l'auteur était de faire connaître la nomenclature des ouvrages défensifs qu'on y emploie selon les circonstances, les principes particuliers qui doivent en déterminer le choix, l'objet de chacun d'eux, leurs qualités et leurs défauts. Il nous a paru que cette première partie était écrite avec clarté et méthode et évitait le fatras de cotes, chiffres et raisonnemens faux dont beaucoup de livres élémentaires sont hérissés.

La deuxième partie traite de la fortification permanente.

L'auteur a dû nécessairement élever un peu davantage ses considérations, sans toutefois sortir des limites élémentaires. On voit qu'il s'efforce de se tenir dans un cadre étroit commandé par son but et par ses auditeurs. Nous croyons qu'il a réussi à simplifier l'enseignement et à le rendre utile aux jeunes militaires qui, souvent rebutés par trop de détails fastidieux et presque toujours oubliés, laissent alors l'ouvrage, et se disent : Qu'a-t-on besoin de tant de lecture ? nous avons de l'esprit et nous sommes braves.

On doit donc des éloges à l'auteur pour la simplicité de ses descriptions, la clarté de son style et surtout pour avoir su se borner lui-même à de purs élémens. Il lui aurait été facile de s'élever davantage, mais il eût fait un ouvrage moins utile à ceux pour lesquels il est destiné.

Le lieutenant-colonel, VAUVILLIERS.

VUES ET CONSIDÉRATIONS

SUR LES GARDES NATIONALES DE FRANCE,

PAR LE COLONEL LÉORIER.

La garde nationale, si imprudemment, on pourrait même dire, si criminellement abolie, se relève spontanément et avec éclat; mais son organisation faible, incertaine et vacillante, ne lui permettrait pas de se soutenir, et réclame des règlemens plus complets. Dans l'écrit que publie aujourd'hui M. le colonel Leorier, après avoir démontré son utilité, et renversé les sophismes sur lesquels une faction anti-française crut pouvoir s'appuyer, pour éliminer cette puissante garantie de notre indépendance nationale, il présente l'ensemble des dispositions que ces réglemens doivent contenir.

Il établit en principe, que: 1° tous les citoyens français, depuis dix-huit ans jusqu'à soixante, font partie de la garde nationale, sauf les exceptions qu'il détermine :

2° Ils seront divisés en trois classes, d'après trois cotes proportionnelles de leurs contributions. La première correspondante à la plus forte cote, formerait la compagnie d'élite à pied et à cheval; elles seraient habillées, armées et équipées. Les anciens militaires décorés en feraient partie sur leur demande, et toujours dans leur grade; on y admettrait par exception des citoyens des autres classes, soit en récompense de services rendus, soit par des considérations d'intérêt public; quelques anciens militaires bien

famés, comme instructeurs ou remplaçans ; de plus, tous les jeunes gens de dix-huit à vingt ans, pour les préparer au service plus actif, auquel ils seraient susceptibles d'être appelés ; et enfin, tous ceux rentrés dans leurs foyers, après avoir accompli le terme de leur service, jusqu'à l'âge de trente-quatre ans.

La deuxième classe se composerait des citoyens dans la cote moyenne, qui serait descendue de manière à présenter un individu sur huit âmes de population ; elle formerait les compagnies du centre.

La troisième de ceux de la troisième cote, établie de manière à comprendre un homme sur quatre individus ; elle formerait la réserve.

3° Les commandans seraient nommés par le Roi dans les chefs-lieux, par le ministre de l'intérieur dans les communes de 1,500 âmes et au dessus, et par le préfet dans les autres, mais toujours sur la présentation de trois candidats.

Les officiers et sous-officiers le seraient directement par la garde nationale elle-même.

4° A l'exception des pompiers, la garde nationale ne pourrait jamais prendre les armes, ni faire aucun service que sur la déclaration des maires.

Il entre ensuite dans le détail de sa formation, il indique les moyens de soutenir cette institution par un régime intérieur, administratif et disciplinaire approprié ; le dégré d'instruction auquel il faut se borner, et enfin la tenue.

Sur ce dernier point, nous différons légèrement d'opinion avec M. le colonel Léorier, il veut que l'uniforme soit le même pour toute la France, mais seulement pour les compagnies d'élite ; quant aux autres, il n'en serait pas exigé. Nous pensons qu'il est nécessaire que toute troupe sous les armes soit tenue uniformément, mais on peut varier cet uniforme suivant les localités, et se rapprocher tellement

du costume le plus généralement en usage, que ce ne soit pas pour les citoyens une charge sensible. Nous avons vu à Paris, ensuite des mémorables journées du mois dernier, ces citoyens accourus de divers points pour soutenir ce grand et immortel effort national, revêtus uniformément d'un costume local aussi simple qu'élégant. Nous soumettons cette remarque à l'honorable auteur dont la nouvelle production ajoute encore à tous les titres qu'il s'était acquis à la reconnaissance de la patrie, et par ses services et par ses écrits.

Le Colonel F. Janin.

DU PROFESSORAT

ET DES PROGRÈS DE L'INSTRUCTION DANS LES ÉCOLES MILITAIRES, ETC.

PAR M. ROCHE,

Professeur de mathématiques à l'Ecole royale de la marine à Toulon.

Ce petit écrit a un double but. Le premier, d'étendre la sphère de l'instruction donnée dans les écoles spéciales militaires, et principalement celles de l'artillerie où elle ne doit pas être bornée aux connaissances élémentaires que les militaires destinés à en suivre le cours, sont censés avoir, et de mettre cette instruction au niveau de celle des pays étrangers, dont il décrit les progrès; le second but, de mettre la position des professeurs en harmonie avec celle de leurs auditeurs, d'augmenter leur influence et leur considération, en les revêtant d'un grade militaire.

Nous ferons observer à ce sujet, qu'il ne suffit pas qu'un individu, quel qu'il soit d'ailleurs, soit revêtu d'un grade pour exercer sur le public militaire cette influence spontanée, et jouir de cette considération d'une nature toute particulière, dont l'auteur reconnaît avec raison les avantages. Le plus haut degré de savoir n'est pas même un mérite suffisant aux yeux d'hommes qui, d'une part, ne sont pas tous capables de l'apprécier, et de l'autre sont habitués à recevoir leur impulsion de qualités plus évidentes, quoique plus superficielles et réellement moins importantes. Les formes militaires, qui frappent tout d'abord, sont tellement

indispensables pour opérer cet effet, que, si elles n'accompagnent pas le grade, cette disparate promptement saisie prêtera un ridicule : on sait combien, chez un peuple d'un tact aussi fin, ses atteintes sont piquantes pour qui n'est pas d'une trempe assez forte pour ne pas les sentir. Les immortels compagnons des conquérans de l'Egypte poursuivaient leurs glorieux travaux au milieu des quolibets des soldats, dont ils partageaient les fatigues et les dangers; et, lorsque des nuées de Bédouins interrompaient leur savantes explorations, ce cri tant soit peu malin; *les ânes et les savans dans le carré*, n'excitait de leur part qu'un sourire de gaîté, ou même d'une bienveillante gratitude.

Au reste, cette remarque n'infirme point les observations pleines de justesse de M. le professeur Roche, mais nous en tirerons une conséquence d'un intérêt plus général : il serait à désirer que les professeurs des écoles militaires fussent d'abord militaires; ils devraient au moins en avoir les formes; et il y a un moyen bien simple d'y parvenir, c'est de les restituer à nos enfans, de faire profiter nos colléges et nos écoles du glorieux mouvement qui vient de régénérer la France en leur rendant ces formes, ce régime militaire que, sous l'influence étrangère, une politique mesquine avait abolies pour leur substituer des formes monastiques dans le seul but de comprimer dans son germe notre génie national.

Le colonel F. Janin.

NOUVELLES MILITAIRES.

ÉTRANGER.

Amérique septentrionale. — Voici l'effectif de l'armée de terre au mois de novembre 1829, d'après des documens officiels présentés au congrès.

État-major général. Deux généraux de brigade, 1 adjudant général, 2 inspecteurs généraux, 1 quartier-maître général, 4 quartiers-maîtres, 1 commissaire-général, 2 commissaires des guerres.

Service de santé. 1 chirurgien en chef, 8 chirurgiens, 45 aides-chirurgiens.

Employés du trésor et des approvisionnemens. 1 payeur-général, 14 payeurs, 1 commissaire général de vivres, 2 commissaires ordinaires.

Corps du génie. 1 colonel, 1 lieutenant-colonel, 2 majors, 6 capitaines, 6 lieutenans, 6 sous-lieutenans, 3 sous-lieutenans à la suite.

Corps des ingénieurs géographes. 6 majors, 4 capitaines.

Corps d'artillerie. Elle est organisée en 4 régimens. Son personnel se compose, en officiers, de 3 colonels, 4 lieutenans-colonels, 4 majors, 40 capitaines, 72 lieutenans, 72 sous-lieutenans et 19 sous-lieutenans à la suite. Total 214 officiers.

Les divisions de l'est, sous les ordres du général Gaines, comptent 53 compagnies d'infanterie, qui ont un effectif de

233 officiers et de 2662 sous-officiers, musiciens, ouvriers et soldats. Total 2895 hommes.

Les divisions de l'ouest, sous les ordres du général Atkinsen, comptent également 53 compagnies d'infanterie, qui ont un effectif de 178 officiers et de 2285 sous-officiers, musiciens, ouvriers et soldats. Total 2463 hommes. Total général 5692.

Les dépenses pour le département de la guerre ont été de 3,000,000 de dollars pour 1828. Cette somme a été répartie de la manière suivante :

Solde et approvisionnemens . .	1,000,984 dollars.
Département du quartier-maître général	328,943
Fourrages.	39,698
Habillement	126,745
Gratifications	27,310
Recrutement	11,283
Hopitaux.	18,979
Achat de drap pour les besoins. .	10,000
Contingens.	6,938
Ecole militaire de West-Point . .	27,925
Arsenaux	379,625
Artiilerie.	74,148
Pour la construction et la réparation des forts.	951,200

Les forts dont la réparation a été ordonnée sont : Monroë, Calhoun, Delaware, Hamilton, Adames, Jackson, Mobile-Point, Macon, Oahisland, Charleston, Savannah, Pensacola, Lafayette, Constitution, Portsmouth, Mac-Henry, Walcott, Sullivan, Trumbul, Michilimackinac, Winebago.

L'armée de terre a reçu du 1er au 30 septembre 1829, 2431 recrues ; elles ont été réparties de la manière suivante :

1513 dans la division de l'est, et 175 dans celle de l'onest. 291 dans les régimens d'artillerie, 362 dans les compagnies d'infanterie, et 35 dans l'école de West-Point.

A la fin de l'année 1829, il y avait 209 élèves dans l'école militaire de West-Point. Voici les proportions dans lesquelles les provinces ont concouru à y envoyer des élèves : New-Yorck, 32; Pensylvanie, 21; Ohio, 14; Virginie, 13; Kentucky, 13; Maryland, 12; Caroline, 10; Massachussets, 10; Moène, 8; Caroline du sud, 8, New-Jersey, 8; Ténessé, 7; Connecticut, 7; Georgie 6, Colombie, 6; New-hampshire, 6; Indiana, 4; Rhode-Island, 4; Vermond, 3; Illinois, 5; Delaware, 2; Alabama, 2; Louisiane, 2; Michigan, 2; Mississipi; 2; Missouri, 1; Arkansa, 1.

Angleterre. — Le roi vient d'élever au grade de lieutenant-général, le général-major sir Robert Wilson.

Les généraux Clarke et Hulson ont été élevés à la dignité de feld maréchal.

Trente lieutenans généraux ont été promus au grade de généraux, et 44 généraux majors à celui de lieutenans-généraux. On remarque parmi les premiers MM. Dalhausée, Conyngbam, Hope et Clinton, et, parmi les derniers, MM. Hudson Lowe, le geôlier de Napoléon, sir Frédéric Adam et N. Bloomfield.

Le lieutenant-général Aylmer a été nommé gouverneur de l'Amérique du nord, et le général major Makie, gouverneur de Sainte-Lucie.

Le contre-amiral Codrington, qui commandait à Navarin, a été nommé vice-amiral.

Sir Sidney Smith a été nommé lieutenant-général des soldats de marine.

Prusse. — Les troupes du huitième corps d'armée qui devaient s'assembler aux environs de Coblentz, au nombre de 25,000 hommes, ont été contremandées; elles ne se

réuniront plus en masse, mais elles seront exercées dans les garnisons respectives.

Russie. — Un ukase du 13 juillet de cette année porte ce qui suit :

« Les relations de bonne amitié ayant été rétablies entre la Porte-Ottomane et notre empire, et l'objet pour lequel elles ont été convoquées n'existant plus, la deuxième armée est dissoute : les troupes seront incorporées dans la première armée ; le quartier-général seul continuera à exister jusqu'à l'apuration définitive de la comptabilité. Le général d'artillerie baron Lowenstern est nommé commandant du quartier-général. »

— Le général-major Mikulin a été nommé chef du quartier-général de l'empereur ; il restera attaché à la suite de Sa Majesté.

Royaume de Saxe. — Le colonel Rouvray, auteur fort estimé de plusieurs ouvrages, a obtenu sa retraite sur sa demande : c'est le major Leonhardi qui l'a remplacé en qualité de directeur de l'école militaire.

Le général Lecoq est mort dans son voyage en Italie.

— Le roi a assisté à l'exercice du polygone des élèves de l'école militaire ; Sa Majesté a témoigné toute sa satisfaction aux professeurs de l'instruction des élèves et la précision des manœuvres exécutées devant elle.

Suède. — Le colonel d'artillerie Hygrelle a été nommé adjudant général dans l'état-major général ; le général major Hederssjern et le comte Brahe, lieutenans généraux, et le contre-amiral de Schantz, vice-amiral.

Grand duché de Hesse. — D'après les ordres du gouvernement il n'y aura pas de grandes manœuvres cette année ; les soldats congédiés rentreront sous les drapeaux le 1er sep-

tembre, il est vrai, mais ils ne seront exercés qu'en détail, et rentrent en congé le 21 du même mois.

Les régimens seront exercés individuellement du 1er au 20 septembre, aux écoles de peloton et de bataillon seulement.

ANNONCES.

Tableau statistique de l'état militaire de la France, en 1829 et 1830; par M. Sicard, officier d'état-major. Une feuille grand aigle. Prix : six francs.

Ce tableau synoptique, fruit de pénibles et consciencieuses recherches, présente en résumé le cadre immense de l'armée dans ses divisions actives et administratives, et les institutions nombreuses des départemens de la guerre et de la marine.

Un semblable travail doit, comme on le pense bien, se refuser à l'analyse; il suffira, pour en donner une idée, d'exposer l'ensemble de ses principales dispositions.

L'auteur a divisé son travail en quatre grandes généralités bien distinctes.

1° Etats-majors généraux;

2° Administrations, établissemens;

3° Troupes françaises et étrangères au service de France;

4° Forces et établissemens de la marine.

Chacune de ces généralités est elle-même subdivisée en autant de sections que le sujet l'exige.

Ainsi, après une introduction claire et succincte, l'auteur nous présente en cinq tableaux l'ensemble et l'organisation des divisions militaires; celle du corps d'état-major

des places, de l'intendance militaire, puis de l'état-major général de l'armée.

La deuxième section offre sept subdivisions qui traitent successivement des établissemens du génie et de l'artillerie ; des bureaux de la guerre, de la direction générale du dépôt de la guerre, des hopitaux, des invalides et des écoles militaires.

La troisième présente en quatre subdivisions la situation de la maison militaire de l'ex-roi et de l'ex-garde royale, (ces deux documens sont heureusement devenus purement historiques,) celles de la ligne, puis enfin celle des différens corps hors ligne, tels que les ingénieurs, les officiers de santé, les compagnies de discipline, les gendarmes, etc.

Un dernier tableau joint à cette troisième section récapitule tout le personnel du département de la guerre.

Nous y voyons que l'effectif de l'armée est en temps de paix de 336,032 hommes, non compris 18,980 officiers civils ou militaires de tous rangs ou grades. Le nombre des chevaux s'élève à 45,733.

Cet effectif doit subir quelques modifications depuis le licenciement de l'ex-garde royale.

La quatrième et dernière division du tableau, sous le titre de forces et établissemens de la marine, présente l'aperçu général et détaillé de ce département.

Nous devons dire que cette dernière partie renferme quelques inexactitudes, et en même temps quelques omissions.

Ces erreurs portent principalement sur le personnel (corps des officiers du vaisseau), et sur le matériel (état des bâtimens à flot). Nous ferons aussi remarquer à l'auteur qu'il a oublié la situation des bâtimens en construction. Nous rectifierons donc ainsi son état de situation.

1er *janvier* 1829.

54	33 vaisseaux à flot,
	21 *idem* en construction,
63	41 frégates à flot,
	22 en construction,
242	205 corvettes, bricks, etc., à flot,
	37 *idem* en construction.

Total 359

En résumé on ne saurait trop recommander ce tableau statistique aux militaises, aux historiens et aux gens du monde. Il leur évitera une foule de recherches souvent difficiles et toujours pénibles.

Cours d'équitation militaire. A Paris, chez Anselin. Deux volumes in-8., ornés de 56 belles planches gravées par Aubry. Prix : 15 fr.

Nous recommandons particulièrement à nos lecteurs cet ouvrage remarquable, dont nous nous proposons de rendre compte dans un prochain numéro.

BIBLIOGRAPHIE MILITAIRE.

OUVRAGES FRANÇAIS.

Encyclopédie moderne, ou Dictionnaire abrégé des sciences, des lettres et des arts, avec l'indication des ouvrages où les divers sujets sont développés et approfondis. Par A. Courtin : tom. XIX. In-8. de 40 feuilles. Prix : 9 fr. le volume. A Paris, rue St.-Roch, n. 24.

Constantinople et la Turquie en 1828 *et* 1829, par Charles Mac-Forlane, traduit de l'anglais par Nettement; tome III. In-8. de 10 feuilles, avec cartes. A Paris, chez Moutardier, rue Git-le-Cœur.

Fragmens historiques, relatifs à la campagne de 1815 et à la bataille de Waterloo, par le général Grouchy. — De l'Influence que peuvent avoir sur l'opinion les documens publiés par le comte Gérard. In-8. de 4 feuilles. Didot, rue Jacob, n. 24.

Projet d'une compagnie d'assurance sur le tirage pour le recrutement de l'armée, fait en 1821, par Leblanc de Marconnay. In-8. de 2 feuilles. A Paris, Bellemain.

Cours élémentaire de géognosie, fait au Dépôt général de la guerre ; par Roset. In-8. du 30 feuilles, avec 7 pl. Strasbourg, chez Levrault.

Pétition à MM. les Députés des départemens sur les garanties offertes par les intermédiaires civils des remplacemens militaires. In-4. de 2 feuilles. Imprimerie de Lebégue, à Paris.

Tableau descriptif et numératif de l'opération relative à l'exécution du plan proposé sur les réengagemens et la dotation de l'armée. In-4. de 1/4 de feuille. Imprimerie de Ducessois, à Paris.

Considérations morales et politiques sur l'état militaire, par le comte Godefroy de la Tour-d'Auvergne. In-8. de 23 feuilles. A Paris, chez Levasseur.

Ordonnance sur les exercices et les évolutions de cavalerie du 6 décembre 1829. A Paris, chez Anselin.

ERRATA de la 53e *Livraison.*

Page 445, lig. 17, au lieu de : *le* 13,	lisez *le* 15.
Page 448, lig. 2, au lieu de : *gauche*,	lisez : *droite.*
Page 430, lig. 16, au lieu de : *été obligé de*,	lisez : *voulu.*
Page 461, au 3e § au lieu de : *je me transportai*,	lisez : *je me transporterai.*
Page 474, lig. 16. au lieu de : *de réserve*,	lisez : *de colons tenanciers.*
Page 474, lig. 16, au lieu de : 2932,	lisez : 3914.

IMPRIMERIE DE SELLIGUE,
RUE DES JEUNEURS, N° 14.

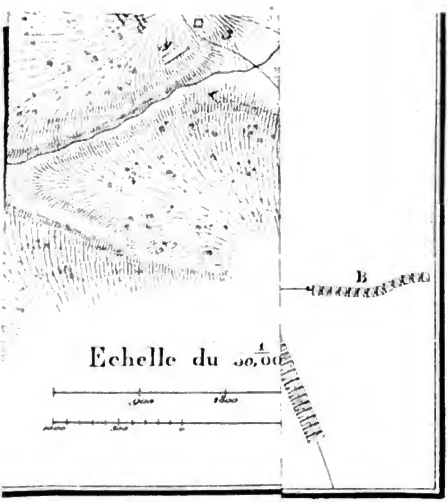

B
Echelle du

TABLE ANALYTIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME IXe

(NUMÉROS 49-54)

DU SPECTATEUR MILITAIRE.